

Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

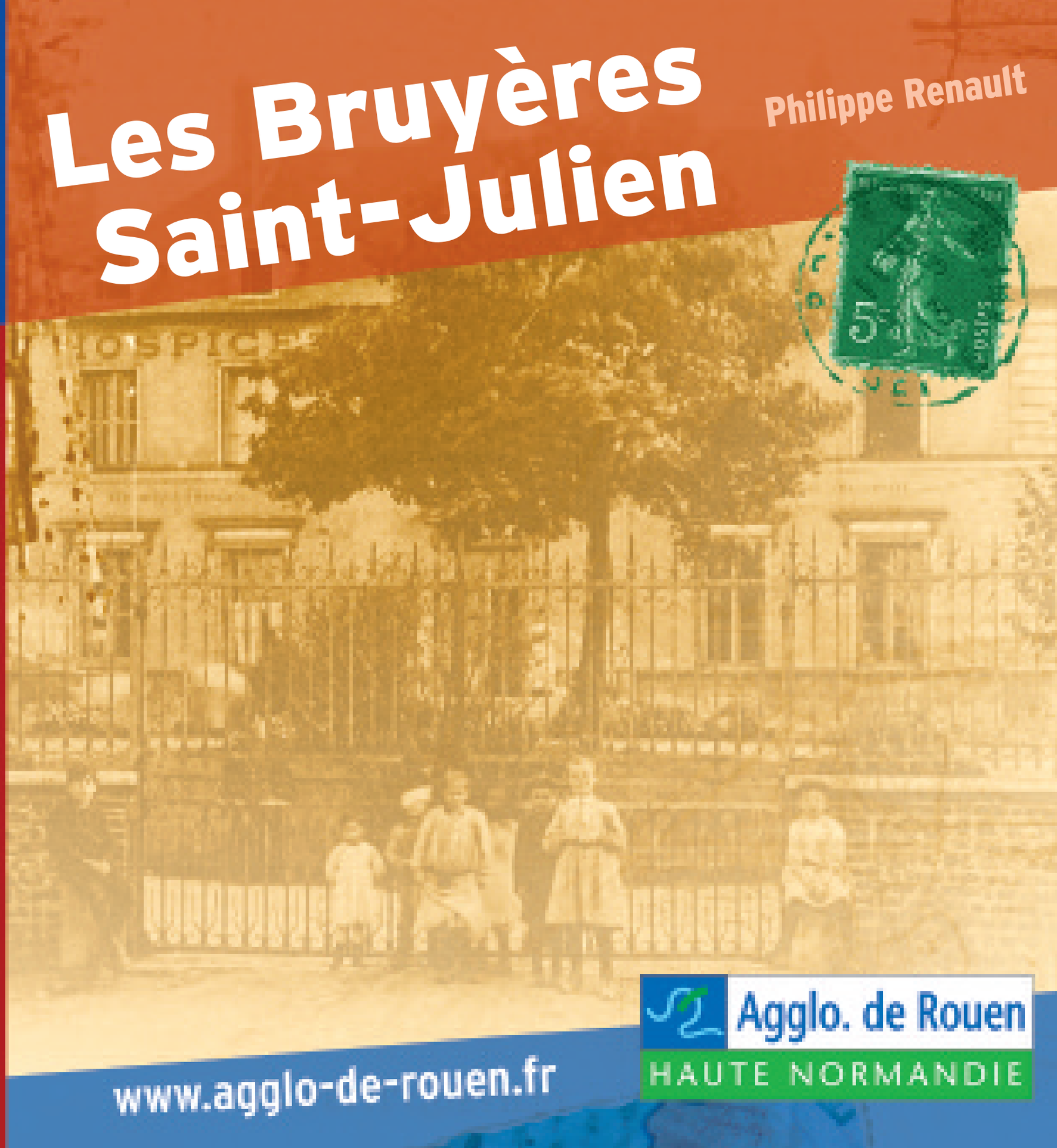
GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°1

Collection histoire(s) d'agglo

Les Bruyères Saint-Julien

Philippe Renault



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Charles Théron - Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen

Serge Martin-Desgranges
Jean-François Paux
Franck Delauney

Maquette et mise en page :

Stéphanie Lejeune
Nicolas Carbonnier

Contact :

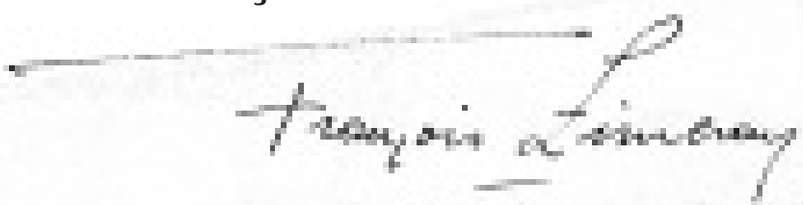
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 34 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

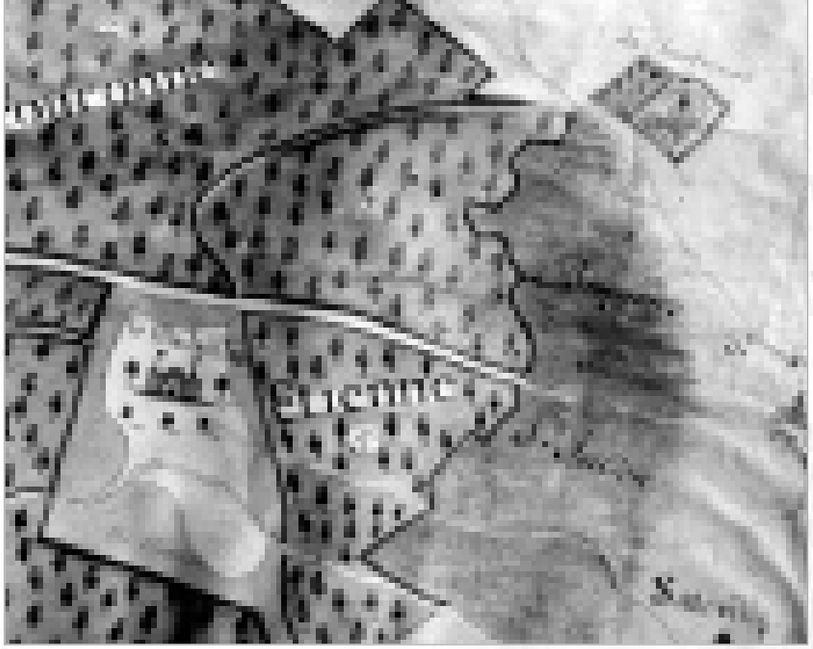


Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture – Patrimoine - Jeunesse



EXTRAIT DU PLAN DE LA FORÊT DU ROUVRAY (1757)

LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

L'histoire des Bruyères-Saint-Julien se confond avec les congrégations religieuses qui s'y sont installées.

Une ancienne chronique évoque l'existence d'un couvent de femmes vers 768, mais la première implantation ecclésiastique avérée est celle du Prieuré Saint-Julien.

En 1160, Henri II Plantagenêt, Duc de Normandie et Roi d'Angleterre, installe un manoir dans le Parc du Rouvray. Quelques années plus tard, en 1183 plus précisément, il y adjoint une maladrerie à usage des jeunes filles nobles atteintes de la lèpre. De cette période, nous pouvons admirer la chapelle Saint-Julien.

Cette léproserie est nommée aussi la salle du Roi en hommage à Henri II, la salle aux Pucelles par rapport à l'accueil de jeunes filles, Saint-Julien-du-Parc à cause du site du Parc du Rouvray ou encore Saint-Julien-des-Bruyères faisant référence aux défrichements réalisés aux abords du Prieuré. La léproserie, sous la responsabilité d'un “maître” ou “prieur”, remplit sa charge jusqu'en 1366.

A cette date, la lèpre étant quasiment éradiquée, Charles V, Roi de France décide de rattacher la maladrerie à L'Hôtel-Dieu. Sous la tutelle des religieuses de la Madeleine, le Prieuré Saint-Julien n'est plus entretenu que par un seul religieux officiant à la Chapelle et de quelques religieux pour le temporel. Sous Henri IV, les religieuses de l'abbaye de la Trinité-du-Mont-Sainte-Catherine s'y installent. En 1667, les Chartreux de Gaillon prennent possession des lieux auxquels se joignent les Chartreux de la Chapelle de la Rose, près de Darnétal au bout de quelques années. Les Chartreux détruisent l'ancien cloître et construisent un nouveau couvent et une nouvelle église sur les terrains les plus proches de Rouen sous la direction des architectes Nicolas Le Genevois et Millet-Desruisseaux.

La congrégation vit paisiblement jusqu'à la Révolution de 1789. Décrétés biens nationaux, les biens du Prieuré Saint-Julien sont mis en vente lors d'une enchère. Démantelé dans sa majorité, le bâti est utilisé soit en habitation, soit en atelier. Le percement de la rue Victor Hugo et Ursin Scheid marque la démolition de nombreux vestiges de l'ancien site religieux. Aujourd'hui, on distingue encore l'ancien cloître, une partie du mur d'enceinte et des cellules, au milieu des habitations, non loin de l'actuelle place des Chartreux. Des fouilles archéologiques menées entre 1986 et 1991 permirent de redécouvrir les citernes et le système hydraulique de la Chartreuse. Depuis 1984, le pavillon d'entrée accueille le Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles. La journée du Patrimoine en septembre donne lieu à des visites de l'ancien site de la Chartreuse Saint-Julien, monument inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques.



LE PAVILLON D'ENTRÉE DU SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE DE LA DRAC

La Chapelle Saint-Julien

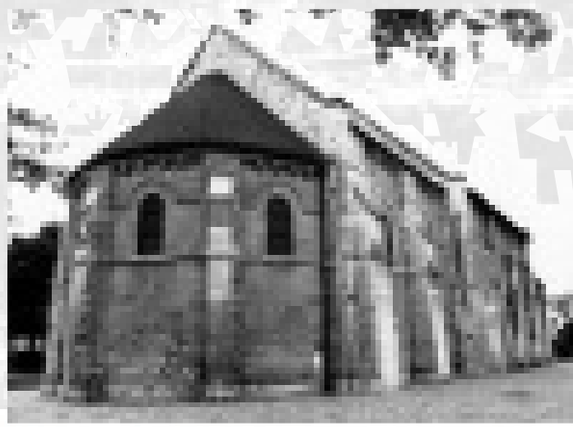
Témoignage unique de l'art roman en Normandie, la Chapelle Saint-Julien présente un double intérêt.

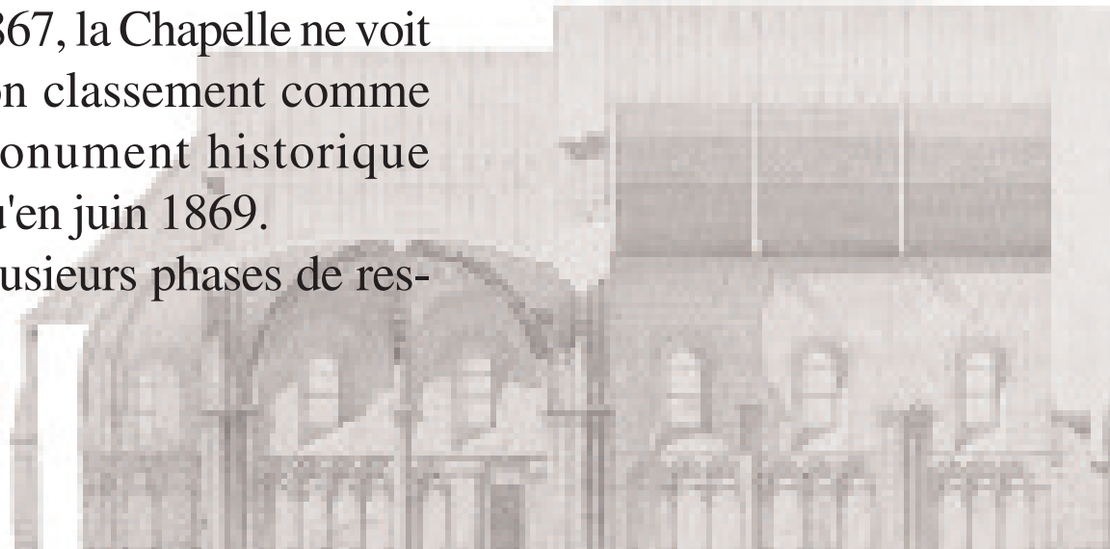
Ce bâtiment de 24 mètres de long sur 9 mètres de large est représentatif de l'architecture du XII^{e} siècle des grands manoirs ducaux dont peu d'exemples subsistent. En conséquence, la Chapelle Saint-Julien constitue un témoignage irremplaçable.

Les peintures du XII^{e} et XIII^{e} siècles ornant ses murs sont également d'un grand intérêt. Ces traces picturales représentent des scènes bibliques comme la Nativité, l'Annonciation ou le Baptême du Christ. Ce monument a traversé les siècles sans trop d'encombres. Pourtant, après la Révolution, il est négligé au point de devenir un grenier à foin et une écurie. Plusieurs personnalités, au début du XIX^{e} siècle, se fendent d'une lettre à l'Inspecteur Général des Monuments de France pour son classement. Donné par Guillaume Lecointe à la commune de Petit-Quevilly en 1867, la Chapelle ne voit son classement comme monument historique qu'en juin 1869.

Plusieurs phases de restauration seront nécessaires pour qu'elle retrouve un certain éclat. La dernière phase a permis de rendre la Chapelle Saint-Julien visible au public.

La Chapelle Saint-Julien est ouverte chaque samedi après-midi.





En 1836, Guillaume Lecointe se porte acquéreur de l'ancien Parc des Chartreux sur lequel il établit, en 1843, une maison de correction sous le nom de “Colonie Agricole, Horticole et Industrielle de Petit-Quevilly” autrement appelée “Le Refuge”. L'établissement, créé avec l'aide d'une société de patronage, est conçu pour accueillir entre 60 et 100 enfants et adolescents avant d'atteindre le chiffre de 160 en 1860. Les salles de classe, le réfectoire, les dortoirs, les bâtiments agricoles, de boulangerie et des autres corps de métiers enseignés s'agglomèrent autour de la Chapelle et du logis construit par les Chartreux. Cet établissement obtient des résultats

COLONIE AGRICOLE, HORTICOLE ET INDUSTRIELLE DE PETIT-QUEVILLY VERS 1850

(Carte postale)



probants avec un taux de récidive de 11% contre 84% pour l'ensemble des jeunes délinquants. Mais les problèmes financiers obligent Le Refuge à fermer en 1865. L'ensemble de l'établissement est vendu en 1867 à l'entrepreneur Émile Malétra, Maire de Petit-Quevilly.

L'industriel décide de reconvertir l'ancien "Refuge" en hospice. L'inauguration a lieu le 4 mai 1868. Dans un premier temps, il contient douze lits avant qu'une souscription auprès des notables et des habitants permette un agrandissement de la capacité d'accueil. Entre 1873 et 1887, l'hospice passe de douze à cinquante lits. En revanche, l'hôpital de Petit-Quevilly, tel que



ENTRÉE PAR LA RUE LECOINTE
DU PARC DES CHARTREUX
(Carte postale)

LES LIEUX D'ÉTUDES OU DE REPOS

nous le connaissons, ne sort de terre que dans les années trente.

Actuellement, la construction d'un hôpital de jour, boulevard Charles-de-Gaulle, perpétue l'activité hospitalière des Bruyères-Saint-Julien.

Outre l'hôpital de Petit-Quevilly, le quartier des Bruyères-Saint-Julien voit l'installation d'un autre établissement de santé puis d'étude : le Château des Bruyères.



L'ANCIEN HÔPITAL DES BRUYÈRES
(Carte postale)

Le banquier Henri Faucon fait construire, en 1860, ce château, inspiré de la Renaissance flamande, sur la partie sottevillaise des Bruyères. En 1882, le bâtiment principal est complété par un château d'eau, des écuries et des serres à vigne. En 1912, après deux changements de propriétaire, le château échoit au Docteur Prosper Cornet.

Il y installe une clinique psychiatrique en activité jusqu'en 1949. A cette date, le château devient une annexe du Lycée Jeanne d'Arc avant de devenir un lycée à part entière ; le

Lycée des Bruyères en 1953.

Entre 1956 et 1963, de nouveaux bâtiments sont construits pour faire face à l'accroissement du nombre d'élèves. Un programme complet de rénovation de l'internat, des cuisines et du centre de documentation est engagé de 1990 à 1994.

Aujourd'hui le Lycée des Bruyères accueille près de 1500 élèves de la seconde aux Prépa HEC.

De par son architecture moderne, le Lycée Technique Élisa Lemonnier sur l'ancien site des "Fermetures Éclair" ne laisse pas indifférent.

Depuis son ouverture en 1994, ce lycée technique dispense des formations dans le génie mécanique, la bureautique, la coiffure, la mode ou l'art textile perpétuant ainsi la tradition industrielle du site.



L'HÔPITAL DE PETIT-QUEVILLY
(de nos jours)

LES "COMMUNES PÂTURES" DES BRUYÈRES-SAINT-JULIEN

Selon les habitants de Saint-Étienne-du-Rouvray en 1793, les droits sur les Bruyères-Saint-Julien "furent donnés par le Roi Saint-Louis aux habitants de Couronne, de Grand-Quevilly, de Petit-Quevilly, de Sotteville, et de Saint-Étienne ainsi qu'aux bouchers et habitants de Rouen pour les pâtures de leurs bestiaux."

En réalité, les actes de franchises sont antérieurs puisque déjà attestés sous Richard Cœur de Lion, Roi d'Angleterre. Après sa conquête de la Normandie en 1207, Philippe Auguste, Roi de France, confirme les privilèges de la ville de Rouen et de sa banlieue. Parmi tous ces privilèges, se trouve le droit de "paissons" (faire paître les porcs) et autres animaux dans les forêts et domaines royaux dont celui du Rouvray. Quelques mois plus tard, le roi accorde aux habitants de la ville et de la banlieue, la propriété de biens vagues, appelée alors "communes pâtures". Sur une bande de terre partant des portes du faubourg Saint-Sever jus-

qu'à la forêt du Rouvray, les habitants des différentes paroisses adjacentes y font paître leurs animaux, utilisent le bois pour se chauffer, extraient du sol sablonneux et crayeux des matériaux de construction. Son usage illimité laisse des terres incultes qui prirent le nom de “Bruyères”. Malgré cela, jusqu'à la veille de la Révolution, ces terres jugées stériles, sorte de communaux, ont un rôle économique non négligeable pour les paroisses ayant droit.

L'abolition des droits féodaux et royaux par la Révolution de 1789 oblige les anciennes paroisses à renoncer à leurs privilèges ancestraux sur les Bruyères-Saint-Julien. En mai 1792, la ville de Rouen déclare son titre de propriété sur ces terres. Les communes de Petit-Quevilly, Petit-Couronne, Grand-Quevilly, Saint-Étienne-du-Rouvray et Sotteville contestent ce titre. Une bataille pour le partage des Bruyères-Saint-Julien s'engage.

Dans cette querelle, une parenthèse est à signaler lors du défrichement de 1794. La France, dans une situation économique catastrophique, en pleine pénurie, essaie de cultiver tous les espaces disponibles. Les environs de Rouen offrent peu d'espaces libres. Malgré leur réputation de terres incultes, les Bruyères-Saint-Julien sont le théâtre de grandes manœuvres afin d'y cultiver du blé et des

pommes de terre. Le résultat s'avère médiocre mais est salué par la presse nationale comme un exemple de fraternité entre les citoyens des différentes communes.

Malgré cet exemple de mise en commun des Bruyères-Saint-Julien, la question du partage se pose toujours avec acuité, les communes ne parvenant pas à se mettre d'accord. Le statu quo est proposé à travers la mise en fermage des terres dont le produit serait réparti entre les différentes communes. Ce consensus perdure jusqu'en 1811 où les Bruyères-Saint-Julien sont effectivement partagées sous l'égide du Préfet Stanislas Girardin. Rouen est reconnue propriétaire

LE ROND-POINT DES BRUYÈRES
(Carte postale des années 30)



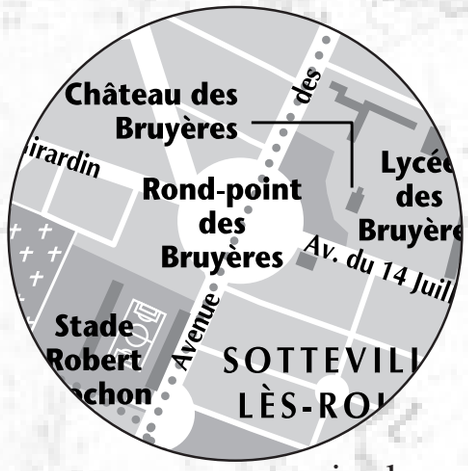
de la moitié des terres. L'autre moitié est répartie entre les quatre autres communes.

Petit-Couronne est exclue du partage pour des raisons géographiques et historiques.

La ville de Rouen souhaite utiliser ces nouvelles acquisitions pour le percement de grandes avenues permettant de desservir plus facilement la rive gauche. Quelques années plus tard, l'actuelle avenue des Canadiens est percée en prolongement de la rue d'Elbeuf. Sotteville trace l'avenue du 14 juillet. Avec le concours de la ville de Rouen, l'avenue Sainte-Marie (l'actuel boulevard du 11 novembre) rejoint l'ancienne voie royale vers Caen (le boulevard Saint-Julien) au niveau de la place des Chartreux sur le territoire de Petit-Quevilly. Du croisement de ces nouvelles artères naît le rond-point des Bruyères, récemment rénové.



LE ROND-POINT DES BRUYÈRES
(de nos jours)



voir plan p.27

LES ÉTABLISSEMENTS DES RÉVOLUTIONS INDUSTRIELLES

Dès le partage des Bruyères effectué, des industries de transformation s'installent sur ces terrains libres pour des raisons de proximité avec le port.

La plus importante implantation est sans conteste celle de l'entreprise Malétra. En 1808, Pierre Malétra, maître marchand à Rouen, fonde au nord du Parc des Chartreux une manufacture de produits chimiques. Dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, ses fils Léon et Émile Malétra donnent une nouvelle impulsion à l'entreprise. En 1890, les “Établissements Malétra” occupent une superficie de 26 hectares, employant 700 à 800 ouvriers. Sur le quartier des Bruyères-Saint-Julien se trouve les carrières Malétra. Le terrain crayeux des Bruyères fournit une partie de la matière première pour les fours à chaux. Puis, ces terrains servent de décharge pour l’ensemble de l’établissement. Aujourd'hui, ce terrain accueille les immeubles du quartier Saint-Julien.

L'anglais William Bickford invente la mèche de sûreté pour les

LES IMMEUBLES DU QUARTIER SAINT-JULIEN



mines. En 1843, son fils Simon Davey fonde dans le quartier des Bruyères-Saint-Julien, près des Chartreux, l'entreprise Davey, Bickford, Watson et Cie spécialisée dans la fabrication des mèches de mineur, de cartouches et fusées de sûreté. Ces produits interviennent dans les grands travaux de routes, de canaux ou de chemins de fer de la fin du XIX^{e} siècle. L'entreprise emploie jusqu'à trente-cinq ouvrières en 1878. L'établissement Davey, Bickford et Smith ferme dans les années 1960, ses terrains sont rachetés par l'Établissement Public de la Basse-Seine dans le cadre de l'aménagement du quartier des Bruyères-Saint-Julien. Un nouveau quartier sort de terre vers 1986 comprenant l'actuel centre commercial des Bruyères ainsi que les lotissements qui l'entourent.

L'entreprise Fermeture Éclair s'installe le long de l'actuel boulevard Charles-de-Gaulle en 1924. Exploitant l'invention de l'américain Howe, datant de 1850, l'entreprise Fermeture Éclair devient non seulement une marque déposée mais un vocable courant pour qualifier les fermetures à glissière. L'entreprise florissante emploie jusqu'à 1 800 salariés, essentiellement féminins. Malheureusement, la crise du textile oblige la fermeture du site en 1989. Aujourd'hui, d'autres établissements perpétuent



LE CENTRE COMMERCIAL DES BRUYÈRES

l'activité industrielle du quartier des Bruyères-Saint-Julien.

L'entreprise de Ressorts Masselin fait figure de doyenne.

En 1826, M. Lamy crée au 64-66 rue d'Elbeuf une fabrique de ressorts et de pièces découpées. Au bord de la faillite, l'entreprise est rachetée par M. Robert Masselin en 1933.

En 1939, la société des Ressorts Masselin s'installe le long du cimetière Saint-Sever dans un espace de 7 000 m≈.

En accroissement permanent, l'entreprise s'étend aujourd'hui sur plus de 45 000 m≈ . Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication de pièces mécaniques de haute qualité intervenant dans de nombreux secteurs (industrie, machines agricoles, automobile, aéronautique...)

Sur les anciennes friches des entreprises Davey Bickford et Fermeture Éclair se sont installées deux technopôles.

L'actipôle des Chartreux accueillant sept établissements et le technosite des Bruyères comprenant dix sociétés.

Entre ces deux zones d'activités se trouve le centre technique du Métrobus.



LE TECHNOSITE DES BRUYÈRES

L'atelier-dépôt du Métrobus

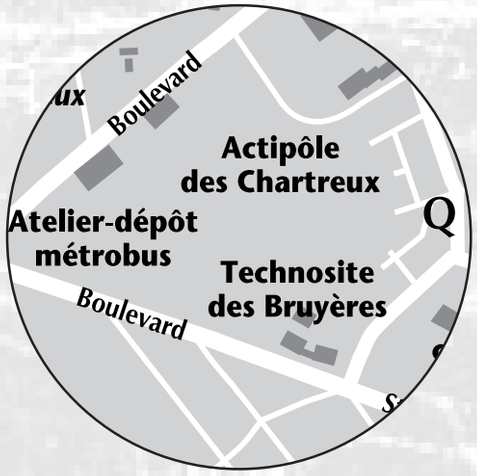
Mis en service en 1994, l'atelier-dépôt du Métrobus a en charge le stationnement et l'entretien des vingt-huit rames roulantes sur l'ensemble du réseau du Métrobus.

Le site des Bruyères-Saint-Julien a été choisi d'une part pour son espace libéré par les anciennes friches industrielles et d'autre part, par la proximité du nœud entre les deux lignes.

L'atelier-dépôt peut recevoir jusqu'à quarante-quatre véhicules (rames et autobus).

125 personnes dont 88 roulants s'affairent sur les 35 000 m≈ du site.

L'ensemble du site est ouvert aux visites pour les groupes scolaires sur demande auprès des services du Métrobus.



voir plan p.27



UN CHAMP DE MARS

En dehors des étendues accueillant les troupeaux de bêtes, le quartier des Bruyères-Saint-Julien sert aussi à de vastes rassemblements.

Les premiers rassemblements sont militaires, donnant lieu à de grandes parades dont les populations sont friandes.

La première parade militaire recensée est “une montre”, revue générale de la jeunesse de Rouen, datant de mai 1525.

Dix ans plus tard, une seconde “montre” rassemble près de 6 000 hommes en présence du Roi de France, François I^{er}, de la Reine et du Dauphin. Ce rassemblement avait pour objet de former un corps d'armée afin de lutter contre une bande de brigands sévissant dans le Pays Vexin.

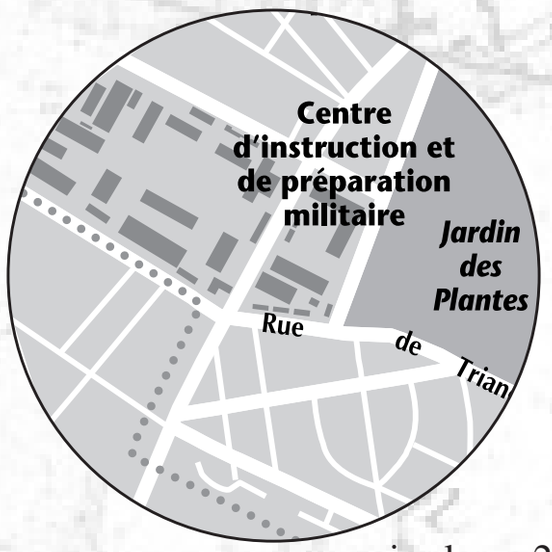
Cette tradition de l'Ancien Régime se perpétue avec la Révolution, puisqu'en mai 1790, eut lieu la première revue de la Garde Nationale commandée par le Marquis d’Herbouville. En juin, un autre rassemblement comprenant plus de 112 détachements des différentes villes forme l'armée fédérative.

Pour la circonstance, les Bruyères-Saint-Julien prennent le nom de Champ de la Fédération avant de prendre le nom de Champ de l'Égalité lors du défrichement de 1794.

Au milieu du XIX^{e} siècle, un champ de manœuvres pour la cavalerie est installé aux Bruyères. Ce terrain est transformé en 1863 en champ de courses. Cela nous permet de préciser aussi la vocation militaire des Bruyères-Saint-Julien puisque sur ces terrains se construit un casernement toujours existant derrière le Jardin des Plantes : la caserne Richepanse.



LE CENTRE D'INSTRUCTION ET DE PRÉPARATION MILITAIRE



voir plan p.27

UN CHAMP DE LOISIRS

Au-delà des rassemblements militaires, les Bruyères-Saint-Julien sont le théâtre de nombreuses attractions pour le public rouennais.

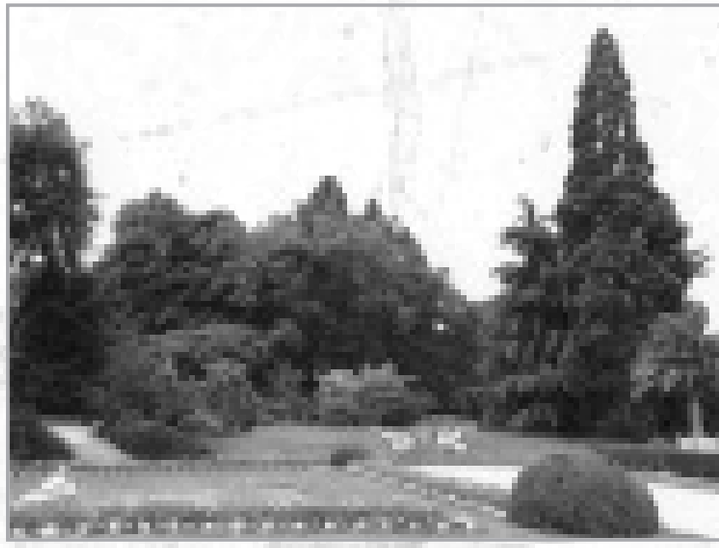
A l'instigation du financier Lafitte, une société de courses est créée qui organise les premières courses dans le quartier des Quatre-Mares. En 1860, une nouvelle société est fondée pour organiser des épreuves sur le nouveau champ de courses des Bruyères. Le 23 mai 1861, la première course de trot attelé avec départ simultané des concurrents a lieu à l'hippodrome des Bruyères-Saint-Julien.

A partir de 1874, le Derby de Rouen devient l'une des plus grandes épreuves de trot en France. Des tribunes y sont construites en 1888 et ne seront détruites qu'en 1982.

La Société Civile de Tir achète en 1882 les terrains sur l'ancienne Butte-aux-Corneilles à la ville de Rouen pour y installer un pavillon et un stand. Très prisée, cette société de tir attire de nombreux notables locaux. Ces stands seront plus tard déplacés derrière le cimetière Saint-Sever sur la commune de Petit-

Quevilly. Actuellement, ils sont en cours de rachat par la municipalité.

L'actuel Jardin des Plantes, ancien “Jardin de Madame Planterose” puis le Parc Trianon est un haut lieu festif pour les rouennais qui viennent y admirer des départs en ballon ou des sauts en parachute d'une montgolfière.



LE JARDIN DES PLANTES

Les Bruyères-Saint-Julien deviennent aussi un haut lieu de l'activité sportive rouennaise en accueillant sur son territoire le Football Club de Rouen.

Créé en 1899, le FCR s'installe en 1914 au-dessus du Parc Trianon dans le stade des Bruyères.

L'année précédente, le Football Club de Rouen participe à sa première finale de championnat de

France amateur battu deux buts à zéro par le stade Helvétique de Marseille.
Après deux demi-finales en 1923 et 1924, les Diables Rouges sont battus en finale de Coupe de France par le CASGP (Club Athlétique des Sports Généraux de Paris) à Colombes. Cette période faste du club rouennais permet au président Robert Diochon d'acheter des terrains avoisinant le stade des Bruyères.
Le 3 septembre 1933, le stade des Bruyères n'est pas assez grand pour accueillir le premier Derby entre le FCR et le H.A.C. (Havre Athlétic Club). Plus de 16 000 spectateurs se pressent dans les tribunes, sur le toit, et dans les arbres



HÔTEL DES BRUYÈRES ET BUVETTE DU FOOTBALL CLUB DE ROUEN
(Carte postale)

entourant le stade rue d'Elbeuf. Cette affluence décidera certainement Robert Diochon à transférer le stade sur un terrain plus vaste près du rond-point des Bruyères à l'emplacement actuel.

En 1936-37, le club accède une nouvelle fois aux demi-finales de la Coupe de France. A la sortie de la guerre, le stade des Bruyères accueille près de 15 000 spectateurs pour la finale du championnat de France 1945 contre Lyon. Le FCR remporte son premier titre.

Les anciennes tribunes du stade des Bruyères sont modernisées en 1963-1964 annonçant la remontée en première division des Diables Rouges en 1966. Le décès du mythique Président Robert Diochon en 1973 affecte le club qui décide de lui rendre hommage en rebaptisant le stade, du nom du plus breton des normands.

Les déboires actuels du club, après une éclaircie dans le milieu des années 80, laisse le stade Robert Diochon vide d'une grande équipe, interdisant par conséquent toute modernisation ou une simple remise aux normes.

Lorsqu'on s'intéresse à l'histoire des Bruyères-Saint-Julien, on ne peut ressentir qu'une certaine tristesse par la faible mise en valeur des vestiges de l'ancienne Chartreuse, notamment l'ancien cloître rue du Général Foy. Si ce fascicule pouvait amener une réflexion sur ce site, tous les amoureux du patrimoine en seraient ravis.

Depuis dix ans, les Bruyères-Saint-Julien sont en pleine mutation. De l'opération du quartier des Bruyères, à l'arrivée du Métrobus, à la création d'un hôpital de Jour ou l'aménagement du rond-point, ce quartier a considérablement changé de paysage.

Entre le grand axe de la Sud III, irriguant la rive gauche de l'agglomération et la future entrée de ville réaménagée, le quartier des Bruyères a de multiples atouts pour trouver sa place dans la métropole normande du XXIe siècle.

Philippe RENAULT
Juin 1998

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : août 2003. N°ISBN 2 - 913914-38-1
3ème édition revue et corrigée
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296



Sincères remerciements :

À Monsieur **Charles Théron**, Maire-Adjoint à la Culture, ville de Petit-Quevilly

À Monsieur **Luc Pinon**, Directeur de l'urbanisme, ville de Petit-Quevilly

Au personnel du Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)

Au personnel des Archives départementales de la Seine-Maritime

À Monsieur **Claude Fourmy**, de la société d'Histoire locale de Grand Quevilly

Iconographie couverture + p. 4 : extrait d'un plan de la forêt du Rouvray de 1757 (côte 12 FI 324)
Archives départementales de la Seine-Maritime

Photographies : Agglomération de Rouen

Cartographie : Édigraphie

n°2

Collection histoire(s) d'agglo

Décors et urbanisme

à travers la rive sud

Loïc Vadelorge



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



Maison bourgeoise (pierre/brique/silex),
rue J-B-Gilbert à Sotteville-lès-Rouen

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 37 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE

Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse



Rue J-B-Gilbert à Sotteville-lès-Rouen, grille Art nouveau datant des années 20



INTRODUCTION

On associe traditionnellement, à Rouen du moins, patrimoine et époques anciennes qui forment les fleurons patrimoniaux du centre-ville. C'est oublier d'autres édifices qui, pour être plus récents ou plus modestes et surtout périphériques, n'en constituent pas moins des éléments dignes de regards. Nos banlieues, constituées depuis moins d'un siècle, regorgent de demeures originales, qui témoignent à leur façon des modes de construction et de décoration qui ont traversé le XX^{e} siècle : Modern Style, Art Déco, architecture fonctionnelle ou post-moderne. La visite commence dans le faubourg Saint-Sever, dont les archives architecturales sont trop souvent négligées par les rouennais. À l'écart du clinquant du centre commercial, les façades invitent à rompre le rythme d'une circulation utilitaire et à lever le nez.

La rue d'Elbeuf

Entre l'église Saint-Sever et le boulevard de l'Europe, la rue Saint-Julien, très fréquentée, dissimule un chapelet de façades étonnantes. Après s'être garé dans les rues adjacentes, on pourra ici s'arrêter devant les numéros 13 et 36, qui témoignent à leur façon de la réception locale de l'Art nouveau. La fantaisie de la décoration des murs, des fenestrages ou des ferronneries est suffisamment rare à Rouen pour qu'on s'y arrête.

Au XX^{e} siècle la ville semble en effet s'être délibérément écartée des tendances "baroques", pour prôner un art de construire et de décorer respectueux des lignes et des formes néo-classiques. Les édifices qui, à l'instar de la gare SNCF de la rive droite, manient spontanément l'arabesque des lignes et jouent la profusion des motifs végétaux, se comptent sur les doigts de la main. Même constat en ce qui concerne la statuaire urbaine. Alors que la ville disposait de statuaires ambitieux comme Richard Dufour, le “Rodin Normand”, elle ne choisit, pour ses hommages, que des projets lisses et le plus souvent conformistes. Les grands architectes rouennais de l'entre-deux-guerres (Pierre Chirol, André Robinne) adopteront le style régionaliste (intégration de pans de bois, fermes débordantes) ou néo-classique (utilisation de

volumes sages, conformes à l'environnement, usage raisonné des formes cubistes).

Ici au contraire, les saillies (balcons, bow-windows) se déploient largement, la nudité de la pierre se drape de bas-reliefs végétaux, le répertoire des formes architecturales est parcouru en accéléré (accolades, courbes, arabesques, volutes...). Pour autant le baroque n'atteint pas les provocations du "style nouille" parisien. On reste mesuré. Au 13 bis on a même recours à un encorbellement régionaliste (branches de pommiers, buste de paysanne normande) qui rappelle le monument aux frères Bérat, érigé en 1906 dans le Jardin Solférino de la rive droite. De même la provocation des saillies de pierre et des lignes



RUE D'ELBEUF, BAS-RELIEF RÉGIONALISTE



Maison Art nouveau, rue d'Elbeuf



Détail de la fenêtre

des grilles sur la façade du 36, est adoucie par l'utilisation du pan de bois sur le côté (écharpes en croix de Saint-André, colombages, ferme débordante) et une charpente des plus classiques.

C'est dire la complexité des réceptions des modes artistiques. Si l'on trouvait en province des artisans (architectes, ferronniers, sculpteurs) et des commanditaires ouverts à une mode artistique aussi ludique et délirante que celle de l'Art nouveau, on en déclinait pas moins ses propositions selon une grille de référence régionaliste. Le souci de distinction de la bourgeoisie industrielle ou commerçante qui s'installe dans ce quartier entre la Belle époque et la fin des années trente, ne va jamais jusqu'à l'adhésion à une esthétique de rupture. Le “style nouille” fut décrié à Paris (stations du métropolitain réalisées par Hector Guimard entre 1899 et 1904) pour ses excès et ne survécut pas à la Première guerre mondiale. À Rouen son acclimatation se réalisa en douceur, ce qui lui permit de se déployer au-delà de 1920. On peut s'en convaincre en comparant les façades de la rue Saint-Julien et celles des rues Louis-Loisel et Jean-Baptiste-Gilbert, situées à près de 2 km de là, de l'autre côté du Jardin des Plantes.

Les rues Loisel et Jean-Baptiste-Gilbert à Sotteville

Le quartier compris entre le Jardin des Plantes, le Lycée Marcel-Sembat et le Lycée des Bruyères, mériterait une étude en soi. Les habitations bourgeoises, édifiées entre les années 1880 (style néo-gothique) et la fin des années trente (retour à l'ordre) rivalisent d'originalité décorative. La surprise est de taille pour l'observateur patient. Derrière l'apparente fadeur de l'alignement des façades et de la limpidité des matériaux utilisés (les fameuses demeures “briques et silex”), ces tranquilles rues de banlieue délivrent une véritable leçon d'Histoire de l'art.

Venant de la rue d'Amiens, on s'arrêtera tout d'abord dans la rue de Loisel (notamment n° 4, 7, 10) avant de parcourir, de la rue des Canadiens à la rue Léon Salva, la longue rue Jean-Baptiste-Gilbert (notamment n° 6, 27, 44, 95). L'œil est d'abord surpris par un véritable festival de fers forgés. Délaissant la rigueur néo-classique des lignes droites et des courbes, les grilles et les balcons sont dessinés comme autant de motifs foisonnants, rivalisant d'audaces et ne dédaignant pas l'asymétrie. Ici on pourra voir des rubans, agités par le vent d'ouest, ailleurs l'évidence du monde végétal (tiges en mouvement, fleurs épanouies) s'impose, évoquant directement l'escalier de la

maison Tassel à Bruxelles (réalisé par Victor Horta en 1893), le Castel Béranger parisien d'Hector Guimard (1899) ou encore l'œuvre de Majorelle, principal ferronnier de l'École de Nancy. La liberté baroque qui s'exprime là ne renvoie pas en effet aux appareils chargés du style rocaille (Louis XV) mais bel et bien à la démarche féerique du Modern Style. Ici aussi la cohérence de l'appareil décoratif, dont on trouverait d'autres exemples (rue Verte sur la rive nord par exemple) est remarquable.

Il faut ici évoquer une certaine tradition locale. Depuis le Second-Empire, en effet, Rouen peut être considérée comme un centre important de création de fer forgé. L'arrivée, en 1863 du



Détail de la grille et marquise, rue de Loisel

ferronnier Ferdinand Marrou, fut sans aucun doute déterminante. Largement soutenu par les élites industrielles locales (le mécène François Depeaux, la Société libre d'émulation), Marrou travailla aussi bien pour le jeune service des architectes des Monuments Historiques (flèche de la Cathédrale de Rouen, toiture du Gros-Horloge et du Palais de Justice) que pour des propriétaires privés. Les rouennais s'habituèrent à ses récitals de métaux forgés ou repoussés.

Un demi-siècle plus tard, en 1920, la donation Le Secq des Tournelles faisait de la ville de Rouen, l'un des plus hauts lieux européens de collections de fer forgé. L'installation du musée, entre 1920 et 1925, permit aux élèves des écoles des Beaux-Arts et d'architecture, de se familiariser avec d'autres techniques d'expressions artistiques, au moment où les arts décoratifs étaient à nouveau célébrés (École de Nancy en 1900, exposition des Arts Décoratifs de 1925). On comprend mieux dès lors la qualité des grilles sottevillaises et leur intérêt patrimonial.

D'autant que la décoration ne s'arrête pas à la ferronnerie. Le souci d'originalité des propriétaires se marque aussi dans l'utilisation des boiseries (faux colombages, croix de Saint-André, corniches) voire dans l'incrustation de céramiques émaillées (en saillie ou en aplat).



INCRUSTATION DE CÉRAMIQUE RUE J-B-GILBERT

L'alternance, jamais standardisée, de la brique et de la pierre (chaîne d'angle harpée, appareillage en damier ou en épi) voire, comme dans la rue Jean-Baptiste-Gilbert, des pignons étonnants (à redents ou chantournés), signalent un souci de distinction étonnant. Que dire encore des marquises, toutes plus fantasques les unes que les autres, la couleur, rehaussant parfois habilement l'effet baroque. De la plus petite à la plus vaste des demeures de la rue Jean-Baptiste-Gilbert, on notera une recherche esthétique, qui fait aujourd'hui de ce quartier un lieu de mémoire spécifique.

Ce patrimoine artistique témoigne de la véritable naissance des banlieues, entre les années 1880 et 1930. Au recensement de 1832, Sotteville comptait moins de 4 000 habitants. Elle passe à plus de 16 000 en 1891, grâce à l'implantation de nombreuses entreprises. On dénombre en effet, à la fin du XIX^{e} siècle, 3 filatures de coton, des fabriques de boulons, huile, colles, savon, chaux, vinaigre, plâtre, la plupart nées depuis le Second-Empire. Plus encore, la création, en 1841, de l'atelier de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, puis son transfert à Sotteville, en 1845, après l'ouverture de la ligne Paris-Rouen, fut source de développement urbain. À la fin du siècle les ateliers de chemins de fer sottevillais employaient près de 2 000 personnes. Ces nouvelles industries, la plupart polluantes, nécessitaient une place que le centre-ville rouennais ne pouvait offrir. Elles drainèrent alors un peuple ouvrier et cadre qui s'installa en

banlieue. La rue Jean-Baptiste-Gilbert fut, sans doute en raison de la proximité du Jardin des Plantes, élue par les nouveaux cadres sottevillais.

Reste le problème de l'unité de style. Doit-on ici évoquer une école rouennaise “d'Art nouveau”, qui à l'instar de celle de Nancy, démontra la vigueur des arts décoratifs industriels ? Certes, on connaît l'importance de la ferronnerie rouennaise. Les œuvres que Ferdinand Marrou réalisa entre 1863 et 1917 sont aujourd’hui inscrites à l’inventaire supplémentaire des Monuments historiques (Maison Marrou, au 29 de la rue Verte, atelier Marrou, 70, rue Saint-Romain). Mais les motifs repérés rive sud, et surtout à Sotteville, n'évoquent pas les œuvres de Marrou, à la fois plus chargées (fers sur les fenêtres par exemple) et plus légères (plus que le baroque c'est le gothique qui inspire Marrou, disciple de Viollet-le-Duc). Par ailleurs, les références aux formes géométriques, qui ponctuent les arabesques “Art nouveau”, incitent à la prudence. Elles témoignent de la percée, dans les années 1925-1935, du cubisme architectural. On en trouverait, ici même, d'autres exemples.

La construction de façades octogonales (17, rue Louis-Antier) ou l'usage du demi-cercle présent aussi bien sur des maisons (quartier du Champ de Courses) que sur le Trianon (114, avenue du 14 juillet), cinéma édifié en 1932.

De fait, sinon la construction de ces demeures, du moins la pose des grilles est souvent postérieure à la

Première guerre mondiale. Les grilles, toutes originales, ont été en fait l'oeuvre des ateliers de ferronnerie des classes de collèges des environs (Marcel Sembat notamment). Dopé pour un temps par la loi Astier du 25 juillet 1919 sur l'enseignement professionnel (création du Certificat d'aptitude professionnelle), puis, par la mise en place, en 1925 de la taxe professionnelle et des chambres de métiers, l'enseignement technique se développe dans l'entre-deux-guerres. En mal de travaux pratiques, les professeurs de ferronnerie, firent réaliser des commandes particulières. Ainsi s'expliquent à la fois la pérennité d'un style “Art nouveau” dans l'entre-deux-guerres rouennais (lors même que le retour à l'ordre des années vingt l'avait fait passer de mode) et les motifs géométriques propres à l'Art-Déco (lancé par l'Exposition internationale des arts décoratifs de 1925). Ces grilles magnifiques s'avèrent être de très réussis exercices de style, permettant aux élèves de pratiquer les différentes modalités d'assemblage du fer.

Au demeurant la Seconde guerre mondiale allait bientôt niveler le paysage architectural de la banlieue, en imposant une reconstruction rapide et fonctionnelle. Autres temps, autre patrimoine.



Marquise Art nouveau des années 20 rue J-B-Gilbert

SOTTEVILLE : LA RUE GARIBALDI

On laissera ici de côté la polémique sur l'esthétique de la Reconstruction. Les immeubles collectifs n'appartiennent peut-être pas au patrimoine esthétique de l'humanité, mais ils appartiennent de toute façon à l'histoire des cités. En ce sens, à l'instar des plus anciennes rues de Sotteville, ils invitent au regard.

La rupture naît ici de la possibilité d'une table rase. Siège d'une importante gare de triage, Sotteville fut copieusement bombardée, par la Royal Air Force ou l'US Army Air Force, le printemps 1944 constituant la saison la plus terrible. Des quartiers entiers furent détruits, avant ou après la Libération, les ruines ne laissant guère le choix. La ville a perdu alors près de 70% de ses habitations. L'État organisa en partie la Reconstruction, en désignant, à la manière des architectes en chef des Monuments historiques, des architectes en chef de la Reconstruction. Marcel Lods (1891-1978), figure marquante de





Immeubles Marcel Lods, rue Garibaldi

l'entre-deux-guerres, fut désigné pour le secteur Rouen-Sud (Sotteville, Saint-Étienne-du-Rouvray). Né en 1891 à Paris, Lods avait commencé sa carrière d'architecte aux côtés d'Eugène Beaudouin. Tous deux adhérents aux fameux congrès internationaux de l'architecture moderne, Beaudouin et Lods illustrèrent un urbanisme d'avant-garde, fonctionnel et sans concession, s'appuyant sur l'utilisation de structures pré-fabriquées (Drancy, Bagneux, Clichy). On sait que la Reconstruction, puis les Trente Glorieuses marquent le triomphe de l'École moderne d'architecture. Lods y participe, même si ses ouvrages les plus marquants (église Sainte-Jeanne d'Arc de Belfort, ensemble des Grandes Terres de Marly-le-Roy) ne sont pas normands. Pourtant le recours à l'architecture moderne n'allait pas de soi. Différentes options se présentaient : pastiche, modernisation, table rase.

La Reconstruction à l'identique, adoptée ailleurs (Saint-Malo, Varsovie) n'était pas envisageable ici. On rappelera que les impératifs de logement étaient considérables. Non seulement il fallait reloger ceux qui avaient tout perdu, mais il fallait aussi accueillir des familles plus nombreuses (redémarrage de la natalité dès 1942, accru par le baby-boom de l'après-guerre). L'accélération de l'exode rural au cours des Trente Glorieuses, maintint la pression sur les élus locaux ayant en charge

l'urbanisme. Entre 1945 et 1954, près de 1200 logements furent ici construits. Un nouveau monde devait sortir de terre, sans qu'on ait réellement le temps de sacrifier aux priorités esthétiques.

D'où ces immeubles Lods, qui inaugurent une mode des provinces (Bourgogne, Anjou, Champagne...) reproduite à l'envie, et que les grincheux regarderont trop vite comme des “cages à lapins”. Évitons cependant le piège de l'anachronisme. La crise contemporaine des banlieues n'était pas fatalement inscrite dans la conception de l'habitat collectif de l'après-guerre. À bien des égards les barres sottevillaises (qui rappellent celles de Drancy aujourd'hui détruites) constituèrent des améliorations notables, proposant des logements plus sains (humidité, aération, voirie) et plus fonctionnels (séparation des pièces, coins repas, passe-plats, balcons, parkings, terrasses accessibles). Quand on connaît les conditions de logement à Rouen entre les années 1945 et 1960 (maisons de rapport insalubres, jamais rénovées, sans eau ni électricité, avec des toilettes au fond du jardin), on mesure le progrès qu'a pu constituer pour des familles entières ces édifices aujourd'hui décriés.

Au demeurant Marcel Lods, architecte et urbaniste de la Reconstruction de Sotteville, ne négligea pas la réflexion esthétique. On identifie trop souvent le Mouvement moderne, avec l'usage exclusif du béton armé et



Immeubles Marcel Lods

des façades lisses (mur rideau). Et l'on fait comme s'il n'existait pas d'espace architectural entre le style régionaliste propre à l'entre-deux-guerres et le style international propagé par Le Corbusier. Il n'existe pourtant pas une, mais des reconstructions. Entre l'option radicale, développée au Havre par Auguste Perret, celle, néo-classique et intégrante de Jacques Gréber à Rouen ou celle de Marcel Lods à Sotteville, les conceptions s'opposent et la modernité se décline différemment.

Les immeubles Lods, construits en béton armé, utilisent en décoration extérieure ce même silex qui pare les maisons individuelles de l'entre-deux-guerres. Il reproduit ici, l'utilisation de motifs de décoration qu'il avait déjà utilisés à la cité de la Muette à Drancy (1935). La tonalité rouge qui domine, rehaussée par la peinture des balcons, assure une transition entre l'ancien et le nouveau monde sottevillais. Les décrochés des façades (colonnes des balcons assurant une relative autonomie horizontale des logements), déjà utilisés à la cité du Champ-des-Oiseaux de Bagneux en 1931, comme le dessin des toits-terrasses, permet de rompre la monotonie de l'alignement. On notera que le tracé récent du métro assure une perspective nouvelle sur ces ensembles, soulignant leur orientation héliothermique. C'est ce métro justement qui nous conduit à la dernière étape de cette traversée architecturale du siècle, la place de l'Hôtel-de-Ville.

SOTTEVILLE : LA PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

D'une certaine manière la Reconstruction sottevillaise, planifiée par Marcel Lods à la fin des années quarante, reste inachevée, un demi-siècle plus tard. La création d'un Service d'Urbanisme par la municipalité Bourguignon et l'opportunité de l'arrivée du métro, devait permettre d'apporter une pièce supplémentaire au patrimoine sottevillais.

La gare métrobus de la place de l'Hôtel-de-Ville inaugurée en 1995, s'impose comme l'un des projets architecturaux les plus ambitieux de l'agglomération rouennaise de ces vingt dernières années. Comme tous les projets contemporains elle suscite l'enthousiasme des uns et le rejet des autres, mais elle ne génère aucune indifférence. Elle propose aussi un véritable dialogue entre l'ancien et le nouveau, seule véritable alternative à l'urbanisme strictement patrimonial. Pour concevoir cette gare, l'architecte italien Alessandro Anselmi a longtemps parcouru la ville, s'imprégnant des spécificités de la sociabilité sottevillaise. C'est d'abord le passé d'une ville industrielle que la gare évoque, celle du rail notamment, avec l'emploi exclusif d'une architecture métallique. Cette plongée dans le XIX^{e} siècle, évoque à la fois la grandiloquence et la gratuité de l'œuvre de Gustave Eiffel (antenne lumineuse signalétique),

et les parapluies des halles de Victor Baltard (voûte). Après le rail, vient en effet le "ventre de Sotteville". Espace fonctionnel et commercial, la gare métrobus s'ouvre largement sur la place du marché. Son auvent torse signale justement les halles éphémères qui, tous les jeudis matins, transforment cette place en premier marché de l'agglomération.

Mais le passé de Sotteville n'est pas seulement celui de la Révolution industrielle. Comme toutes les communes de banlieue, la ville est aussi, on l'a vu, fille de la Reconstruction. Anselmi dialogue de toute évidence avec cette période, travaillant une place commencée par Marcel Lods. La volonté d'ouverture du projet (dont le prolongement devrait consister, à l'aube du troisième millénaire, en l'aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville), rappelle la modularité du marché



Gare Métrobus d'Alessandro Anselmi,
place de l'Hôtel de Ville



Détail (gare Métrobus d'Alessandro Anselmi)
appelé "bec de toucan"

couvert et de la Maison du Peuple, construits en béton armé par Beaudouin et Lods à Clichy en 1939. Rejetant par ailleurs le dogme fonctionnel de cette époque, Anselmi utilise des matériaux de structure souvent occultés (l'acier peint couleur pistache) pour réaliser des oeuvres explicitement surréalistes, brouillant les pistes de l'architecture (Le Corbusier) et de la sculpture (Calder).

Ainsi l'œuvre futuriste d'Anselmi se veut avant tout inscrite dans la tradition locale. Elle est maillon plus que rupture architecturale.

Cette fonction patrimoniale n'est pourtant pas celle que les Sottevillais mettent en avant. Ils ont vite fait de rebaptiser cette gare, les rangées d'épines (tubes lumineux) de la toiture en faisant, pour les petits et les grands le “hérisson”, tandis que les lampadaires inclinés évoquaient des oiseaux majestueux (becs et yeux de toucans). Tout un bestiaire se déploie ici, les stries des voûtes évoquant tantôt la carapace d'un géant de la préhistoire, tantôt le squelette d'un poisson monstrueux. L'univers des formes marines est d'ailleurs répété à satiété (abri et banc en forme de vagues). De fait, la fonction ludique de cet espace, dont on pourrait encore parfaire l'appropriation, s'impose comme une réussite là où l’échec de l’Espace du Palais en centre-ville de Rouen (injustement mais logiquement déserté) témoigne que l'architecture sans l'urbanisme n'est qu'une chimère.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Loïc VADELORGE
Maître de Conférences à l'Université de Versailles
Saint-Quentin-en-Yvelines

Sincères remerciements :

Ce travail doit beaucoup, pour sa dernière partie, à Monsieur **Meftah Lissiri**, architecte, chargé de missions au Service d'Urbanisme de Sotteville-lès-Rouen

© Photographies : Loïc Vadelorge et l'Agglomération de Rouen

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : juin 2006. N°ISBN 2 - 913914-70-5
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault - Charles Théron - Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen

Serge Martin-Desgranges
Jean-François Paux
Franck Delauney

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse

Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°3

Collection histoire(s) d'agglo

De Malaunay à l'Île Lacroix

par les lignes de la TCAR

Alain Alexandre
Jean-Yves Merle



Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

www.agglo-de-rouen.fr

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Charles Théron - Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen

Serge Martin-Desgranges
Jean-François Paux
Franck Delauney

Maquette et mise en page :

Stéphanie Lejeune
Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

INTRODUCTION

Prendre sa voiture pour se rendre à Rouen, chacun et chacune d'entre nous le fait quotidiennement ou plusieurs fois par semaine. Ce qui nous paraît familier et banal peut, si l'on prend le temps, devenir source de curiosité et d'enrichissement.

En prenant les lignes 8, 16 et TEOR, de la TCAR, cela permet de découvrir un patrimoine varié et souvent méconnu en faisant le voyage de Malaunay à la patinoire de l'Île Lacroix. Il n'est certes pas question de réaliser ce trajet en entier qui dure, à l'aller, environ une heure et qui comprend près de 50 stations ; il faut regarder, descendre à des arrêts choisis, visiter des “lieux de mémoire”. C'est ce que ce trajet vous propose en suivant deux tronçons, celui de la Vallée du Cailly, de Malaunay à Rouen et celui des Barrières du Havre à l’Île Lacroix.



LA PACIFIC 231

LA VALLÉE DU CAILLY

Dans cette première partie du trajet qui comporte une trentaine d'arrêts, nous découvrons la vallée du Cailly, du nom de la rivière qui la parcourt sur environ 25 km.

Pendant 2 siècles, de 1770 à 1970, l'industrie cotonnière y a joué un rôle prépondérant : les indienneries (fabriques de toiles peintes ou impressions sur étoffes), les filatures, les tissages, les teintureries étaient si nombreuses qu'elle fut surnommée “la petite vallée de Manchester”. De cette époque, il reste un patrimoine industriel caractéristique qu'il convient de valoriser.

Du départ de Malaunay (le Haut-Bourg), le bus descend très vite dans la vallée. A l'angle de la route de

Dieppe et de la rue Georges Pellerin, une stèle édifiée en 1945 est dédiée à deux majors de l'Armée Canadienne tués le 31 août 1944, jour de la Libération de Malaunay et des autres communes de la Vallée du Cailly.

Les cités ouvrières édifiées en briques à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle à proximité des usines textiles témoignent de l'architecture industrielle et font partie du paysage que l'on va voir jusqu'à Bapeaume-lès-Rouen. Le bus passe alors sous le viaduc de Malaunay reconstruit en 1945 après avoir subi les bombardements de 1944. La première construction du viaduc date des années 1845-1847, il fut édifié par les Anglais pour le passage de la ligne de chemin de fer Rouen-Le Havre.

De temps en temps, la locomotive à vapeur “Pacific 231” crache sa fumée noire telle "La Bête Humaine" du roman d'Emile Zola et du film de Jean Renoir.

Le collège du Houlme, dénommé Jean Zay, récemment rénové, rappelle la mémoire du Ministre de l'Éducation nationale du Front Populaire (1936) assassiné le 20 juin 1944 par la milice du Régime de Vichy. Quelques centaines de mètres plus loin, on passe le long de l'église Saint-Martin, dont la construction date de la fin du XIX^{e} siècle.

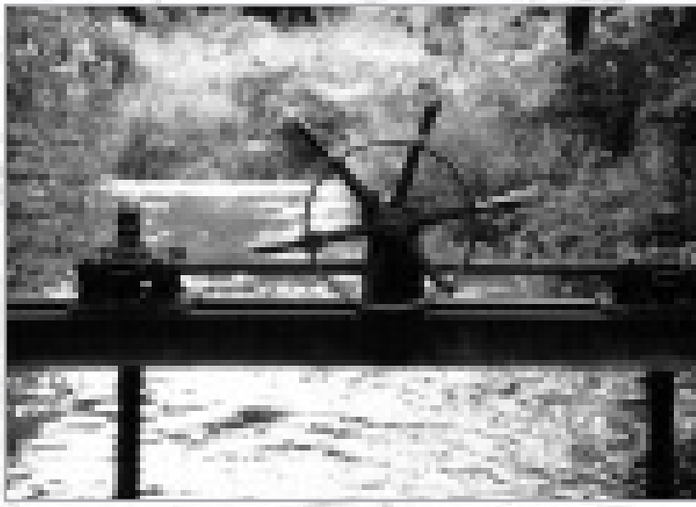
La Mairie et le Monument aux Morts

À l'arrière-plan, la Mairie de Malaunay est une construction édifiée en 1889 qui présente une façade divisée en 3 corps de logis dont l'agencement fait preuve d'une parfaite symétrie.

Au premier plan, le Monument aux Morts rend hommage aux “Poilus” de la “Grande Guerre” : Inauguré en octobre 1920, il est l'œuvre du sculpteur et statuaire Richard Dufour (1888-1959) ; c'est un style “héroïque” qui glorifie ceux qui sont tombés dans les tranchées en 1914-1918.



A la sortie du Houlme, au bord de la route, on peut apercevoir l'ancien "Château Rondeaux", belle demeure bourgeoise édifiée en 1879-1880 par un manufacturier du textile, oncle de l'écrivain André Gide. Quelques centaines de mètres plus loin, c'est Notre-Dame-De-Bondeville. Un arrêt est obligatoire et une visite s'impose : celle du Musée Industriel de la Corderie Vallois. Il s'agit d'une "usine musée", d'une ancienne filature de coton construite en 1822 sur l'emplacement d'un ancien moulin à papier. A la fin du XIX^{e} siècle, avec l'arrivée de Jules Vallois, le bâtiment devient une corderie. Menacé de disparition, le site hydraulique est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques en 1975. Il est d'abord sauvé par une association de sauvegarde du patrimoine industriel, l'Association du Musée de l'Homme et de l'Industrie en Haute-Normandie. Avec l'aide financière du Conseil Régional, de l'État et du Conseil Général, la corderie est devenue en 1994, un "musée vivant" départemental, le 1er musée industriel de France, un lieu de mémoire qui conserve ses anciennes machines (câbleuses et tresseuses) encore actionnées aujourd'hui par la roue hydraulique.



LA CORDERIE VALLOIS

A la mairie de Notre-Dame-De-Bondeville, le bus tourne à droite laissant la route de Dieppe.

A côté du stade Marcel Sauvage (nom d'un ancien Maire de la Ville) se dresse le Manoir Gresland, situé dans une propriété communale. Ce “château” entouré d'un parc a été construit au milieu du XIX^{e} siècle et porte le nom d'une famille de l'industrie cotonnière qui a marqué le passé bondevillais.

LA CHEMINÉE GRESLAND



Gresland, c'est aussi le nom de l'ancienne cheminée d'usine que l'on peut voir facilement rue de l'Abbaye (arrêt "rue de l'Artois"). C'est l'une des dernières de la vallée du Cailly et de l'agglomération rouennaise qui témoigne de l'époque où l'industrie textile était florissante. Construite en briques en 1875, d'une hauteur de près de 40 mètres, c'est un élément caractéristique du patrimoine industriel, un monument restauré en 1997, grâce à l'action de l'Association du Musée de l'Homme et de l'Industrie. Un panneau pédagogique placé au pied de la cheminée par la Ville de Notre-Dame-de-Bondeville évoque le passé de ce site.

Savez-vous que les mèches à bougies, qui ont fait la réputation de l'entreprise, sont toujours fabriquées à cet endroit par les Établissements Gresland S.A ?

Le bus de la ligne 16 entre ensuite dans Maromme.

Lorsqu'il remonte sur la droite vers le centre de la ville, on peut rapidement apercevoir, sur la gauche, la maison Pélissier du nom d'un Maréchal du Second Empire, né en 1794, dans cette superbe bâtisse de la fin du XVI^{e} siècle. Cette "maison" donne sur un joli parc et est propriété communale depuis 1975 : c'est un lieu de sociabilité et de manifestations culturelles. Jusqu'en 1835, elle faisait partie d'un ancien moulin à poudre ou poudrerie, devenue trop dangereuse au milieu des usines textiles qui, selon l'expression d'Eugène Noel, "sortaient de terre comme des morilles au printemps".

Au pied de la côte de la Valette, avenue du Val-aux-Dames, on peut voir le monument dit des "Mobiles" élevé en 1906 à la mémoire des soldats morts pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871.



LA MAISON PÉLISSIER

Le collège "Alain" est tout proche : cette dénomination est celle du pseudonyme d'Émile Chartier, auteur des "Propos" et professeur de philosophie au Lycée Corneille de Rouen de 1900 à 1902.

Passant par la rue de Binche, ville Belge jumelée avec Maromme depuis 1964, nous arrivons dans le quartier Clair-Joie, dont l'architecture date des années 1950.

C'est ensuite Déville-lès-Rouen qui fut jusqu'en 1789 la propriété seigneuriale des archevêques de Rouen. La première filature hydraulique est édifiée à cette époque par le marchand anglais Valentin Rawle et la roue Tifine toute proche reste un témoin du passé textile.

Les indienneries (impressions sur étoffes) étaient nombreuses à Déville-lès-Rouen au XIX^{e} siècle : les établissements Barbet, Long, Fauquet, Girard ont fait la

L'ENTREPRISE TIFINE

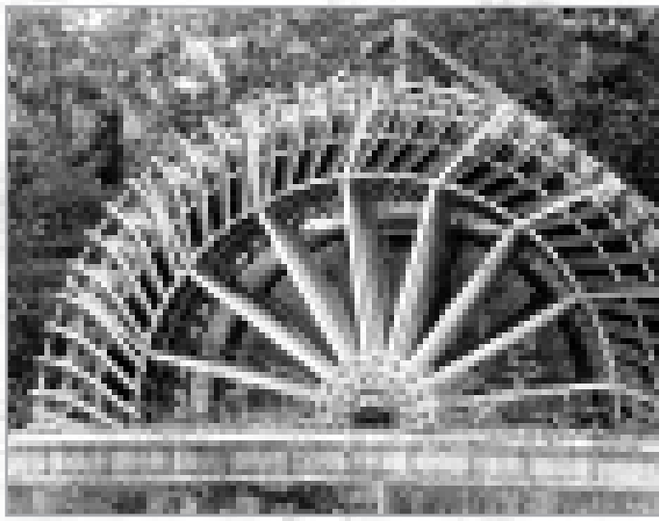


renommée de la commune tout comme l'industrie métallurgique qui apparaît en 1735 avec le premier "moulin à plomb".

L'usine a changé plusieurs fois de dénomination aux XIX^{e} et XX^{e} siècles : Société Laveissière, Compagnie Française des Métaux, Compagnie des Tubes de Normandie, Sidélor, Vallourec ; c'est aujourd'hui la société Vallourec et Mannesman France qui emploie 400 salariés. C'est toujours le second employeur de la commune après T.R.T-Lucent Technologies.

A l'arrêt "Lycée du Cailly", place Fresnel, un bâtiment restauré par la ville abrite un magnifique pont roulant en bois d'une portée de 13 mètres, vestige du passé métallurgique dévillois ; datant du milieu du XIX^{e} siècle, c'est un élément remarquable du patrimoine industriel.

Quelques centaines de mètres plus loin, le bus s'arrête à la "Chapelle Saint-Siméon", située à l'angle de la rue Emile Bataille et de la rue de l'Abbé Decaux. C'est une petite chapelle construite au milieu du XIX^{e} siècle et accolée à une maison d'habitation.



LA ROUE TIFINE

Autrefois, la vallée de Déville comptait de nombreuses sources ferrugineuses. L'une d'entre-elles, depuis le haut Moyen Âge, a fait l'objet d'un pèlerinage dédié à Saint-Siméon ; son eau était réputée guérir les

maladies de peau. A l'intérieur de cette propriété privée, on peut voir un autel, des plaques de remerciements, des ex-voto et la statue de Saint-Siméon, patron de la paroisse que l'on fête au début du mois de septembre.

LE PONT ROULANT



L'arrivée dans Rouen se fait par la rue Charles Besselièvre, nom d'un manufacturier du début du XX^{e} siècle.

Sur la droite on aperçoit, à Bapeaume-lès-Rouen, les dernières friches industrielles de la vallée du Cailly avant de déboucher sur “Les Barrières du Havre”. Le Marché d'Intérêt National (M.I.N) et le port de Rouen sont tout proches ; avant d'arriver sur le Mont-Riboudet, le bus contourne l'autoroute A15 qui, venant de Barentin, déverse quotidiennement un flot impressionnant d'automobiles et de camions. C’est ici que TEOR succède au bus n°16.

Dans l'esprit de chacun, le Mont-Riboudet n'est qu'une "avenue", une voie très fréquentée depuis le XIX^e siècle avant de devenir le "paradis" des concessionnaires automobiles : c'est avant tout l'entrée (ou la sortie) de Rouen par le nord-ouest. On oublie qu'il s'agit d'abord d'une colline dont l'origine toponymique est contestée.

L'église du Sacré-Cœur est là ; comme Saint-Paul située à l'autre extrémité de la ville, elle s'inspire du style roman et se trouve menacée d'un environnement routier tentaculaire. L'édifice, construit entre 1890 et 1912, s'est depuis longtemps recouvert d'une couche noirâtre de pollution qui le défigure. Pourtant, il y a un siècle, elle était l'église tranquille des quartiers de maraîchers. Chaque année, début septembre, on y fête la Saint-Fiacre, le patron des jardiniers, qui possède dans l'église une chapelle particulière.

LES ARTÈRES DE LA VILLE

Le bus remonte rapidement l'artère bruyante qui emmène les voyageurs vers le centre-ville : deux monuments retiennent alors l'attention.

Sur la gauche, dans le fond de l'avenue Pasteur, la Préfecture (ancien Hôtel-Dieu) avec l'église de la Madeleine. Cette dernière est une réduction de celle de Paris : style grec avec un porche formé de quatre hautes colonnes corinthiennes à chapiteaux de feuilles d'acanthe supportant un fronton triangulaire décoré et sculpté. Elle a été construite de 1767 à 1781 à partir des plans de l'architecte Jean-Baptiste Le Brument.

Sur la droite, au bord de la Seine, quai Gaston Boulet, à quelques dizaines de mètres du pont Guillaume Le Conquérant se dresse une tour de briques construite à la fin du XIX^{e} siècle avec une certaine recherche architecturale. Lorsqu'il était en service, ce marégraphe remplissait trois fonctions : il donnait l'heure, indiquait l'amplitude de la marée et fournissait l'énergie hydraulique aux grues situées dans le voisinage. Cette tour carrée porte sur l'un de ses côtés, une inscription rappelant un événement remontant du Consulat de Bonaparte.

On peut y lire qu'un citoyen américain dénommé Robert Fulton procéda ici, en 1800, aux premières expériences de navigation sous-marine sur son submersible “Nautilus” construit à Rouen, sur ses plans dans les ateliers Perrier.

Le bus emprunte ensuite le quai du Havre et tourne sur la gauche rue Saint-Éloi. Dans le fond apparaissent deux monuments patrimoniaux importants : le temple Saint-Éloi et l'Hôtel de Bourgtheroulde.

Le premier édifice, construit à partir du XVI^{e} siècle, était à l'origine une église paroissiale dédiée à Saint-Éloi, le fameux orfèvre, conseiller du légendaire



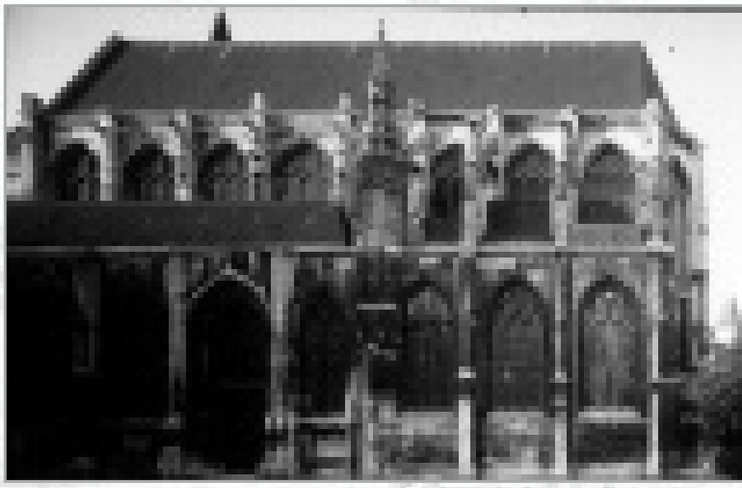
LE MARÉGRAPHE

Roi Dagobert et ami de Saint-Ouen, Archevêque de Rouen. C'est en 1803 qu'il a été affecté au culte protestant, devenant un temple. Il souffrit énormément des bombardements de la “semaine rouge”, les 30 et 31 mai 1944.

Situé à proximité, l'Hôtel de Bourgtheroulde est un joyau de la Renaissance, une somptueuse construction de pierres blanches et blondes à l'architecture gracieuse et aux sculptures légères. Gravement mutilé par le bombardement de la nuit du 19 avril 1944, l'Hôtel, occupé par une grande banque régionale, est l'œuvre d'un particulier, Guillaume Le Roux, sieur de Bourgtheroulde, Conseiller du Roi à la cour du Parlement ; les aménagements et enjolivements qui suivirent sont dus aux fils de ce dernier, Claude et surtout Guillaume II, Abbé d'Aumale. L'édifice, exceptionnel témoin d'architecture civile construit à Rouen, vient de subir un important nettoyage, retrouvant ainsi sa splendeur passée.

Avant de tourner sur la droite, rue du Général Giraud, on peut voir sur une maison de la rue Saint-Éloi, une plaque qui rappelle le passage de Molière à

Rouen en 1658 et ses relations avec les deux frères Corneille, Pierre et Thomas. Ces derniers habitaient rue de la Pie, à quelques dizaines de mètres du jeu de paume des Bracques, nom de la famille propriétaire de ce vaste établissement construit en pierre de taille et dans lequel jouait Molière. On peut lire sur l'inscription :



LE TEMPLE SAINT-ÉLOI

“Ici était le jeu de paume des Bracques où Molière et sa troupe, avant de s'établir à Paris, jouèrent de mars à octobre 1658”.

A l'angle de la rue du Général Giraud et de la rue Jeanne d'Arc, tout près du siège central de la T.C.A.R.,



LA CATHÉDRALE DEVANT LA PLACE DE LA CALENDE

le bus passe devant les vestiges de l'église Saint-Vincent. Cette dernière est connue dès le XII^{e} siècle et possédait l'un des plus magnifiques ensemble de vitraux de Rouen. L'édifice a été détruit par une explosion lors des bombardements du mercredi 31 mai 1944. Il n'en reste que quelques ruines : un mur et un portail soutenus par des étais afin d'éviter toute dégradation. Il en demeure surtout les magnifiques vitraux du XVI^{e} siècle qui avaient été déposés en 1939 et gardés dans des caisses; une partie fait aujourd'hui la beauté de l'église Sainte Jeanne d'Arc sur la Place du Vieux Marché.

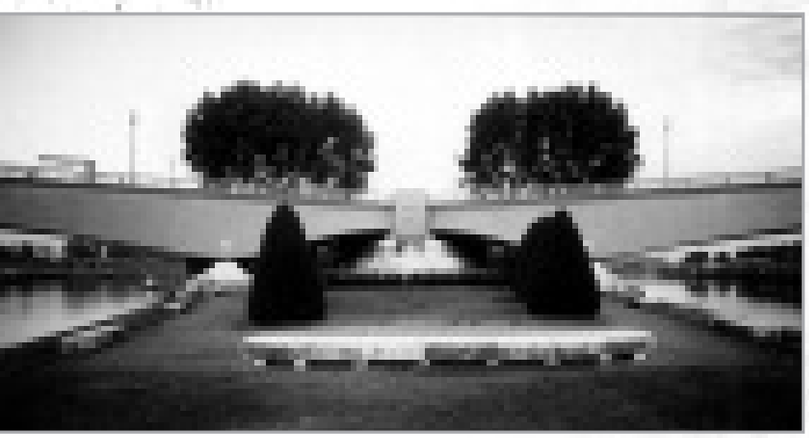
Le bus n°8 prend la suite de TEOR au Théâtre des Arts, rue du Général Leclerc. L'arrêt de la "Place Jacques Le Lieur" évoque un notable du début du XVI^{e} siècle qui fait réaliser le "Livre des Fontaines", parchemin datant de 1525 et précieusement conservé à la Bibliothèque Municipale.

L'arrêt suivant amène le bus devant la cathédrale côté "Place de la Calende". La vue est majestueuse sur le portail du XIII^{e} siècle dont le tympan est consacré à la Passion du Christ. C'est une véritable merveille, une dentelle de pierre d'une "rare perfection" selon l'expression de Viollet-le-Duc. Outre la splendeur et l'envolée de son architecture, c'est la finesse de ses sculptures qui domine. Mais pourquoi "La Calende" ? Les avis sont partagés quant à l'étymologie. Yvon Pailhes dans ses chroniques sur "Les choses du passé" reprend une explication qui lui semble des plus valables, en tout cas, la plus attrayante. Sur le meneau central du portail se trouve aux pieds du Christ un oiseau qui n'aurait pas été mis là par hasard. Cet oiseau est une "calende", du genre alouette qui, suivant la vieille tradition des augures du paganisme, avait une particularité très curieuse : celle de diagnostiquer le sort des malades. On leur présentait l'oiseau dans une

petite cage : s'il tournait la tête vers le malade, c'était signe de vie ; s'il la détournait, c'était signe de mort. Or, on sait qu'un des bâtiments de l'ancien Hôtel-Dieu de la Madeleine, transféré en son lieu actuel au XVIII^{e} siècle et devenu récemment la Préfecture, avait façade sur la "Place de la Calende". Dès lors la présence de cette "calende" aux pieds du Christ devenait un symbole, un curieux mélange de foi et de superstition. La tête de l'oiseau, tournée vers l'établissement hospitalier, donnait aux malades confiance dans leur guérison.

Le bus laisse ensuite la rue du Général Leclerc pour remonter la rue de la République et le pont

LE PONT PIERRE CORNEILLE



Corneille qui dessert l'Île Lacroix.

Ce pont a été inauguré en juillet 1952 par André Morice, Ministre des Travaux Publics. C'était, à l'époque, le plus grand d'Europe en acier soudé avec ses 300 mètres de longueur. L'ancien pont sauta le dimanche 9 juin 1940 au moment de l'invasion allemande : il avait été baptisé “Pierre Corneille” en 1848. La statue de l'écrivain se trouvait au milieu des arbres, à l'extrémité de l'île sur laquelle s'appuyait le vieux pont. Elle tomba dans la Seine au moment de l'explosion et fut récupérée par un rouennais qui la cacha des occupants pendant 4 ans et qui, restaurée, a pris place devant le Théâtre des Arts.

L'Île Lacroix doit son nom actuel à une grande croix qui avait été érigée à l'extrémité de l'île à peu près à l'endroit qu'occupa plus tard la statue de Corneille.

Mais au cours des siècles, elle avait porté les noms les plus divers provenant de ses propriétaires successifs. C'est ainsi qu'on la nomma “Île de la Mouque”, “l'Île Leloup”, “Île Guillemette-Filleul”, etc. L'île est en fait la réunion de plusieurs îlots longtemps séparés par des bras d'eau et des marécages.

À cheval sur les deux rives de la ville, l'Île Lacroix fut à la “Belle

Époque” (avant 1914) et pendant “l'Entre Deux Guerres” (1919 - 1939), un lieu de plaisir et de prédilection pour les établissements de spectacles comme le “Château Baubet” ou les “Folies-Bergère” avec la lyre comme enseigne.

L'île fut également un cadre idéal pour les chantiers de construction navale et les établissements de bains. Tous ont été bombardés et presque totalement détruits entre juin 1940 et juin 1944.

Au 7 b, avenue Jacques Chastellain, nom d'un ancien maire de Rouen et ministre de la IV^e République se dresse, en une ceinture de murs clairs, le bâtiment de la discrète Société Normande de Protection des Animaux (SNPA) dont l'architecture intègre bien l'environnement immédiat.



LA SOCIÉTÉ NORMANDE DE PROTECTION DES ANIMAUX (SNPA)

Fondée en 1911 par M. et Mme Vittecoq, ses premiers bienfaiteurs, la S.N.P.A a été reconnue d'utilité publique en 1930. Située Cours la Reine à Rouen avant la 2^e Guerre Mondiale, la S.N.P.A a

trouvé son actuel refuge en 1946 sur des terrains donnés au titre des dommages de guerre à l'époque où notre île connaissait un quai de réparation navale avec alentour les deux ou trois cafés essentiellement fréquentés par les mariniers accostant sur cette “aire de repos”.

La SPA se préoccupe donc de l’amélioration du sort de l'animal, qui passe par l'adoption d'une nouvelle législation en sa faveur.

Actuellement, il n'existe en droit français que deux catégories reconnues : les personnes et les biens. L'animal étant juridiquement considéré dans cette seconde catégorie comme un meuble quelconque.

La société française se situe, sur ce point, bien en retrait de la décision votée par l'Unesco le 15 octobre 1978 en faveur de la déclaration universelle des Droits de l'Animal dont l'article 2 stipule : “Tout animal a droit au respect”.

Puissent les défenseurs de nos amies les bêtes obtenir bientôt satisfaction sur ce point.

La patinoire et la piscine

Enfin, terme de notre court voyage, le centre nautique de l'Île Lacroix qui bruit régulièrement des clameurs venues de la Patinoire lors des matches des Dragons rouennais, plusieurs fois champions de France de hockey sur glace. Sous l'impulsion d'Auguste Duchêne, maire-adjoint chargé des sports, la piscine aux dimensions impressionnantes, fut inaugurée le 2 mai 1970 par le préfet Tomasi et Jean Lecanuet, maire de Rouen. Elle devint rapidement une école de natation reconnue.

Construite en octobre 1970, incendiée le 13 novembre de la même année, la patinoire fut inaugurée finalement le 10 novembre 1972 avant d'être à nouveau reconstruite en 1992 pour faire face à l'engouement pour le hockey sur glace. Ce beau centre nautique fréquenté par des centaines de milliers de personnes chaque année est le terme de notre court voyage. Lorsque l'on prend un peu le temps de la curiosité, les voyages les plus banals peuvent se transformer en une délicieuse promenade à travers le temps. C'est notre histoire, celle de nos parents, telle qu'ils l'ont écrite et que nous pouvons lire à cœur ouvert au cours de nos déplacements quotidiens.



Ce trajet que l'on peut faire également dans l'autre sens, c'est-à-dire au départ de l'Île Lacroix, est une façon originale de découvrir le patrimoine riche et varié de Rouen et de son agglomération.
Prendre le bus, transport en commun par excellence, peut devenir un plaisir. Voyager dans l'espace et dans le temps, jeter d'autres regards sur des "lieux de mémoire" que l'on croit connaître, voilà une proposition culturelle que nous vous invitons à concrétiser le plus souvent possible.

Alain Alexandre
Jean-Yves Merle

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : août 2003. N°ISBN 2 - 913914-40-3
3ème édition revue et corrigée
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Itinéraire des lignes de bus :

-Prendre la ligne n°16 à Malaunay
(arrêt “Le Haut-Bourg”)
-Changer de bus et prendre TEOR aux
portes de Rouen (arrêt “Mont-Riboudet”)
-Monter enfin, dans le bus n°8
(arrêt “Théâtre des Arts” jusqu’à
“L’Île Lacroix”)

Pour plus d’informations sur le réseau TCAR ; plans et horaires des bus disponibles à l’Espace Métro-Bus, à côté du Théâtre des Arts.

Cartographie : Édigraphie

Photographies :
Alain Alexandre, Rouen Magazine
et Agglomération de Rouen.

Pour en savoir plus :

Alain Alexandre
“Le Houlme d’hier” (1983)
“Malaunay” (1985)

Yvon Pailhes
“Rouen, un passé toujours présent” (1994)

Catalogue de l’Exposition du Musée de la Corderie Vallois (1995)
“Une vallée, des usines et des hommes”

Association du Musée de l’Homme et de l’Industrie (1996)
“À la découverte du patrimoine industriel de la Vallée du Cailly”

Association Sylveison
“De l’Ouraille... à Silveison.
À la découverte du Canton
de Notre-Dame-de-Bondeville” (1993)
“Les Cahiers de Silveison”
n°1 décembre 1996
n°2 janvier 1998

Flohic Éditions
“Le patrimoine des communes de
la Seine-Maritime” (2 tomes-1997)

n°4

Collection histoire(s) d'agglo

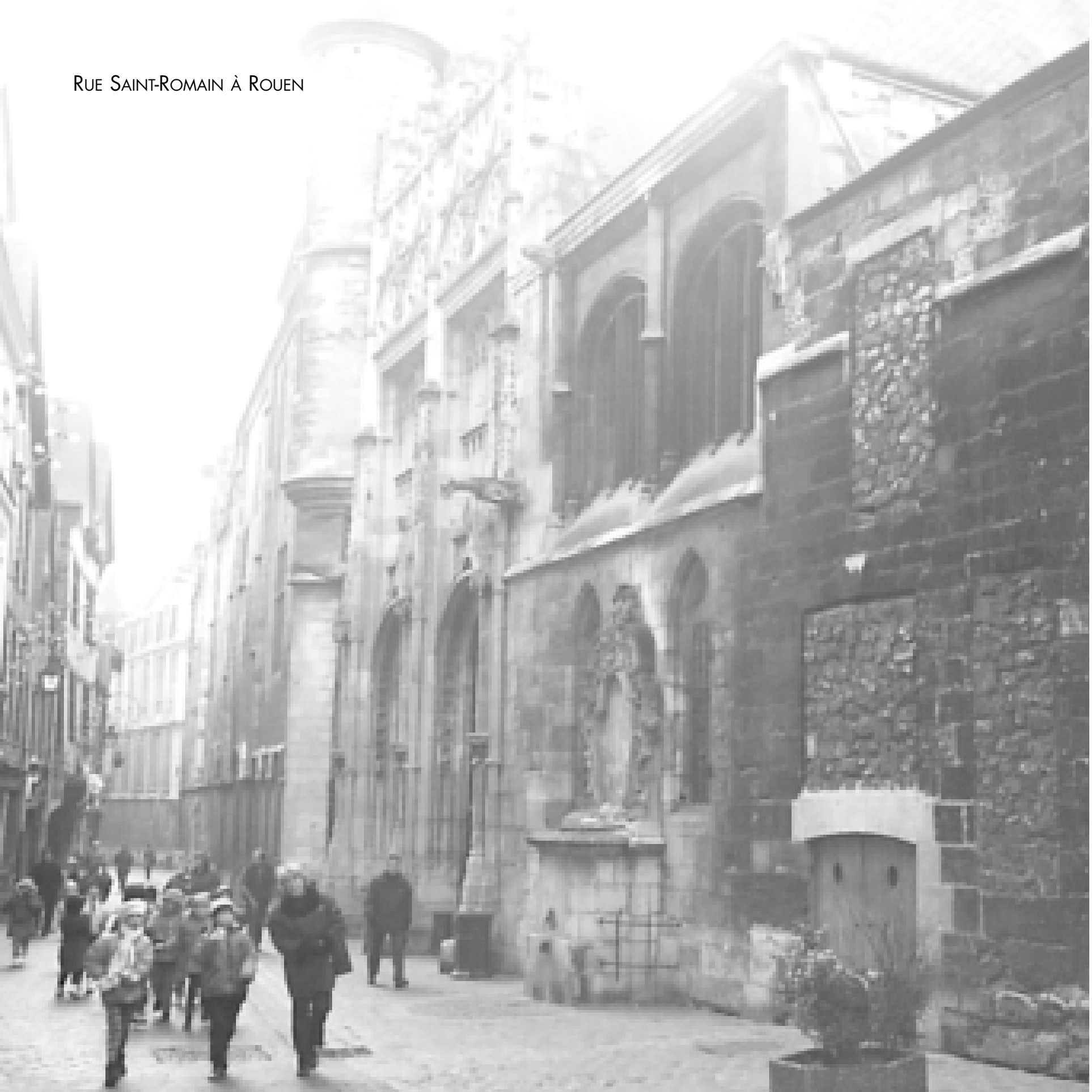
Saint Romain
de la légende... à la foire

Alain Alexandre



Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

www.agglo-de-rouen.fr



Rue Saint-Romain à Rouen

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 37 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE

Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse



Église Saint-Romain, © Didier Le Scour

Saint Romain...

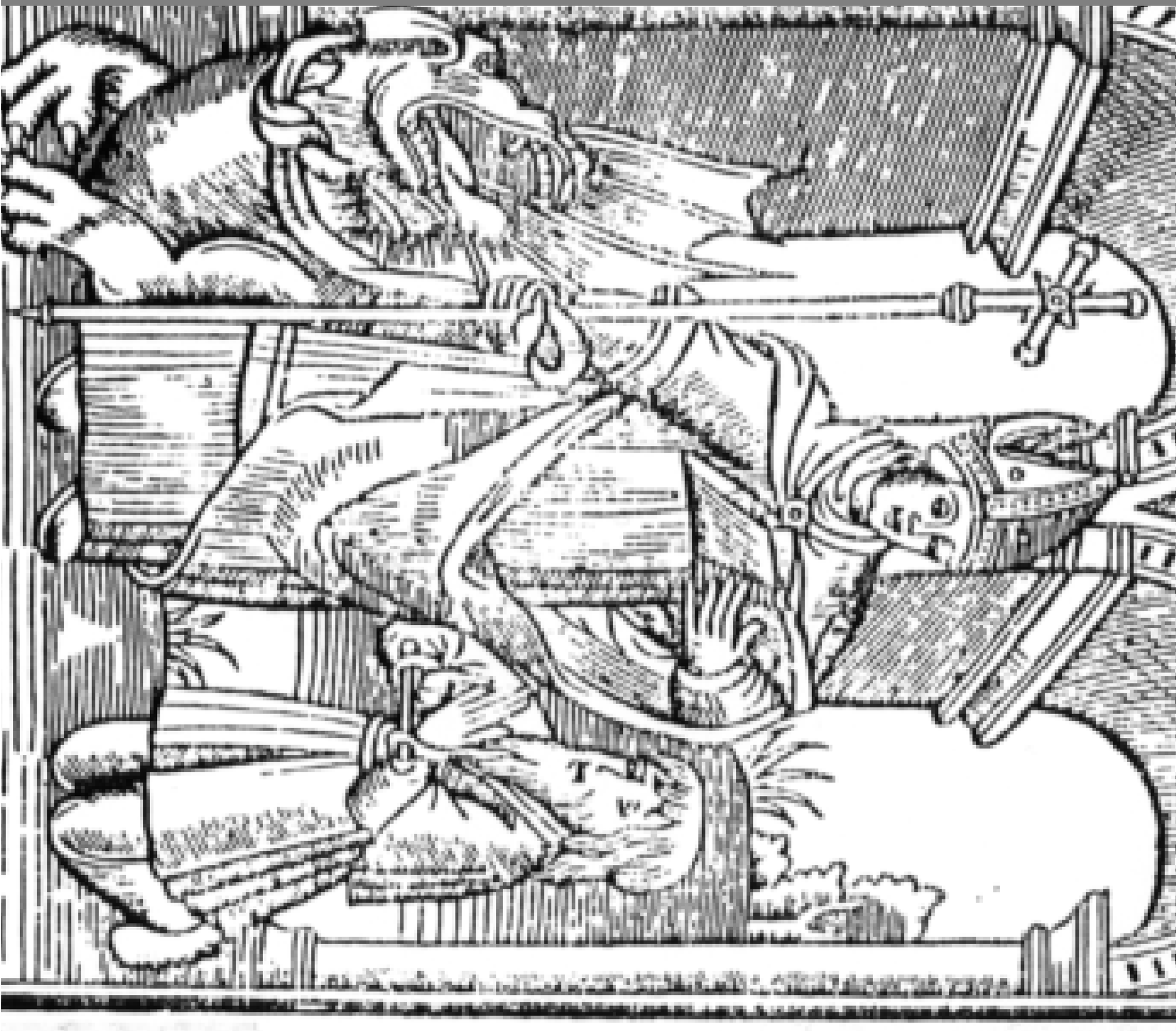
Son nom est avant tout lié à la foire située depuis 1983 sur les quais de la rive sud (la rive gauche) de la Seine.

Cette fête foraine, qui se tient chaque année de la fin octobre à la fin novembre, est particulièrement attendue par les habitants de l'agglomération rouennaise, principalement des jeunes.

Mais sait-on que c'est également le nom d'une tour de la cathédrale Notre-Dame, d'une rue et d'une fontaine situées à proximité, d'une église et d'une clinique édifiée près de la gare SNCF ? Sait-on que c'est aussi la dénomination d'un monument appelé " Fierte " que l'on peut voir place de la Haute-Vieille-Tour ?

Cet itinéraire nous emmène dans différents lieux à la découverte de ce personnage mystérieux dont l'existence est attachée à une légende.

LA LÉGENDE DE SAINT-ROMAIN



Saint Romain fut évêque de Rouen dans la première moitié du VII^{e} siècle, à l'époque de la christianisation.

Son nom est associé à une légende : celle de la "Gargouille", une sorte de monstre qui hantait les prés Saint-Gervais. L'évêque de Rouen s'offrit à combattre cette espèce de dragon ; il lui fallait de l'aide mais personne n'osa le suivre. Saint Romain conclut alors un marché avec un condamné à mort à qui la vie sauve fut promise en récompense de ses services.

Capturée, “ la Gargouille” fut brûlée vive dans la liesse générale et le prisonnier se trouva libéré. Le roi Dagobert ayant eu vent de l'affaire accorda au chapitre de Rouen le droit de délivrer un criminel une fois l'an, le jour de l'Ascension.

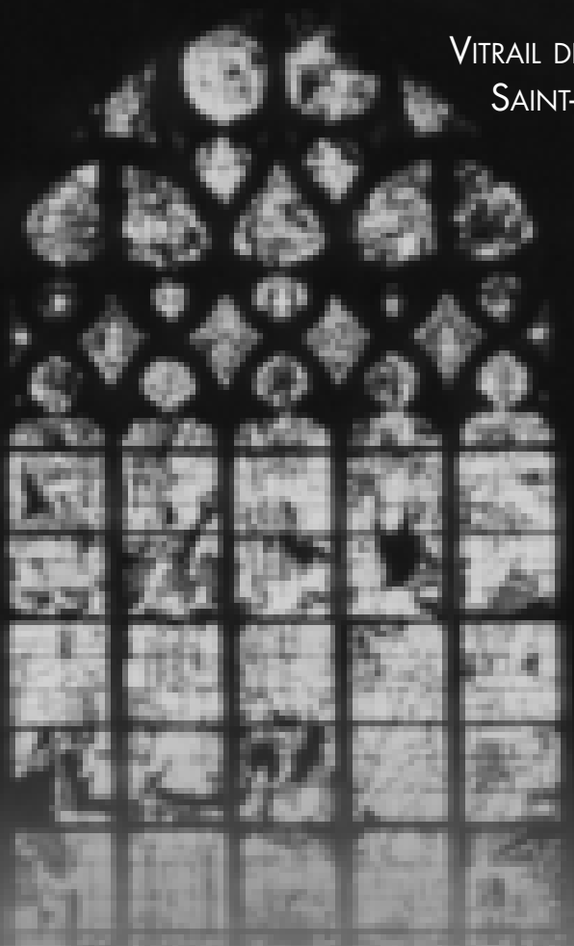
Mais aucune des “vies ”de saint Romain les plus anciennes et les plus crédibles ne font allusion à cet épisode. La première mention du “ Privilège de saint Romain ” date en fait de 1210 et il faut attendre la fin du XIV^{e} siècle pour trouver le premier texte citant la légende.

Le “miracle de la Gargouille ” et l'origine royale du “ privilège ” ne seraient qu'une justification tardive destinée à donner un fondement au droit de grâce exercé chaque année par l'ensemble des chanoines de la cathédrale de Rouen.

Saint Romain est devenu le saint patron et le protecteur de la ville de Rouen.

La légende de Saint-Romain (gravure)

L'église Saint-Godard



Vitrail de l'église Saint-Godard

On peut voir cette légende sur un grand vitrail du milieu du XVI^e siècle de l'église Saint-Godard, située rue Charles-Lenepveu, sanctuaire qui remonte aux origines du christianisme dans la région. Saint Romain y fut " inhumé " en 638, date de sa mort : son corps fut transféré près de la Cathédrale dans une chapelle qui portait son nom en 1036.

À la fin du XI^e siècle, l'archevêque de Rouen le fit transporter dans la cathédrale et le plaça dans un reliquaire dénommé châsse. Il fixa la fête du saint au 23 octobre, jour de la translation de ses reliques, et institua une procession annuelle à cette date jusqu'à l'emplacement de son tombeau resté à Saint-Godard. Le cercueil vide du saint est alors transporté dans l'église nouvellement baptisée Saint-Romain située actuellement rue de la Rochefoucauld, près de la gare SNCF, en face de la clinique du même nom.

Au XIX^e siècle, la façade de l'église est ornée de quatre statues : celle de saint Romain est visible en haut à gauche.

Cette évocation du patron de Rouen, nous conduit à la cathédrale Notre-Dame.

Lorsqu'on se trouve sur le parvis, la tour Saint-Romain est celle de gauche ; celle de droite s'appelle la Tour-de-Beurre dénommée ainsi parce qu'elle aurait été payée en partie par les aumônes données par les Rouennais désireux de manger, en carême, du bon beurre normand...

Au milieu du XII^{e} siècle, l'archevêque de Rouen entreprend l'édification d'une tour isolée de la nef romane dans le style gothique naissant qu'il a découvert en Île-de-France.

Il est prévu de faire une flèche de pierre mais les travaux s'arrêtent. Ils sont repris en 1462 avec l'édification d'un étage de style "flamboyant" surmonté d'un toit aigu dit "en fer de hache". En 1944, Rouen est bombardée ; le 1er juin la toiture et le beffroi de la tour Saint-Romain sont incendiés.

Pendant de nombreuses années la tour subit des travaux de reconstruction ; ce n'est qu'en 1987 que les Rouennais ont enfin pu retrouver "leur" tour Saint-Romain achevée.

À l'intérieur de la cathédrale Notre-Dame on peut voir le "Panégyrique de saint Romain". C'est un vitrail posé dans la chapelle du Grand Saint-Romain qui fut offert en 1521 par Jacques Le Lieur, l'auteur du célèbre "Livre des Fontaines".

DÉTAIL DE LA FENÊTRE



La tour Saint-Romain

Le vitrail est constitué de deux registres de trois scènes chacun, entouré de larges bandeaux décorés de personnages.

À chaque épisode de la vie du saint est associé une vertu : la foi, la prudence, la force, la justice.

Dans le dernier épisode, toutes les vertus précédentes, auxquelles se joignent la charité et l'espérance, se retrouvent autour du lit funèbre de saint Romain.

Parmi les trésors de la cathédrale, la châsse Saint-Romain est sans doute la pièce la plus

célèbre parce qu'elle symbolise au mieux la vie de la cathédrale et l'histoire de la ville.

Depuis une quinzaine d'années, en octobre, le coffre contenant les reliques du saint est exposé à la vénération des fidèles. Objet précieux, rare et fragile, le reliquaire est préservé dans la tour Saint-Romain. Il date du XIV^{e} siècle mais a été modifié au XVIII^{e}. C'est une pièce d'orfèvrerie qui compte 14 statuettes représentant les 12 apôtres, la Vierge et le Christ.

PANÉGYRIQUE DE SAINT-ROMAIN (1521)



La rue Saint-Romain

La rue Saint-Romain longe la cathédrale. C'est une des rues les plus typiques et les plus pittoresques de Rouen qui témoigne de l'époque médiévale.

Cette rue est célèbre avant tout pour sa "vieille maison" à pans de bois édifiée en 1466.

Construite en saillie par rapport au bâtiment du chapitre, elle comporte deux étages en encorbellement. Elle a failli être rasée à la fin du siècle dernier car on voulait élargir la rue et dégager la cathédrale. Miraculeusement épargnée à l'époque de la Seconde Guerre Mondiale, elle a été restaurée au début des années 1990.

La rue Saint-Romain évoque également le souvenir de Jeanne d'Arc lorsqu'on passe le long des murs du palais archiépiscopal (de l'Archevêque) où deux plaques rappellent son procès et sa condamnation (1431) ainsi que sa réhabilitation (1456).

"Vieille maison" à pans de bois édifiée en 1466



La fontaine Saint-Romain est toute proche, adossée au mur d'un des plus vieux monuments de la ville. Elle a été restaurée et rénovée en 1988. La date de 1743, figurée dans un cartouche, correspond à son embellissement.

On ne manquera pas de s'arrêter dans la cour des Libraires où l'on a une vue particulièrement impressionnante de la flèche de la Cathédrale. On peut admirer un de ses portails dont la sculpture est d'une remarquable beauté d'exécution.

À mesure que l'on descend la rue on aperçoit la magnifique façade gothique flamboyante de l'église Saint-Maclou.

Mais saint Romain nous conduit à présent Place de la Haute-Vieille-Tour où l'on peut voir une construction méconnue des Rouennais.



La Fierte Saint-Romain

Il s'agit de la Fierte Saint-Romain, édifice en pierre de la Renaissance (1542) attribué à Jean Goujon. Ce monument, adossé au mur des anciennes halles, fut miraculeusement épargné de l'incendie de 1940 et des bombardements de 1944. C'est l'un des plus anciens et des plus gracieux de Rouen construit à une époque où l'on n'hésitait plus à sacrifier le massif à la grâce, le fonctionnel à l'élégance.



La Fierte est une chapelle construite sur l'emplacement d'une autre chapelle en ruine. Couronnée d'une lanterne et d'un lanternon, elle est conçue comme une sorte de tribune ouverte à laquelle on accède par deux escaliers droits.

Son usage est lié au "privilège" qu'avait le chapitre de la cathédrale de grâcier, chaque année, un condamné à mort le jour de l'Ascension. Celui-ci en remerciement, devait porter jusqu'au premier étage la châsse (le coffre) contenant les reliques de saint Romain. On se souvient de l'origine de cette coutume : la légende de "la Gargouille" !

La cérémonie de la Fierte se déroulait avec un grand faste, attirant des milliers de personnes. Cette tradition dura jusqu'à la Révolution de 1789.





Et la foire Saint-Romain ?

Et la foire Saint-Romain ? D'où vient-elle ?

Son origine remonte à il y a plus de 900 ans ; elle s'appelait autrefois la Foire du Pardon. En 1079, l'archevêque de Rouen avait fait transporter le corps de saint Romain jusqu'à la Cathédrale et avait institué à cette occasion une procession religieuse. Le pape avait accordé des indulgences ou pardons pour tous ceux qui participaient à cette manifestation.

Il faut croire que les Rouennais étaient de grands pécheurs car l'affluence était devenue telle que les églises étaient trop petites pour les recevoir. Alors les prédications se firent en plein air, dans un lieu élevé (au dessus de l'emplacement de la place Beauvoisine) qu'on appela plus tard "le champ du Pardon". C'est Guillaume le Conquérant qui aurait établi cette foire en 1080, un an après la première procession.





En 1450, elle fut déclarée "franche de toutes impositions" et Louis XI, en 1466, en fixa la durée " à toujours".

En 1785, en raison de son importance, la foire Saint-Romain fut transférée sur le Boulingrin et les boulevards (récemment tracés par l'intendant De Crosne), de la place Cauchoise à la place Saint-Hilaire.

Ces "Boulingrins" que l'on trouve dans plusieurs villes de France étaient à l'origine des lieux gazonnés où se réunissaient les amateurs de boules, "le boule vert" ; les Anglais le transformèrent



Foire Saint-Romain

en "bowling-green" dont nous avons fait "Boulingrin".

Cette fête en l'honneur de saint Romain est donc très ancienne : de religieuse et commerciale, elle est devenue foraine avec ses manèges et ses attractions diverses.

À Rouen, le nom de saint Romain est resté particulièrement présent dans la ville. Sa vie légendaire a fait de cet évêque du VII^e siècle un personnage mystérieux et vénéré.

Mais c'est à Bois-Guillaume, dans l'église de la Sainte-Trinité, que l'on peut voir le protecteur de Rouen.

Sa statue, datant du XVII^e siècle, constitue un résumé saisissant de la légende de "la Gargouille", symbole de la victoire de la foi chrétienne sur le paganisme.



Statue de Saint-Romain,
église Sainte-Trinité

Détails du panégyrique de Saint-Romain, vitrail de 1521



© Inventaire général - adagp - 1992 - Thierry Leroy





La gragouille de Saint-Romain



Cartographie :
Édigraphie

© Photographies :
Agglomération de Rouen
Inventaire général
Rouen Magazine

Détails du panégyrique de Saint-Romain
© Inventaire général - ADAGP - 1992 - Thierry Leroy

Église Saint-Romain
© Didier Le Scour

Sources et Bibliographie :

Saint-Romain
900e anniversaire de la foire.
Bibliothèque Municipale de Rouen. 1980

Yvon Pailhès.
"Rouen, un passé toujours présent", 1994

Flohic éditions
"Le patrimoine des communes de la Seine-Maritime (2 tomes-1997)

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour de nombreux habitants de Rouen et de son agglomération, saint Romain reste un personnage méconnu, fêté chaque année par la religion catholique le dimanche qui suit le 23 octobre. Il est le saint patron et le protecteur de la ville. Mais pour la majorité de la population, c'est la fête foraine des quais de Seine qui perpétue le mieux sa mémoire.

Alain Alexandre

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : juin 2006. N°ISBN 2 - 913914-71-3
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Jérôme Decoux
- François Foutel - Fanny Germain - Daniel-Odon Hurel - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle - Pierre Olingue
-Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Cécile-Anne Sibout - Charles Théron
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges - Jean-François Paux - Franck Delauney

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



Retrouvez la collection
histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

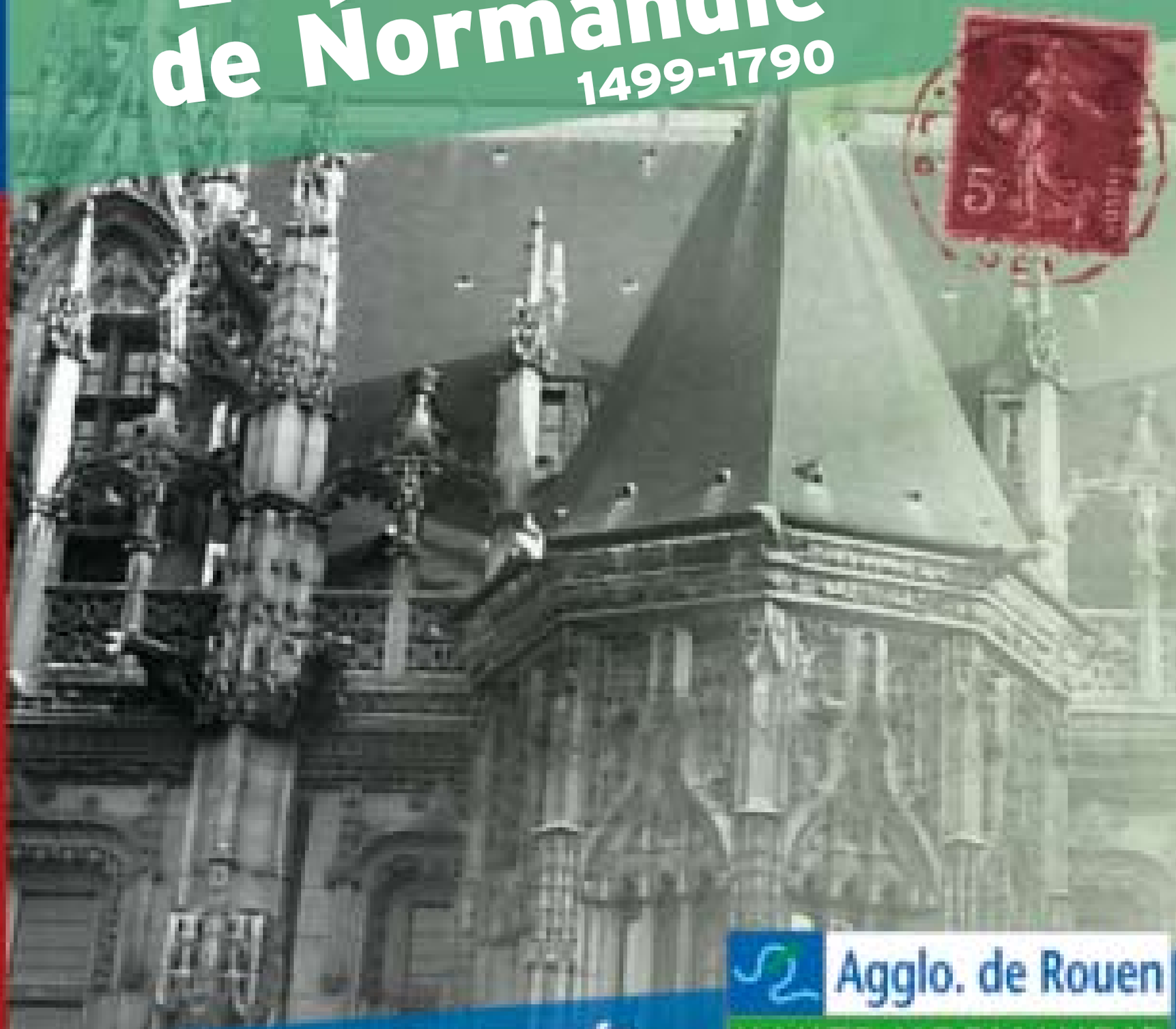
GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°5

Collection histoire(s) d'agglo

Le parlement de Normandie
1499-1790

Olivier Chaline



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

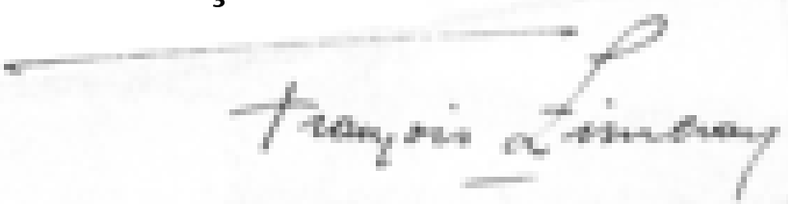


Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 37 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse



En 1499, le roi Louis XII rendit permanent l'Echiquier de Normandie, la cour de justice héritée des ducs du Moyen Age. Il l'établit à Rouen, ville qui avait pour archevêque son principal ministre, le cardinal Georges d'Amboise (mort en 1510) dont on peut encore voir le somptueux tombeau à la cathédrale. 1499 est donc l'année de naissance de cette cour à laquelle François I^{er} donna ensuite en 1515 le nom de Parlement qu'avaient les autres institutions similaires du royaume. C'est ainsi qu'elle fut appelée jusqu'à sa suppression sous la Révolution en 1790.

Le Parlement n'est pas une assemblée représentative. Le mot peut être aujourd'hui trompeur, mais le Palais de justice actuel n'a jamais abrité l'équivalent normand d'une chambre des députés. Pourtant la Normandie bénéficia d'Etats provinciaux réunissant de temps à autre des députés des trois ordres (clergé, noblesse et tiers état) jusqu'au milieu du XVII^{e} siècle. À partir du règne de Louis XIV, les Normands n'eurent plus, pour parler en leur nom, que le Parlement dont ce n'était pas la fonction.

Le Parlement doit rendre la justice au nom du roi. Il est la juridiction d'appel pour toute la Normandie, c'est-à-dire que tous ceux qui faisaient appel des sentences rendues par les tribunaux de la province espéraient des juges du Parlement un arrêt plus favorable. Certaines catégories de gens avaient aussi le droit de porter leur cause directement devant le Parlement. Rouen était ainsi la capitale des plaideurs dans une province dont les habitants étaient connus pour avoir le goût des procédures. Le Parlement qui décidait en dernière instance était appelé pour cette raison "cour souveraine". Au-dessus de lui, il n'y avait que le roi en son conseil pour pouvoir se saisir d'une affaire ou pour casser un arrêt.

Mais il n'y avait pas alors de séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et le



PALAIS DE JUSTICE

Plan masse du palais sous l'ancien régime, vers 1750



Parlement était bien plus que la cour d'appel contemporaine. Son ressort était nettement plus vaste : allant du Pays de Bray au Mont Saint Michel, il couvrait toute la zone du droit normand fixé par un texte très important, la coutume. Mais ses compétences comprenaient aussi un large pouvoir administratif et règlementaire, car il pouvait règler pour la province des questions qui ne l'étaient pas par les lois du roi. Il devait encore "enregistrer" les textes de loi envoyés par le roi, autrement dit, il devait vérifier qu'ils étaient bien compatibles avec les lois précédentes et les inscrire officiellement sur ses registres. Mais, il pouvait écrire au roi des "remontrances" qui étaient des protestations et refuser, au moins pour un temps, d'accepter la loi qui posait problème.

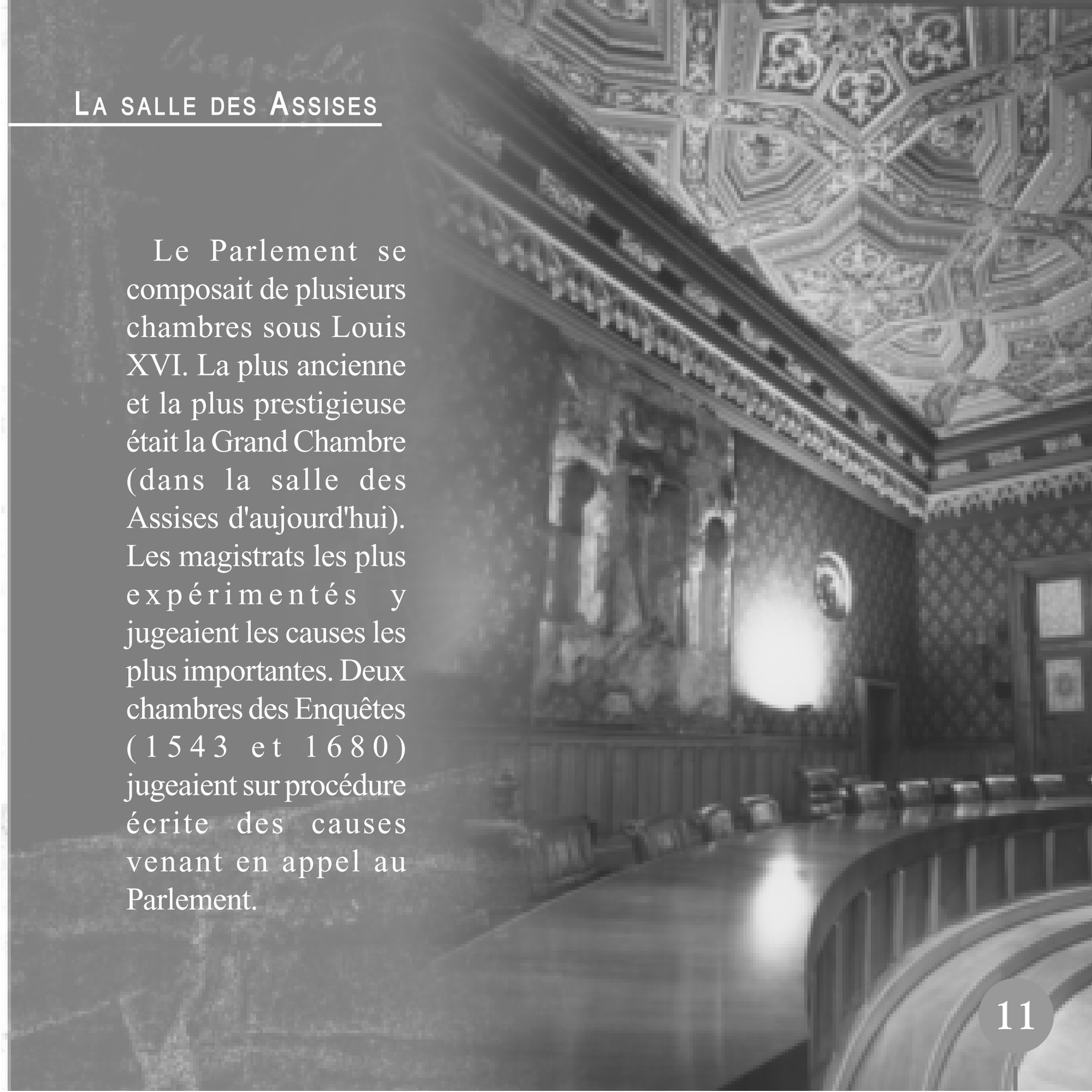
C'était donc une des principales institutions de la province qui était installée dans les bâtiments peu à peu agrandis du Palais, entre la rue aux Juifs et la rue Saint-Lô. Le plus ancien est l'actuelle salle des Procureurs construite entre 1499 et 1509, aux frais de la ville. Puis on bâtit le "Palais royal" avec l'actuelle salle des Assises entre 1510 et 1550. Pour la deuxième ville de son royaume, François I^{er} a voulu la construction la plus fastueuse possible. Le côté est de la cour du Palais ne fut édifié qu'au début du XVIII^{e} siècle.



Enfin, une nouvelle aile plus à l'ouest, vers l'actuelle place Foch, fut construite à partir de 1739. Le Palais était un vaste ensemble destiné à abriter plusieurs chambres, le greffe, les prisons de la conciergerie, mais pas les bureaux des magistrats puisque ceux-ci travaillaient et recevaient les plaideurs chez eux. Au nord de la rue Saint-Lô se trouva, du XVIII^{e} siècle à sa destruction en 1944, l'hôtel du premier président, le chef du Parlement. Il n'en reste plus aujourd'hui que le portail.

La salle des Assises

Le Parlement se composait de plusieurs chambres sous Louis XVI. La plus ancienne et la plus prestigieuse était la Grand Chambre (dans la salle des Assises d'aujourd'hui). Les magistrats les plus expérimentés y jugeaient les causes les plus importantes. Deux chambres des Enquêtes (1543 et 1680) jugeaient sur procédure écrite des causes venant en appel au Parlement.



La chambre des Requêtes, intégrée au Parlement en 1543, connaissait en première instance des causes de privilégiés qui pouvaient les introduire directement au Parlement.

À la Tournelle, créée en 1519, siègeaient des magistrats tirés à tour de rôle des autres cours, pour juger les affaires criminelles. En 1547 apparut la Chambre des Vacations qui fonctionnait pendant que les autres étaient en vacances (d'où son nom), afin d'expédier les affaires urgentes. Il y eut enfin de 1599 à 1669 une Chambre de l'Edit (de Nantes) compétente pour les causes concernant les protestants.





Salle des pas perdus de la cour d'appel

L'année judiciaire commençait au lendemain de la Saint Martin (11 novembre) et durait, avec diverses interruptions, jusqu'au mois d'août. Très animé, le Palais était la raison d'être de plusieurs dizaines d'avocats, de procureurs, chargés avec l'aide de clercs souvent remuants, de réunir les pièces des procès d'huissiers. Les procureurs avaient leurs pupitres dans la grande salle qui leur doit son nom. Un bruit constant y règnait du matin au soir, car on y trouvait aussi des justiciables, des curieux, des marchands et des mendiants. Le Palais était aussi le centre de l'édition, une activité alors florissante à Rouen. Il fut le cadre de grandes heures comme la déclaration de majorité du roi Charles IX en 1563, l'annonce officielle des mariages et naissances royaux, des victoires et des paix, comme le décor des mauvais jours : troubles, guerres civiles et exils des magistrats.

L'activité de la cour était règlée par un cérémonial précis. Chaque catégorie de magistrats avait son costume, sa place dans les salles d'audience, son rôle. Lorsque le Parlement se montrait au complet en ville, il sortait du Palais en procession et chacun pouvait voir passer les juges du roi.



Salle des pas perdus de la cour d'appel



QUI ÉTAIENT LES MAGISTRATS ?

Les parlementaires dominèrent la société rouennaise du XVI^e au XVIII^e siècle. Originaires de plus en plus de la province, ils formaient une compagnie d'officiers, c'est-à-dire un corps doté de privilèges fiscaux et judiciaires. Sous le règne de Louis XVI, ils étaient une centaine. Mais tous n'avaient pas le même rang ni les mêmes fonctions. La compagnie était conduite par le premier président, magistrat expérimenté choisi par le roi et souvent venu d'ailleurs. Plusieurs furent célèbres : Groulart sous Henri IV ou Miromesnil qui devint garde des sceaux sous Louis XVI. Les chambres avaient à leur tête des présidents " à mortier", du nom de leur couvre-chef noir avec un galon. Elles étaient composées de conseillers, laïcs pour la plupart, parfois ecclésiastiques. Le ministère public était formé des "gens du roi" : le procureur général, les deux avocats généraux et des substituts. Il y avait aussi deux greffiers en chef.

Pour devenir magistrat au Parlement, il fallait être possesseur d'un office, c'est à dire d'une charge achetée ou héritée. Seuls le premier président et le procureur général faisaient exception. Si les magistrats touchaient du roi des gages modestes et des "épices" des justiciables, ils devaient tirer le gros de leur revenu de leur fortune personnelle. Servir le roi était un honneur coûteux pour qui n'avait

pas de grands biens. Il y avait tout un marché des offices, avec des prix très différents. Les plus chers étaient ceux de présidents.

Les prix augmentèrent au XVI^e siècle et s'envolèrent dans la première moitié du XVII^e avant de retomber nettement ensuite, après un coup d'arrêt donné par le pouvoir royal. L'office représentait parfois une part importante des patrimoines familiaux.

Il fallait ensuite obtenir du roi des lettres de provision, parfois de dispense parce qu'on était trop jeune ou déjà pourvu de parents dans la cour, et enfin être accepté par les magistrats pour prendre rang parmi eux. Il n'y avait pas de carrière judiciaire. À moins d'hériter d'une charge de président ou d'être assez riche pour en acheter une, une fois conseiller, on le restait toute sa vie. Appartenir au Parlement était d'autant plus prestigieux que les magistrats se constituèrent à partir du début du XVII^e siècle en une véritable noblesse. Pour la majorité d'entre eux, issus de la bourgeoisie marchande ou judiciaire, l'accès à la noblesse se fit grâce à la possession des offices qui, après deux générations de magistrats exerçant pendant 20 ans ou morts en charge, rendaient la troisième pleinement noble. Mais il ne faudrait pas croire que le Parlement fut tenu du XVI^e au XVIII^e siècle par quelques familles toutes cousines. Le groupe demeura ouvert. On y trouva des individus isolés comme des membres de véritables clans familiaux, surtout entre 1620 et 1750. Quelques familles se

distinguèrent par une exceptionnelle longévité, les Le Roux, par exemple, qui fournirent 14 magistrats entre 1499 et 1790, ou par la présence simultanée de plusieurs membres. Dotés eux aussi de la même culture juridique savante et conservatrice, les nouveaux venus étaient ainsi progressivement mis au fait des usages du Palais. Cette intégration se trouva mise en question quand au XVIII^{e} siècle, la plupart des grandes familles se retirèrent ou s'éteignirent faute de postérité.

Animés, pour les meilleurs d'entre eux d'un idéal exigeant et parfois austère, les magistrats étaient, avec le clergé, le groupe le plus cultivé de la ville. Leurs bibliothèques étaient abondantes, partagées entre le droit, l'histoire et la religion.

Il y eut parmi eux des savants et des collectionneurs. Il y eut aussi de grandes figures religieuses. Certains passèrent au protestantisme, mais la plupart restèrent catholiques.

Les gens du Parlement prirent une part active aux très nombreuses fondations religieuses du XVII^{e} siècle. Leurs tombeaux et leurs armes ornaient les églises. Quelques-uns, sous Louis XIV, eurent des sympathies jansénistes. Même si certains furent francs-maçons au XVIII^{e} siècle, le plus grand nombre demeura attaché sans bruit à la religion et aux traditions.

Bien plus que dans les églises, la marque des parlementaires se mesure aujourd'hui encore dans



plusieurs rues de Rouen au nombre des hôtels particuliers qui forment un patrimoine à redécouvrir.

Seules les familles les plus riches en possédaient un, les autres vivant plus modestement dans des maisons plus ordinaires en pans de bois. Au XVI^e siècle, les Le Roux se firent construire l'hôtel de Bourgtheroulde, place de la Pucelle. Au XVII^e siècle, furent édifiés les hôtels de la rue du Moulinet, puis au XVIII^e ceux de la place Saint-Godard. Les magistrats affectionnaient les calmes rues des paroisses Saint-Patrice et Saint-Godard, loin du port. Ils y trouvaient plus de place, parfois la possibilité d'un jardin. Ainsi ils pouvaient loger leur famille et leur domesticité, recevoir parents et amis, mais aussi travailler, un concierge filtrait les solliciteurs et les plaideurs.



Château de Belbeuf

Beaucoup de ces habitations urbaines demeuraient sobres, offrant un décor accordé à une vie le plus souvent calme et règlée. La richesse ne s'affichait pas. D'ailleurs, les magistrats n'en étaient que très inégalement pourvus. Chez les Rouennais, contrairement à Aix ou à Bordeaux, l'accent ne fut pas mis sur les hôtels, mais sur les terres à la campagne. Dans bien des magistrats, un paysan continuait à vivre, accumulant autant qu'il le pouvait des champs dans le Pays de Caux ou le Roumois. Là se trouvait la véritable richesse dans cette terre qui apportait la respectabilité, rapportait et finalement donnait un nom de seigneurie qu'on ajoutait à son patronyme. Les châteaux témoignent de la réussite sociale de ces familles qui avaient gardé les pieds sur terre : les Le Roux avaient Acquigny et Pavilly, les Hue avaient Miromesnil, les Maignart de Bernières La Rivière-Bourdet à Quevillon.

À Belbeuf, le procureur général Godart de Belbeuf dessina lui-même les plans de son nouveau château.

La vie se partageait selon la saison entre Rouen et la campagne. Tous les magistrats n'étaient pas également assidus au travail. Au Palais, il y eut des juges exemplaires, intègres et zélés, fiers de leur robe comme des fainéants et des esprits bornés, voire quelques individus peu recommandables. Mais pour qui était animé par le désir de servir, l'occupation ne manquait pas.

Le Parlement doit dire le droit. Ce sont des magistrats désignés par le roi qui, entre 1577 et 1583, ont mis par écrit les dispositions de la coutume de Normandie. Le Parlement eut ensuite à en interpréter les articles en développant une jurisprudence adaptée à l'évolution de la société. C'est plus parmi les avocats que parmi les magistrats qu'on trouve aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles les grands commentateurs de la coutume : le protestant H. Basnage ou au siècle suivant D. Houard, auteur d'un gros dictionnaire de la coutume qui récapitule l'évolution du droit normand. Les habitants de la province manifestèrent un attachement durable à leur droit traditionnel.

Quand, sous Louis XV, le chancelier d'Aguesseau entendit le modifier, il se heurta à de vives oppositions des magistrats du Parlement qui se considéraient comme les gardiens de la coutume.

Dire le droit, c'est aussi donner des règlements à la province dans les lacunes de la législation royale. De nombreux arrêts de règlement sont ainsi pris à l'initiative du procureur général. Comme défenseur des intérêts du roi et garant de la "bonne police du ressort", c'est-à-dire de tout ce qui relève de l'ordre public, ce magistrat a des responsabilités considérables liées au rôle administratif du Parlement.

Les larges attributions du Parlement lui valent de nombreux domaines d'intervention. Chaque année, le procureur général sous

Louis XVI écrit 12 000 lettres sur les sujets les plus divers. Ouvrons un instant cette correspondance : il y est question du prix des grains et du pain, de l'approvisionnement des marchés, de l'état des routes, de la surveillance des débits de boissons, de la prostitution, des mauvais sujets en tous genres, des prisons, des incendies, des cimetières, des paroisses, des nourrices etc... À l'exception des impôts, rien n'échappe à la vigilance du procureur général. Beaucoup de ces dossiers se retrouvent aussi chez les intendants de Rouen, de Caen ou d'Alençon, car la collaboration des autorités prévaut le plus souvent, même si chacun est attentif à l'étendue de ses compétences. Rouen fait l'objet d'une attention toute particulière. Certains magistrats représentent le Parlement dans les bureaux d'administration, par exemple à l'hôpital général et à l'Hôtel-Dieu. Mais de manière plus informelle l'autorité judiciaire est sollicitée par des gens qui, incapables d'engager un procès, veulent une réparation ou cherchent un arbitrage, comme aussi par ceux qui réclament des ordres rapides et efficaces contre des violents ou des débauchés qui troublent la famille ou le voisinage. L'autorité du Parlement est ainsi tantôt demandée, tantôt évitée, mais quand se produisent des heurts avec le pouvoir royal, il trouve souvent des soutiens dans l'opinion publique normande.

Le rôle politique du Parlement tient à ce qu'il doit enregistrer les nouvelles lois du roi pour qu'elles soient exécutées en Normandie. Ce qui devait n'être qu'une simple

vérification technique, fut parfois un véritable contrôle exercé sur la politique royale conduisant à l'épreuve de force. Mais ces conflits ne résument pas les rapports entre le Parlement et le pouvoir royal, puisque c'est au nom du roi que les magistrats rendent la justice, et qu'ils ont joué aux XVI^{e} et XVII^{e} siècles un rôle important dans l'affirmation du pouvoir royal sur la province. Sous Louis XIV, le premier président Pellot, en famille avec le ministre Colbert, fut un actif agent de l'autorité royale. Pourtant, tout au long de son histoire, et pas seulement dans les décennies précédant la Révolution, le Parlement entra en conflit avec le roi. Il y gagna une réputation méritée d'audace et d'obstination.

Placé entre les Normands et le pouvoir royal, le Parlement n'était pas toujours dans une situation confortable. La monarchie se fit plus puissante, envoyant de nouveaux agents, prélevant plus d'impôts, ce qui provoquait de vives réactions. Les crises vécues par le Parlement sont celles subies par l'Etat royal : les guerres civiles et religieuses du XVI^{e} siècle, les révoltes contre le fisc au XVII^{e} siècle, querelles politico-religieuses et colères contre le prix du pain sous Louis XV. Longtemps les premiers payeurs d'impôts du royaume, les Normands n'ont jamais eu, pour autant, la réputation d'être des sujets dociles... Le Parlement à plusieurs reprises manifeste son opposition à la politique royale, en refusant des lois, en écrivant des "remontrances", voire en se

mettant en grève. Il défend tenacement les privilèges de la province, montrant son attachement à l'idée d'une monarchie "tempérée", contrôlée et dénonçant la fiscalité croissante. Face aux ministres de Louis XV, il se présente comme un corps représentatif de substitution, remplaçant les Etats dont la Normandie est privée depuis un siècle. Mais tous les magistrats ne sont pas partisans de la “ désobéissance respectueuse ” et les querelles sont parfois très vives au Palais.

Pour imposer son autorité à des magistrats propriétaires de leur office, donc impossibles à renvoyer, le pouvoir royal a longtemps eu des soutiens au Parlement. Si l’opposition se prolongeait, il faisait enregistrer les lois d'autorité en envoyant le gouverneur de la province. Dans les cas les plus graves, il a parfois suspendu des chambres, et même tout le Parlement en 1540, fait arrêter et exiler des magistrats. Sauf en quelques circonstances, souvent des temps de guerre civile, les conflits n'ont pas été portés à l'extrême : le Parlement a besoin du roi, le roi du Parlement. Toutefois, les choses se gâtent rapidement au milieu du XVIII^{e} siècle avec une autorité royale hésitante, faisant alterner brutalité et reculs. Le Parlement est même supprimé entre 1771 et 1774. Quand Louis XV le restaure, la joie est immense à Rouen. La popularité des magistrats ne cesse vraiment que dans les luttes politiques féroces qui annoncent la Révolution. Le conflit du roi et des Parlements en 1788 aboutit à leur destruction mutuelle.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

La Révolution fait disparaître le Parlement et la coutume de Normandie. Le Palais, où siège désormais la cour d'appel, cesse d'être le centre de la vie publique normande. Mais le bâtiment demeure, restauré au XIX^e siècle, agrandi d'ailes gothiques comme celle sur l'actuelle place Foch. Il subit de graves destructions lors des bombardements de 1944 qui écrasent la salle des procureurs et celle des assises. Après un patient travail de restauration, il est aujourd'hui rendu à son ancienne splendeur.

Olivier Chaline,
Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne

Photographies :

© Agglomération de Rouen, © Ville de Rouen

Pour en savoir plus :

E. Caude, *Le Parlement de Normandie*, Hérissey, Evreux, 1999
O. Chaline, *Godart de Belbeuf, Le Parlement, le roi et les Normands*, Bertout, Luneray, 1996
N. Plantrou, *Du Parlement de Normandie à la Cour d'appel de Rouen, 1499-1999*, Imprimerie Nationale, 1999

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : juin 2006. N°ISBN 2 - 913914-72-1
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Jérôme Decoux
- François Foutel - Fanny Germain - Daniel-Odon Hurel - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle - Pierre Olingue
- Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Cécile-Anne Sibout - Charles Théron
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges - Jean-François Paux - Franck Delauney

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°6

Collection histoire(s) d'agglo

Et la Seine devint maritime

La Seine et ses bateaux et Rouen à la découverte du monde

Frédéric David



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 37 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

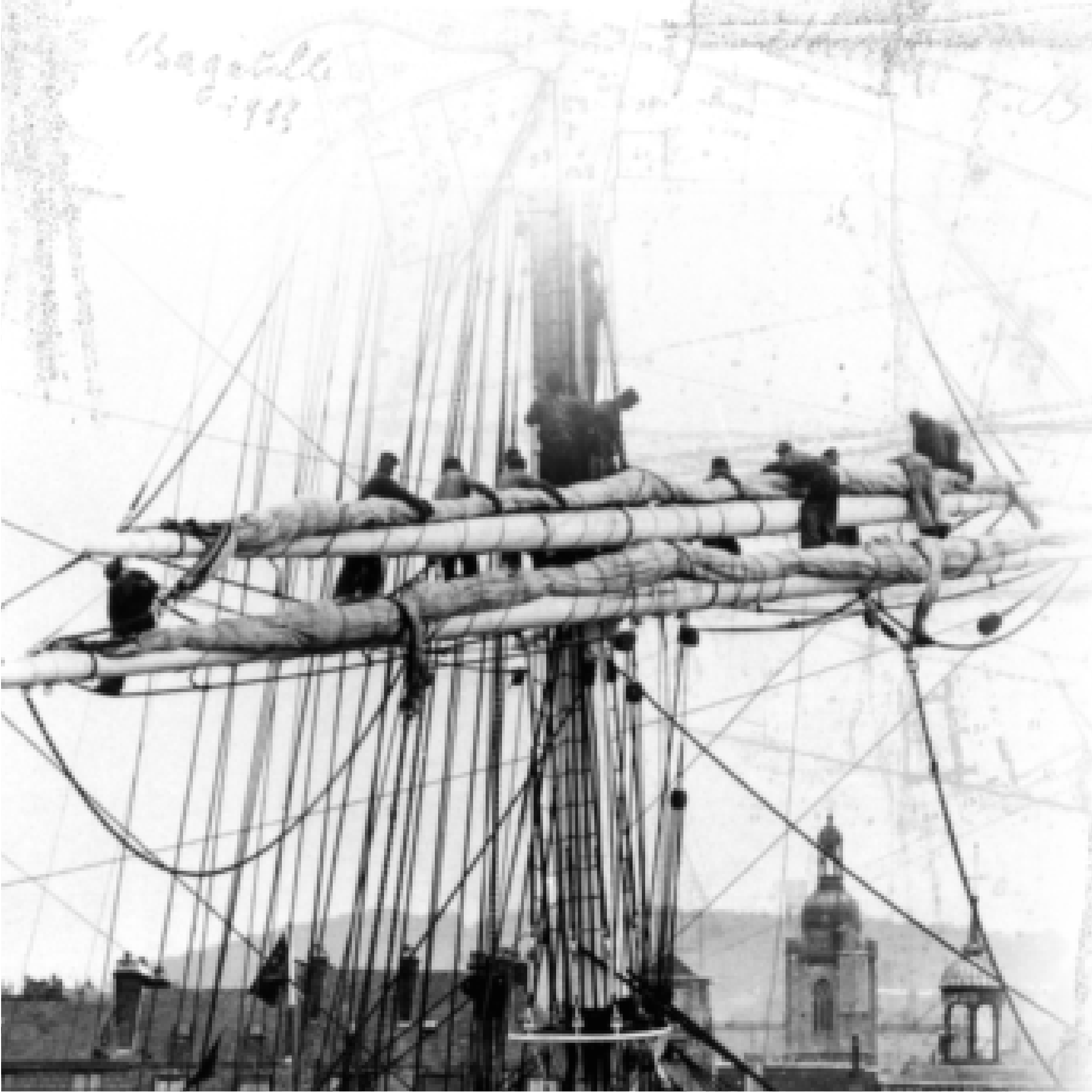
Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE

Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse



Rouen a toujours connu une grande histoire maritime. De fait, le port de haute mer lui a permis d'accéder aux embruns du grand large parce que l'agglomération y a construit parmi les meilleurs bateaux, et aussi parce que la Seine a connu de très belles pages de la conquête de l'élément liquide. La cohabitation de la population de la capitale de la Haute-Normandie avec son fleuve n'a pas toujours été chose aisée : il faut le traverser, s'adapter aux caprices des inondations et lui pardonner de couper l'agglomération… C'est, peut-être, pour cela que ces dernières décennies les Rouennais désertèrent ses berges.

Et pourtant, depuis quelques années, il semble que l'on soit sur la voie d'une réconciliation. Un musée maritime et fluvial voit le jour, mais surtout les rassemblements des grands voiliers font recette montrant par là-même que la force d'attraction de la Seine se manifeste encore : tout à coup les Rouennais réalisent la chance que leur offre leur fleuve et commencent à l'aimer.

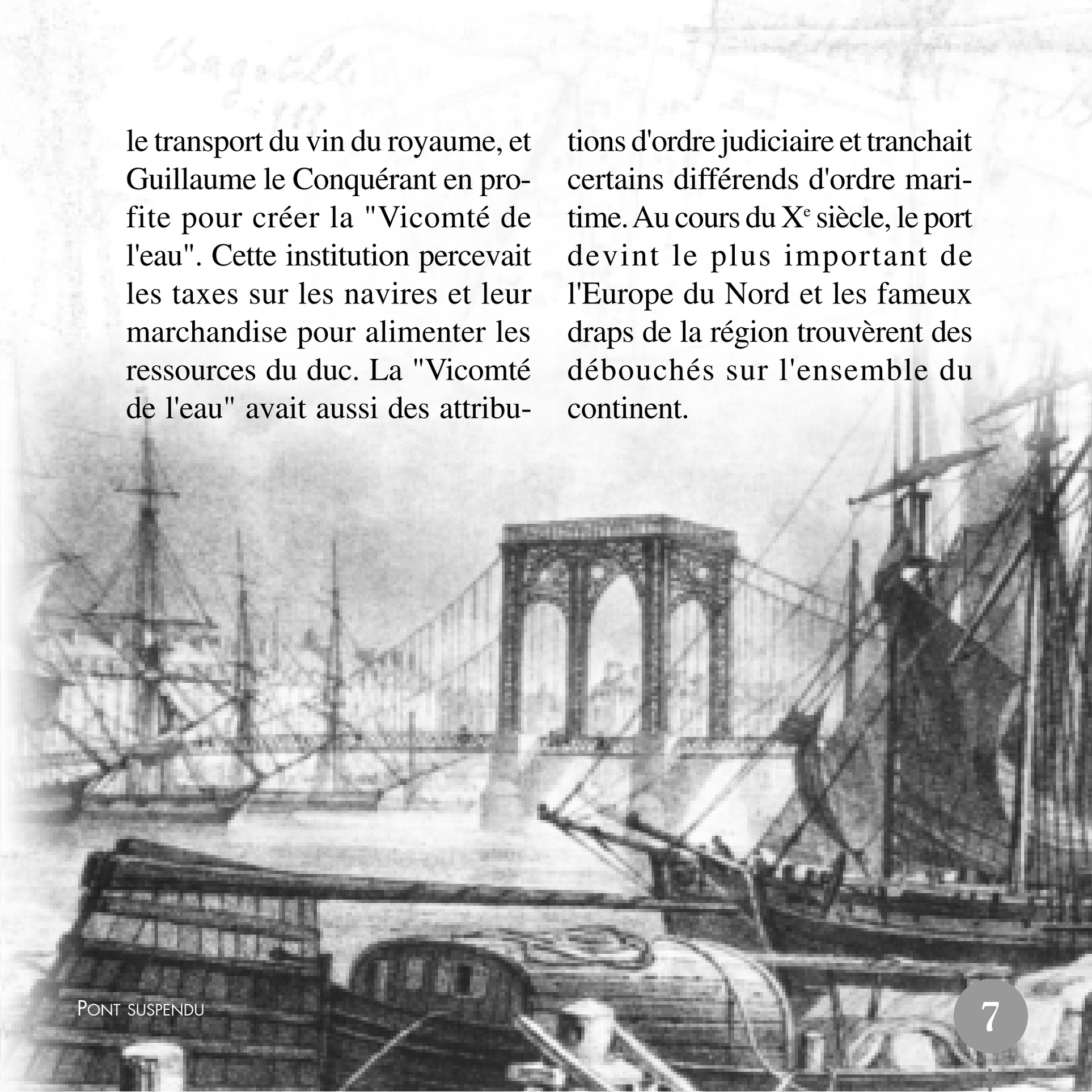
C'est à la découverte de ces bateaux et de ces marins qui hantèrent la Seine que vous êtes maintenant conviés.

La Seine primitive était loin d'être navigable comme aujourd'hui. Très large dans son embouchure, son cours se trouvait obstrué par les alluvions. Cela n'a pas empêché Strabon, le grand géographe grec, d'affirmer que *"la Seine est une des plus belles voies de commerce formée par la nature"*. On a même retrouvé, semble-t-il, les ruines d'un quai place de la Haute-Vieille-Tour signe d'une activité portuaire à l'époque gallo-romaine, et on sait que dès l'Antiquité, Rouen entretenait des relations commerciales avec la Grande-Bretagne, les pays de la Hanse et même avec le Midi. Cependant, les navires marchands de haute mer de l'époque gallo-romaine se voyaient contraints, quand leur tonnage était trop important, de décharger leurs marchandises à hauteur d'Harfleur, leur tirant d'eau ne leur permettant pas de remonter plus haut.

En revanche, on sait que les redoutables Vikings n'eurent aucune difficulté avec leurs “drakkars” à fond plat pour parvenir jusqu'à Rouen qu'ils prirent et mirent à sac en 841…

Après la création du Duché de Normandie, le port de Rouen connaît une extension considérable et si le commerce des esclaves, pourtant florissant avant l'arrivée des Vikings, périclite, l'activité commerciale connaît un vif essor. La conquête de l'Angleterre intensifie ce trafic en particulier avec

le transport du vin du royaume, et Guillaume le Conquérant en profite pour créer la "Vicomté de l'eau". Cette institution percevait les taxes sur les navires et leur marchandise pour alimenter les ressources du duc. La "Vicomté de l'eau" avait aussi des attributions d'ordre judiciaire et tranchait certains différends d'ordre maritime. Au cours du X^{e} siècle, le port devint le plus important de l'Europe du Nord et les fameux draps de la région trouvèrent des débouchés sur l'ensemble du continent.



Pont suspendu

C'est à cette époque que sont construites les fameuses nefs rouennaises, le bateau de commerce du Moyen Âge par excellence. Ces voiliers gréés d'un seul mât jaugeaient une centaine de tonneaux et pouvaient embarquer plus de cent hommes d'équipage. C'est avec ce genre de bateau, dont la taille de la “dunette” devint de plus en plus importante, que les croisés furent transportés en Terre Sainte. Ces navires un peu lourds, avaient parfois du mal à remonter jusqu'à Rouen à cause de l'envasement de la Seine. À la fin du X^{e} siècle, le "Clos aux Galées" devient le principal centre de construction des navires de guerre et cette bonne fortune dura pendant deux siècles. Ce "Clos aux Galées" tire son nom des galères dont il devait faire la construction mais la production était assez diverse car des nefs de guerre y furent aussi construites. Situé sur la rive gauche, en aval d'un pont reliant l'île Lacroix à la ville, le chantier comportait des cales ouvertes où les navires étaient fabriqués, mais aussi diverses halles, des ateliers de



Bateau sur la Seine

charpenteries, de couture et de fabrication d'armes. Au début de la guerre de Cent ans, le chantier était en pleine activité et pas moins de 1 295 galères et autres barges y furent construites.

À la fin du règne de Charles V et, surtout entre 1386 et 1389, le chantier connut une activité intense. Dans le dessein éventuel d'un débarquement en Angleterre, le roi fit construire une dizaine de galères. Mais comme le projet d'investir l'Angleterre parut irréalisable, les navires ne furent pas achevés et pourrirent sur place. Las, la guerre de cent ans perturba considérablement la navigation fluviale et le siège de Rouen en 1415 par le roi Henri V d'Angleterre n'arrangea rien à l'affaire.

Cette période difficile trouva son prolongement dans la création du port du Havre par François Ier. Les nefs avaient de grosses difficultés à remonter jusqu'à Rouen et préfèraient le plus souvent relâcher au Havre. Les guerres de religion freinèrent le commerce séquanien et quand Henri IV fit le siège de Rouen, le trafic était à son niveau le plus bas. Nos ancêtres n'eurent alors de cesse de rendre la Seine navigable pour des bateaux de plus fort tonnage.

On sait qu'au début du XVI^{e} on pouvait déjà construire des voiliers, de 400 tonneaux à Rouen, jauge tout à fait honorable pour l'époque, probablement des navires ressemblant aux caravelles. Ces dernières représentaient un

véritable progrès pour la navigation car, plus rapides que les nefs, elles offraient un faible tirant d'eau.

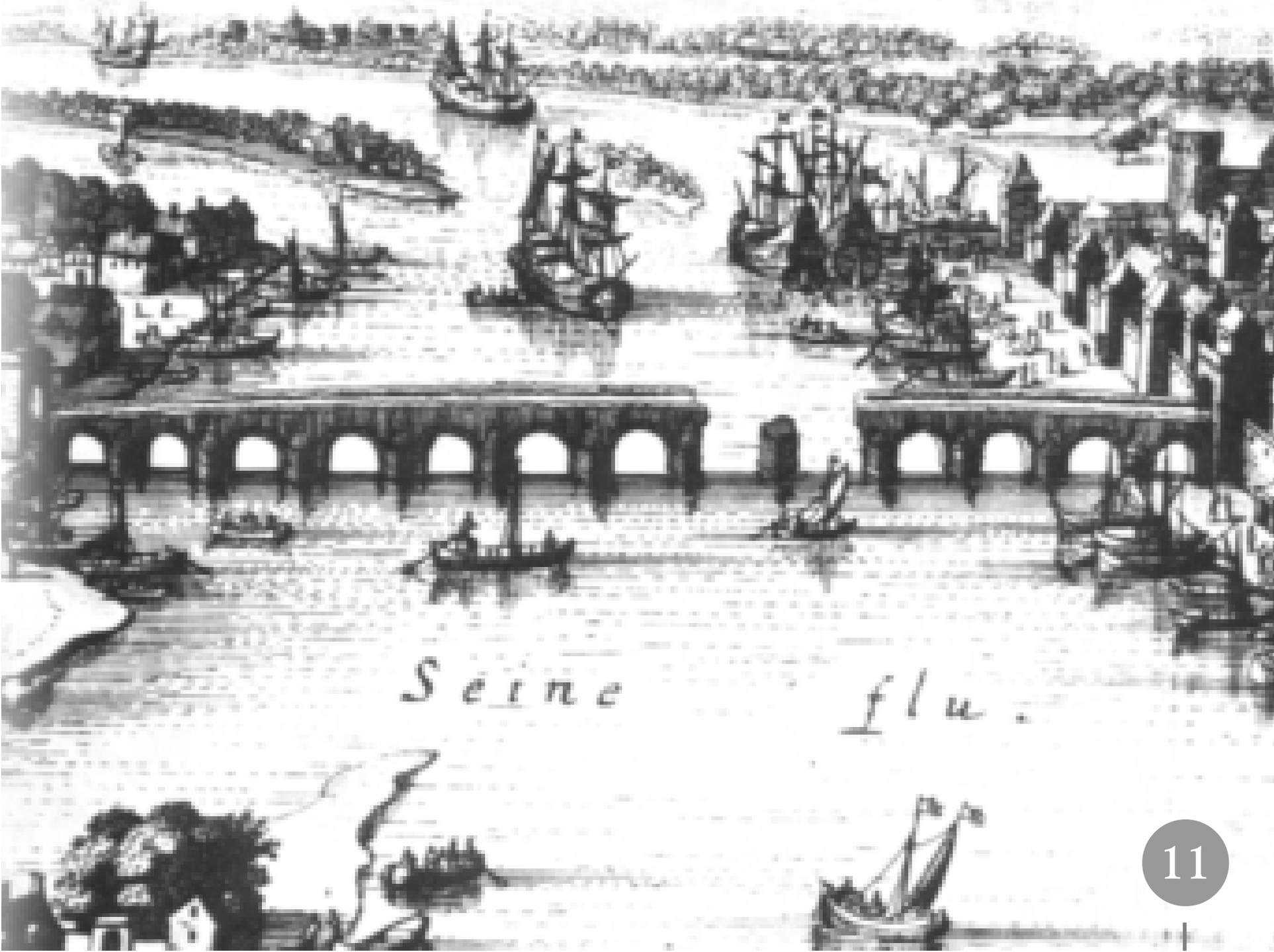
C'est aussi à cette époque que l'on se mit à construire des galiotes. Originaire de Hollande, ce bateau devint le principal transporteur de fret de la Seine. Ce voilier à fond plat était doté d'un grand mât portant une voile **aurique** assujettie à une **bôme**. Ces navires de tonnage très variable suivant leur usage (de 50 à 300 tonneaux) étaient aussi à l'aise sur le fleuve qu'en mer.

On rencontrait encore sur le fleuve des voiliers étrangers comme les heux, navires à fond plat portant une voile à **livarde**, ou plus tard des **smacks**, d'origine écossaise ou hollandaise qui sont des sortes de **sloops**.

De nombreux petits chantiers bénéficiant du bois fourni par les forêts environnantes, construisaient tout le long du fleuve des petits bateaux de charge comme les flutes, les pinasses et les cotres.

Tous ces voiliers avaient besoin d'être halés quand le vent était défavorable, et des chemins de halage longeaient la Seine depuis l'Antiquité. Les ordonnances royales, comme celle de 1415, faisaient obligation aux riverains d'entretenir et parfois même de créer des chemins de halage: *"Un chemin de halage de 26 pieds de lé pour le trait des chevaux tirant les nefs, bateaulx et vaisseaults."*. Parfois il était possible d'atteler des chevaux pour tirer les bateaux

mais le plus souvent les hommes suppléaient au manque de vent. Il faut vraiment attendre le XVIII[e] siècle et surtout les endiguements du milieu du XIX[e] siècle pour que le fleuve devienne parfaitement navigable.





Le Brick

Dès le milieu du XVIII^e, la progression du trafic fluvial s'était accrue de façon assez spectaculaire. Ainsi, 1 675 navires, dont 377 étrangers **relâchèrent** dans le port de Rouen en 1752. Mais ces navires restaient de petite taille. Parallèlement les rives de la Seine offraient de nombreuses opportunités pour la construction des bateaux.

Les chantiers de construction de taille modeste abondaient le long du fleuve comme ceux de Villequier ou La Maillaraye. Pour Rouen, on trouvait des chantiers dans l'île Lacroix mais aussi à Croisset et au Val-de-la-Haye. En 1786, la Chambre de commerce décida d'implanter des chantiers de construction et de carénage au Mont- Riboudet. Cependant la navigation au long cours disparut pratiquement aux premiers jours de l'Empire et Rouen ressemblait alors beaucoup moins à un port de haute mer. Seules les gribanes, ce bâteau de charge, plat, assez ventru naviguait sur le fleuve, on en croisait encore au début du siècle. Mais ces bateaux de rivière restaient de taille modeste et le tonnage ne plaçait plus la capitale de la Normandie qu'au 9e rang des ports français.

L'envasement de la Seine représentait alors l'obstacle majeur au développement du port et avec la création de la ligne de chemin de fer Paris-le Havre en 1847, il devenait urgent pour Rouen de s'imposer dans le trafic portuaire, devant l'essor du Havre. La proximité de Paris restait pourtant un argument de poids pour Rouen. C'est alors que sous l'impulsion de la Chambre de Commerce avec l'aide de l' État, des travaux d'endiguement commencèrent en 1848. Dès 1852, les Rouennais furent récompensés de leurs efforts quand le Mary-Annah, battant pavillon américain, fit une entrée sensationnelle dans le port de Rouen. La foule se massa sur les quais par ce beau dimanche d'avril.

Remorqué par un bateau à vapeur, il n'avait mis que 9 heures pour remonter la Seine depuis Le Havre. Il arrivait tout droit de la Nouvelle-Orléans avec un chargement de 1 657 balles de coton dont les industriels de la région rouennaise savaient faire bon usage. Passons pieusement sur l'origine de ce coton à une époque où l'esclavage aux États-Unis n'était pas encore aboli pour comprendre l'engouement des rouennais à la vue de ce navire. Au-delà de la simple anecdote, l'arrivée du Mary-Annah signifiait bien que la Seine redevenait navigable aux plus grands bateaux.

Après des travaux titanesques, à partir de 1856, de gros navires de près de 7 mètres de tirant d'eau purent remonter jusqu'à Rouen, ce qui était respectable même si aujourd'hui on atteint les 11 mètres. Le trajet de l'estuaire à Rouen devint de plus en plus rapide, condition sine qua non pour que les grands bâtiments consentent à remonter jusqu'au port. En 1850, il fallait une demi-journée pour faire les 120 kilomètres conduisant à la mer. En 1870 ce délai était tombé à huit heures. De même, si en 1875 seuls les navires **calant** 5 mètres pouvaient atteindre Rouen sans encombre, en 1895 la Seine admettait des navires de 6 mètres de tirant d'eau. Tous les voiliers sortis des Chantiers de Normandie calaient entre 6,2 mètres et 7 mètres et le pétrolier Bloomfield en 1910 avait plus de 7 mètres de calaison.



LE MASCARET

La Seine n'était plus alors un obstacle pour l'accès au port, et la navigation était devenue plus sûre. En effet, si les collisions restaient nombreuses, les risques d'échouage dûs aux hauts fonds, aux vasières et aux sables mouvants étaient moindre. Même, le Mascaret s'était assagi. C'est ainsi qu'en 1906, Rouen devint le deuxième port de France derrière Marseille en tonnage marchandises. Le chiffre de 7 411 navires est atteint en 1918 pour dix millions de tonnes, plaçant Rouen en tête de tous les ports de l'hexagone. Il faut dire que ce port était devenu dès 1915, un des principaux points de débarquement de l'armée anglaise et de ses alliés. Étrange époque où le champ de course des Bruyères était transformé en vaste campement anglais et où il n'était pas rare de rencontrer le long des berges des Hindous, des Annamites, des Chinois, des Sicks.



Baie Houa-Houa, naturels exécutant une danse à bord de l'astrolabe

Il faut attendre bien évidemment le temps des grandes découvertes pour voir Rouen s'associer à l'immense projet des Européens : tracer les limites d'un monde fini. Ici les intérêts des navigateurs dieppois et rouennais semblent étroitement liés car à la suite d'un voyage de deux navires dieppois de cent tonneaux chacun qui ramenèrent du Cap Vert et de la côte

africaine quantité de cuir, de malaguette (une variété de poivre) et surtout d'ivoire (qui devint par la suite une grande spécialité dieppoise), les rouennais virent tout le profit qu'ils pouvaient tirer d'un tel négoce. C'est ainsi qu'en 1365, des marchands de Rouen affrétèrent quatre bateaux avec les dieppois pour commercer et découvrir la côte africaine. De petits havres africains prirent ainsi des noms qui parlent à notre région comme le Petit-Dieppe ou le Petit-Paris ! Ces bateaux atteignirent la Côte-d'Ivoire et celle de l'Or. C'est chargés d'un peu d'or et de beaucoup d'ivoire que ces navires revinrent dans nos parages. On sait aussi qu'en 1380, un voilier de 150 tonneaux, le Notre-Dame-de-bon-Voyage, partit de Rouen vers la Côte- d'Ivoire qu'il rallia en quatre mois. Le bateau revint à Rouen chargé d'or neuf mois plus tard. On s'aperçoit ainsi qu'avant même les portugais, les normands avaient l'habitude de l'Afrique.

Épisode plus connu, Jean de Béthencourt, un cauchois de Grainville-la-Teinturière, colonisa les Canaries et surtout doubla le cap Bojador, préparant ainsi la route du cap de Bonne-Espérance, et donc des Indes, que les portugais allaient doubler 80 ans plus tard. En effet, en 1402, Jean de Béthencourt fut fait "roi des Canares", un titre bien éphémère, car en 1418, le normand dut céder son royaume à la Castille.

Après la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, les rouennais, soit

directement, soit par l'entremise de leurs capitaux, continuèrent à jouer un rôle enviable dans la découverte des terres vierges. Ainsi, Verrazano bénéficia de subsides rouennais pour reconnaître l'embouchure du Saint-Laurent en 1524.

En 1612, le capitaine Augustin Beaulieu de Rouen navigua jusqu'au fleuve Gambie. Quatre ans plus tard il atteignit Java, pour le compte de la célèbre Compagnie des Indes, dont il commanda la flotte à l'issue de ce voyage. Un autre Rouennais du nom de François Cauche s'illustra aussi dans l'océan Indien. Pratiquement à la même époque, le fondateur du Canada, Samuel Champlain réunit une flotte à Honfleur, Dieppe et Rouen, pour explorer le Québec en 1 608. Par là-même, Rouen s'ouvrait la voie du commerce des pelleteries avec l'Amérique du Nord. Alors que la Nouvelle-France était rattachée à la couronne, le Rouennais Cavelier de la Salle découvrait les embouchures du Mississippi avec l'aide d'un autre capitaine Rouennais Henri Joutel qui nous laissa son témoignage. Celui-ci avait entrepris en 1678, une expédition à partir du Québec. Pendant deux ans, il explora le bassin de l'Illinois et parvint à rallier le Mississippi par les cours d'eau encore gelés, pendant l'hiver 1681. Laissant ses traîneaux à la fonte des glaces au profit de canoës indiens, il atteignit en deux mois le delta du Mississippi.

Après ce coup d'éclat, il rêvait de retourner à l'embouchure du grand fleuve par la voie des mers. Il plaida sa cause auprès de Louis XIV et obtint le titre de "vice-roi de la Louisiane" et surtout la permission d'armer une expédition pour établir une petite colonie en Louisiane. Il s'entoura alors de membres de sa famille et de marchands rouennais comme Le Gros ou les frères Duhaut. Quelques Rouennais candidats à la colonisation s'embarquèrent avec lui pour tenter leur chance. Hélas, Cavelier de la Salle s'était trompé dans ses estimations sur la position du Mississippi. Son expédition tourna au désastre sous l'effet conjugué des maladies, des indiens et de la mésentente. Cavelier de la Salle finit par être assassiné par l'un des siens après avoir enduré toutes sortes de souffrance, sans avoir retrouvé le Mississippi. Un de ses bateaux, la Belle, vient d'être retrouvé par cinq mètres de fond tout près de la côte du Texas. Une fouille systématique de l'épave a permis de mettre à jour sept cent mille objets qui nous renseignent sur les immigrants en nous livrant un témoignage unique sur leur vie quotidienne.

On peut donc constater que Rouen joua un rôle extrêmement actif pour que les Terra incognita ne le soient plus. Cette tradition de découvreurs se poursuivit par la suite, dans cette aventure nommée “défi des pôles”.

De Rouen en 1523, fut tentée la première expédition que l'on peut qualifier de polaire. Le célèbre Verrazano commanda quatre vaisseaux qui avaient pour mission de forcer le passage polaire, car la route du sud restait très longue et on espérait pouvoir raccourcir la voie par le Nord. Les voiliers se dirigèrent vers le nord de la Moscovie mais le navigateur dut renoncer devant l'opiniâtreté de la glace. À sa décharge, le fameux passage du Nord-Est ne fut franchi que près de quatre siècles plus tard ! Il se dirigea alors vers l'Atlantique qu'il traversa à la recherche du passage du Nord-Ouest et reconnut ainsi toute la côte de l'Amérique du Nord. La route de la Chine par le Nord lui restait également fermée, toutefois ce voyage marqua les imaginations. Quelques années plus tard Verrazano revint sur la côte américaine mais mal lui en prit car il fut rôti et dévoré par des indiens sous les yeux épouvantés de ses marins !

Près de trois siècles plus tard, le Rouennais Jules Poret de Blosseville s'illustra de manière tragique dans l'épopée de la conquête des mers polaires. Blosseville participa, sous les ordres de Duperré et du célèbre Dumont-d'Urville, à l'expédition scientifique de la Coquille de 1822 à 1825. Esprit curieux et touche à tout, il rédigea des articles de ses voyages comme son "Histoire de l'exploration de l'Amérique", dressa des cartes hydrographiques et fournit même

Grande vue de Rouen - 30 janvier 1525,
livre des fontaines - Jacques Lelieur

à l'Atlas ethnographique de Balbi de précieuses notes sur les idiomes de l'Océanie ! En 1833, il reçut le commandement d'un bâtiment de l'État, la Lilloise, avec pour mission de reconnaître les côtes du Groenland. C'est au cours de cette expédition que la Lilloise fit naufrage, probablement à cause des glaces, et bien que l'on envoyât plusieurs bateaux à sa recherche, le mystère de la disparition de ce bâteau ne fut jamais levé. Jules Poret de Blosseville, dont une rue de Rouen porte le nom, avait tout juste 31 ans.



La mission Charcot à Rouen

Annexer le commandant Charcot au seul port de Rouen peut sembler quelque peu abusif, mais ce n'est pas un hasard s'il existe un Mont Rouen sur les côtes antarctiques, car le plus grand découvreur polaire français fréquenta la Seine et le port de Rouen pratiquement tout au long de sa carrière. Ainsi la goélette Rose-Marine avec laquelle il rallia l'île Jean Mayen, avait Harfleur comme Port d'attache. Charcot partit du Havre à bord





"POURQUOI-PAS ?"
TROIS-MÂTS BARQUE MIXTE D'EXPLOITATION POLAIRE

de son nouveau voilier, le Français, le 15 août 1903. Il entreprenait là une mission de reconnaissance des terres australes restée célèbre dans l'histoire polaire car il allait hiverner sur la côte

occidentale de la péninsule antarctique et reconnaître plus de 1 000 km de terres nouvelles. En 1908, il renouvela son exploit à bord de son célèbre *"Pourquoi pas ?"*, et hiverna à nouveau en 1909 sur l'île Petermann. En juin 1910, à son retour, il descendit triomphalement la Seine jusqu'à Rouen où il fut reçu en héros. Par la suite, le *"Pourquoi pas ?"* devint un habitué de la Seine et Charcot passionna les Rouennais friands de ses exploits. Au cours de ces deux voyages, il emmena avec lui un marin de notre région nommé Paumelle. C'est pourquoi on rencontre dans l'univers austral une "côte Paumelle". Ce fidèle de Charcot devint par la suite garde-champêtre à Sotteville et mourût à Saint-Etienne-du-Rouvray en 1965. En 1934 le *"Pourquoi pas ?"* partit une fois de plus de Rouen pour transporter à Angmassalik une mission de l'Éducation Nationale dirigée par Paul-Émile Victor qui hiverna au Groenland. Le 24 septembre 1935 pour la dernière fois *"le Pourquoi*





pas ?" accosta au quai de la Bourse. Un an plus tard, Charcot périt à bord de son navire dans un naufrage aux abords des côtes d'Islande. Il entrait ainsi dans la légende des pôles. Le plus célèbre des collaborateurs de Charcot, Paul-Emile Victor, qui l'année de la mort de Charcot avait traversé le Groenland d'ouest en est choisit, lui-aussi, régulièrement Rouen comme base de départ de ses expéditions arctiques après la Seconde guerre mondiale.

Le commandant Charcot

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Auriques : Terme générique par lequel on qualifie les voiles trapézoïdales.

Bôme ou baume : Sorte de vergue qui s'appuie par un bout terminé en croissant sur la partie inférieure du mât d'artimon.

Caler : C'est l'action de s'enfoncer dans l'eau. Un navire cale beaucoup quand son tirant d'eau est important.

Livarde : voile trapézoïdale qui s'enverguait sur le mât et se bordait au bout d'un arc-boutant inférieur.

Misaine : C'est le mât vertical d'un navire qui repose sur l'avant de la quille.

Relacher : Action pour un navire de suspendre son voyage pour une cause quelconque

Smack : Sorte de grand sloop, ce type de navire d'origine écossaise et hollandaise remontait régulièrement jusqu'à Rouen.

Sloop : Voilier à un mât particulièrement bien gréé pour naviguer au plus près. Ce type de bateau se rencontrait souvent sur la Seine.

Pour en savoir plus :

Marcel Françoise, *La navigation en Seine au fil de l'histoire,* Connaître Rouen, 1985
Henri Kubnick, *Charcot et les expéditions polaires,* Mama Editeur, 1940
Marthe Emmanuel, *J-B Charcot Le polar gentlemen,* Editions Alsatia, 1945
Georges Monflier, *La Normandie et la colonisation,* Cagniard Imprimeur, 1902

© Photographies : Collection privée Frédéric David / Livre des Fontaines par Jacques Le Lieur et Musée fluvial et portuaire de Rouen

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : juin 2006. N°ISBN 2 - 913914-73-X

© Agglomération de Rouen

Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Frédéric David
- Jérôme Decoux - François Foutel - Fanny Germain - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle - Pierre Olingue
- Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Cécile-Anne Sibout - Charles Théron
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges - Jean-François Paux - David Olszewski
- Francis Gravigny - Carole Boudjerou

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Retrouvez la collection
histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime…
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



LE PORT DE ROUEN
DE L'ÎLE LACROIX À LA BOUILLE

Jérôme Decoux

Collection histoire(s) d'agglo

n°7

DISTRICT
AGGLOMERATION ROUENNAISE

Ce projet est à l'initiative de la Commission Vie Culturelle du District de l'agglomération rouennaise présidée par Jean-Yves Merle.

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Frédéric David
- Jérôme Decoux - François Foutel - Fanny Germain - Daniel-Odon Hurel
- Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle
- Pierre Olingue - Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache
- Philippe Renault - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Vie Culturelle du District
de l'agglomération rouennaise

Serge Martin-Desgranges
Jean-François Paux
David Olszewski
Francis Gravigny
Carole Boudjerou

Maquette et mise en page :

Stéphanie Marc

Contact :

Service Vie Culturelle
District de l'agglomération rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 35 52 69 60

Chère Madame, Cher Monsieur,

L'agglomération rouennaise possède un patrimoine remarquable par sa richesse et sa diversité. Ces fascicules de la collection "histoire(s) d'agglo" se proposent de vous en faire découvrir quelques aspects. Comme vous pourrez le constater, chaque quartier mérite un regard attentif toujours source d'enrichissement et souvent de plaisir esthétique.

Ce qui fait notre environnement d'aujourd'hui doit plus à la volonté des hommes qu'au hasard. Construire l'avenir en inscrivant notre agglomération dans la modernité se fera d'autant mieux que nous aurons une meilleure connaissance de son passé.

En revenant sur notre passé, le DISTRICT prépare donc aussi l'avenir.

Très cordialement

Laurent Fabius

Président du District
de l'agglomération rouennaise



Au cœur de l'agglomération rouennaise, dont il est un élément économique essentiel, le Port autonome de Rouen est aujourd'hui un des premiers ports d'Europe. Accueillant plus de trois mille navires par an, il réalise un trafic qui dépasse 21 millions de tonnes.

Né au carrefour de routes terrestres et fluviales, et à un point où le flot de marée est encore important, le site, point de rupture de charge obligé entre les secteurs maritime et fluvial, est naturellement favorable à l'activité portuaire. La Seine a aussi offert à ses riverains un cadre de loisirs et de détente : la construction navale et la navigation maritime ont côtoyé la baignade ou le canotage, le tourisme et la villégiature.

Dès le Moyen Âge, les différents ports de l'agglomération ont formé un ensemble homogène autour de Rouen, La Bouille et Canteleu servant d'avant-ports, tandis qu'Amfreville-la-Mivoie et Cléon accueillaient la batellerie. Fortement aménagé à partir du XIX^{e} siècle pour s'adapter aux nouvelles possibilités navales et industrielles, le port a évolué en aval de Rouen jusqu'aux terminaux actuels qui s'étendent sur les deux rives de la Seine entre Rouen et l'estuaire.



LE PORT INDUSTRIEL

Les traces et les vestiges des activités et des techniques passées (bassin, quai, hangar, maison d'armateur ou œuvre d'art) forment un patrimoine technique, souvent humble et peu spectaculaire, familier et pourtant méconnu. Il ne s'agit pas ici dans ce fascicule de retracer l'histoire d'un des plus importants et des plus anciens ports d'Europe, mais de proposer des arrêts choisis sur certains de ces "lieux de mémoire " qui témoignent du riche patrimoine maritime et portuaire de notre agglomération.

Le cheminement choisi suit le cours de la rivière à la recherche des vestiges des ports anciens, entre Rouen et La Bouille.

En guise de première étape, une visite au musée des Beaux-Arts s'impose, afin de voir le port des siècles passés à travers les œuvres de Claude de Jongh, Pierre-Denis Martin, Camille Corot, Albert Lebourg ou encore Raoul Dufy. S'y trouvent aussi ces hauts reliefs de David d'Angers qui ornaient l'hôtel des Douanes détruit en 1944. De même, le Musée des Antiquités conserve des verrières du XIII^{e} siècle offertes par les débardeurs du port, ainsi que les bas reliefs dit de la barge et de l'Hôtel de l'Île du Brésil.

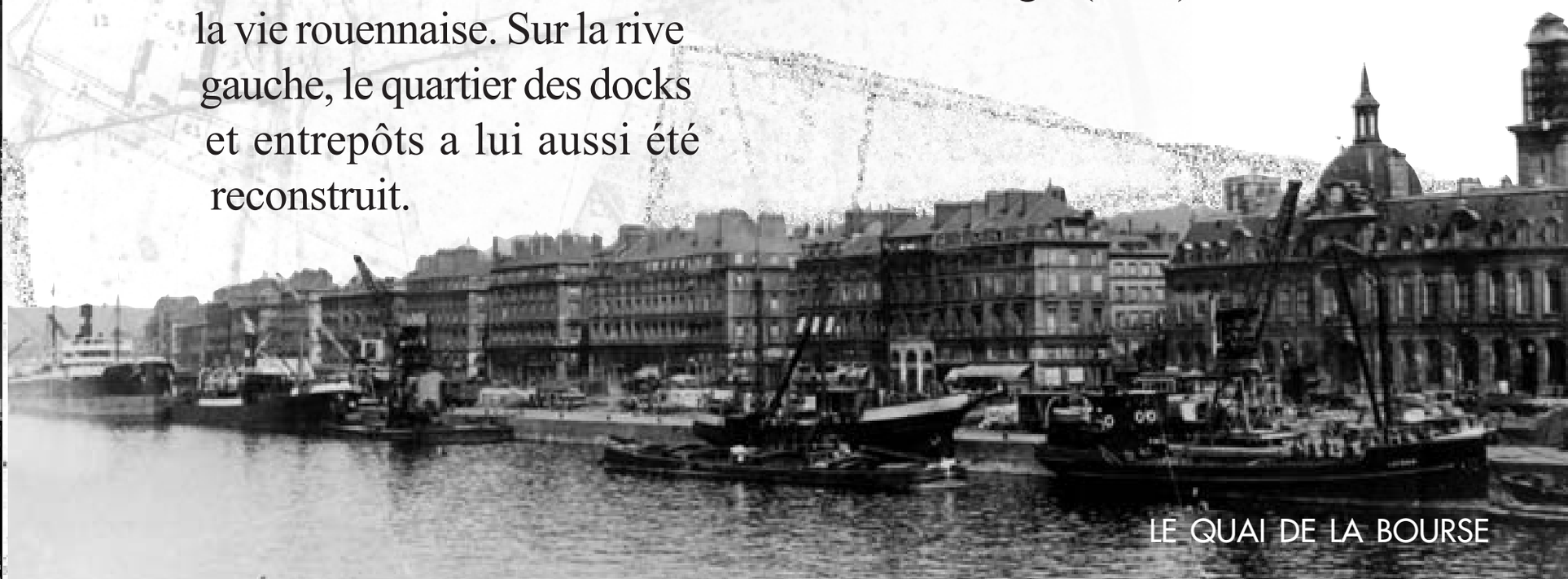
Enfin, on peut voir dans la cathédrale Notre-Dame plusieurs traces de la vie portuaire rouennaise : la verrière du miracle de Saint-Romain montre le port du Moyen Âge ; les fers de la grille de la chapelle Saint-Nicolas où se réunissait la confrérie des mariniers évoquent la gaffe des bateliers ; et, sur le mur du déambulatoire Nord sont gravés des graffiti de bateaux qu'il convient de respecter.

La batellerie a longtemps joué un rôle primordial dans l'économie du port de Rouen. Son port d'attache se situe autour de l'île Lacroix (voir Histoire(s) d'agglo n° 3). Le club nautique et la piscine y perpétuent une tradition de loisirs sur l'eau. A la pointe aval de l'île, derrière le pont Corneille, se trouve la Bourse de la batellerie édifiée après guerre.



Jusqu'à la Seconde guerre mondiale, le port s'est trouvé au cœur de la ville. Mais lors de la Reconstruction, la modernisation des infrastructures amèna l'abandon du site ancien. Malheureusement, la construction de quais hauts coupe la ville de son fleuve et entraîne la démolition de l'ancienne Bourse, des immeubles du front de Seine et des cafés de la Petite Provence, haut lieu de la vie rouennaise. Sur la rive gauche, le quartier des docks et entrepôts a lui aussi été reconstruit.

Sur le quai du Havre, plusieurs immeubles (n° 67-80) témoignent de l'ensemble du front de Seine bâti au début du XIX^{e} siècle et détruit par les bombardements ou lors de la Reconstruction. À l'extrémité Ouest de cet ensemble protégé au titre des Monuments Historiques, l'Hôtel des Sauvages est orné de consoles sculptées représentant des bustes d'hommes sauvages (n° 80).



LE QUAI DE LA BOURSE



LE PONT TRANSBORDEUR

Au-delà du boulevard des Belges et du pont Guillaume le Conquérant (à l'emplacement du pont Transbordeur détruit en 1940) commence le port proprement dit. Il a été construit à partir des années 1880, en aval de la ville, sur un terrain neuf gagné sur la Seine et les îles. Il s'étend entre le Mont-Riboudet et les prairies Saint-Gervais sur la rive droite, et en arrière des île Elie et Rollet sur la rive gauche.

Dès sa création, ce nouveau quartier portuaire attire armateurs et compagnies maritimes qui s'installent dans des immeubles édifiés et décorés spécialement, comme l'Hôtel des Sirènes, au n° 38 de l'avenue Gustave Flaubert, construit au XIX^{e} siècle par l'architecte Ernest Lebrun. Sa façade est ornée d'une proue de navire entourée par une sirène et un triton. Mais c'est sur le front de Seine que se trouvent les batîments les plus prestigieux. Aux n° 18-22 du quai Gaston Boulet, l'immeuble de la Compagnie Charbonnière de Manutention et de Transport, est construit vers 1919 en brique sur un plan en L. Il se signale par un dôme ovoïde. En vis-à-vis, au n° 24, l'Office de navigation date de 1914. C'est l'œuvre de l'architecte Pierre Lefèbvre, qui le dessine à la demande de l'armateur Jules Roy. La façade est ornée de sculptures : Mercure, rostre, armoiries de Rouen, globe terrestre.



■ LA COMPAGNIE CHARBONNIÈRE DE MANUTENTION ET DE TRANSPORT

Les rues adjacentes sont d'abord occupées par les entreprises de manutention, les remises, les entrepôts, les bars à matelots et les hôtels. Au cœur du quartier, la chapelle Saint-Olaf, remarquable par son dôme couvert de cuivre, (16 et 16 bis Rue Duguay Trouin) est située à côté du Foyer international des marins. Elle a été construite en 1926 par la Mission norvégienne pour offrir un lieu de culte protestant luthérien aux marins scandinaves des bateaux chargés de bois du Nord. Ouverte en 1928, elle est dédiée à saint Olaf en 1937.



L'OFFICE DE NAVIGATION

En arrière du secteur portuaire, près de l'avenue Pasteur, la nouvelle faculté de Droit occupe désormais l'emplacement de l'ancien Champ-de-Foire-aux-Boissons. La vétusté des bâtiments a entraîné la démolition des loges des marchands de vin, les plus anciens entrepôts portuaires encore existants.

Le long de la Seine, les quais du port de commerce (Gaston Boulet, Ferdinand de Lesseps, de Boisguilbert, et Jean de Béthencourt), édifiés entre 1885 et 1914, sont dotés d'un équipement de manutention moderne : grues, hangars et voies ferrées font leur apparition, dessinant un nouveau paysage portuaire.



LE CHAMP-DE-FOIRE AUX BOISSONS



C'est à ce moment que le port adopte un système de manutention original, la grue hydraulique. Les trois tours des quais de Boisguilbert et Ferdinand de Lesseps (rive droite) et Jean de Béthencourt (rive gauche) sont les derniers témoins de cet équipement.

Conçus en 1885, les accumulateurs apportent une réponse simple et originale aux inconvénients des grues à vapeur (coût, délai de chauffe, et formation des mécaniciens). Installée dans une usine hydraulique (celle de la rive droite a été détruite en 1944, mais celle de la rive gauche abrite aujourd'hui les Ateliers du Port autonome), une machine à vapeur met sous pression l'eau qui circule dans un réseau de canalisation. Pour conserver cette pression, les tours abritent un cylindre de fonte de soixante tonnes guidé par deux rails verticaux. Par simple inertie, cette charge maintient la pression dans les canalisations. En bout de course, l'eau agit sur un piston qui guide le mouvement de la flèche des grues.

Les deux tours de la rive droite ont fait l'objet d'un soin particulier. Hautes de vingt mètres, elles sont construites par l'architecte Lucien Lefort : leur décoration mêle la brique et les parements (silex et calcaire) avec un toit d'ardoise en pavillon. En 1893, on profite de la visibilité de la tour de la rive droite pour y installer une horloge et un marégraphe indiquant directement aux navires la hauteur d'eau disponible. La tour d'aval en est équipée dès sa construction en 1901 sur le quai Ferdinand de Lesseps. De là vient leur nom courant, exact mais incomplet, de marégraphes. Ces deux éléments du patrimoine portuaire rouen-



LE MARÉGRAPHE

nais sont protégés au titre des Monuments Historiques.

Derrière la ligne de grue, les quais sont longés par une rangée de hangars qui permettent l'abri et le tri des marchandises. Les quatre premiers hangars publics ouverts en 1885 sont complétés dans l'entre-deux-guerres par des hangars fermés, réalisés sur une structure de portique métallique en travée. Malgré leur forme et leur taille différentes, ils suivent un parti décoratif homogène privilégiant la brique rouge ornée de brique blanche. Les trémies permettent aux grues d'accéder à l'intérieur tandis que les auvents facilitent le transit vers les camions et les trains. En vis-à-vis sur les deux rives, les hangars 3 et 106 sont d'excellents témoins de ce type de construction du début du siècle.

Près de la tour hydraulique d'aval, le hangar 13 a été construit en 1926 par l'entrepreneur Masson pour l'armement Charles Schiaffino & Worms. Il sert au transit des frets d'Afrique du Nord (vin et agrumes) et abrite désormais les collections du Musée Maritime, Fluvial et Portuaire de Rouen.

Le village noir

Sur l'autre rive, les deux îles Rollet et Elie ont été rattachées à la terre ferme au début du XX^{e} siècle. La première accueille le " village noir " qui regroupe les installations industrielles liées au port au charbon, encore actif aujourd'hui. Le bassin aux bois, aménagé dès 1891 entre la rive et l'île, dessert les quais aux bois de la rive gauche. L'autre a d'abord abrité le premier bassin aux pétroles du port de Rouen.



LES QUAIS AUX CHARBONS

Vers la terre, de l'autre côté du boulevard Ferdinand de Lesseps, à proximité des hangars de séchage des scieries autrefois approvisionnées par le fleuve en bois du Nord, se trouvent deux bâtiments importants du port. Le premier est l'ensemble de la Compagnie des docks et entrepôts réels de Rouen, à usage d'entrepôts et de douane. C'est une des premières constructions réalisées en préfabriqués béton. Achevé en 1957, il remplace les anciens docks-entrepôts détruits pendant la guerre.



LA COMPAGNIE DES DOCKS ET ENTREPÔTS RÉELS

Sur le plus grand entrepôt, flanqué par un quai de chargement, on notera la présence de l'escalier extérieur en vis.

À côté, se trouve l'ancienne centrale électrique construite par la Compagnie Centrale d'Énergie Électrique de Rouen vers 1902 pour alimenter les premières grues électriques du port. La construction, remarquable, mêle brique et parements de silex, sur une structure métallique portant un toit en verrière. Acquis ensuite par le port, le bâtiment abrite un temps une balance de précision qui se trouve aujourd'hui dans le hall de la Direction du Port autonome (n° 34, quai de Boisguilbert).

Cette balance Schopper en cuivre construite en 1926 servait à mesurer le poids spécifique des échantillons de grains en provenance d'Amérique du Sud.

Dès 1935, la Société Franco-Algérienne de Stockage construit un premier chai de vrac près du môle central du bassin. Sa contenance correspond à celle du BACCHUS et du SAHEL, les navires citernes pinardiers qui le ravitaillent. Cette innovation qui évite l'important maniement des fûts du transport traditionnel est suivie après-guerre par la construction du chai à vin public de la Chambre de commerce. Commencé en 1949, inauguré le 15 décembre 1950, ce dernier est conçu par l'architecte rouennais Pierre-Maurice Lefèbvre (auteur du chai de Nantes). C'est alors le plus grand chai d'Europe (100 000 hl). Construit en brique et béton, il comprend trois étages de cuves recouvertes de plaques de verre. Ces cuves sont reliées par des canalisations aux quais du bassin Saint-Gervais et du fleuve, ainsi qu'aux chais privés. La tuyauterie et les vannes représentaient 70 tonnes de cuivre et 35 tonnes de bronze. Fermé en 1981, il sert de salle de spectacle avant d'être pillé et vandalisé vers 1990. Le chai, élément architectural fort et témoin d'une activité importante du port, attend maintenant un hypothétique réemploi, gage de sa conservation.

Le bassin Saint-Gervais

Plus en aval, le bassin Saint-Gervais, creusé entre 1920 et 1927 sous la direction de Paul Barrillon, est le seul bassin de la rive droite. Son ouverture a coupé le boulevard qui reliait Rouen et Croisset et qui se termine désormais par le tronçon du boulevard Emile Duchemin. Sur le terre-plein qui sépare le bassin Saint-Gervais de la Seine, en arrière de la rangée des hangars, se trouvent le Bureau central de la main d'œuvre, le foyer des dockers et le chai à vin. Tous trois sont construits dans un style proche qui reprend et renouvelle le parti décoratif des hangars voisins.

Le Bureau central de la main d'œuvre a été construit en 1957 pour permettre aux dockers et affréteurs d'établir les bordées journalières. Le foyer des dockers, inauguré en 1961, offre un lieu de détente et un restaurant aux équipes sur leur lieu de travail.

LE CHAI À VIN



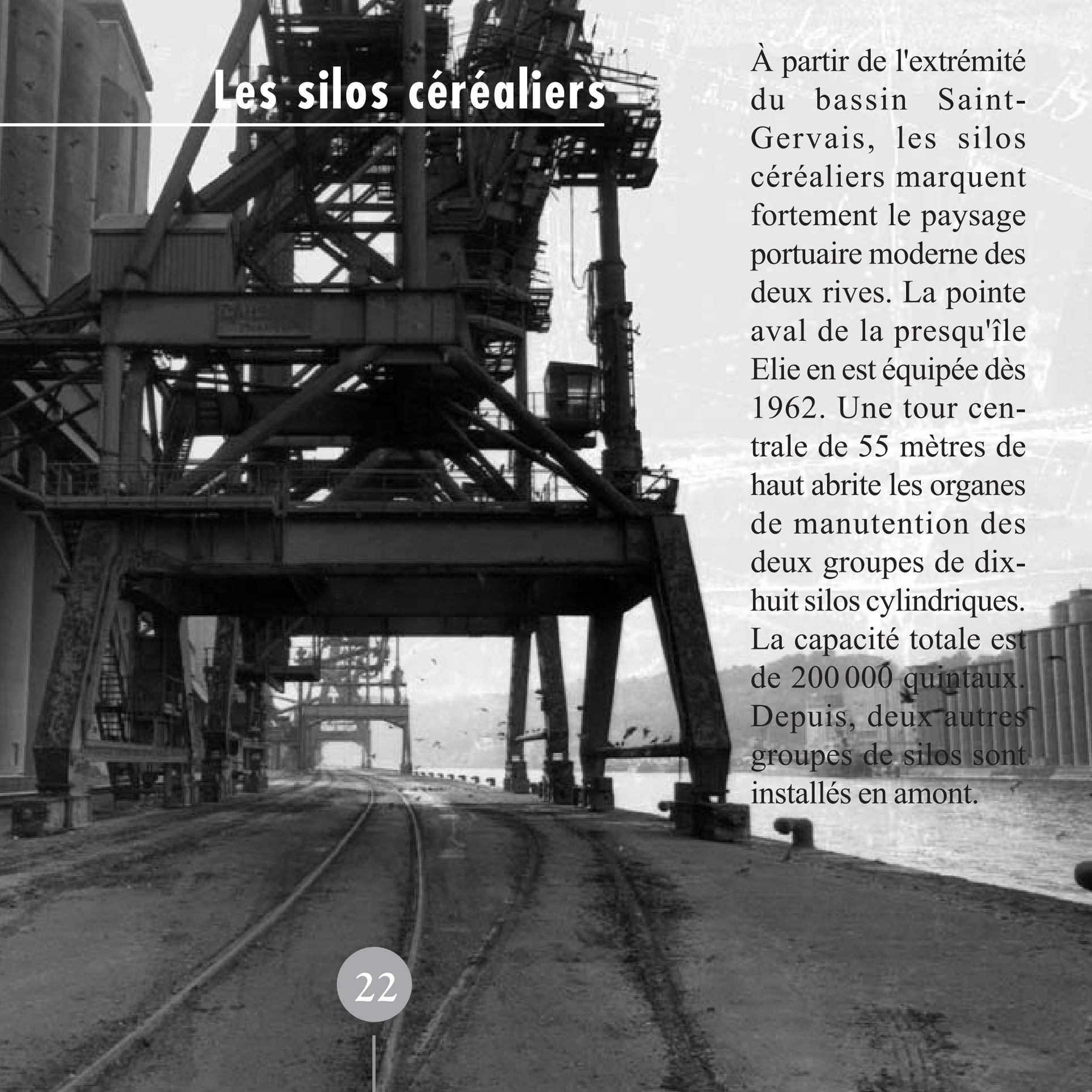
Le dock flottant n° 1

En face du chai, dans la darse Charles Babin du bassin Saint-Gervais, le dock flottant n° 1 est le dernier des quatre docks livrés à Rouen par l'Allemagne au titre des réparations de la première Guerre Mondiale. Construit à Hambourg, il est installé en 1928 dans la darse des docks de Petit-Couronne et agrandi en 1932 par les Chantiers de Normandie.

Long de 180 m, le dock a une section en U, composée d'un radier (fond) et de deux bajoyers (flancs) divisés en compartiments étanches. Deux grues couvrent la zone de travail et les passerelles mobiles permettent le passage entre les ponts latéraux.

COUPE D'UN DOCK FLOTTANT

Les silos céréaliers



À partir de l'extrémité du bassin Saint-Gervais, les silos céréaliers marquent fortement le paysage portuaire moderne des deux rives. La pointe aval de la presqu'île Elie en est équipée dès 1962. Une tour centrale de 55 mètres de haut abrite les organes de manutention des deux groupes de dix-huit silos cylindriques. La capacité totale est de 200 000 quintaux. Depuis, deux autres groupes de silos sont installés en amont.

En aval du bassin Saint-Gervais et de la presqu'île Elie, la configuration du site s'impose à l'infrastructure portuaire. Sur la rive droite, entre Canteleu et Val-de-la-Haye, la falaise abrupte limite la place disponible en arrière du quai : les silos s'installent au débouché des valleuses. En revanche, sur la rive gauche, les vastes terrains bordant la Seine ont pu recevoir, dès la fin du XIX^{e} siècle, les premiers sites industriels " pieds dans l'eau " : charbon, engrais, pétrole, produits chimiques permettent alors au port de regagner le premier rang des ports français.

À la même période, la croissance du port entraîne l'installation de chantiers navals capables de construire et réparer les nouveaux bateaux à coque acier. Les Chantiers de Normandie s'installent ainsi en 1894 à Grand-Quevilly. Ils ferment en 1986 après avoir construit 350 navires en près d'un siècle.

Le bâtiment de la la Direction, érigée en 1938 et symbole de la puissance de l'entreprise, a été détruite en 1997. Avec le garage et le poste de garde qui balisent l'entrée de l'usine, les longs bâtiments en sheds visibles depuis le boulevard de Stalingrad sont les derniers témoins. Les Ateliers Réunis du Nord et de l'Ouest (A.R.N.O.) y continuent la réparation navale. Dans Grand-Quevilly, cités et jardins ouvriers créés par les Chantiers de Normandie pour leur personnel, donnent la mesure de l'importance de la construction navale dans la vie de la commune.

Taillées dans la falaise calcaire, les quarante cinq caves de Dieppedalle ont servi jusqu'au XVIII[e] siècle à l'entrepôt du sel de la Gabelle. Derrière le couvent Sainte-Barbe, l'une d'elles a été aménagée en chapelle troglodytique. On y trouve de remarquables graffiti de navires. À la fin du XIX[e] siècle, ces caves servent un temps d'abri aux fûts de pétrole qui desservent les usines de l'agglomération, dont la Lucilline, fondée en 1862 par Deutsch de la Meurthe. C'est la première raffinerie française. Elle est d'abord installée sur la rive gauche, près du bassin aux pétroles. En 1928, le bassin aux hydrocarbures est creusé à Petit-Couronne et les raffineries s'installent à proximité, telles la Société des Pétroles Jupiter puis la Shell après la seconde guerre mondiale.

Sur la rive droite, le village du Val-de-la-Haye a été longtemps un petit port-relais de la Seine. Un port de plaisance y a même été projeté vers 1930, à l'abri de l'île aujourd'hui rattachée à la terre ferme. Capitaines et marins y habitaient, comme en témoigne la maison de famille du capitaine du Télémaque (voir Histoire(s) d'agglo n° 8). Comme à Sainte-Barbe, on peut voir des graffiti de bateaux gravés sur le mur Est de l'ancienne église Saint-Jean-Baptiste.

Sur le quai de Sainte-Vaubourg, en aval du village,

la Colonne Napoléon fut érigée en 1844. C'est à cet endroit que les cendres de l'Empereur ramenées de Sainte-Hélène ont été transbordées de la Belle-poule sur la Dorade, le 10 décembre 1840. L'aigle de la colonne, les ailes baissées, tourne le dos à l'Angleterre.

En quittant le Val-de-la-Haye vers l'aval, on gagne la tête du méandre où se trouve le bac de Sahurs qui permet de traverser la Seine et d'atteindre La Bouille. Marquant la limite administrative du port actuel, ce bourg a lui aussi été longtemps un des avant-ports de Rouen. Les voiliers y attendaient vents et marée favorables pour gagner le port.

Le Grenier à sel bâti en pierre de Caumont rappelle l'importance passée du quai de La Bouille qui a longtemps commandé l'approvisionnement en sel du plateau du Neubourg.

Sur le quai Hector-Malot, le bureau du "maître-port" construit en 1929, indiquait aux navires les places disponibles dans le port de Rouen. Dans l'église paroissiale dédiée à saint Pierre, patron des pêcheurs, se trouvent des tableaux votifs offerts par un capitaine au début du siècle. Ces tableaux témoignent de fortunes de mer évitées.

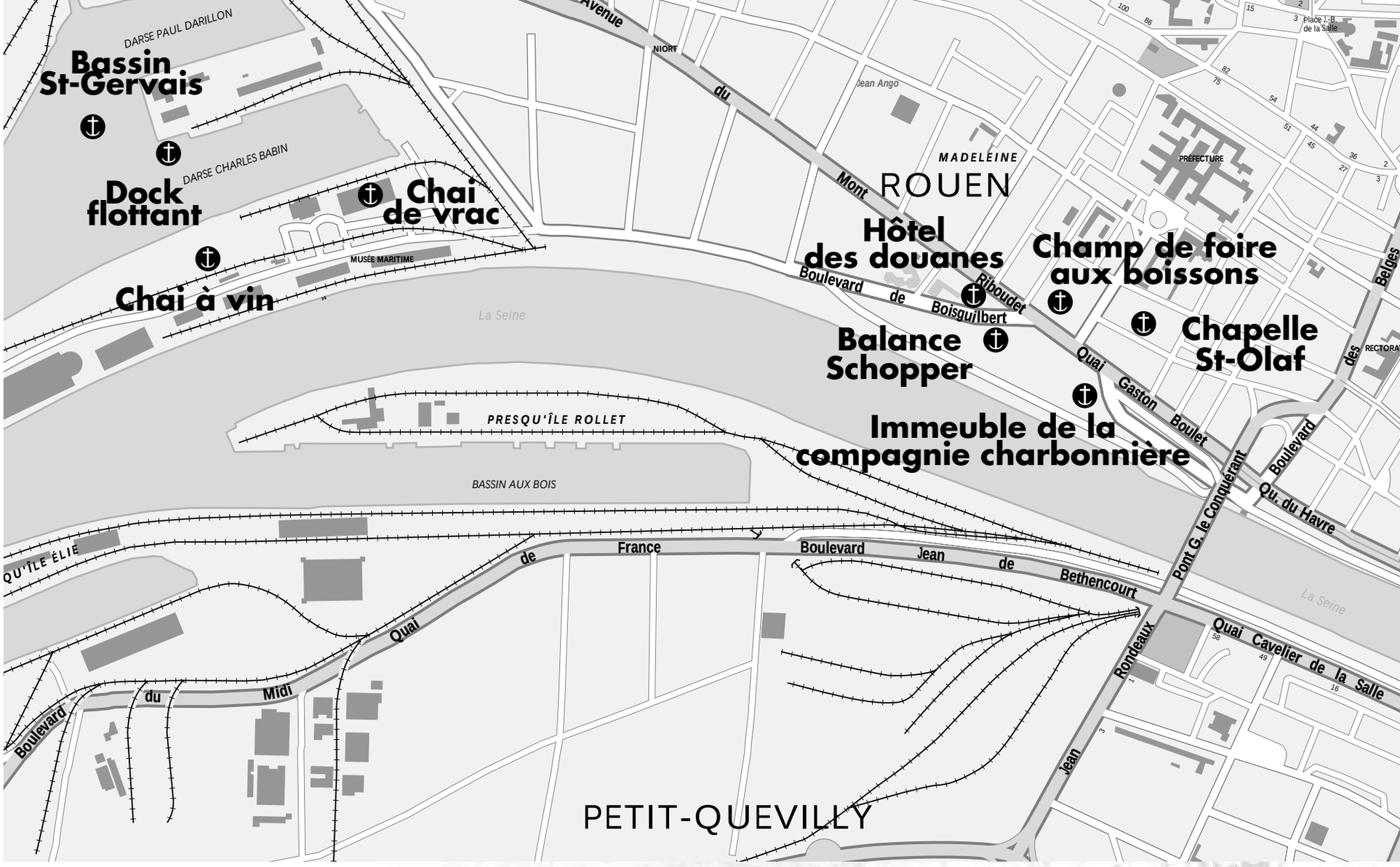


Le village doit aussi sa prospérité à sa liaison par bateau avec Rouen. À la fin du siècle dernier, il devient ainsi un lieu de villégiature et de vacances recherché par des artistes comme le peintre Albert Lebourg. Il attire la bourgeoisie rouennaise et parisienne qui s'installe dans les villas

Ce trajet, que l'on peut faire évidemment dans l'autre sens, en remontant la Seine à partir de La Bouille, emprunte pour une bonne part l'itinéraire de la ligne de bus n° 9. Sa longueur raisonnable (et sur terrain plat !) en fait une occasion de promenade en vélo idéale. La superficie des terres-plein du port (du moins dans la partie comprise en amont du bassin Saint-Gervais), se prête d'ailleurs bien à ce mode de transport. Il convient de longer avec les précautions requises les secteurs portuaires en activité. On peut aussi choisir la visite en vedette (s'adresser à l'Office du tourisme de Rouen).

Jérôme Decoux

Ce fascicule a été tiré à 20 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetôt
Dépôt légal : juillet 1999. N°ISBN 2 - 9511925-8-4
© District de l'agglomération rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296



Photographies :

© Inventaire général

Pour en savoir plus :

Jérôme Decoux,
Rouen. Le port. Coll. Itinéraires du patrimoine, 16 pages, 1997.

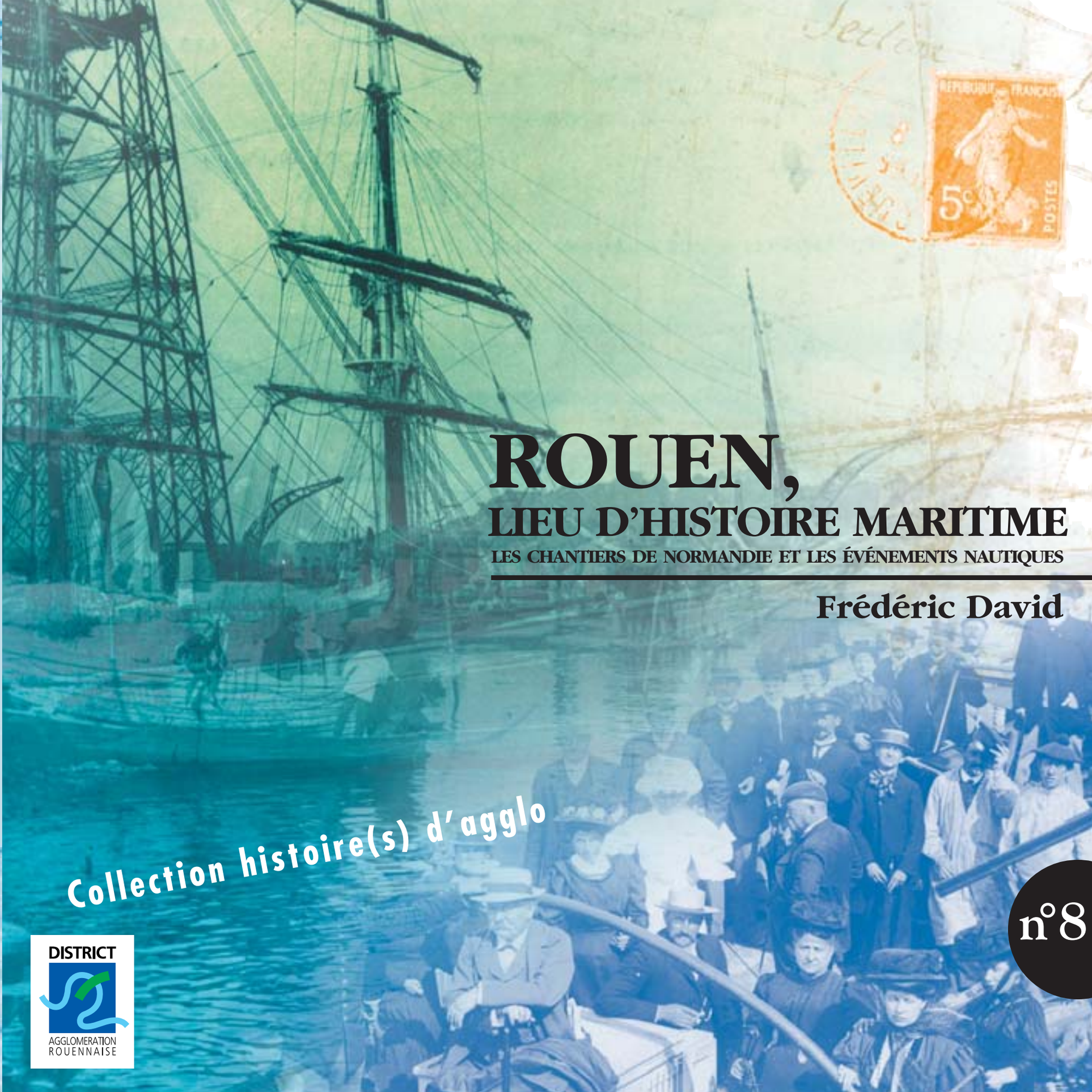
Jérôme Decoux,
Rouen, port de mer. Coll. Images du Patrimoine, 88 pages, 1999.

Frédéric David,
Et la Seine devint maritime, collection Histoire(s) d'agglo n° 6, 1999.

Dans la même collection :

- **n°1** Les Bruyères-Saint-Julien
- **n°2** Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- **n°3** De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- **n°4** Saint Romain De la légende… à la foire
- **n°5** Le parlement de Normandie 1499-1790
- **n°6** Et la Seine devint maritime
- **n°7** Le port de Rouen De l'Île Lacroix à la Bouille

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



ROUEN,
LIEU D'HISTOIRE MARITIME
LES CHANTIERS DE NORMANDIE ET LES ÉVÉNEMENTS NAUTIQUES

Frédéric David

Collection histoire(s) d'agglo

n°8

DISTRICT
AGGLOMERATION ROUENNAISE

Ce projet est à l'initiative de la Commission Vie Culturelle du District de l'agglomération rouennaise présidée par Jean-Yves Merle.

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Frédéric David
- Jérôme Decoux - François Foutel - Fanny Germain - Daniel-Odon Hurel
- Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle
- Pierre Olingue- Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache
- Philippe Renault - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Vie Culturelle du District
de l'agglomération rouennaise

Serge Martin-Desgranges
Jean-François Paux
David Olszewski
Francis Gravigny
Carole Boudjerou

Maquette et mise en page :

Stéphanie Marc

Contact :

Service Vie Culturelle
District de l'agglomération rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 35 52 69 60

Chère Madame, Cher Monsieur,

L'agglomération rouennaise possède un patrimoine remarquable par sa richesse et sa diversité. Ces fascicules de la collection "histoire(s) d'agglo" se proposent de vous en faire découvrir quelques aspects. Comme vous pourrez le constater, chaque quartier mérite un regard attentif toujours source d'enrichissement et souvent de plaisir esthétique.

Ce qui fait notre environnement d'aujourd'hui doit plus à la volonté des hommes qu'au hasard. Construire l'avenir en inscrivant notre agglomération dans la modernité se fera d'autant mieux que nous aurons une meilleure connaissance de son passé.

En revenant sur notre passé, le DISTRICT prépare donc aussi l'avenir.

Très cordialement

Laurent Fabius

Président du District
de l'agglomération rouennaise



476 ROUEN. — *L'Ile Brouilly, vue sur Bon-Secours.*

Bien que lovée à 120 kilomètres de la mer, Rouen a participé activement à l'Histoire de la vie maritime par l'intermédiaire de son port et de la Seine. Centre majeur de construction navale, pratiquement du XIIIe siècle à la création du Clos aux Galées, à nos jours avec celle des Chantiers de Normandie, le port a fourni nombre de grands et bons navires. De plus, Rouen a été le témoin d'évènements nautiques marquants et souvent assez méconnus de ses habitants. Le Télémaque nous a laissé une quasi-légende, le Nautilus de Fulton une plaque commémorative sur le port. Quant à l'histoire de l'Elise, elle a pratiquement disparu de nos mémoires…Il convient de faire revivre ce passé brillant pour prendre toute la mesure de la place éminente que prit Rouen dans l'Histoire maritime.



Rouen fut un grand centre de construction navale du temps du Clos aux Galées mais au cours du XVII^e cette industrie sembla connaître des difficultés importantes, du moins pour les grands navires. Rouen ne fournissait alors que des bateaux fluviaux ou de simple cabotage, et les navires au long cours étaient alors conçus dans d'autres lieux. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, seuls les chantiers Lefevre et surtout ceux de Lemire construisirent encore des gabares de Seine au Mont-Riboudet. Cependant, en 1881 le gouvernement fit voter une loi pour soutenir la construction maritime et les chantiers Claparède saisirent l'occasion pour prendre le relais. On vit enfin, grâce à l'ingénieur Claparède, de nouveaux grands navires à Rouen. Pour la première fois dans la région, on allait pouvoir construire des navires en fer de plus de 100 mètres de long. Claparède était installé sur la rive gauche, désertant ainsi le Mont-Riboudet et possèdait trois cales de lancement et divers ateliers. En un temps

record, il est à même de lancer en 1882, le cargo Druentia long de 75 mètres, suivi l'année d'après par le Neustria de 105 mètres qui est mis à l'eau avec enthousiasme. Rouen allait-t-elle enfin renouer avec son glorieux passé ? Hélas, la concurrence étrangère et en particulier celle de la Grande-Bretagne qui fournissait des bateaux pour 30 à 40 % moins cher que la France allait avoir raison de la construction rouennaise. Une fois les effets de la prime à la construction dissipés, Claparède a vu son carnet de commande se vider et la société fut alors contrainte de cesser son activité.

Pourtant, quelques années plus tard, de grands chantiers furent créés, comme les Chantiers Normands du Havre, ou les Forges et Chantiers de la Méditerranée, alors qu'à Rouen on brûlait de l'envie de tenter à nouveau l'aventure. La largeur de la Seine, en aval de Rouen au niveau actuel du port, favorisait parfaitement ce genre d'industrie et le site de Rouen se prêtait à merveille à la construction de bateaux. L'occasion se présenta à quelques Rouennais entreprenants quand à nouveau, le 30 janvier 1893, le gouvernement fit voter une loi d'aide à la construction des navires à voile. Les Chantiers de Normandie, sous la direction de M. Laporte, commençent alors leur histoire presque centenaire.

Les chantiers de Normandie à Grand-Quevilly

Cette loi sur la prime à la navigation accordait à l'armateur une incitation financière qui permit à de nombreux entrepreneurs d'armer un certain nombre de voiliers pendant les 10 ans à venir en envisageant raisonnablement des bénéfices. C'est ainsi que 212 voiliers furent construits en France de 1893 à 1902.

De plus, cette loi accordait une prime non négligeable à la construction. Grâce à elle, Jean Laporte fonda le 10 mars 1893 sous la dénomination "Société des Ateliers et Chantiers de Normandie Laporte et Cie" une société qui reste encore célèbre et qui parle encore aux Quevillais et Rouennais : les fameux "Chantiers de Normandie".

Ils virent le jour, on l'a vu, sur la rive gauche de la Seine dans les prairies de Grand-Quevilly, à l'extrémité du bassin au pétrole. Ces chantiers côtoyaient le "Gord", ce fossé d'irrigation qui se jetait dans la Seine après avoir arrosé les plaines de Petit et Grand-Quevilly. Ce Gord formait d'ailleurs la frontière entre les deux communes.

GRAND-QUEVILLY (Seine-Inf.) — Chantiers de Normandie
Sortie des Ouvriers

Le moment était favorable au renouveau de la marine à voile. La crise du fret qui avait eu raison des chantiers Claparède se faisait moins sentir en 1893. De plus, le commerce du guano d'Iquique au Pérou avait permis à la voile de rester rentable face à la vapeur. Ce guano constitué d'excréments et d'ossements d'oiseaux, fournissait un excellent engrais. De même, les nitrates du Chili proposaient un lest peu onéreux et donc intéressant pour des navires dont le seuil de rentabilité était critique. Surtout, à la fin du XIX^{e} siècle, le pétrole contribua à la relance de la voile devenue presque moribonde.

Rouen se lança alors dans le transport du pétrole d'Amérique du Nord. Certes, ce commerce nécessitait un nouveau type de navire car le temps des clippers de thé, rapides et élancés, était terminé et les navires devaient répondre à de nouveaux critères de rentabilité. Alors que la marine à vapeur s'appropriait le transport des marchandises de haute valeur qui devaient être livrées dans des temps très courts, la voile pouvait se permettre de transporter les matières inertes (nickels, minerais, salpètre, combustibles ou bois) qui pouvaient se faire attendre. Ce type de transport induisait la construction de navires où le

gain de place pour le chargement primait sur la vitesse du bateau même. Pour être rentables, les voiliers devaient être grands tout en conservant un faible tirant d'eau. Ces bateaux, habitués à des mers difficiles, devaient se jouer des tempêtes et même en profiter, grâce à une mâture moins haute et plus solide que celle des clippers.

Ces embarcations ne pouvaient plus serrer le vent comme autrefois. En revanche, leur robustesse dans les tempêtes les mettaient à l'abri (très relatif il est vrai) de naufrage, source de perte financière importante. Grâce à cette nouvelle conception de la construction navale, on pouvait avec le minimum d'équipage, tenir des tempêtes effroyables. Enfin, pour que les coûts de construction soient réduits au minimum, on n'hésita pas à construire des bateaux en série. Le Taylorisme fit ainsi peu à peu son apparition dans la construction navale. Ainsi, le grand armateur Bordes de Dunkerque, mit en chantier de nombreux grands quatre-mâts sur tous les lieux de construction possibles en France y compris à

Grand-Quevilly. De toute la France les commandes affluèrent sur les Chantiers de Normandie. Les terrains s'étendaient sur 250 mètres le long de la Seine permettant la construction des cales de lancement en face de l'île Sainte-Barbe. Les cales furent construites légèrement en biais de façon à éviter l'île et pour augmenter la distance entre les deux rives. Cinq cales furent creusées, de différentes longueurs. La plus petite pouvait contenir un bateau de 80 mètres et la plus grande acceptait ceux de 130 mètres. Une fois terminés les navires pouvaient profiter de deux **wharfs** pour recevoir leur accastillage. Une grande grue nommée bigue servait alors à la mise en place des mâts et des **vergues** sur les voiliers. Bien sûr, différents bâtiments complétaient cet ensemble d'autant plus que les Chantiers ajoutaient à leur fonction de constructeur celui de réparateur, une activité qui était loin d'être marginale. Dès le début de son histoire les Chantiers fournirent du travail à près de 1 200 ouvriers. Ainsi une activité intense régnait sur les quais de Rouen, avec de plus, un trafic portuaire qui connaissait une croissance sans précédent.

Les débuts des Chantiers de

Normandie correspondent à la fin de l'histoire des grands voiliers et Rouen fut avec Nantes et Dunkerque le berceau de ces derniers témoignages de la marine à voile.

LE TROIS MÂTS "GÉNÉRAL-MELLINET"



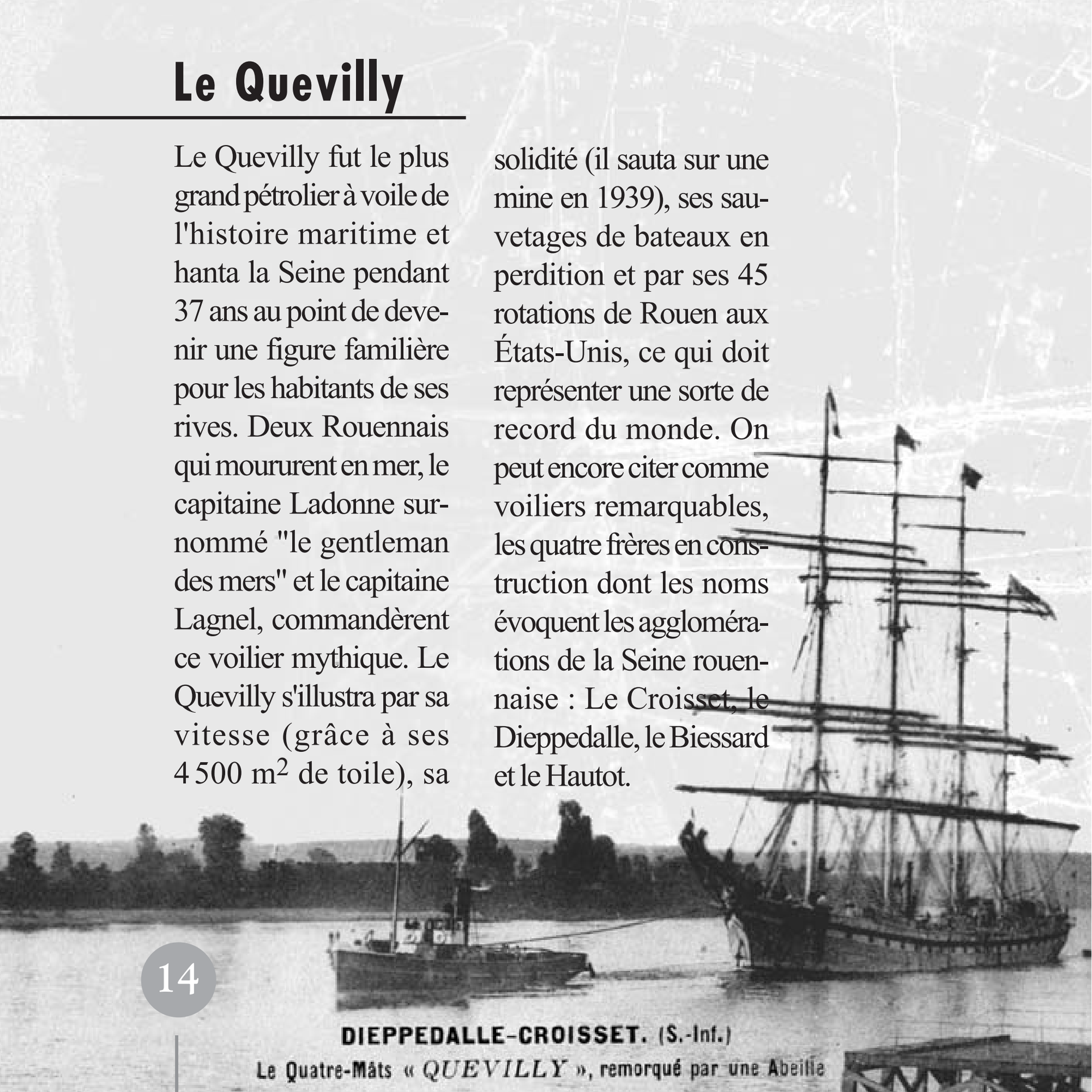
Chantiers de Grand-Quevilly construisirent pas moins de 31 voiliers, tous disparus aujourd'hui mais dont certains marquèrent pour des raisons diverses, la mémoire maritime. Le premier en date à sortir des cales de Grand-Quevilly fut le Général Mellinet un excellent trois-mâts de 81 mètres de long qui marqua son premier voyage par un coup d'éclat en reliant Swansea à San-Francisco en 129 jours seulement. Tous ces voiliers étaient destinés au transport des pondéreux, comme les nitrates de l'Amérique du Sud, le blé d'Australie et le bois de l'Amérique du Nord. Le Louis Pasteur lancé lui aussi en 1895, ne mit que 74 jours pour aller chercher du blé en

De 1895 à 1902, les

Australie en partant de Rouen, alors qu'à l'époque ce voyage nécessitait plus de 100 jours. Les voiliers rouennais se firent alors une réputation de navires rapides que le Dunkerque ne démentit pas quand il ne mit que 70 jours pour aller de l'Europe à Iquique et au Chili pour charger du guano en passant par le Cap Horn. Ce voilier fut le premier quatre-mâts lancé à Rouen. Du long de ses 105 mètres, il fut un temps le plus grand voilier du monde avec son frère en construction, le fameux Quevilly. Le Dunkerque devint célèbre dans le monde entier, car il se distingua dans le sauvetage du voilier-école belge, le Comte de Smet de Naeyer qui coula le 19 avril 1906, alors qu'il avait de nombreux cadets à son bord. Cet épisode fit la une de la presse européenne et on ne manqua pas de comparer la qualité de construction des deux voiliers…à l'avantage, bien sûr du Rouennais. Avec le Quevilly, son "**sister-ship**" lancé en 1897, c'est à un navire symbole auquel on a affaire. Construit pour un armateur Rouennais, M. Prentout-Leblond, le Quevilly était spécialement conçu pour le transport du pétrole américain. Le voilier recevait le pétrole directement dans ses cales et bénéficiait de nombreuses innovations. On lui adjoignit même un moteur pour remonter la Seine sans l'aide de remorqueur, ce qui fut une première du genre. Ces voiliers appartenaient

Le Quevilly

Le Quevilly fut le plus grand pétrolier à voile de l'histoire maritime et hanta la Seine pendant 37 ans au point de devenir une figure familière pour les habitants de ses rives. Deux Rouennais qui moururent en mer, le capitaine Ladonne surnommé "le gentleman des mers" et le capitaine Lagnel, commandèrent ce voilier mythique. Le Quevilly s'illustra par sa vitesse (grâce à ses 4 500 m^2 de toile), sa solidité (il sauta sur une mine en 1939), ses sauvetages de bateaux en perdition et par ses 45 rotations de Rouen aux États-Unis, ce qui doit représenter une sorte de record du monde. On peut encore citer comme voiliers remarquables, les quatre frères en construction dont les noms évoquent les agglomérations de la Seine rouennaise : Le Croisset, le Dieppedalle, le Biessard et le Hautot.



DIEPPEDALLE-CROISSET. (S.-Inf.)
Le Quatre-Mâts « *QUEVILLY* », remorqué par une Abeille

à l'armement Prentout-Leblond qui les employait au transport du nickel de Nouvelle-Calédonie. Ces trois mâts en acier, comme tous les voiliers lancés à cette époque à Rouen, mesuraient 86 mètres et portaient une voilure d'environ 3 000 m2. Leur destin fut assez tragique dans l'ensemble. Le Croisset connut la même mauvaise aventure que l'Europe en chavirant cinq jours après son lancement dans le port de Rouen sous l'effet d'une énorme risée. Il fallut huit mois pour le remettre à flot ! Un jour, après avoir passé le Cap Horn, il toucha un iceberg, mais la voie d'eau fut étalée et il parvint à revenir à bon port. En 1908 cependant, il toucha dans la Clyde et cette fois-ci, on ne put le sauver. Il sombra ainsi en terres écossaises. Le Hautot vécut une histoire encore plus douloureuse car le capitaine Guerpin avait emmené sa femme pour leur voyage de noces. Il chargea du Nickel à Thio en Nouvelle-Calédonie, puis on n'eut plus jamais de ses nouvelles.

VUE SUR LA SEINE



Le voilier avait dû somb-rer corps et bien au cours du voyage du retour. Les jeunes mariés avaient tout juste 25 ans ! Le Biessard n'attendit que quelques années pour connaître un sort aussi cruel puisque sur la ligne Le Havre-Thio, il coula au large du cap Lizard pendant une ter-rible tempête d'é-quinoxe. Seul le Dieppedalle ne coula pas mais il subit un incendie à Brême en 1922. Jugé trop vieux, il fut alors démoli. Les autres grands voiliers lancés aux chantiers ne subirent pas de meilleurs sorts car ceux qui n'a-vaient pas coulé dans la tempête furent la proie des sous-marins alle-mands pendant la Première guerre mon-diale. Ce lourd tribut payé à la guerre par la voile fut fatale à celle-ci, les voiliers avaient fait leur temps. Rouen parti-cipa activement à l'his-toire des derniers cap-horniers, mais après l'ou-verture du canal de Panama, elle assista à leurs derniers moments. Depuis lors, elle doit se contenter des différentes “Armada” pour vivre, un temps encore, à l'heure des voiliers.



LE PORT

Le Télémaque et le trésor des immigrés

En décembre 1789, Louis XVI nouvellement installé aux Tuileries, ne s'était pas résolu à partager son pouvoir avec les Révolutionnaires. C'est pourquoi il fit charger une goélette et avec la complicité d'Herbouville, le commandant de la place de Rouen, il comptait s'enfuir en Angleterre avec sa famille en passant par Rouen. L'affaire s'ébruita et devint caduque. Mais un petit **brick** rouennais, le Quintadoine parvint à tromper la vigilance des Constituants. Chargé de barils d'huile et de poutres il descendit la Seine jusqu'à Rouen où il s'amarra à l'île Lacroix. Là, pendant deux jours, le Quintadoine plus connu sous son ancien nom le Télémaque se chargea encore de toutes sortes de tonneaux mais le plus surprenant c'est que le valet du roi, un nommé Boulet, fut reconnu à son bord ! En cette période révolutionnaire on se méfiait des nobles qui voulaient émigrer et plusieurs arraisonnements de bateaux transportant les richesses des nobles échauffaient les esprits.

Dans la nuit du 31 décem-

bre, le Télémaque reprit son chemin vers la mer et quitta nuitamment le port de Rouen. Le 3 janvier, le Télémaque parvint à Quillebeuf où il dut faire sa posée en attendant la marée. Mais cet endroit était le plus dangereux de toute la Seine et dans la nuit froide, par ce temps incertain de janvier, le voilier sombra. L'équipage fut sauvé mais très vite la légende du Télémaque prit corps. Louis XVI et les nobles candidats à l'émigration furent soupçonnés d'avoir chargé le voilier de trésors pour les soustraire aux Révolutionnaires, d'autant plus que l'année suivante on dépêcha pas moins de trois cents hommes pour renflouer le navire. Le commanditaire en aurait été le roi en personne ! À Quillebeuf, la légende va alors bon train, le roi aurait perdu une partie de son trésor dans le naufrage du Télémaque. On ne sait pas aujourd'hui si cette première tentative de sauvetage du trésor du Télémaque fut fructueuse, mais on sait de source sûre que bien d'autres suivirent : en 1816, en 1837, en 1842.

À Quillebeuf la mémoire du Télémaque restait vive, quand en 1939, la Société française d'entreprises maritimes obtint le droit d'effectuer de nou-

velles recherches.

En septembre 1939, on remonta enfin des pièces d'or et d'argent ainsi que des chandeliers. Mais après avoir renfloué l'épave sur laquelle ils travaillaient, les ingénieurs constatèrent que celle-ci était trop petite pour un bateau de 18 m de long sur 6 de large. La Seconde guerre mondiale mit fin aux recherches et, à l'heure actuelle, on ne sait toujours pas si le trésor du Télémaque n'est qu'une légende, et s'il repose maintenant sous les alluvions de la Seine ou à l'intérieur des terres.



À Rouen, Fulton expérimente son Nautilus

Le *Journal de Rouen* et le *Méridien* du 11 Thermidor de l'an VIII de la République, publia cette nouvelle quelque peu sibylline : "L'expérience annoncée du bateau-poisson, qui navigue entre deux eaux, a eu lieu hier et a parfaitement réussi. Le Préfet et plusieurs membres des autorités constituées ont assisté à cette expérience". En effet, c'est à Rouen que l'américain Fulton, l'un des inventeurs du bateau à vapeur, mit à l'eau le premier authentique sous-marin de l'histoire de la navigation. Le sous-marin dans cette année 1800 pouvait représenter une arme déterminante face à la Marine anglaise qui régnait en maître sur l'océan, car il avait la possibilité de lâcher des torpilles contre la coque des navires en bois. Bonaparte, alors premier consul, consentit à la construction d'un tel engin à Rouen, Fulton se mit immédiatement au travail. Le sous-marin que Fulton appela Nautilus, nom qui nous est depuis familier, grâce à Jules Verne, était doté d'une hélice, invention tout à fait révolutionnaire.



VUE DU PORT

Celle-ci était actionnée par les trois hommes d'équipage à l'aide de manivelles. Sa coque en bois, longue de 6m48 portait en haut une calotte sphérique à hublots dans laquelle un homme pouvait se tenir. Un mât rabattant portant une voile en éventail tendue par des antennes assurait la propulsion en surface. En très peu de temps le mât et la voile pouvaient, quand le Nautilus allait plonger, se rabattre sur le pont du sous-marin. Enfin, un réservoir de gaz comprimé à haute pression assurait la survie de l'équipage en immersion. Un globe de cuivre renfermait la provision d'air dont on avait poussé la pression à 200 atmosphères. Le 29 juillet 1800, le Nautilus fut mis à l'eau dans la Seine près de Bapaume en aval de Rouen et Fulton n'hésita pas à plonger avec les deux autres membres de son équipage. La première plongée dura huit minutes et fut aussitôt suivie d'une autre de dix-sept et cela par 25 pieds de profondeur, soit environ huit mètres. Pendant plus de trois heures le Nautilus évolua en surface du fleuve montrant son extrême maniabilité. On peut considérer que cette plongée fut vraiment la première de l'histoire de la navigation. Remorqué au Havre, le sous-marin renouvela son exploit pendant deux heures et Fulton multiplia cette année là les expériences. Il parvint à montrer que son Nautilus

pouvait représenter un danger terrible pour la flotte anglaise en guerre contre la France à cette époque.

Cependant, Bonaparte finit par rejeter le projet de Fulton. Celui-ci, découragé, se remit au travail pour perfectionner son prototype de bateau à vapeur : le Clermont qui fut le premier bateau à vapeur à assurer un service régulier en 1807.



BATEAU À VAPEUR

trans-Manche d'un bateau à vapeur aboutit à Rouen.

Le 21 mars 1816, à neuf heures du matin, un petit paquebot tout à fait extraordinaire entra dans le port de Rouen. Son capitaine, nommé Andriel arrivait du Havre d'où il était parti vingt heures auparavant. Il aurait pu mettre deux heures de moins mais il avait dû ralentir son allure pour rassurer les riverains qui manifestaient leur inquiétude en voyant la fumée sortant de la cheminée du fourneau. Les Rouennais n'en revenaient pas dans cette froide matinée de printemps car ce bateau avançait sans aucune aide extérieure. Avec la seule force d'une pompe à

vapeur, ce paquebot révolutionnaire alla s'amarrer au quai de la Bourse sous les yeux ébahis du peuple du port. Mais l'étonnement laissa la place à la stupéfaction quand l'envoyé du *Journal de Rouen* apprit par le commandant Andriel lui-même que le navire venait d'Angleterre, et que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un bateau venait de traverser la Manche contre le vent et les marées. Très vite le nom du bateau courut sur toutes les lèvres : l'Élise. Un bateau à pompe et à vapeur était parti de Londres le 9 mars pour relâcher ensuite à Newhaven en attendant que la tempête d'équinoxe daigne se calmer. Ce petit navire anglais avait été construit en 1813 sur les chantiers de la Clyde. Tout d'abord baptisé la Margery, il avait pris le nom d'Élise quand son nouveau propriétaire, M. Andriel l'avait acheté. Long de 21 mètres, sa machine donnait 14 chevaux. L'armateur Pierre Andriel, riche industriel de Montpellier, voulait prouver que la vapeur offrait aux hommes entreprenants des horizons quasi-illimités. Andriel, épuisé, accepta cependant de livrer au reporter la relation de son fabuleux voyage : "La tempête soufflait depuis quatre jours, et j'enrageais de voir l'Élise bloqué dans le port de Newhaven.

Le 17, le vent mollit

quelque peu, la houle bien que très formée avait tendance à se calmer. Les dés étaient jetés, c'est alors que je donnais l'ordre de larguer les amarres. La principale difficulté consistait à ne pas donner prise aux vagues en se mettant de travers, car les roues n'auraient pas résisté aux coups de boutoir des vagues énormes. L'attention de mon petit équipage était toute entière portée à scruter la nuit noire. Au loin, très loin, se trouvaient les côtes de France, mais les masses d'eau bouillonnantes couchaient l'Élise au point qu'à chaque vague, une roue tournait dans le vide. L'angoisse des hommes était totale mais il n'était plus question maintenant de faire demi-tour, je laissais ostensiblement dépasser un revolver de ma poche. Rien de tel pour calmer les ardeurs mutines d'un équipage terrorisé. Charger la chaudière et tourner à la lame prenait toute notre attention quand tout à coup, une vague plus violente ou plus sournoise que les autres fit gîter l'Élise au point qu'un poêle en fonte se renversa. Le charbon incandescent se répandit et très vite le feu prit sur une natte qui recouvrait le sol.

Bientôt les meubles léchés

par les flammes se mirent à flamber à cause de l'essence contenue dans les différentes peintures de la pièce. J'avais beau avoir retiré précipitamment ma veste avec laquelle j'essayais d'étouffer les flammes, le feu gagnait inexorablement. L'Élise allait finir dans le feu. Je n'osais appeler de l'aide dans le bruit infernal de peur de provoquer la panique dans mon équipage déjà terrorisé quand une lame brisa la porte et, d'un coup, noya le feu dans la cabine ! L'Élise était sauvée. Le jour pointait, les hommes commençait à y croire et les côtes de France ne devaient plus être bien loin. En effet, bientôt un homme réussit à distinguer le phare de la Hève. Deux heures plus tard, nous rentrions dans le port du Havre et il ne nous restait plus qu'à remonter la Seine jusqu'à Rouen". Ce 21 mars 1816, les rouennais assistaient à l'avènement d'une ère nouvelle. La vapeur allait maintenant pouvoir triompher de la voile millénaire.

Frédéric David



"L'ÉLAN" ARRIVANT À LA BOUILLE

GLOSSAIRE :

Brick : petit bâtiment à deux mâts, doté d'un grand mât légèrement incliné vers l'arrière sur lequel on envergue une voile carrée, et d'un mât de misaine à l'avant.

Sister-ship : On parle de sister-ship ou de frères pour des navires construits sur les mêmes plans.

Vergue : Longues pièces de bois que l'on installe en croix sur les mâts pour porter les voiles.

Wharf : Appontement qui s'avance dans la mer ou sur un fleuve.

Ce fascicule a été tiré à 20 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetôt
Dépôt légal : juillet 1999. N°ISBN 2 - 9511925-9-2
© District de l'agglomération rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

La Seine mémoire d'un fleuve,
Ouvrage collectif,
Musée de la Marine de Seine,
Caudebec en Caux, 1994

Frédéric David,
Le Quevilly.
Le dernier pétrolier à voiles,
Alan Sutton éditeur, 1996

Bonnefoux et Paris,
Le dictionnaire de la marine à voile,
reédition de la Courtille, 1971

Prudent Prévost,
Souvenirs sur la Seine,
Edition Bertout, 1994

Michel Croguennec,
Rouen : Les Chantiers de Normandie,
Chasse-Marée n° 112
Sauvetage du navire le Télémaque
supposé contenir de 30 000 000
à 80 000 000 francs. Taylor, 1842, Le Havre

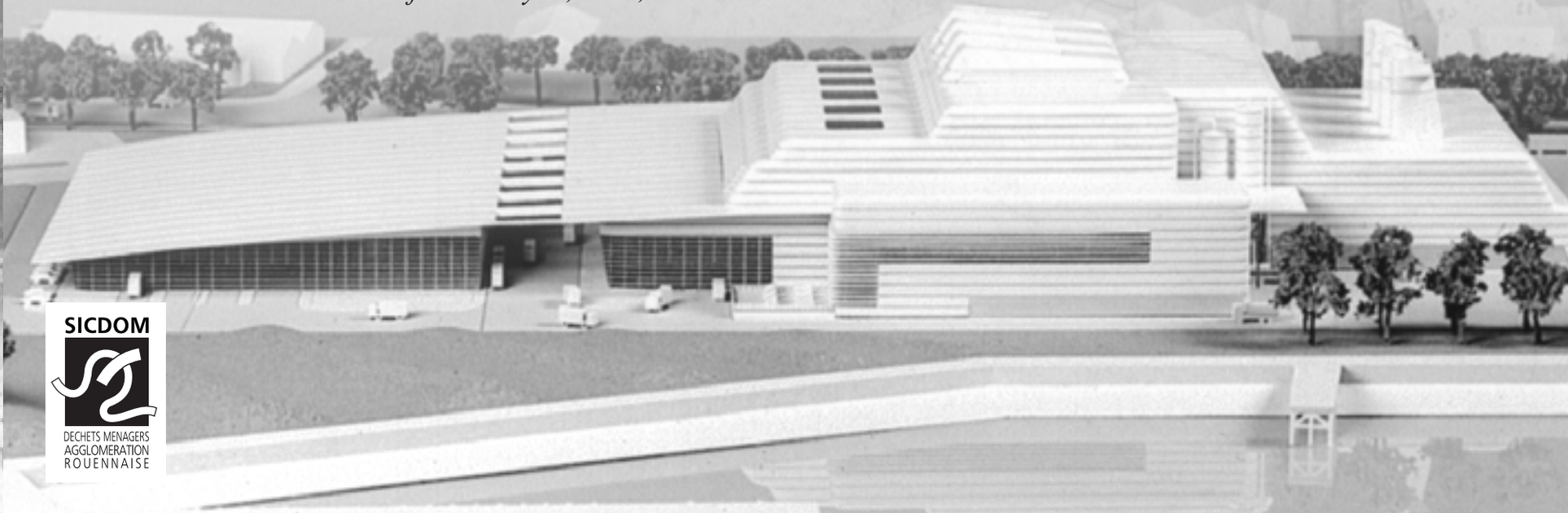
Le Télémaque
Texte de recherche non imprimé
de la Chambre de commerce
Journal de Rouen 23 mars 1816
Journal de Rouen et le Méridien
11 Thermidor de l'an VIII de la
République

Photographies :

© collection privée Frédéric David
et Louis Chesneau

usine Vesta : © Bruno Maurey

SUR LE SITE HISTORIQUE DES CHANTIERS DE NORMANDIE,
RÉALISATION D'UNE NOUVELLE USINE DE VALORISATION DES DÉCHETS
BÂTIMENT EN FORME DE PAQUEBOT
ARCHITECTURE : CLAUDE VASCONI



SICDOM
DECHETS MENAGERS
AGGLOMERATION
ROUENNAISE



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

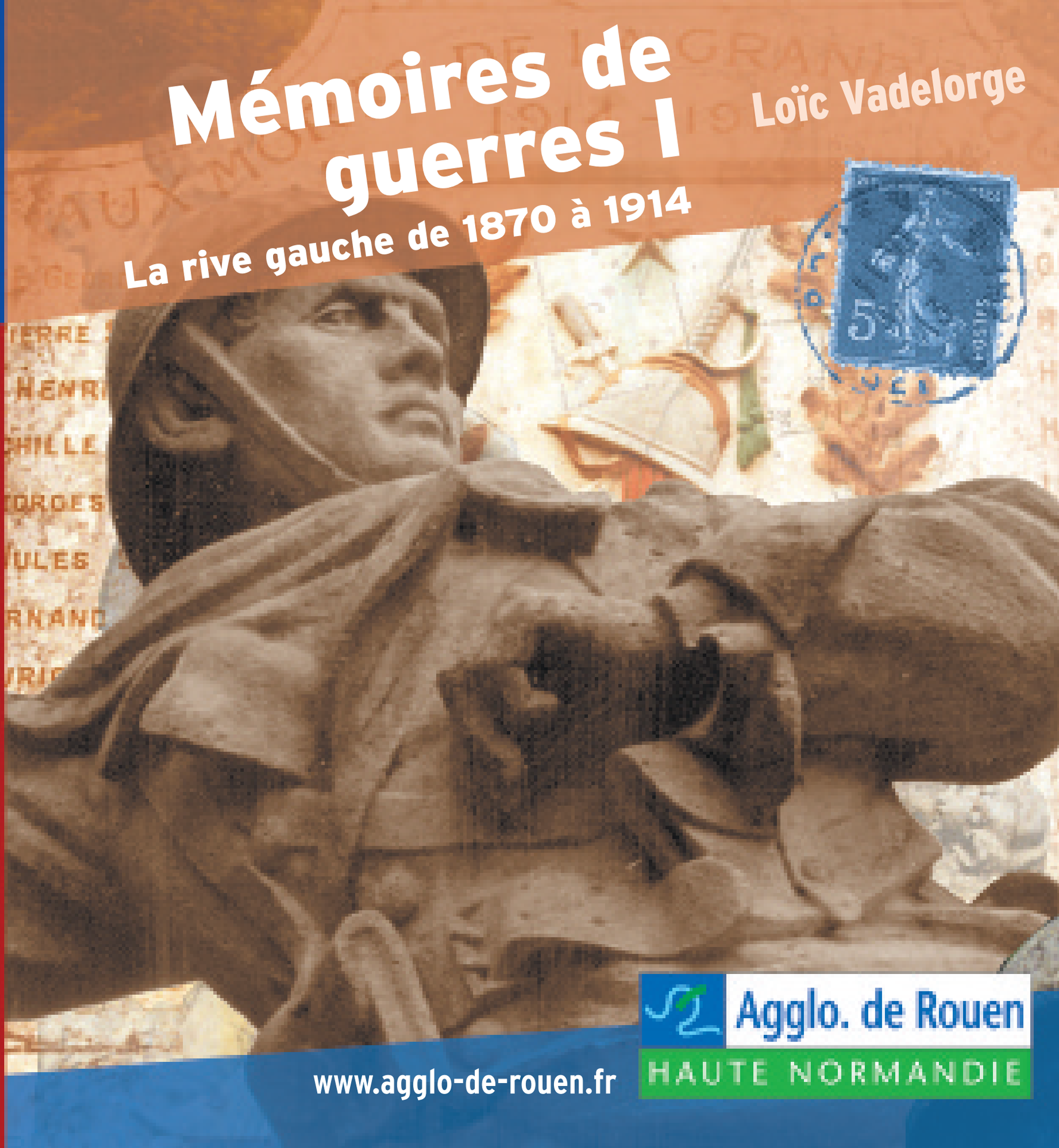
n°9

Collection histoire(s) d'agglo

Mémoires de guerres I

La rive gauche de 1870 à 1914

Loïc Vadelorge



Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

www.agglo-de-rouen.fr

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Frédéric David
- Jérôme Decoux - François Foutel - Fanny Germain - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle
- Pierre Olingue - Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache
- Philippe Renault - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.

Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen

Serge Martin-Desgranges - Jean-François Paux - David Olszewski
Francis Gravigny

Maquette et mise en page :

Stéphanie Lejeune
Nicolas Carbonnier

Contact :

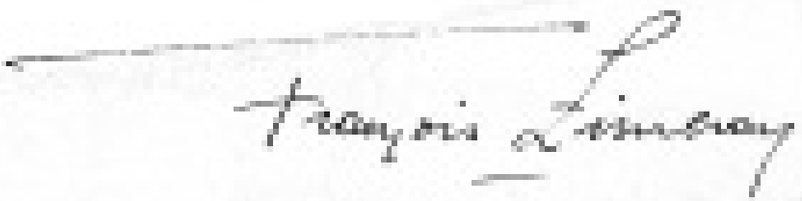
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 34 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture – Patrimoine - Jeunesse

DÉTAIL DU MONUMENT AUX MORTS DE LA PLACE D'HÔTEL-DE-VILLE DE OISSEL



L'histoire des monuments aux morts commence, dans les années quatre-vingt, au moment même où la guerre semble s'éloigner des préoccupations de nos contemporains. Les générations, toujours plus nombreuses, n'ayant pas connu de guerre en oublient le sens des " 11 novembre " et des "8 Mai", agglomérés aux autres jours fériés et à peine distingués des fêtes religieuses. Les indices de cet oubli sont nombreux dans notre agglomération même. Du monument en ruines du Stade des Sapins (Saint-Etienne-du-Rouvray) aux noms effacés des stèles du cimetière Saint-Sever en passant par la dégradation du monument de 1870 de Petit-Quevilly (cimetière), ou les fissures du monument du cimetière de Oissel, la mémoire des guerres s'efface lentement sans que personne ou presque ne s'avise d'interpeller les municipalités. Après tout, à l'aube du troisième millénaire, pourquoi ne pas céder à la tentation de tourner la page d'un trop sombre XX^{e} siècle ?

Nos lieux de mémoire méritent cependant mieux que ce naufrage programmé et cela pour deux raisons. Ils invitent tout d'abord à s'interroger sur la place de la guerre à l'époque contemporaine. Les années quatre-vingt-dix, après l'utopie des "révolutions de velours" en Europe de l'Est, ont rappelé que la réalité de la guerre n'était pas seulement le fait de peuples éloignés (Koweitiens, Somaliens) mais aussi de peuples proches de nous (Croates et Bosniaques puis Kosovars). Du même coup l'histoire des trois guerres qui nous ont opposé à l'Allemagne, celle de 1870-71, celle de 1914-1918, celle de 1939-1945, comme l'histoire des guerres de colonisation (à la fin du XIXe siècle) et de décolonisation (Indochine puis Algérie jusqu'en 1962) mérite encore le détour. Les sacrifices humains, les destructions massives qu'elles ont engendrées marquent encore notre environnement quotidien. La question de l'attitude à adopter face à la guerre (pacifisme, nationalisme, indifférence ou engagement) se pose à chacun d'entre nous. Certes on ne saurait comparer les réponses aux sondages d'opinion réalisés sur les bombardements de l'OTAN avec les actes de Résistance de la Seconde Guerre mondiale, ni-même avec les protestations contre ce que l'on appelle aujourd'hui la Guerre d'Algérie. Mais en 1999 comme en 1914 ou en 1939, l'opinion des Français compte et engage la Nation.

Les monuments aux morts des différentes guerres françaises depuis 1870 ont aussi constitué pour les villes et les habitants qui les ont financés de lourdes dépenses, surtout entre 1919 et 1925. Il ne s'agissait pas seulement de s'acquitter d'un devoir de mémoire, mais aussi de dire, dans la pierre, le bronze voire le béton armé, le sens du sacrifice et les valeurs fondamentales auxquelles se référaient les hommes et les femmes de ce temps, valeurs qu'ils voulaient montrer et transmettre à leurs enfants. Ces valeurs, pour certaines, ne sont plus les nôtres. L'amour de la Patrie, le rejet de l'ennemi allemand, l'opposition entre l'héroïsme viril de l'homme et la soumission de la femme, mère au foyer, appartiennent aux cultures du passé. Pourtant bon nombre de monuments aux morts nous touchent encore, par leur qualité artistique ou par leur simple situation sur une place ou dans un cimetière.

C'est à ce regard esthétique qu'invite le présent fascicule, qui s'organisera autour de trois parcours complémentaires et chronologiques :
la commémoration de la Guerre de 1870 et des guerres coloniales, celle, ensuite, de la Grande Guerre, celle, enfin, des nombreuses victimes de la Seconde Guerre mondiale.





MONUMENT AUX MORTS DU CIMETIÈRE DE OISSEL

La Guerre de 1870 est une guerre oubliée, dont les rares monuments commémoratifs sont aujourd'hui relégués aux fins fonds des cimetières comme à Petit-Quevilly. Il y a à cet oubli des raisons évidentes. Cette guerre fut d'abord perdue, à l'issue de combats importants et confus, et après une occupation d'une partie du territoire – dont l'agglomération rouennaise - par les Prussiens de Bismarck. La rive gauche de Rouen fut particulièrement éprouvée, Rouen étant occupée par les Allemands le 5 décembre 1870 et des combats cruels se déroulant autour du bastion de Robert-le-Diable

entre le 31 décembre 1870 et le 4 janvier 1871. Le Traité de Francfort, qui en mai 1871 fut négocié par le Rouennais Pouyer-Quertier, imposa à la France la perte de l'Alsace et du Nord de la Lorraine, assortie d'une somme de 5 milliards de francs or. On ne pouvait guère célébrer, à chaud, la mémoire d'une telle défaite. De fait il fallut attendre près d'une quinzaine d'années pour voir s'ériger, généralement dans les cimetières, les premiers monuments commémorant les soldats "morts pour la Patrie". Ainsi à Grand-Quevilly (1896), Saint-Etienne-du-Rouvray (1896), Oissel (1898) ou Sotteville (1899).

Ces monuments sont d'abord des édifices de deuil, remarquables par leur sobriété et leur standardisation. Partout ou presque on retrouve la même forme d'obélisque en pierre, élancée à trois ou cinq mètres de haut. La gravure se limite à quelques noms (2 seulement à Grand-Quevilly) en partie effacés par le temps (Saint-Etienne-du-Rouvray, Petit-Quevilly) et à quelques éléments symbolisant l'éternité (branches ou feuilles de chêne) ou la gloire du sacrifice militaire (couronnes de lauriers).

D'autres éléments restent plus énigmatiques comme l'étoile (maçonnique ?) du monument de Saint-Etienne-du-Rouvray ou la tête de Lion (évoquant la résistance de Belfort ?) du monument de Oissel. On connaît rarement les auteurs de ces monuments, vraisemblablement commandés à de simples entrepreneurs de maçonnerie comme M. Quenneville, choisi en 1896 à Saint-Etienne-du-Rouvray. À Oissel, le socle de l'édifice mentionne cependant le nom de deux architectes rouennais, Bourienne et Martin.

On sait en revanche que ces monuments furent édifiés par souscription publique et mobilisèrent un certain type d'associations. Les villes se contenteront d'accorder un emplacement dans le cimetière, parfois assorti d'une subvention symbolique. Des listes de souscription circulèrent dans les villes, proposées par des comités derrière lesquels se cachaient des associations nationalistes comme le Souvenir patriotique sottevillais dont le rôle est rappelé sur le monument même. La commémoration des années 1895-1900 n'est donc pas simplement un travail de deuil mais

aussi et surtout l'affirmation de la nécessité d'une revanche sur l'Allemagne. Elle est contemporaine de l'émergence d'un courant nationaliste qui s'affirmera au moment de l'affaire Dreyfus. Significativement certaines communes (Saint-Etienne-du-Rouvray, Grand-Quevilly) associent sur le même monument des soldats morts en 1870-71 et des soldats morts –généralement de maladies tropicales - à Madagascar ou au Tonkin lors des conquêtes coloniales françaises.

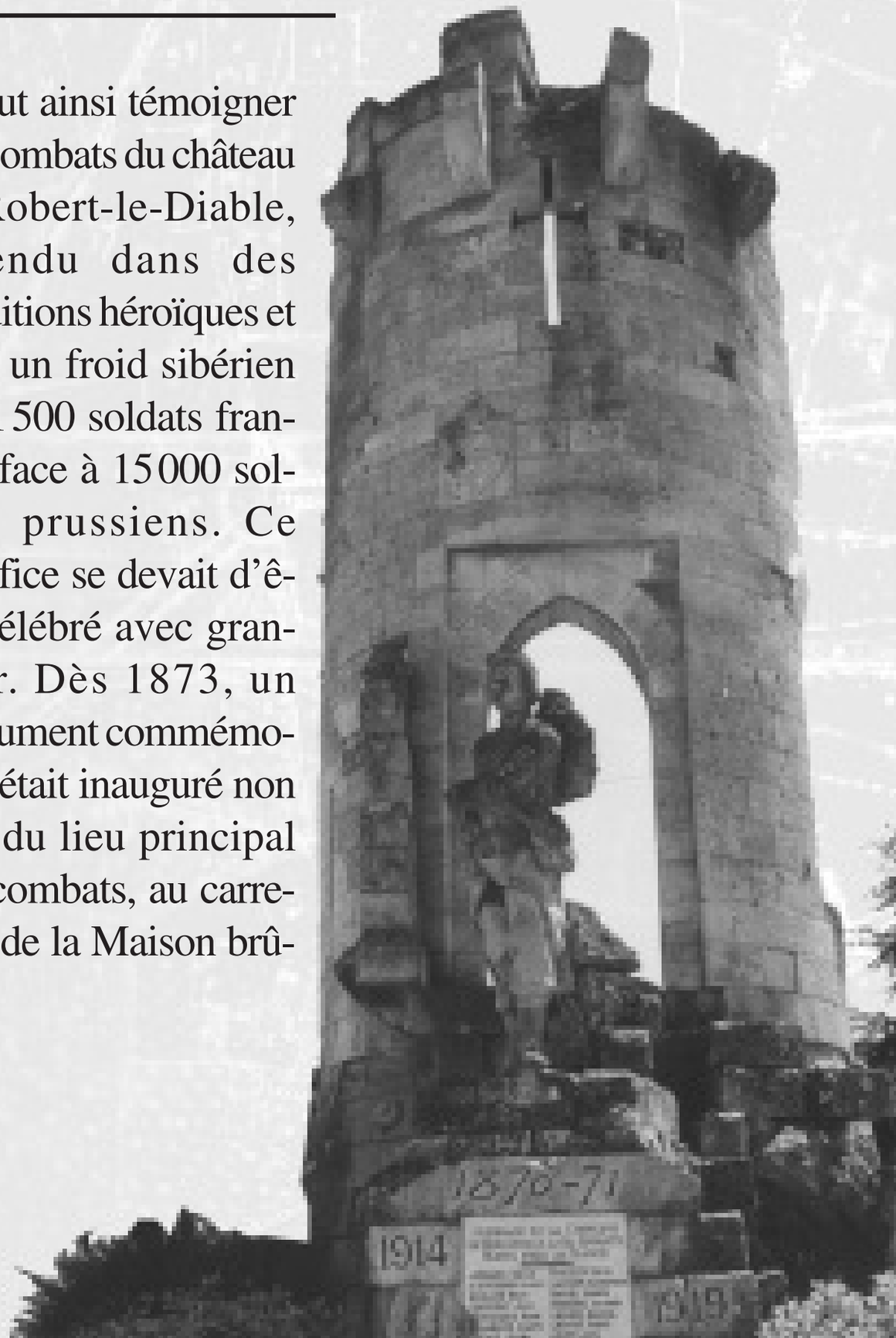


MONUMENT AUX MORTS DU CIMETIÈRE DE SOTTEVILLE

Le "Qui Vive" de Moulineaux

Le cas du monument dit du "Qui vive" de Moulineaux (1901) constitue cependant, par sa taille et sa situation remarquable de belvédère sur la Seine, une exception à cette uniformité. Ce grand monument, dû au sculpteur Auguste Foucher et à l'architecte Eugène Fauquet associe à la représentation d'un "mobile" (fantassin de la Guerre de 1870), un décor de château en ruine.

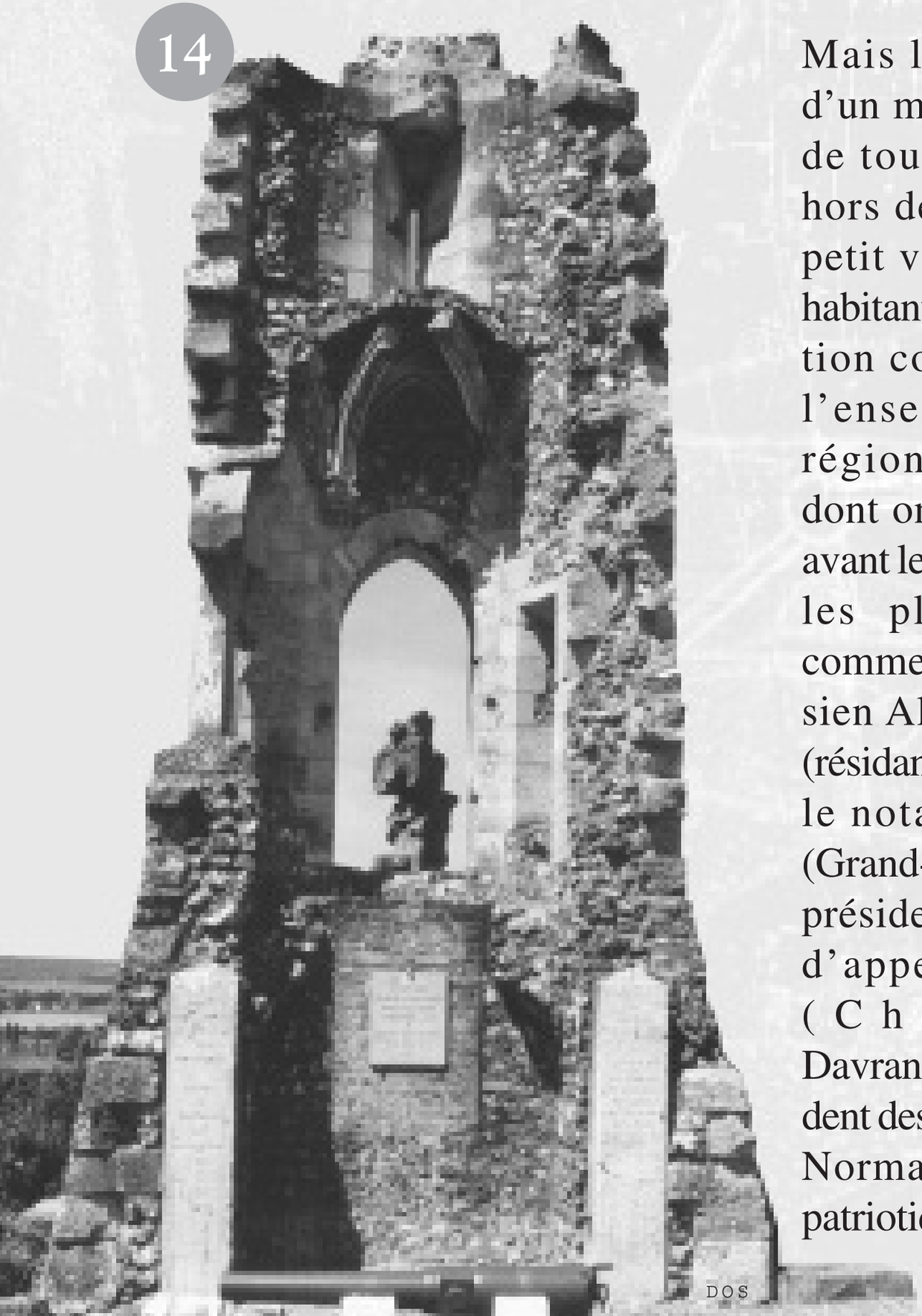
Il veut ainsi témoigner des combats du château de Robert-le-Diable, défendu dans des conditions héroïques et sous un froid sibérien par 1500 soldats français face à 15000 soldats prussiens. Ce sacrifice se devait d'être célébré avec grandeur. Dès 1873, un monument commémoratif était inauguré non loin du lieu principal des combats, au carrefour de la Maison brûlée.





DÉTAIL

Ce Monument aux mobiles de 1873 fut situé sur la commune de Saint-Ouen-de-Thouberville dans l'Eure en raison du grand nombre de soldats tués sur le site du château de Robert-le-Diable et originaires de ce département. Il fallut attendre la vague nationaliste de la fin du siècle pour que le département de la Seine-inférieure s'intéresse à cette commémoration. En 1899-1900 un comité est constitué, à l'initiative du maire de Moulineaux, Emile Martin.



DOS

Mais la réalisation d'un monument était de toutes évidence hors de portée d'un petit village de 315 habitants. La souscription concerna donc l'ensemble de la région rouennaise, dont on avait mis en avant les personnalités les plus célèbres comme l'acteur parisien Albert Lambert (résidant à La Bouille), le notaire Drapeau (Grand-Couronne), le président de la Cour d'appel de Rouen (Chanoine-Davranches), le président des Volontaires de Normandie (société patriotique).

La réalisation du monument est caractéristique de la culture de cette époque. L'architecture néo-gothique du château (croisée d'ogives apparente, ruines symboliques), typique des églises de la banlieue rouennaise depuis un demi-siècle y côtoie la facture naturaliste de la sculpture du soldat, dont l'attirail est très détaillé. Un bas-relief aujourd'hui disparu représentait une caricature de Bismarck, rappelant l'esthétique nationaliste alors très en vogue. Le monument fut d'ailleurs le cadre de nombreuses fêtes patriotiques à la Belle-Epoque. À quelques mètres de là une simple croix évoque le souvenir d'un soldat du bataillon des mobiles de l'Eure, mort au combat le 30 décembre 1870.

On aurait tort cependant de prendre le monument de Moulineaux pour un exemple de lieu de mémoire vivace et ce malgré le transfert, en 1959, de cendres de "mobiles" tués à Moulineaux.

L'apposition, sur le même édifice de plaques commémorant les morts de 1914-1918 et de 1939-1945 indique que cette mémoire dut céder le pas à celles d'autres conflits bien plus meurtriers au XX^{e} siècle.

Les monuments aux morts de la Guerre de 1914-1918 sont les plus célèbres. On en trouve plus de 30 000 en France, soit quasiment un dans chaque commune. La rive gauche ne fait pas exception, puisqu'à l'exception de Sotteville et de Grand-Quevilly, toutes les communes décident l'érection d'un monument au sortir de la guerre. Cette fièvre commémorative, qui touche aussi bien les villages de quelques centaines d'habitants comme La Bouille, Moulineaux voire Petit-Couronne que des villes déjà fortement industrialisées comme Oissel ou Petit-Quevilly, s'explique aisément. Cette guerre fut la plus meurtrière des conflits alors connus, emmenant jusqu'à 4 % de la population de certaines villes, décimant une génération de jeunes hommes (20 % de la population active masculine à Oissel) et plongeant des centaines de famille dans un deuil durable.

La saignée fut terrible. Ainsi Sotteville perdit 722 hommes, sur une population de 21 000 habitants en 1911, soit 3,43 % de sa population.

Même constat pour les communes encore rurales comme Petit-Couronne qui perd 37 hommes sur une population de 900 habitants soit 4 % de sa population.



MONUMENTS AUX MORTS DE PETIT-QUEVILLY

Les monuments expriment d'abord le poids du deuil. La forme la plus élémentaire du souvenir consistera donc à graver des noms sur les monuments existants après dépolissage (cimetière de Sotteville en 1920) ou à dresser des plaques d'honneur aux soldats morts (cimetière de Petit-Quevilly vers 1922).

Dans la majorité des cas, les monuments de la Guerre de 1870, furent transformés par gravure, pose de plaques ou de motifs en bronze (palmes de victoire, lauriers, feuilles de chêne) généralement associés à un casque de poilu. Ainsi aux cimetières de Petit-Quevilly, Oissel, et Saint-Etienne-du-Rouvray ou au monument du "Qui-vive" de Moulineaux. La modestie de cette commémoration s'explique pour des raisons financières comme à Moulineaux mais aussi pour des raisons politiques. Certains élus socialistes de Sotteville ou de Petit-Quevilly étaient foncièrement pacifistes.

Ils ne souhaitaient pas financer des monuments rappelant le souvenir d'une guerre, jugée impérialiste. Sous la formule classique "Pro Patria" (Pour la Patrie) du monument de Petit-Quevilly, on peut ainsi lire : "Souvenez-vous, ils sont morts pour la dernière des guerres".

D'autres communes choisissent cependant de célébrer le sacrifice victorieux de la nation. S'appuyant systématiquement sur un comité d'érection qui recueille porte à porte des dons, elles décident de construire un édifice qui sera généralement situé au cimetière communal (Petit-Couronne en 1919, Les Essarts en 1920, La Bouille et Grand-Couronne en 1921) mais parfois aussi sur la place de l'Hôtel-de-Ville (Oissel en 1921, Saint-Etienne-du-Rouvray en 1928). Deux solutions s'offrent alors à elles. Soit elles recourent à des entreprises spécialisées (marbreries industrielles, entreprises de sculpture monumentale, entrepreneurs de maçonnerie) qui leur proposent des œuvres standard sur catalogue ; soit elles décident de confier l'érection d'un monument à un artiste (sculpteur, architecte). Les œuvres industrielles sont les plus nombreuses.

La pyramide de Petit-Couronne

La pyramide de Petit-Couronne, réalisée par la célèbre entreprise Guilloux et Rose de Rouen est caractéristique de cette standardisation. Conçue en pierre de Lorraine, ses faces sont polies et gravées des noms des soldats “morts pour la France”. Les motifs décoratifs de la face principale comme la croix de guerre, la guirlande de feuilles de chêne, le coq gaulois, le drapeau et le trophée d’armes se retrouvent partout ailleurs.

De même on retrouvera partout un environnement monumental identique, parterre gazonné, mât supportant un drapeau destiné aux manifestations du 11 novembre. Des générations d’écoliers seront conduites devant ces monuments, associées à la lecture des noms à voix haute.



Le cimetière de La Bouille

Ces cérémonies semblent aujourd'hui un peu désuètes même si certains monuments comme celui du cimetière de la Bouille ne manquent pas de charme. Contrairement à l'usage qui isole le monument aux morts sur un terrain plat, plus facile à entourer lors des commémorations, le monument de la Bouille utilise la pente naturelle du coteau. Au sommet de l'édifice la célébration du deuil religieux (la croix) est liée au sacrifice national (médaillon avec étoile, croix de guerre, feuille de chêne). À la base, une vitrine est destinée à accueillir les ex-votos et plaques des familles. Il est très rare de voir ainsi associés le deuil privé et le deuil public.

Derrière l'édifice un mât et une terrasse entourée de chaînes était destinée aux manifestations. Son état dégradé actuel annonce le prochain oubli de cette mémoire de guerre.



D'autres communes cependant se sont engagées dans des projets monumentaux d'envergure, surprenantes pour des communes de banlieues. Ces édifices coûteux témoignent de l'expansion industrielle de la rive gauche, amorcée au XIX^{e} siècle (Oissel, Sotteville, Grand-Couronne, Petit-Quevilly) et renforcée pendant la Guerre. Les souscriptions publiques ont ici bénéficié du grand nombre d'habitants et surtout de la générosité de quelques grands entrepreneurs, désireux de démontrer leur rôle social.

À Oissel par exemple le président du comité d'érection n'est autre qu'Eugène Plantrou, ancien maire et directeur d'une des plus importantes filatures de coton de la ville. Le monument "commémoratif", sera érigé rapidement à l'issue d'un concours ouvert aux sculpteurs hauts-normands. Robert Delandre, choisi par le comité n'est pas un inconnu. Né à Elbeuf, il a effectué ses études artistiques à l'Ecole Nationale des Beaux-arts et a remporté de nombreuses médailles lors des salons parisiens. Il réalisera de nombreux portraits de célébrités rouennaises et de multiples monuments aux morts, dont celui de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Le monument aux morts de Oissel

À Oissel il choisit une figuration patriotique. La composition en diagonale, bien visible au dos du monument est ambitieuse. Elle permet au sculpteur d'opposer deux scènes complémentaires. Celle de l'assaut (un soldat lançant une grenade) au sommet de l'édifice est traitée de manière réaliste. Elle contraste avec la scène idéalisée du bas, évoquant la figure classique de la veuve et de l'orphelin, penchés sur le corps d'un soldat mourant.



À Saint-Étienne-du-Rouvray

À Saint-Etienne-du-Rouvray (place de l'Hôtel-de-Ville), sept ans plus tard, le même Delandre nuance son propos. Les deux groupes sculptés qui gardent la stèle commémorative curieusement tronquée en son sommet, évoquent le départ et le sacrifice du poilu. À la figure noble du soldat et de la famille unie (à gauche) répond la veuve, voilée et portant une dérisoire couronne de lauriers.

Cette Victoire endeuillée semble hésiter entre la dignité et l'amertume, témoignant bien de l'opinion publique de la fin des années vingt. Passées les heures d'effervescence nationalistes de l'Armistice et du Traité de Versailles (1919), les Français sont progressivement gagnés par le sentiment pacifiste qu'ils cultiveront dangereusement dans les années trente.







Cette ambiguïté ne se retrouve guère dans le seul monument de l'agglomération dû à un artiste de renommée nationale. C'est en effet à Paul Landowski (1875-1961), grand prix de Rome, que Grand-Couronne décide de confier son monument aux morts en 1921. L'œuvre est loin d'être inoubliable et ne peut être comparée aux monuments aux morts que le même artiste a réalisé ailleurs (Casablanca, Chalmont). Au sommet d'une pyramide un soldat armé, marche d'un pas raide, le regard fixé sur l'horizon. Le sculpteur ne fait ici que reprendre un élément de composition.

Cet exercice académique trop isolé sur sa stèle ne parvient pas à exprimer de grandeur, malgré la gravure des noms des différentes batailles où sont morts les "enfants de Grand-Couronne". En revanche la mise en scène du monument est remarquable. Dans un cercle quasi fermé par une enceinte végétale, les tombes de soldats "morts pour la France" entourent l'édifice, lui conférant une incontestable monumentalité. L'atmosphère est au recueillement civique, que les années n'ont pas altéré.

MONUMENT AUX MORTS DE GRAND-COURONNE

C'est dire qu'au-delà de la diversité des moyens artistiques mis en œuvre, les communes ouvrières de la Rive gauche surent créer rapidement des espaces de recueillement dignes du sacrifice des poilus.

Loïc Vadelorge

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Remerciements :

Nous tenons à remercier pour leur accueil, les services d'archives des communes de Rouen, Petit-Quevilly, Grand-Quevilly, Sotteville-lès-Rouen, Saint-Etienne-du-Rouvray, Oissel, Petit-Couronne, Grand-Couronne, Moulineaux, La Bouille. On associera également à ces remerciements Mademoiselle Sonia Boué, Mesdames Leroy et Catherine Chantier, Messieurs Claude Fournye, Franck Hartnagel, René Lefebvre, Charles Théron et Vincent Voranger.

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : août 2003. N°ISBN 2 - 913914-46-2
3ème édition revue et corrigée
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

Sur les monuments :

BECKER, Annette. *Les monuments aux morts. Mémoire de la Grande* Guerre. Paris : Editions Errance, 1988.

POIRRIER, Philippe, VADELORGE, Loïc. "La statuaire provinciale sous la Troisième République. Une étude comparée : Rouen et Dijon"**.** *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine,* 42-2, avril-juin 1995, p. 240-269.

PROST, Antoine. "Les monuments aux morts. Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ?"**.** *Dans NORA, Pierre (dir). Les Lieux de Mémoire, I, La République.* Paris : Gallimard, 1984, p. 197-225.

La sculpture au XIXe siècle, une mémoire retrouvée. Les fonds de sculpture. Paris : Ecole du Louvre-La Documentation française, 1986.

VADELORGE, Loïc. *Les statues de Rouen. XIXe-XXe siècles.* Rouen *: Connaître ROUEN-VII,* 1999.

Sur l'histoire de la rive gauche :

La Bouille, perle de la Seine. Association la Bouillotte, 1995.

Le frais et charmant village de Grand-Couronne. Une commune rurale à l'aube du XXe siècle (1890-1914). Société d'Histoire de Grand-Couronne, 1997.

LEROY, Léon, ANDRIEU, Daniel, GLABIK, Jean-François. S*otteville. Les feuilles mortes***,** vol. 2, Sotteville : Maison pour tous, 1990.

Mairie de Petit-Quevilly. Mémoires. Association des amis du Patrimoine de Petit-Quevilly, 1992.

*Oissel histoire***,** n° 1, 29 octobre 1982 ; n° 3, 6 mai 1983 ; n° 4, 14 octobre 1983

PESSIOT, Guy. *Histoire de l'Agglomération rouennaise. La Rive gauche.* Rouen : Editions du P'tit Normand, 1990.

TURGIS, Edouard. *Souvenirs de l'Occupation allemande.* Rouen, 1874, réédition Bertout, 1988.

Photographies :

© Collection privée Loïc Vadelorge

Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime
- n°7 Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime
- n°9 Mémoires de Guerre I La Rive gauche de 1870 à 1914

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



MÉMOIRES DE GUERRES II

LA RIVE GAUCHE DE 1914 À 1940

Loïc Vadelorge

Collection histoire(s) d'agglo

n°10

DISTRICT
AGGLOMERATION ROUENNAISE

Ce projet est à l'initiative de la Commission Vie Culturelle du District de l'agglomération rouennaise présidée par Jean-Yves Merle.

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Olivier Chaline - Frédéric David
- Jérôme Decoux - François Foutel - Fanny Germain - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean Maurice - Jean-Yves Merle
- Pierre Olingue- Jean-François Paux - Jean-Robert Ragache
- Philippe Renault - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Vie Culturelle du District
de l'agglomération rouennaise

Serge Martin-Desgranges
Jean-François Paux
David Olszewski
Francis Gravigny

Maquette et mise en page :

Stéphanie Marc

Contact :

Service Vie Culturelle
District de l'agglomération rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 35 52 69 60

Chère Madame, Cher Monsieur,

L'agglomération rouennaise possède un patrimoine remarquable par sa richesse et sa diversité. Ces fascicules de la collection "histoire(s) d'agglo" se proposent de vous en faire découvrir quelques aspects. Ce qui fait notre environnement d'aujourd'hui doit plus à la volonté des hommes qu'au hasard.
Construire l'avenir en inscrivant notre agglomération dans la modernité se fera d'autant mieux que nous aurons une meilleure connaissance de son histoire.

En revenant sur notre passé, le DISTRICT prépare donc aussi l'avenir.

Très cordialement
Laurent Fabius

Président du District
de l'agglomération rouennaise

DÉTAIL DU MONUMENT AUX MORTS DE LA PLACE D'HÔTEL-DE-VILLE DE OISSEL



Les historiens contemporains ont confirmé l'ampleur de l'effort national consenti par les Français au cours de la Grande Guerre. Cet héroïsme collectif semblait appeler une commémoration généralisée et harmonieuse que l'État favorisa au sortir de la guerre en aidant les communes à proportion de leur population. Des entreprises et des artistes se spécialisèrent dans la production en série de monuments ou d'éléments de monuments. On a vu (fascicule n° 9) comment cette production toucha de nombreuses communes de la rive gauche.

Ce qui frappe cependant le spectateur d'aujourd'hui, c'est l'absence d'une commémoration à l'échelle de l'agglomération ou du département. Dans l'Entre-deux guerres, tout se passe, au contraire, comme si chaque commune ou chaque groupe socio-professionnel (les instituteurs, les employés de la Préfecture…) tenait à célébrer ses propres morts. La saga des monuments aux morts de la ville de Rouen est emblématique de cet éparpillement de la mémoire.



LE CIMETIÈRE SAINT-SEVER

Rouen a construit en effet deux monuments pour la Grande Guerre. Le monument aux morts proprement dit, édifié au cimetière Saint-Sever (sur la commune de Petit-Quevilly) en 1925, se veut un hommage aux 6 000 morts de la commune. Des stèles, disposées en hémicycle, égrènent la litanie des noms, classés par ordre alphabétique.

Elles forment le cadre d'un monument imposant mais très équilibré, dû au ciseau du sculpteur Raoul Verlet, membre de l'Institut. Quatre allégories nationales encadrent un cercueil anonyme, recouvert d'un linceul et sur lequel repose un casque de poilu. On reconnaît aisément la France, couverte d'un bonnet phrygien et affublée d'un coq gonflant le poitrail, l'Italie et sa louve romaine allaitant Romulus et Remus, l'Angleterre dont le trident évoque la maîtrise des mers et la Belgique et son lion du Brabant. Le traitement académique des sculptures (drapés, nudité) n'exclut pas l'affirmation nationaliste. La France foule du pied le casque à pointe de l'Allemagne.



DÉTAIL DU MONUMENTS AUX MORTS DU CIMETIÈRE SAINT-SEVER

On pourra s'étonner de voir ériger un monument si loin du centre-ville rouennais. De fait, nombre de Rouennais ignorent encore la localisation de leur monument aux morts et le confondent avec le monument à la Victoire de la place Carnot. C'est la logique alliée qui commanda pendant la guerre cet emplacement. Les Anglais, qui avaient installé une base arrière très importante sur la rive gauche et notamment des hôpitaux, souhaitèrent, au sortir de la guerre, enterrer leurs morts, au plus près de leurs lieux de décès. Une parcelle de terrain funéraire leur fut ainsi octroyée sur la commune de Grand-Quevilly (actuel cimetière anglais). Là ils installèrent 1 330 sépultures, objets d'un soin constant, ainsi qu'un mémorial, petit édifice de brique et de pierre sur lequel on peut lire une formule tirée de la Bible (Ecclésiaste) : "Their name liveth for evermore" (leur nom vivra à jamais). La France ne pouvait décemment honorer ses morts loin de ceux de son alliée. Mais la diplomatie de l'Entente cordiale ne satisfaisait pas les Rouennais. Ils décidèrent ainsi d'édifier un second monument, sur la rive droite (place Foch).

Ce monument à la

Victoire, inauguré en 1926, est dû à l'atelier du sculpteur Maxime Real del Sarte, l'un des plus célèbres réalisateurs de monuments aux morts dans l'Entre-deux-guerres. Il se compose d'une colonne triomphale cannelée qui symbolise l'Union sacrée (faisceau) et qui supporte une Victoire ailée. Au pied de la colonne, Jeanne d'Arc soutient la veuve et l'orphelin tandis que deux soldats veillent au monument. La base, assez lourde, comporte deux bassins alimentés par des figures de dragons.

Sur les côtés, deux bas-reliefs en bronze représentent le départ de la nation belge, envahie par les troupes allemandes et son arrivée en Normandie. Ce monument fut récemment transféré sur la rive gauche pour permettre l'aménagement de la station de métro "Palais de Justice".

C'est dire que la rive gauche



MONUMENT À LA VICTOIRE, PLACE FOCH AVANT SON DÉPLACEMENT

consacra de nombreux efforts à la célébration de la Grande Guerre. A la veille de la Seconde guerre mondiale encore, le conseil municipal de Grand-Quevilly, alors présidé par le jeune Tony Larue, décidait d'édifier un nouveau monument pour honorer dignement ses morts, conscient que les plaques déposées au cimetière ne suffisaient plus pour une ville en pleine expansion. Cette érection tardive (1937), rue du 11 novembre, confirmait que près de vingt ans après le conflit, sa mémoire était encore vive. On peut aujourd'hui s'interroger sur l'avenir de cette mémoire de la Grande Guerre. Les noms s'effacent sur certains monuments (cimetière de Saint-Etienne-du-Rouvray, cimetière Saint-Sever), victimes des intempéries. Certains monuments se fissurent (cimetière de Oissel). D'autres monuments au contraire ont été restaurés. On a ainsi repassé les noms en rouge à Saint-Etienne-du-Rouvray (place de l'Hôtel-de-ville) et à Petit-Couronne (cimetière), préservant leur mémoire.

La stèle de Henri Barbusse

En érigeant en 1961, une stèle à Henri Barbusse, la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray semble perpétuer la commémoration de la Grande Guerre. Le monument, dû au stéphanais Amaury Dubos, fait référence à l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) et à l'auteur d'un des best-sellers de la Grande Guerre, *le Feu*, (prix Goncourt en 1917).

Mais Barbusse ne fut pas seulement l'un des anciens-combattants les plus célèbres. Il fut aussi l'un des soutiens intellectuels les plus précoces du Parti communiste, fondé en décembre 1920 au congrès de Tours. C'est dire que la commémoration de 1961, n'est déjà plus celle des années vingt, et qu'elle renvoie à un autre monde, celui de l'après-guerre.





STÈLE DES VICTIMES CIVILES DE SOTTEVILLE

La Seconde guerre mondiale n'a pas suscité le même type de monuments que la première. Pourtant la rive gauche de Rouen, très durement touchée par ce conflit, se devait de l'évoquer de manière durable. La Reconstruction puis les Trente Glorieuses qui ont bouleversé le visage de l'agglomération n'ont pas effacé les traces de cette époque terrible. On continue aujourd'hui encore à rappeler ce passé douloureux, comme en témoignent les récentes stèles érigées à Grand-Quevilly ou à Sotteville-lès-Rouen.

La guerre fut traumatisante à de nombreux égards. Par certains aspects elle fut l'inverse de la guerre précédente. Les soldats tués au front (campagne de 1940, campagne de 1944-1945), furent, toute proportion gardée, beaucoup moins nombreux que ceux de la guerre précédente. On ne recense ainsi que 4 noms sur le monument de Moulineaux contre 18 pour la guerre de 1914-1918. La campagne de France, véritable désastre national, ne pouvait susciter de commémoration d'envergure.

Les Français de l'après-guerre n'eurent de cesse d'oublier ces "soldats de l'an 40". De simples plaques, très sobres, rappellent leur sacrifice. On n'y voit ni lauriers, ni coqs. En revanche les bombardements, qui n'avaient guère touché l'agglomération (en dehors de Oissel) en 1918, la dévisagèrent entre 1940 et 1944. Il s'agissait pour les Allemands en 1940, puis pour les alliés à partir de 1942, de détruire le potentiel industriel (notamment les raffineries de Petit-Couronne) et surtout les nœuds de circulation (gare de triage de Sotteville-lès-Rouen, ponts de Oissel, ponts de



PLAQUE DU MONUMENT AUX MORTS DE MOULINEAUX

Rouen). Les victimes civiles de ces bombardements se comptèrent par centaines, certaines communes comme Oissel, Petit-Couronne ou Sotteville payant un tribut humain considérable.

De même, si les soldats tués au front furent peu nombreux, il faut y ajouter les résistants fusillés ou déportés, les juifs et les déportés politiques. Dès lors la commémoration de la guerre ne pouvait s'incarner dans un monument unique. On préféra la solution de plaques distinctes, allant jusqu'à fragmenter les lieux du souvenir. Il est aujourd'hui aussi difficile de recenser les plaques apposées sur les édifices publics (écoles, mairies) que les tombes de résistants dans les cimetières (les frères Delattre à Petit-Quevilly, tombe Larson Couture à Saint-Etienne-du Rouvray). Rue de la Pierre d'Etat à Petit-Couronne une plaque rappelle ainsi le bombardement du 26 août 1944 et les 12 victimes civiles. Derrière le monument de la place de l'Hôtel-de-Ville à Saint-Etienne-du-Rouvray, des plaques distinguent les morts par catégories (soldats, morts de l'Hôpital psychiatrique, fusillés, déportés politiques, déportés du

travail). À Petit-Quevilly, les stèles de 1914-1918 sont complétées pour les différentes victimes de 1939-1945, mais un monument distinct honore la mémoire des déportés. De multiples erreurs (de dates, de noms, de communes) se sont glissées sur ces plaques. Ces fragments de mémoire disent la difficulté des contemporains à penser la Seconde guerre mondiale et leur refus de confondre ce qui revient aux actes de guerre (victimes civiles ou militaires) et ce qui est imputable à la barbarie du système nazi.

Ces plaques commémoratives furent apposées très tôt sur les monuments existants. Les durs et sombres combats de la forêt de la Londe, haut-lieu de la Résistance, furent ainsi célébrés par des inscriptions et de petits monuments (stèles) érigés sur les lieux mêmes.



PLAQUE DU MONUMENT AUX MORTS DE PETIT-QUEVILLY

À La Bouille, les plaques sont gravées dès 1946, à

Petit-Quevilly, dès 1949. Elles seront complétées par d'autres évoquant les guerres de décolonisation. La mention AFN (Afrique française du Nord) se lit ainsi sur les monuments des cimetières de Sotteville et de Oissel célébrant tous les soldats morts depuis la guerre de 1870.



PLAQUE DU MONUMENT AUX MORTS DE LA BOUILLE

En revanche il fallut attendre de longues années pour voir s'ériger des monuments spécifiques à la Seconde guerre mondiale. Un projet de monument commémoratif pour les victimes de la guerre, lancé à Sotteville en 1948 tournera court. Un jury, qui regroupait aussi bien des architectes rouennais (Robinne, Herr) que des architectes parisiens délégués à la Reconstruction (Marcel Lods chargé de Sotteville), sélectionna un projet de l'Ecole régionale des Beaux-arts et une souscription publique fut lancée, sans suite. La ville et ses habitants avaient d'autres urgences. Même remarque à Petit-Quevilly où la municipalité interrompt en 1948 un projet

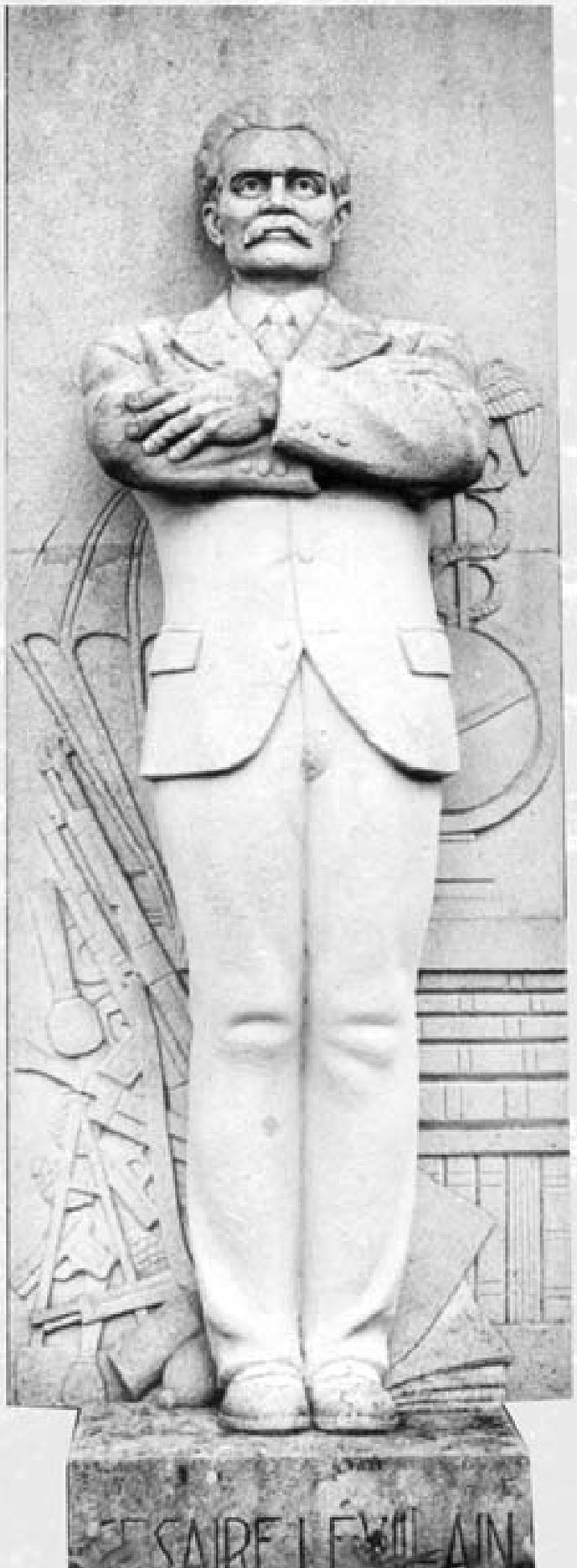
de monument commémoratif, confié à Robert Delandre pour la place Waldeck-Rousseau.

La Résistance montra l'exemple, isolant assez clairement la commune de Grand-Quevilly du reste de la rive gauche. La mémoire de la Résistance est ici indissociable de la personnalité de Tony Larue. Ce grand résistant, maire de la ville sous le Front populaire, est révoqué par Vichy en 1941. Il entre alors dans la résistance haut-normande dont il sera l'un des pivots, associé au mouvement Libération-Nord. Redevenu maire à la Libération il souhaite que la ville porte le souvenir de la Résistance. Son long mandat municipal de 1947 à 1995, lui permit de réaliser amplement un projet ailleurs abandonné. À la faveur de la Reconstruction et de l'expansion urbaine, la création de nouvelles rues et d'écoles, donneront l'occasion de perpétuer le souvenir des héros nationaux (Jean Moulin, Jean Zay) comme des plus célèbres résistants rouennais (Césaire Levillain, Michel Corroy, Suzanne Savalle).

Plus récemment, Sotteville décida de se pencher sur son "année terrible". La construction

La statue de Césaire Levillain

En 1964, la ville de Grand-Quevilly inaugure un monument à Césaire Levillain (avenue Franklin Roosevelt). Cette statue imposante, due une nouvelle fois à Robert Delandre fait du sacrifice de Césaire Levillain un symbole. Le personnage, fusillé par les Allemands sur la commune le 8 mars 1944, est représenté les bras croisés, le regard calme et décidé. Les proportions ne sont pas celles d'un homme mais d'un géant, dont la sta-



ture morale dépasse le commun des mortels. Derrière le personnage, un bas-relief évoque sur la gauche les combats de la Résistance (armes, parachute, grenades) et sur la droite le savoir (globe, caducée, livres). Il s'agit moins ici d'évoquer la vie de Césaire Levillain, instituteur puis directeur de l'Ecole de Commerce de Rouen, que de souligner que le combat de la Résistance fut avant tout un combat de valeurs, celles de la démocratie fille des Lumières contre celles du fanatisme et du chaos nazi. Cette commémoration peut sembler bien tardive. Elle ne fut cependant que la contribution municipale au souvenir du sacrifice.

Le stand des fusillés de Grand-Quevilly

Au stand des fusillés (avenue des Canadiens), on éleva dès 1949 un grand monument commémorant la guerre. Ce projet, lancé en 1947 par la municipalité de Rouen, apparaît aujourd'hui comme l'un des premiers projets mémoriaux de l'agglomération. La ville de Grand-Quevilly sollicitée, accepta d'y contribuer sur un terrain propriété de la ville de Rouen. Pendant la guerre en effet, le stand de tir des Bruyères, édifice de loisir de style mauresque avait été transformé en lieu d'exécution. Trois poteaux de bois rappellent aujourd'hui cette triste mémoire. Le monument lui même, inauguré en 1950 dans le contexte houleux de la guerre froide, se compose d'une statue très



sobre représentant un homme torse nu au poteau d'exécution et d'un gigantesque mur dans lequel sont insérées des plaques commémorant les 76 fusillés rouennais. Une vaste esplanade permet d'accueillir des cérémonies du souvenir. Entouré d'arbres hauts qui le dissimulent de la fréquentation d'une artère majeure de l'agglomération, le lieu frappe par sa puissance évocatrice.







du métro, qui devrait permettre à terme d'achever le plan de Reconstruction établi par Marcel Lods, amena le Service d'urbanisme et la Ville à se pencher sur le passé douloureux de 1944. En face de l'immeuble Flandre, un petit monument fut érigé en 1994. Il comporte deux éléments complémentaires. D'une part une plaque dont le recto pédagogique explique l'ampleur des bombardements de la dernière guerre, en insistant notamment sur les 561 victimes de la nuit du 18 au 19 avril 1944. Au verso sont inscrits les noms des 722 victimes civiles tuées lors des 38 bombardements subis par la ville et qui lui ont valu le 11 novembre 1948, la croix de guerre avec palmes. D'autre part à un mètre, un bloc de granit, simple contrepoids de grue ayant servi à la Reconstruction tient lieu de monument. Cette sobriété réussit cependant à émouvoir car bien plus que les restes du mur de l'Atlantique, elle témoigne d'un désastre mais aussi d'une rédemption à laquelle ont voulu croire les générations de la Reconstruction.

La question de l'utilité des mémoires de guerres se pose aujourd'hui avec acuité. Le temps semble avoir tranché pour la guerre de 1870 et pour certains monuments de la Grande guerre, médiocres ou trop fragiles et donc promis à la destruction. Il y en a qui appelle à une amnésie face à des célébrations qu'ils jugent anachroniques à l'heure de l'Union européenne et de la mondialisation. Pourtant, si le devoir de mémoire peut sembler pour certains un peu dérisoire, pour des événements qui remontent au minimum à un demi-siècle, le devoir de réflexion demeure d'actualité. Il est la première condition de la démocratie, utopie d'hier mais aussi de demain.



MONUMENT AUX MORTS DE LA GUERRE
DE 1870 DU CIMETIÈRE DE PETIT-QUEVILLY

Les rappels historiques effectués par les médias lors des crises militaires récentes ne suffisent pas car ils sont de simples flashes au service de l'actualité.

La véritable réflexion implique la halte et sans doute la contemplation d'une œuvre, d'un matériau ou d'un site. Mieux que les cours d'Histoire qui ne s'adressent qu'aux plus jeunes, les monuments publics invitent à se pencher sur le passé.

Certes ces édifices paraissent datés. Les hommes et les femmes qui y sont représentés différent par leur costume ou leur place sociale de ceux de notre temps. Mais bien des artistes et bien des monuments ont su dépasser le système de valeurs de leur époque pour témoigner de questions universelles. C'est dire que nombre d'entre eux valent la visite qu'on a voulu ici préparer.

Loïc Vadelorge

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Remerciements :

Nous tenons à remercier pour leur accueil, les services d'archives des communes de Rouen, Petit-Quevilly, Grand-Quevilly, Sotteville-lès-Rouen, Saint-Etienne-du-Rouvray, Oissel, Petit-Couronne, Grand-Couronne, Moulineaux, La Bouille. On associera également à ces remerciements Mademoiselle Sonia Boué, Mesdames Leroy et Catherine Chantier, Messieurs Claude Fournye, Franck Hartnagel, René Lefebvre, Charles Théron et Vincent Voranger.

Ce fascicule a été tiré à 15 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetôt
Dépôt légal : octobre 1999. N°ISBN 2 - 913914-04-7
© District de l'agglomération rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

Sur les monuments :

BECKER, Annette. *Les monuments aux morts. Mémoire de la Grande* Guerre. Paris : Editions Errance, 1988.

POIRRIER, Philippe, VADELORGE, Loïc. "La statuaire provinciale sous la Troisième République. Une étude comparée : Rouen et Dijon"**.** *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine,* 42-2, avril-juin 1995, p. 240-269.

PROST, Antoine. "Les monuments aux morts. Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ?"**.** *Dans NORA, Pierre (dir). Les Lieux de Mémoire, I, La République.* Paris : Gallimard, 1984, p. 197-225.

La sculpture au XIXe siècle, une mémoire retrouvée. Les fonds de sculpture. Paris : Ecole du Louvre-La Documentation française, 1986.

VADELORGE, Loïc. *Les statues de Rouen. XIXe-XXe siècles.* Rouen *: Connaître ROUEN-VII,* 1999.

Sur l'histoire de la rive gauche :

La Bouille, perle de la Seine. Association la Bouillotte, 1995.

Le frais et charmant village de Grand-Couronne. Une commune rurale à l'aube du XXe siècle (1890-1914). Société d'Histoire de Grand-Couronne, 1997.

LEROY, Léon, ANDRIEU, Daniel, GLABIK, Jean-François. S*otteville. Les feuilles mortes***,** vol. 2, Sotteville : Maison pour tous, 1990.

Mairie de Petit-Quevilly. Mémoires. Association des amis du Patrimoine de Petit-Quevilly, 1992.

*Oissel histoire***,** n° 1, 29 octobre 1982 ; n° 3, 6 mai 1983 ; n° 4, 14 octobre 1983

PESSIOT, Guy. *Histoire de l'Agglomération rouennaise. La Rive gauche.* Rouen : Editions du P'tit Normand, 1990.

TURGIS, Edouard. *Souvenirs de l'Occupation allemande.* Rouen, 1874, réédition Bertout, 1988.

Photographies :

© Collection privée Loïc Vadelorge



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°11

Collection histoire(s) d'agglo

Les hommes de presse

de l'agglomération rouennaise

Cécile-Anne Sibout



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Frédéric David - Jérôme Decoux
- François Foutel - Fanny Germain - Claude Lainé - Arnaud Lecroq
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Olingue
- Clément Pomerat - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Fabrice Ricque - Jacques Tanguy- Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.

Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen

Serge Martin-Desgranges
Samuel Neufville
Christine Delâtre

Maquette et mise en page :

Stéphanie Lejeune
Nicolas Carbonnier

Contact :

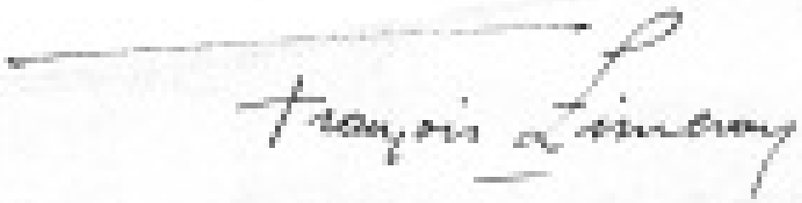
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 34 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

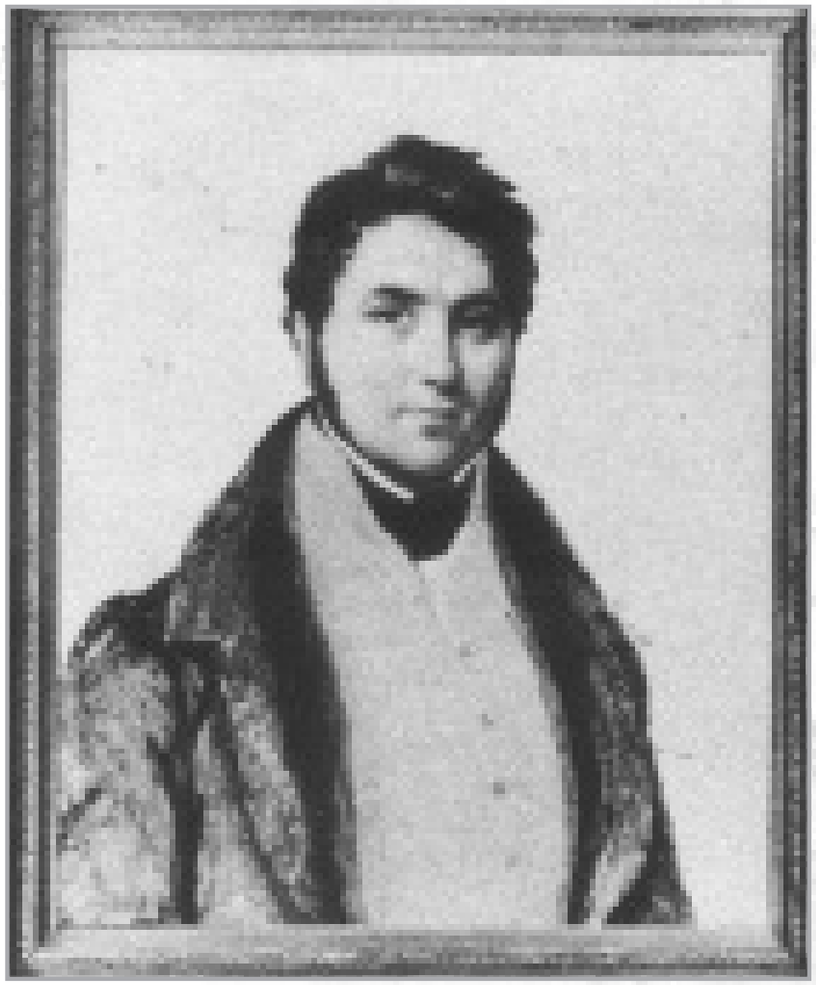
Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture – Patrimoine - Jeunesse



Malgré l'apparition de journaux régionaux dès Louis XV, tel en 1762 *Annonces, affiches et avis divers de la Haute et Basse-Normandie*, le futur *Journal de Rouen*, la presse de province ne prend son essor qu'au XIX^{e} siècle, lorsque Napoléon autorise un journal par département. Conçues au départ pour être le simple relais des nouvelles officielles et publier les annonces légales, ces feuilles de quatre pages de petit format impriment à partir de la Monarchie de Juillet un embryon de rubrique locale, et commencent dans certains cas à se politiser.



n AUGUSTE-THÉODORE VISINET (1797-1857)

Ainsi le *Journal de Rouen* exprime des idées libérales à partir de 1828. C'est Théodore Visinet qui le rédige pratiquement seul, à la plume d'oie. Cet avocat parisien est contacté à 31 ans pour devenir rédacteur en chef du journal ; sa lettre d'embauche lui propose un salaire annuel de 3 000 francs, somme assez confortable, avec un intérêt proportionnel aux nouveaux abonnements.

Les journaux en effet ont alors peu de lecteurs, il est donc vital pour eux d'en accroître le nombre, car leur équilibre financier est fragile : la publicité n'apparaît qu'à partir de 1836. Lorsque Charles X restreint la liberté de presse le 25 juillet 1830, Visinet à Rouen résiste, verrouille les grilles du journal pour repousser la police et devient localement un des héros de la révolution de 1830. À ses côtés, le publiciste Armand Carrel, accouru de la capitale, demande des volontaires pour secourir la population parisienne insurgée, au premier rang desquels s'inscrivent des collaborateurs du *Journal de Rouen*.

Visinet se rallie à Louis-Philippe et très vite ses ardeurs révolutionnaires s'assagissent.

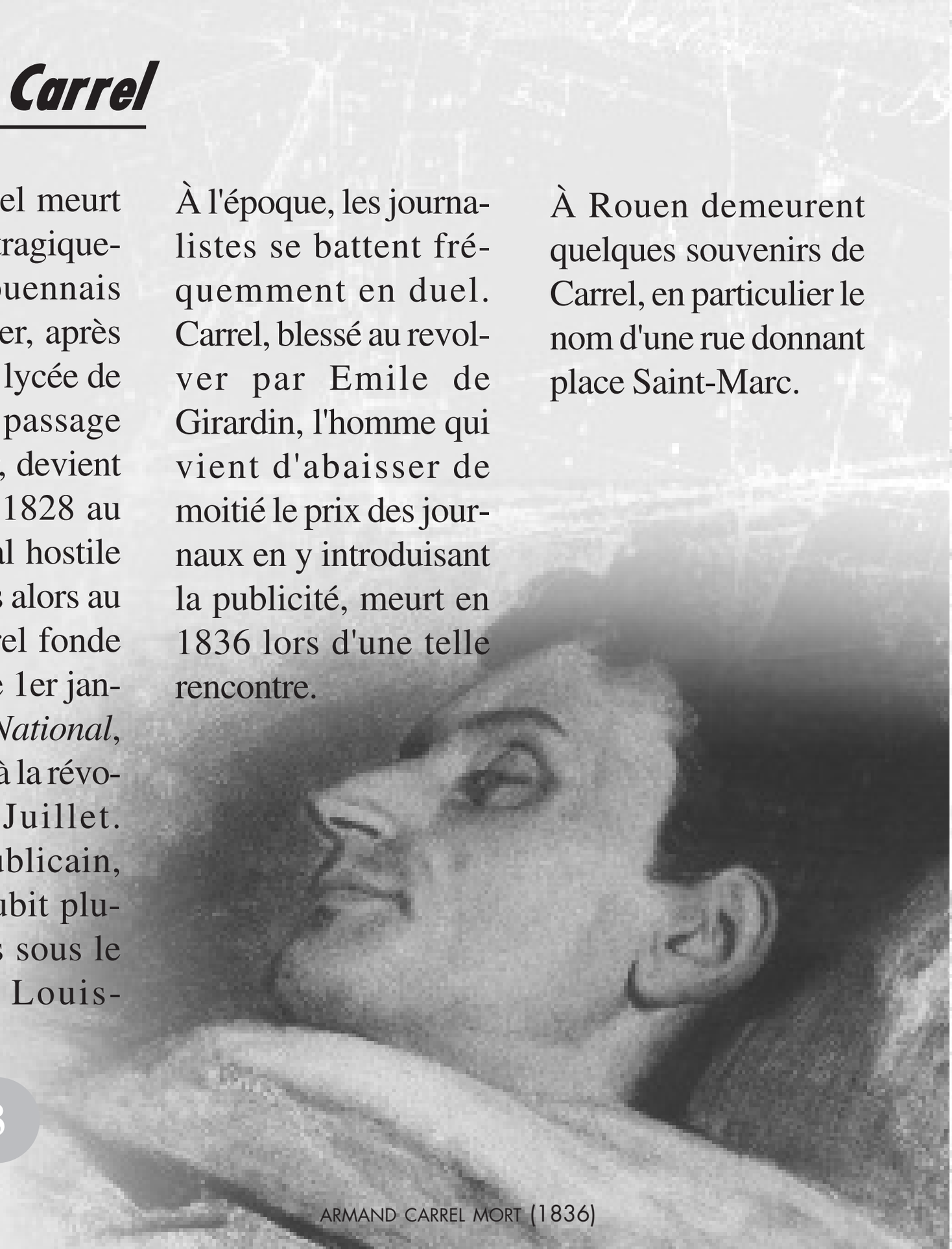
Il rédige désormais surtout des articles économiques et en 1833 abandonne son poste de rédacteur en chef pour devenir industriel, tout en conservant la chronique économique du *Journal de Rouen*.

Armand Carrel

Armand Carrel meurt en revanche tragiquement. Ce Rouennais de père drapier, après des études au lycée de Rouen et un passage par Saint-Cyr, devient rédacteur en 1828 au *Globe,* journal hostile aux Bourbons alors au pouvoir. Carrel fonde avec Thiers le 1er janvier 1830 *Le National*, qui contribue à la révolution de Juillet. Devenu républicain, cet organe subit plusieurs procès sous le règne de Louis-Philippe.

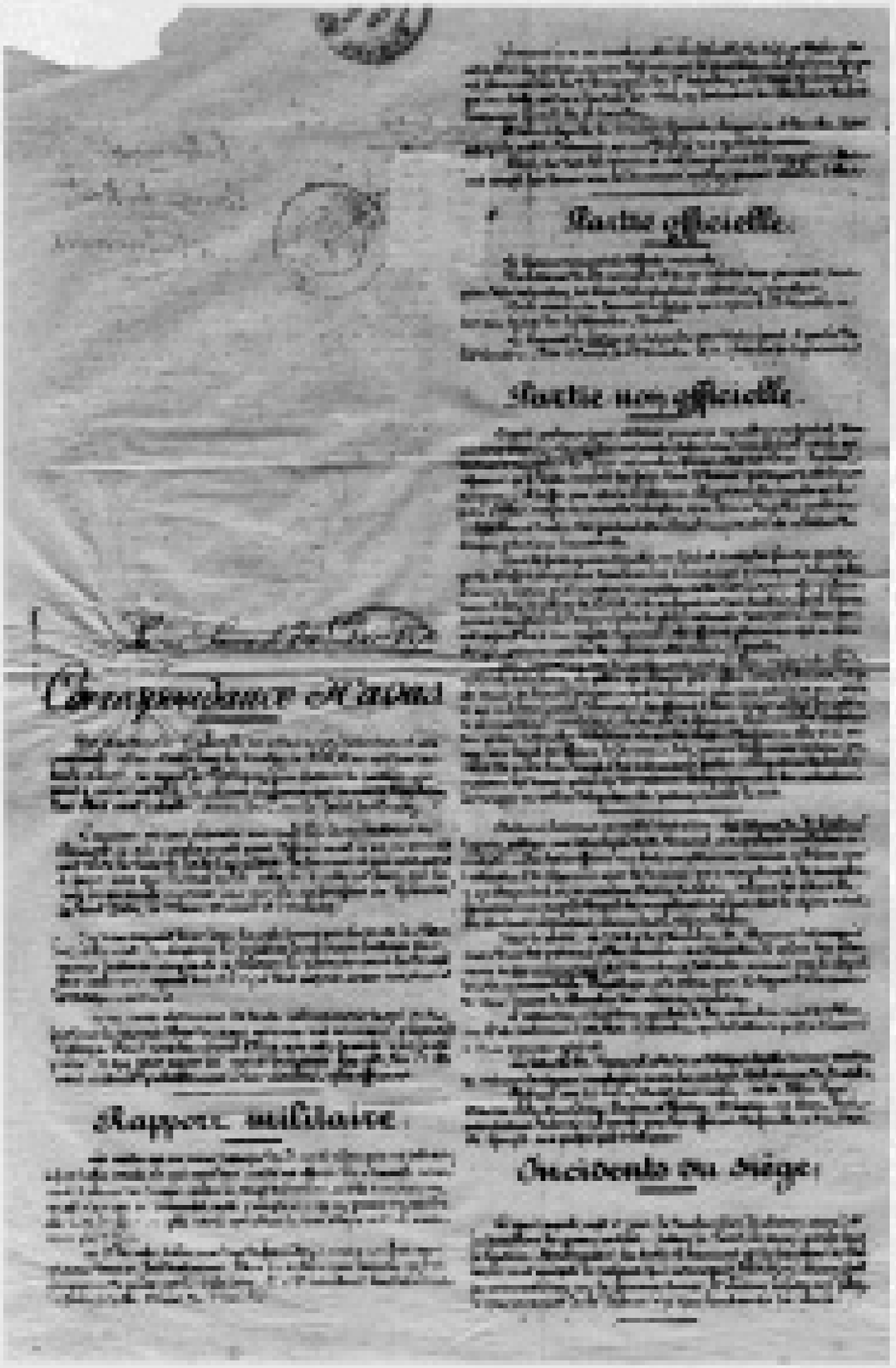
À l'époque, les journalistes se battent fréquemment en duel. Carrel, blessé au revolver par Emile de Girardin, l'homme qui vient d'abaisser de moitié le prix des journaux en y introduisant la publicité, meurt en 1836 lors d'une telle rencontre.

À Rouen demeurent quelques souvenirs de Carrel, en particulier le nom d'une rue donnant place Saint-Marc.



ARMAND CARREL MORT (1836)

Correspondance d'Havas


Partie officielle.
Partie non officielle.
Correspondance Havas
Rapport militaire.
Incidents du siège.

Un autre Rouennais symbolise la vitalité du journalisme sous la Monarchie de Juillet, Charles Havas (1783-1858), qu'une inscription place de la Haute Vieille Tour, proche de sa maison natale, désigne comme "le créateur de l'information moderne". Avec un père conseiller juridique des grandes familles locales, enrichi à la Révolution avec la vente des biens nationaux, et un oncle prêtre défroqué devenu secrétaire particulier du ministre Fouché, le jeune homme grandit

UNE DÉPÊCHE D'HAVAS 24 DÉCEMBRE 1870

dans un milieu affairiste et polyglotte propice aux entreprises novatrices.
Havas crée en 1832 un bureau de traduction qui fournit aux autres journaux des nouvelles étrangères. Il utilise des pigeons voyageurs pour transporter les dépêches, puis le télégraphe électrique ouvert au public à partir de 1850. Progressivement il dispose à l'étranger d'un vaste réseau de correspondants et s'assure d'un quasi-monopole de l'information. Balzac l'accusera d'ailleurs d'uniformiser le contenu des journaux. L'agence Havas subsiste encore actuellement sous le nom de son fondateur pour la branche publicité, mais sa branche information est devenue depuis 1944 l'AFP.

Le *Journal de Rouen*, toujours principale publication de la région, se fait prudent sous le Second Empire, et ne subit donc qu'un "avertissement" (système mis en place par Napoléon III pour contrôler la presse). Il se consacre essentiellement à la littérature, aux sciences et à l'histoire locale. Certains de ses rédacteurs y infusent cependant discrètement des idées progressistes, tel Eugène Noël (1816-1899), autodidacte aux cheveux longs, républicain, libre-penseur, amoureux de la nature, qui en 1879, tout en demeurant pigiste au *Journal de Rouen*, devient bibliothécaire de la ville.



n BUSTE D'EUGÈNE NO
AU JARDIN DES PLANTES

Les journalistes salariés et non rémunérés uniquement à l'article sont alors peu nombreux en France, surtout dans la presse de province. Maupassant, dans *Bel ami* (1880), peint de ces nouveaux professionnels de l'écrit un portrait peu favorable, insistant sur leur ignorance, leur arrivisme et leur penchant à la corruption.

Au *Journal de Rouen* les rédacteurs ne correspondent pas à un portrait aussi noir.

Joseph Lafond, né dans la Loire, ancien secrétaire d'un ministre de l'agriculture, devient en 1882 rédacteur en chef du *Journal de Rouen*, avant de l'acquérir par héritage en 1900. Il y publie à la Une des "Bulletins" où il résume la politique intérieure et extérieure dans une forme claire et pondérée.



JOSEH LAFOND (1851-1921)

Georges Dubosc, quant à lui, est un érudit qui a d'abord fréquenté les Beaux-Arts de Rouen. Devenu critique artistique en 1883 au *Journal de Rouen*, il assure la promotion des jeunes talents impressionnistes locaux : Joseph Delattre, Charles Angrand... Dans le supplément qui paraît le dimanche à partir de 1890, il rédige des centaines de chroniques vulgarisatrices concernant le patrimoine local et devient le personnage le plus célèbre de la vie culturelle rouennaise au début du siècle.

Vers 1871 *le Journal de Rouen* s'affirme encore comme un organe libéral et anticlérical sous la direction de Léon Brière, homme d'affaires avisé qui soutient la politique républicaine de Thiers. Mais le quotidien rouennais glisse peu à peu vers la droite. En 1878 naît donc sur sa gauche *Le Petit Rouennais*, vendu seulement un sou, qui s'adresse prioritairement à l'importante population ouvrière de Rouen. Parmi ses collaborateurs on trouve Louis Müller, le père de Charles Müller, auteur avec Paul Reboux d'un recueil de pastiches littéraires intitulé *À la manière de*.



GEORGES DUBOS
(1854-1927)

L'établissement de la IIIe République provoque en effet la naissance de nombreux journaux, car le nouveau régime, à partir de la grande loi de 1881, encourage la liberté d'expression. Il n'est pas très coûteux, d'autre part, de créer à l'époque un journal, et l'école obligatoire suscite de nouveaux lecteurs.

Le *Journal de Rouen* voit ainsi fleurir les concurrents : il existe trois autres quotidiens à Rouen en 1885, dont deux royalistes, et plusieurs hebdomadaires. Parmi ces derniers certains sont politiques, tel *Le Républicain rouennais* édité de 1903 à 1920, démocrate et anticlérical, qui a pour directeur Edmond Spalikowski (1874-1951), conférencier à l'Université populaire au début du siècle avant de présider la Société des écrivains normands. À l'autre bord, on trouve *L'Avant-garde de Normandie,* feuille roya-

liste proche de l'Action française. Georges Bernanos, futur auteur des *Grands cimetières sous la lune* (1938), en devient rédacteur en chef en 1913. Il s'installe alors à Rouen dans la rue médiévale des Carmélites, au coeur du quartier Beauvoisine.

Bernanos polémique de sa plume corrosive avec le philosophe radical Alain.

Ce dernier, ancien professeur de philosophie du lycée Corneille, bien que devenu parisien dès 1903, publie à partir de 1906 dans *La Dépêche*, journal radical qui a repris le flambeau du *Petit Rouennais* en 1903, des "Propos" nourris de la philosophie des Lumières. À la veille de la guerre Alain entreprend dans *La Dépêche* une campagne contre le service militaire de trois ans, et Bernanos l'accuse, entre autres, de pointer "le canon de Krupp droit au coeur de la patrie".

Pendant le premier conflit mondial beaucoup de rédacteurs, étroitement surveillés par la censure,

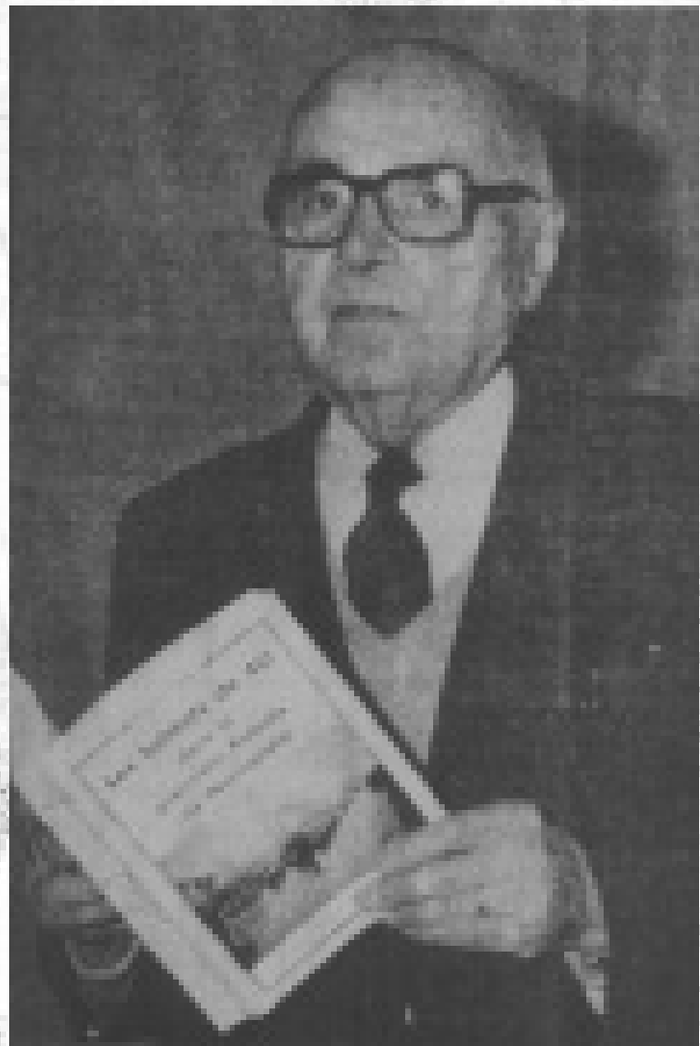


LE PHILOSOPHE ALAIN (1868-1951)

participent au "bourrage de crâne". Le retour à la paix représente pour le *Journal de Rouen* une période de vif essor (publicité et pagination). Il déménage à partir de 1925 pour des locaux plus prestigieux place de l'Hôtel de Ville, où son successeur *Paris-Normandie* se trouve encore.

À Joseph Lafond décédé en 1921 succèdent ses fils qui deviennent des notables rouennais influents, en particulier André, décédé en 1932, et Jean, un fin lettré spécialiste du vitrail. De nombreuses personnalités de la ville collaborent occasionnellement au principal quotidien rouennais, tel l'architecte Pierre Chirol ou la romancière Colette Yver. La cheville ouvrière du journal est René-Gustave Nobécourt, qui assure la responsabilité effective de la rédaction tout en animant la page littéraire.

n RENÉ-GUSTAVE NOBÉCOURT (1897-1989)



La Dépêche

La Dépêche, dont le tirage est beaucoup plus faible, représente un concurrent peu redoutable.



ANDRÉ RENAUDIN (1900-1997)

Fernand Destin, poète et critique musical érudit, le dirige de 1922 à 1930. Il est efficacement secondé par André Renaudin, jeune Rouennais dynamique qui fonde par ailleurs en 1924 *Rouen-Gazette*, hebdomadaire qui informe sur les activités artistiques de la ville, tout en nourrissant les polémiques locales. On y retrouve l'essentiel de l'équipe de *La Dépêche*, en particulier le rédacteur Paul Girardeau, auteur par ailleurs d'amusantes saynètes joués au Théâtre Français place du Vieux-Marché. A l'instar du quotidien des Lafond, *La Dépêche* fonctionne avec de nombreux pigistes tel Georges Métayer, maire radical de Rouen à partir de 1929, ou André Marie, député de la ville du même parti, qui tient la rubrique théâtrale.

Comme dans la période précédente, il est parfois difficile de savoir qui exactement écrit dans la presse rouennaise, la plupart des articles étant anonymes, ou parfois signés de noms de plume ; ainsi derrière "Myop" se cache Georges Dubosc, et "Bonzig" sert de masque à Robert Delamare, son ami de *La Dépêche*.

Pendant la seconde guerre, certains journaux cessent de paraître, comme *La Dépêche*, sinistrée en 1940. Plusieurs journalistes refusent d'écrire, tel André Renaudin ; en revanche très peu s'engagent alors dans la clandestinité. Les localiers en particulier n'ont souvent pas vu d'inconvénient majeur à continuer de traiter faits divers et annonces concernant la vie quotidienne. La Propaganda Staffel, c'est-à-dire la censure allemande, est installée dans les bureaux du *Journal de Rouen*, ce qui explique en partie, sans l'excuser, son orientation nettement vichyssoise. Certains rédacteurs, tel le dévillois Pierre Villette, qui écrit aussi dans *Je suis partout*, expriment même de temps en temps une semi-sympathie pour les occupants.

En 1945 deux procès successifs sanctionnent durement les Lafond et leur journal, lequel est frappé par l'interdiction de paraître. Raoul Leprettre, principal résistant rouennais, a choisi dès 1942 Charles Vilain, chef de la Locale du *Journal de Rouen*, pour diriger le nouvel organe qui doit surgir à la Libération. Le 31 août 1944 Vilain s'installe donc dans les locaux des Lafond.

Le premier numéro de *Normandie* est fabriqué sur une simple feuille recto-verso avec quelques rédacteurs n'ayant pas écrit pendant la guerre. Le journal est vite prospère. Se comportant de façon trop autonome aux yeux des résistants, Vilain se fait évincer par quelques membres influents du Comité Départemental de Libération Nationale en mars 1945, avec l'aval du ministère de l'Information. L'autorisation de paraître est désormais confiée à l'entrepreneur de travaux publics Georges Lanfry, le "sauveur" de la cathédrale de Rouen bombardée. C'est Pierre-René Wolf (1899-1972) qui s'affirme toutefois rapidement le réel animateur du quotidien, lequel prend le titre de *Paris-Normandie* à partir de 1947. Cet ancien imprimeur installé rue de la Pie près de la place du Vieux-Marché, qui a publié plusieurs romans, se révèle un patron de presse de


paris - normandie

LA VALLÉE DU RHONE à nouveau paralysée

UNE DU PARIS-NORMANDIE DU 2 JANVIER 1971

grande envergure, élu par ses collègues président de la Fédération de la presse française de 1961 à 1966. *Paris-Normandie* garde la même localisation très centrale que son prédécesseur et, exception parmi les journaux régionaux, n'expatrie pas son impression en banlieue, malgré la difficulté de livrer chaque jour en pleine ville plusieurs tonnes de papier. Pionnier dans la presse de province, il pratique la composition programmée sur ordinateur à partir de 1967.

Wolf oriente le journal vers le centre-gauche et y publie pendant plus de 25 ans un éditorial quotidien à la Une, traitant surtout des questions internationales, et régulièrement cité dans les revues de presse radiophoniques. Conseilleur écouté, Wolf voit défiler dans son bureau la plu-



PIERRE-RENÉ WOLF (À DROITE) EN CONVERSATION AVEC PIERRE MENDÈS FRANCE

part des hommes politiques régionaux tels Jean Lecanuet, Roland Leroy ou Tony Larue, ce dernier occupant d'autre part la fonction de commissaire aux comptes du journal.

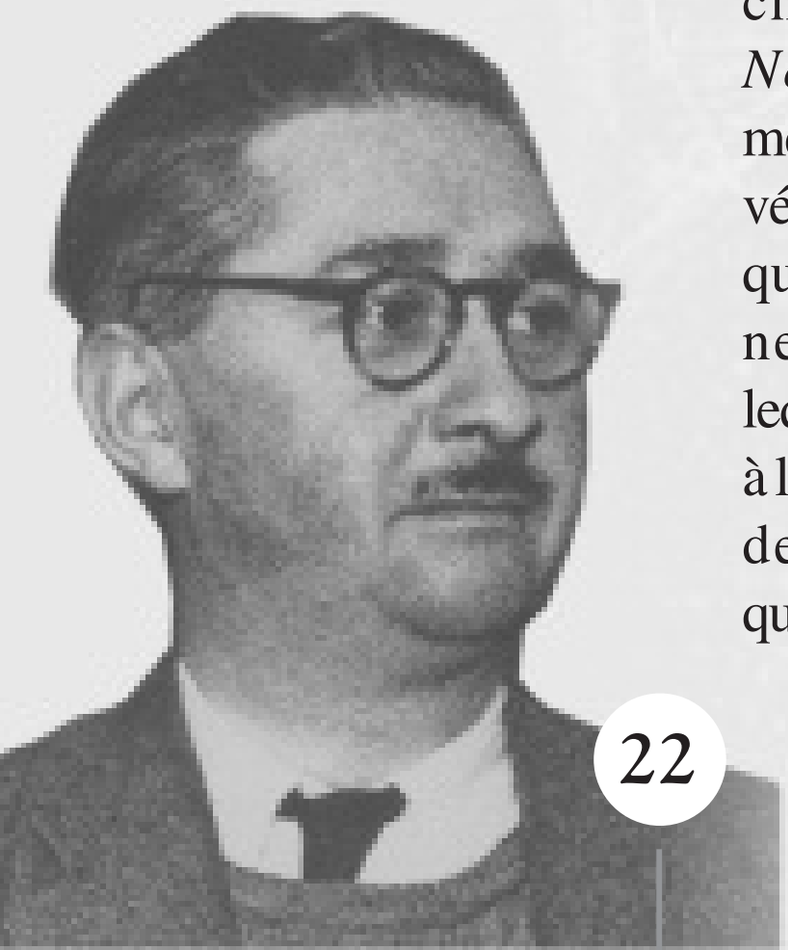
Une rédaction de qualité se constitue progressivement à *Paris-Normandie* après-guerre. Jean-Paul Déron, rédacteur en chef de 1968 à 1976, de fine culture, se spécialise dans les questions urbanistiques et universitaires. Roger Parment, chef de la Locale jusqu'en 1964 et parallèlement animateur du quotidien *Liberté-Dimanche*, relance avec dynamisme le tourisme de la Ville aux cent clochers : il contribue à ranimer les foires-expositions, crée un musée Jeanne d'Arc et entre au conseil municipal de Rouen en 1977.





ROGER PARMENT (1920-1992)

Jehan Le Povremoyne, pseudonyme du havrais Ernest Coquin, s'occupe de la rubrique agricole de *Paris-Normandie* avec une fine malice cauchoise, tout en devenant l'historiographe quasi officiel de la Haute-Normandie.



Maurice Morisset, ancien clerc de notaire, manie humour et tact pour traiter la délicate rubrique judiciaire. Roger Balavoine, après avoir accompli diverses tâches journalistiques, tient la rubrique spectacle de 1972 à 1994 avec un sens critique subtil et chaleureux. *Paris-Normandie* possède même jusqu'en 1976 un véritable grand reporter qui sillonne les continents : Pierre Joly, lequel assiste aussi bien à la construction du mur de Berlin en 1961 qu'aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964. Annie Guilbert, qui, utilisant parfois le pseudonyme de Marie Malone, assume la rubrique sociale, le courrier des lecteurs et participe à la page littéraire, représente l'une des rares femmes-journalistes en Haute-Normandie. La profession ne commence à se démasculiniser que dans la décennie quatre-vingt, plus lentement d'ailleurs dans la presse régionale que nationale : la présence de Marie-Christine Georges au poste important de rédacteur

n JEHAN LE POVREMOYNE (ERNEST COQUIN) (1903-1970)

en chef de *Paris-Normandie* (1989-1993) reste un cas isolé dans l'hexagone.

Les liens entre ouvriers du Livre et secrétaires de rédaction sont spécialement étroits. C'est l'ouvrier qui manipule le plomb, sur les indications du rédacteur en face de lui, mais il le conseille aussi parfois, un type de relation professionnelle riche qui a disparu avec l'avènement de l'ordinateur. Parmi les dizaines de plumes haut-normandes, certaines se consacrent au domaine politique, tel Pierre Bérégovoy, directeur vers 1950 de *La République de Normandie*, hebdomadaire de la fédération socialiste.

Aux plumes haut-normandes s'ajoutent quelques "crayons" inspirés. William Beaufils, dit "Will", journaliste sportif au Havre, puis à *Paris-Normandie* et à *Liberté-Dimanche*, caricature sans méchanceté les personnalités locales, tandis que Roland Vagnier, alias Bindle, invente en 1950 le personnage de Poustiquet, un moustachu débonnaire et débrouillard, héros d'une


L'ENRAGÉ

LAISSONS LA PEUR DU ROUGE AUX BÊTES À CORNES

n L'ENRAGÉ, PUBLIÉ PAR DES ÉTUDIAN ROUENNAIS EN MAI 1968

courte bande dessinée quotidienne très appréciée des lecteurs de *Paris-Normandie*.

Un homme au début de la décennie soixante-dix va bouleverser les données de la presse rouennaise : Robert Hersant (1920-1996). Ancien élève du lycée Corneille, ayant eu pendant la guerre un comportement très contesté, il fonde en 1950 *L'Auto-Journal*, promis à un durable succès, puis rachète dans toute la France des publications en difficulté, dont *Le Havre Presse* en 1969. L'acquisition de *Paris-Normandie*, trois ans plus tard, donnera lieu à une longue bataille juridique et médiatique. Les porteurs de parts vendeurs sont accusés par leurs adversaires de brader l'esprit de la Résistance. Une plainte pour usage de prête-nom est déposée par Wolf, mais après la mort de ce dernier en 1972, elle aboutit à un non-lieu. La majorité des rédacteurs se mobilise contre l'arrivée à la tête de *Paris-Normandie* de celui qui, accusé d'uniformiser dans un sens conservateur le contenu de la presse, bénéficie du surnom peu flatteur de "Papivore".

Beaucoup quitteront la rédaction de *Paris-Normandie*, certains tenteront sans succès de fonder de petites feuilles contestataires et se retrouveront par-



fois embauchés dans des publications renommées comme *Le Monde* (Jacques Grall, Pierre Lepape).

Hersant de son côté, tout en fréquentant peu Rouen et en n'écrivant presque jamais dans les journaux qu'il y dirige, poursuit son offensive dans la région, acquérant plusieurs bi-hebdomadaires locaux et même *Liberté Dimanche* en 1992.

De nouvelles étapes techniques sont franchies : photocomposition, impression offset. Les journalistes remisent leurs stylos ou leur machine à écrire et travaillent désormais souvent sur des ordinateurs portables. Mais le fait-diversier doit toujours recommencer quotidiennement sa tournée des commissariats ...

Les hommes de presse, entrepreneurs ou journalistes, parfois les deux à la fois, ont été nombreux à Rouen depuis l'apparition de journaux provinciaux au XIX^{e} siècle, à cause sans doute de la vigueur localement de l'imprimerie depuis la Renaissance, et de la proximité de Paris où ils pouvaient espérer développer leur carrière. La plupart se sont révélés des personnalités libres, voire contestataires, un peu en marge de la société haut-normande dont ils étaient les peintres, les porte-paroles et les éveilleurs de curiosité. Actuellement leur recrutement reste très diversifié : moins de 10% sont issus des écoles de journalisme. De nouveaux défis se dressent devant eux : l'informatisation des rédactions, et surtout l'essor de la presse audiovisuelle, à laquelle les associent des partenariats, mais qui les oblige à renouveler leur approche du métier. Pour lutter contre l'instantanéité et la charge émotionnelle qu'apporte le direct et l'image, il leur faut fournir au lecteur une "valeur ajoutée" en allant très loin dans l'information localisée et dans l'originalité du commentaire.

Cécile-Anne Sibout

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : août 2003. N°ISBN 2 - 913914-48-9
3ème édition revue et corrigée
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296



Les textes sont publiés sous la responsabilité
de leurs auteurs.

Photographies :

Iconographie de Auguste-Théodore Visinet © Joseph Lafond

Photographie d'André Renaudin © Williams et Dominique Cordier

© Collection privée Cécile-Anne Sibout



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°12

Collection histoire(s) d'agglo

Jean-Jacques Rousseau

et l'académie des sciences et belles lettres de Rouen

François Harou



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Frédéric David - Jérôme Decoux
- François Foutel - Fanny Germain - Claude Lainé - Arnaud Lecroq
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Olingue
- Clément Pomerat - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault
- Fabrice Ricque - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.

Coordonnateur : Loïc Vadelorge

en collaboration avec le groupe Musique :

- André Junement - Joan Elart - Patrick Taieb - Benoît Grenèche - Patrig Kernoa
- Patricia Duchesne - Stéphane Rio - François Harou - Thomas Van Essen
- Christian Lorandin - Philippe Tailleux - Marie-Dominique Nobécourt
- Frédéric Billet - Jean-Philippe Dambreville

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges - Samuel Neufville

Maquette et mise en page :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Contact :

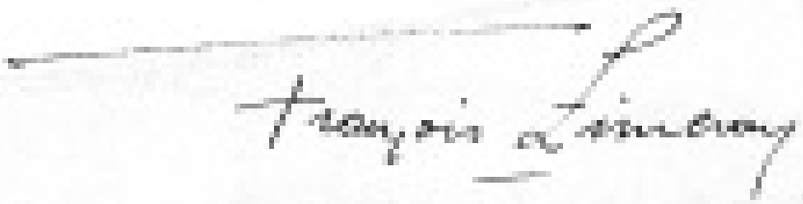
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House” / 14 bis, avenue Pasteur - BP 589 / 76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 34 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY
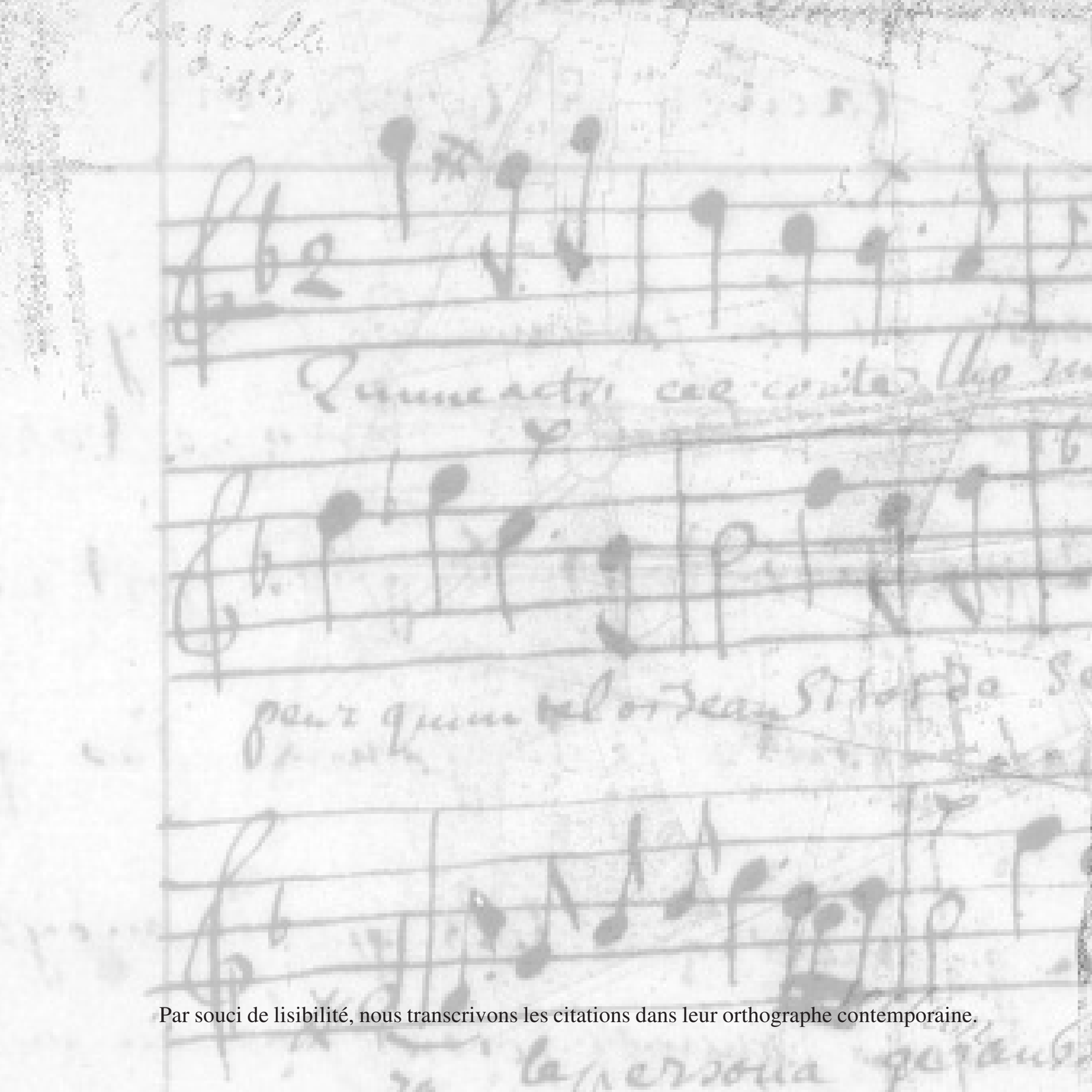


Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture – Patrimoine - Jeunesse



Par souci de lisibilité, nous transcrivons les citations dans leur orthographe contemporaine.

Dans le *Mercure* d'octobre 1749 paraît le programme de l'Académie des Sciences et Belles Lettres de Dijon pour le prix de morale de 1750. La question à traiter est de savoir "si le rétablissement des Sciences et des Arts a contribué à épurer les mœurs". Le prix est décerné le dimanche 23 août à un nouveau venu dans l'arène littéraire, Jean-Jacques Rousseau, et lecture publique du mémoire couronné est faite lors de cette même séance. Le compte rendu de cette dernière est publié dans le *Mercure* du 2 novembre, et le *Discours sur les Sciences et les Arts* paraît en fin d'année. Ce premier écrit remporte très vite un vif succès, mais n'est pas approuvé par tous. Trop mal à l'aise dans le monde pour agir sur lui de l'intérieur, à la manière de Voltaire, et trop épris d'un bonheur fondé sur la seule conscience individuelle, Rousseau développe la thèse de la corruption des mœurs par la civilisation. En dénonçant les artifices de la mondanité, son luxe et ses excès, au point de réclamer des lois "somptuaires" visant à limiter la fortune et la dépense, le philosophe

REFUTATION
DU DISCOURS
DU
CITOYEN DE GENEVE;
QUI A REMPORTÉ LE PRIX
A L'ACADEMIE DE DIJON;
En l'Année 1750.

Sous le nom
[redacted]DUN ACADEMICIEN
DE LA MÊME VILLE.

..... *res antiquæ laudis...:*
Ingredior..... Virgil. Georgic. l. 2. v. 174.

Par M. Le Cat
Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences
de Rouen.

BIBLIOTHEQUE
PUBLIQUE
DE ROUEN

PAGE DE TITRE DE L'OUVRAGE DE M. LECAT

prend à contre pied l'inclination générale de son siècle pour les plaisirs et son affranchissement à l'égard de l'ascétisme chrétien. Dès juin 1751 paraissent des "*Observations*" dans le *Mercure*, suivies en octobre de "*Réfutations*". La fortune de cet écrit passe les frontières avec la réponse du roi de Pologne, publiée en septembre, accompagnée d'une réplique de Rousseau.

Au printemps 1752 paraît une nouvelle édition du Discours de Jean-Jacques Rousseau intitulée "*Réfutation du Discours du citoyen de Genève qui a remporté le prix à l'Académie de Dijon en l'année 1750 par un Académicien de la même ville.*" Imprimé sur deux colonnes, le texte de Jean-Jacques Rousseau se trouve dans celle de gauche, la réfutation dans celle de droite. En août de la même année, le *Mercure* publie un désaveu de l'Académie de Dijon. L'auteur de cette supercherie n'est point dijonnais : il s'agit de Claude-Nicolas Lecat, éminente figure des Lumières rouennaises. À partir de cette "*Réfutation*" s'engage une polémique littéraire et musicale, dont le cadre privilégié sera Rouen !

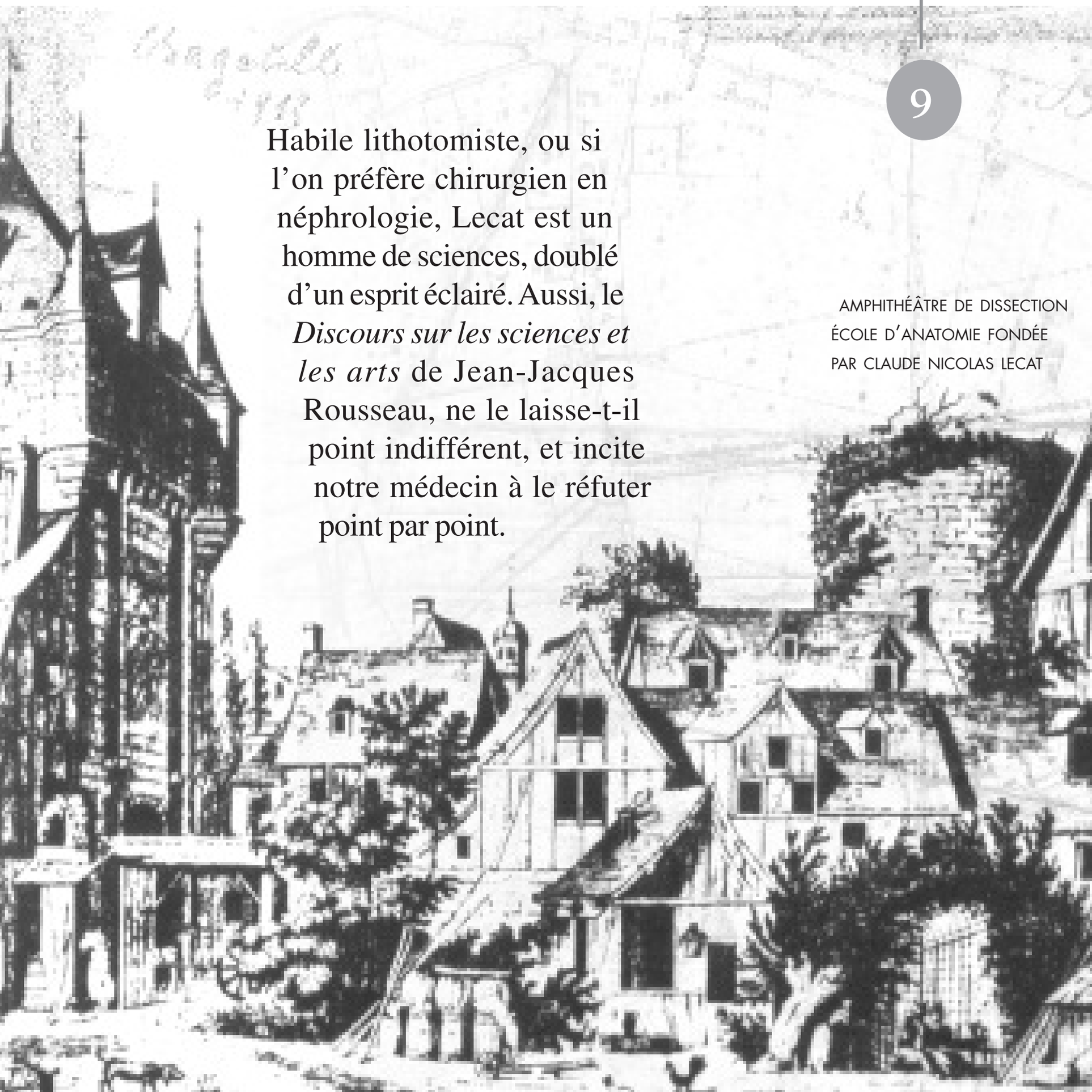
Claude-Nicolas LECAT



PORTRAIT DU CHIRURGIEN CLAUDE-NICOLAS LECAT

Claude-Nicolas Lecat (1700-1768) s'installe à Rouen en 1733, alors qu'il est nommé chirurgien en chef à l'Hôtel-Dieu. Membre fondateur de l'Académie, il prend une part active à l'essor culturel de la ville. Homme des Lumières, il est également membre des Académies de Paris, Londres et de Madrid. En mars 1736, il établit à Rouen, non sans difficultés, un amphithéâtre de dissection.

Habile lithotomiste, ou si l'on préfère chirurgien en néphrologie, Lecat est un homme de sciences, doublé d'un esprit éclairé. Aussi, le *Discours sur les sciences et les arts* de Jean-Jacques Rousseau, ne le laisse-t-il point indifférent, et incite notre médecin à le réfuter point par point.



AMPHITHÉÂTRE DE DISSECTION
ÉCOLE D'ANATOMIE FONDÉE
PAR CLAUDE NICOLAS LECAT

En introduction à la *Réfutation*, il écrit : " La littérature a ses comètes comme le ciel. Le Discours du citoyen de Genève doit être mis au rang de ces phénomènes singuliers, et même sinistres pour les observateurs crédules. J'ai lu, comme tout le monde, ce célèbre ouvrage. Comme tout le monde j'ai été charmé du style et de l'éloquence de l'Auteur ; mais j'ai cru trouver dans cette pièce plus d'art que de naturel, plus de vraisemblance que de réalité, plus d'agrément que de solidité, en un mot, j'ai soupçonné que ce discours était lui-même une preuve qu'on peut abuser des talents, et qu'on peut faire dégénérer l'art de développer la vérité, et la rendre aimable, en celui de séduire et de faire passer pour vraies les propositions les plus paradoxales et même les plus fausses."

La Réfutation de Lecat fut jugée impertinent par son confrère de l'Académie de Rouen et de Dijon, l'abbé Antoine Yart. D'autres, au contraire la trouvèrent opportune. C'est le cas de Pierre-Robert Le Cornier de Cideville.

Pierre-Robert le Cornier de Cideville



PORTRAIT DU PARLEMENTAIRE ET AMI DE VOLTAIRE
PIERRE-ROBERT LE CORNIER DE CIDEVILLE

Pierre-Robert Le Cornier de Cideville (1693-1776) succéda à son père dans la charge de conseiller au Parlement de Normandie. Ce magistrat cultiva les arts qui font l'ornement de l'esprit. Sa passion pour la poésie lui acquit l'amitié sincère de Voltaire, dont il fut le camarade d'étude au collège Louis-le-Grand. Cideville ne négligea aucune occasion d'être utile à sa ville natale, Rouen. Il avait d'ailleurs contribué à la doter d'une école de dessin.

En 1744, avec le concours de son célèbre compatriote Fontenelle, neveu de Corneille, il obtint des lettres patentes en vue d'officialiser les réunions, régulières depuis 1736, des quelques intellectuels protégés par le Duc de Montmorency-Luxembourg, gouverneur de la ville de Rouen et de la province de Normandie. Fontenelle devenait ainsi le premier membre correspondant de l'Académie.



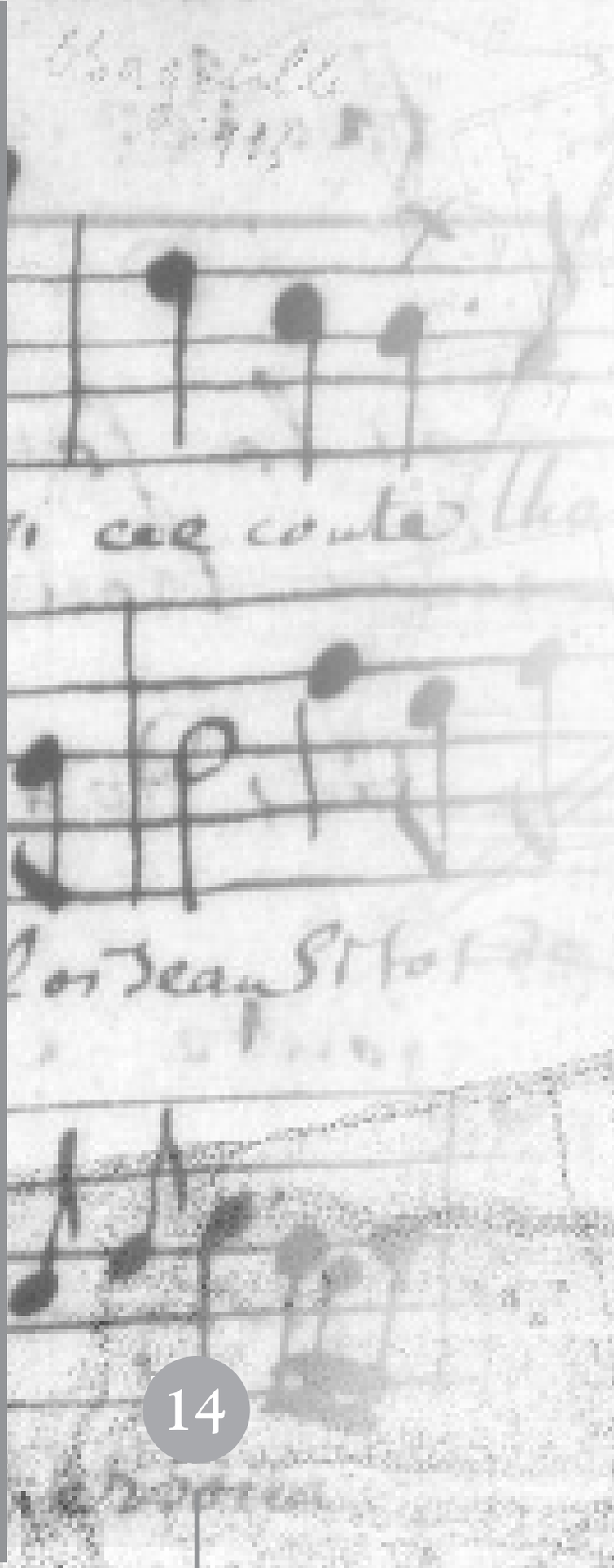
PORTRAIT DU PREMIER CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE DE ROUEN
BERNARD LE BOVIER DE FONTENELLE

Le magistrat littérateur léguera à l'Académie sa riche bibliothèque, dont une partie constitue le fonds de notre actuelle Bibliothèque Municipale.

L'amitié entre Voltaire et Cideville fut grande ; de l'aveu de Voltaire lui-même, elle dura plus de cinquante ans. L'illustre écrivain faisait du jugement et des écrits de Cideville un cas particulier ainsi que l'atteste un grand nombre de lettres qu'il lui adressa et dans lesquelles se trouvent des passages comme celui-ci : " À qui donnerais-je les prémices de mes ouvrages si ce n'est à celui qui joint le don de bien juger au talent d'écrire avec tant de grâce et de facilité." Et, en effet, Voltaire, pour beaucoup de ses écrits, avait souvent accepté les conseils et la critique de son modeste ami chez qui il vint en 1730 chercher refuge alors qu'il était poursuivi pour certaines de ces œuvres. Cideville habitait alors rue de l'écureuil.

À propos du pamphlet de Lecat, Cideville dans une lettre à son auteur écrit : "J'ai lu avec un très grand plaisir et la plus grande édification votre réfutation aussi pieuse que forte contre l'hérésie de M. Rousseau. Il me semble qu'il ne reste pierre en place de ce monstrueux édifice […]. Je suis fâché seulement que vous n'ayez combattu cet ennemi pendant qu'il était debout… il est vrai que vous l'empêcherez de se relever, et que vous l'écraserez".

Le ton terriblement agressif de cette lettre s'explique par la date de sa rédaction, 1752, qui coïncide avec le déclenchement de la querelle musicale la plus retentissante du XVIII^{e} siècle. Elle est aussi le prélude à l'engagement du milieu académique rouennais dans un débat esthétique sur l'opéra destiné à faire le tour de l'Europe.



En février 1752 paraît la *Lettre de M. Grimm* sur *Omphale, tragédie lyrique, reprise par l'Académie royale de musique le 14 janvier 1752*. Mettant le feu aux poudres, cette brochure dénigre la politique de programmation de l'Académie royale de musique, en raillant la reprise d'une tragédie lyrique ancienne (1701) à laquelle Grimm et bientôt tous les Encyclopédistes opposent les *intermezzi* italiens qui sont l'objet d'un véritable engouement populaire. La parution de cet opuscule marque le début de cette querelle sans équivalent.

Le 1er août 1752 est donnée à l'Académie royale de musique *La Serva padrona* de Pergolese, représentée par la troupe des bouffons d'Eustache Bambini. Habitué au *deus ex machina* et autres dispositifs scéniques que nécessitait la tragédie lyrique, le public parisien fut dérouté par la simplicité de cet *intermezzo*, fondé sur le théâtre de rue napolitain. À compter de cette représentation le public se divisa en deux clans farouchement opposés. Les partisans de la musique française se rangèrent sous le coin du roi avec Rameau en chef de file, ceux de la musique italienne, parmi lesquels Rousseau et les encyclopédistes, sous le coin de la reine. La querelle s'envenima et prit le nom de Querelle des bouffons.

Si le milieu rouennais, déjà largement échaudé par l'opposition entre musiques françaises et italiennes dans la première moitié du siècle, s'engagea résolument dans la querelle, c'est que tout bonnement il y fut associé avant même son déclenchement. En effet, Bambini, directeur d'une troupe de bouffons basée à Strasbourg, signa le 24 mai 1752 un contrat avec la salle de spectacle de notre ville dont les termes stipulaient que la troupe devait s'y établir à compter du 1er novembre et jusqu'au

mercredi des cendres 1753. Or Rouen ne possédait pas d'institution théâtrale garantie par le privilège royal, les représentations avaient lieu informellement dans une salle de jeu de paume. Aussi l'Académie royale de musique, jalouse de ces droits, obligea-t-elle les bouffons à se produire en la capitale plutôt qu'en notre ville.

Cette virulente querelle, dans laquelle Jean-Jacques Rousseau prit une part active, en musique avec *Le Devin du village*, mais aussi avec sa *Lettre sur la musique française*, s'exprima par pas moins de soixante pamphlets et lettres diverses, sans compter de nombreuses prises de positions publiques, comme les discours d'Estienne-François Boistard de Prémagny et de Charles-Louis-Denis Ballière de Laisement prononcés à l'Académie de Rouen.

Estienne-François Boistard de Prémagny (1708-1767)

Estienne-François Boistard de Prémagny (1708-1767) est issu d'une famille de robe de Rouen dont l'anoblissement fut confirmé en 1720. Il fut d'abord, tout comme son père, avocat à la Cour des Comptes et des Aides de Normandie, mais se consacra de plus en plus aux lettres. Il participa à la fondation de l'Académie en 1744 et fut nommé secrétaire de la section des Belles Lettres en 1745, avant d'en être directeur en 1758. Il fut également échevin de la ville de Rouen de 1755 à 1757, puis fut nommé député à Paris.



AUJOURD'HUI DISPARUE, LA COUR DES COMPTES, RUE DES CARMES.

Par l'intermédiaire du duc de Montmorency-Luxembourg, l'académicien rencontra le musicien en juin 1758. Les deux hommes sympathisèrent, et de retour à Rouen, Estienne-François Boistard de Prémagny envoya à Jean-Jacques Rousseau une lettre qu'il avait écrite huit ans plus tôt. Suite à la lecture du *Discours de Dijon*, cette épître fait le panégyrique de la simple vie, " à l'écart du tumulte de la ville et de ses intrigues ". Cela n'empêcha pas, Estienne-François Boistard de Premagny d'y prendre



PORTRAIT DU GOUVERNEUR DE LA VILLE DE ROUEN, ET DE LA PROVINCE DE NORMANDIE, LE DUC DE MONTMORRENCY - LUXEMBOURG

part, lors de la Querelle des bouffons, en prononçant à l'Académie un discours intitulé *Observations sur la musique et sur le genre en harmonique*. S'appuyant sur les principes des Anciens, Prémagny réfute *Les Réflexions de Rameau sur la manière de former la voix, et d'apprendre la musique, et sur nos facultés en général pour tous les Arts d'exercices*, parues dans le *Mercure* d'octobre 1752. Il conclut en faisant l'éloge de la musique italienne qui le range du côté de Rousseau et des Encyclopédistes : "Cédons s'il le faut pour un temps, la palme aux italiens pour les symphonies et les ariettes, et hâtons-nous de les égaler sur cet article."
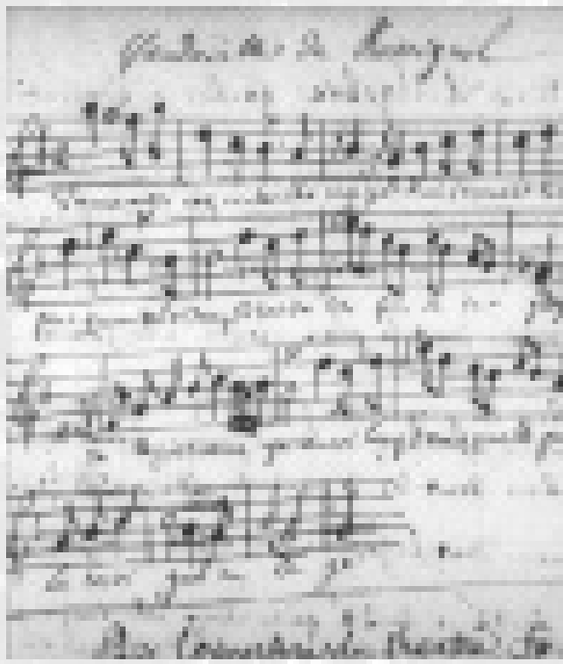
Boistard de Prémagny fut baptisé le 22 août 1708 en la paroisse de Saint-Ouen-Sainte-Croix, et inhumé le 4 février 1767 en la paroisse Sainte-Croix-des-Pelletiers. Il reçut les principaux sacrements du rite catholique, et fit ses études chez les jésuites. Il n'est cependant pas indifférent à d'autres formes d'expressions doctrinales. Parmi les allocutions faites à l'Académie, certaines traitent d'exégèse biblique, s'intéressent à la question de l'expulsion des Juifs chez Suétone, ou

bien traduisent deux épîtres de saint Clément le Romain. En 1764 il publie une traduction française d'un choix de Psaumes. Sa correspondance nous apprend également qu'il aime à "chanter [les] versets choisis, ou, avec la basse figurée de Philibert [?-St Barthélémy-1572], ou encore à quatre parties de Goudimel [1514/20-massacré en 1572], ou avec les quatre en contrepoint de Claudin Le Jeune [1528/30-1600].", ce qui dénote une certaine proximité avec le rite protestant, tous ces compositeurs étant de cette confession. D'ailleurs, Prémagny transmit son courrier au citoyen de Genève par l'intermédiaire de Le Maignen, protestant.

En 1763, lorsque Rousseau est déclaré de prise de corps par le Parlement de Paris en raison des opinions religieuses développées dans l'*Émile*, Prémagny lui offre asile, justifiant son invitation par le fait que l'opéra le plus célèbre du philosophe, *Le Devin du village* était joué à Rouen cette saison-là.

Charles Louis Denis Ballière de Laisement

Ballière de Laisement (1729-1800) est reçu apothicaire à Rouen en 1756 où il est établi depuis dix ans. Esprit éclectique, il publie plus d'une vingtaine d'ouvrages scientifiques dans des disciplines aussi variées que la chimie, les mathématiques, la logique, la littérature, la musique, ainsi que plusieurs traductions du latin et de l'anglais. C'est également un homme de théâtre. Parmi ses papiers, on trouve, outre quelques airs de musique, des discours d'ouverture de saisons théâtrales. On lui doit aussi pas moins de sept opéras comiques, créés à Rouen, avant d'être représentés dans la capitale. En novembre 1755, il prononce à l'Académie un discours intitulé *Observations sur le rapport mécanique de la musique à la poésie, ou réflexions sur l'art d'ajuster des paroles sur un air et un air sur des paroles.* On reconnaît là les intérêts du vaudevilliste débattant de prosodie. Un des exemples de son allocution est justement le rondeau du *Devin*. Un peu plus loin dans le texte, il ose même corriger la mise en forme du vaudeville. Tout comme le texte de Prémagny, celui de



EXTRAIT DU *ROSSIGNOL*, OPÉRA COMIQUE DE BALLIÈRE DE LAISEMENT, CRÉÉ À ROUEN LE 8 OCTOBRE 1751, AUTOGRAPHE DE L'AUTEUR

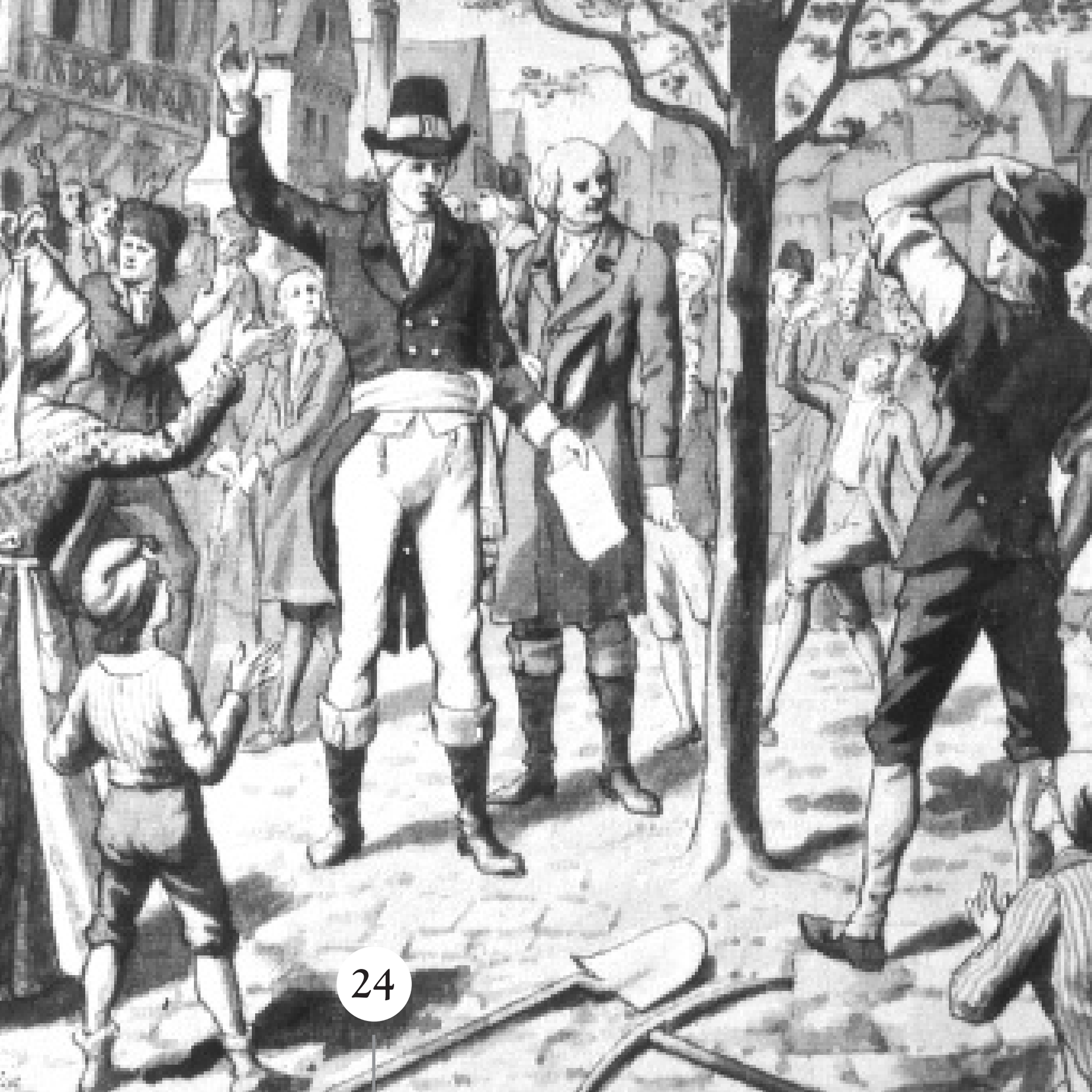
Ballière n'est pas indifférent aux propos contenus dans *La Lettre sur la musique française*. Le texte de Ballière insiste sur le fait que les Italiens ne possèdent pas dans leur langue de syllabes vraiment muettes. L'Académie de Rouen prenait donc part à la Querelle des bouffons et ce par la voie de son secrétaire qui affichait son penchant en faveur de Jean-Jacques Rousseau contre Rameau.

L'œuvre majeure de Ballière est une *Théorie de la musique*, publiée en 1764, grâce à laquelle il entre en relation avec Rousseau, et parue quatre ans avant le célèbre *Dictionnaire de Musique* de ce dernier. Rousseau enthousiasmé par cette *théorie* complimente son auteur en ces termes : "Que ne donnerais-je pas pour avoir pu consulter votre ouvrage ou vos lumières il y a dix ou douze ans lorsque je travaillais à rassembler les articles mal digérés que j'avais faits pour *l'Encyclopédie* ! [...] Il est trop tard pour revenir maintenant sur mes pas, et il faut que mon ouvrage reste avec toutes ses fautes, ou qu'il soit dans une autre édition refondu par une meilleure main. Je voudrais, Monsieur, que cette main fut la vôtre." En d'autres termes, Rousseau proposait à Ballière d'être le collaborateur de cet ouvrage fondamental qu'est son *Dictionnaire de Musique*, ouvrage qui allait faire autorité pendant un demi-siècle et être édité plusieurs dizaines de fois avant l'avènement du romantisme.

Mort en 1778, Jean-Jacques Rousseau reste présent dans la conscience rouennaise. Ses réflexions politiques, notamment celles développées dans *Du contrat social*, où il définit une organisation de la société qui défend de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun n'obéit qu'à lui-même et reste aussi libre que dans l'état de simple nature, sont à l'honneur dans les fêtes révolutionnaires rouennaises. Sa musique est également appréciée lors des cérémonies civiques de la République naissante, comme, par exemple, celles de l'arbre de la liberté, où plusieurs airs du *Devin du village* et des *Consolations des misères de ma vie*, recueil posthume de romances, portent des paroles de circonstances qui témoignent de la ferveur continue des Rouennais pour la musique de Rousseau.
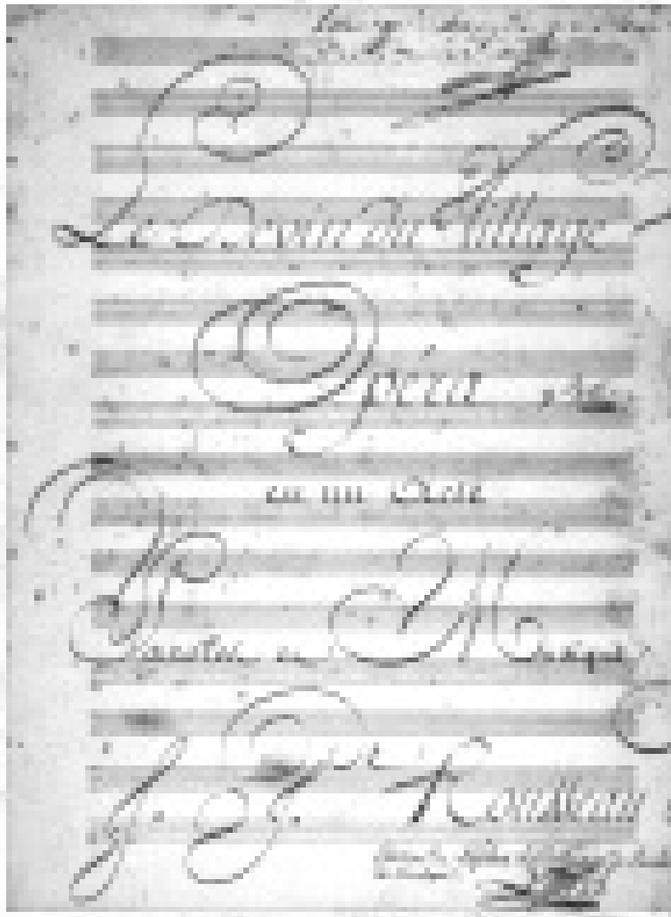


PORTRAIT DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU



Et à l'instar de Paris, qui transfère la dépouille mortelle du grand homme au Panthéon le 11 octobre 1794, Rouen organise à la même date sa propre commémoration.

Le Devin du village connut pas moins de quatre cents représentations parisiennes. Il en a été dénombré près d'une centaine sur la scène lyrique rouennaise. Leur originalité est sans aucun doute l'orchestration de Lefebvre, bibliothécaire de l'Académie de musique. Elle fut composée en 1803, pour la reprise de l'intermède par les célèbres artistes parisiens Louis Nourrit et Madame Caroline Branchu.

La Bibliothèque Municipale de Rouen conserve l'unique exemplaire connu au monde de cette réorchestration. Et c'est sous cette forme, enrichie d'apports spécifiquement rouennais, que cet opéra, l'un des plus commenté de la deuxième moitié du XVIII^{e} siècle, fut représenté une cinquantaine de fois au Théâtre de Rouen jusqu'en 1827.



PAGE DE TITRE DE L'INTERMÈDE DE ROUSSEAU RÉORCHESTRÉ PAR LEFEBVRE, VERSION UNIQUE SIGNÉE DE LA MAIN DE L'AUTEUR

PLANTATION D'UN ARBRE DE LA LIBERTÉ, CARTE POSTALE DE 1820

Vues les intentions de Messieurs Lecat et Cideville, l'ami de Voltaire, il parait peu probable que Jean-Jacques Rousseau soit venu à Rouen. D'ailleurs, dans une lettre à la duchesse de Montmorency-Luxembourg datée de juillet 1760, il écrit qu'il se "souciera toujours fort peu du sort de la Normandie, quand Monsieur le Maréchal n'y sera pas".

Cependant, en juin 1767, après son voyage en Angleterre via Calais, Rousseau trouve asile à Trie-le-Château (dans l'Oise proche de Gisors), où il reçoit des nouvelles de ses malles qui sont... à Rouen !

Par ailleurs, fait non relevé par les biographes de Rousseau, un article paru dans les *Annonces, Affiches et Avis divers de Normandie* du 6 septembre 1771 assure que "nous possédons en notre ville le fameux Jean-Jacques Rousseau ; ci cela est il garde l'incognito". Pourtant, on sait que, la veille encore, il herborisait à Paris...

François Harou

Nouveau tirage à 10 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : août 2003. N°ISBN 2 - 913914-49-7
3ème édition revue et corrigée
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Remerciements :
à la Bibliothèque Municipale de Rouen pour sa collaboration.

Photographies :

© Bibliothèque Municipale de Rouen

Pour en savoir plus :

Abbé TOUGARD, *Documents concernant l'Histoire littéraire du XVIII^e^ conservés aux archives de l'Académie de Rouen*, Paris Rouen, 1912.
R. Leigh et allii, *Correspondance complète de J.-J. Rousseau, Genève Oxford, Institut et Musée Volatiree, 1965-1998.*
Discothèque Saint Sever, Jean-Jacques Rousseau, *Le devin du village CBS (76-716) 1978.*

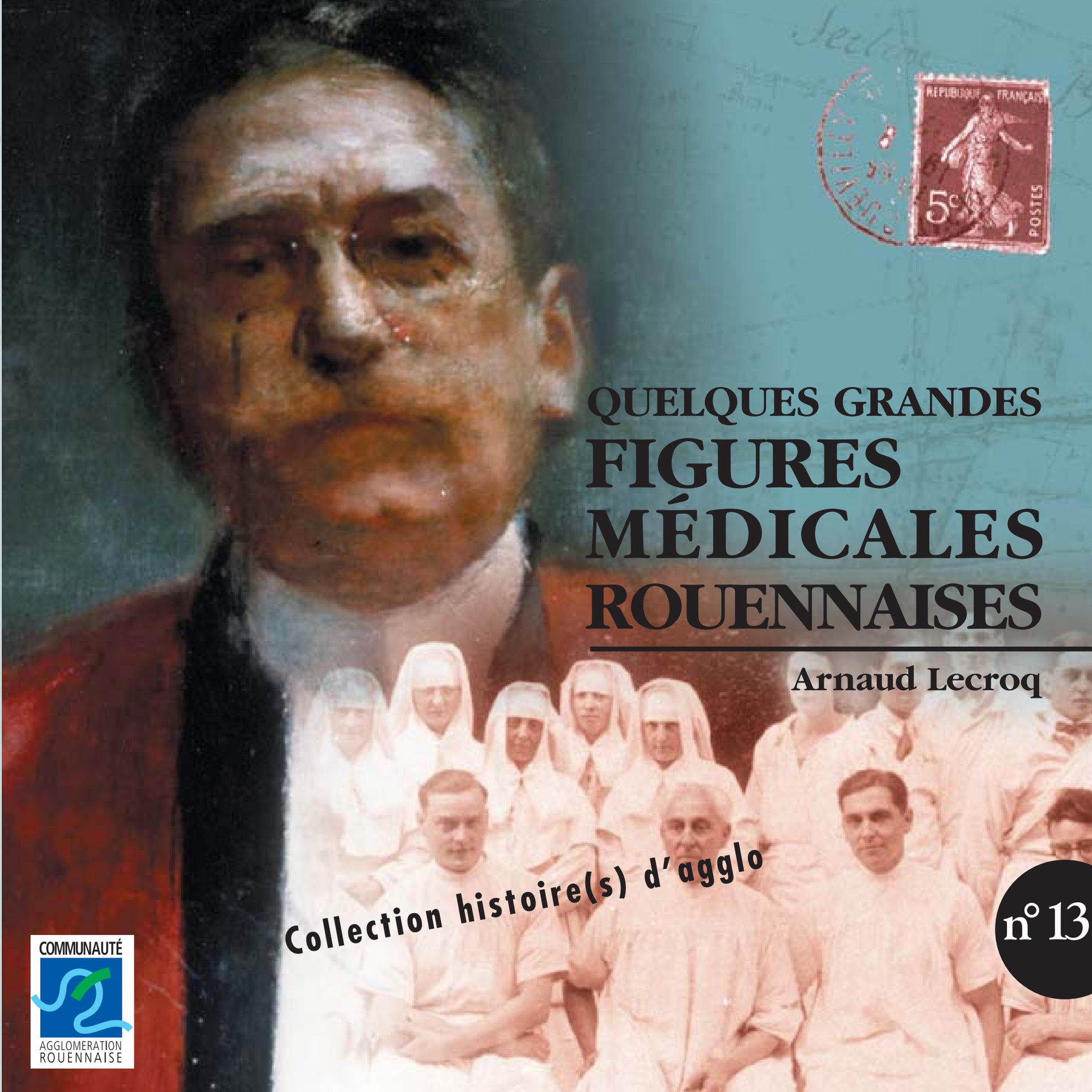


LA TOUR « JEAN-JACQUES », À TRIE-LE-CHÂTEAU OÙ ROUSSEAU VÉCUT À SON RETOUR D'ANGLETERRE EN 1767.

Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime
- n°7 Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime
- n°9 Mémoires de Guerres I La Rive gauche de 1870 à 1914
- n°10 Mémoires de Guerres II La Rive gauche de 1914 à 1940
- n°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- n°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



QUELQUES GRANDES FIGURES MÉDICALES ROUENNAISES

Arnaud Lecroq

Collection histoire(s) d'agglo

n° 13

COMMUNAUTÉ
AGGLOMERATION
ROUENNAISE

Ce projet est à l'initiative de la Commission Activités et Équipements Culturels de la Communauté de l'agglomération rouennaise.

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Frédéric David - Jérôme Decoux - François Foutel
- Fanny Germain - Claude Lainé - Arnaud Lecroq - Serge Martin-Desgranges
- Jean-Yves Merle - Pierre Olingue - Clément Pomerat - Jean-Robert Ragache
- Philippe Renault - Fabrice Ricque - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Activités et Équipements Culturels
de la Communauté de l'agglomération rouennaise
Serge Martin-Desgranges
Samuel Neufville

Maquette et mise en page :

Stéphanie Marc

Contact :

Service Activités et Équipements Culturels

Communauté de l'agglomération rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Généralistes ou spécialistes, libéraux ou hospitaliers, les descendants d'Hippocrate restent les gardiens de notre santé. Rouen fait partie de ces villes qui ont compté et comptent encore d'illustres médecins. Voyageant à travers la ville et sa périphérie au service de leurs patients, si quelques-uns ont su mener de front une carrière locale et être reconnus internationalement, tous se sont illustrés dans notre capitale normande. Certains d'entre eux se sont distingués par leur implication locale (Brunon), leur précocité (Le Cat), leurs travaux scientifiques (Dévé et Nicolle), leur héroïsme (Derocque) ou tout simplement parce que, longtemps tombés dans l'oubli, leur notoriété passée à refait surface.

** Les mots signalés par un astérisque tout au long du texte sont expliqués dans le glossaire en page 27.*

Claude-Nicolas LE CAT



PORTRAIT
DU CHIRURGIEN
CLAUDE-NICOLAS LECAT

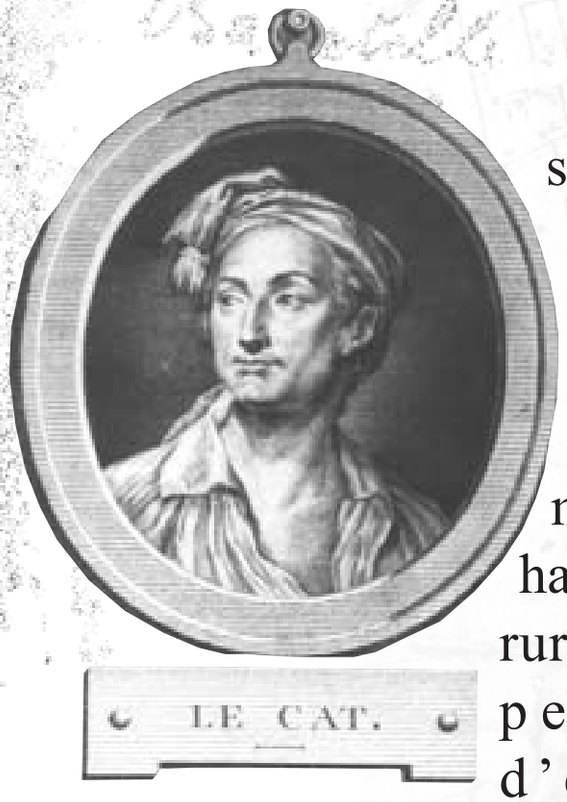
S'il est des grandes figures médicales rouennaises, Claude Nicolas Le Cat peut être considéré comme le premier représentant d'une importante lignée. La rue longeant l'entrée officielle de la Préfecture et un amphithéâtre de l'Hôpital Charles Nicolle rappellent encore son importance. Petit-fils et fils de chirurgiens, Le Cat naît le 6 septembre 1700 à Blérancourt (Picardie). Tenté par l'état ecclésiastique puis par l'architecture militaire, il s'oriente définitivement vers les études médicales. Il recevra ses premières leçons

de son père avant de poursuivre ses études à Paris en 1724.

Arrivé à Rouen, il officie dès 1728 auprès de Monseigneur de Tressan, archevêque de Rouen et ami de Louis XV. En 1731, grâce à d'importants appuis, Le Cat obtient la place de chirurgien-adjoint-major de l'Hôtel-Dieu de Rouen, bien qu'il n'ait encore aucun diplôme. Il sera reçu docteur en médecine en janvier 1733 et maître en chirurgie en mai 1734.

Il débute alors une carrière prestigieuse de chirurgien et d'enseignant. Il ouvre un cours public et gratuit d'anatomie et d'opération qui rencontre rapidement un énorme succès. Des femmes assisteront même à ces cours, à une époque où leurs capacités intellectuelles étaient sous estimées. En 1736, la Ville de Rouen lui concède l'étage de la Porte Bouvreuil pour assurer son enseignement dans de meilleures conditions. Deux ans plus tard, il sera nommé professeur et démonstrateur royal en anatomie et chirurgie.

Le Cat est aussi un chirurgien renommé, particulièrement en urologie et en ophtalmologie. Reconnu par tous comme un expert dans l'opération de la **taille latérale***, il mettra au point un instrument plus maniable pour réali-



ser cette opération, le gorgeret cystotome. Son habileté chirurgicale lui permettra d'effectuer des opérations novatrices et audacieuses à cette époque. En 1758, lors de l'installation du nouvel Hôtel-Dieu, Le Cat en devient le premier chirurgien-chef, logé dans les locaux de l'établissement.

Esprit encyclopédique et illustre représentant du Siècle des Lumières, il participe activement au développement de la vie culturelle et intellectuelle rouennaise. Membre fondateur de l'Académie Royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts, il en sera vice-président puis président en 1745. En 1752, il est nommé secrétaire perpétuel pour les sciences. Il y effectuera un nombre impressionnant de communications.

Bibliophile et curieux de tout, il se constitue une riche bibliothèque et un cabinet de curiosités très prisé à l'époque.

Il décède le 20 août 1768, laissant son élève et gendre, Jean-Pierre David, lui succéder au poste de chirurgien-chef de l'Hôtel-Dieu.

Jean & Henri Pillore



PORTRAIT DE HENRI PILLORE,
PROFESSEUR D'ANATOMIE À L'ÉCOLE DE MÉDECINE DE ROUEN,
MÉDECIN-EN-CHEF À L'HÔTEL-DIEU

En 1742, cherchant un adjoint de valeur pour le décharger de ses trop nombreuses tâches, Le Cat choisit à Paris un jeune languedocien nommé Jean Pillore (1722-1804).

Devenu Maître en chirurgie, celui-ci devait jouir à Rouen et dans toute la province d'une forte notoriété illustrée, en 1776, par la réalisation du premier anus artificiel de l'histoire de la chirurgie. De ses douze enfants, deux se destineront à la médecine et à la chirurgie. Ainsi Henry Pillore (1771-1842) qui recevra

sa formation dans la Faculté de Montpellier pendant la Révolution, aura un fils unique, prénommé Henri, dont la notoriété médicale ultérieure égalera celle du grand-père. Actuellement, seul le Pavillon Pillore de l'hôpital Charles Nicolle et une rue à l'ouest de l'ancien Hôtel-Dieu conservent le souvenir, à Rouen, de ce remarquable médecin. Henri Pillore naît le 14 septembre 1807, rue de Fontenelle. Elève à l'actuel lycée Corneille, bachelier, il poursuit ses études à la Faculté de Médecine de Paris. Alors encore étudiant, Pillore fera plus que son devoir lors de la terrible épidémie de choléra de 1832. Son doctorat de Médecine en poche, il revient à Rouen sur la sollicitation pressante de son entourage alors qu'une carrière parisienne brillante pouvait s'offrir à lui. Il est nommé chirurgien-adjoint à l'Hospice Général le 2 janvier 1836. Dix ans plus tard, il prend la direction de la maternité de l'Hôtel-Dieu. Professeur-adjoint puis titulaire d'anatomie et de physiologie à partir de 1848, il fut le contemporain de Flaubert (père et fils) et du naturaliste Pouchet. En avance sur son temps, un quart de siècle avant les travaux de Pasteur, Henri Pillore exigeait dans sa maternité une hygiène rigoureuse. Il n'eut de cesse que l'administration transforme les salles communes de la gésine en chambres individuelles faciles à nettoyer. Il pensait également que l'isolement des accouchées limiterait

les risques de propagation de ce fléau qu'était à l'époque la **fièvre puerpérale***.

Enseignant de valeur, très proche de ses élèves, le professeur Pillore fut emporté prématurément le 27 février 1855, à 47 ans. Préférant donner tout son temps, ses efforts et son savoir au chevet de ses patients, Henri Pillore n'aura pas eu le loisir de laisser des écrits scientifiques significatifs, ce qui peut en partie expliquer son oubli.



LE PAVILLON PILLORE

Trop nombreux, de valeur très inégale, d'efficacité contestée, les médecins de la première moitié du XIXe siècle ne profitèrent pas de l'enrichissement de la bourgeoisie. Pourtant, dans ce contexte difficile, Pillore jouit d'une grande aisance financière confortée par un mariage tardif avec une riche veuve. Décédés sans postérité, son épouse et lui firent à la Ville de Rouen un legs de 200.000 francs or pour mener à bien la construction d'une maternité à l'Hospice Général. Il léguait également une très importante bibliothèque médicale, actuellement partagée entre la Faculté de Médecine et le Musée Flaubert. Enfin, la mère d'Henri Pillore pour perpétuer le souvenir de son fils cédait à la ville de Rouen un capital de 20.000 francs or dont le revenu financera un prix annuel de médecine qui fut décerné pendant près d'un siècle. La Ville de Rouen, tardivement reconnaissante, honorera le nom de Pillore trente ans après son décès en nommant ainsi la rue comprise entre les rues Flaubert et de Tanger. Diminué de ces legs, l'héritage encore conséquent fera le bonheur et l'aisance d'une petite cousine et de son mari dont les petits enfants acquièreront une notoriété mondiale dans l'histoire de l'art moderne : Marcel Duchamp, Jacques Villon et Raymond Duchamp-Villon.

Raoul Brunon

Contemporain des Duchamp-Villon, médecin réputé et défenseur du patrimoine et des Belles Lettres, le docteur Raoul Brunon s'est principalement illustré par l'extraordinaire activité qu'il a su déployer au cours de sa vie. Né le 13 août 1854, élève au Lycée Corneille, à l'Ecole de Médecine de Rouen puis interne des Hôpitaux de Paris, il est nommé docteur le 21 avril 1887, date à laquelle il revient s'installer dans sa ville natale. Avec quelques amis il fonde *La Normandie médicale*, revue promue à un brillant avenir. Médecin-chef des Hôpitaux de Rouen



PORTRAIT DE RAOUL BRUNON

(1889), professeur à l'Ecole de Médecine, il en devient le Directeur en 1895. Toutefois, étant l'une des principales notoriétés médicales de la capitale normande, le docteur Brunon verra d'un mauvais œil l'arrivée d'une nouvelle génération de médecins portée par l'influence du pastorisme et les récentes découvertes de la médecine. Parmi eux, Charles Nicolle, qui subira plus que quiconque cette pression puisqu'en tant que Chef du laboratoire de bactériologie, son supérieur direct n'est autre que le Directeur de l'Ecole de Médecine. Ces problèmes relationnels seront l'une des causes de son départ pour Tunis en 1902.

Fortement intéressé par les questions d'hygiène et de **prophylaxie***, Brunon rédigea de nombreux rapports principalement sur l'alcoolisme et la tuberculose. En 1913 parait *La tuberculose pulmonaire, maladie évitable, maladie curable*. Il y fait l'historique de la maladie, son mode de contagion et insiste grandement sur le rôle de l'air confiné et de l'alcoolisme dans le développement de l'affection. En 1914, il a 60 ans lorsque la guerre éclate. Il est alors affecté comme médecin puis

médecin-chef à l'hôpital auxiliaire n°3 de l'Union des Femmes de France, installé dans les locaux de l'Ecole normale d'instituteurs dès septembre 1914. Engagé, grand orateur, Raoul Brunon se devait d'entrer en politique. Elu conseiller municipal en 1919 puis en 1925, il ne profitera malheureusement pas du ballottage de 1929. En tant que délégué du Conseil municipal au sein de la Commission administrative des Hospices civils de Rouen, il participera activement aux projets de réorganisation des établissements hospitaliers. Son passage à la Mairie lui permettra de s'intéresser aux ques-



M. le Docteur BRUNON

tions d'hygiène qui lui tiennent à cœur mais aussi de s'imposer comme le défenseur du patrimoine rouennais.

En effet, Brunon va user de sa notoriété et de sa fougue pour sauver de la destruction la Maison de la rue Saint Romain (1900) ou encore pour réhabiliter la Place du Vieux Marché en mémoire de Jeanne d'Arc (1919).

Parallèlement, avec son élève et futur collègue, le docteur Lecaplain, et avec l'aide de l'Association des anciens élèves de l'Ecole de Médecine, il entreprend dès 1901 une politique d'acquisition d'objets anciens issus de fouilles archéologiques et principalement d'instruments médicaux. Après de nombreuses années d'errance à travers différents services, la collection se fixera dans l'ancien logement de fonction d'Achille Cléophas Flaubert (père de l'écrivain Gustave Flaubert) où se situe encore l'actuel Musée Flaubert et d'Histoire de la Médecine.

Décédé à Rouen le 14 octobre 1929 dans sa maison rue Saint-Patrice après trois semaines de maladie, il sera inhumé au Cimetière Monumental le 17 octobre.



PHOTOGRAPHIE
DE CHARLES NICOLLE

Charles Nicolle

Son grand rival, Charles Nicolle, naît à Rouen le 21 septembre 1866. Comme la plupart des enfants issus des classes aisées, il fréquente le lycée Corneille où son père et ses frères s'étaient déjà illustrés. Très instruit, principalement dans les matières littéraires, il suit pourtant la voie tracé par son père, Eugène Nicolle (1832-1884), médecin chef des Hôpitaux de Rouen, et son frère aîné, Maurice (1862-1932), microbiologiste, professeur à l'Institut Pasteur de Paris puis Directeur de celui de Constantinople.

Le second frère, Marcel (1871-1934), artiste peintre, conservateur du Musée de Lille et attaché auprès du Louvre, sera reconnu comme critique d'art. Pour avoir épousé une carrière artistique et non médicale, il sera toujours plus ou moins désavoué par Charles. Elève à l'Ecole de médecine de Rouen en 1884, Charles part ensuite rejoindre son frère à Paris afin de poursuivre ses études. Il s'y perfectionnera aux travaux de laboratoire. Entré à l'Institut Pasteur où son frère aîné l'a précédé, élève de Metchnikoff et Roux, il prépare consciencieusement sa thèse sur le chancre mou qu'il soutiendra en 1893. Docteur en médecine, il s'installe à Rouen au 7, place de la Rougemare. Professeur puis médecin des Hôpitaux (1894), il subit très tôt une surdité handicapante qui le fera s'orienter tout naturellement vers la recherche en laboratoire et plus précisément en microbiologie. Rapidement, il est intégré au laboratoire de bactériologie. L'étape décisive de sa carrière intervient en septembre 1894. Lorsque Roux annonce sa découverte d'un sérum antidiphtérique prometteur par ses résultats, Nicolle se lance dans la préparation de ce sérum : une centaine de vies seront sauvées. L'année suivante un service de sérologie est créé, il en devient le chef de laboratoire. Nicolle travaille alors comme un forcené sur cette nouvelle science

qu'est la microbiologie. Parallèlement, il mène une lutte sans merci contre l'alcoolisme et la tuberculose. Dès 1899, il milite avec les docteurs Halipré et Cotoni pour la création d'un sanatorium dans la forêt du Rouvray. L'année suivante, il est nommé médecin-chef de l'Hospice Général. Le sanatorium, inauguré en 1905, devenu établissement départemental à partir de 1946, sera rattaché par convention au C.H.U. de Rouen en tant qu'hôpital de long séjour en 1968. Toutefois, malgré l'immense succès de ses actions et de son cours de microbiologie, sa situation matérielle se détériore. Il ne peut obtenir un autre statut que professeur-suppléant, sa clientèle privée s'est vue diminuée par son acharnement à ses recherches et le laboratoire de bactériologie souffre de la mauvaise volonté du docteur Brunon. Affecté par ces luttes continuelles, Nicolle préfère abandonner sa

vie rouennaise. En 1901, on lui propose la direction de l'Institut Pasteur de Tunis. Après maintes réflexions, il donne sa démission et débarque à Tunis le 23 décembre 1902. Explorateur infatigable et assoiffé de connaissances, il voyage et parcourt tant qu'il peut la Tunisie. Ses recherchent l'orientent dès 1903 à lutter contre un grand nombre de maladies dont **le typhus exanthématique***.

C'est dans le cadre de ce travail qu'il découvre en 1909 la transmission de ce fléau par le pou. Cette découverte épargnera de nombreuses vies surtout durant la Première Guerre Mondiale et lui vaudra le Prix Nobel de Médecine en 1928.
Auteur de la notion de « maladies inapparentes », il tentera de faire admettre qu'un porteur sain puisse être à l'origine d'une épidémie.
Il est rapidement reconnu comme un grand chercheur et entame alors une brillante carrière. Chercheur intransigeant et rigoureux, érudit et écrivain, il restera très attaché à sa ville natale et à ses amis restés en France. Il demeure membre correspondant de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen de 1920 à sa mort et publiera dans *le Journal de Rouen* des contes et nouvelles. Un buste sera inauguré le 6 décembre 1930 dans les locaux de l'Ecole de Médecine.

Il décède à Tunis, ville et pays qui l'avaient adopté et accueilli comme l'un des siens, le 28 février 1936.

En reconnaissance pour ses travaux, le Conseil d'administration de l'Hôpital Général de Rouen décide, en 1953, de nommer l'établissement Hôpital Charles-Nicolle. Une cérémonie officielle entérinera cette décision le 15 février 1964.



CHARLES NICOLLE DEVANT L'INSTITUT PASTEUR DE TUNIS

André Derocque

Lors du départ de Nicolle pour Tunis, Pierre Derocque (1872-1934), l'un de ses grands amis, est alors chirurgien des Hôpitaux de Rouen. S'il fut l'un des principaux organisateurs de la lutte contre les maladies vénériennes à Rouen dès 1900, son fils se fera plus connaître malgré une carrière relativement courte. Né à La Bouille le 6 août 1898, brillant élève du lycée Corneille, André Derocque s'oriente tout naturellement vers la médecine. Pour être près de son père mobilisé, il entame ses études à Amiens en 1915.

Patriote, il s'engage le 4 septembre 1916 dans le 62e régiment d'artillerie de campagne. Sorti de l'Ecole militaire de Fontainebleau, il rejoint le front où il restera jusqu'à la fin de la campagne. Sous-lieutenant en 1918, il termine la guerre avec deux blessures et quatre citations. A la fin du conflit, il reprend ses études à Rouen puis à Paris où il est reçu docteur en 1926. Parallèlement, il poursuit sa carrière militaire et accède au grade de lieutenant en 1923. Chirurgien-adjoint des



Hôpitaux de Rouen en 1927, professeur à l'école de Médecine, il est nommé chirurgien-chef en 1932. Quatre années plus tard, il est promu capitaine d'artillerie de réserve.

Lorsque la guerre éclate, il refuse d'être incorporé au service de santé et préfère conserver son rôle de combattant.

Il s'en explique dans une lettre à sa femme : « Je veux rester artilleur parce que si chacun voulait cher-



PIERRE ET ANDRÉ DEROCQUE À L'HÔTEL-DIEU

cher s'il n'y a pas pour lui une fonction à l'intérieur correspondant à ses capacités, il n'y aurait plus que les paysans qui se feraient casser la figure, et ce serait injuste. Le danger doit être aussi égal que possible pour toutes les catégories de Français ».

Le 13 juin 1940, frappé à la tête par un éclat de bombe, André Derocque décède. Il sera inhumé le lendemain dans le cimetière civil de Fère-Champenoise.

Dans une lettre à sa femme, il résumait toute sa vie en une citation : « Jusqu'ici, toute ma vie a été dans le cadre des vues de Vigny : Fais énergiquement ta longue et lourde tâche... ».



PORTRAIT DE ANDRÉ DEROCQUE

Félix Devé

Si Félix Dévé naît avant André Derocque, sa carrière médicale perdure après le décès prématuré de celui-ci. De son père, médecin d'origine elbeuvienne, Félix Dévé, né à Beauvais (Oise) le 10 novembre 1872, en retiendra le goût pour les sciences médicales. Etudiant à Paris à partir de 1897, il est reçu docteur le 18 juillet 1901. Atteignant une renommée internationale, sa thèse de doctorat va causer une véritable révolution dans le domaine de la parasitologie en mettant pour la première fois en évidence l'existence de



PHOTOGRAPHIE DE FÉLIX DEVÉ

l'échinococcose secondaire*, affection qui fait alors des ravages dans certains pays pauvres. De retour à Rouen, il est nommé médecin-adjoint des Hôpitaux puis professeur-suppléant des chaires de pathologie et de clinique médicale et chef des travaux pratiques d'anatomie et d'histologie à partir de 1903.

Mathématique et rigoureux dans son travail, il recours toujours à l'anatomopathologie pour étayer ses recherches cliniques. Médecin-chef à l'Hospice Général dès 1907, il devient professeur titulaire de pathologie médicale en novembre de l'année suivante.

Correspondant de nombreuses sociétés, médecin et professeur, il sera reconnu tant par ses pairs que par ses élèves. Appelé à effectuer son devoir militaire, il est mobilisé comme médecin-aide-major de 1ère classe dans le 3e corps d'armée. De décembre 1914 à mai 1918, il est médecin-chef de l'ambulance 11/3 puis médecin-consultant de la 3e armée jusqu'en janvier 1919 et passe toute la durée de la guerre sur le front. Il y collectera alors de nombreux titres et décorations.

Au retour du conflit, il reprend ses fonctions et devient titulaire de la chaire de clinique médicale qu'il occupera de 1924 à 1940. Ses collègues et principalement ses élèves, seront subjugués par son enseignement et l'étendue de son savoir.

Durant toute sa vie il luttera contre l'échinococcose, y réservant

l'essentiel de son travail de recherche. Il s'agit d'une **parasitose*** provenant d'une variété de **ténia***. Ingéré par le mouton, contaminé en broutant l'herbe souillée, puis transmis au chien par voie naturelle, l'œuf se transforme en larve hydatique. En contact direct avec le chien, l'homme peut devenir un hôte intermédiaire. Dans le cas d'une contamination, l'embryon libéré par l'œuf atteint généralement le foie (60%) ou les poumons. Dans le foie, l'embryon se transforme en **kyste hydatique*** qui, s'il se rompt, entraîne des infestions multiples de l'organisme. Félix Dévé sera le premier à prouver l'existence de cette affection et participera activement à son éradication. Ses découvertes le rendront mondialement célèbre, principalement dans les zones les plus frappées par cette affection : Afrique-du-Nord, Argentine, Balkans, Moyen-Orient, Uruguay.

Voyageur infatigable, dessinateur à ses heures, il accumulera une quantité impressionnante de documents dont la plupart seront malheureusement détruits lors du bombardement de Rouen le 29 avril 1944. Devenu sourd suite à ce tragique événement et assombri par ses conséquences, Félix Dévé décédera à Paris le 1er septembre 1951.



LE PAVILLON DEVÉ - HÔPITEL CHARLES NICOLLE

De ces médecins célèbres, il nous reste le souvenir. Un souvenir rappelé par des monuments (place du Vieux-Marché, maison Saint-Romain), un établissement hospitalier (hôpital Charles Nicolle, pavillons Derocque et Dévé), des noms de rue (Le Cat, Nicolle, Pillore, ...) et une tradition médicale ancestrale.
Lieu de mémoire par excellence, le Musée Flaubert et d'Histoire de la Médecine de Rouen nous rappelle, du Moyen Âge au début du XXe siècle, ce que fut la carrière et la vie de ces médecins.

Arnaud Lecroq
Responsable culturel CHU de Rouen-Hôpitaux de Rouen
membre du groupe d'Histoire des Hôpitaux de Rouen

26

Ce fascicule a été tiré à 20 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetôt
Dépôt légal : octobre 2000. N°ISBN 2 - 913914-10-1
© Communauté de l'agglomération rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Glossaire :

Echinococcose : affection due au développement dans l'organisme de la larve de ténia entraînant la formation de kystes.

Fièvre puerpérale : symptôme général plus ou moins grave chez la femme accouchée dont le point de départ de l'infection est utérin.

Kyste Hydatique : excroissance localisée dans le foie.

Parasitose : terme général désignant toutes les maladies qui ont pour origine des parasites.

Prophylaxie : mesure préventive contre le développement des maladies.

Taille latérale : intervention chirurgicale qui consistait à extraire des calculs (ou pierres) situés dans la vessie du patient.

Ténia : genre de vers parasite de l'homme.

Typhus exanthématique : maladie infectieuse, contagieuse et épidémique, souvent mortelle avant l'apparition des antibiotiques.



Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

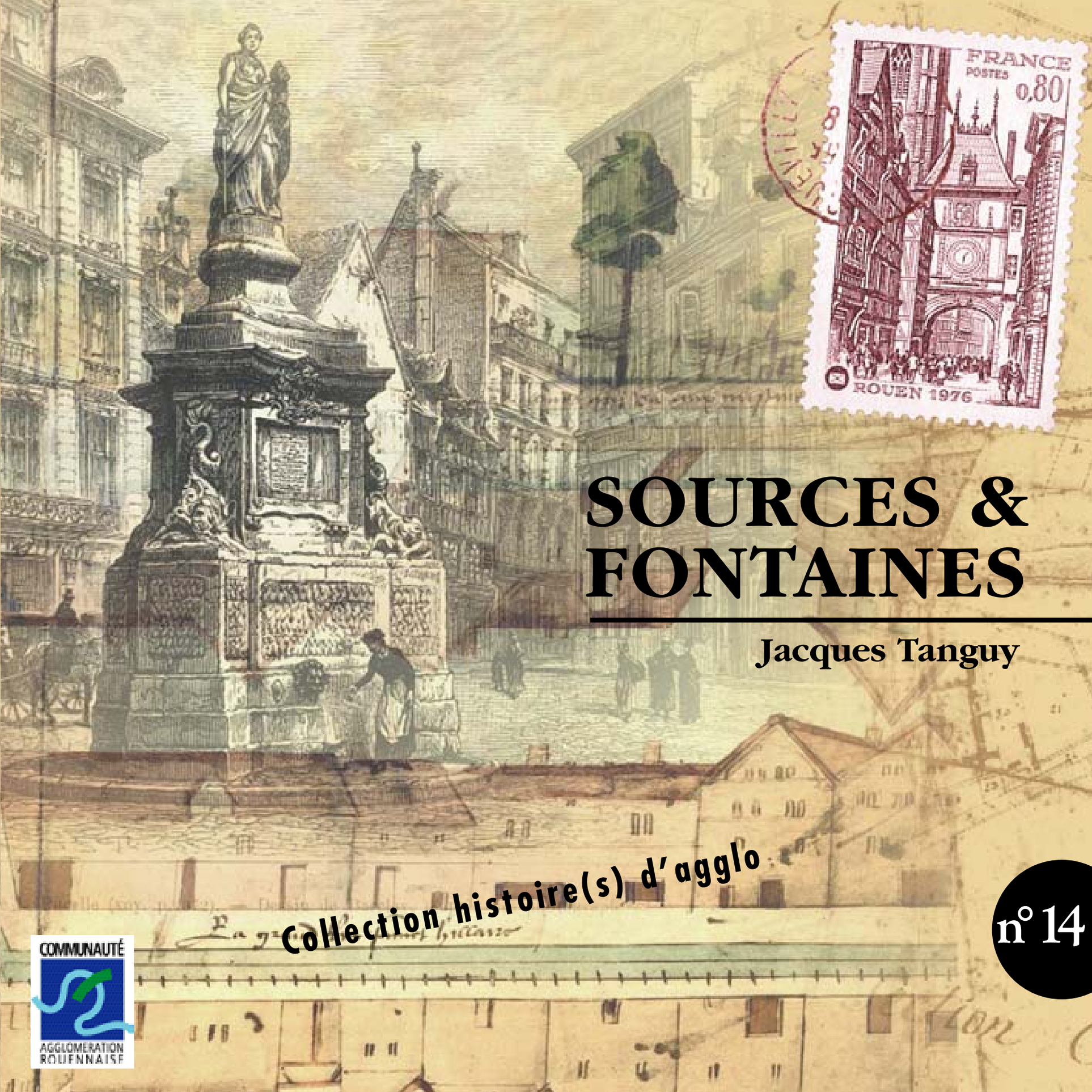
Remerciements :
Remerciements à MM. Feltgen et Maupas pour leur aide précieuse.

Photographies :
© CHU de Rouen
Délégation à la Communication - Photothèque
© Col.part. P.A. Martin

Dans la même collection :

- **n°1** Les Bruyères-Saint-Julien
- **n°2** Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- **n°3** De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- **n°4** Saint Romain De la légende… à la foire
- **n°5** Le Parlement de Normandie 1499-1790
- **n°6** Et la Seine devint maritime
- **n°7** Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- **n°8** Rouen, lieu d'histoire maritime
- **n°9** Mémoires de Guerres I La Rive gauche de 1870 à 1914
- **n°10** Mémoires de Guerres II La Rive gauche de 1914 à 1940
- **n°11** Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- **n°12** Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- **n°13** Quelques grandes figures médicales rouennaises

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



SOURCES & FONTAINES

Jacques Tanguy

Collection histoire(s) d'agglo

n° 14

COMMUNAUTÉ
AGGLOMÉRATION
ROUENNAISE

Ce projet est à l'initiative de la Commission Activités et Équipements Culturels de la Communauté de l'agglomération rouennaise.

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Frédéric David - Jérôme Decoux - François Foutel
- Fanny Germain - Claude Lainé - Arnaud Lecroq - Serge Martin-Desgranges
- Jean-Yves Merle - Pierre Olingue - Clément Pomerat - Jean-Robert Ragache
- Philippe Renault - Fabrice Ricque - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Activités et Équipements Culturels
de la Communauté de l'agglomération rouennaise
Serge Martin-Desgranges
Samuel Neufville

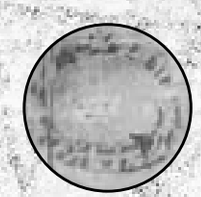
Maquette et mise en page :

Stéphanie Marc

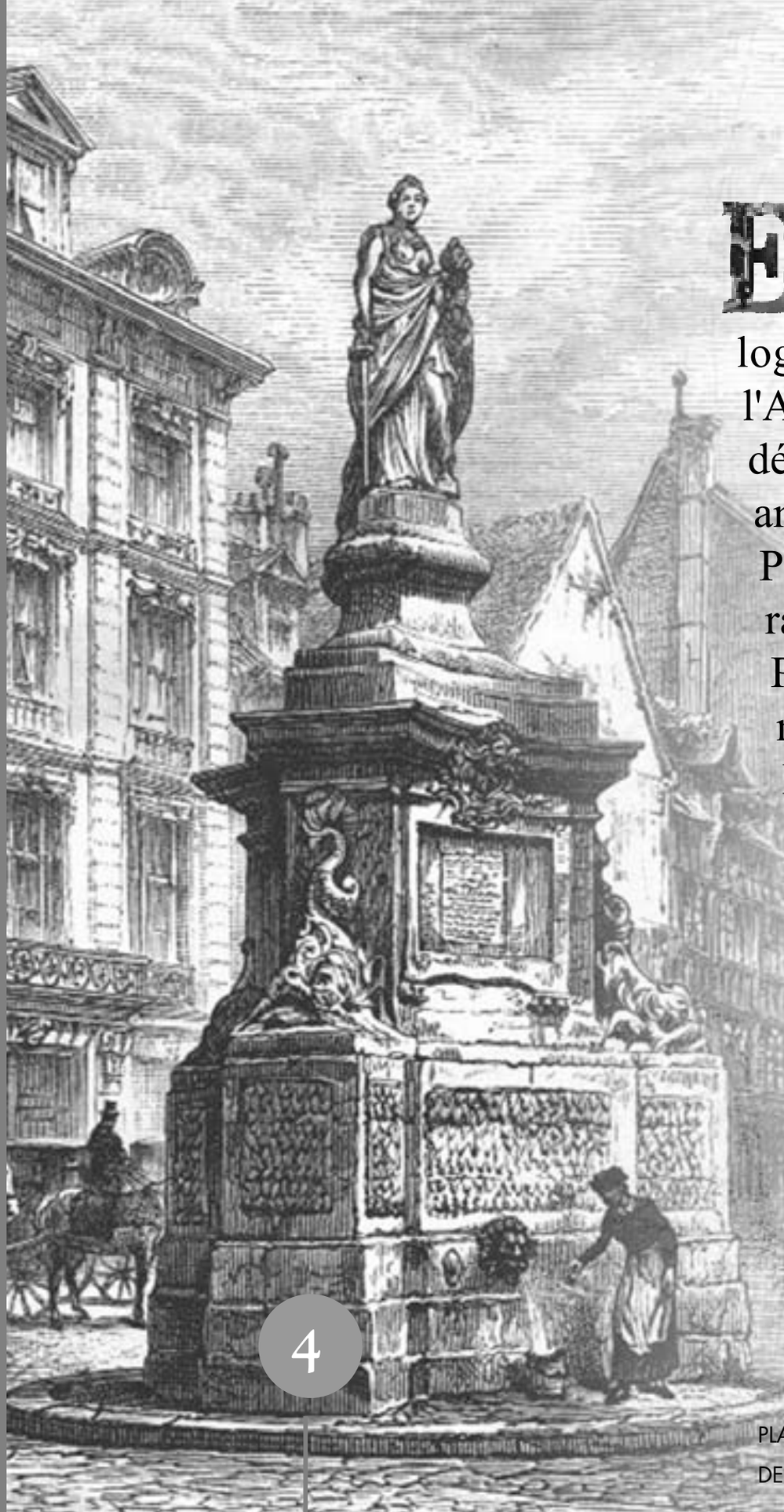
Contact :

Service Activités et Équipements Culturels
Communauté de l'agglomération rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Le problème de l'adduction d'eau est de première importance pour une ville. De toute l'histoire urbaine, ce fut un soucis majeur des autorités que de pourvoir leurs concitoyens en ce précieux liquide. Rouen n'a pas échappé à la règle. En particulier, au début de XVI^{e} siècle, une prise de conscience s'y fit. En même temps qu'on interdisait l'encorbellement des maisons, on organisait l'alimentation en eau. Si des lacunes subsistent dans notre connaissance de l'effort que firent nos ancêtres pour la solutionner, nous sommes certainement l'une des villes qui dispose des plus amples informations à ce sujet. *Le Livre des Fontaines* de Jacques le Lieur, est unique en son genre par sa richesse documentaire.
Cet itinéraire à pour but de nous emmener à la découverte des principales sources et fontaines qui permirent la vie dans notre ville.



Les petites bulles correspondent aux représentations des fontaines dans le livre de Jacques Le Lieur.



En dehors de quelques découvertes, l'archéologie de l'eau dans l'Antiquité reste à faire. La découverte de la fontaine antique de la place de la Pucelle en est l'un des rares souvenirs.

Pour le haut Moyen Âge, nous ne savons pas où les Rouennais puisaient leur eau. Il y a fort à penser que les puits et les rivières faisaient l'affaire.

Il faut attendre 1257 pour qu'un premier texte nous éclaire. La communauté des frères Cordeliers obtînt un branchement sur l'aqueduc de la source Gaalor.

PLACE DE LA PUCELLE,
DESSIN DE BARCLAY, D'APRÈS DES PHOTOGRAPHIES

La Cathédrale disposait d'une source appelée la source Notre-Dame.

C'est au début du XVI^{e} siècle que les choses deviennent plus claires.En l'an 1500, il y a juste 500 ans, la ville et le Cardinal Georges d'Amboise s'entendent pour organiser la captation de la source de Carville à Darnétal. Un aqueduc qui suit la vallée du Robec amène à Rouen l'eau qui alimente les fontaines de la Croix de Pierre, de Sainte-Croix, de Saint-Maclou, du jardin de l'Archevêché. Il termine sa course place de la Calende où il sert à l'hôpital de la Madeleine.

En 1510, la ville décide de capter une autre source située à l'ouest de la ville. C'est la source d'Yonville.

Les travaux durèrent longtemps et ce n'est qu'en 1518 que l'eau atteignit la fontaine de Lisieux, rue de la Savonnerie.

Le système d'adduction d'eau ainsi constitué resta celui de la ville pendant tous les Temps modernes et même un peu au-delà car ce ne fut que dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle que des changements notables lui furent apportés pour donner le réseau actuel.

Le Livre des Fontaines

Nous disposons d'un document exceptionnel pour étudier le système d'adduction d'eau au début du XVI^{e} siècle. Un Conseiller de la Ville du nom de Jacques Le Lieur nous en a laissé une description particulièrement détaillée : c'est le *Livre des Fontaines*.
Ce manuscrit, conservé à la Bibliothèque Municipale de Rouen est tout à fait remarquable. Il date de 1525.

Notre ville est la seule à disposer d'un document aussi ancien et aussi détaillé sur son approvisionnement en eau à cette époque.

Il se présente sous la forme d'un livre composé de trois cahiers décrivant les trois principales sources, les aqueducs et les fontaines. Le notaire-secrétaire du Roi qu'était Jacques Le Lieur a consigné l'histoire de la captation de ces sources, recopié les actes qui les concernaient. Le texte, de la main de Le Lieur, est agrémenté de superbes enluminures.
Accompagnant ces trois cahiers, quatre dessins montrent la ville telle qu'elle était à cette époque.
Le premier de ces dessins est la fameuse Grande Vue de Rouen. Elle a été détachée du Livre et mise dans un cadre au début du XIX^{e} siècle. C'est une vue en perspective de la ville. On y découvre la Seine et ses bateaux, la ligne des fortifications, les toits, les clochers, les collines.

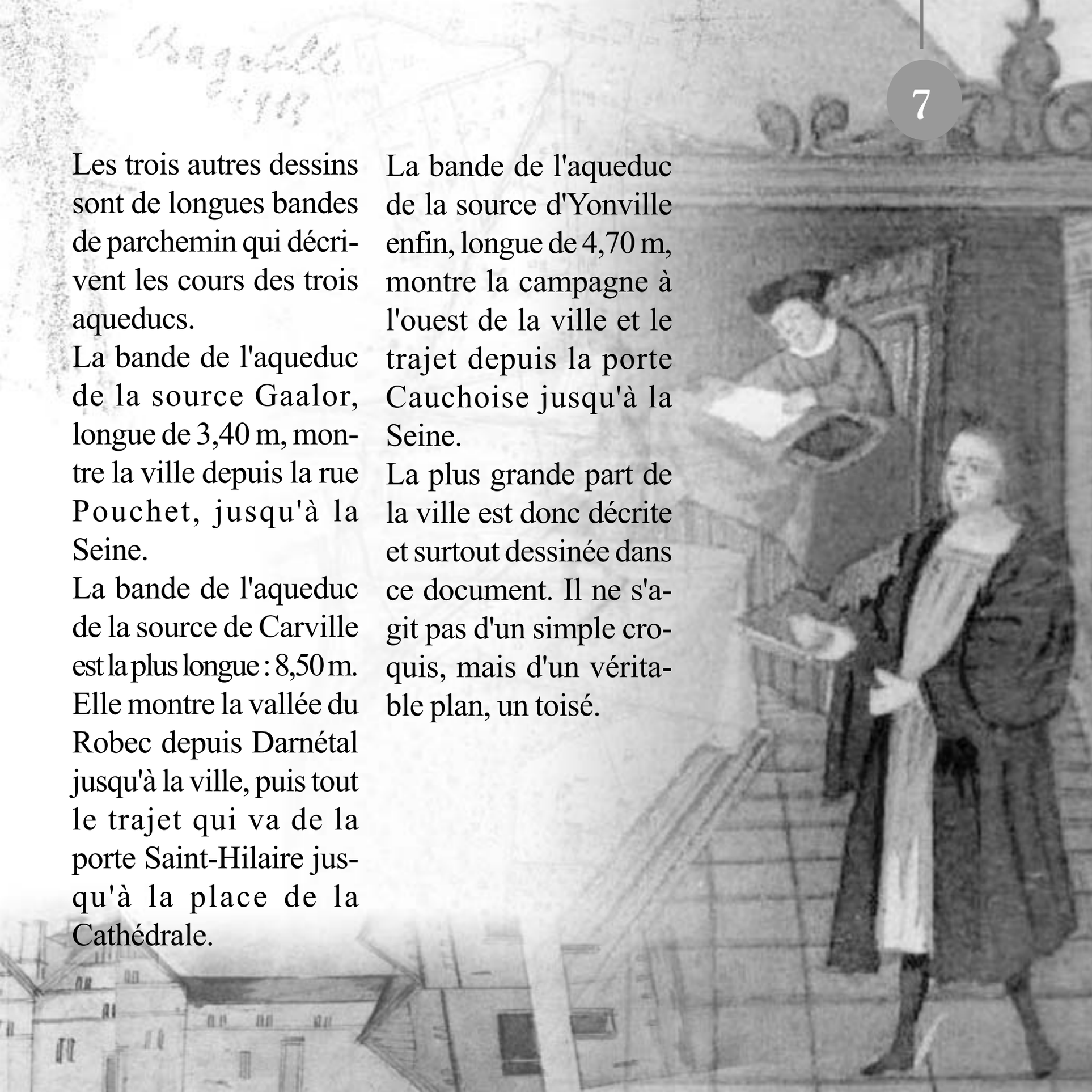
Les trois autres dessins sont de longues bandes de parchemin qui décrivent les cours des trois aqueducs.

La bande de l'aqueduc de la source Gaalor, longue de 3,40 m, montre la ville depuis la rue Pouchet, jusqu'à la Seine.

La bande de l'aqueduc de la source de Carville est la plus longue : 8,50 m. Elle montre la vallée du Robec depuis Darnétal jusqu'à la ville, puis tout le trajet qui va de la porte Saint-Hilaire jusqu'à la place de la Cathédrale.

La bande de l'aqueduc de la source d'Yonville enfin, longue de 4,70 m, montre la campagne à l'ouest de la ville et le trajet depuis la porte Cauchoise jusqu'à la Seine.

La plus grande part de la ville est donc décrite et surtout dessinée dans ce document. Il ne s'agit pas d'un simple croquis, mais d'un véritable plan, un toisé.



La Fontaine Gallo-romaine (1) (cf plan p.27)

La fontaine découverte en 1994 lors de l'édification place de la Pucelle de l'immeuble d'EDF est certainement une des plus anciennes traces du système d'adduction d'eau dans notre ville.

Les archéologues ont daté sa construction de la fin du II^e^ ou du début du III^e^ siècle. Elle avait été abandonnée et détruite à la fin du III^e^ siècle.

L'eau provenait directement de la nappe phréatique.

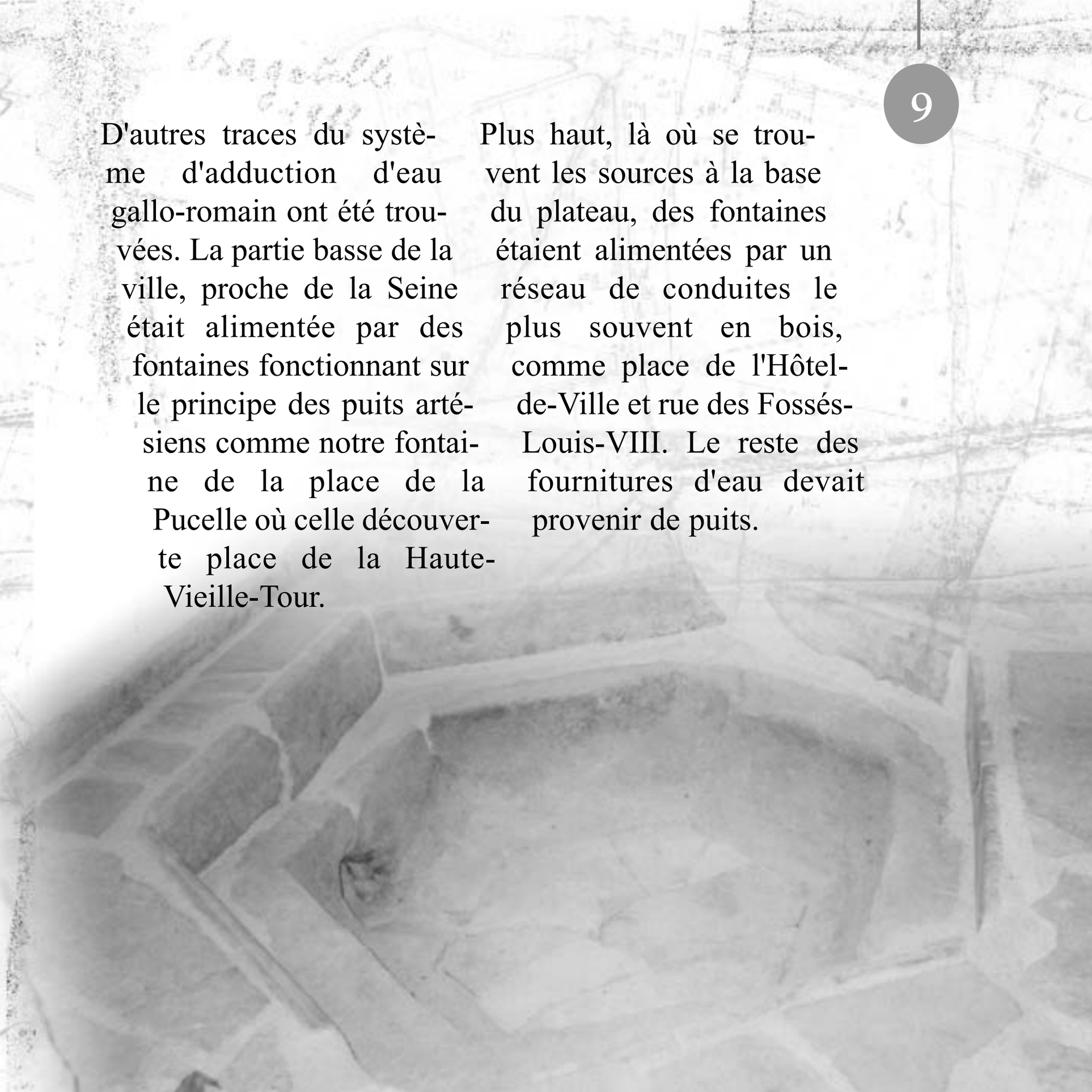
Elle était captée dans une cuve de bois. Elle montait naturellement comme dans un puits artésien et alimentait un bassin taillé dans une seule grosse pierre. L'eau était évacuée par une canalisation en bois.

La fontaine était dans un bâtiment qui a pu être en partie restitué par les archéologues. Au-dessus de la cuve de la fontaine, un toit était supporté par quatre colonnes sculptées.

Il est possible que cette fontaine ait été liée à un culte des eaux. La qualité de la sculpture des colonnes, de la construction dans son ensemble plaide en cette faveur.

D'autres traces du système d'adduction d'eau gallo-romain ont été trouvées. La partie basse de la ville, proche de la Seine était alimentée par des fontaines fonctionnant sur le principe des puits artésiens comme notre fontaine de la place de la Pucelle où celle découverte place de la Haute-Vieille-Tour.

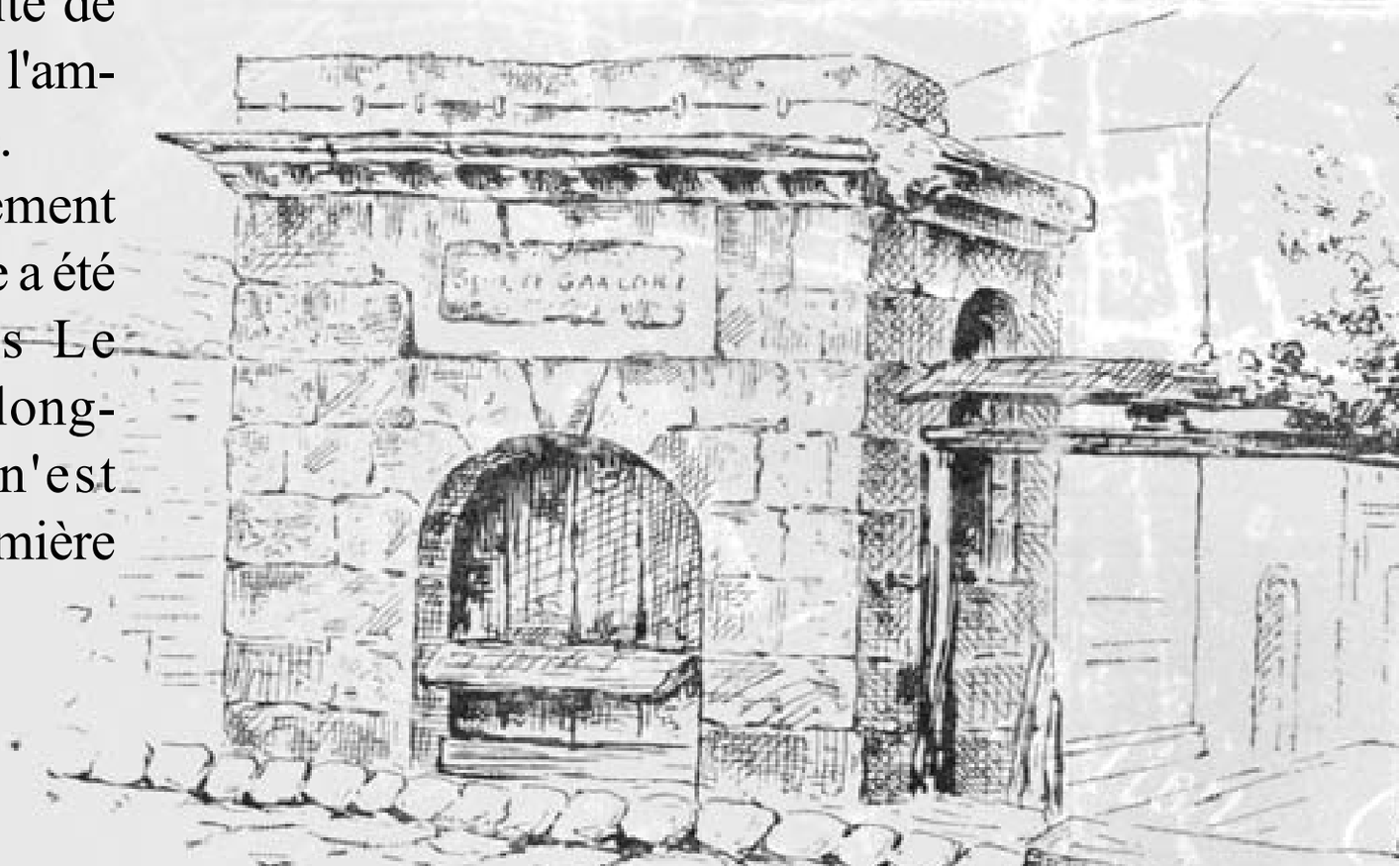
Plus haut, là où se trouvent les sources à la base du plateau, des fontaines étaient alimentées par un réseau de conduites le plus souvent en bois, comme place de l'Hôtel-de-Ville et rue des Fossés-Louis-VIII. Le reste des fournitures d'eau devait provenir de puits.





La source Gaalor

La source Gaalor est la plus ancienne source captée de Rouen.
Son nom proviendrait d'un vieux radical gaulois Gaad qui signifiait la boue.
Elle se trouve à flanc de coteau, à proximité de l'emplacement de l'amphithéâtre antique.
On ne sait exactement quand cette source a été captée. Jacques Le Lieur dit “de si longtemps qu'il n'est memore”. La première date assurée est celle de 1257 lorsque les Cordeliers obtinrent de son eau. On a pourtant de fortes présomptions que la captation était antérieure. Les moines de Saint-Lô prétendaient que leurs droits sur la source étaient beaucoup plus anciens.
La source se trouvait dans une grotte creusée dans le roc. Elle n'était pas à l'air libre comme le laisse à penser le dessin de Jacques Le Lieur. En1710, la ville construisit un escalier qui partait de la rue Porcherie (maintenant rue Pouchet). Jusqu'au



siècle dernier, un petit édifice donnait accès à cet escalier de descente. La plaque qui se trouvait au-dessus de la porte a été conservée. Elle est maintenant dans le couloir d'accès. La chambre de captage a un diamètre de 2,65 m et est en pierre de taille. Une inscription cite Geuffray Ballue, maître des ouvrages et donne la date de 1582. L'eau sourd au fond d'un bassin central d'où part l'aqueduc.

Jacques Le Lieur indique qu'il y avait là une image de Notre-Dame. Les mesures effectuées au XIX^{e} siècle ont montré que le débit devait être de l'ordre de cinq litres par seconde. Les fontaines n'en recevaient qu'une faible partie du fait des déperditions.

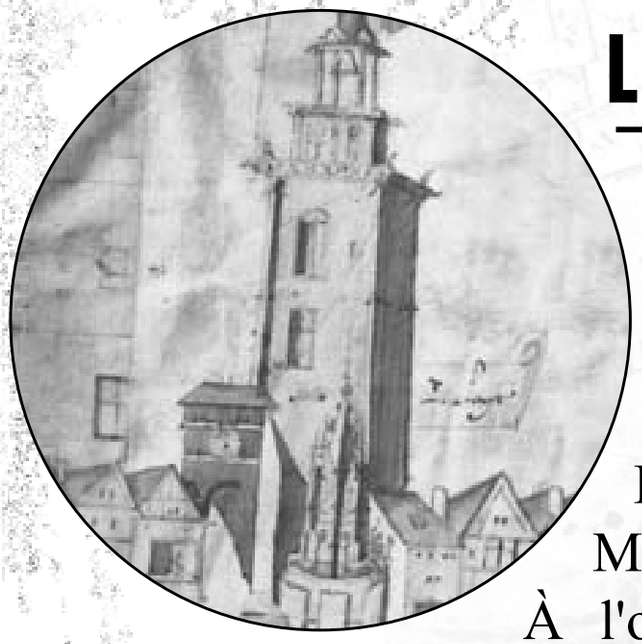
À proximité de la tour du Donjon, l'aqueduc croise celui de la source Notre-Dame. Ce croisement était un grand soucis, car cette dernière passant sous l'aqueduc, Jacques Le Lieur avait grand peur qu'on ne fit un pertuis par lequel de l'eau de la ville aurait pu être soustraite au profit de la Cathédrale.

Des prises alimentaient les aqueducs qui desservaient Saint-Lô et les Cordeliers.

Sur le second vinrent se brancher la fontaine du Gros-Horloge, la fontaine de la Crosse et d'autres fontaines.



La Fontaine du Gros-Horloge (2)



Elle a d'abord porté le nom de Fontaine Massacre.

À l'origine de cette fontaine, il y avait la volonté de la Ville de fournir de l'eau au Vieux-Marché. Un accord avec les Cordeliers qui utilisaient l'eau de Gaalor lui permit d'établir une cuve au niveau du Gros-Horloge.

La fontaine fut construite en 1457. Elle était adossée au Beffroi du Gros-Horloge.

Sur cinq faces étaient creusées des niches contenant des statues de la Vierge et des saints évêques de Rouen. Trois tuyaux laissaient couler l'eau dans un bassin de pierre. Délicate attention, un bachin (une tasse) attaché à une chaîne de fer permettait au passant de se désaltérer. Pendant les travaux, on abandonna le projet d'adduction vers le Vieux-Marché.

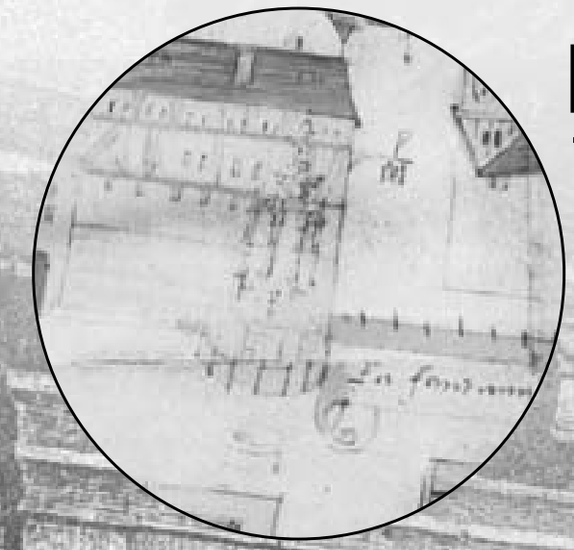
Au début du XVIII^{e} siècle, son état fut jugé désespéré. En 1730, on décida de la remplacer par une nouvelle fontaine. Le financement ne posait pas de problème. La tradition voulait que tout nouveau gouverneur de

la Normandie reçoive en don de la ville une bourse de 3.000 livres à son entrée à Rouen. Le duc de Montmorency-Luxembourg la consacra à son embellissement. Un marché fut passé avec l'architecte Defrance. Il présenta un projet représentant le baptême de Clovis.

Mais la ville demanda un avis à l'académicien de Boze. Celui-ci mit à mal le projet de Defrance et proposa “quelques changements” : substituer au baptême de Clovis les amours du fleuve Alphée et de la nymphe Aréthuse illustrant l'union de la fontaine avec la Seine. C'est la fontaine actuelle.



La fontaine de la Crosse (❸)



Ce fut la deuxième fontaine de la Ville après celle du Gros-Horloge.

En 1476, Loys d'Harcourt, patriarche de Jérusalem et évêque de Bayeux se dit prêt à renoncer aux arrérages d'une dette contractée par la Ville. En échange, le prélat voulait que l'on fasse une fontaine au carrefour de la Crosse où il n'y avait qu'un puits. La mort du patriarche en 1479 faillit tout remettre en cause.

Un accord survint pourtant avec ses héritiers en 1487.

Le carrefour de la Crosse tirait son nom de l'enseigne d'une maison, représentée par Jacques Le Lieur, qui appartenait à l'abbaye de l'Isle-Dieu (Vallée de l'Andelle) et qui servait d'hôtellerie. Au-dessus d'un écusson, on voit distinctement une crosse abbatiale.

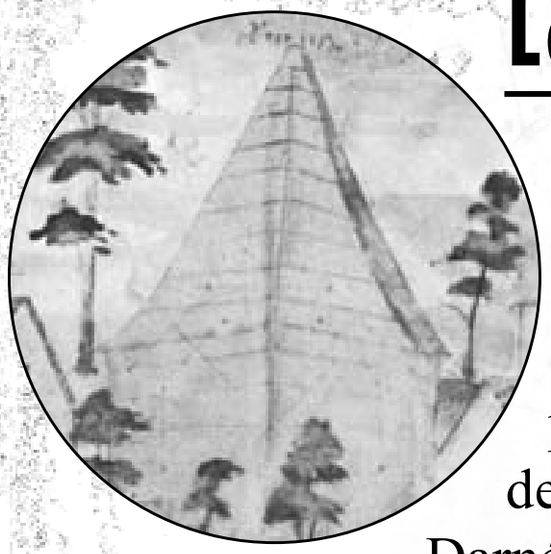
Comme les fontaines de la Croix-de-Pierre et du Gros-Horloge, la fontaine de la Crosse avait une forme pyramidale. Au-dessus d'un massif, il y avait au moins trois niches destinées à recevoir des statues. Elles semblent surmontées d'une couronne supportant une statue, peut-être une Notre-Dame de Pitié.



En 1859, on décida d'élargir la rue de l'Hôpital où se trouvait la fontaine. Celle-ci fut reconstruite contre la nouvelle maison quelques mètres plus au sud.



La Source Carville



Cette source a aussi porté le nom de source de Darnétal car elle se trouve sur le territoire de cette commune.

En 1500, le cardinal Georges d'Amboise proposa aux échevins de faire venir l'eau de cette source jusqu'à la ville en partageant les frais de l'entreprise.

La source est située au pied de la colline du Roule. Une ouverture de pierre donne accès à la chambre de capture des eaux. Sur le linteau de la porte, on distingue encore les restes de deux écussons, ceux de Georges d'Amboise et de la Ville de Rouen.

La chambre de capture est en pierre de taille. Au-dessus, les murs forment une sorte de pyramide bien visible sur le dessin de Jacques Le Lieur. L'ensemble est remarquablement conservé et sert encore à l'alimentation en eau des rouennais.

Les mesures effectuées au XIX^{e} siècle ont montré que le débit devait être de l'ordre de quinze litres par seconde.

L'aqueduc qui en sort emprunte la vallée du Robec et de l'Aubette. La captation de la source avait fait l'objet d'un travail de qualité. Il n'en avait pas été de même pour l'aqueduc. La faible pente, les contre-pentes, la fragilité des matériaux furent sources de soucis aggravés par la longueur (près de 2,5 kilomètres avant les murs de la ville). La source avait un mauvais rendement et l'aqueduc a donc fait l'objet de nombreuses réfections.

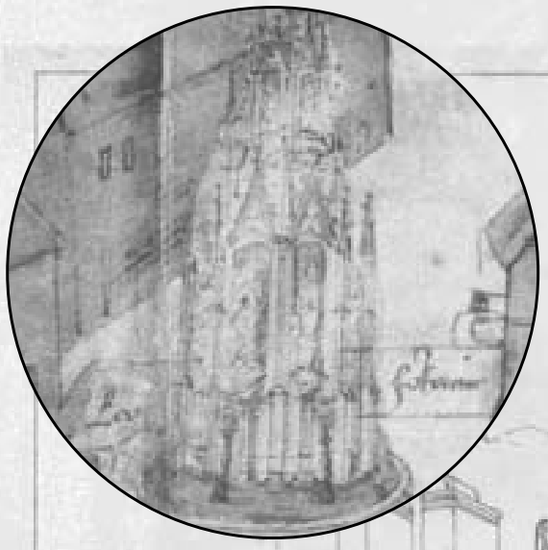
L'entretien de cet aqueduc coûtait cher aux archevêques. François de Harlay se résolut en 1663 à céder tous ses droits à la Ville.

Dans la cité, l'aqueduc se séparait en deux tuyaux. L'un appartenait à l'archevêque et alimentait son palais. L'autre était à la Ville et s'arrêta tout d'abord à la fontaine Sainte-Croix, en dessous de l'abbatiale Saint-Ouen. Il ne fut continué jusqu'à l'église Saint-Maclou qu'en 1516 et prolongé jusqu'au couvent des Augustins qu'en 1525.

La source alimentait dix fontaines. Il nous reste aujourd'hui les fontaines de la Croix-de-Pierre et de Saint-Maclou.



La fontaine de la Croix de Pierre (4)



Elle occupe le centre de la place de la Croix-de-Pierre. Ce nom vient d'une croix qui aurait été plantée là au XII^{e} siècle par l'archevêque Gautier le Magnifique.

Elle se présente sous la forme d'une pyramide à trois étages se terminant en pinacle. La croix qui la termine n'a été placée là que fort tardivement pour compenser la disparition de la croix de pierre au XVIII^{e} s.

Sur chacune de ses six faces, des niches recevaient des statues. Au-dessus, les niches contenaient pour trois d'entre-elles les armoiries de Rouen, de la Normandie et de la France. Les trois images des autres niches nous sont inconnues. Enfin, au troisième niveau, les niches n'étaient que des éléments de décoration architecturale.
La Révolution la vit, en 1792, surmontée du buste de Marat. En 1816, elle fut restaurée, mais, dès 1828 elle était à nouveau en fort mauvais état. En 1870, on se résolvait à la reconstruire entièrement. La fontaine originale a été transférée dans le jardin du Musée départemental des Antiquités.

Avec la fontaine de la Crosse, c'est la seule fontaine de Rouen qui a conservé les dispositions de la fontaine médiévale.



La fontaine de Saint-Maclou (5)



En 1509, la Ville avait envisagé sa création, en prenant de l'eau à la fontaine Sainte-Croix. Ce projet échoua. Ce n'est qu'en 1517 qu'elle put être construite.

Le médaillon devait contenir une représentation du baptème du Christ. Trois statues de saints la surmontaient.

Le décor semble inspiré par l'école de Fontainebleau. Deux angelots (on disait alors des populoz) alimentent le bassin en utilisant un instrument de leur anatomie.

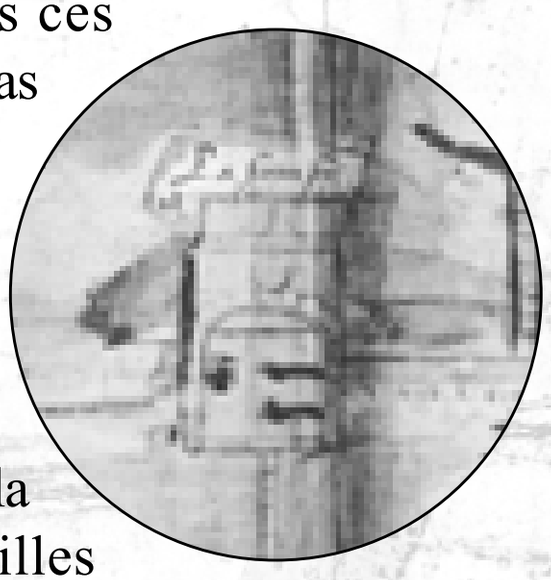
La Source de Yonville

En 1510, on conçut de capter plusieurs petites sources qui se situaient assez loin à l'ouest de la ville.

Des travaux furent entrepris dans un jardin appartenant à un particulier, ce qui fut à l'origine d'un procès qui ne prit fin qu'en 1521 à la suite d'un accord entre les parties.

Une galerie maçonnée de pierre de taille rassemble l'eau des sourcins et aboutit à une chambre de captage contenant un bassin de réception. Dans le même bassin aboutissaient aussi des tuyaux de poterie, qui captaient d'autres sourcins.

En 1768, on constata une baisse très sensible de l'arrivée de l'eau dans ces tuyaux. Il n'était pas facile de les déboucher. Il fut nécessaire de recourir à un expédient : on attacha un fil à la queue d'anguilles qui se frayèrent un passage et permirent le débouchage.



La ville décida néanmoins de construire une galerie maçonnée à la place des tuyaux. Au dos de la représentation de Jacques Le Lieur, une main anonyme a dessiné ces modifications.

L'ensemble de ces travaux subsiste de nos jours dans un état de conservation satisfaisant.

La source fournissait environs 10 mètres cube par heure.

L'aqueduc avait pour but d'amener l'eau jusqu'à la fontaine de Lisieux, dans la partie basse de la ville.

On commença les travaux de capture de la source en 1510.

En raison de difficultés financières, on arrêta les travaux en 1515 au tiers du chemin. Guillaume Le Roux, qui faisait construire l'hôtel de Bourgtheroulde, prêta 1.200 livres à la ville pour permettre la reprise des travaux en 1518. Ils ne furent terminés qu'en 1521.

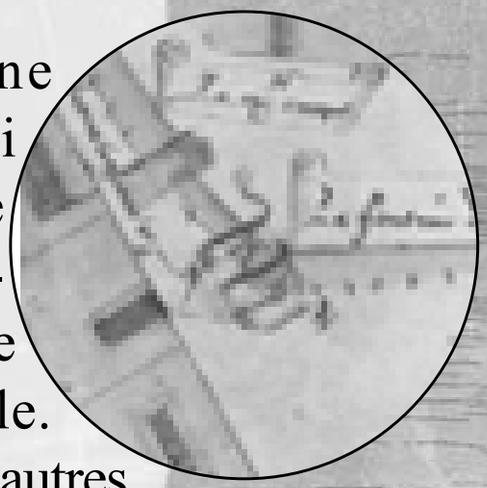
Malgré d'importantes transformations entrepries au XIX^{e} siècle, la quantité d'eau était insuffisante.

En 1875, après le captage des sources du Robec, l'aqueduc d'Yonville ne servit plus à alimenter la ville.

Aucune fontaine utilisant l'eau de cette source n'a survécu. Les deux plus notables étaient la fontaine de la Pucelle et la fontaine de Lisieux.



La fontaine de la Pucelle (6)



Ce fut d'abord une petite fontaine qui avait été construite lors de l'établissement de l'aqueduc de la source d'Yonville.
Elle alimentait entre autres l'hôtel de Bourgtheroulde.
Cette humble fontaine fut remplacée par une fontaine monumentale construite vers 1530.
Cette deuxième fontaine, en ruine, fut elle aussi remplacée en 1755 par un nouveau monument. Sur un socle massif, était représentée une Jeanne d'Arc guerrière.
Cette dernière fontaine fut entièrement détruite lors des bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

(ouen. - Fontaine de la Pucelle. - Elevée
ur le lieu même de son supplice. - Détruite en 1752
t remplacée actuellement par une nouvelle Fontaine.
(Seine-Inférieure)



La fontaine de Lisieux (7)

Le cours de l'aqueduc de la source d'Yonville se terminait à la fontaine de Lisieux. Cette fontaine était appuyée sur l'hôtel des évêques de cette ville qui formait un décrochement à l'est de la rue de la Savonnerie, à proximité immédiate de la maison de Jacques Le Lieur.

La fontaine a dû être édifiée vers 1518 lors de l'achèvement des travaux de la conduite. On a pensé que Jacques Le Lieur aurait pu être mêlé à sa construction. Peut-être, en

a-t-il fixé le programme iconographique ? La fontaine, en forme de pyramide, représentait le mont Parnasse. Elle se terminait par une statue représentant le dieu Apollon jouant de la lyre. Au-dessous, le cheval Pégase dominait les neuf Muses avec leurs instruments. À la base, l'eau s'écoulait par deux salamandres en cuivre. Aux grandes occasions, un mécanisme permettait de faire sortir l'eau par des orifices situés sous le sabot du cheval Pégase et par les instruments des Muses.

Déjà fort dégradée au début du XX^{e} siècle, la fontaine a été victime des bombardements de la seconde guerre mondiale.



Le Livre des Fontaines de Jacques Le Lieur nous montre que Rouen s'est intéressée très tôt à ses problèmes d'adduction d'eau. Grâce à lui, nous avons une image de ce qu'était la ville au début du XVI^e siècle.
Les éléments subsistants, sources et fontaines, sont une invitation à de nombreuses promenades sur les pas de tous ces Rouennais qui ont fait la ville que nous aimons.

Jacques Tanguy



LES ARMES
DE JACQUES LE LIEUR

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

CERNÉ (Dr.A), *Les anciennes Sources et Fontaines de Rouen*, Rouen, 1930.

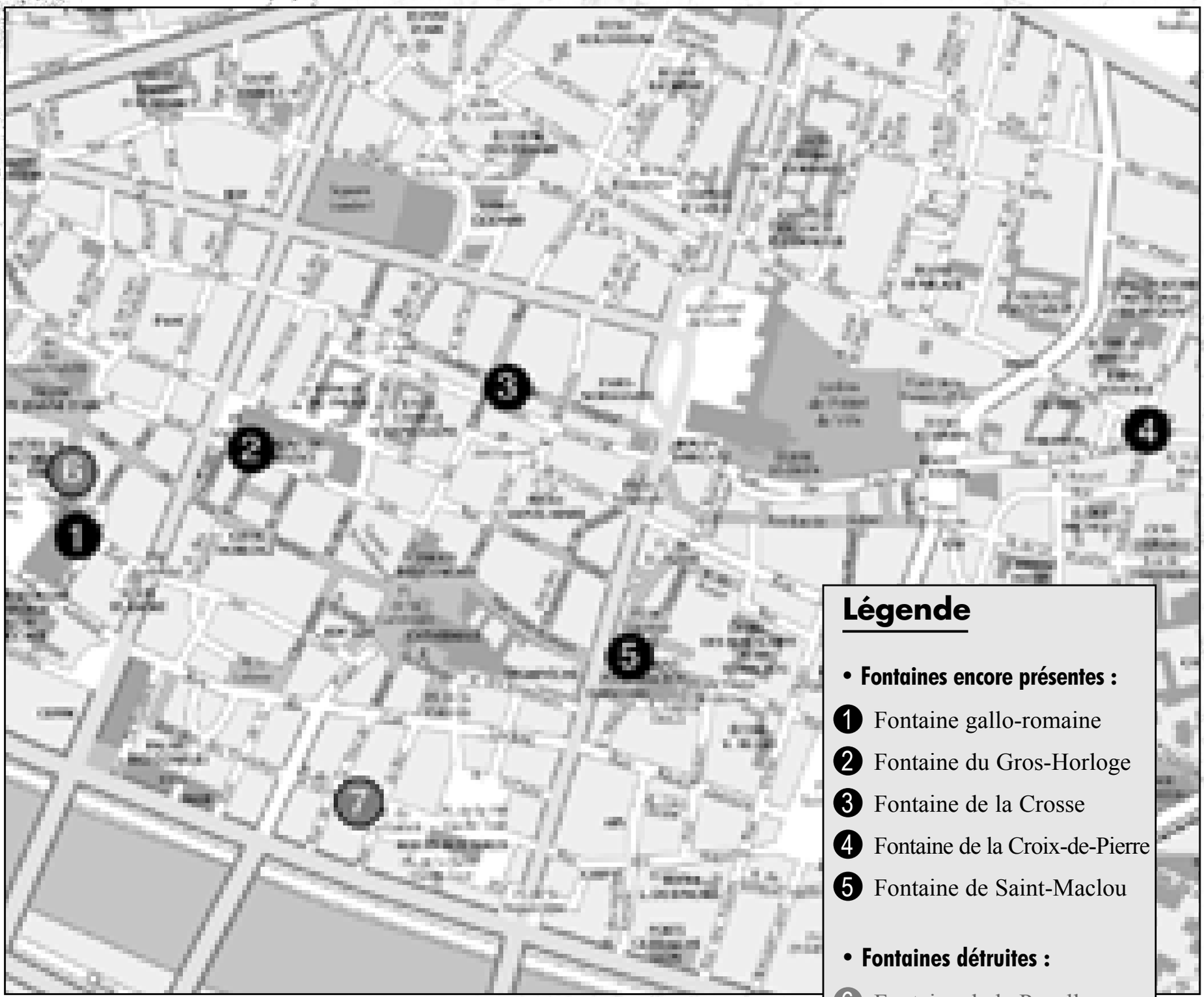
DELSALLE (L.-R.), *Jacques Le Lieur et le Livre des Fontaines*, Connaître Rouen, 1977.

JOLIMONT (T.de), *Les principaux édifices de Rouen en 1525*, Rouen, 1845.

PETIT (J.&J.), *Rouen, ses Fontaines, ses Bassins,* Luneray, 1993.

Ce fascicule a été tiré à 15 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetôt
Dépôt légal : octobre 2000. N°ISBN 2 - 913914-11-X
© Communauté de l'agglomération rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

PLAN DE SITUATION DES FONTAINES



Légende

- **Fontaines encore présentes :**

1. Fontaine gallo-romaine
2. Fontaine du Gros-Horloge
3. Fontaine de la Crosse
4. Fontaine de la Croix-de-Pierre
5. Fontaine de Saint-Maclou

- **Fontaines détruites :**

6. Fontaine de la Pucelle
7. Fontaine de Lisieux

Photographies : © Collection privée - Jacques Tanguy

Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime
- n°7 Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime
- n°9 Mémoires de Guerres I La Rive gauche de 1870 à 1914
- n°10 Mémoires de Guerres II La Rive gauche de 1914 à 1940
- n°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- n°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- n°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
- n°14 Sources & fontaines

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL DU PLATEAU EST

ET BONSECOURS, LE MESNIL-ESNARD FRANQUEVILLE-SAINT-PIERRE

Fanny Germain

Collection histoire(s) d'agglo

n°15

COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION ROUENNAISE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Michel Croguennec - Frédéric David
- Jérôme Decoux - Fanny Germain - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges
- Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault - Jacques Tanguy
- Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Culture - Patrimoine - Jeunesse
de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Serge Martin-Desgranges
Samuel Neufville

Conception graphique :

Stéphanie Marc

Réalisation :

Agnès Drouillon

Contact :

Service Culture - Patrimoine - Jeunesse

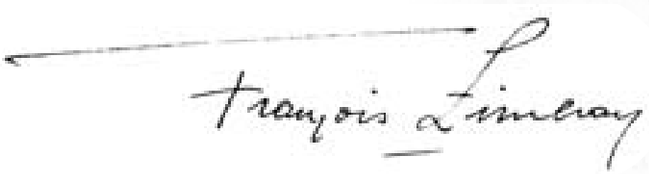
Communauté de l'Agglomération Rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 33 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué Culture – Patrimoine - Jeunesse



FRANQUEVILLE-SAINT-PIERRE ANCIENNEMENT
NOTRE-DAME-DE-FRANQUEVILLE, ÉTANG DE L'ISLE

Dans l’agglomération rouennaise on associe le plus souvent le patrimoine architectural et historique à la seule ville de Rouen. On oublie le plus souvent la richesse des autres communes de l’agglomération, ainsi que l’ont signalé les trois premiers fascicules "histoire(‘s) d’agglo". Celles du plateau est, longées par la RN 14 menant vers Paris et que bon nombre d’entre nous empruntons pour nous rendre à Rouen, ont des éléments architecturaux dignes d’intérêt mais souvent mal connus. Elles peuvent faire l’objet d’une promenade à partir des lignes n° 21 et 13 de la TCAR ou en utilisant sa voiture en quittant l’église Saint-Paul de Rouen. On accède au plateau est par la côte de Bonsecours. Si la ligne droite que forme la RN 14 semble monotone, les communes de Bonsecours, Le Mesnil-Esnard et Franqueville-Saint-Pierre, essentiellement résidentielles et appartenant au canton de Boos, possèdent des archives architecturales diversifiées.



LES ARCS-BOUTANTS DE LA BASILIQUE NOTRE-DAME-DE-BONSECOURS

Avant de monter la côte Sainte-Catherine et d'accéder à la basilique, un premier arrêt peut être fait pour les amateurs de bâtiments industriels. Au 1, rue de la République, au bord de la Seine, se trouve l'usine des Coopérateurs de Normandie, construite en 1933 par les frères Remoissenet, faite de brique et de béton, exemple de l'architecture des années 1930. Les lignes géométriques

très sobres n'excluent pas des effets décoratifs comme le montrent l'escalier extérieur en brique et le parapluie en béton qui le surmonte. Cette architecture moderne contraste avec le patrimoine culturel de Bonsecours mais apporte un attrait certain pour une commune de moins de 10 000 habitants.

Après ce premier arrêt, montons la côte Sainte-Catherine et découvrons la richesse du patrimoine architectural bonauxilien.



Le Casino

Ce bâtiment, situé rue Numa Servin, très original par son architecture, mérite un arrêt. Construit en 1893 par les ingénieurs suisses Ludwig et Schopfer, qui avaient créé auparavant le funiculaire montant la colline de Bonsecours, le Casino est érigé dans le style de leur pays d'origine. Il est destiné à servir de restaurant-dancing-salle de jeux. Vendu en 1905 à un restaurateur, il est ensuite cédé à l'association des *Enfants du Grand Air*, organisation charitable qui accueille les enfants du quartier Martainville. Pour ces derniers le Casino et ses jardins sont une chance d'évasion et de vacances.

Enfin, en 1964, il est racheté par la commune à des fins culturelles.



LE CASINO DE BONSECOURS
AUX ALLURES DE CHALET SUISSE

La basilique Notre-Dame de Bonsecours

Les prémices à la construction.

Couronnant l'éperon du Mont Thuringe, la basilique de Bonsecours, site de pèlerinage depuis le Moyen Âge, constitue un excellent belvédère sur le Rouen portuaire et industriel. Elevée entre 1840 et 1844, l'église est l'œuvre de deux hommes : l'abbé Victor Godefroy et l'architecte Eugène Barthélémy.

En 1838, lorsque l'abbé Godefroy est nommé au poste de Blosseville-Bonsecours, paroisse de 1100 âmes, l'église est en si mauvais état qu'il renonce à la restaurer. S'étant auparavant révélé actif curé-bâtisseur, notamment à Saint Léger du Bourg Denis, il est choisi par le cardinal prince de Croy, alors archevêque de Rouen, pour ranimer le culte marial et rebâtir le sanctuaire délabré. Le projet de la future basilique se déroula en deux temps. Le premier projet était conçu selon un plan grec, caractéristique du néoclassicisme, style de prédilection de l'abbé qui admettait ne connaître que peu de chose en matière d'architecture "moderne", et encore moins au style gothique du Moyen Âge dont il ne comprenait pas la logique. Conscient de ses lacunes architecturales, il consulte des spécialistes des nouvelles églises.

Ceux-ci l'invitent à édifier une église inspirée du style gothique, redécouvert par les romantiques. Ces derniers, tels Victor Hugo, Prosper Mérimée ou Eugène-Emmanuel Viollet-le-Duc, réhabilitent l'art ogival.

L'abbé Godefroy contacte donc l'architecte Barthélémy. Ce dernier, bien connu des Rouennais et de ses confrères normands pour avoir participé au cours de sa carrière à des projets d'envergure tels la flèche de l'église Saint-Maclou de Rouen, l'achèvement de la flèche de la cathédrale de Rouen ou encore l'église d'Oissel, est resté l'architecte par excellence de la basilique de Bonsecours. Ensemble les deux hommes élaborent le projet néogothique de la nouvelle église, style très en vogue à l'époque.

La construction

Malgré des complexités administratives (réticences face au projet du conseil de Fabrique et du conseil municipal), mais grâce au soutien du préfet et au travail acharné de l'abbé Godefroy pour récolter des fonds, la première pierre est posée le 4 mai 1840. L'idée directrice de l'édifice, l'une des toutes premières église néogothique de la région, répond à un plan à trois nefs, sans transept ni déambulatoire. L'église, d'allure XIII^{e} siècle, constitue un bâtiment aux motifs empruntés

à de célèbres cathédrales comme Rouen, Amiens ou encore Reims.

Et c'est au mois d'octobre 1844 que l'abbé Join-Lambert, dont l'institution avait encore son siège à Bonsecours, procéde à la bénédiction générale du nouvel édifice. À la suite de cette construction, l'abbé Godefroy est fait Chevalier de la Légion d'Honneur en reconnaissance de son dévouement en 1855. Il devient membre de la Commission départementale des Antiquités de la Seine Inférieure. La nouvelle église est dotée d'un mobilier très soigné : les confessionnaux sont placés en 1875 ; la chaire, particulièrement bien réussie, représente quatre docteurs de l'Église : saint Thomas d'Aquin, saint Irénée, saint Bernard et saint Hilaire. Elle est l'œuvre des sculpteurs Fulconis et Lavoie.

La chapelle de la vierge renferme une statue de Marie très vénérée.



CLOCHER DE LA BASILIQUE



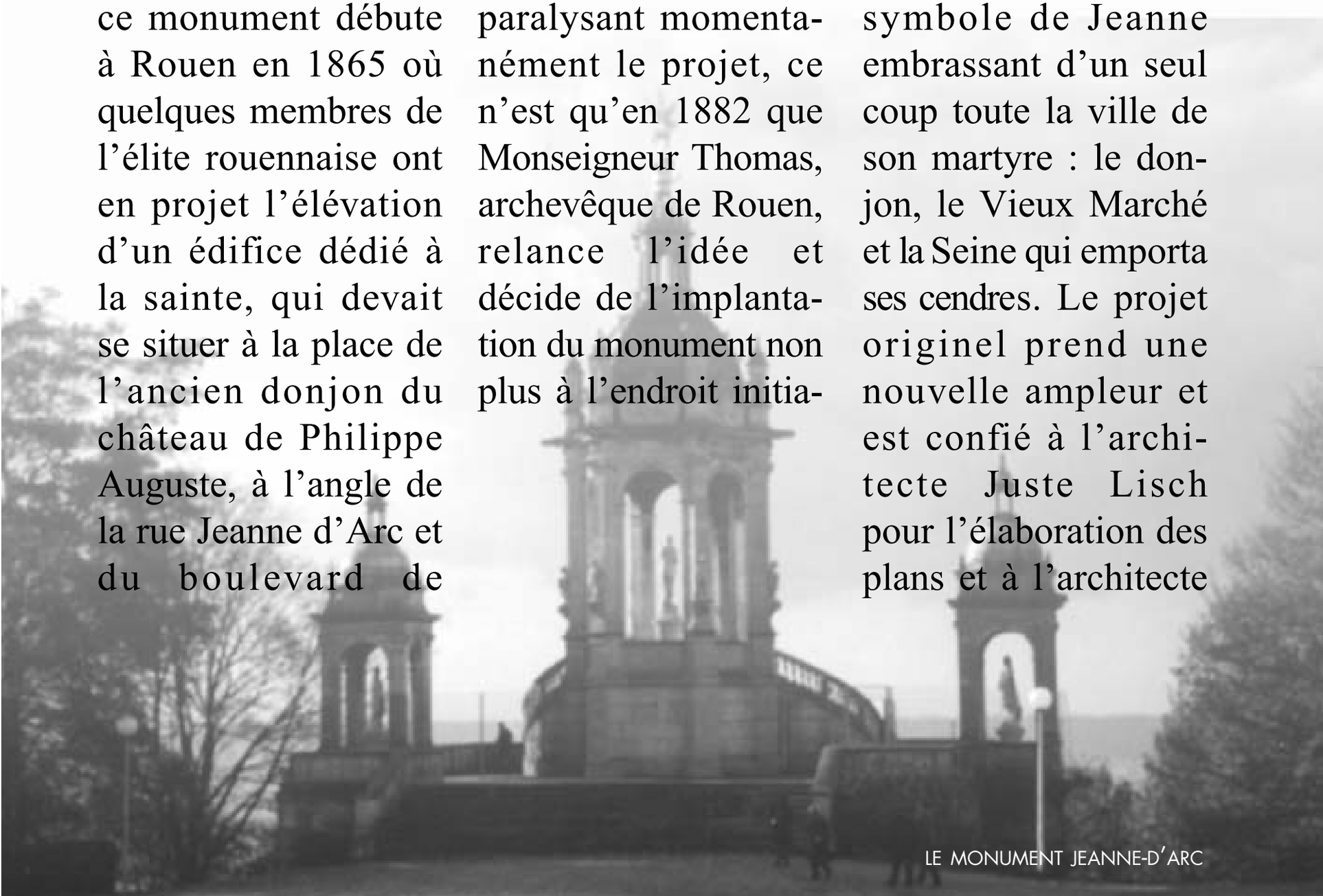
DÉTAIL D'UN VITRAIL DE LA BASILIQUE

Les quarante-deux stalles ferment quasiment les côtés du chœur. De très nombreux ex-voto témoignent de la foi populaire. Les murs et les colonnes sont entièrement peints. Les vitraux, réalisés par la manufacture de Choisy-le-Roi, représentent des scènes dela Bible et une place est gardée, à côté du chemin de croix, pour l'effigie des donateurs. L'église offre ainsi une galerie de la société rouennaise au temps de Louis-Philippe.

Enfin, le 28 mars 1919, le Pape Benoît XV confère à l'église de Bonsecours le titre de basilique mineure, titre solennellement promulgué le 16 octobre 1921 par Monseigneur de la Villerabel, alors archevêque de Rouen.

Le monument Jeanne D'Arc

En face du portail de la basilique se dresse le monument commémoratif à Jeanne d'Arc. L'histoire de ce monument débute à Rouen en 1865 où quelques membres de l'élite rouennaise ont en projet l'élévation d'un édifice dédié à la sainte, qui devait se situer à la place de l'ancien donjon du château de Philippe Auguste, à l'angle de la rue Jeanne d'Arc et du boulevard de l'Yser. Le donjon toutefois est occupé par les Ursulines et l'espace est trop réduit. La guerre de 1870 paralysant momentanément le projet, ce n'est qu'en 1882 que Monseigneur Thomas, archevêque de Rouen, relance l'idée et décide de l'implantation du monument non plus à l'endroit initialement prévu mais sur les collines qui dominent la ville. Le Plateau des Aigles de Bonsecours offre le symbole de Jeanne embrassant d'un seul coup toute la ville de son martyre : le donjon, le Vieux Marché et la Seine qui emporta ses cendres. Le projet originel prend une nouvelle ampleur et est confié à l'architecte Juste Lisch pour l'élaboration des plans et à l'architecte



LE MONUMENT JEANNE-D'ARC

départemental Lefort pour le suivi de la réalisation. Inspecteur à la Commission des Monuments historiques et à l'Administration des Edifices diocésains, Juste Lisch a exercé ses talents pour la restauration de la cathédrale d'Amiens, la réfection de la gare Saint-Lazare de Paris et la construction de la gare du Havre. Le chantier du monument Jeanne-d'Arc débute le 1er mai 1890 et se termine le 28 mai 1892. L'édifice de style première Renaissance est très vaste et s'intègre parfaitement au site qui l'accueille. Le corps du monument, dont le toit forme une terrasse, renferme une chapelle dédiée à Notre-Dame-des-Armées. Cette chapelle également de style Renaissance est aménagée sobrement. Sur les murs sont apposées des plaques de marbre sur lesquelles sont inscrits les noms des principaux donateurs du bâtiment. Un autel simple occupe le fond de l'abside et la crypte reste une curiosité puisque qu'aucune affectation ne lui est donnée. Le monument, érigé sur une terrasse dallée en granit de Vire accueille quatre moutons, œuvre de Gardet, qui semblent veiller sur leur bergère. Enfin, l'édicule central abrite des piliers qui soutiennent une coupole couverte de plomb,



œuvre du célèbre ferronnier d'art Ferdinand Marrou. Celui-ci est notamment l'auteur des quatre clochetons entourant la flêche de la cathédrale de Rouen. La coupole est surmontée par la statue de saint Michel terrassant le Dragon. Sous la coupole, on peut lire les noms des principales villes qui ont marqué la vie de Jeanne : Domrémy, Orléans, Reims, Paris, Compiègne et Rouen. Au cœur de l'édicule trône la statue de marbre blanc, à l'effigie de la sainte, copie de l'originale qui est dans la basilique. Due au sculpteur Barrias elle a été offerte par les communautés religieuses et les jeunes filles du diocèse à l'archevêque. Enfin, deux pavillons latéraux, donnant de l'ampleur au monument, abritent à gauche la statue de sainte Marguerite et à droite celle de sainte Catherine.



FÊTE DU COURONNEMENT DE NOTRE-DAME, JUILLET 1905

Rappelons que Jeanne d'Arc fut canonisée en 1920 par le pape Benoît XV et qu'elle est reconnue comme la sainte patronne de la France. Le monument bonauxilien qui lui est dédié, surmontant la vallée rouennaise de la Seine, en est une très belle préfiguration. Il fera l'objet de pèlerinages mémorables, transformant Bonsecours en "petit Lourdes" normand.

Toujours en longeant la route de Paris, le Mesnil-Esnard est une élégante commune résidentielle offrant, sur le plateau dominant la vallée de la Seine, l'image d'une ville au paysage urbain organisé de part et d'autre de la route de Paris. Au bord de la RN 14, l'hôtel de Ville donne un aperçu du style architectural des années 30. C'est sous le mandat de Gabriel David qu'est décidée l'élévation d'une nouvelle mairie et d'un groupe scolaire, symboles de la République.

Le concours architectural lancé en 1935 fut remporté par Pierre Lefebvre qui proposait une nouvelle mairie plus vaste, plus fonctionnelle, en retrait de la route pour offrir ainsi aux Mesnillais une esplanade pour les manifestations officielles.

Construit en brique, avec des lignes géométriques et un fronton triangulaire décoré d'un relief de même forme,



MAIRIE DU MESNIL-ESNARD

le bâtiment est inauguré en 1937 par Edouard Herriot, alors président de la Chambre des députés et dont le nom a été donné aux écoles situées dans les bâtiments en retrait du corps central.

Autre édifice longeant la route de Paris, que l'on remarque peut-être moins mais qui propose une architecture particulière de la toute fin des années 1920, le bureau de poste, inauguré en 1929.

Construit dès 1928 et conçu par l'architecte Dieutre, l'ancien bureau des P.T.T. présente une simplicité ornementale et des formes géométriques. Il est réalisé

L'ANCIENNE POSTE

en béton armé, matériau de prédilection de cette époque et banalisé pour ses qualités d'économie et de facilité de mise en œuvre. Aujourd'hui, cet ancien bureau de poste accueille la Bibliothèque pour tous et la police municipale.

Enfin, si l'on quitte la RN 14 pour entrer à l'intérieur de la commune, on remarquera l'église Notre-Dame, centre de gravité du vieux village, faite de brique, silex et bois et qui fut édifiée au XII^e^ siècle par les sires de Pavilly. Elle a été totalement remaniée aux XVII^e^ et XIX^e^ siècles. Il ne reste de l'église primitive que les soubassements du chœur et de la nef. Le clocher octogonal, forme rare pour un clocher d'église, de style roman à sa base, daterait lui du XVI^e^ siècle. Un peu plus loin, dans le quartier de Neuvillette, est édifiée en 1964 la chapelle Saint-Jean de Bosco pour offrir un lieu de culte plus proche aux nouveaux habitants du Mesnil-Esnard.



LA CHAPELLE SAINT-JEAN-DE-BOSCO

FRANQUEVILLE-SAINT-PIERRE



Vers le XIe siècle, Franqueville-Saint-Pierre formait deux territoires séparés : Saint-Pierre de Franqueville et Notre-Dame de Franqueville. En 1822, une première tentative de réunion des deux villages est lancée mais aboutit à un échec en 1852. Il faut attendre la fusion des deux communes le 6 octobre 1970 pour que naisse la commune de Franqueville-Saint-Pierre,

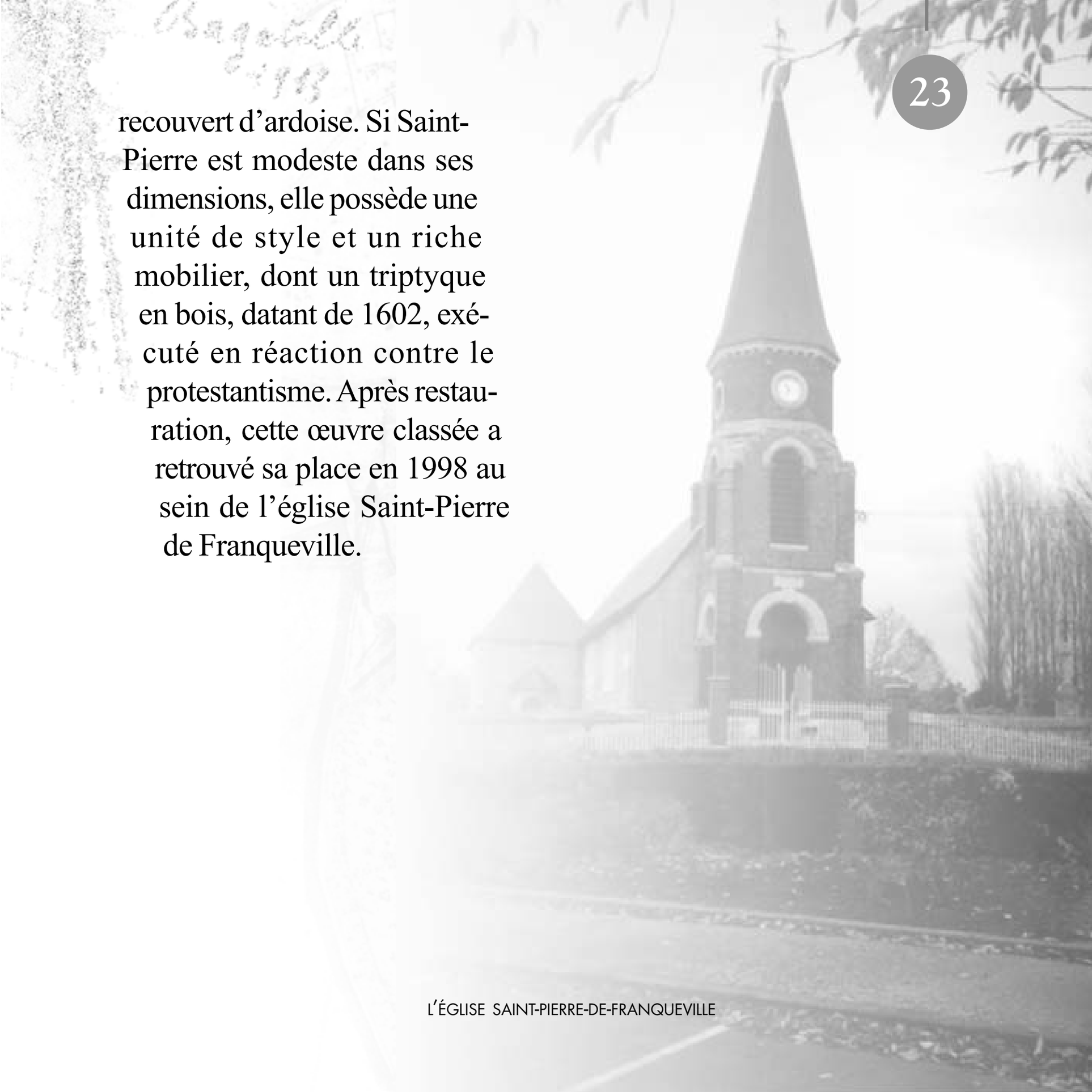
disposant alors de deux églises. L'église Notre-Dame, située près de la mairie actuelle, rue de la République, date du XI^e siècle. En 1550, elle reçoit quelques modifications, notamment une chapelle et la sacristie. Elle est entièrement remaniée au XVIII^e siècle et la façade occidentale est refaite au XIX^e siècle. Un doublage en brique est alors réalisé avec une rosace au portail et quatre colonnes de pierre provenant du Petit Théâtre de Rouen. Apposées en façade, elles font l'originalité de cet édifice. C'est cette église conçue selon un plan en croix latine avec un vaisseau et une flèche polygonale, qui abrite aujourd'hui la plupart des offices.



L'ÉGLISE NOTRE-DAME

Un peu plus loin, en continuant sur la voie axiale et en remontant vers le hameau du Faulx, on rencontre l'église Saint-Pierre, fondée au XI^e siècle par Raoul du Faulx avant son départ pour les croisades. Elle devient plus tard la chapelle du château de Saint-Pierre de Franqueville, édifié au XVII^e siècle et détruit en 1961. La caractéristique principale de cette église réside dans le fait qu'elle n'est pas orientée vers l'est, comme la plupart de toutes les églises. En effet, l'orientation des églises a été de règle depuis les premiers siècles jusqu'à la fin du Moyen Âge ; la direction alors choisie fut celle du Levant (est), selon la tradition qui voulait que le Christ apparaisse à ce point du ciel lors de son retour. Mais, dès la fin du IV^e siècle, on hésitait sur la position de l'entrée et de l'abside. Il est décidé que le portail des églises sera à l'ouest. Saint-Pierre est orientée, quant à elle, nord-sud, particularité très originale pour une église de cette époque. À la fin du XVI^e siècle, suite aux Guerres de Religion, l'édifice est dévasté. En 1652 elle est reconstruite suivant un plan cruciforme avec une grande nef, deux chapelles et un sanctuaire, mais son orientation ne change pas. Le clocher ne sera bâti qu'en 1855 avec une flèche polygonale, un toit à longs pans, le tout

recouvert d'ardoise. Si Saint-Pierre est modeste dans ses dimensions, elle possède une unité de style et un riche mobilier, dont un triptyque en bois, datant de 1602, exécuté en réaction contre le protestantisme. Après restauration, cette œuvre classée a retrouvé sa place en 1998 au sein de l'église Saint-Pierre de Franqueville.



En ressortant de Franqueville-Saint-Pierre par la rue du Président Coty, on laisse sur la gauche l'étang de l'Isle qui bordait jadis le château de Saint-Pierre de Franqueville, aménagé aujourd'hui en parc paysager. On arrive sur le tout nouveau carrefour giratoire. En prenant alors la direction de Quévreville-la-Poterie, on rejoint le lycée Galilée, inauguré en 1991, bâtiment complété d'un gymnase aux allures très contemporaines ayant permis aux jeunes du plateau est de trouver un établissement d'enseignement secondaire près de chez eux. Il devenait en effet indispensable en raison de l'augmentation du nombre d'habitants du plateau depuis les années 1970 à 1980 (aux alentours aujourd'hui de 20 000 habitants pour les trois communes qui nous concernent) de construire une nouvelle structure d'accueil pour les lycéens qui devaient auparavant se rendre à Rouen.



LE LYCÉE GALILÉE

Ce trajet, que l'on peut faire en partant de Franqueville-Saint-Pierre et en descendant alors vers Rouen est une façon de découvrir un patrimoine architectural riche d'histoire. Chaque commune a su mettre à la fois en valeur son patrimoine et moderniser son environnement. L'histoire se lit ici à travers ses constructions. Franqueville-Saint-Pierre dont les églises marquent bien le passé médiéval rappelle la présence des seigneuries du Faulx, de Saint-Pierre et de Franqueville. Le Mesnil-Esnard évoque plus une modernité relative, celle des années 30. Bonsecours se pose enfin comme un intermédiaire, ayant su préserver le passé cultuel de ses pélerinages médiévaux avec la basilique ou le monument Jeanne d'Arc, tout en acceptant la modernité des bâtiments industriels qui bordent la Seine.

Fanny Germain

Glossaire :

Abside : extrémité d'une église, arrondie ou polygonale, derrière le chœur.

Basilique : titre donné à une église en raison de son antiquité, de sa célébrité ou concédé en vertu d'un privilège apostolique.

Chœur : partie de l'église où se trouve le maître-autel.

Conseil de Fabrique : groupe de clercs ou de laïcs chargés de l'administration financière d'une église.

Crypte : chapelle souterraine dans une église.

Déambulatoire : galerie qui relie les bas-côtés d'une église en passant derrière le chœur.

Edicule : petit édifice.

Fronton : ornement généralement triangulaire couronnant la partie supérieure d'un édifice.

Sanctuaire : endroit le plus saint d'une église situé à proximité de l'autel.

Soubassement : partie inférieure d'un édifice reposant sur les fondations.

Stalle : chacun des sièges de bois à haut dossier disposés sur les deux côtés du chœur d'une église et réservé au clergé.

Style néoclassique : style architectural en vogue en Europe entre 1750 et 1820 et s'inspirant de l'art grec antique.

Style néogothique : style architectural et décoratif du milieu du XIX^{e} siècle, s'inspirant de l'art gothique du Moyen Age.

Transept : nef transversale d'une église, qui coupe à angle droit la nef principale, et qui donne à l'édifice la forme symbolique d'une croix.

Triforium : étroite galerie percée de baies et placée au-dessus des grandes arcades de la nef.

Triptyque : triple panneau peint ou sculpté, à deux volets exactement repliables sur le panneau central.

Vaisseau : espace intérieur occupant la plus grande partie de la hauteur d'un bâtiment ou, au moins, la hauteur de plusieurs étages.

Ce fascicule a été tiré à 25 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : septembre 2001. N°ISBN 2 - 913914-29-2
© Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

Ouvrages généraux :

FLOHIC (Jean-Luc), *Patrimoine des Communes de la Seine Maritime*, Tome I, Charenton-le-Pont : Editions Flohic, 1997, coll. " Le patrimoine des communes de France ", p 168-185.

Guide pratique du canton de Boos, Editions Municipales de France, 2000.

Bibliothèque municipale de Rouen, Dossiers 92N sur l'Abbé Victor GODEFROY, l'architecte Juste LISCH, l'architecte Eugène BARTHELEMY.

Guides Bleus de Normandie.

Site Internet du QUID : www.quid.fr

***Sur Bonsecours* :**

PHILIPPE (Andrée), *Bonsecours*, Luneray : Editions Berthout, 1990.

Site Internet de la ville de BONSECOURS : www.mairie-bonsecours.fr

Sur Le Mesnil-Esnard :

Ville du MESNIL-ESNARD et MOLKHOU (Pierre), *Sur le chemin de nos mémoires*, mars 2000, 32 p.

Sur Franqueville-Saint-Pierre :

DEQUIDT (Henri), *Franqueville au fils des ans*, Bulletin municipal.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.



PLAN DU BUREAU DE POSTE DRESSÉ EN 1928 PAR M. DIEUTRE (Archives Départementales de la Seine-Maritime)

Remerciements :

Catherine Germain, Monsieur et Madame Camille Boulanger, Mathieu Gobe, Loïc Vadelorge, Cécile-Anne Sibout, Alain Alexandre ainsi qu'à toutes les personnes qui m'ont aidée de près ou de loin à réaliser ce fascicule.

Photographies :

© Collection privée - Fanny Germain et Alain Alexandre

Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime
- n°7 Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime
- n°9 Mémoires de Guerres I La Rive gauche de 1870 à 1914
- n°10 Mémoires de Guerres II La Rive gauche de 1914 à 1940
- n°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- n°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- n°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
- n°14 Sources & fontaines
- n°15 Le patrimoine architectural du plateau est

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé



LE TEOR SUIVANT...

La vallée du Cailly, le Mont-Riboudet et Canteleu

Alain Alexandre

Collection histoire(s) d'agglo

n°16

COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION ROUENNAISE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Fanny Germain - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout - Charles Théron.

Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Service Culture - Patrimoine - Jeunesse
de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Serge Martin-Desgranges
Samuel Neufville

Conception graphique :

Stéphanie Marc

Réalisation :

Agnès Drouillon

Contact :

Service Culture - Patrimoine - Jeunesse

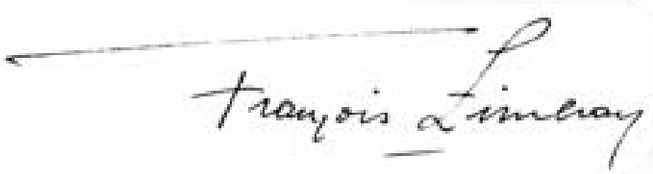
Communauté de l'Agglomération Rouennaise
32, rue de l'Avalasse, BP 589
76006 Rouen Cedex
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 33 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué Culture – Patrimoine - Jeunesse

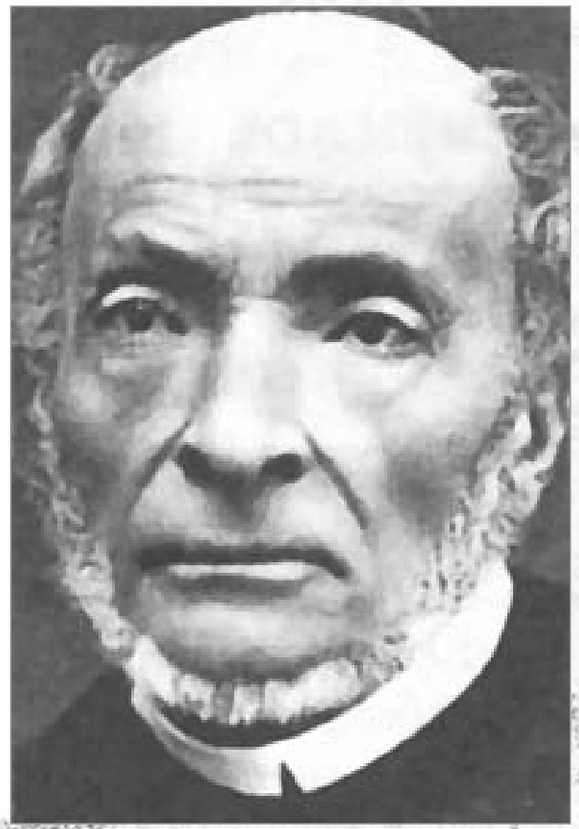


STATION DU MONT-RIBOUDET

TEOR: C'est sous cette dénomination raccourcie qu'est plus connu le Transport Est Ouest Rouennais.
Vers l'est, par la vallée du Robec, il emmènera les voyageurs jusqu'à Darnétal avec une montée sur le plateau de la Grand'Mare et de Bihorel.
Vers l'ouest et le nord de l'agglomération, il conduit les usagers dans la vallée du Cailly avec une montée sur Canteleu et son centre ville.
C'est dans cette dernière direction que TEOR se propose maintenant de vous " transporter " à la découverte d'un patrimoine varié et souvent méconnu.
De Notre-Dame-de-Bondeville, TEOR emprunte la route de Dieppe, une longue ligne droite, l'artère principale, dans un environnement hérité des années 1900.
Du Mont-Riboudet à Canteleu le trajet est plus sinueux ouvrant la perspective sur des paysages différents dans une cité récemment urbanisée.

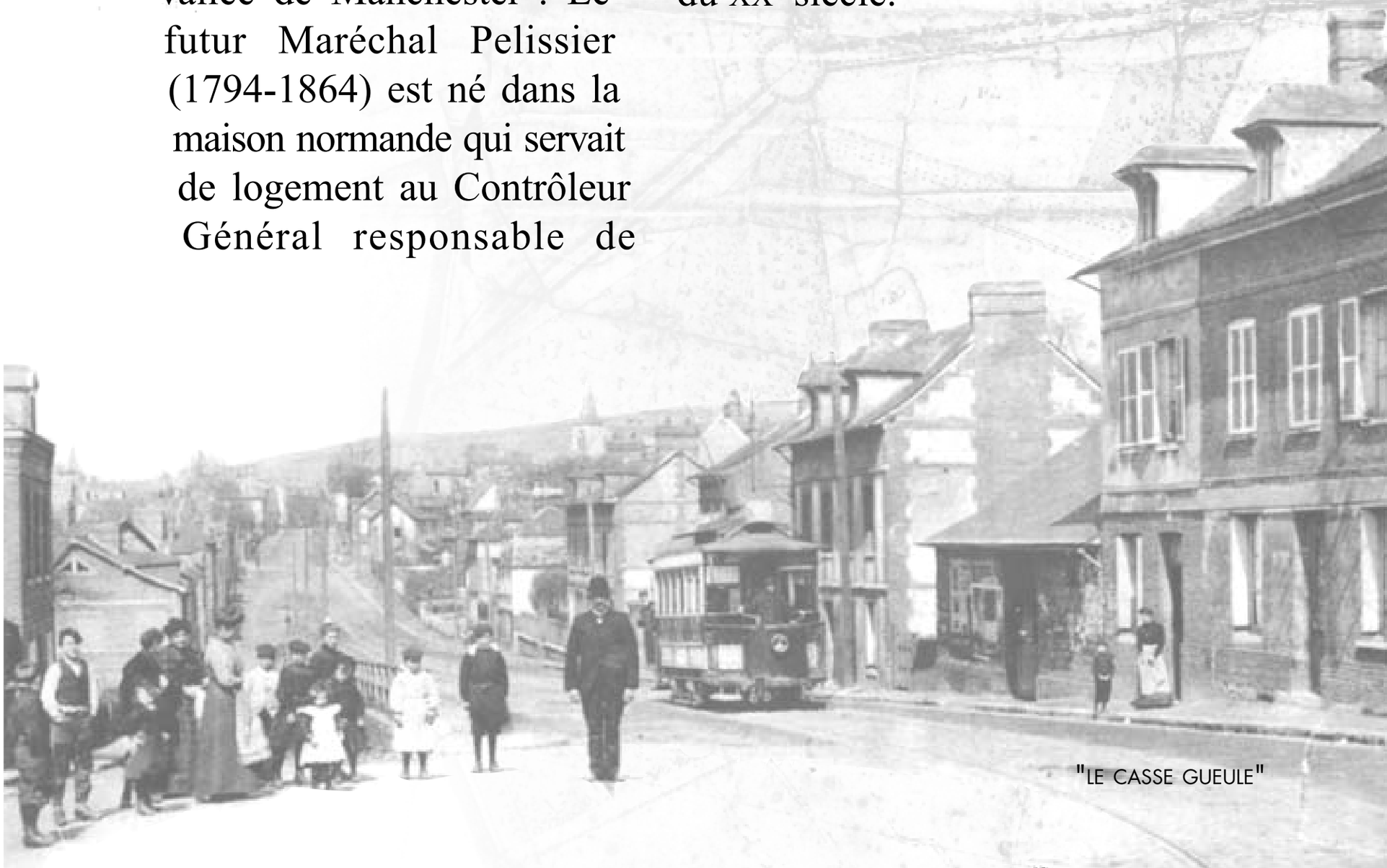
La Mairie de Notre-Dame-de-Bondeville est l'endroit choisi pour le départ (ou l'arrivée) de la ligne TEOR. La place a été récemment dénommée Victor Schœlcher pour rappeler les initiatives et les actions de cet homme qui a lutté pour que l'esclavage soit aboli en 1848. Très vite apparaît sur la gauche, l'église Notre-Dame édifiée en style néo-roman à la fin du XIX^{e} siècle.

Le premier arrêt s'appelle "Moulin à poudre". La rue du même nom est la limite entre les communes de Notre-Dame-de-Bondeville et Maromme.



VICTOR SCHŒLCHER (1804-1893)

C'est sur le territoire de cette dernière que se trouvait la "Poudrière" ou "Poudrerie" fermée en 1835, car devenue dangereuse à l'époque de la construction des usines textiles dans " la petite vallée de Manchester". Le futur Maréchal Pelissier (1794-1864) est né dans la maison normande qui servait de logement au Contrôleur Général responsable de l'établissement. À cet endroit de la ligne TEOR, la route de Dieppe suit une dénivellation unique dans son parcours, plus communément appelée "le casse-gueule" par la population du début du XX^{e} siècle.



"LE CASSE GUEULE"

La place Aristide Briand, c'est-à-dire la "Demi-Lune", doit son nom à sa forme géométrique ; elle a la particularité d'être un carrefour à cheval sur trois communes : Notre-Dame-de-Bondeville, Maromme, et Déville-lès-Rouen. C'est dans cette dernière que, depuis quelques années, les concessions de marques de motos se sont regroupées tout au long de la route de Dieppe ; il suffit de la parcourir un samedi après midi pour se rendre compte que la cité dévilloise est devenue "le paradis des motards".



La place Aristide Briand

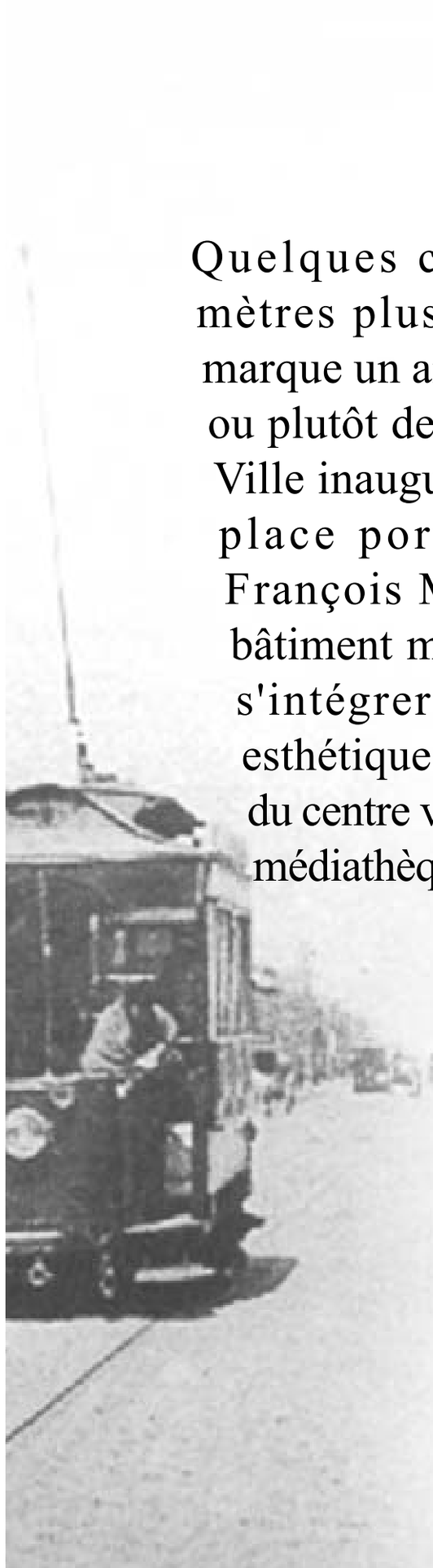
TEOR s'arrête au niveau de la "Sente aux Loups", limite entre Déville-lès-Rouen et Maromme. C'est là que sont implantés le lycée d'enseignement professionnel "Bernard Palissy" et le site hydraulique de la roue à aubes Tifine, un des derniers témoignages de l'industrie textile de la vallée du Cailly. Au XIX^{e} siècle, les roues de ce genre étaient très nombreuses ; de dimensions variées, elles tournaient grâce à un système de vannages et servaient à actionner les moulins et les filatures de coton.

SENTE AUX LOUPS





LE TRAMWAY À DÉVILLE-LÈS-ROUEN



Quelques centaines de mètres plus loin, TEOR marque un arrêt à la mairie ou plutôt devant l'Hôtel de Ville inauguré en 1968 ; la place porte le nom de François Mitterrand. Un bâtiment moderne vient de s'intégrer d'une manière esthétique dans le paysage du centre ville : il s'agit de la médiathèque, une réalisation municipale aux lignes futuristes. Derrière le stade Louis Blériot, on domine les vastes ateliers de l'entreprise Vallourec et Mannesmann dont le site longtemps dénommé "le Plomb" évoque l'ancienneté de l'industrie métallurgique.

Non loin de là, de l'autre côté de la route de Dieppe, apparaît le centre culturel Voltaire, nom qui rappelle le passage du philosophe à Déville en 1731. Mis en service en 1966 il est situé à l'emplacement de l'ancienne mairie édifiée en 1838 et qui fut détruite lors du bombardement aérien meurtrier du samedi 24 juin 1944.



JOSEPH DELATTRE

Au numéro 157, on peut voir une plaque apposée en 1921 sur la maison natale d'un peintre de "l'Ecole de Rouen", Joseph Delattre.
C'est ici qu'il naquit en 1858, huit années après son frère, le missionnaire et archéologue Alfred Delattre, "redécouvreur" de la ville antique de Carthage (Tunisie). Joseph Delattre s'illustre dans la peinture en traduisant dans ses toiles la lumière et les paysages de l'agglomération. Plusieurs de ses tableaux se trouvent au musée des Beaux-Arts de Rouen.
Saint-Pierre est le nom de l'église dotée d'une flèche pyramidale. Une description en a été donnée par l'historien local Robert Eude (1899 - 1965) dont une rue perpendiculaire évoque la mémoire.
La prochaine station de TEOR s'appelle "Maison Normande" un quartier dévillois qui évoque le patrimoine historique et monumental de l'agglomération rouennaise.



LA ROUTE DE DIEPPE À DÉVILLE-LÈS-ROUEN

La maison normande

Située au 9 avenue du Général Leclerc, actuellement occupée par un restaurant, cette pittoresque demeure est réalisée à l'occasion de l'Exposition nationale et coloniale de Rouen en 1896 pour recevoir les services de l'administration et les réceptions. L'emplacement choisi est alors le Champ de Mars, à l'endroit où l'on construit plus tard la piscine Gambetta.





ERNEST VILLETTE

L'architecte Georges Ruel et le maître charpentier dévillois Ernest Villette ont voulu condenser en une création originale les éléments de l'architecture normande de l'époque médiévale : pans de bois, étages en encorbellement, variété des façades. De nombreux détails ont été relevés sur les anciens logis rouennais. En 1897 la ”Maison Normande” est démontée et édifiée à Déville-lès-Rouen par le constructeur à proximité de ses chantiers.

La maison Flaubert, les Baron et les Lanfry

Au 22 de la route de Dieppe se trouvent les bureaux et le dépôt de l'entreprise générale de bâtiment Lanfry. Il s'agit de l'ancienne maison de campagne d'Achille Flaubert, chirurgien à l'Hôtel Dieu de Rouen et père de Gustave qui a passé en cet endroit une partie de son enfance.

La propriété fut achetée quelques mois après sa naissance en 1821 et tous les étés, jusqu'en 1844, le futur écrivain vint y passer de longues journées. Une plaque apposée récemment rappelle cette présence temporaire de Gustave Flaubert à Déville-lès-Rouen.

L'origine de l'entreprise remonte à 1774, date de sa fondation par Pierre Baron. Pendant un siècle et demi ses successeurs édifient les usines, les cités ouvrières et les maisons de maître dans la vallée du Cailly. Au XIX^e siècle l'entreprise fabrique ses propres briques frappées à son nom et invente le premier four à feu continu.

Au début du XX^e siècle, Maurice Baron prend comme associé Georges Lanfry, jeune diplômé de l'Ecole des Beaux-Arts de Rouen qui devient propriétaire de la société en 1921. Passionné par la restauration des monuments historiques, il s'avère être aussi un archéologue de réputation nationale.

Après la Seconde guerre mondiale, l'entreprise Georges Lanfry occupe une place importante parmi les grandes sociétés rouennaises de la Reconstruction, en particulier avec la restauration de la cathédrale qu'il avait contribué à sauver en 1944.

Les années 1950 et 1960 sont une période faste pour la restauration des monuments historiques et la construction des immeubles rouennais comme le palais des Consuls, le théâtre des Arts ou l'ancienne préfecture située sur la rive sud.



MAISON FLAUBERT

Succédant à Georges LANFRY, décédé en 1969, son fils Marc et son petit-fils Jean-Marc ont poursuivi les activités de savoir-faire de l'entreprise dévilloise qui s'inscrit profondément dans l'histoire de l'agglomération rouennaise.

C'est par l'avenue Carnot que TEOR quitte Déville-lès-Rouen pour descendre et entrer dans Rouen par le boulevard Jean-Jaurès, passer devant l'église du Sacré-Cœur et arriver au pôle d'échanges du Mont-Riboudet.

Situé à l'arrivée de l'A 150, cet espace est destiné à favoriser les connexions entre les lignes TEOR et les autres modes de transport (bus, autocars, voitures) et à accueillir un important parking.

DU MONT-RIBOUDET A CANTELEU

Du pôle d'échanges du Mont-Riboudet une autre ligne TEOR emmène les voyageurs à Canteleu. La sortie de Rouen se fait par les anciennes "barrières du Havre", l'avenue du Commandant Bicheray et le Marché d'Intérêt National (M.I.N.). Laissant sur la droite Bapeaume, cette partie de Canteleu située dans la basse vallée du Cailly,



ROUTE DU HAVRE

TEOR entreprend la montée de la côte. Sur la gauche on découvre progressivement le port, ses bassins, ses silos et plus loin la ville de Rouen, ses deux rives avec ses ponts qui enjambent la Seine. Souvenons-nous ici de ce chef-d'œuvre de description extraite du roman *Bel ami* que Guy de Maupassant publie en 1885.

Georges Duroy fait alors admirer à sa jeune femme Madeleine la magnifique vue sur Rouen.

"Ils venaient de s'arrêter aux deux tiers de la montée à un endroit renommé pour la vue, où l'on conduit tous les voyageurs. On dominait l'immense vallée, longue et large, que le fleuve clair parcourait d'un bout à l'autre, avec de grandes ondulations. On le voyait venir de là-bas, taché par des îles nombreuses et décrivant une courbe avant de traverser Rouen. Puis la ville apparaissait sur la rive droite, un peu noyée dans la brume matinale, avec des éclats de soleil sur ses toits, et ses mille clochers légers, pointus ou trapus, frêles et travaillés comme des bijoux géants, ses tours carrées ou rondes coiffées de couronnes héraldiques, ses beffrois, ses clochetons, tout le peuple gothique des sommets d'églises que dominait la flèche aiguë de la cathédrale, surprenante aiguille de bronze, laide, étrange et démesurée, la plus haute qui soit au monde.

Mais en face, de l'autre côté du fleuve, s'élevaient rondes et renflées à leur faîte, les minces cheminées

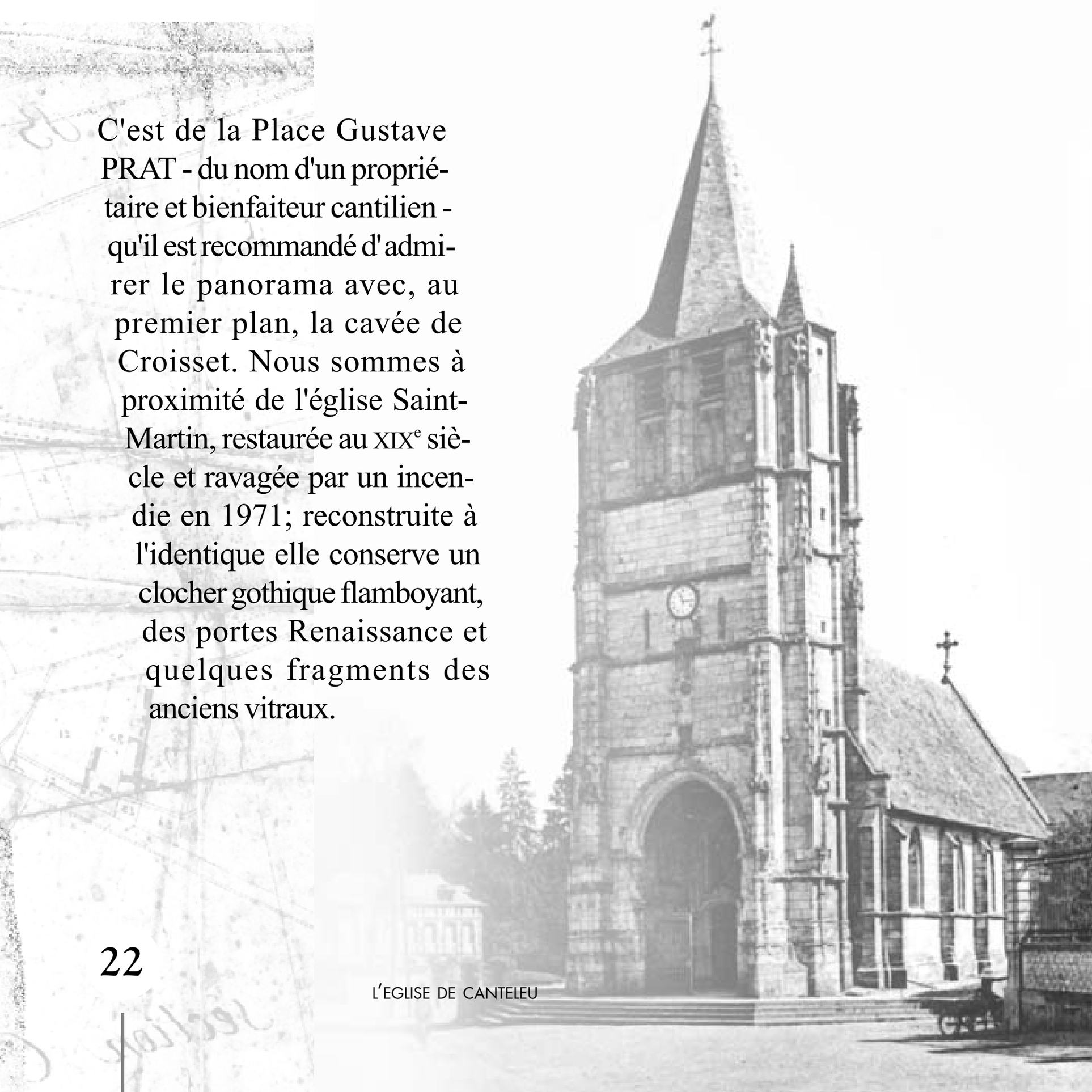
d'usines du vaste faubourg de Saint-Sever.

Plus nombreuses que leurs frères les clochers, elles dressaient jusque dans la campagne lointaine leurs longues colonnes de brique et soufflaient dans le ciel bleu leur haleine noire de charbon.

Et la plus élevée de toutes, aussi haute que la pyramide de Chéops, le second des sommets dus au travail humain, presque l'égale de sa fière commère la flèche de la cathédrale, la grande pompe à feu de La Foudre semblait la reine du peuple travailleur et fumant des usines, comme sa voisine était la reine de la foule pointue des monuments sacrés.

Là-bas, derrière la ville ouvrière, s'étendait une forêt de sapins ; et la Seine, ayant passé entre les deux cités, continuait sa route, longeait une grande côte onduleuse boisée en haut et montrant par places ses os de pierre blanche, puis elle disparaissait à l'horizon après avoir encore décrit une longue courbe arrondie. On voyait des navires montant et descendant le fleuve, traînés par des barques à vapeur grosses comme des mouches et qui crachaient une fumée épaisse. Des îles, étalées sur l'eau, s'alignaient toujours l'une au bout de l'autre, ou bien laissant entre elles de grands intervalles, comme les grains inégaux d'un chapelet verdoyant."

C'est de la Place Gustave PRAT - du nom d'un propriétaire et bienfaiteur cantilien - qu'il est recommandé d'admirer le panorama avec, au premier plan, la cavée de Croisset. Nous sommes à proximité de l'église Saint-Martin, restaurée au XIX^{e} siècle et ravagée par un incendie en 1971; reconstruite à l'identique elle conserve un clocher gothique flamboyant, des portes Renaissance et quelques fragments des anciens vitraux.

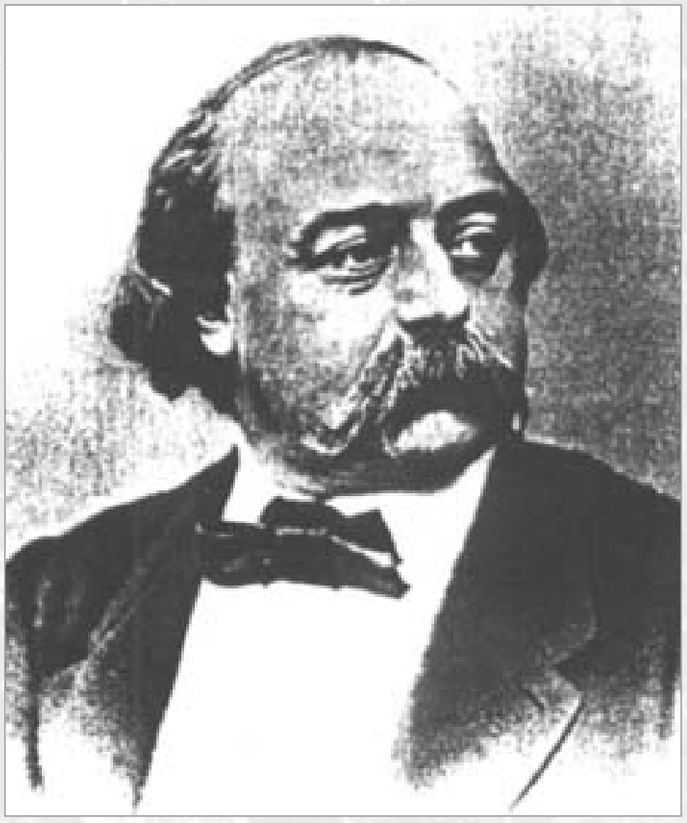


La ligne TEOR tourne ensuite sur la droite par la rue du Président Senard en passant devant la mairie annexe - l'ancien château Bouctot - puis devant le collège "Le Cèdre". La place Michel Touye évoque la mémoire de ce résistant cantilien décédé après la Seconde guerre mondiale suite aux souffrances endurées pendant sa déportation.

Puis TEOR passe par la "Cité Verte" caractéristique des réalisations de l'après-guerre avant d'arriver dans le centre ville. A la station "Jean-Jaurès", on peut se rendre à l'espace culturel François Mitterrand réalisé par le cabinet d'architecture Jean-François Laurent. Inauguré en l'an 2000, il est considéré comme l'un des édifices marquants de l'agglomération.



ESPACE CULTUREL FRANÇOIS MITTERRAND



GUSTAVE FLAUBERT

Tout proche, l'hôtel de Ville construit en 1989 est surnommé "Le Château" en raison de sa façade et de son petit campanile. Dans ce dernier une salle est dédiée à Gustave Flaubert. Elle contient aujoud'hui l'essentiel de la bibliothèque de l'écrivain.

Ici des centaines d'ouvrages et de livres sont précieusement conservés.
Le nom donné à l'arrêt suivant est "Saint Jean". L'église est moderne et les vitraux sont signés par le peintre Tolmer. En face c'est le parc Arthur Lefebvre dénommé ainsi en souvenir de ce militant et résistant fusillé en 1942 et d'où l'on aperçoit le centre sportif Alain Calmat. Une partie du parc est sur l'emplacement d'un ancien temple gaulois appelé fanum. Ce type d'édifice, de plan carré ou rectangulaire, se composait d'une enceinte

pouvant constituer une allée couverte dominée par une tour centrale ; à proximité se trouvait une source ou une mare et on y vénérait les forces de la Nature. Et c'est par une boucle dans un quartier très "musical", avec Charles Gounod et Georges Bizet, que TEOR parvient à son terminus cantilien.

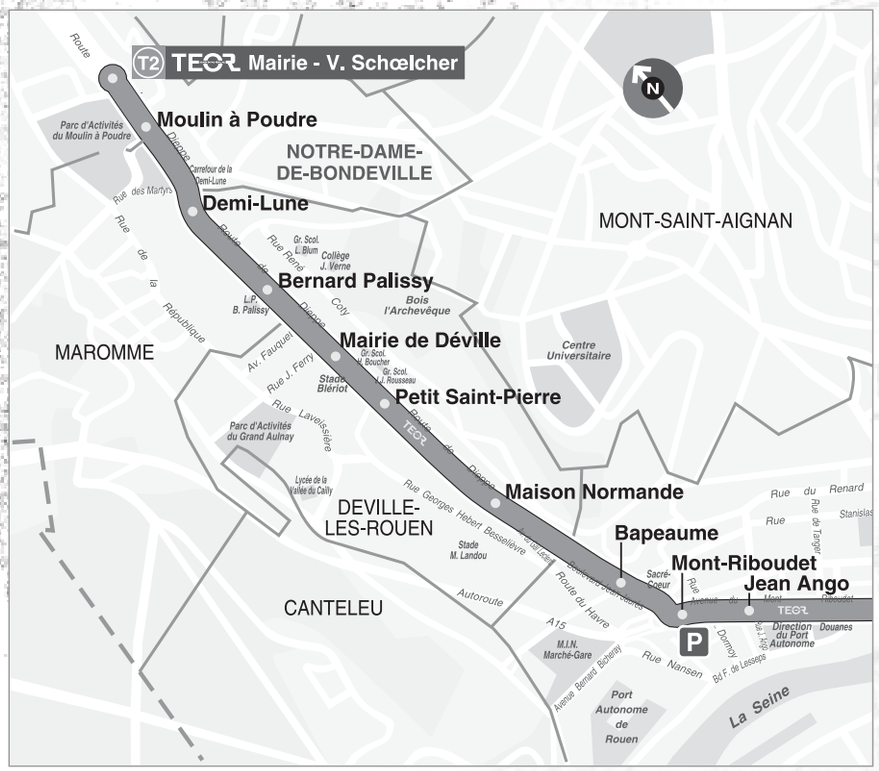


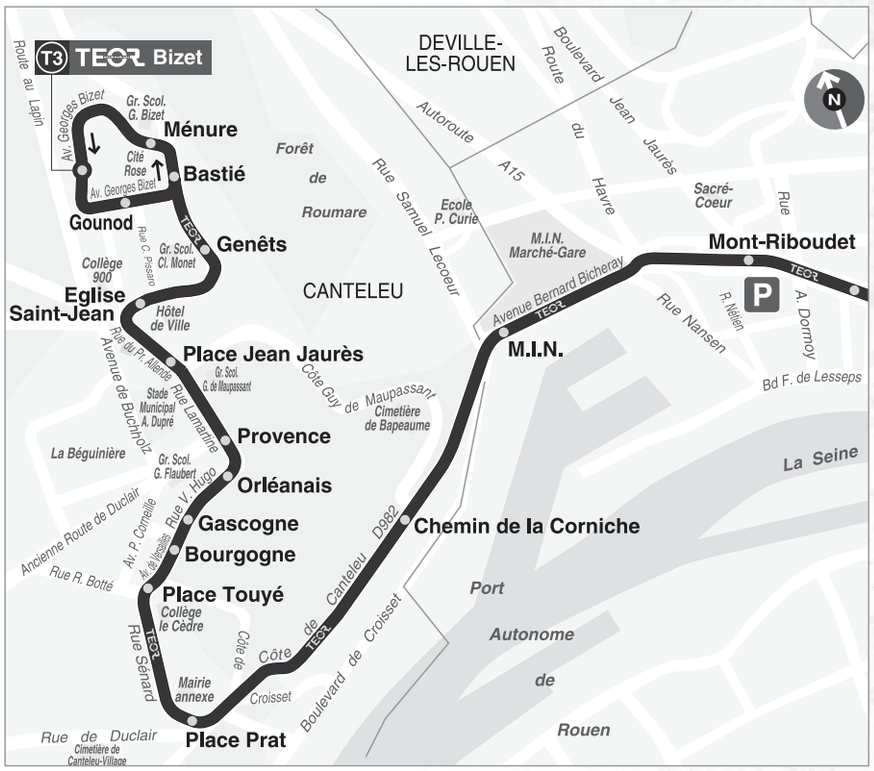
HÔTEL DE VILLE

Avec TEOR les usagers vont voyager rapidement et agréablement dans l'agglomération rouennaise.
Adapté à notre époque, il n'est pas sans rappeler le rôle des tramways de la fin du XIX^e siècle et les trolleys des années 1930 remplacés il y a un demi-siècle par les autobus.
Les lignes Nord et Ouest emmènent les voyageurs dans la vallée du Cailly et sur le plateau cantilien.
C'est aussi une occasion d'éveiller sa curiosité et de découvrir un patrimoine culturel riche et divers.

Alain Alexandre.

Ce fascicule a été tiré à 25 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetôt
Dépôt légal : septembre 2001. N°ISBN 2-913914-30-6
© Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296





Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

Le patrimoine des communes de la Seine-Maritime, Flohic Editions. Tome II, 1997.

RUC (Philippe), *Déville-lès-Rouen*, 1994

ALEXANDRE (Alain), *Aspects de Notre-Dame-de-Bondeville au début du XX^e siècle*, 1984.

LEJARD (Alice et Wilfrid), *Canteleu – Regards sur le passé*, 1989.

MAUPASSANT (Guy de), *Bel Ami*, Gallimard – Bibliothèque de la "Pléiade", 1987, p. 356-357.

D'Écrire sa ville. Canteleu. Editions Le Cabas 2000.

LEJARD (Alice), *Canteleu aux multiples facettes*, 2000.

FAUVEL (Daniel), "la maison de Flaubert à Déville", *Bulletin des amis de Flaubert et de Maupassant*, 2000

Photographies :

© Collection privée - Alain Alexandre

Remerciements :

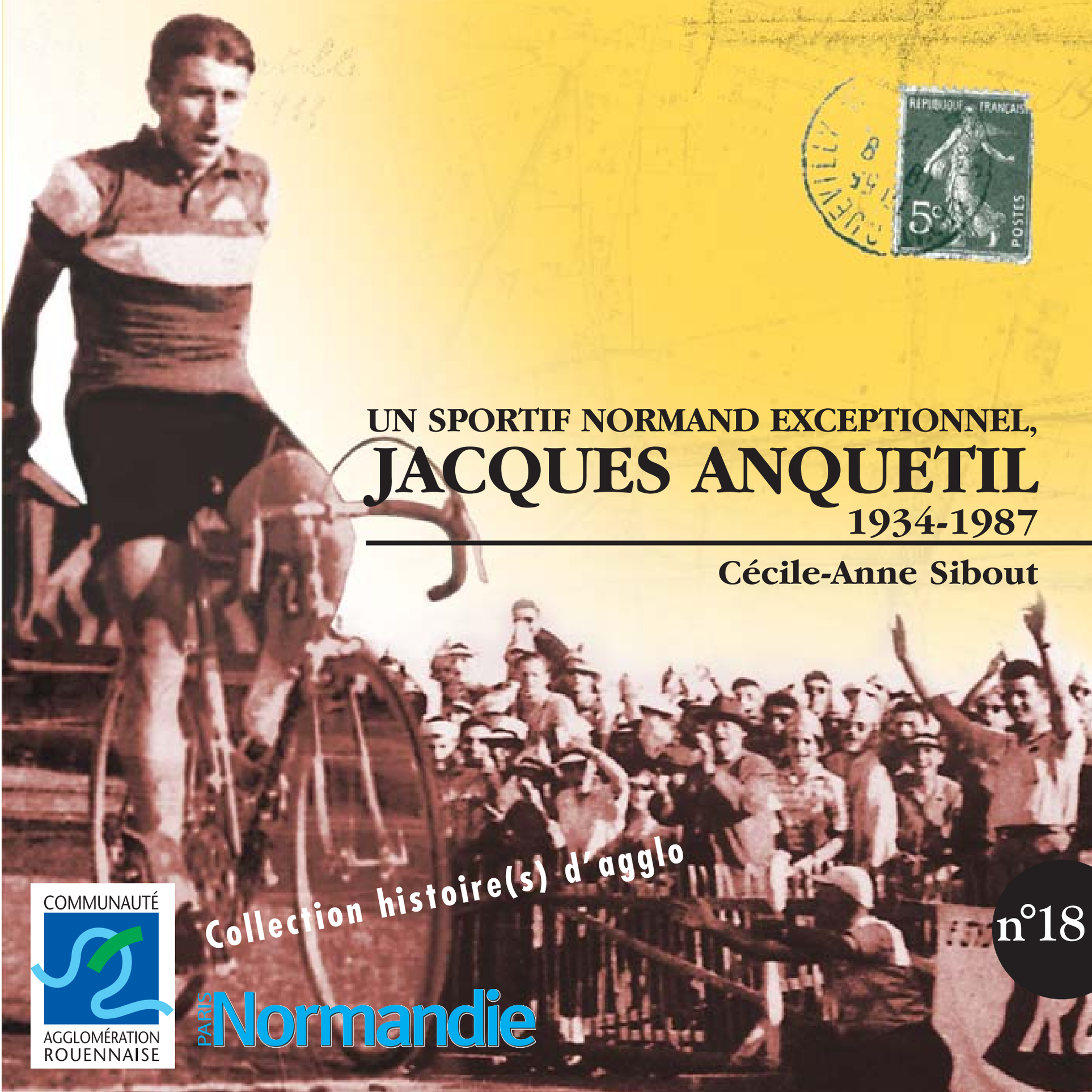
Un grand merci à Alice LEJARD pour son aide précieuse.

Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime
- n°7 Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime
- n°9 Mémoires de Guerres I La Rive gauche de 1870 à 1914
- n°10 Mémoires de Guerres II La Rive gauche de 1914 à 1940
- n°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- n°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- n°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
- n°14 Sources & fontaines
- n°15 Le patrimoine architectural du plateau est
- n°16 En suivant TEOR…
- n°17 Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé

COMMUNAUTÉ
AGGLOMÉRATION
ROUENNAISE



UN SPORTIF NORMAND EXCEPTIONNEL, JACQUES ANQUETIL 1934-1987

Cécile-Anne Sibout

Collection histoire(s) d'agglo

n°18

COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION ROUENNAISE

PARIS Normandie

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Fanny Germain - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Jeunesse
de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Serge Martin-Desgranges

Conception graphique :

Stéphanie Marc

Réalisation :

Agnès Drouillon

Contact :

Direction Culture - Jeunesse
Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Immeuble "Norwich House"
14 bis avenue Pasteur, BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

En juillet prochain le Tour de France fera étape dans notre agglomération. À cette occasion, la Communauté de l'Agglomération Rouennaise et *Paris-Normandie* se sont associés pour rendre hommage au grand champion cycliste haut-normand que fut Jacques Anquetil.
Aujourd'hui encore cet homme aux qualités physiques exceptionnelles et au caractère hors du commun figure parmi les personnalités les plus appréciées des Normands.
Le courage, la ténacité, le goût de l'effort ont fait entrer Jacques Anquetil dans la légende du sport et l'érigent en véritable exemple pour toutes celles et ceux dont le vélo est la passion.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

Président de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise

Amaury DEWAVRIN

Directeur Général de Paris-Normandie

TOUR 1957 : PREMIÈRE VICTOIRE
SUR LES QUAIS DE ROUEN



11 juillet 2002 : la 5e étape du Tour de France s'achèvera à Rouen, quai de Boisguilbert. Comme lors du départ de la Boucle en 1997, on rendra hommage à Anquetil, qui a dominé le cyclisme des années soixante.
Un champion se construit grâce aux dons physiques et à la volonté, mais a besoin aussi de soutiens extérieurs : les bénévoles des clubs, relayés par l'enthousiasme des supporters et des collectivités locales. Anquetil a débuté, dans l'agglomération, à l'Auto-Cycle Sottevillais, entraîné par le compétent André Boucher.
La bicyclette est un exemple encourageant de démocratisation du sport. Réservée à l'origine aux gens aisés, elle se popularise lorsque son prix baisse. Permettant à l'ouvrier de s'éloigner de l'usine, elle devient avec les congés payés symbole d'évasion. C'est aussi l'instrument de prouesses sportives dès le premier Tour de France en 1903.
La bicyclette appartient à notre patrimoine : le Véloce Club de Rouen, créé en 1869, est l'un des plus anciens clubs du monde, et Paris-Rouen, une des premières courses. Actuellement le cyclisme jouit d'une belle vitalité : compétition, cyclotourisme, mais aussi moyen de transport non polluant encouragé par la Communauté de l'Agglomération. Le sport se pratique de mille façons et Anquetil, en bon vivant, n'aurait pas désavoué le vélo-détente. Alors filons derrière sa roue…

LE FILS D'UN MAÇON-FRAISIÉRISTE



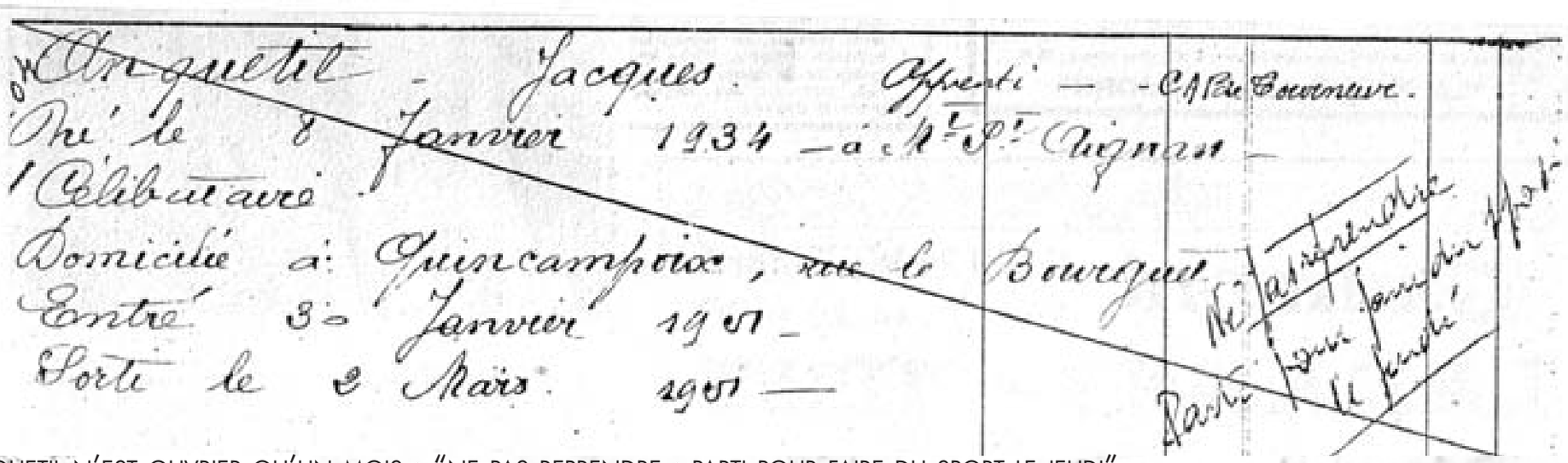
JACQUES ANQUETIL À 4 ANS

"Je suis un animal rustique… des générations de Saint-Bernard ont précédé le lévrier d'aujourd'hui" : Jacques Anquetil, né en 1934 à Mont-Saint-Aignan dans la banlieue nord de Rouen, vient d'un milieu où il faut travailler dur pour gagner sa vie. Son père est maçon à Bois-Guillaume, une commune voisine. À

partir de 1941, peu désireux de construire pour les Allemands, il s'établit quelques kilomètres plus loin à Quincampoix, au hameau du Bourguet, pour cultiver les fraises. Dès trois heures du matin, attelé à sa voiture à bras, il part les vendre sur les marchés de Rouen. L'enfance de Jacques Anquetil n'est pas malheureuse entre la petite maison familiale à colombages, la communale de Quincampoix et les courses en vélo jusqu'à Clères voire Dieppe ou Rouen pour aller au cinéma. Les côtes autour de la grande ville sont rudes. Jean Robic s'est illustré en 1947 dans celle de Bonsecours, avant de gagner le Tour de France ; Jacques écoute les reportages de la course à partir d'une massive radio à lampes. Depuis sa première communion il possède enfin un vrai vélo qu'il a contribué à payer en cueillant des fraises, occupation qui muscle reins et jambes.



MONUMENT ROBIC, CÔTE DE BONSECOURS


Anquetil Jacques Apprenti — Cl. Le Bourgeois.
Né le 8 Janvier 1934 — à St Pt Aigues —
Célibataire
Domicilié à: Quincampoix, rue le Bourgeois
Entré 3 Janvier 1947 —
Sorti le 2 Mars 1947 —
Ne travaillera plus jeudi 13 Janvier Mardi

ANQUETIL N'EST OUVRIER QU'UN MOIS : "NE PAS REPRENDRE ; PARTI POUR FAIRE DU SPORT LE JEUDI"

Cette même année 1947 le fils du maraîcher, muni du certificat d'études, s'inscrit au collège technique sottevillais Marcel Sembat. Il revient le samedi chez lui à vélo : 15 km, moitié en faux plat, moitié en côte, avec beaucoup de rues pavées. C'est le temps des défis joyeux entre copains : dévaler en cyclo-cross la Côte Sainte-Catherine, se hisser sur les chalands de la Seine à la force des mains.

Un camarade de classe, Maurice Dieulois, passionné de vélo, présente Anquetil à André Boucher animateur de l'Auto-Cycle Sottevillais (ACS), club dynamique. Sous le patronage de cet ancien coureur, propriétaire d'un magasin de bicyclettes place Trianon à Sotteville, entraîneur exigeant et méthodique, Anquetil prend sa première licence fin 1950. Claude Le Ber, champion de France de poursuite et vedette alors de l'ACS, apercevant le triste engin du nouveau-venu, au moyeu arrière faussé et aux boyaux rafistolés, lance : "Tu t'es équipé à la décharge publique ?" Mais le jeune sportif, qui accepte

les dures cadences de l'entraînement, bénéficie bientôt de l'équipement complet que Boucher accorde aux débutants prometteurs. Parallèlement il obtient son CAP de tourneur-ajusteur et se fait embaucher à Sotteville. Anquetil ne reste toutefois qu'un mois dans l'entreprise, son contremaître refusant de lui accorder le jeudi après-midi pour s'entraîner, et décide de retourner travailler près de son père : à condition de remplir 50 paniers le matin et 50 le soir, il y bénéficiera de plus de liberté.



Le démarrage pour l'entraînement depuis la maison de Quincampoix

Les premières victoires en Normandie

Le quotidien Paris-Normandie se bat pour la renaissance après-guerre du cyclisme. Il invente et patronne deux épreuves composées chacune d'une série de courses : le Maillot des Jeunes, réservé aux moins de 20 ans, et le Maillot des As, récompensant l'élite régionale.

Au printemps 1951 Anquetil participe aux compétitions comptant pour le Maillot des Jeunes. Il engrange des points dès le Grand Prix du Houlme (22 avril 1951) où il termine 4e. Sa première victoire, il la remporte à Rouen au Grand Prix Maurice Latour, épreuve de 110 km, avec comme récompense, outre son premier bouquet, un cadre "spécial course". Ayant également triomphé dans la finale contre la montre à Pont-Audemer, malgré un marquage serré de ses rivaux Caennais, Anquetil se retrouve à dix-sept ans vainqueur du Maillot des Jeunes. Parmi les autres lauriers récompensant l'adolescent en 1951, le titre de champion de Normandie des sociétés, acquis avec ses coéquipiers-camarades Levasseur et Dieulois.



PREMIÈRE VICTOIRE DANS LE PRIX MAURICE LATOUR



VICTOIRE DANS LA FINALE DU CONTRE LA MONTRE DU MAILLOT DES AS LE 23 AOÛT 1953. ANQUETIL ESCALADE UNE CÔTE ET SADI DUPONCHEL, LE SOIGNEUR, L'ENCOURAGE.

Anquetil, qui n'a pas choisi le vélo par passion et ne s'en cachera jamais, songe déjà à sa future carrière. En 1952 il fait tout pour attirer l'attention des équipes professionnelles, gagnant de nombreuses courses régionales tel le championnat de Normandie à Breteuil-sur-Iton, mais aussi le championnat de France sur routes amateurs, remporté à Carcassonne en partie grâce aux conseils prodigués par Boucher depuis le bord de la route. Désormais Anquetil relègue au second plan les autres Normands comme Le Ber ou Creton : aux Jeux Olympiques d'Helsinki (1952) il obtient la médaille de bronze au sein de l'équipe de France.



Jacques ANQUETIL

le jeune Coppi français

TEXTE de A. GOSSET ★ DESSINS de R. HERSON

Dès ses premières sorties de 1952, Anquetil confirme ses prouesses de l'année passée. Aussi, le 26 mai, à Breteuil, dans l'Eure, il est « l'homme à battre » du championnat de Normandie amateur. Quinze coureurs de l'Etoile Sportive Caennaise sont ligués contre lui. Il répond d'abord à de nombreuses attaques puis doit laisser partir un peloton de Caennais. Encerclé au sein du peloton par ses adversaires, Anquetil compte bientôt 5' 30" de retard. Découragé, il s'arrête et met pied à terre, faisant mine d'abandonner. Heureusement, André Boucher stimule son poulain qui repart. Il passe au sprint le peloton surpris, comble les cinq minutes de retard qui le séparent du groupe de tête, lâche irrésistiblement les leaders dans une côte et termine détaché avec 3' d'avance. Ses adversaires, battus, sont unanimes pour faire l'éloge du vainqueur.

EXTRAIT D'UN BANDE DESSINÉE PARUE DANS *PARIS-NORMANDIE* EN 1953

En 1953 le Normand qui porte toujours le maillot violet et blanc de l'ACS, cumule les podiums : 1er du Rouen-Lisieux, 1er du Grand Prix du Pays de Caux. À son arrivée victorieuse aux Bruyères pour la finale du Maillot des As le 23 août, après une course de 122 km comportant plusieurs fois les côtes des Essarts et de Moulineaux, une foule considérable l'attend. Anquetil passe alors professionnel. Paris-Normandie, qui encourage sa carrière, le surnomme le "nouveau Fausto Coppi" et publie une bande dessinée à sa gloire.

Survient en septembre le premier succès national qui révèle Anquetil à tout l'hexagone, le Grand Prix des Nations, course contre la montre dans la vallée de Chevreuse déjà remportée par Magne, Coppi, Koblet. Peu après à Rouen le public ovationne longuement "son" champion apparu au balcon de Paris-Normandie, une scène qui se reproduira souvent..



LE MINISTRE ANDRÉ MARIE CONGRATULE ANQUETIL

APRÈS LE TOUR 1963, ANQUETIL AU BALCON DE *PARIS-NORMANDIE*

Le successeur de Louison Bobet

Anquetil va dominer le cyclisme après la retraite de Louison Bobet, vainqueur du Tour de France en 1953, 1954 et 1955. Il gagnera cinq fois la Grande Boucle (1957, 1961 à 1964), record qui tient toujours actuellement, même s'il a été égalé depuis par Merckx, Hinault et Indurain. Dès sa première participation en 1957, Anquetil remporte le Tour de France à 23 ans : il construit sa victoire dans les Alpes, malgré la présence de redoutables grimpeurs comme le Luxembourgeois Charly Gaul ou l'Espagnol Federico Bahamontès. Il n'a pourtant affronté la haute montagne qu'en 1955, au tour du Sud-est. L'entraînement dans sa jeunesse sur les pentes raides des collines de Rouen n'aura pas été inutile ! À ses côtés, dès cette année-là, et pendant toute sa carrière, sa future épouse Janine, ancienne infirmière qui lui sert de pilote entre deux courses et d'efficace intendante.

En 1960 Anquetil est le premier Francais à conquérir le Tour d'Italie (Giro). Lors du Tour de France 1961, il s'empare du maillot jaune à la première étape et ne le quitte plus jusqu'à l'arrivée. Les succès

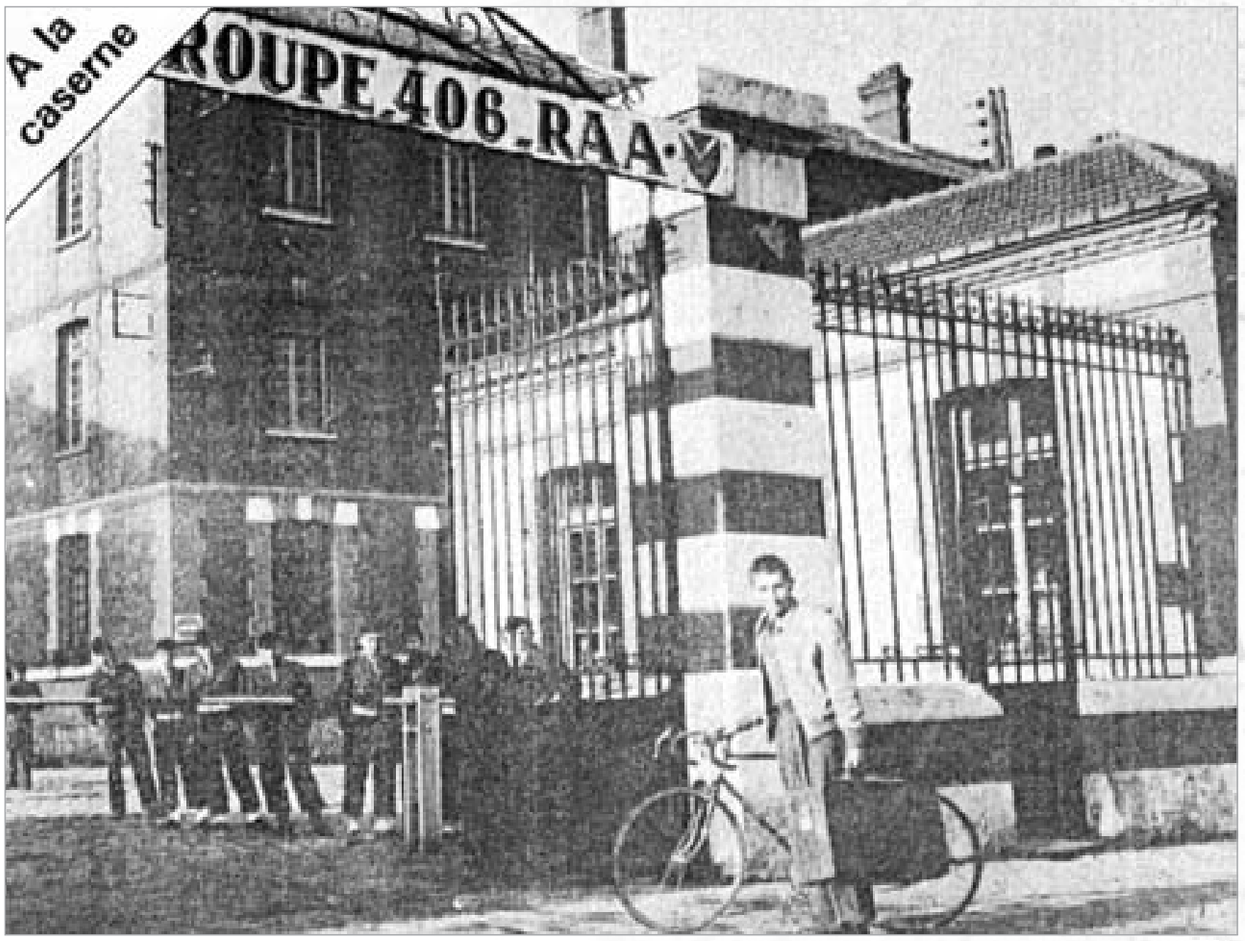
s'enchaînent ainsi sans discontinuer. Au brillant actif d'Anquetil on note entre autres deux Tours d'Italie, un Tour d'Espagne, cinq Paris-Nice, neuf Grand Prix des Nations, deux records du monde de l'heure… Le Normand excelle dans le contre-la-montre. Il n'aime guère en revanche les classiques, c'est-à-dire les courses d'un jour comme le Paris-Roubaix (où il échoue de peu en 1958), estimant que ce sont des "loteries" dans lesquelles une simple crevaison peut ruiner tout espoir.

Dès le Tour de France 1962 Raymond Poulidor est déjà présenté par les médias comme son grand concurrent. En 1964, un duel homérique se joue sur les pentes du Puy-de-Dôme, grimpé par les deux hommes au coude à coude ; Jimenez emporte cette étape, mais Anquetil sera tout de même le vainqueur du Tour, avec seulement 55 secondes d'avance sur son rival. En 1965 le Normand réussit un double insensé : enchaîner le Critérium du Dauphiné libéré (sept jours de course) et Bordeaux-Paris (557 km, la plus longue classique), sans prendre entre les deux épreuves une seule nuit de répit.

La fidélité à la Normandie

Parmi plus de deux cents victoires à l'actif d'Anquetil, plusieurs ont pour cadre les environs de Rouen.

Le champion entretient en effet des liens forts avec l'agglomération. En 1954 il entame son service militaire à la caserne Richepanse à Rouen, au 406e régiment d'artillerie, où il bénéficie d'ailleurs rapidement d'un statut privilégié.



ANQUETIL "TROUFION" À LA CASERNE RICHEPANSE

Plus tard en 1959 Anquetil s'installe avec son épouse, à Saint-Adrien, dans une gentilhommière avec embarcadère en bord de Seine. Il s'y repose après chaque grande épreuve, invitant ses coéquipiers préférés, tels André Darrigade, Jean Stablinski ou Lucien Aimar, mais aussi ses vieux camarades de l'AC de Sotteville.

Quant aux attaches sportives d'Anquetil avec Rouen, elles restent vives jusqu'à la



fin de sa carrière, car c'est là qu'il s'entraîne régulièrement. Chaque année en début de saison, Boucher inflige de dures cadences à son ancien protégé derrière son derny, cyclomoteur utilisé à l'époque pour entraîner les coureurs. C'est grâce à ces kilomètres avalés à un rythme forcené en particulier dans les environs de Grand-Couronne qu'Anquetil bat le record de l'heure en 1956 et multiplie les victoires au Grand Prix des Nations.

RUDE ENTRAÎNEMENT DERRIÈRE ANDRÉ BOUCHER

Boucher entraîne d'ailleurs avec succès d'autres poulains normands, notamment Jean Jourden champion du monde sur route des amateurs en 1961.

Après le Tour de France commence le temps des critériums provinciaux. Les coureurs "monnaient" alors leurs performances fraîches, tout en s'octroyant de semi-vacances. Ces épreuves régionales révèlent l'étonnante faculté de récupération d'Anquetil, qui pédale une centaine de kilomètres chaque jour, voyage une partie des nuits en voiture et, sitôt arrivé dans une ville qui lui fait fête, remonte sur son vélo. Le Normand n'a pas honte de s'inscrire à ces épreuves de réputation souvent modeste qui le ramènent parfois dans ses terres natales. En bon professionnel désireux d'honorer son contrat, il fournit de réels efforts, même si l'enjeu est faible, pour que le public ne soit pas déçu. Anquetil est en particulier un habitué du critérium des Essarts, où il s'impose dès sa création en 1955 devant Coppi.
Lors de quelques courses prestigieuses la foule a pu acclamer Anquetil à Rouen même. En 1957 la troisième étape du Tour de France se déroule de Caen à Rouen. Darrigade conseille à Anquetil de profiter d'une échappée : "Tu arrives chez toi, tu

dois gagner", et le cata-pulte d'une énergique bourrade, laquelle lui coûtera une amende. Anquetil remporte là sa première étape devant les quais de la Seine noirs de monde. Il s'empare du maillot jaune un peu plus tard, à Charleroi, et le portera au total 49 fois dans sa carrière.

En 1961 c'est de Rouen même que démarre la Grande Boucle. Avec son compère Darrigade, Anquetil enlève cette première épreuve constituée de deux étapes successives (Rouen-Versailles, puis un circuit dans cette deuxième ville). Anquetil endosse alors le maillot jaune pour ne plus le quitter jusqu'à l'arrivée finale à Paris. Évoquant ce brillant début sur ses terres, le Normand avouera: "Toute la ville dans la rue, en scandant mon nom, m'insufflait un peu de sa confiance". Quant à l'écrivain Antoine Blondin, il rédige le soir-même pour L'Équipe une chronique intitulée "Jacques le Conquérant" où il esquisse un parallèle hilarant entre cyclisme et art gothique : le coureur, dans l'effort, prend un visage de gargouille, massé à l'étape il ressemble à un gisant…
La fameuse rivalité Anquetil-Poulidor se déroule même parfois dans l'agglomération. Chez lui, sur le circuit des Essarts, le Normand en fin de carrière, remporte en 1967 devant le Limousin le Critérium national de la route, après un beau sprint final.



UN AÉRODYNAMISME PRESQUE IDÉAL

Physiquement, Anquetil ne possède qu'un gabarit moyen, mais il fait preuve très tôt de dons sportifs exceptionnels. En selle, son aérodynamisme est parfait. Le buste reste presque fixe, tandis que la tête plonge vers le guidon. Le coup de pédale reste à la fois élégant et efficace, même lorsque le Normand se hisse pour avaler une pente, et l'aisance du style parvient à masquer la souffrance.

"Jacques le conquérant" est le maître de l'effort solitaire : il triomphe à maintes reprises dans les épreuves contre la montre, pour lesquelles il utilise des braquets imposants (8,54 m en 1967 lorsqu'il tente pour la deuxième fois le record de l'heure).

Anquetil sait toutefois aussi organiser ses courses d'équipe. Autour de lui veille une garde rapprochée qui prépare ses interventions. À l'époque le cyclisme de haut niveau commence à cesser d'être affaire individuelle. Le Normand construit ses courses sans improvisation, les comparant un jour aux maisons solides bâties à Bihorel par son père. Il n'aime pas "l'acte gratuit", l'échappée pleine de panache mais épuisante. Du coup certains lui reprochent de supprimer l'émotion et le suspense. Les rapports du Normand avec le public, qui lui préfère le souriant et malchanceux Poulidor, se révèle parfois tendus : Anquetil baptisera son hors-bord "sifflet" après les huées qui l'ont accueilli en 1959 à l'arrivée du Tour de France (la rivalité Bobet-Rivière-Anquetil ayant alors permis la victoire de l'Espagnol Bahamontès).

Le champion rouennais s'entraîne de manière originale. Il ne pratique pas la musculation en salle, considérant que scier du bois dans son domaine des Elfes

remplace utilement l'usage des haltères. Il refuse de pédaler tous les jours, adorant jouer aux cartes, faire la fête tard avec des amis ou partir en pique-nique en bateau sur la Seine.

Sa réputation de coureur peu sérieux, qui préfère homard et champagne aux repas diététiques, s'installe vite, alors qu'Anquetil sait aussi s'échiner derrière le derny de Boucher.

C'est surtout sur le problème du dopage qu'Anquetil se révèle anticonformiste. L'usage de "produits stimulants" est très ancien chez les coureurs, mais le Normand, qui a bénéficié d'injections de vitamines dès le Tour de 1957, ose briser la loi du silence. En 1966 il admet ouvertement la prise de produits chimiques sous contrôle médical, déclarant qu'il faut certes protéger les jeunes amateurs contre cette tentation, mais que le problème est différent pour les professionnels qui courent deux cents jour par an. Parallèlement Anquetil refuse fréquemment les contrôles, les prétextant contraires à la dignité des coureurs et peu fiables scientifiquement. Ainsi en 1967 son record de l'heure ne sera jamais homologué. Tout admirateur d'Anquetil, à l'heure ou l'utilisation -entre autres- de l'EPO fait des ravages chez les coureurs de haut niveau, ne peut s'empêcher de regretter un peu qu'un homme aussi libre ait accepté une forme de dépendance à l'égard des produits dopants, même s'ils étaient à l'époque sans doute moins dangereux qu'aujourd'hui.

Une reconversion de “terrien”

Anquetil n’a jamais été un amoureux du vélo, tout en respectant en connaissance de cause la masse d’efforts physiques et psychiques que ce sport exige. Au départ, il y a eu chez lui un évident désir de promotion sociale. Le cyclisme lui permet en effet de bien gagner sa vie, d’autant que sa carrière est particulièrement longue. En décembre 1969 Anquetil met fin à cette dernière. La reconversion des champions est souvent une affaire délicate. Outre les difficultés matérielles qui assaillent les "cigales", il faut supporter un soudain manque d’applaudissements.

Pour le Rouennais, pas toujours gâté dans ce domaine, ce n’est guère difficile. Sa vraie passion, c’est sa terre normande, qu’il rejoint vite après les épreuves sportives. Il a acheté une ancienne propriété de la famille Maupassant, à La Neuville-chant-d’Oisel, et exploite



ANQUETIL GENTLEMAN-FARMER

lui-même ses 250 ha d'herbages et de bois. S'il ne remonte guère sur un vélo, il continue à s'intéresser au cyclisme. Devenu consultant sur les chaînes de radio et de télévision, il commente plusieurs Tour de France, et ne cache pas son admiration pour le Belge Eddy Merckx, qui assure une forme de relève. Anquetil passe aussi beaucoup de temps avec ses amis : Géminiani, Darrigade, Stablinski et même Poulidor séjournent alors fréquemment au "château Anquetil".

En juin 1987 Anquetil apprend qu'il souffre d'un cancer de l'estomac. Il suit le Tour de France une fois de plus, mais décède quelques semaines après avoir été opéré, le 18 novembre 1987, à 53 ans. L'émotion qui s'empare des Hauts-Normands est vive. Elle ne sera pas éphémère : en 1996 une petite route entre Romilly sur Andelle et La Neuville-Chant-d'Oisel prend le nom de "Côte Anquetil". Le 2 juillet 1997, alors que le Tour est sur le point de démarrer de Rouen, le quai d'Elbeuf rive gauche est rebaptisé "Jacques-Anquetil", en présence de ses anciens coéquipiers en



GÉMINIANI, ANQUETIL ET SA FEMME JANINE



1957 : Darrigade, Stablinski, Walkowiak. Deux ans plus tard les lecteurs de Paris-Normandie le choisissent comme "Normand du siècle", devant des personnalités aussi diverses que Bourvil, Charles Nicolle, René Coty ou André Maurois. Ont-ils voulu saluer le courage dont il faut faire preuve pour triompher dans un sport très exigeant ? Alors que les préoccupations écologiques grandissent et que la loi d'orientation sur les transports intérieurs (1982) demande à chaque agglomération de créer un réseau de déplacement prévoyant des pistes cyclables, ont-ils voulu exprimer leur attachement à ce type de transport non polluant ?

Le spectacle et la pratique d'un sport, notamment du cyclisme, procurent une large gamme d'émotions : souffrance, fierté, joie individuelle et collective. Le respect des règles sportives est une école de citoyenneté.
Depuis 1909, où le Rouennais Paul Duboc gagne une étape du Tour de France, jusqu'aux récents exploits de Bruno Thibout ou Lionel Groult, l'histoire cycliste de notre agglomération est longue. La région rouennaise abonde en hauts lieux sportifs où des champions ont côtoyé des pratiquants anonymes. Sachons nous intéresser à ce patrimoine matériel et immatériel parfois menacé d'oubli, et en conserver la mémoire.

Ce fascicule a été tiré à 100 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : mai 2002. N°ISBN 2-913914-32-2
© Communauté de l'Agglomération Rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

JOLY (Pierre) et ANQUETIL (Jacques), En Brûlant les étapes, Calmann-Lévy, 1966

LEFÈVRE (Jean-Pierre), Jacques Anquetil ou la réussite sportive dans les années soixante, Revue d'Histoire du sport normand, n°1, P.U.R., 1989

Paris-Normandie : Anquetil, l'épopée, 1997

OLLIVIER (Jean-Paul), Jacques Anquetil, la véridique histoire, Glénat, 1994

VIGARELLO (Georges), Passion sport, Histoire d'une culture, Textuel, 2000

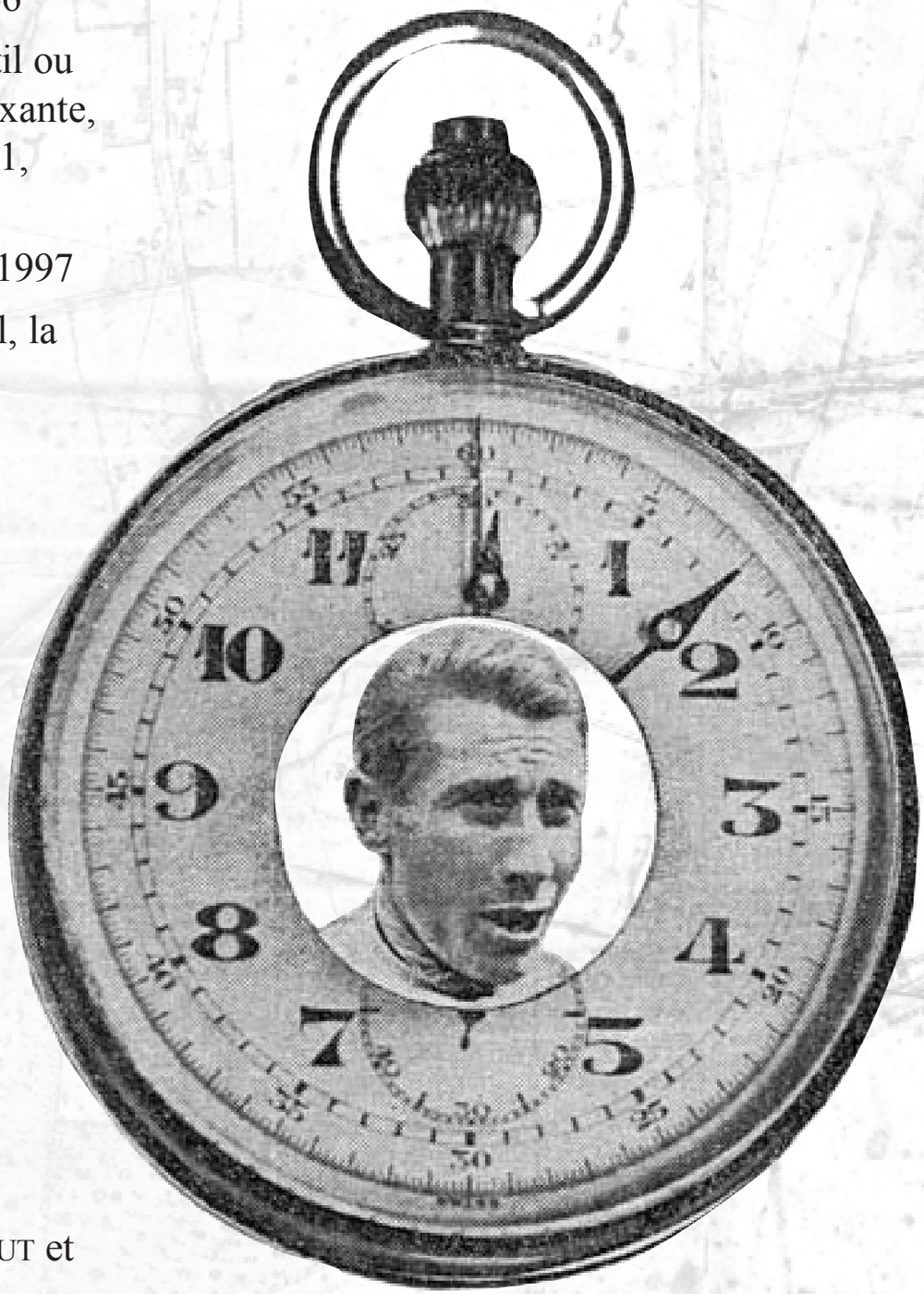
Remerciements :

L'auteur adresse ses vifs remerciements, pour ses conseils et le prêt de documents, à Jean–Pierre DUGARD, collectionneur et spécialiste de Jacques ANQUETIL. Elle remercie également la famille de Jacques ANQUETIL, en particulier son cousin, Claude LEGRAND.

Photographies :

© Collection privée - Cécile-Anne SIBOUT et Jean-Pierre DUGARD, Paris-Normandie

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.



Dans la même collection :

- n°1 Les Bruyères-Saint-Julien
- n°2 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- n°3 De Malaunay à l'île Lacroix La ligne 16 de la TCAR
- n°4 Saint Romain De la légende… à la foire
- n°5 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- n°6 Et la Seine devint maritime
- n°7 Le port de Rouen De l'Île Lacroix à La Bouille
- n°8 Rouen, lieu d'histoire maritime
- n°9 Mémoires de Guerres I La Rive gauche de 1870 à 1914
- n°10 Mémoires de Guerres II La Rive gauche de 1914 à 1940
- n°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- n°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- n°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
- n°14 Sources & fontaines
- n°15 Le patrimoine architectural du plateau est
- n°16 En suivant TEOR…
- n°17 Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
- n°18 Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)

Gratuit,
ne peut être vendu.
Imprimé sur papier recyclé

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



L'AVIATION

DANS L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE

Michel Croguennec

Collection histoire(s) d'agglo

n°19

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Fanny Germain - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Jean-Robert Ragache - Philippe Renault - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout.

Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Jeunesse
Agglomération de Rouen Haute Normandie
Serge Martin-Desgranges

Conception graphique :

Stéphanie Marc

Réalisation :

Agnès Drouillon - Nicolas Carbonnier

Contact :

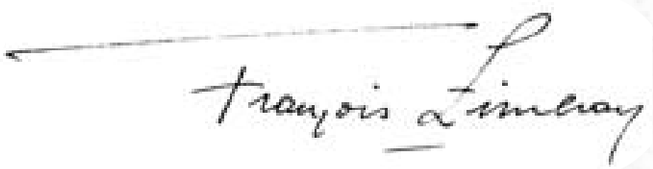
Direction Culture - Jeunesse
Agglomération de Rouen Haute Normandie
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les 34 communes de l'agglomération rouennaise possèdent un patrimoine d'une rare densité. Patrimoine architectural, naturel, mais aussi humain, qui a contribué largement au rayonnement de notre agglomération.
Le succès grandissant rencontré par cette collection est l'expression de l'intérêt majeur que chacun porte à ce qui fait son histoire, mais aussi son environnement quotidien.
Ce patrimoine est tout simplement le vôtre, et nous sommes heureux de vous le présenter.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

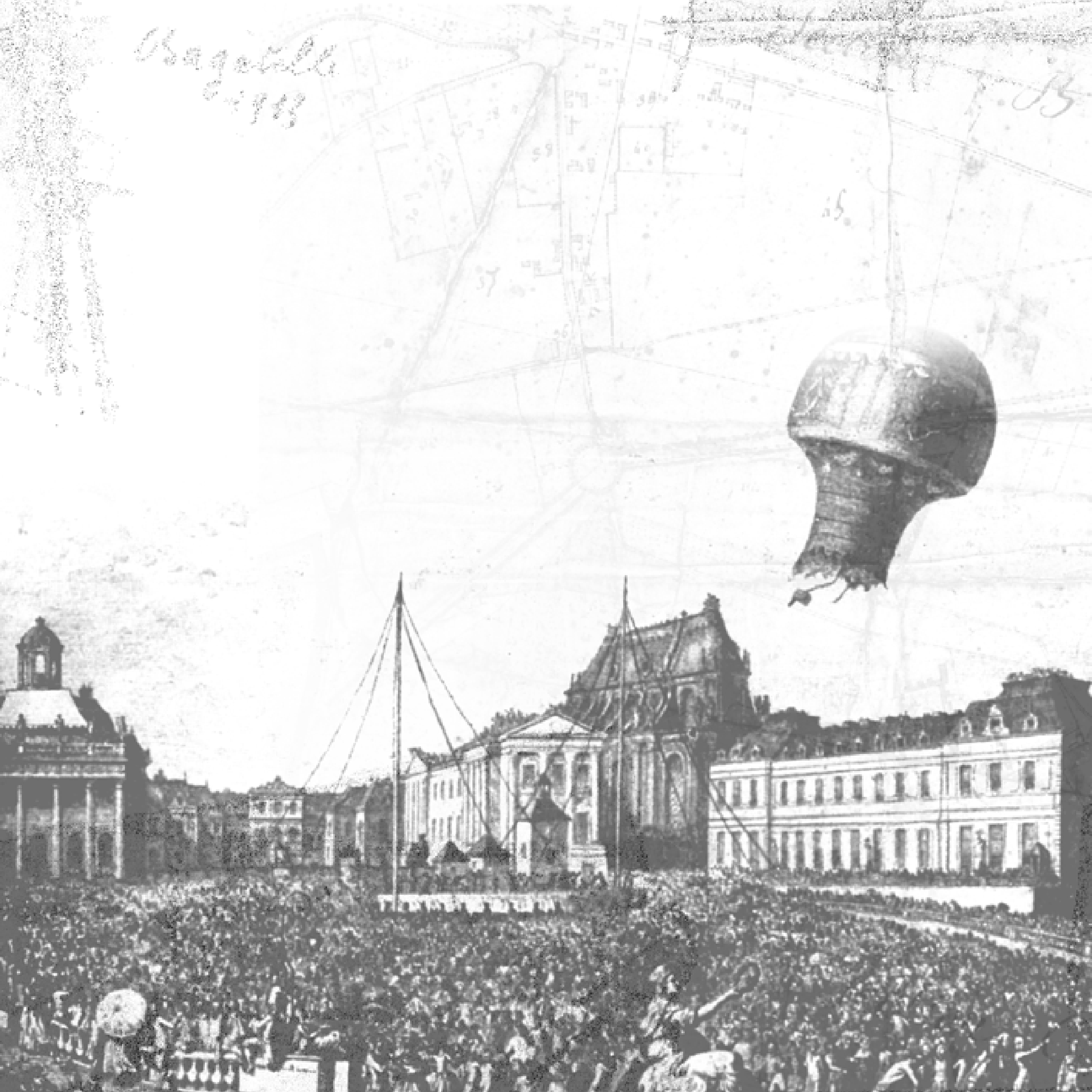


Président de l'Agglomération de Rouen Haute Normandie

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué Culture – Patrimoine - Jeunesse



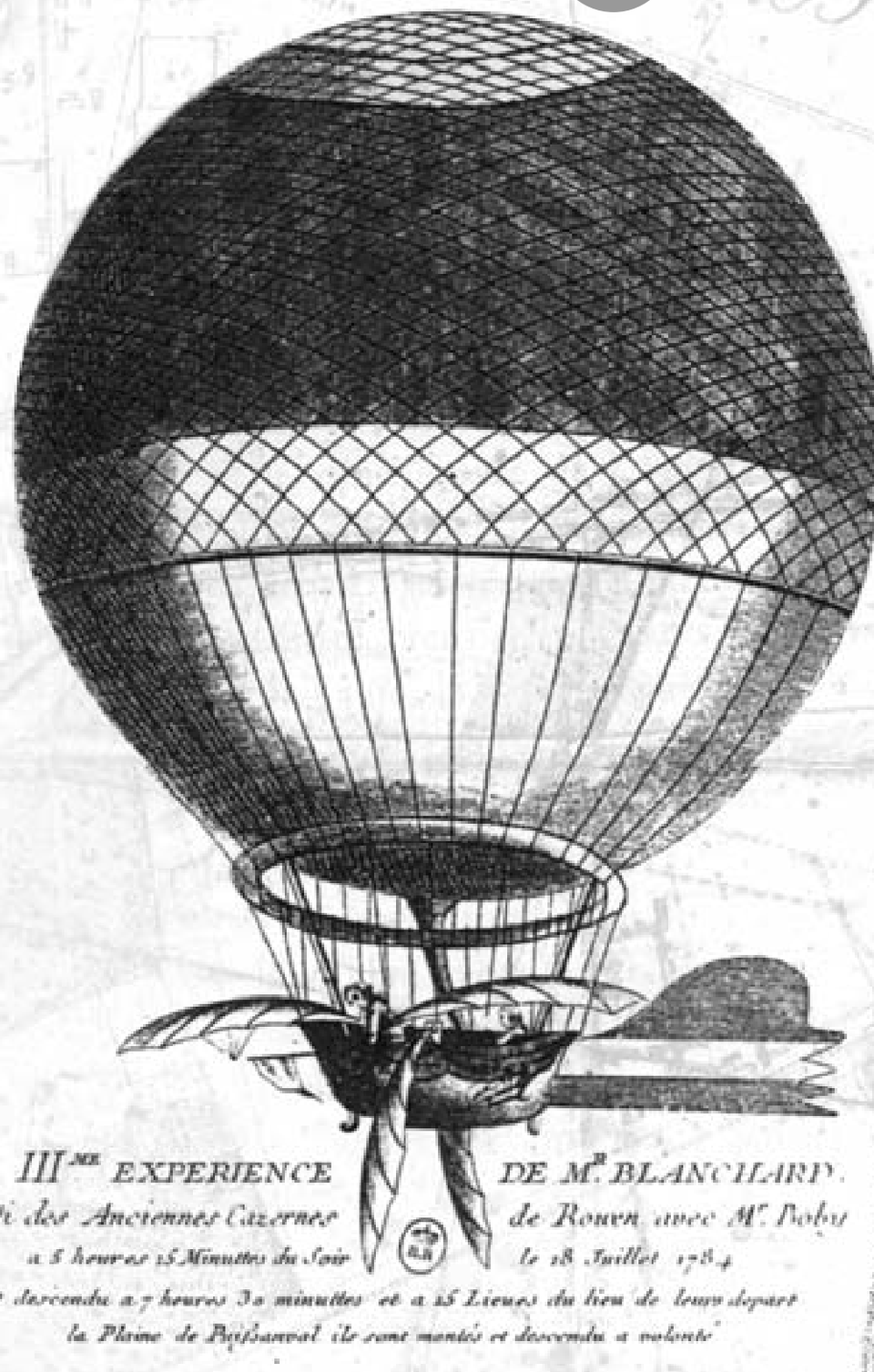
Pendant des siècles, imiter le vol des oiseaux constitua pour l'être humain un rêve de liberté inaccessible. Pourtant, du légendaire vol d'Icare dans l'Antiquité en passant par les machines volantes imaginées par Léonard de Vinci, jusqu'à l'exploit des frères Mongolfier, certains esprits aventuriers se lancèrent le défi de vaincre l'effet de la pesanteur. Les communes de l'agglomération rouennaise furent, dès le XVIII^e siècle, les témoins des premiers essais de conquête du ciel en ballon, puis au début du XX^e siècle des premières démonstrations de vol en avion. Que ce soit sur la rive gauche ou la rive droite, l'agglomération rouennaise possède une histoire de l'aviation que ce 19^e fascicule d'histoire(s) d'agglo vous propose de découvrir.



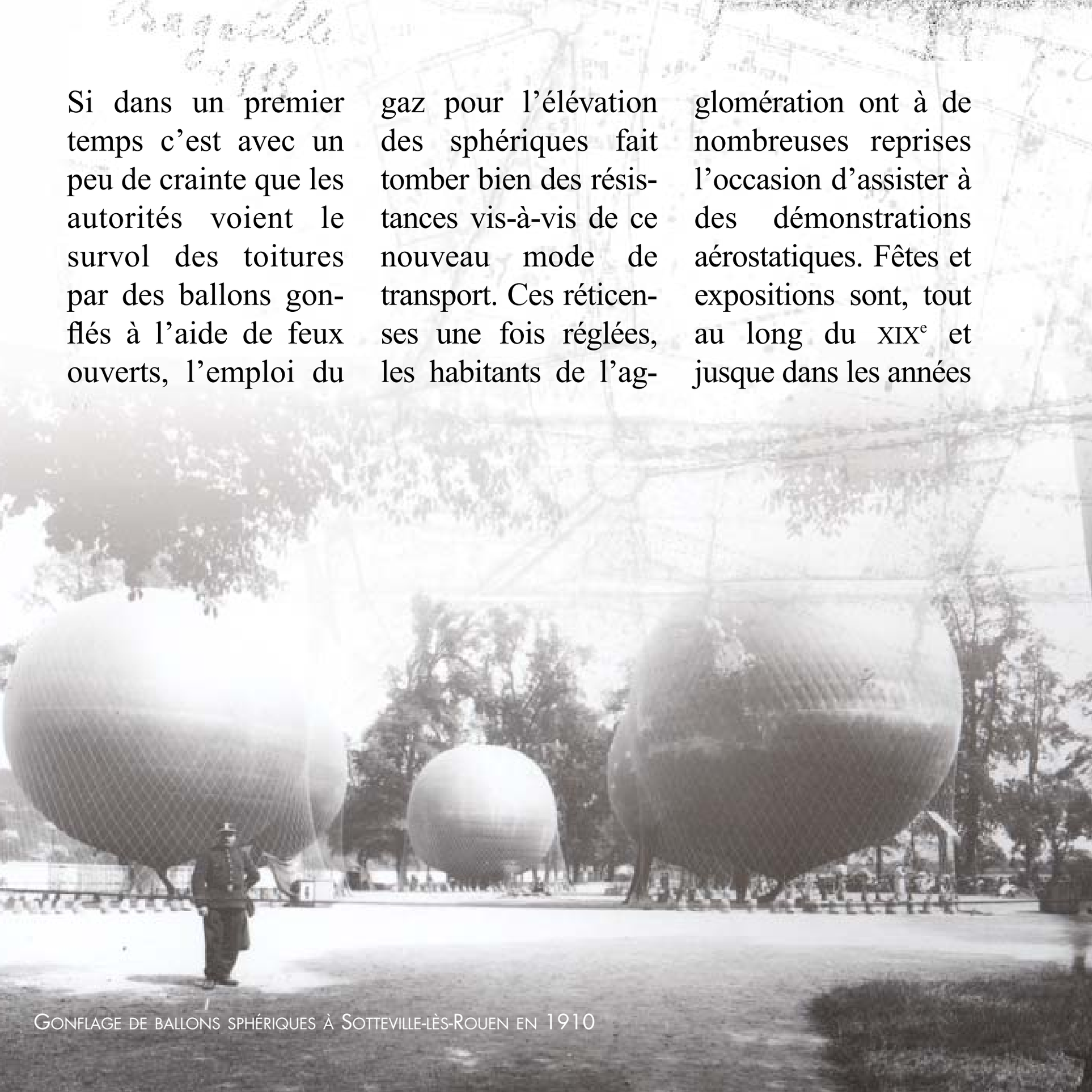
Portrait de Jean-Pierre Blanchard
(1753-1809)

Les premières expériences réussies de vol en ballon à air chaud des frères Mongolfier menées à partir de 1783 ont un retentissement considérable dans tout le royaume. Nombreux sont dès lors les aventuriers à vouloir tenter de reproduire les vols des deux aéronautes. À Rouen, Jean-Pierre Blanchard réussit, devant une foule immense, deux

ascensions les 23 mai et 18 juillet 1784 à bord de ballons gonflés à l'air chaud munis d'ailes pour les déplacements horizontaux. Le 12 août 1798, l'aéronaute qui se produit un peu partout en Europe et en Amérique, contre monnaie sonnante et trébuchante, effectue du faubourg Saint-Sever de Rouen un nouvel envol. Cette exhibition s'accompagne d'une démonstration de saut dans le vide d'un chien retenu par le parachute inventé par Blanchard en 1785. Le 14 août 1803, celui-ci réalise son 54e vol en décollant du Jardin des plantes de Rouen.



Si dans un premier temps c'est avec un peu de crainte que les autorités voient le survol des toitures par des ballons gonflés à l'aide de feux ouverts, l'emploi du gaz pour l'élévation des sphériques fait tomber bien des résistances vis-à-vis de ce nouveau mode de transport. Ces réticenses une fois réglées, les habitants de l'agglomération ont à de nombreuses reprises l'occasion d'assister à des démonstrations aérostatiques. Fêtes et expositions sont, tout au long du XIX^{e} et jusque dans les années



Gonflage de ballons sphériques à Sotteville-lès-Rouen en 1910

1920, les prétextes pour élever au-dessus de chaque commune de l'agglomération montgolfières, ballons sphériques et autres dirigeables ; manifestations qui provoquent à chaque fois l'enthousiasme d'un public toujours fort nombreux et passionné. Les aérostatiés sont devenus de véritables héros connus de tous comme Gaston Donnet, Charles Levindrey ou Ernest et Henri Duval. Mais l'essor de l'aviation dans les années 1900 va forger de nouvelles légendes.

En juin 1909, c'est une "Demoiselle Santos-Dumont", l'un des tous premiers aéroplanes à moteur, que le public peut admirer en plein centre ville de Rouen dans le hall de l'Hôtel de France. La présentation au sol de cet engin révolutionnaire rencontre un vif succès auprès de la population. Pourtant, beaucoup regrettent de ne pouvoir admirer ce bel "oiseau" en vol. Un groupe de passionnés de sport mécanique et de vitesse emmené par Marcel Debons, président de l'Automobile Club de Normandie, se constitue alors pour organiser le plus vite possible sur l'agglomération un rassemblement des premiers avions avec démonstration en vol. Plusieurs mois de travail seront nécessaires à l'équipe pour mener à bien son projet et réunir, grâce à l'ouverture d'une souscription publique, machines et pilotes du monde entier.



L'aviatrice Raymonde De Laroche

Organisé du 19 au 26 juin 1910, le meeting aérien de Rouen figure parmi les toutes premières réunions d'avions organisées au monde (la neuvième du genre) alors que l'aviation n'en est encore qu'à ses balbutiements. Pour accueillir cette manifestation, le champ de manœuvre militaire du Rouvray, à l'emplacement de l'actuel parking du parc des expositions et du Zénith, est réquisitionné et rebaptisé pour l'occasion aérodrome de Rouen-Bruyères ou Bruyères-

Aviation. Hangars, garages automobiles et hippomobiles, tribunes, barrières, mâts de signalisation, buvettes sont mis en place pour l'accueil des pilotes et de leurs avions ainsi que celui du public. Une foule énorme se presse de toute la Normandie et même au-delà pour venir assister, contre un droit d'entrée sur le site de 1 à 20 F, aux prouesses de ces pionniers de l'aviation sur leurs drôles de machines volantes, fragiles assemblages de bois et de toile. Parmi ceux-ci, on peut noter la présence des pilotes Morane, Latham, Hanriot, Mignot, Christiaens, Cattaneo, ou la Baronne Raymonde de Laroche… aux commandes des avions de marque Bréguet, Blériot, Voisin, Farman ou Santos Dumont. Pendant cette semaine, plusieurs compétitions voient s'affronter dans le ciel de l'agglomération les vingt pilotes inscrits au meeting aérien pour l'attribution du prix de vitesse, d'altitude, de vol plané ou du prix de passagers et du poids utile transportés, devant un public émerveillé. Cette semaine de l'aviation offre en outre la possibilité aux visiteurs les plus téméraires d'effectuer les tout premiers survols de l'agglomération en avion. Au terme de cette manifestation, les organisateurs peuvent, malgré un déficit de plusieurs milliers de francs, se déclarer satisfaits. Plus qu'un succès, c'est un véritable triomphe que ce meeting aérien a remporté avec la présence pendant toute une semaine de plusieurs milliers de spectateurs enthousiastes.

L'aéro-club de Normandie

La semaine de l'aviation fait naître des vocations de pilote chez de nombreux Rouennais et enracine, de manière durable dans l'agglomération, l'attrait pour les activités aériennes. Cela se manifeste en particulier par la naissance de plusieurs associations d'amateurs d'avions et de vol sous toutes ses formes : "Aéro Touriste Normand" en 1912, "Union Aéronautique de Normandie" en 1922, "les Anciens de l'Aviation de Normandie" en 1926, "Groupement Rouennais d'Aviation Légère" (GRAL) en 1929, "Aéro-Club Populaire de Rouen" en 1936, "Minéo Oissel Club" en 1937… La plus importante d'entres elles, l'"Aéro-Club Rouennais", est fondée à Rouen le 19 mai 1911 par une poignée de passionnés de vol en sphérique et d'aviation réunis autour de l'industriel Ernest Duval. Cette association se donne pour but d'étudier tout ce qui concerne l'aéronautique et favoriser la propagation du tourisme aérien. Cela se traduit en particulier par l'organisation de meetings et la participation aux concours aériens en France et à l'étranger. Si dans les premiers temps, les membres du club doivent se contenter de prendre l'air

en ballons sphériques, ils oeuvrent pour doter le plus rapidement possible l'Aéro-Club Rouennais de ses premiers avions.

La guerre de 1914-1918 vient interrompre un peu brutalement l'enthousiasme des aviateurs rouennais. Mais le développement de l'arme aérienne pendant le conflit donne une formidable impulsion à l'aviation toute entière. Toutefois, il faut attendre 1922 pour voir les activités de l'Aéro-Club Rouennais redémarrer, date à laquelle une seconde association voit le jour. L'Union Normande d'Aviation se propose également de favoriser l'essor de l'aviation auprès du public. Pendant deux ans ces deux sociétés rivalisent dans l'organisation de meetings aériens. Avec sagesse, les deux associations décident en 1923 de réunir leurs moyens.

Sous l'impulsion de son président Louis Antier, ce groupement devenu Aéro-Club de Normandie en 1929, connaît un grand rayonnement : création d'écoles de pilotage et de mécanique, organisation de meetings,

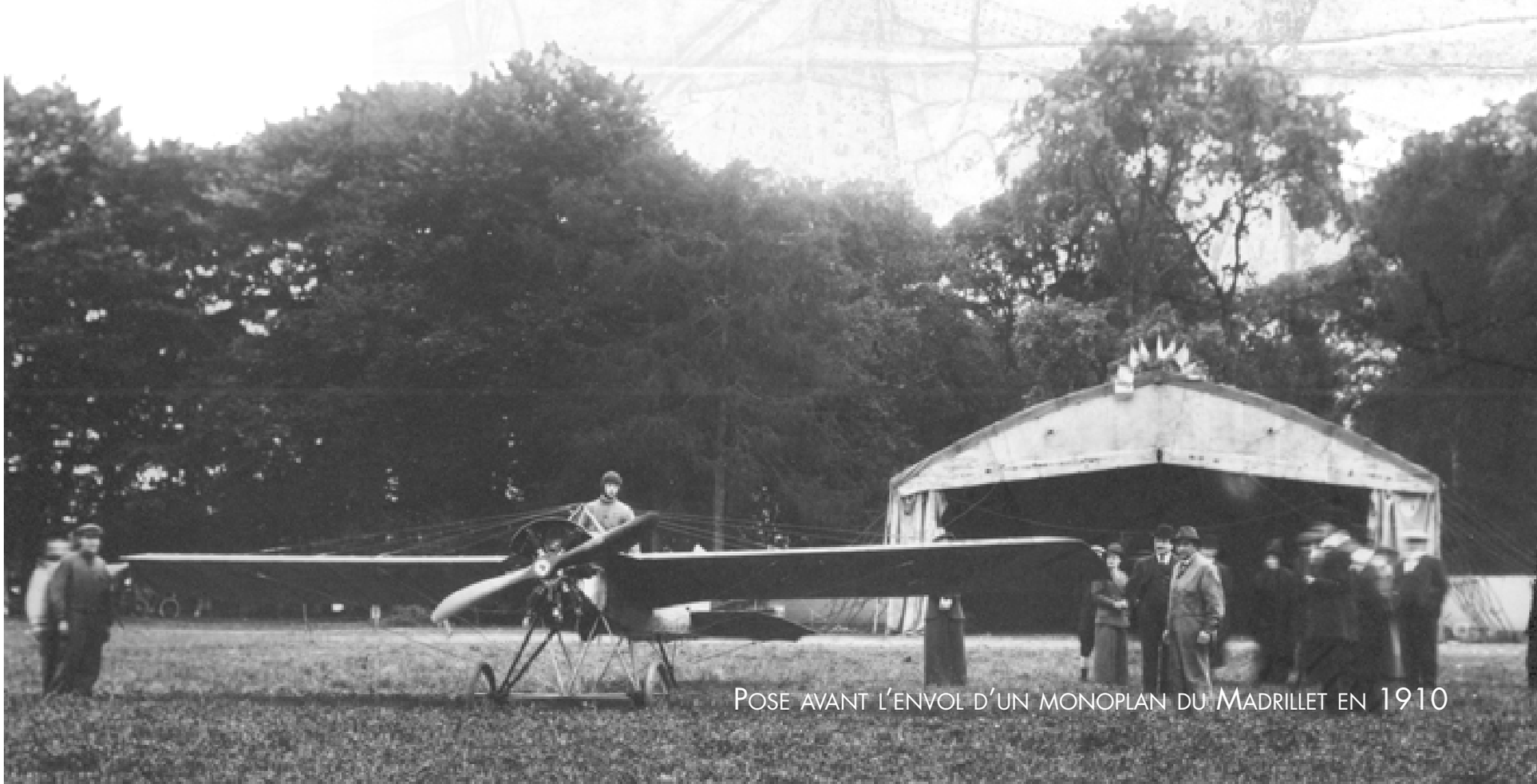


de baptêmes de l'air tous les dimanches, de conférences sur l'aéronautique... mais aussi combat pour doter Rouen d'un grand aérodrome. En 1933, le travail de l'ACN et de ses dirigeants est reconnu d'utilité publique : juste récompense pour ses infatigables animateurs et pour le travail de formation de jeunes pilotes. D'ailleurs en 1936 le ministre de l'air du Front populaire, Pierre Cot, charge cette association de gérer une section d'aviation populaire qui doit permettre la formation au pilotage et à la mécanique d'un grand nombre d'élèves. L'imminence d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne incite en effet le gouvernement à étoffer les rangs de l'Armée de l'air. En sommeil pendant le conflit 1939-1945, le club, dont 16 de ses membres sont morts pour faits de guerre ou en déportation, reprend, au lendemain de la Libération ses activités : pilotage, vol à voile, modélisme, parachutisme et organisation de meetings aériens.

Depuis cette époque, l'ACN n'a cessé de poursuivre sa mission de rendre la pratique de l'aviation accessible au plus grand nombre.

Les aérodromes du Madrillet

Si le meeting aérien de 1910 se tient sur le champ de manœuvres du Rouvray, l'utilisation de ce site par les civils ne peut-être, jusqu'à la première guerre mondiale, qu'exceptionnel. Les aviateurs trouvent alors refuge sur deux terrains de la rive gauche. Le premier, situé au Grand Quevilly au lieu dit du Bois Cany, est inauguré le 27 avril 1913 par le pilote Jules Védrines. Mais l'aérodrome Douthwaite, du nom de son propriétaire, ne fait guère l'unanimité auprès des pilotes et ne tarde pas à être rapidement délaissé. Le second terrain d'aviation est créé au lieu-dit du Château



Pose avant l'envol d'un monoplan du Madrillet en 1910

blanc à Saint-Etienne-du-Rouvray par la Société Nouvelle des Aéroplanes "La Mouette". L'aérodrome, baptisé Rouen-Madrillet, est implanté sur les prairies situées entre les rues d'Elbeuf et du Madrillet. Inauguré en fanfare le 11 mai 1913, il connaît une grande activité jusqu'à la guerre de 1914. Au lendemain du conflit, l'intérêt des pilotes et des organisateurs de meetings se porte vers un troisième emplacement qui n'est autre que le champ de manœuvre du Rouvray situé à cheval sur les communes du Grand Quevilly et de Petit-Couronne. Les spectacles aériens se succèdent ainsi à partir de 1920 sur le site prêté par l'armée.
Toutefois, l'achat en 1926 par la ville de Rouen d'un terrain contigu facilite l'extension des installations civiles ce qui permet deux ans plus tard à l'ACN d'obtenir, de l'autorité militaire, l'utilisation permanente de la piste de décollage.

Le 5 octobre 1930, l'aérodrome de Rouen-Rouvray (plus familièrement appelé Madrillet par le public) est inauguré sous le patronage du ministre de l'Air Laurent Eynac. Cette manifestation est l'occasion d'offrir au public un

meeting aérien réunissant quelques-uns des pilotes français les plus connus de l'époque : Doret, Le Brix, Assolant, Lefevre, Haeglen, Froissart. Doté d'un vaste hangar, d'un poste de ravitaillement en carburant, d'un atelier et d'un "aéro-bar" cet aérodrome permet jusqu'en 1940, grâce au travail des aéro-clubs locaux, de populariser le vol sous toutes ses formes. Mais le Madrillet a également vocation commerciale.

Ainsi, le 10 juillet 1935 a lieu sur ce terrain la première escale de la ligne postale aérienne exploitée par la compagnie "Air Bleu" entre Paris et Le Havre.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'équipement du Madrillet est amélioré par la création de deux pistes de 1 200 et 900 mètres. Ces efforts permettent dès lors, outre les activités normales de l'aérodrome,



L'AÉRO-BAR DE L'AÉRODROME DU MADRILLET DANS LES ANNÉES 1950

l'organisation régulière de grands meetings internationaux d'aviation attirant à chaque fois de très nombreux spectateurs avides de démonstrations acrobatiques. Toutefois, certains comme André Marie et Jean Bétrancourt responsables de l'ACN rêvent de la création d'un grand aéroport plus en adéquation avec l'importance économique de Rouen et capable d'accompagner l'essor du transport aérien au lendemain de la guerre.

L'allongement des pistes du Madrillet au détriment de la forêt du Rouvray est étudié pour permettre l'accueil de grands avions de transport (on songe même à la création de 5 pistes de 1 500 mètres de longueur).

Pourtant, les autorités optent en 1962, pour des raisons techniques et de sécurité, en faveur du développement de l'aérodrome de Boos. Cette décision condamne de fait le terrain du Madrillet dont la surface représente, par ailleurs, une zone de développement économique idéale à proximité d'une agglomération en pleine expansion. On songe ainsi à l'implantation d'un centre commercial régional, d'une gare routière de marchandises et de la Foire exposition de Rouen installée sur les quais de la rive gauche.

L'aérodrome du Madrillet ferme ses pistes le 3 décembre 1968 pour laisser la place aux parking et installations du parc des expositions de Rouen.

L'aéroport de Boos

C'est dans le contexte de réarmement de la France des années 30 que l'armée de l'Air décide en 1935 d'implanter dans les prairies de Boos une base aérienne suivie de l'installation du Groupe Aérien d'Observation 503. Pistes d'envol, hangars (toujours visibles de nos jours), logements sont créés dans les années qui précèdent le second conflit mondial pour accueillir avions et pilotes. Face aux menaces de guerre de plus en plus perceptibles, l'armée décide en 1938 d'accroître les capacités de cette base. Les études prévoient en effet d'installer à Boos trois escadrilles et un bataillon de l'Air servis par 1300 personnes. Le déclenchement des hostilités en septembre 1939 interrompt brutalement ce projet. De la "Drôle de guerre" à la Bataille de France, le terrain est successivement utilisé par les avions Hurricane des



Aérogare de l'aéroport de Rouen-Boos

escadrons de chasse anglais et des Bloch, Potez et autre Bréguet des escadrilles françaises dont certains s'illustreront avec brio dans les combats dont le ciel de la région est le témoin. Avec l'arrêt des hostilités, l'aérodrome abandonné est occupé à partir de la mi-juin 1940 par les Allemands. Mais le 20 juin, 18 avions à croix gammée y sont détruits au sol par la Royal Air Force. Cette action a été grandement facilitée par le sabotage des lignes télégraphiques allemandes réalisé par Etienne Achavanne qui sera le premier résistant normand à être fusillé par l'occupant. Boos n'est alors plus utilisé que comme terrain de secours par la Luftwaffe. Bien que réquisitionné à la Libération par les troupes américaines, l'US Air Force ne se sert pas du terrain rendu inutilisable par les Allemands. Restitué aux autorités militaires françaises l'aérodrome, perdant tout intérêt stratégique, est désaffecté. Il faut attendre septembre 1951 pour qu'il reprenne vie. Les installations, remises en état par le service des Bases Aériennes, sont récupérées par les membres du G.R.A.L qui y installent le Centre de Vol à Voile Ferdinand Beau du nom du précurseur de ce sport dans la région.

L'aérodrome de Boos est confié en 1967 à la gestion de la Chambre de Commerce de Rouen qui a l'ambition d'en faire un aéroport régional. Ce projet passe naturellement par la modernisation des installations qui implique la création d'une tour de contrôle, d'un aérogare et d'une piste de 900 mètres de long en

macadam pour permettre l'accueil d'avions de tourisme et d'affaires.

L'aéroport est ouvert le 24 août 1968 à la circulation aérienne civile et héberge les aéro-clubs locaux (exception faite de la section parachutisme dont l'activité est interdite à Boos pour des raisons de sécurité), chassés par la fermeture du Madrillet, ainsi que la station régionale de Météo France précédemment installée sur l'aérodrome du Grand Quevilly. L'allongement de la piste à 1 700 mètres permet, dans les années 1970, l'atterrissage d'avions de plus grande taille et le développement des liaisons inter-régionales (Rouen-Tours-Lyon à partir du 1er février 1972) favorisant ainsi l'essor de l'activité commerciale de l'aéroport de Boos, baptisé Aéroport Rouen – Vallée de Seine.



Hangars de l'aéroport de Rouen-Boos

SOUVENIRS AÉRONAUTIQUES



Les communes de l'agglomération rouennaise possèdent de nombreux témoignages qui commémorent la mémoire d'aviateurs et d'événements liés à l'histoire de l'aviation.

À l'entrée du Parc des expositions de Rouen est installée une petite stèle en granit érigée en mai 1939 à la mémoire de Louis Antier qui présida aux destinées de l'Aéro-club de Rouen de 1929 à 1938 en en faisant l'une des sociétés aéronautiques les plus importantes

de France. Il trouva la mort le 29 mai 1938 aux commandes d'un autogire en bordure du terrain d'aviation du Madrillet pendant un meeting aérien. En février 1939, la commune de Sotteville-lès-Rouen rendait également hommage à Antier en donnant son nom à l'une de ses rues.

Au petit cimetière du Val-de-la-Haye se trouve la tombe spectaculaire de l'aviateur Max Duret mort le 26 mai 1926 au Maroc. Dû au talent du sculpteur rouennais Alphonse Guilloux, le monument, en ciment armé, représente plusieurs éléments brisés d'un avion militaire environné de flammes rappelant ainsi les terribles circonstance de la mort du pilote.





Au cimetière Saint-Sever, on peut observer le monument funéraire en forme d'aigle d'Alcide Helluin lieutenant pilote aviateur originaire de Rouen décédé au combat le 9 juin 1917 à l'âge de 39 ans.

À Rouen près du moulin Pannevert au pied de la Sud III est installée depuis 1920 une plaque en marbre commémorant l'atterrissage en ballon de Léon Gambetta le 8 octobre 1870 après son évasion de Paris assiégé par les Prussiens.





Au Grand Quevilly, rue de l'Industrie se trouve depuis 1998 une pierre commérant le crash, le 8 mars 1943, du sergent pilote Paul Raphaël Hubidos membre des Forces Aériennes Françaises Libres.

Enfin, plusieurs communes de l'agglomération rouennaise ont tenu à perpétuer la mémoire d'aviateurs et d'aviatrices ayant marqué l'histoire de l'aviation civile et militaire en donnant leurs noms à des rues, des établissements scolaires, des stades à l'exemple de l'école Marise Bastié à Grand Quevilly, du stade Mermoz à Rouen ou de l'impasse Clément Ader à Darnétal.



De nos jours, l'avion est devenu un moyen de transport qui s'est grandement popularisé par la baisse des prix pratiqués et la multiplication des offres de destinations proposées. En se banalisant, l'aviation a sans doute perdu une grande part de la fascination qu'elle exerçait sur le public comme cela pouvait être encore le cas jusque dans les années 1960. Toutefois, l'organisation régulière de meetings aériens à Boos, surtout avec la participation d'avions de collection, prouve qu'il existe toujours un large public pour s'émerveiller devant les prouesses des pilotes descendants des "faucheurs de marguerites" du début du XX^{e} siècle.

Michel Croguennec

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : septembre 2002. N°ISBN 2 - 913914-35-7
© Agglomération de Rouen Haute Normandie
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

DELECLUSE (Jacques), Les consuls de Rouen, histoire de la chambre de commerce de Rouen des origines à nos jours, éditions du P'tit Normand, Rouen 1985.

BETRANCOURT (Jean), C'est en 1910 qu'est née l'aviation à Rouen, la revue de Rouen, septembre 1951.

PELAY (Edouard), Pierre Blanchard aéronaute, Bulletin des Amis des Monuments Rouennais, 1899.

Remerciements :

À Philippe CHÉRON, Frédéric DAVID, Claude FOURNY ainsi qu'aux Archives départementales de la Seine Maritime.

Photographies :

© Collection privée - Michel CROGUENNEC

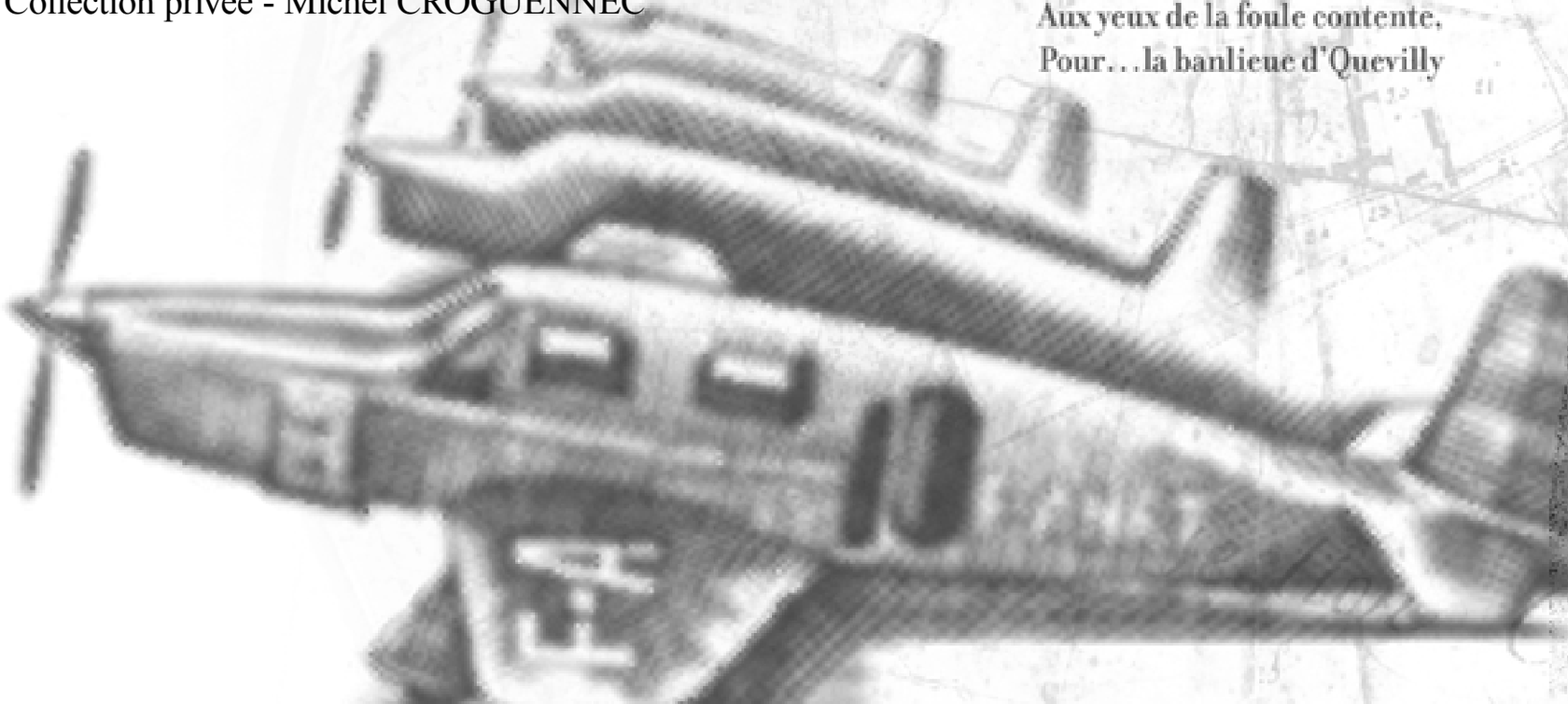
Le ballon de la Garenne (1910)

(Air : Amoureux Sauvetage)

Dans l'bois d'la Garenne il faisait bon.
Donnette y mit son ballon ;
Car désormais Sotteville,
Veut faire comme à la ville,
Et se payer, plein d'admiration,
Le luxe d'une ascension.
Il faut que ça réussisse
Car Donnette eut une nourrice,
Dont les ballons y'ont donné l'flair,
De vouloir toujours monter en l'air !

Refrain

Revenons au bois d'la Garenne,
Près de notre aéronef,
Malgré qu'on se donne de la peine,
Ca n'se gonfle pas bésef,
Bref après deux jours d'attente,
Enfin le ballon partit,
Aux yeux de la foule contente,
Pour... la banlieue d'Quevilly



Dans la même collection

N°01 Les Bruyères Saint-Julien
N°02 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
N°03 De Malaunay à l'Île Lacroix par les lignes de la TCAR
N°04 Saint Romain / De la légende... à la foire
N°05 Le Parlement de Normandie 1499-1790
N°06 Et la Seine devint maritime
N°07 Le port de Rouen / De l'Île Lacroix à La Bouille
N°08 Rouen, lieu d'histoire maritime
N°09 Mémoires de Guerres I / La Rive gauche de 1870 à 1914
N°10 Mémoires de Guerres II / La Rive gauche de 1914 à 1940
N°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
N°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
N°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
N°14 Sources & fontaines
N°15 Le patrimoine architectural du plateau est
N°16 En suivant TEOR...
N°17 Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
N°18 Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)
N°19 L'aviation dans l'agglomération rouennaise
N°20 Les Juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé


UN SIÈCLE D'ARMADA
N°21
Loïc Vadelorge
Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE
Collection histoire(s) d'agglo

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud - Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse

Agglomération de Rouen

Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Chère Madame, Cher Monsieur,

Cette année notre agglomération a accueilli la 4ème édition de l'Armada. Cette manifestation d'ampleur internationale a été pour notre Etablissement l'occasion de manifester sa volonté de réconcilier la cité avec son fleuve. Le grand projet Seine Ouest, lancé en septembre 2002, en est l'expression emblématique.
A l'horizon 2020 sur un secteur de 800 hectares regroupant 5 communes autour du 6ème pont, le futur de notre agglomération se dessinera de part et d'autre de son fleuve.
Poursuivre la reconquête de la Seine et de ses berges,en offrant à notre territoire des aménagements urbains sachant allier les services à l'esthétique fait partie des enjeux majeurs que nous nous sommes fixés.
Les Armadas qui se sont succédé ces dernières années montrent à quel point les femmes et les hommes de notre agglomération aspirent à se retrouver autour de ce site majestueux empreint de tradition et de modernité.
A nous tous de lui donner l'avenir qu'il mérite.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

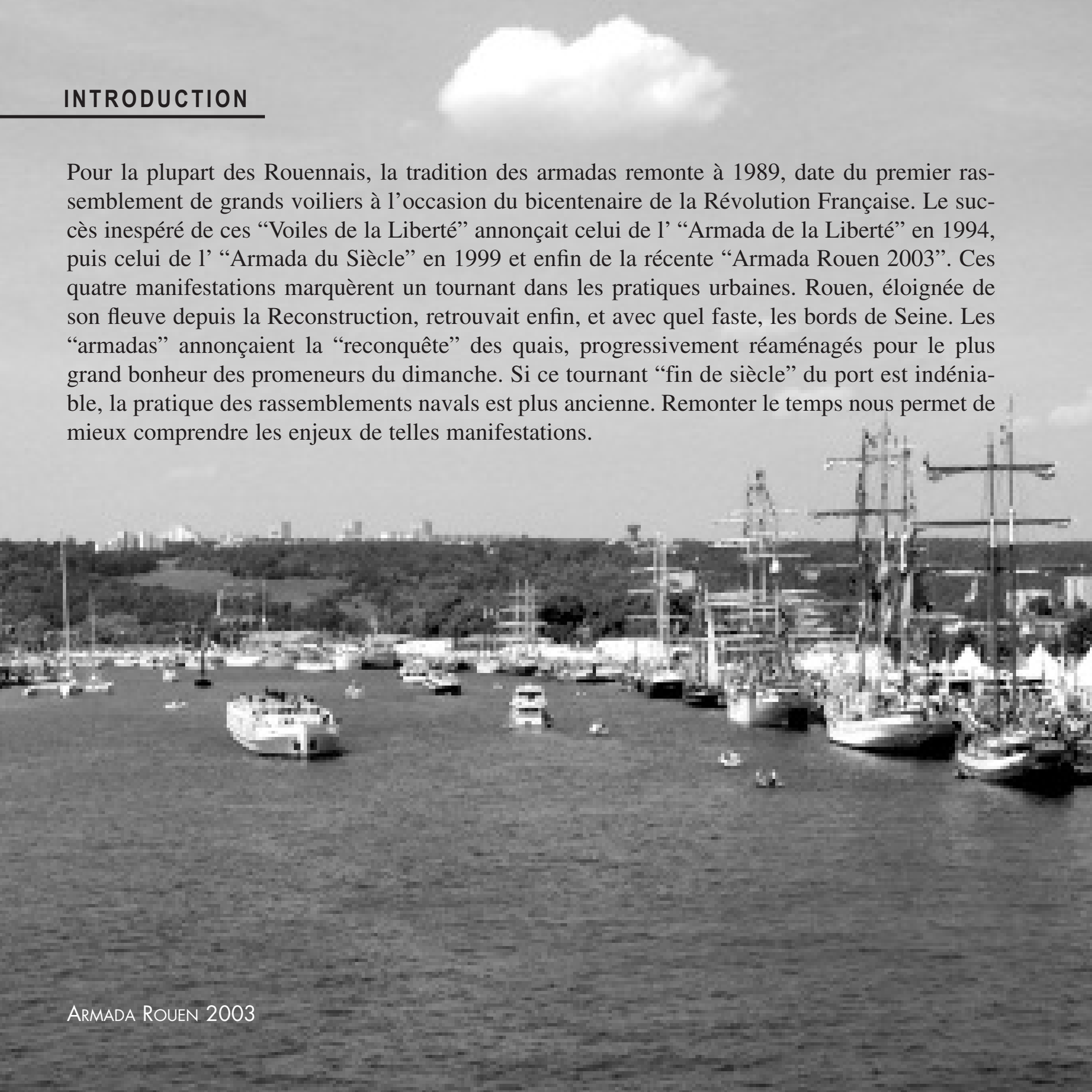
Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE

Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

Pour la plupart des Rouennais, la tradition des armadas remonte à 1989, date du premier rassemblement de grands voiliers à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française. Le succès inespéré de ces "Voiles de la Liberté" annonçait celui de l' "Armada de la Liberté" en 1994, puis celui de l' "Armada du Siècle" en 1999 et enfin de la récente "Armada Rouen 2003". Ces quatre manifestations marquèrent un tournant dans les pratiques urbaines. Rouen, éloignée de son fleuve depuis la Reconstruction, retrouvait enfin, et avec quel faste, les bords de Seine. Les "armadas" annonçaient la "reconquête" des quais, progressivement réaménagés pour le plus grand bonheur des promeneurs du dimanche. Si ce tournant "fin de siècle" du port est indéniable, la pratique des rassemblements navals est plus ancienne. Remonter le temps nous permet de mieux comprendre les enjeux de telles manifestations.



ARMADA ROUEN 2003

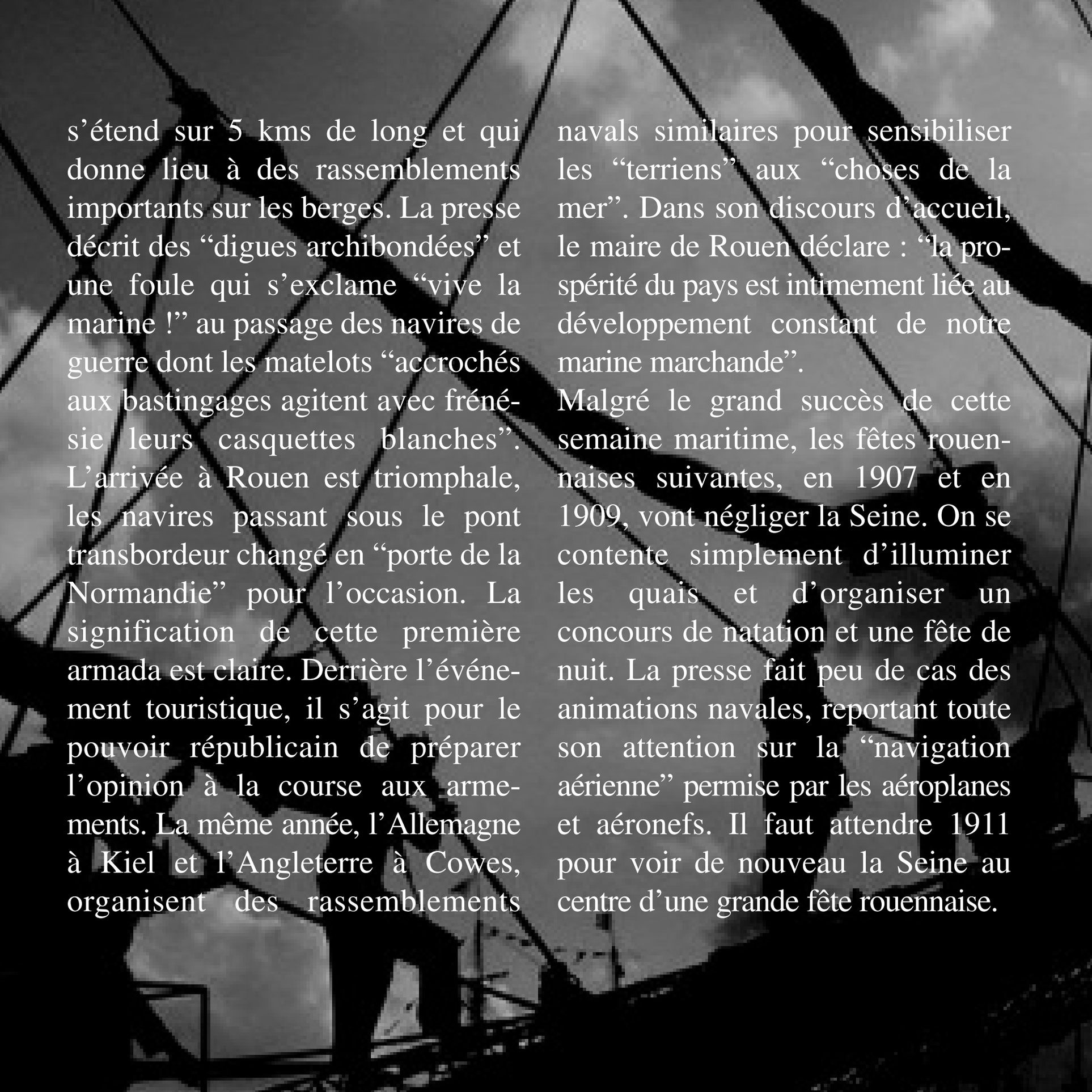


La deuxième escadre dans le port de rouen
Fêtes jeanne d'Arc de 1931

Au XIX^{e} siècle, chaque commémoration politique célébrée à Rouen s'accompagne du pavoisement des navires présents dans le port. C'est le cas en 1802 pour les dix ans de la Première République, sous la Monarchie de Juillet pour la fête du roi ou encore en 1850 pour l'anniversaire de la proclamation de la Seconde République. La Troisième République va systématiser ces pratiques, non seulement parce que la généralisation de l'électricité permet d'illuminer les navires, mais aussi parce que les républicains sont convaincus de la complémentarité des fêtes locales et des fêtes nationales. Le 5 mai 1889, une Fête vénitienne se déroule à Rouen, dans le cadre du centenaire de la réunion des Etats Généraux. On distribue lanternes et bougies aux 91 bateaux accostés dans le port pour une grande mise en spectacle de la Seine. En 1892, dans le cadre cette fois du centenaire de la Première République, la ville organise un concours des "embarcations les mieux décorées et les plus brillamment illuminées". En revanche, les cavalcades historiques de 1891, 1892 et 1901 ne comportent pas de fêtes nautiques. Tout va changer à la Belle Époque, au moment où les Rouennais, commerçants ou élus locaux, prennent

conscience des possibilités scénographiques du fleuve. Il s'agit de créer des événements pour attirer badauds et touristes. Le premier du genre, se déroule en juin 1904, à l'initiative du Souvenir Normand. Trente mille spectateurs vont applaudir les "joutes à la lance" puis une "fête de nuit" ou une trentaine d'embarcations "travesties" en jonques, tonnelles ou torpilleurs de poche illuminent le fleuve. Sur un ponton, placé entre les ponts Corneille et Boieldieu, 16 ballerines et une troupe de gymnastes se produisent "au son d'une musique étrange". À l'occasion de cette première grande manifestation sur la Seine, la Ville de Rouen s'est équipée d'un matériel électrique du dernier cri, pour ne pas donner l'impression "d'une allure quelque peu vieillotte". En dehors d'un yacht de luxe, le trois mâts goélette Sunbeam, aucun navire ne se déplace spécialement pour l'occasion.

Un an plus tard, les "Fêtes de la Grande Semaine maritime", organisées par la Ligue maritime française, peuvent être considérées comme les véritables ancêtres de nos modernes armadas. Un "cortège naval" de 20 bâtiments remonte en effet le fleuve le 5 août 1905. On trouve là une petite escadrille composée de trois avisos (le Buffle, le Cassini, le Bougainville) et de deux contre-torpilleurs (le Sainte-Barbe et le Yatagan) mais aussi un steamer de la Cie Worms (le Thérèse Marie), un remorqueur (le Titan) et une flopée de yachts (le Borda, l'André, le Pacifique, la Dame Blanche, l'Ysam, le Sainte-Marthe). Au total, un cortège qui



s'étend sur 5 kms de long et qui donne lieu à des rassemblements importants sur les berges. La presse décrit des "digues archibondées" et une foule qui s'exclame "vive la marine !" au passage des navires de guerre dont les matelots "accrochés aux bastingages agitent avec frénésie leurs casquettes blanches". L'arrivée à Rouen est triomphale, les navires passant sous le pont transbordeur changé en "porte de la Normandie" pour l'occasion. La signification de cette première armada est claire. Derrière l'événement touristique, il s'agit pour le pouvoir républicain de préparer l'opinion à la course aux armements. La même année, l'Allemagne à Kiel et l'Angleterre à Cowes, organisent des rassemblements navals similaires pour sensibiliser les "terriens" aux "choses de la mer". Dans son discours d'accueil, le maire de Rouen déclare : "la prospérité du pays est intimement liée au développement constant de notre marine marchande".

Malgré le grand succès de cette semaine maritime, les fêtes rouennaises suivantes, en 1907 et en 1909, vont négliger la Seine. On se contente simplement d'illuminer les quais et d'organiser un concours de natation et une fête de nuit. La presse fait peu de cas des animations navales, reportant toute son attention sur la "navigation aérienne" permise par les aéroplanes et aéronefs. Il faut attendre 1911 pour voir de nouveau la Seine au centre d'une grande fête rouennaise.



Un trois mâts dans le port de Rouen en 1910 : *le Pourquoi-Pas?* du commandant Charcot

Du 3 au 11 juin 1911, Rouen célèbre le millénaire du Traité de Saint-Clair-sur-Epte. Une semaine durant, se déroulent des manifestations qui vont associer l'ensemble de la population : congrès des sociétés savantes, expositions artistique, folklorique et horticole, défilés et cavalcades en costume d'époque, fêtes nautiques. De nombreux navires militaires font le déplacement pour cette occasion : le vapeur suédois Paris, le croiseur norvégien Frithjof, le croiseur danois Hejmdal ainsi que des navires de la marine française : les contre-torpilleurs Carquois et Poignard, l'aviso Chamois. Cette petite armada évoque déjà celles de la fin du XX^{e} siècle. Ce sont en effet des navires de prestige qui remontent la Seine. Le deux mâts à vapeur Hejmdal mesure par exemple 78 m de long et 8 m de large. Une fois à quai, les navires sont illuminés en soirée par "des boules électriques semées à profusion le



Le président Fallières embarque pour la visite du port Millénaire normand, 1911

long des cordages" tandis que leurs équipages chantent pour le plus grand plaisir des passants.
Le Millénaire normand se veut avant tout une manifestation régionaliste, parfaitement en phase avec l'idéologie républicaine des "petites patries". Le président Fallières y participe trois jours durant. Les pays scandinaves sont évidemment à l'honneur et se joignent dans un esprit bon enfant à la fête. Cinq étudiants norvégiens ont construit un "drakar", avec lequel ils sont venus de Salensund à Rouen, dans un grand "raid nautique" évoquant les invasions normandes du IXe siècle. Les Rouennais leur répondent en transformant un simple chaland en un "drakkar Rollon" qui sera le clou du grand cortège historique du 11 juin. Costumés en vikings, le "duc Rollon et sa suite" partiront du port des yachts pour accoster à la cale Saint Eloi et rejoindre ensuite un cortège de 1200 figurants.
Les fêtes de 1911 ont un caractère populaire marqué. Selon la presse ce sont près de 400 000 personnes, Normands pour l'essentiel, qui assistent au défilé du 11 juin : "Normands du pays de Caux, Normands de la Côte, Normands du Calvados ou de l'Eure, tous étaient là. Ils avaient apporté des provisions de bonne humeur, et la cohue, les heurts, les bousculades inévitables, ne pouvaient altérer leur calme proverbial". Pour accueillir cette manne touristique, la ville a encore une fois déployé les grands moyens. La rive droite est transfigurée par les décors électriques : soleils suspendus rue Rollon, voûte lumineuse rue

Grosse-Horloge, guirlandes des rues Jeanne d'Arc et de la République, porte artificielle surmontée d'un drakkar au bas de la rue Jeanne d'Arc. Sur le fleuve sont organisés des régates, des joutes, des concours de plongeons et même une "pantomime nautique". La Compagnie rouennaise de navigation propose des excursions en Seine ou dans le port de Rouen. En bref, avec les fêtes de 1911, la ville démontre qu'elle est bien entrée dans l'ère du tourisme de masse, dont les cérémonies historiques ou nautiques forment le plus excellent des prétextes.

La Guerre viendra mettre un terme provisoire à cet élan, qui ne reprendra pas dans les années vingt. Les fêtes organisées à Rouen pour la victoire s'écartent du fleuve, les mises en scène concernant surtout le cœur historique de la ville. En 1927 même, alors que de grandes fêtes célèbrent partout en Normandie le 9ème centenaire de Guillaume le Conquérant, Rouen se contente d'une manifestation modeste, sans aucun rapport avec la Seine. Le retour en grâce du fleuve viendra paradoxalement du culte grandissant que la ville voue à une certaine bergère lorraine.



Le Frithjof et *le Chamois* à quai
Millénaire normand, 1911

Du 23 au 31 mai 1931, Rouen célèbre avec un faste, inégalé depuis 1911, le cinquième centenaire de la mort de Jeanne d'Arc. L'événement est d'autant plus important que la crise économique, venue des Etats Unis, commence à toucher l'économie française tandis que se préparent outre-Rhin des jours sombres. Au même moment, la flotte allemande lance son nouveau cuirassé, le Deutschland. De fait, la célébration de 1931 a une dimension diplomatique indéniable. Des représentants anglais et américains viennent rappeler à Rouen l'alliance de 1914-1918, et l'archevêque réunit 78 prélats autour des cérémonies religieuses dédiées à la Pucelle d'Orléans, devenue sainte en 1920.

Pour appuyer cette démonstration politique, des bâtiments de la 2e escadre, basée à Brest et commandée par l'amiral de Laborde, font le voyage à Rouen. L'armada militaire remonte la Seine un mercredi, ce qui réduit le nombre de spectateurs potentiel le long des berges. En se rapprochant de Rouen, la foule devient plus compacte et, chose nouvelle par rapport à la Belle Epoque, les automobiles sont très nombreuses. La Dépêche de Rouen, journal de gauche, témoigne de l'enthousiasme

populaire qui accompagne l'arrivée des navires : "Dès que les navires étaient signalés, on voyait surgir des chantiers, des quais, des appontements, toute une armée de travailleurs qui, pour quelques minutes, interrompaient leur rude labeur afin de contempler les belles unités dont s'enorgueillit notre marine nationale".

La flottille est composée de trois contre-torpilleurs (le Bison, le Lion, le Lynx), de cinq torpilleurs d'escadre (le Médecin Principal Lestin, l'Arabe, le Kabyle, le Bambara, l'Algérien) et d'un sous-marin (le Jean-Autric). Ils seront rejoints un jour plus tard par trois avisos de l'Ecole navale (la Somme, la Meuse, l'Oise). L'arrivée se fait en musique et l'harmonie des Equipages de la Flotte se produira plusieurs fois en concert au cours de la semaine. L'armada sera mise à contribution pour l'un des clous des cérémonies de 1931 : la "fête de la lumière".

Le 29 mai, sur le coup de 22 heures, le port est plongé dans la nuit. Des dizaines de milliers de spectateurs sont venus assister à la fête de la lumière, qui se déroule sur le fleuve. Du grand pont transbordeur pleut une cascade lumineuse tandis que des feux de Bengale rouges illuminent les navires de guerre. Une croix de lorraine se dessine au milieu du fleuve, grâce à l'électricité. Une douzaine de petites embarcations, éclairées de feux rouges, glissent sur le fleuve. Les spectateurs présents se souviendront longtemps de cette cérémonie, qui met les dernières trouvailles techniques au service du nationalisme. Feux tricolores, drapeaux de

lumière, projecteurs sur les navires de guerre, rien n'est négligé pour associer au souvenir de Jeanne d'Arc la gloire de la France, sortie victorieuse de la Grande Guerre.

C'est une toute autre ville qui, en 1956, célèbrera le cinquième centenaire de la réhabilitation de Jeanne d'Arc. A cette date, les plaies de la Guerre sont loin d'être refermées. Les monuments triomphants sous les feux électriques de 1931, portent cette fois les marques des bombardements alliés. De la cathédrale au fleuve, tout est neuf. La Reconstruction a profondément modifié la physionomie de la ville. En surélevant de plusieurs mètres les quais, les urbanistes ont coupé les Rouennais de leur fleuve. Ville meurtrie, Rouen n'en souhaite pas moins se



Fête de la lumière du 29 mai 1931

tourner vers l'avenir. Les fêtes Jeanne d'Arc qui se déroulent du 19 au 25 juin 1956 et qui vont attirer 100 000 spectateurs, se veulent symboliques d'un tournant dans l'histoire urbaine. Les 24 et 25 juin des fêtes solennelles sont données à l'occasion de la réouverture de la cathédrale, en présence du président de la République, René Coty. Les palissades qui masquaient l'édifice depuis les heures sombres de 1944 sont enlevées le 22 juin 1956.

Les cérémonies, à l'image de la Reconstruction, tournent le dos au fleuve, se focalisant sur la cathédrale. Signe entre autres de ce rejet du fleuve, la présence navale aux fêtes de 1956 est réduite à la portion congrue. Seuls 4 bâtiments de guerre se déplacent pour l'occasion : deux dragueurs océaniques de la Royal Navy (le Jewel et l'Acute) et deux avisos français (le Chamois et le Chevreuil). Une nouveauté cependant, annonciatrice des pratiques des armadas récentes : le public est admis à visiter ces navires le dimanche 24 juin. Autre nouveauté, la création d'un spectacle lyrique en plein air, donné sur la pointe de l'Ile Lacroix et suivi par 50 000 spectateurs. Lui aussi est annonciateur des scènes musicales des armadas contemporaines. Reste que le rassemblement naval de 1956 fait bien pâle figure en comparaison

des fêtes du début du siècle. Par la suite les grandes commémorations (centenaire de Flaubert en 1980, tricentenaire de Corneille en 1984) concerneront surtout les grandes institutions culturelles du centre-ville. Rien ne semblait prédisposer Rouen à réinvestir les bords de Seine à l'occasion de rassemblements navals.



Feu d'artifice des fêtes Jeanne d'Arc de 1956



Deux manifestations du milieu des années 1980 peuvent être considérées comme des préludes aux Voiles de la Liberté de 1989. La première a lieu en mai 1986, à l'occasion du départ de la Course de la Liberté. Il s'agit pour la ville, de commémorer le centenaire du départ de la statue de la Liberté, embarquée à Rouen sur la frégate Isère. Au total trois jours de fêtes, associant successivement les 24 heures motonautiques, un défilé " américain " dans les rues de Rouen, et le départ d'une dizaine de multicoques pour une course Rouen-New York, qui sera remportée par le parrain de la première armada, Eric Tabarly. Près de 200 000 spectateurs assistent au départ de cette course, investissant les quais situés au pied du pont Guillaume le Conquérant, rarement habitués à une telle foule. Les voiliers sont escortés de navires de la marine marchande, de vedettes et même d'un ferry.

Un an plus tard, le 30 mai 1987, Rouen décide de commémorer le neuvième centenaire de la mort de Guillaume le Conquérant. À l'image du spectacle lyrique de 1956, on organise sur les quais bas de la rive gauche compris entre le pont Corneille et le pont Boieldieu, une grande fresque historique, réunissant plus de 600 participants et clôturée par un feu d'artifice. Le succès en demi-teinte de ce spectacle ne décourage par les organisateurs. Quelques semaines plus tôt, ils ont présenté au Parc des expositions la maquette des "Voiles de la Liberté".

L'origine du projet remonte à 1985. La paternité des Voiles est attribuée à un journaliste, Alain Rondeau, rédacteur en chef de la revue Bateaux. Très impressionné par un rassemblement de grands voiliers à Québec en 1984, ce dernier imagine d'en organiser un en Europe. Il réussit à convaincre du bien-fondé de l'opération quelques Rouennais : Le PDG de l'imprimerie Lecerf, Yves-Marie Morault, des conseillers généraux comme André Danet et



La course de la liberté - 1986

l'adjoint chargé des fêtes et cérémonies, Patrick Herr. Le maire de Rouen, Jean Lecanuet, se laisse séduire par l'opération et le projet est officiellement annoncé à Paris, le 13 mai 1985 devant le Belem.

À cette date, les rassemblements de grands voiliers, tout en étant relativement rares, ne sont pas exceptionnels. En 1976, à l'occasion du bicentenaire de la Déclaration d'Indépendance, New York en avait réuni 25. En 1985, 7 étaient rassemblés à Amsterdam et 10 de nouveau à New York en 1986. Les difficultés d'organisation d'une telle manifestation sont cependant loin d'être négligeables. Elles sont tout d'abord diplomatiques, certains pays, en froid avec la France ne souhaitant pas envoyer de navires. D'autres, comme l'Espagne, ne veulent pas s'associer au souvenir de la Révolution française qui leur rappelle des heures sombres de leur propre histoire. A l'inverse, la très forte représentation des nations sud-américaines (Mexique, Uruguay, Venezuela, Colombie, Argentine) témoignera de l'impact international des idées de 1789, à l'origine des mouvements d'indépendance en Amérique Latine.

Les difficultés sont ensuite techniques, tant la remontée du fleuve s'avère délicate, voire millimétrée pour certains navires comme l'Amerigo Vespucchi. Elles sont encore financières, la ville ne disposant d'aucune expérience dont l'échelle pouvait être comparable à celle de l'Armada. Il s'agissait par ailleurs

de s'inscrire dans l'agenda très chargé de la cinquantaine de grands voiliers, naviguant la plupart au titre de navires-écoles et souvent sollicités pour des manifestations de prestige. Autant dire que l'organisation des Voiles de la Liberté, dont la presse a surtout retenu l'enthousiasme, relevait aussi d'une logique d'entreprise. C'est d'ailleurs un spécialiste de ce type de manifestation, Bruno Troublé, PDG de Creative Business Evenement, qui épaulera Alain Rondeau. Parmi les sponsors Elf, Dauphin, Pernod puis sur le tard, France Info et FR3. Les institutions locales (Ville de Rouen, Conseil Général, SIVOM) et les acteurs publics ou para-publics (Chambre de Commerce, Port Autonome, Comet, SAMU) seront abondamment sollicitées pour financer l'opération dont la réalisation est confiée, sur le modèle des grandes fêtes locales depuis le XIX^{e} siècle, à une association, présidée par Patrick Herr.

On connaît la suite. Le succès de la manifestation dépasse les espérances des organisateurs. Ce sont en moyenne 200 000 visiteurs par jour qui viennent arpenter les quais de Rouen du 9 au 16 juillet 1989. Les 21 ou 22 navires présents, suscitent l'enthousiasme de près de 4 millions de visiteurs. On fait la queue pour les visiter, de jour comme de nuit. On s'émerveille des aubades des équipages, on traque les moindres déplacements des uniformes dans les rues pavées, on s'amuse à entendre parler l'espagnol,

l'italien, le portugais dans les brasseries ou les magasins du centre-ville. La grande parade du 16 juillet est le clou de la fête. 500 000 spectateurs envahissent les berges de la Seine, profitant de la moindre plage sauvage, de Rouen jusqu'au Havre. Sous un soleil de plomb et dans une atmosphère bon enfant, les Hauts Normands saluent le défilé des navires et applaudissent au spectacle des marins hissés dans les voilures. Des embouteillages monstres, dont certains durent jusqu'à l'aube, achèvent de consacrer ce qui fut l'une des manifestations les plus populaires du bicentenaire de la Révolution française. Faire revenir les voiliers s'impose naturellement aux yeux des responsables politiques locaux. D'une part l'impact médiatique de la manifestation, couverte par les grandes chaînes de télévision, est incommensurable. Il assure une publicité à la ville, à la région et au Port de Rouen, présentés sous les meilleurs auspices. Les images montrent à la fois la majesté du cadre de



Remontée de la Seine, Armada de Rouen 2003

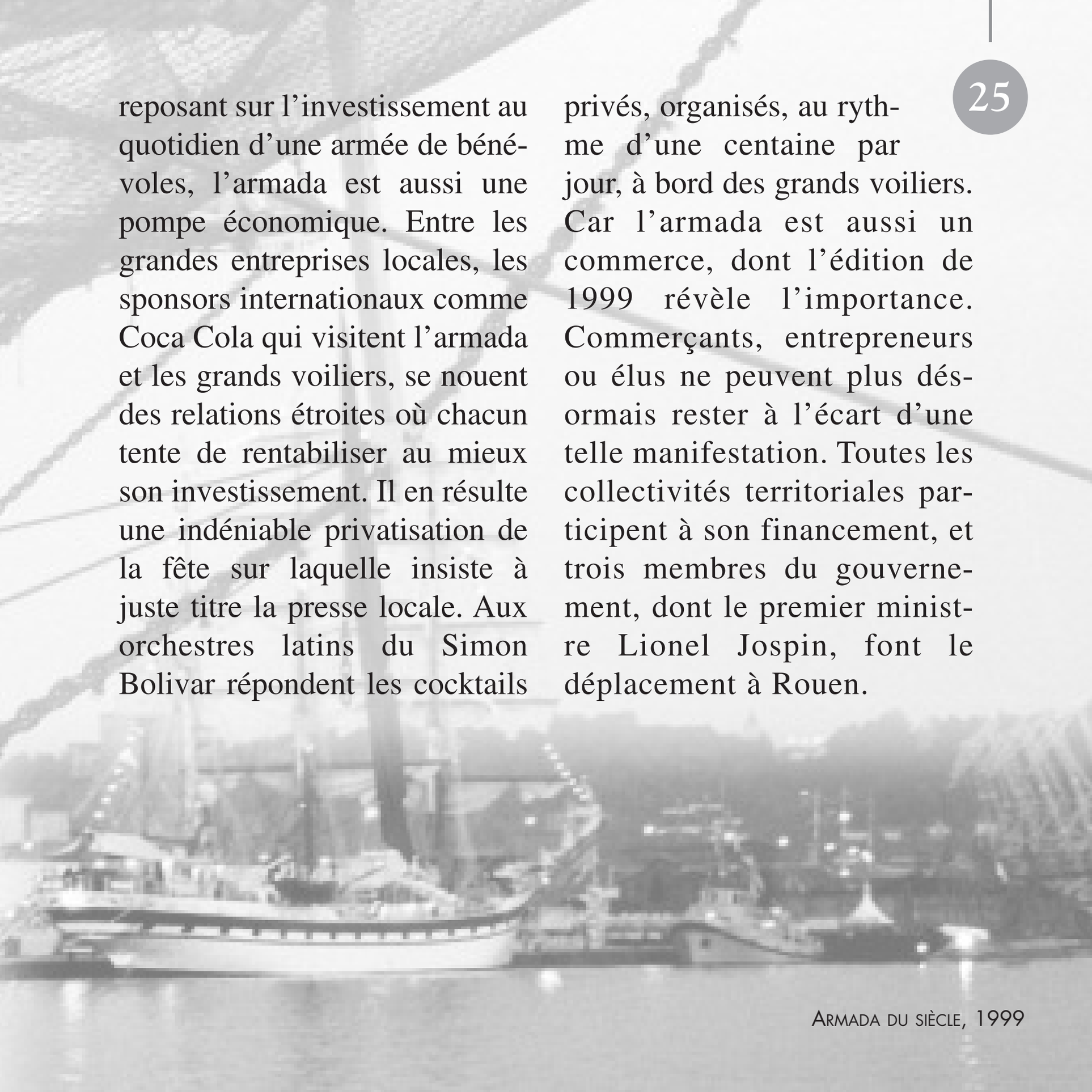
vie - occultant savamment les problèmes de pollution de la zone industrialo-portuaire - et le dynamisme d'une région mobilisée autour d'un événement. Les Voiles de la Liberté constituent aussi l'un des premiers témoignages de l'aptitude des collectivités locales, émancipées par les lois Defferre de 1982-83, à organiser des manifestations d'envergure internationale. La subvention de la Mission du Bicentenaire est dérisoire par rapport à l'effort de la Ville de Rouen. L'on recherche davantage le label de l'Etat que son aide financière. Par ailleurs, les Voiles ont l'avantage de faire l'unanimité. La foule rassemblée, sans heurts majeurs, rassure les élus locaux, à l'heure où la presse ne manque pas une occasion pour dénoncer les banlieues dangereuses. En cimentant les classes sociales autour d'un grand spectacle gratuit, les Voiles de la Liberté montrent que le mythe de la cohésion sociale, ébranlé par la crise économique, peut se ressourcer.

En bref, les raisons étaient nombreuses pour reproduire l'événement. Les occasions de commémoration ne manquaient pas. On choisit en 1994 de s'associer de nouveau à un événement national et régional : le cinquantenaire de la Libération. L'Armada de la Liberté, organisée du 10 au 17 juillet 1994 bat évidemment les records de celle de 1989 : 34 voiliers et 16 navires de guerre, 30 vieux gréements furent conviés à la fête. Ils attirèrent près de 7 millions de visiteurs dont plus d'un million deux cent mille, le

14 juillet. Le caractère populaire de la manifestation était accentué. Tandis que le Musée des Beaux-arts présentait une rétrospective unique de cathédrales de Claude Monet, le Conseil Régional finançait une “armada du jazz”, profitant opportunément du passage en France des jazzmen (BB King, Maceo Parker, Eddy Louiss, etc.), habitués des festivals d’été. Signe de son entrée dans les rendez-vous incontournables, l’Armada reçut aussi la visite du premier ministre, Edouard Balladur, le jour de la grande parade. La presse locale se mobilisa autour de l’événement et contribua à le transformer en une tradition locale. Il était désormais impensable que Rouen puisse se passer d’un rassemblement régulier de grands voiliers. Paradoxalement l’événement se banalisait à l’échelle nationale, d’autres villes, comme Brest ou Bordeaux organisant à leur tour des armadas.

Avec l’Armada du Siècle, le système semble trouver une vitesse de croisière. À l’émerveillement des premières manifestations a succédé les paillettes d’un spectacle désormais bien rodé. La presse insiste peu sur les nouveaux records de fréquentation : peut être 10 millions de visiteurs, entre le 9 et le 18 juillet 1999 ; pas plus qu’elle ne mentionne avec précision le nombre de voiliers présents : environ 30 grands voiliers et 10 bâtiments de guerre. Les commentaires retiennent surtout le paradoxe de cette armada. Indéniablement populaire et

reposant sur l'investissement au quotidien d'une armée de bénévoles, l'armada est aussi une pompe économique. Entre les grandes entreprises locales, les sponsors internationaux comme Coca Cola qui visitent l'armada et les grands voiliers, se nouent des relations étroites où chacun tente de rentabiliser au mieux son investissement. Il en résulte une indéniable privatisation de la fête sur laquelle insiste à juste titre la presse locale. Aux orchestres latins du Simon Bolivar répondent les cocktails privés, organisés, au rythme d'une centaine par jour, à bord des grands voiliers. Car l'armada est aussi un commerce, dont l'édition de 1999 révèle l'importance. Commerçants, entrepreneurs ou élus ne peuvent plus désormais rester à l'écart d'une telle manifestation. Toutes les collectivités territoriales participent à son financement, et trois membres du gouvernement, dont le premier ministre Lionel Jospin, font le déplacement à Rouen.



Armada du siècle, 1999

Vitrines pour les uns, marchés pour les autres mais aussi et surtout spectacles pour tous, les armadas contemporaines renouent avec les grandes manifestations populaires du début du siècle. Aujourd'hui comme hier, le rapport de la fête à l'histoire, qu'elle soit celle navale des grands voiliers ou celle, politique, des grandes heures de l'histoire nationale, est avant tout un prétexte. Il n'est sans doute pas vrai qu'un marin, un révolutionnaire ou un résistant sommeille derrière chacun des visiteurs de l'armada. On se déplace à Rouen en famille, pour renouveler l'émerveillement séculaire devant le gigantisme des navires, les couleurs des uniformes, les rythmes des fanfares, les lumières des feux d'artifice, en bref les ingrédients traditionnels de la fête. Car cette fête existe d'abord pour elle-même. Elle témoigne de la possibilité, dans nos sociétés modernes parfois obsédées par l'individualisme sécuritaire, de rassembler sur un même lieu des centaines de milliers de personnes. Là est sans doute son plus grand mérite contemporain. Là tiennent aussi ses promesses, qui survivront on l'espère, à la possible lassitude du rassemblement à Rouen des grands voiliers.

Loïc Vadelorge

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : octobre 2003. N°ISBN 2 - 913914-52-7
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

Association Les Voiles de la Liberté. Ouvrage officiel. Éditions Sodicom, 1989

CHALINE, Jean-Pierre. “Les fêtes du millénaire de la Normandie, Rouen 1911”. Etudes normandes, 3, 1989, p. 49-68.

GAY, François, SIBOUT, Cécile-Anne et VADELORGE, Loïc. Rouen, un siècle de vie 1900-2000. Fécamp : Éditions des Falaises, 2002

Voiles en Seine. Rouen juillet 1989. Rouen : Éditions du Petit Normand, 1989

Les Voiles de la Liberté. Rouen 1989. Album souvenir. Praxys Diffusion, 1989

Remerciements :

L’auteur adresse ses vifs remerciements à Mme Lebeltel, directrice des archives municipales de Rouen, ainsi qu’aux archives départementales de Seine-Maritime, à Madame Cécile-Anne Sibout et, à Messieurs Pierre Nouaud et Guy Pessiot.

Photographies :

© Agglomération de Rouen, © archives municipales de Rouen, © collection privée : Philippe Sibout, Pierre Nouaud et Guy Pessiot, © Tous droits réservés.

Dans la même collection

N°01 Les Bruyères Saint-Julien
N°02 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
N°03 De Malaunay à l'Île Lacroix par les lignes de la TCAR
Saint Romain / De la légende... à la foire
Le Parlement de Normandie 1499-1790
Et la Seine devint maritime
N°07 Le port de Rouen / De l'Île Lacroix à La Bouille
Rouen, lieu d'histoire maritime
Mémoires de Guerres I / La Rive gauche de 1870 à 1914
Mémoires de Guerres II / La Rive gauche de 1914 à 1940
Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
Quelques grandes figures médicales rouennaises
Sources & fontaines
patrimoine architectural du plateau est
En suivant TEOR...
Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)
L'aviation dans l'agglomération rouennaise
Les Juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours
Un siècle d'Armada

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

LES MAIRIES DE L'AGGLOMÉRATION

UN PATRIMOINE RÉPUBLICAIN

N°22

Chantal Cormont





Agglo. de Rouen

HAUTE NORMANDIE

Collection histoire(s) d'agglo

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud - Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout.

Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse

Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Chère Madame, Cher Monsieur,

Notre pays a connu cinq Républiques en un peu plus de 200 ans et cette traversée de l'Histoire ne fut pas sans vicissitudes. La République a toujours été associée à celles et ceux qui ont œuvré pour davantage de liberté, de démocratie, d'égalité et de laïcité et nombreux furent les penseurs, artistes ou architectes qui ont souhaité lui donner une incarnation ; les Mariannes de nos Hôtels de Ville en sont un exemple emblématique.
La représentation symbolique de la République se rencontre dans chacune des communes qui composent notre agglomération et en premier lieu sur les façades des mairies.
Ce nouveau fascicule de la collection histoire(s) d'agglo se propose de vous faire découvrir une lecture originale de l'architecture de nos maisons communes, véritable patrimoine de la citoyenneté.
A vous tous, nous souhaitons une agréable et enrichissante promenade.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE

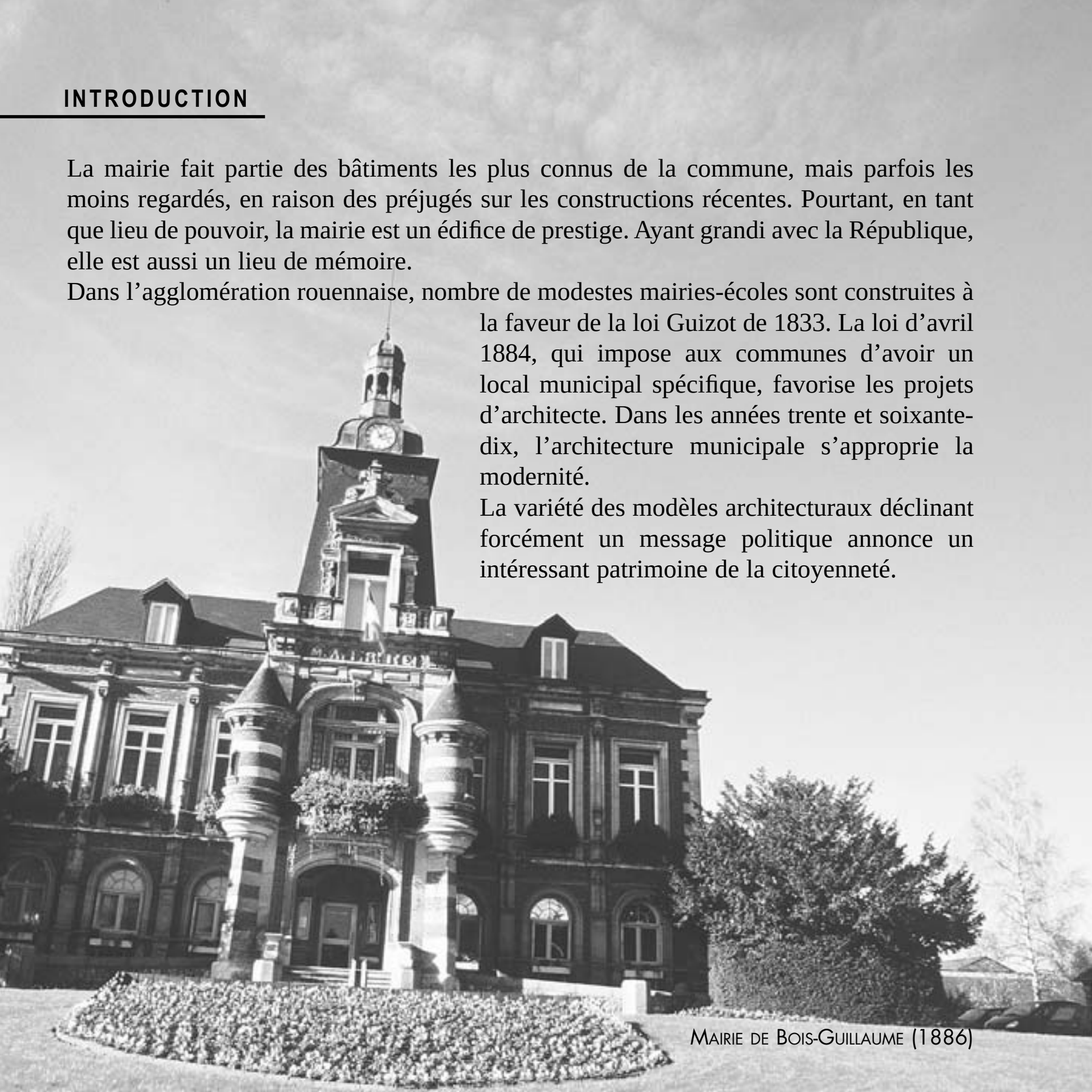
Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

La mairie fait partie des bâtiments les plus connus de la commune, mais parfois les moins regardés, en raison des préjugés sur les constructions récentes. Pourtant, en tant que lieu de pouvoir, la mairie est un édifice de prestige. Ayant grandi avec la République, elle est aussi un lieu de mémoire.

Dans l'agglomération rouennaise, nombre de modestes mairies-écoles sont construites à la faveur de la loi Guizot de 1833. La loi d'avril 1884, qui impose aux communes d'avoir un local municipal spécifique, favorise les projets d'architecte. Dans les années trente et soixante-dix, l'architecture municipale s'approprie la modernité.

La variété des modèles architecturaux déclinant forcément un message politique annonce un intéressant patrimoine de la citoyenneté.



Mairie de Bois-Guillaume (1886)

Hôtel de ville de Bihorel, l'extension, 1983



L'HÔTEL DE VILLE DE ROUEN : RADIOGRAPHIE D'UN BÂTIMENT DE REMPLOI



Façade de l'hôtel de ville de Rouen (1824)

Rouen peut s'enorgueillir d'être une commune depuis 1170 et de posséder un hôtel de ville médiéval dont le beffroi symbolise les libertés municipales. Mais les grands projets de la période moderne tournent court. En 1800, la municipalité s'installe durablement dans un ancien bâtiment du XVIIIe siècle de l'abbaye de Saint-Ouen. La laïcisation de l'édifice commence par la démolition du mur de clôture et des bâtiments annexes. Pour donner à l'édifice un aspect monumental, l'architecte Maillet du Boullay propose en 1824 la refonte de la longue façade de 106 mètres dans le style néoclassique. Un appareil à bossages* et des baies cintrées rythment le rez-de-chaussée. Un avant-corps

monumental à péristyle*, avec une loggia à l'étage et un fronton, signale le bâtiment officiel.

Les campagnes d'agrandissements au XIXe siècle ne changent pas l'aspect général.

Les inscriptions, l'horloge du péristyle, le petit campanile* détruit dans l'incendie de 1926, républicanisent l'édifice.

Hérité de l'abbaye, le monumental escalier tournant en pierre et rampe en ferronnerie, sert l'apparat municipal, de même que les pièces de réception.

Avec son parquet et ses lambris absorbant la porte de communication, ses fenêtres côté jardin, la salle des mariages est un lieu clos. Le tableau *Allégorie des fiancés*, par Eugène Delabarre, de 1931, représentant une scène idyllique et pastorale, distille le charme. Le buste d'une farouche Marianne en bronze noir, daté de 1882, arborant un baudrier mentionnant les dates de 1789, 1848 et 1870, évoque l'histoire tumultueuse de la République. Cette Marianne dite "aux trois Républiques" est l'œuvre du sculpteur franc-maçon, Paul Lecreux.

La salle du conseil a été rénovée en 1960. Le décor métallique réalisé par Maxime Old a occulté les six grandes fresques de 1896 du peintre Paul Baudouin sur l'histoire de Rouen.

Occupant un bâtiment de remploi, cet hôtel de ville a souffert pendant plusieurs décennies de l'absence de plan d'urbanisme initial. Il ne fut désenclavé qu'avec le percement des grands axes, nord-sud et est-ouest.

Choix significatif, les mairies de Darnétal (1834), de Saint-Jacques sur Darnétal (1993) et de Oissel (1856) s'installent dans de belles demeures. Déjà, les mairies de chef-lieu de canton inscrivent leur pouvoir dans la pierre, ainsi Maromme (1844).

UNE MAIRIE PROCLAMATRICE : BOIS-GUILLAUME (1886)

Pour construire cette mairie, le maire fait appel aux meilleurs professionnels de la place de Rouen et accepte des dépenses importantes. L'architecte Louis Loisel est renommé. La zinguerie d'art et la sculpture sont confiées directement au ferronnier Marrou et au sculpteur Bonnet. Les vitraux sont l'œuvre du verrier Lepêtre.

La mairie est un bâtiment quadrangulaire en brique, à un étage, avec un avant-corps* singularisé par un porche à tribune.

L'architecte se joue des volumes. Un puissant campanile trapézoïdal coiffé d'un toit à l'impérial, couronné d'un lanternon avec paratonnerre, anime la mairie d'un mouvement ascensionnel et l'impose dans le paysage.

L'architecture est très éclectique*. Les contreforts et les échauguettes* encadrant l'avant-corps, les arcs d'ogives du porche* réunis par une clef de voûte, les arcs des baies, les pilastres* à chapiteaux composites de la façade, évoquent à la fois le monde féodal, gothique et Renaissance et composent une construction de style " troubadour ".

De nombreux symboles visuels républicains s'affichent en façade. Chaque lettre du mot Mairie est insérée dans une arcature et la date de construction, 1886, est annoncée par le mot latin " Anno ".

Les symboles se nourrissent de

la rivalité entre l'Eglise et l'Etat. Le campanile est la réplique du clocher ; le balcon qui permet au maire de s'adresser à ses concitoyens correspond à la chaire du curé ; l'horloge est l'indicateur du temps laïc qui concurrence le temps liturgique.

L'organisation intérieure met en scène le pouvoir municipal. Le vestibule assure la distribution générale. L'escalier d'honneur est un escalier tournant à deux volées. A l'étage, la salle du conseil sert aussi de salle des mariages. La clarté de la pièce est symbolique : elle sacralise l'institution. Au dessus du porche, un petit salon pouvait abriter un orchestre.

Les mondanités expliquent d'ailleurs la construction de deux rampes permettant aux voitures d'accéder au "péristyle" pour déposer les visiteurs.

Le choix de l'emplacement de la mairie, loin de l'église, déplace le centre de gravité de la commune. Il assure la promotion de la route de Neufchâtel et du chemin de Darnétal à Maromme et permet l'installation de l'éclairage public au croisement de ces deux voies.

En marquant l'urbanité de la commune, cette mairie devait aussi faire la fierté des habitants.

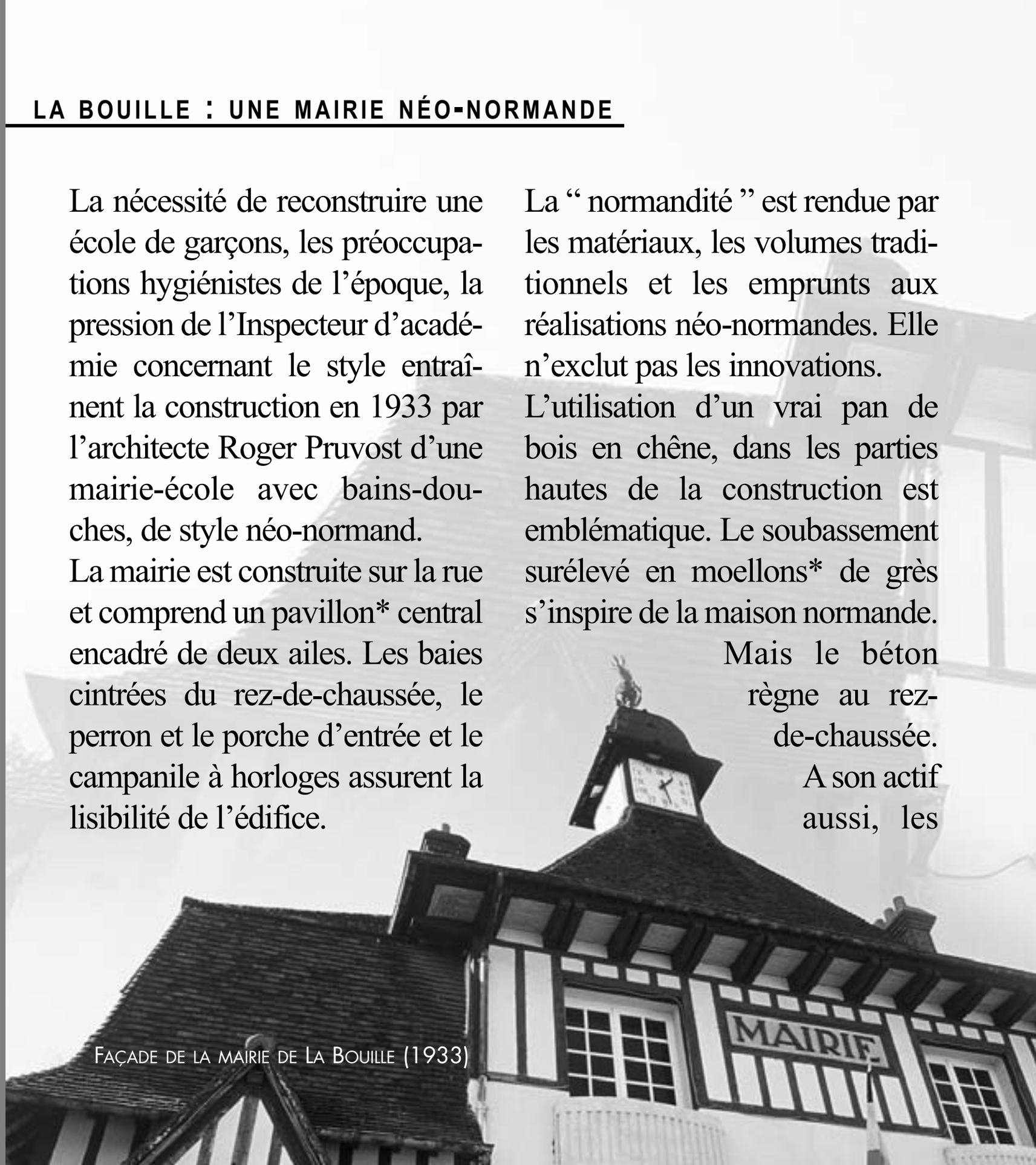
Les mairies du Houlme (1889), de Malaunay (1897), de Saint-Etienne-du-Rouvray (1903), sont d'autres mairies proclamatrices, d'architecture quasi urbaine.

La Troisième République voit aussi la naissance de nouvelles mairies-écoles, ainsi à Amfreville-la-Mivoie (1884), Belbeuf (1888) et Fontaine-sous-Préau (1886).

LA BOUILLE : UNE MAIRIE NÉO-NORMANDE

La nécessité de reconstruire une école de garçons, les préoccupations hygiénistes de l'époque, la pression de l'Inspecteur d'académie concernant le style entraînent la construction en 1933 par l'architecte Roger Pruvost d'une mairie-école avec bains-douches, de style néo-normand.
La mairie est construite sur la rue et comprend un pavillon* central encadré de deux ailes. Les baies cintrées du rez-de-chaussée, le perron et le porche d'entrée et le campanile à horloges assurent la lisibilité de l'édifice.

La " normandité " est rendue par les matériaux, les volumes traditionnels et les emprunts aux réalisations néo-normandes. Elle n'exclut pas les innovations.
L'utilisation d'un vrai pan de bois en chêne, dans les parties hautes de la construction est emblématique. Le soubassement surélevé en moellons* de grès s'inspire de la maison normande.
Mais le béton règne au rez-de-chaussée.
A son actif aussi, les



Façade de la mairie de La Bouille (1933)

balcons, les ouvertures arrondies des baies cintrées et les angles arrondis de l'édifice.
Le toit brisé en pavillon, en tuiles plates, avec de grandes lucarnes, s'inspire des villas balnéaires. Le toit galbé du campanile et le toit à égout* retroussé du pavillon central donnent à la construction une touche pittoresque.
Enfin le drakkar en guise de girouette sur le campanile constitue une revendication de l'identité normande.
La recherche de style concernant l'école montre que l'architecture régionaliste est une réaction contre la tendance à l'uniformisation architecturale diffusée par les édifices publics construits par l'Etat. En outre, par ses références à l'architecture rurale et balnéaire, ce choix semble exprimer un rejet de l'urbanisation, de l'industrialisation et d'une culture ouvrière qui se développent dans les communes voisines. Plaisant généralement aux conservateurs, ce style est un marqueur identitaire.
Avec son colombage en ciment peint, la mairie-école de Houppeville (1933) affiche aussi ce même genre normand.



Salle du conseil et des mariages
Mairie de La Bouille

UNE ESTHÉTIQUE SOCIALISTE : GRAND QUEVILLY - BOURG

La commune doit à son nouveau maire socialiste élu en 1935, Tony Larue, l'édification d'une nouvelle mairie en 1936 dans le Bourg. Que de vicissitudes pour construire une mairie sous le Front populaire ! A peine démarré, le chantier est paralysé en juin 1936 par des grèves. Puis les nouvelles lois sociales entraînent des surcoûts qui aboutissent à une révision des marchés.

La mairie est finalement inaugurée en novembre 1937 par le ministre de l'intérieur du Front populaire, Marx Dormoy. Depuis 1974, elle sert de centre culturel et de mairie annexe.

Pour cette commune de 8942 habitants en 1936, l'architecte rouennais Emile Thomas réalise un ensemble comprenant un hôtel de ville et un foyer municipal. Avec une grande salle de spectacles, une bibliothèque, une salle de conférences, une cuisine pour les banquets, le foyer municipal est l'expression du droit à la culture et aux loisirs des masses et montre l'importance donnée au lien social. Les services municipaux sont regroupés dans le bâtiment central. La distribution intérieure est rationnelle.

Cette mairie est remarquable pour son architecture moderne. L'emploi exclusif du béton armé dans la structure, du ciment de pierre reconstituée en façade, du béton translucide pour faire des cloisons, des planchers, des puits de lumière, constitue une innovation technique.

L'hôtel de ville a un volume cubique. Il est épaulé par un haut beffroi carré symbolique. Sur la toiture-terrasse, une marquise en ciment.

La façade est sobre, percée d'une haute baie, divisée en trois travées.

Ancienne mairie de Grand Quevilly (1937)

Avec leur balustrade en ciment formée de faisceaux de colonnettes en tuyaux, les trois balcons affichent un décor moderne.
Matériaux et aménagements montrent que la nouvelle architecture utilise la symbolique de la transparence.
L'unique décor sculptural est une Marianne en pied, immobile, dans la partie haute de la façade principale. A ses pieds, deux allégories, l'industrie représentée par un travailleur tenant une roue dentelée et une masse, et le commerce, sous les traits d'une femme tenant un caducée. Ce haut-relief en pierre reconstituée est l'œuvre du sculpteur parisien Pierre Fournier des Corats. Cette composition montre que la République assure le progrès économique et social.



LE MESNIL-ESNARD : UNE ARCHITECTURE COMPOSITE

Une nouvelle mairie est construite à l'initiative de son maire radical socialiste, Gabriel David, pour remplacer la mairie-école de 1851. L'organisation d'un concours d'architectes en 1935 récompense Pierre Lefebvre, déjà primé pour la mairie de Canteleu à Croisset. La mairie est inaugurée en août 1937, par Edouart Herriot, président de la chambre des députés.

L'essor démographique de la commune qui atteint 1700 habitants, impose aussi la construction d'un groupe scolaire. Mais le programme architectural prévoit deux constructions distinctes. La mairie est construite en retrait de la route de Paris, afin de créer une esplanade végétale, et le groupe scolaire en arrière.

L'architecte manifeste son intention de construire un bâtiment fonctionnel, mais non "dépourvu d'intérêt artistique" et de respecter dans l'élévation " les grandes lignes dictées par le style local ". Le résultat est une construction affichant la modernité des années trente avec un caractère régionaliste conféré par le toit en pavillon et le campanile néo-normand.

La brique est utilisée en parements ravalés avec soin. L'alternance de briques rouges et de briques jaune clair et les claustras* dans les parties hautes animent la façade.

Le porche d'entrée composé de cinq piédroits* et le grand fronton* triangulaire signalent le bâtiment officiel. Les cinq baies de la façade principale désignent la salle des mariages.

La sculpture en staff* du fronton, œuvre du sculpteur rouennais Deconihout, affiche la symbolique révolutionnaire et républicaine. Le faisceau, la francisque, la hampe, le



Mairie du Mesnil-Esnard (1937)

bonnet phrygien, la cocarde forment une composition axiale, complétée par l'inscription proclamatrice R. F. et des épis de blé, évoquant les armoiries de la commune.

Conciliant héritage patrimonial et modernisme, la commune a réalisé des agrandissements fonctionnels intégrés.

LE NOUVEL HÔTEL DE VILLE DE GRAND QUEVILLY

UNE IDENTITÉ TERTIAIRE

Avec l'essor démographique de la commune et la création d'une ZUP en 1961 dans la partie haute de la ville, Tony Larue décide de construire un nouvel hôtel de ville, sur le plateau Sainte-Lucie, au cœur de la nouvelle cité. L'inauguration a lieu en septembre 1974.

L'architecte Henri Tougard réalise un centre administratif composé de deux unités distinctes correspondant à des fonctions différentes : un immeuble de services administratifs et techniques et un bâtiment citoyen contigu.

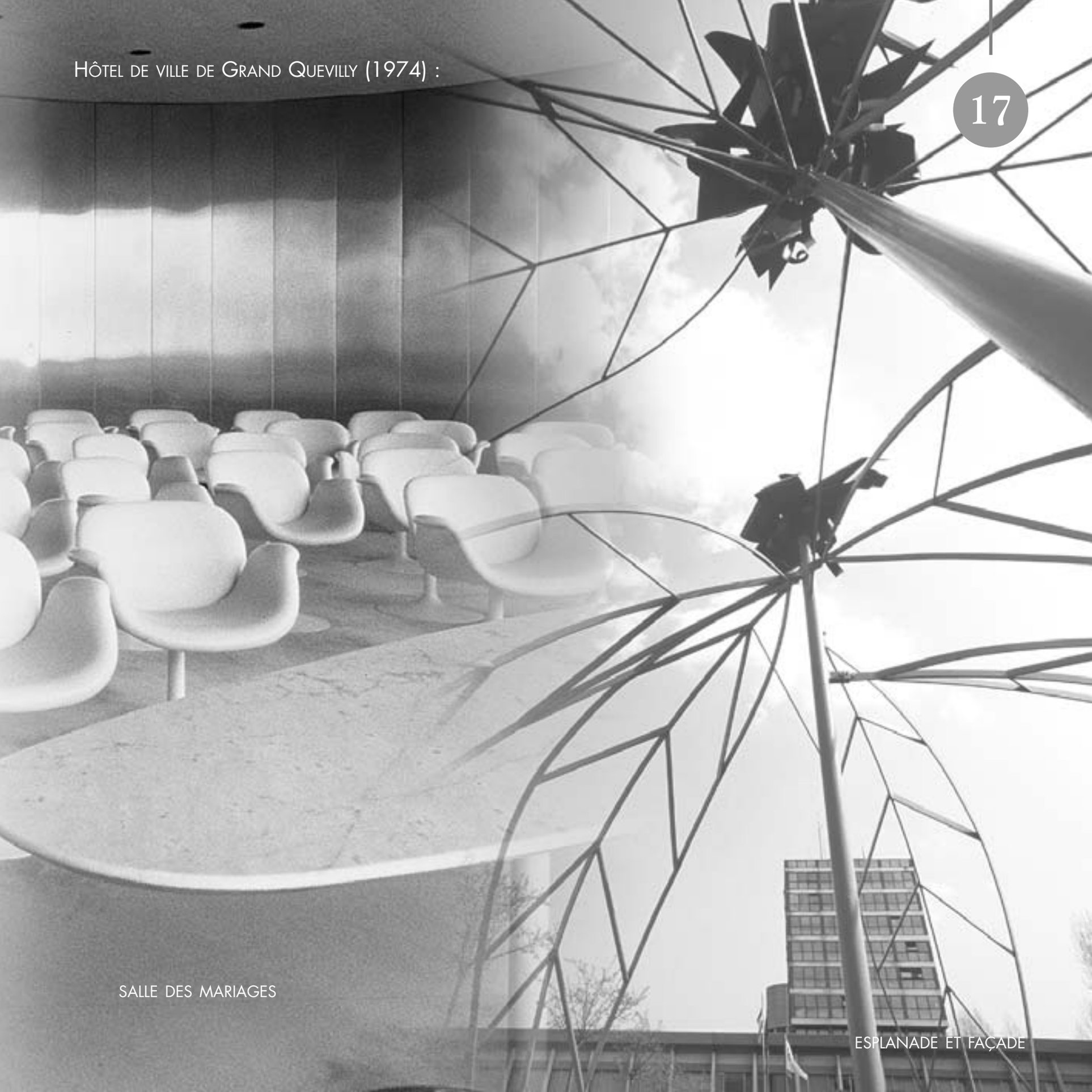
Les services sont concentrés dans une tour de neuf étages. L'autre bâtiment est une barre de dix travées. Cet agencement rappelle l'hôtel de ville de Grenoble construit en 1960.

Les murs-rideaux* de la tour, composés de trames verticales qui viennent s'agrafer sur des planchers porteurs et des poteaux en béton armé, offrent, entre les montants en aluminium, des surfaces vitrées.

L'accès à la tour se fait par l'entrée côté jardin public. Au milieu du hall traversant, un bureau d'accueil oriente les visiteurs. La distribution est rationalisée. Au rez-de-chaussée, l'espace est structuré par un axe de circulation. La lumière douce, la couleur chaude de la frisette, les cloisons-vitrines, la

Hôtel de ville de Grand Quevilly (1974) :

17



SALLE DES MARIAGES

ESPLANADE ET FAÇADE

substitution de bureaux aux guichets, montrent un souci d'accueil du public.

Les étages abritent les bureaux moins fréquentés par le public. Chaque niveau s'articule autour d'un noyau central qui assure la circulation verticale.

L'entrée noble de la mairie s'ouvre sur l'esplanade, signalée aujourd'hui par la statue en bronze du maire bâtisseur. La devise républicaine s'étale sur les trois travées de l'entrée, parées de hautes grilles de fer forgé, déroulant un décor végétal et assurant la transparence des lieux. A l'intérieur, des plaques commémoratives



Mairie de Déville-lès-Rouen

évoquent Jean Jaurès et François Mitterrand. Avec son dallage minéral clair, le hall d'entrée est sobre. Il permet d'accéder à l'escalier d'honneur, éclairé par la lumière provenant du rez-de-jardin. Au premier étage, un hall de réception conduit aux grandes salles.

La salle des mariages, caractéristique du design des années 1970, a un intérêt quasi patrimonial. Avec sa forme ovale, ses panneaux en aluminium décorés d'une sculpture métallique, sa moquette moelleuse beige, ses sièges-coque blancs, son rideau de perles et sa Marianne blanche fermant les yeux, elle décline la ligne intimiste et immerge l'assistance dans la douceur. On doit cet aménagement au décorateur Motte et le mobilier au designer finlandais Jacobsen.

Les nouvelles mairies de Déville-lès-Rouen (1968), Sotteville-lès-Rouen (1971), Mont-Saint-Aignan (1975), Saint-Léger-du-Bourg-Denis et l'extension de Bihorel (1983), ont aussi opté pour ce type de bâtiment.



Mairie de Sotteville-lès-Rouen

LA NOUVELLE MAIRIE DE CANTELEU

La construction d'une nouvelle mairie à Canteleu répond à un impératif de centralité après l'aménagement d'une ZUP sur le plateau qui modifie la répartition de la population. L'objectif est aussi de créer un centre ville entre les cités rose et verte.

En 1986, la municipalité organise un concours d'architectes. Le site est contraignant : il faut insérer le nouvel hôtel de ville dans un espace bâti comprenant une barre. En revanche, le programme architectural est simple. La municipalité



Hôtel de ville de Canteleu (1990)

donne sa préférence au projet de l'architecte Jean-Luc Huard, pour sa lisibilité, sa fonctionnalité et sa rationalité. La nouvelle mairie est inaugurée en 1990.

Cet hôtel de ville est composé de deux blocs rectangulaires, comportant deux et trois niveaux d'élévation, décalés d'un demi niveau, et s'articulant autour d'un puits de lumière.

La communication entre les deux blocs est assurée par une entrée traversante et un escalier central assurant la distribution des étages par demi niveau. La circulation se fait aussi par les toits.

Le concept de transparence à l'intérieur est la règle. Les baies des



Mairie de Saint-Martin-du-Vivier (1993)

Mairie de Grand-Couronne (1956), construite par l'architecte P G. Nicolau. Le bâtiment trapu en briques rouge corail est caractéristique de l'architecture des années cinquante.



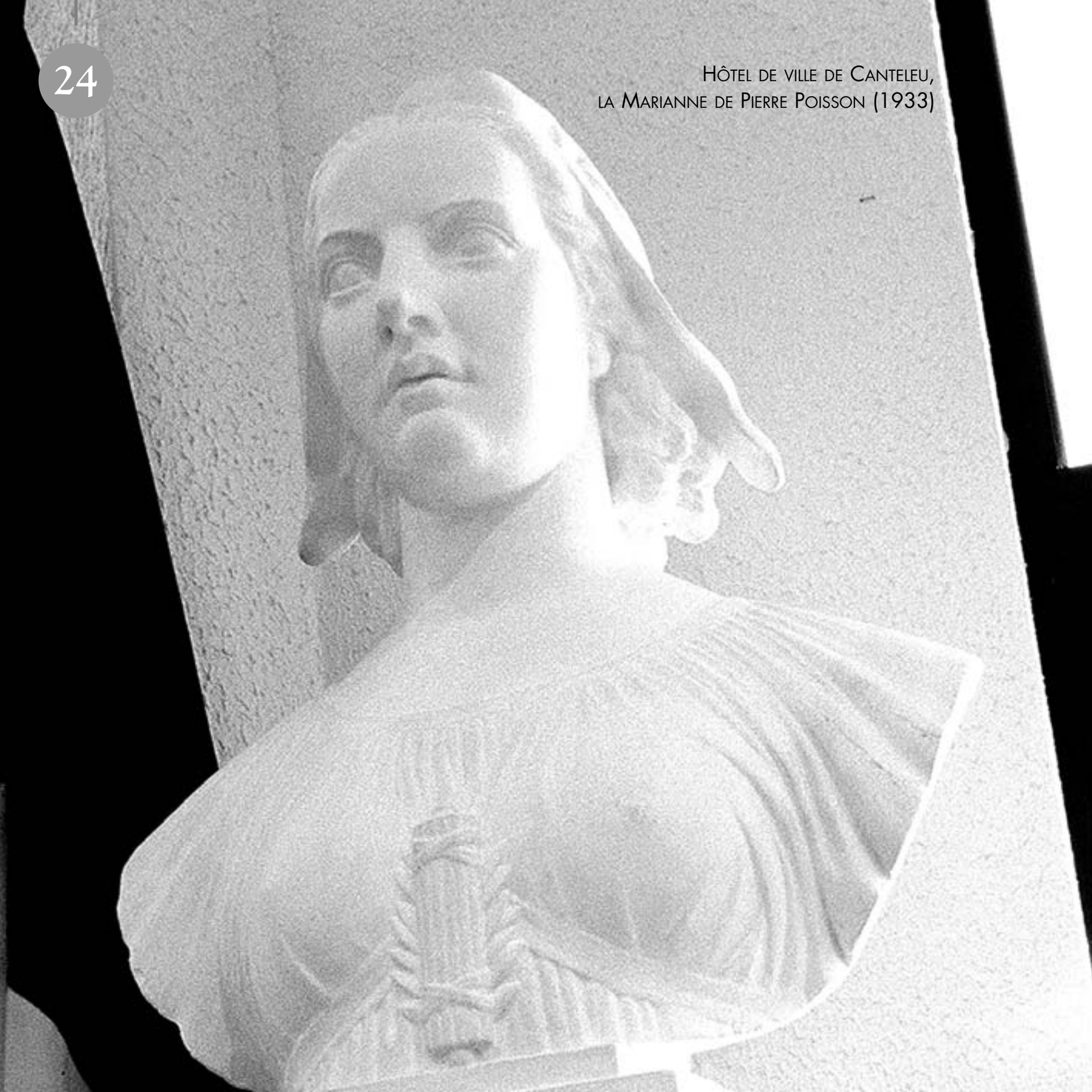
façades internes offrent une vue plongeante sur les deux patios fleuris aménagés au fond du puits et dans les salles du bloc opposé. Sur un fronton carré, une mosaïque moderne de Lamarque honore Flaubert.

Le rez-de-chaussée comprend les services ouverts au public. Le niveau supérieur du bloc frontal est l'espace des élus. Le niveau bas est dévolu aux services techniques. Le niveau supérieur du bloc arrière est l'étage des grandes salles de réunion. Leurs cloisons coulissantes permettent des aménagements modulaires. La salle Flaubert qui est la salle des mariages, renferme la bibliothèque de l'écrivain.

A l'extérieur, l'hôtel de ville se présente comme un édifice quadrangulaire doté de façades différentes.

Fermant la place Jean Jaurès, surmontée de modules évoquant des créneaux, la façade du bloc frontal ressemble à un paravent décoratif. La façade du bloc arrière, côté jardin public, se singularise par ses volumes arrondis organisés symétriquement par rapport à l'entrée. Les rampes d'accès au sol et la coupole en verre de la rotonde rajoutent des rondeurs.

Toutefois, dans une version moderne, le langage architectural décline une mairie proclamatrice. L'escalier monumental et le perron, l'armature et les colonnes formant un péristyle*, les rampants brisés encadrant une baie centrale surmontée d'un fronton évidé, forment une puissante composition pyramidale en béton. Le mât où flottent les couleurs et la verrière surmontée d'un campanile, abritant comme girouette une colombe tricolore, sont symboliques.



Hôtel de ville de Canteleu,
la Marianne de Pierre Poisson (1933)

Dans l'agglomération rouennaise, la nouvelle mairie marque généralement l'accession à l'urbanité de la commune. Lorsque le pouvoir municipal s'inscrit dans une dynamique politique, le programme architectural et l'architecture envoient des messages forts.
Les mairies de la Troisième République affichent les couleurs de la République. En revanche, les hôtels de ville des années 1970 n'ont plus de lisibilité politique et déclinent une identité tertiaire.
Les lois de décentralisation de 1983 n'engendrent pas de nouvelles mairies. Elles profitent davantage aux départements, régions, structures intercommunales qui s'empressent d'édifier à leur tour un lieu de pouvoir.

Chantal Cormont

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : décembre 2003. N°ISBN 2 - 913914-53-5
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Glossaire

Avant-corps : partie d'un bâtiment faisant saillie sur l'alignement de la façade.

Bossage : parement ouvragé de la face vue des pierres de taille d'un ouvrage de maçonnerie.

Campanile : tourelle ajourée abritant une horloge ou des cloches sur un édifice civil.

Claustra : mur ajouré formé d'éléments en poterie ou en béton moulé (claustres).

Echauguette : petit ouvrage en surplomb.

Eclectique (style) : architecture mélangeant des éléments de décor empreintés à différentes périodes stylistique.

Egout : partie inférieure d'un versant d'un toit. L'égout est retroussé quand le versant est brisé de manière que la pente de l'égout soit moins forte que la pente générale.

Fronton : ornement triangulaire ou semi-circulaire au-dessus de l'entrée d'un édifice.

Marquise : auvent.

Moellon : pierre de construction.

Mur-rideau : mur extérieur non porteur.

Pavillon : partie de bâtiment ordinairement quadrangulaire placée soit à l'extrémité, soit au centre de l'édifice, dont elle se distingue par l'alignement, la hauteur, ou l'architecture.

Péristyle : colonnade limitée à une façade principale et formant porche.

Piédroit : montant vertical qui supporte la naissance d'une arcade.

Pilastre : pilier rectangulaire de faible saillie, décoré comme une colonne, et qui est engagé dans le mur.

Porche : pièce ou galerie devant l'entrée d'un bâtiment.

Staff : mélange de plâtre et de fibres végétales.

Volée : Partie d'escalier formée de marches, délimitée par des paliers.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

Agulhon Maurice, “La mairie Liberté Egalité Fraternité” in *Les lieux de mémoire*, sous la direction de P. Nora, Tome I *La République*, Paris, Gallimard, 1984.
Agulhon Maurice, Bonte Pierre, *Marianne : les visages de la République* Gallimard Découverte, 1992.
Agulhon Maurice, “Les villes acteurs et reflets des évolutions d’un régime” in *Histoire de la France urbaine*, sous la direction de G. Duby, Tome IV *La ville de l’âge industriel*, Paris, Seuil, 1983.
Architecture du XXe siècle dans l’agglomération rouennaise, Petit à petit, Darnétal, 2002.
Georges Jocelyne, *Histoire des maires 1789-1939*, Paris, Plon, 1989.
Julliard Jacques, “Le renouveau municipal” in *Histoire de la France urbaine*, sous la direction de G. Duby, Tome V *La ville aujourd’hui*, Paris, Seuil, 1985.
“La République” in *Monuments Historiques*, n° 144, avril-mai1986.
Mairies et hôtels de ville, évolution d’une forme architecturale et urbaine depuis le XIXeme siècle Topos 92, CAUE des Hauts de Seine, 1997.
Pérouse de Montclos Jean-Marie, *Hôtels de ville de France*, Imprimerie nationale Editions, 2000.
Agulhon Maurice, *Marianne au combat : l’imagerie et la symbolique républicaine de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1979.

Remerciements :

L’auteur adresse ses remerciements à Claire Etienne, conservateur à l’Inventaire général, aux personnels des mairies et aux élus qui l’ont reçue.

Photographies :

© Agglomération de Rouen / © Heka agence photo / © archives municipales de Rouen / Yvon Miossec © 2002 Inventaire Général ADAGP (IVR23031/IVR23033) / © collection privée : Chantal Cormont / © Tous droits réservés.

Dans la même collection

N°01 Les Bruyères Saint-Julien
N°02 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
N°03 De Malaunay à l'Île Lacroix par les lignes de la TCAR
Saint Romain / De la légende... à la foire
Le Parlement de Normandie 1499-1790
Et la Seine devint maritime
N°07 Le port de Rouen / De l'Île Lacroix à La Bouille
Rouen, lieu d'histoire maritime
N°09 Mémoires de Guerres I / La Rive gauche de 1870 à 1914
N°10 Mémoires de Guerres II / La Rive gauche de 1914 à 1940
Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
N°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
Sources & fontaines
N°15 patrimoine architectural du plateau est
En suivant TEOR...
Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)
L'aviation dans l'agglomération rouennaise
Les Juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours
Un siècle d'Armada
Les mairies de l'agglomération / Un patrimoine républicain

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé



LES HEURES SOMBRES DE L'AGGLOMÉRATION

DE SEPTEMBRE 1939 À AOÛT 1944

N°23

Michel Croguennec

Collection histoire(s) d'agglo

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout.
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

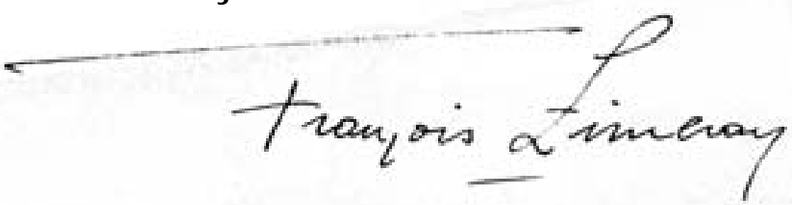
Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Chère Madame, Cher Monsieur,

Notre agglomération a été particulièrement marquée par les événements dramatiques de la Seconde Guerre mondiale.
Les stigmates laissés par les bombardements sont encore bien visibles aujourd'hui et les heures noires d'effroi, de sang et d'humiliation continuent à hanter les esprits de beaucoup d'entre nous.
"Il fallait bien vivre" en dépit de la présence de l'occupant, des rafles, des dénonciations et de tout ce qui fait qu'une guerre, malgré ses actes d'héroïsme, reste toujours sale.
C'est ce quotidien difficile des habitants de notre agglomération que nous vous invitons à vous remémorer pour certains, à découvrir pour d'autres dans ce nouveau numéro de la collection *histoire(s) d'agglo*.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

Avec la signature de la paix entre la France et l'Allemagne le 28 juin 1919, un immense espoir apparaît. Après les quatre années de guerre qui ont embrasé toute l'Europe et décimé des millions de combattants, personne ne souhaite revivre cette sanglante boucherie, la « Der des Ders » comme disent les anciens poilus. Or, le traité de paix qui a redessiné une partie des frontières de l'Europe a, sans le vouloir, formé de nouveaux foyers d'instabilité qui ne demandent qu'à se réveiller. L'arrivée d'Adolf Hitler aux commandes de l'Allemagne le 30 janvier 1933 menace rapidement la paix. Poussé par sa volonté de créer une grande Allemagne aux dépends des pays voisins, Hitler apparaît comme un danger pour les démocraties. Les gouvernements anglais et français refusent néanmoins de se laisser entraîner dans un conflit armé et préfèrent céder aux exigences territoriales du dictateur allemand. L'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939 contraint pourtant l'Angleterre puis la France à déclarer sans enthousiasme la guerre à l'Allemagne. Les combats de mai et juin 1940 qui mettent en pièces l'armée française entraînent la chute de la IIIe République et l'invasion d'une partie du pays par la Wehrmacht. Pour l'agglomération rouennaise et ses habitants commence alors une occupation qui va durer 51 mois placés sous le signe du sang et des larmes.




nous vaincrons
parceque nous sommes les
plus forts"
RIVEZ
S d'ARMEMENT

LA « DRÔLE DE GUERRE »

Le 2 septembre 1939, les mairies affichent l'ordre de mobilisation générale. Dès le 3, tous les hommes mobilisables doivent rejoindre leurs casernes d'affectation pour recevoir armes et paquetages et se porter vers la frontière de l'Est. Dans le même temps, les premières réquisitions de chevaux et de véhicules au profit des armées ont lieu pour assurer le transport des troupes. En quelques jours, l'agglomération se prépare à la guerre. Le couvre-feu est appliqué, les lumières des logements, des usines, des véhicules sont camouflées pour éviter d'être repérées par l'aviation ennemie. A la population, on assure les premières distributions de masques de protection contre d'éventuelles attaques au gaz que l'on redoute tant depuis la première guerre mondiale. Les services de la Défense Passive surveillent l'aménagement de tranchées publiques dans les jardins, la signalisation des caves-abris pour la protection contre les bombardements et la mise en place de plans d'évacuation dans les plus grosses communes de l'agglomération. Les statues, les portails des églises sont protégés par des sacs de sable.



MASQUE DE PROTECTION CONTRE LES GAZ DE COMBAT



Dernière photo avec les enfants avant le départ à l'armée
septembre 1939

Les collections des musées ou les archives sont évacuées pour être mises à l'abri. Et puis c'est l'attente des premiers combats, des premiers morts sans doute. Mais là-bas, sur le front, la « drôle de guerre » s'installe. Français et Allemands s'observent à la jumelle sans combattre. Dans ce climat étrange de guerre sans affrontement, la vie des habitants de l'agglomération rouennaise reprend son cours normal. Pourtant, la mise en place du rationnement de certaines denrées alimentaires, la présence de troupes britanniques, les quêtes organisées pour récolter des fonds destinés aux soldats ou les premières alertes aériennes viennent rappeler à chacun que malgré les apparences, la France est en guerre. La brutale invasion de la Hollande, du Luxembourg et de la Belgique le 10 mai 1940 suivie 3 jours plus tard par la percée du front français, font soudain craindre le pire. Les armées françaises et anglaises bousculées ne peuvent contenir la poussée allemande. La Wehrmacht se rue en direction de la Seine et des ponts de Rouen. Dès les premiers jours de juin, les habitants de l'agglomération rouennaise qui ont déjà vu défiler depuis l'offensive allemande du mois de mai des milliers de Hollandais, de Belges puis de Nordistes et de Normands fuyant les combats et les bombardements décident à leur tour de suivre la route de l'exode. Emportant avec eux quelques maigres bagages, une grande partie du demi-million d'habitants que compte Rouen et son agglomération se lance dans une course éperdue en direction de la Bretagne et du sud pour échapper au cataclysme qui menace à son tour la vieille cité normande. Certains réussissent à se replier jusque dans le département des Landes. Le 8 juin, les Allemands sont à Isneauville.

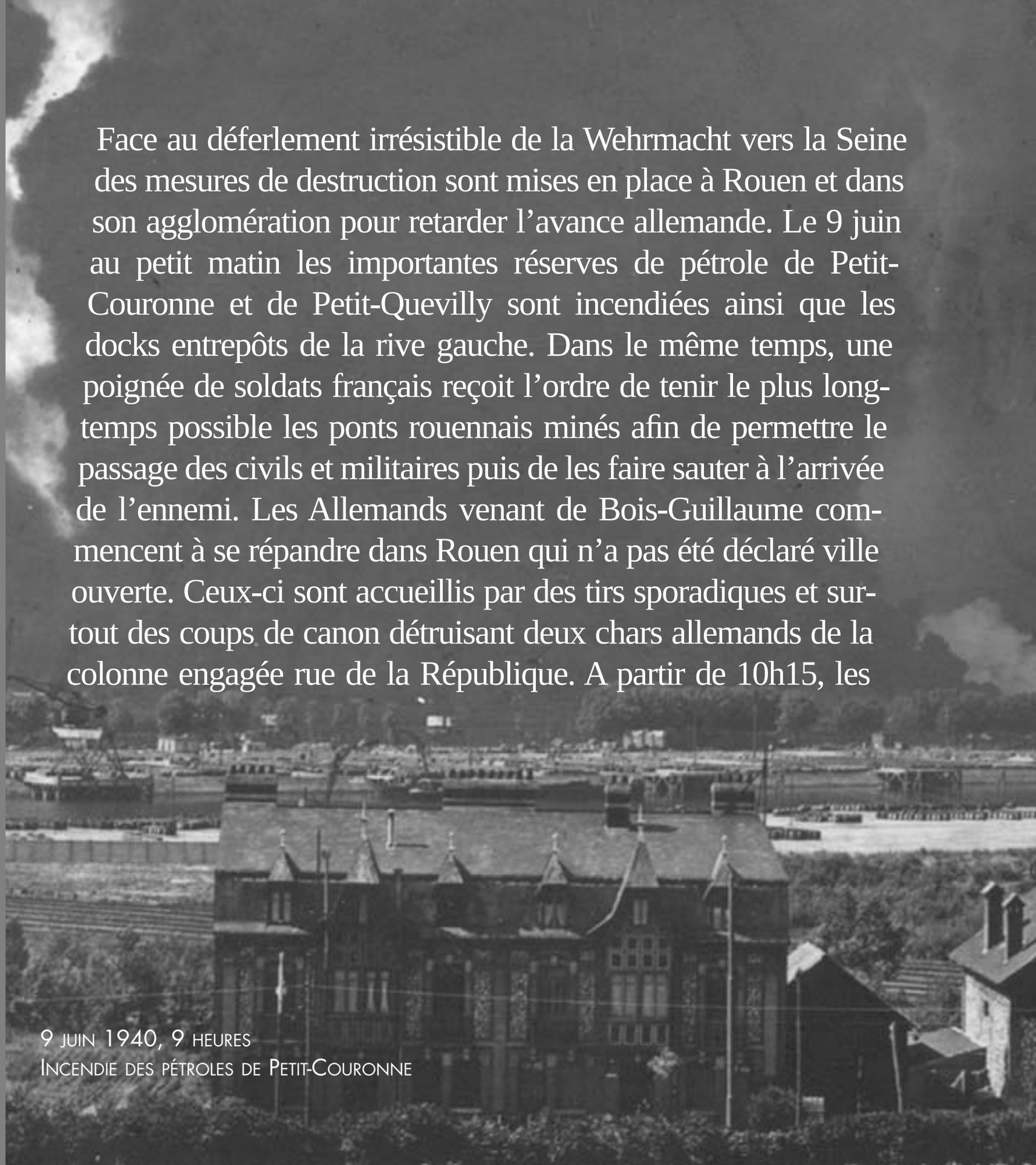
La Blietzkieg
Doctrine de l'état major allemand

9



L'ARRIVÉE DES ALLEMANDS À ROUEN

Face au déferlement irrésistible de la Wehrmacht vers la Seine des mesures de destruction sont mises en place à Rouen et dans son agglomération pour retarder l'avance allemande. Le 9 juin au petit matin les importantes réserves de pétrole de Petit-Couronne et de Petit-Quevilly sont incendiées ainsi que les docks entrepôts de la rive gauche. Dans le même temps, une poignée de soldats français reçoit l'ordre de tenir le plus long-temps possible les ponts rouennais minés afin de permettre le passage des civils et militaires puis de les faire sauter à l'arrivée de l'ennemi. Les Allemands venant de Bois-Guillaume com-mencent à se répandre dans Rouen qui n'a pas été déclaré ville ouverte. Ceux-ci sont accueillis par des tirs sporadiques et sur-tout des coups de canon détruisant deux chars allemands de la colonne engagée rue de la République. A partir de 10h15, les



9 juin 1940, 9 heures
Incendie des pétroles de Petit-Couronne

quatre ponts de Rouen, après ceux de Oissel commencent à sauter afin de bloquer la Wehrmacht sur la rive droite. Ces combats s'accompagnent du démarrage d'un immense incendie allumé par les Allemands qui ravage les quartiers anciens du sud de la cathédrale. Le feu reste maître du terrain jusqu'au 12 juin. Le bilan est lourd : 15 hectares sont détruits et 5000 Rouennais se retrouvent sans logement. Le 11 juin, les soldats allemands qui occupent depuis deux jours toutes les communes de la rive droite commencent à s'aventurer dans celles de la rive gauche ne rencontrant de résistance de la part de l'armée française qu'à la limite de la forêt du Rouvray et de la Londe. Le 13 juin, toute l'agglomération est entre les mains de l'ennemi. Le 17 juin, le Maréchal Pétain lance à la radio son appel de cesser le combat. Le 22 l'armistice entre la France et l'Allemagne est signé, la guerre est officiellement finie.



L'AGGLOMÉRATION À L'HEURE ALLEMANDE



PROPAGANDE POUR LA RELÈVE

L'exode d'une grande partie de la population rouennaise et de sa banlieue ainsi que des administrations, la rupture des ponts de Rouen, la disparition des stocks de nourriture entraînent la désorganisation complète de l'agglomération. Les pillages, la famine, les épidémies guettent bien vite tous ceux qui sont restés. Face à cette situation qui frise l'anarchie les autorités allemandes entendent très vite mettre de l'ordre. Les premières ordonnances tombent : désignation d'otages, exécution des pillards, couvre-feu, contrôle des déplacements, réouverture des magasins, nomination de maires, rattachement économique des communes de l'agglomération à Rouen dont Maurice POISSANT est nommé premier magistrat, passage à l'heure de Berlin…Pour les Allemands, l'économie doit redémarrer le plus rapidement possible. Dans les jours qui suivent l'arrivée des troupes allemandes à Rouen les réquisitions commencent. Réquisition de casernes et de logements dans toute l'agglomération pour loger l'armée, de garages pour entreposer les véhicules. Les châteaux et les appartements les plus luxueux sont pour leur part réservés aux officiers et leurs états-majors qui s'empressent d'y faire flotter le drapeau rouge à croix gammée ou celui de la redoutable S.S. A Rouen, des rues entières sont réservées à l'usage unique de l'occupant pour ses administrations ou ses loisirs. Dès les premières semaines, les Allemands font main basse sur l'économie et l'industrie de l'agglomération rouennaise. Pour l'entretien de son

armée l'occupant réquisitionne nourriture, fourrage, bicyclettes…Toutes les entreprises dont la production peut intéresser l'Allemagne sont mises à profit dès que celles-ci sont prêtes à redémarrer : usines textiles, chantiers navals, ateliers ferroviaires. Pour son industrie, les statues en bronze des places sont récupérées, des grues des quais du port de Rouen ou des machines-outils sont expédiées en Allemagne. Le pillage va ainsi durer 4 ans renforçant d'autant les mesures de rationnement. A partir de 1942, l'occupant ne se contente plus de prélever matières premières et nourriture, il réclame aussi des travailleurs pour les usines allemandes. Les autorités françaises recensent avec zèle les jeunes susceptibles de satisfaire ces demandes de main d'œuvre. A la relève qui prévoit le départ de deux ouvriers contre le retour d'un prisonnier de guerre français, est substitué en 1943 le Service du Travail Obligatoire. Les jeunes nés entre 1920 et 1922 sont désignés pour partir travailler en Allemagne. Mais beaucoup vont se montrer réfractaires au S.T.O et se cacher jusqu'à la Libération ou rejoindre les maquis de la résistance présents tout autour de Rouen.





RAVITAILLEMENT ET RATIONNEMENT

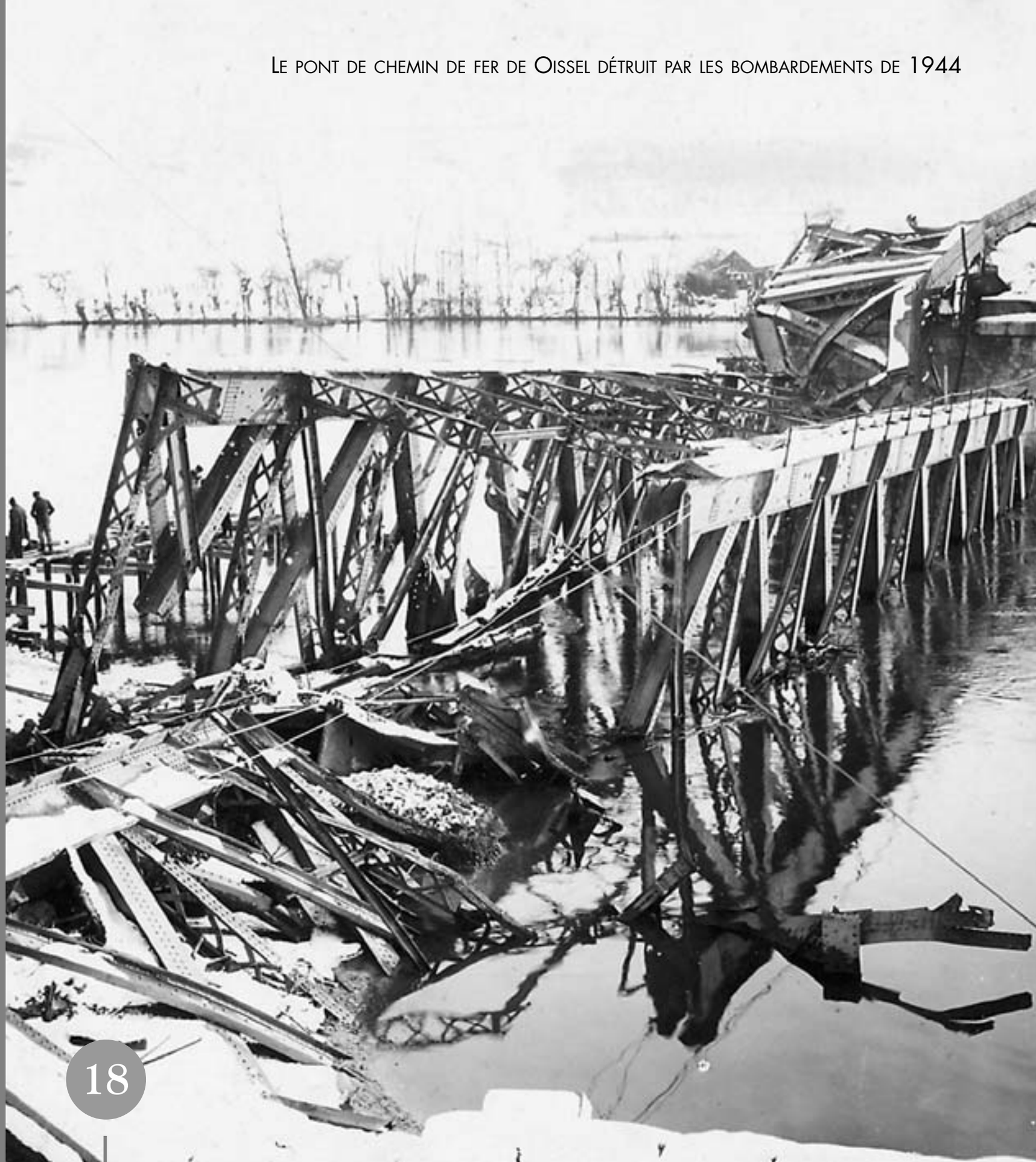
Inauguré dès le déclenchement de la guerre, le rationnement des denrées alimentaires ne fait que se renforcer pendant l'occupation. La baisse de la production agricole et surtout les énormes prélèvements opérés par l'occupant entraînent une diminution de la quantité de marchandises offertes et la hausse spectaculaire des prix à la consommation. Les longues files d'attentes de ménagères devant les magasins pour se procurer les aliments de base deviennent un spectacle quotidien. Les jours sans viande, sans pain ou sans beurre sont de rigueur quand il ne s'agit pas de la disparition complète de certains produits comme le café ou le chocolat. Rutabagas, Kif-Kif, et saccharine viennent remplacer dans les assiettes pommes de terre, huile et sucre qui sont devenus des denrées rares.

Compte tenu de la faiblesse des rations alimentaires délivrées par les commerçants à l'aide des tickets de rationnement et qui varient selon l'âge du consommateur, certains se débrouillent pour améliorer l'ordinaire. Tous ceux qui en ont la possibilité cultivent un lopin de terre ou élèvent poules et lapins sur un coin de balcon. La mise en place d'un système de troc entre les habitants des communes urbaines et rurales de l'agglomération permet pour qui a quelque chose à échanger de se procurer du ravitaillement. Pour les personnes qui ont les moyens reste le marché noir. Ce système

permet, malgré son interdiction par le gouvernement, d'acheter sans ticket et à un prix souvent exorbitant les denrées les plus recherchées. Le rationnement qui régule la distribution des biens alimentaires concerne également les biens manufacturés et les combustibles. Habits, chaussures, pneus ou charbon pour se chauffer et électricité pour s'éclairer sont contingentés. Du fait de la pénurie, les ersatz ou produits de substitution deviennent rois. Les semelles sont dorénavant faites de bois, le charbon est remplacé par la tourbe, l'essence par le gaz, les vieux habits sont retaillés pour en faire de nouveaux. Pendant quatre ans, le système D permet à la population de surmonter en partie les difficultés quotidiennes.



Le pont de chemin de fer de Oissel détruit par les bombardements de 1944





Le 4 septembre 1939, l'agglomération rouennaise connaît son premier bombardement de la guerre effectué par les pilotes de la Luftwaffe. C'est le début d'une longue série d'attaques aériennes qui vont s'étaler jusqu'au 27 août 1944, faire plus de 2750 victimes, détruire plusieurs milliers de logements et mutiler nombre de monuments historiques. Les communes de l'agglomération rouennaise sur lesquelles se trouvent des ponts, des viaducs, des usines travaillant pour les Allemands, des nœuds ferroviaires, des installations militaires sont particulièrement visées par l'aviation anglaise puis américaine après l'entrée en guerre des Etats-Unis le 7 décembre 1941. Parmi les dizaines de bombardements que connaît l'agglomération pendant quatre ans, celui de la nuit du 19 avril 1944 reste le plus destructeur et meurtrier. En moins de 50 minutes, les avions de la Royal Air Force britannique larguent avec beaucoup d'imprécision 6000 bombes sur 8 communes faisant 900 morts et 20.000 sinistrés. Sotteville-lès-Rouen, cité la plus éprouvée, est détruite à 67%. A l'approche du débarquement les attaques se multiplient. La semaine rouge qui a lieu du 30 mai au 5 juin 1944 marque pour Rouen une succession de bombardements dont l'objectif est la destruction des ponts. 400 morts sont à déplorer. Dans la population on commence à s'émouvoir de la lourdeur du tribut à payer pour retrouver le chemin de la liberté. Les propagandes allemande et française qui dénoncent



L'église de Notre-Dame de l'Assomption le 20 avril 1944 à Sotteville-lès-Rouen

systématiquement la sauvagerie des raids anglo-américains ne vont-elles pas réussir à retourner l'opinion publique à l'encontre des futurs libérateurs ? Face au danger que représente la proximité de cibles visées par l'aviation alliée, les habitants de Rouen et sa banlieue qui en ont la possibilité vont se réfugier à la campagne ou sur les hauteurs de la ville. D'autres vont s'installer pour des durées plus ou moins longues dans les caves creusées au pied de la falaise de Dieppedalle Croisset, de Petit-Couronne ou dans les carrières de Sotteville-Lès-Rouen. Dans ces heures dramatiques, les services de la Croix Rouge, de la défense passive, des sapeurs-pompiers ainsi que les jeunes gens des Equipes Nationales sont sur tous les fronts, sans relâche, pour porter secours à la population et éteindre les incendies. Beaucoup de ces membres courageux y laisseront leur vie.

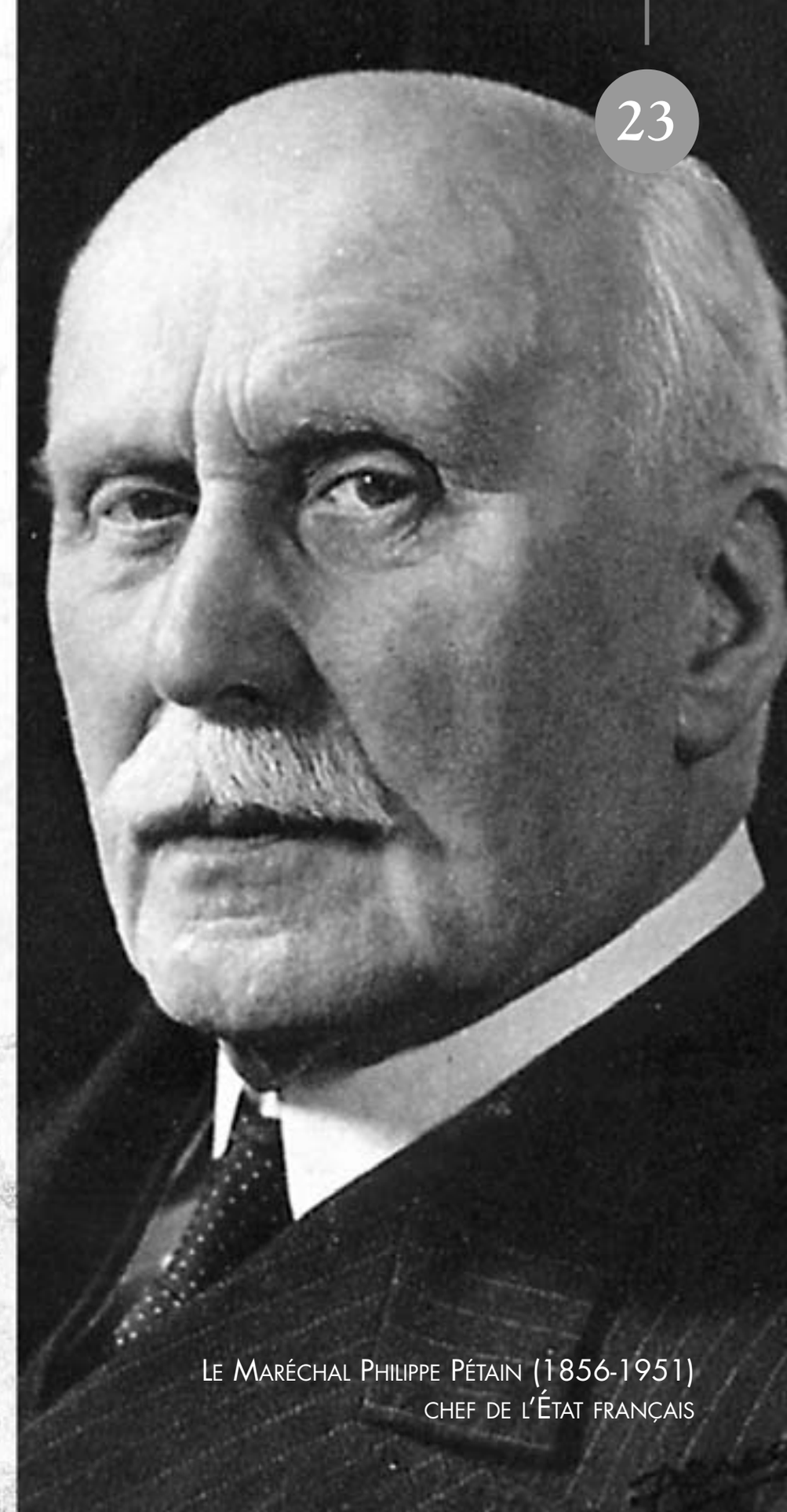
Les Trepileries du Havre à Darnétal et les voies viaduc de chemin de fer après un bombardement



LA PEUR AU QUOTIDIEN

L'occupation allemande qui s'accompagne de la mise en place en juillet 1940 d'un nouveau régime dirigé par le Maréchal Pétain et qui a pour devise Travail, Famille, Patrie, entraîne un recul des libertés individuelles et un sévère encadrement de la société. Les déplacements sont subordonnés à l'attribution de laisser-passer, les postes de radio avec lesquels leurs propriétaires peuvent écouter radio-Londres doivent être déposés dans les mairies, les rassemblements comme les bals sont proscrits, la photographie est interdite sous peine de poursuites, le sens de circulation sur les trottoirs est réglementé…. Les polices française et allemande ainsi que les organisations para-militaires comme le PPF ou la Milice, de triste renommée veillent à ce que l'ordre règne. Rafles, perquisitions, contrôles inopinés menacent chaque citoyen. Les représentants de l'ordre veillent aussi à « purger » la société française de tous ses éléments jugés indésirables dans la nouvelle France qui se met en place. Juifs, Franc-maçons, Tziganes, Communistes, syndicalistes, résistants sont impitoyablement pourchassés, déportés ou fusillés. Le travail de la police de l'agglomération rouennaise dont Louis Elie est l'un des membres les plus zélés, est facilité par les lettres de délation qu'elle reçoit ou les informations contenues dans le courrier dont une grande partie est ouverte par le contrôle postal. Triste époque où l'on dénonce anonymement le voisin, le concurrent commercial ou celui qui n'est pas d'accord avec le régime de

Pétain. Rapidement, la rue du Donjon où est installée la Gestapo, les cellules du palais de justice et de la prison Bonne Nouvelle de Rouen où l'on torture et emprisonne des milliers de personnes deviennent les symboles d'une répression qui s'accentue au fil des mois. L'instauration d'un climat de crainte permanente permet de maintenir le joug sur la population de l'agglomération rouennaise pendant toute la durée de l'occupation. Pourtant, une poignée d'hommes et de femmes ont décidé dès juin 1940 de ne pas plier et de résister à l'occupant et à l'autorité du gouvernement de Vichy. Beaucoup paieront de leur vie leur engagement pour la Liberté .



Le Maréchal Philippe Pétain (1856-1951)
chef de l'État français

Malgré les pénuries, le rationnement, les problèmes de logements détruits par les bombardements et les incendies, les alertes aériennes, les interdictions de toutes natures, le chômage, la vie doit continuer. Avec le retour des réfugiés de Rouen et de son agglomération à partir de juillet 1940, chacun essaie de reprendre courageusement son rôle malgré l'ampleur des dégâts. La mise en place de ponts provisoires par l'armée allemande à Rouen permet de rétablir la circulation entre les deux rives. Les cinémas commencent à rouvrir leurs portes dès juin 1940. Les théâtres, le cirque de Rouen reprennent leur activité. Le Football Club de Rouen organise de nouveau des rencontres sportives, l'hippodrome des Trois Pipes à Bihorel peut organiser des courses. Les bals étant interdits, les cours de danse se multiplient permettant rencontres et détente.

La presse reparaît imprimée et distribuée sous le contrôle sévère de la censure allemande. Si le *Journal de Rouen*, *Rouen Gazette* et *Le Petit Normand* se font les porte-paroles de la collaboration entre la France et l'Allemagne, au moins renseignent-ils sur les programmes de cinéma et les jours de retraits des tickets de rationnement dans les mairies. Dans les rues les zazous, des jeunes gens aux tenues et comportement excentriques tentent d'apporter un peu de fantaisie dans un monde écrasé par les préoccupations matérielles. Ces années d'occupation où chacun essaie de survivre tant bien que mal au froid (l'hiver 40-41 est particulièrement rude), à la faim et à la peur sont également marquées par une

absence : celle des prisonniers de guerre français retenus en Allemagne. Que ce soit un père, un mari, un fils chaque famille est concernée. Dans toutes les communes des comités de soutien sont créés pour collecter nourriture et argent pour envoyer aux prisonniers et soutenir leurs familles. Des galas de charité sont organisés. A Sotteville le cheminot Célestin Béthuel recueille à lui seul plus d'un demi-million de francs. Beau signe de solidarité en ces heures sombres.



UNE CHANSON DANS L'AIR DU TEMPS - 1942

L'occupation que subit l'agglomération rouennaise de juin 1940 à août 1944 ne se traduit pas par les mêmes effets pour les habitants des communes urbaines et rurales. Pour ces dernières où l'élevage et la culture sont pratiqués, les questions du ravitaillement demeurent plus faciles à gérer qu'en ville. L'éloignement des objectifs visés par l'aviation alliée y assure en outre une sécurité beaucoup plus grande pour les habitants et la présence allemande s'y fait souvent plus discrète. Avec la Libération qui intervient en août 1944, la vie de l'ensemble des habitants de l'agglomération rouennaise est pourtant loin de s'améliorer. Le rationnement reste en vigueur jusqu'en 1949 et le problème du relogement des sinistrés demeure une préoccupation qui perdure bien au-delà de la fin des années 1940.

Michel Croguennec

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : mai 2004. N°ISBN 2 - 913914-54-3
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

ANDRIEU (D.) (Sous Dir.) : *Sotteville les feuilles mortes*, Maison pour tous, Sotteville-lès-Rouen, 1990.
COUTURE (C.P.) : *En Seine-Maritime de 1939 à 1945*, CRDP, Rouen, 1946.
GASPERINI (A.) : Rouen 1940-1944, Ouest France – Le Mémorial, Rennes, 1994.
LE MAGUET (J.P.) : *Ravitaillement et système D sous l'occupation*, Editions Mémorial de Caen, Caen, 2000.
LE MAGUET (J.P.) : *La mode sous l'occupation*, Editions Mémorial de Caen, Caen, 2000.
NOBECOURT (R.G) : *Rouen désolée 1939-1944*, Paris, Medicis, 1949.
PAILHES (G.) : *Rouen et sa région pendant la guerre 1939-1945*, H. Defontaine, Rouen, 1949.
PESSIOT (G.) : *Histoire de Rouen de 1939 à 1958 en 800 photographies*, Ed. du P'tit Normand, Rouen, 1983.
ROUSSO (H.) : *Les années noires, vivre sous l'occupation*, Découverte Gallimard, Paris, 1992.
SIBOUT (C.A.) et VADELORGE (L.) : *Les juifs à Rouen du Moyen Age à nos jours*, Collection histoire(s) d'agglo, 2003.
VALLAUD (P.) : Les Français sous l'occupation 1940-1944, Pygmalion, Paris, 2002.

Remerciements :

L'auteur adresse ses remerciements à tous ceux qui lui ont confié les souvenirs de "leur" occupation.

Photographies :

© collection privée : Michel Croguennec / © Tous droits réservés.

Dans la même collection

- N°01 Les Bruyères Saint-Julien
- N°02 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- N°03 De Malaunay à l'Île Lacroix par les lignes de la TCAR
- N°04 Saint Romain / De la légende... à la foire
- N°05 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- N°06 Et la Seine devint maritime
- N°07 Le port de Rouen / De l'Île Lacroix à La Bouille
- N°08 Rouen, lieu d'histoire maritime
- N°09 Mémoires de Guerres I / La Rive gauche de 1870 à 1914
- N°10 Mémoires de Guerres II / La Rive gauche de 1914 à 1940
- N°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- N°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- N°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
- N°14 Sources & fontaines
- N°15 Le patrimoine architectural du plateau est
- N°16 En suivant TEOR...
- N°17 Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
- N°18 Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)
- N°19 L'aviation dans l'agglomération rouennaise
- N°20 Les Juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours
- N°21 Un siècle d'Armada
- N°22 Les mairies de l'agglomération / Un patrimoine républicain
- N°23 Les heures sombres de l'agglomération de septembre 1939 à août 1944

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

RÉSISTANCE ET LIBÉRATION

DE JUIN 1940 À SEPTEMBRE 1944

N°24

Alain Alexandre

Collection histoire(s) d'agglo

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire-:
- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout.
Coordonnateur-: Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi-:
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation-:
Nicolas Carbonnier

Contact-:
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél-: 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

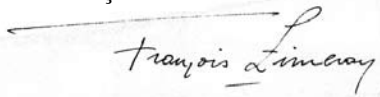
Conception graphique :
Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Chère Madame, Cher Monsieur,

Résistance et Libération, ce 24e fascicule de la collection histoire(s) d'agglo, au-delà même des faits historiques qu'il relate, a voulu rendre hommage au courage de toutes celles et ceux qui ont sacrifié jusqu'à leur vie pour leur idéal.
Ces hommes et ces femmes, imprégnés de valeurs de liberté et de justice ont, dans l'ombre le plus souvent, su redonner à notre pays dignité et espoir.
En cette période anniversaire, souhaitons que ce fascicule contribue à raviver leur mémoire et à entretenir le souvenir de leur exemplaire combat.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

Du début juin 1940 à la fin du mois d'août 1944 les armées nazies occupent notre région. Pendant ces années sombres, des hommes et des femmes de tous âges et de milieux sociaux et politiques très différents sont devenus, au péril de leur vie, des "combattants de l'ombre", des Résistants. Mais la Résistance ne fut pas seulement une lutte pour la libération de notre territoire ; elle fut aussi un combat pour une certaine idée de l'Homme, un refus de la défaite et de l'humiliation, une volonté de révolte à une époque où les libertés fondamentales n'existaient plus. D'abord individuelle, la Résistance s'organise en de nombreux mouvements et réseaux. Pourchassés par la Gestapo avec la complicité de la police française et de l'administration du régime de Vichy, torturés, emprisonnés, fusillés ou déportés, les "Martyrs de la Résistance" se doivent d'être toujours présents dans notre mémoire collective.

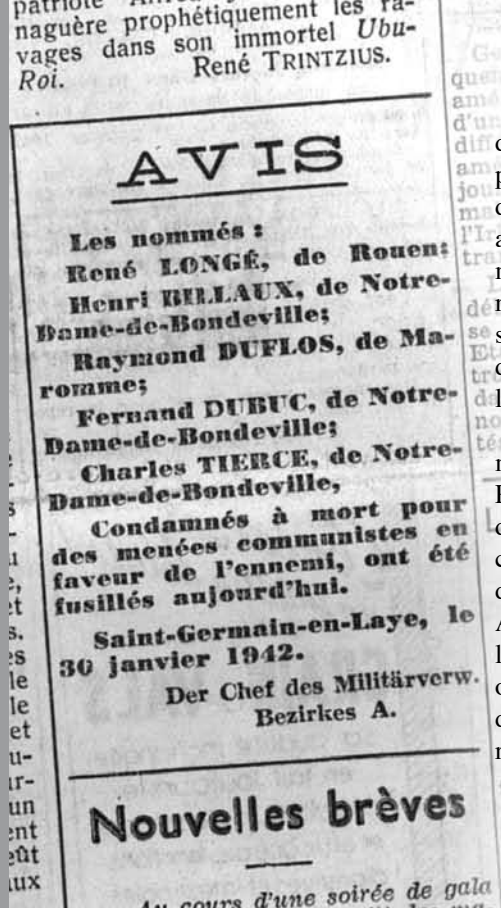


Groupe de résistants Espagnols à rouen en 1943

Le terrain d'aviation de Boos est occupé par les Allemands dès le 9 juin 1940. Des équipes de civils sont requises pour y effectuer des travaux d'aménagement. Parmi ces travailleurs figurait un homme de 48 ans, célibataire et ancien combattant de la première guerre mondiale, Étienne Achavanne. Il s'était retrouvé dans l'agglomération rouennaise au cours de l'exode et n'avait pas d'appartenance politique connue. On ne sait pas exactement s'il avait reçu l'ordre d'un agent britannique de "l'Intelligence Service", s'il avait tout simplement entendu ou eu connaissance de l'appel lancé à la radio de Londres par le général de Gaulle le 18 juin 1940 ou encore s'il avait agi de sa propre initiative. Mais quelques jours après sa prise de service, le 19 juin 1940, Étienne Achavanne coupe tous les fils électriques et téléphoniques de la base, l'isolant ainsi complètement de l'extérieur et rompant les communications sur l'aérodrome même. Le lendemain, plusieurs bombardiers de la Royal Air Force détruisent au sol 18 appareils de la Luftwaffe et tuent 22 soldats allemands. Après enquête et sur dénonciation Étienne Achavanne est arrêté quelques jours plus tard. Accusé de sabotage, il est condamné à mort par un tribunal militaire allemand et fusillé le 4 juillet 1940 au lieu dit "La Maison hantée" dans la côte de Bonsecours. Ce fait est sans aucun doute la première action de résistance caractérisée dans l'agglomération, effectuée délibérément contre les troupes d'occupation.



Plaque d'Étienne Achavanne au stand des fusillés à Grand Quevilly



naguère prophétiquement les ravages dans son immortel *Ubu-Roi*.

René TRINTZIUS.

AVIS

Les nommés :

René LONGÉ, de Rouen;

Henri BILLAUX, de Notre-Dame-de-Bondeville;

Raymond DUFLOS, de Maromme;

Fernand DUBUC, de Notre-Dame-de-Bondeville;

Charles TIERCE, de Notre-Dame-de-Bondeville,

Condamnés à mort pour des menées communistes en faveur de l'ennemi, ont été fusillés aujourd'hui.

Saint-Germain-en-Laye, le 30 janvier 1942.

Der Chef des Militärverw. Bezirkes A.

Nouvelles brèves

Au cours d'une soirée de gala

L'arrestation massive de près de 200 militants politiques et syndicaux de la région rouennaise a suivi de peu le déraillement d'un train de matériel militaire allemand sur la ligne de chemin de fer Rouen-Le Havre le 19 octobre 1941.

Aidés par les cheminots de Sotteville-lès-Rouen, les Résistants du parti communiste clandestin de la vallée du Cailly, animés par André Pican, sabotent la voie ferrée. Le 21 octobre c'est la rafle dans l'agglomération rouennaise. Des agents de la Gestapo, avec la complicité active de policiers français, procèdent aux arrestations ; des camions conduisent les Résistants à la caserne Hatry, place du 39e Régiment d'Infanterie à Rouen, où ils sont interrogés sans ménagement. Emprisonnés, rapidement jugés, plusieurs d'entre eux tombent sous les balles de pelotons d'exécution à Grand Quevilly et à Compiègne-Royallieu, dans l'Oise. C'est dans ce camp d'internement que sont transférés d'autres Résistants avant d'être déportés vers le complexe concentrationnaire d'Auschwitz-Birkenau le 6 juillet 1942. Les détenus de ce convoi ont été nommés "les 45.000" en raison des matricules qui leur ont été gravés sur leur avant-bras gauche à l'arrivée au camp d'extermination. Le 24 janvier 1943, un convoi de femmes, "les 31.000", suit la même destination ; parmi elles, Germaine Pican l'épouse d'André, fusillé au Mont Valérien près de Paris le 23 mai 1942, et Claudine Guerin décédée en 1943. Pour la communauté israélite c'est l'application de la législation nazie et les persécutions antisémites qui en découlent. La première grande rafle a lieu en mai 1942. Une autre, plus importante, se déroule du 13 au 16 janvier 1943 dans toute la Seine-Inférieure. Des dizaines de familles juives sont arrêtées par des policiers français, internées à Drancy avant d'être déportées dans les camps d'extermination principalement

d'Auschwitz-Birkenau.

Malgré les difficultés de la vie quotidienne, la Résistance s'organise et se structure. Dans l'agglomération rouennaise comme dans la Seine-Inférieure elle est active. Qu'ils soient communistes, socialistes, gaullistes, syndicalistes, les Résistants ont des activités très diverses ; peu nombreux, jeunes pour la plupart, vivant dans la clandestinité, ils distribuent tracts et journaux hostiles aux occupants et aux collaborateurs, fabriquent de fausses pièces d'identité, renseignent les Anglais, commettent des attentats et des sabotages mais tous sont pourchassés par un inspecteur de police particulièrement zélé et pugnace, Louis Alie. Les réseaux sont nombreux et variés dans leurs actions et par leur importance. Les Francs-Tireurs et Partisans Français (F. T. P. F.) constituent une branche armée du Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France. De la fin de 1942 à la fin août 1943 les maquisards de Barneville commettent de nombreux sabotages principalement dans les communes de la rive sud de l'agglomération. Le premier germe à Rouen du mouvement "Libération-Nord" est le réseau "Cohors-Asturies", créé à Paris par le professeur Cavailles. Césaire Levillain, directeur de l'École Supérieure de Commerce de Rouen, appartient à ce réseau de renseignements. Il en devient le responsable et a pour adjoint Raoul Leprettre. Avec une antenne installée à Darnétal composée de Michel Corroy, Suzanne et Henri Savale, le réseau collecte les renseignements et aide les réfractaires du Service Obligatoire à gagner l'Afrique du Nord ou à rejoindre les Forces Françaises Libres à Londres en passant par l'Espagne. C'est cette dernière activité qui fit arrêter Césaire Levillain par les Allemands en mai 1943. Accusé d'espionnage, condamné à mort, il est fusillé le 4 mars 1944 en même temps que Michel Corroy au stand de tir du Madrillet de Grand Quevilly. Suzanne Savale est déportée dans les camps de Ravensbrück et de Mauthausen. Des réseaux sont plus particu-



Buste du résistant Michel Corroy à Darnétal



La résistante Suzanne Savale

Déville-lès-Rouen c'est le docteur Gaston Delbos qui organise le réseau Buckmaster Hamlet. À la fin de l'année 1943 l'usine des "Fers et Métaux" est sabotée. Mais, dénoncés, les Résistants sont arrêtés le 9 mars 1944 et déportés. Parmi eux une femme, Thérèse Delbos, décédée le 1er janvier 1945 dans le camp de Sachsenhausen.

D'autres réseaux, comme l'Organisation Civile et Militaire (O. C. M.), le Bureau des Opérations Aériennes (B. O. A.), l'Organisation de Résistance de l'Armée (O. R. A.) travaillent inlassablement au service de renseignements militaires et à la formation de groupes armés. À partir de décembre 1943 la plupart des Résistants se regroupent dans les Forces Françaises de



AVIS

Selon l'Ordonnance concernant la détention d'armes, la détention d'armes à feu et d'autre matériel de guerre de toute sorte est interdite et punie de mort ou d'une autre peine afflictive.

Celui qui, en violation de l'Ordonnance susvisée, détient encore des armes ou du matériel de guerre, ne peut dorénavant s'attendre qu'à la peine de mort.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich
gez.: v. STULPNAGEL
General der Infanterie

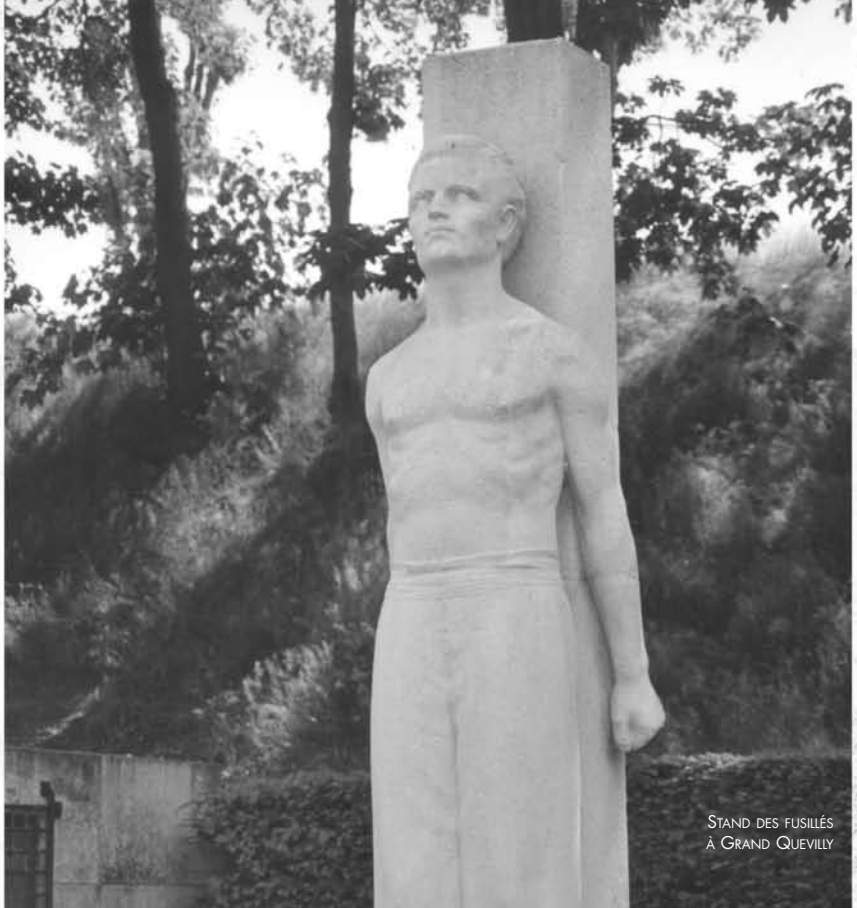
Paris, le 12 septembre 1941.

l'Intérieur (F. F. I.).

À Rouen et dans toutes les communes de l'agglomération des noms de rues, d'école, d'édifices publics ont été donnés à des Résistants locaux.

Dans la côte de Bonsecours, une plaque apposée à même le sol rappelle qu'à cet emplacement, en 1940 et au début de 1941 "des Français tombèrent sous les balles nazies, victimes de leur amour pour la patrie". La dalle ne porte que quatre noms. Étienne Achavanne 4 juillet 1940, Gaston Lefebvre 5 juillet 1940, Georges Lefebvre 29 octobre 1940, Joseph Madec 18 mai 1941 fondateur de "l'Organisation Spéciale" en Seine-Inférieure.

À Grand Quevilly, à l'emplacement de l'ancien stand de tir du Madrillet de la route d'Elbeuf, actuellement avenue des Canadiens, on peut se recueillir au monument des Martyrs de la résistance de la Seine-Inférieure. Le mémorial est inauguré en décembre 1949 ; le motif central est dû au sculpteur Duparc : il représente un condamné lié à un poteau d'exécution. Tout autour, sur un mur, des plaques portent les noms de 77 Résistants fusillés entre 1940 et 1944. Le seul témoin français de la plupart de ces exécutions est un prêtre, l'abbé Adolphe Bellamy.



Stand des fusillés à Grand Quevilly

En 1964 une stèle représentant Cesaire Levillain est élevée à Grand Quevilly près du groupe scolaire qui porte le nom de ce dirigeant de la Résistance, mouvement "Libération Nord", réseau "Cohors-Asturie".

À Rouen, une stèle située à l'entrée de la Synagogue,

rue des Bons-Enfants, rend hommage aux morts en déportation de la communauté israélite.

Rue du Donjon s'élevaient les locaux de la Gestapo. Les Résistants arrêtés y étaient interrogés et torturés avant d'être incarcérés soit dans les cachots du Palais de Justice situés le long de la rue Saint-Lô soit à la prison Bonne-Nouvelle. À l'entrée de ces édifices des plaques commémoratives évoquent leur souvenir.



Plaque commémorative à l'entrée de la Synagogue de Rouen

Le 19 août 1944, les forces alliées achèvent le bouclage de la poche de Falaise ; les Allemands laissent dans cette nasse 10 000 morts et 40 000 prisonniers. Mais le piège n'est pas hermétique : un nombre au moins aussi important de soldats ennemis est parvenu à s'échapper ; de tous les secteurs du front effondré, ce sont maintenant plus de 240 000 hommes, survivants de la 5e Panzerarmee et de la 7e armée qui se replient vers le Nord. Commence alors une autre phase de la bataille de Normandie que les Allemands nomment "der Rückmarsch", la retraite, alors que les alliés, eux, l'appellent la poursuite.

La route des armées allemandes est coupée par un obstacle non-négligeable : la Seine ; il s'agit alors pour elles de gagner du temps sur leurs poursuivants afin de permettre de faire traverser le maximum de troupes ; un grand nombre de celles-ci passeront par l'agglomération rouennaise.

Tous les ponts ont été coupés par les bombardements, sauf le viaduc d'Eauplet, endommagé mais dont une travée consolidée est empruntée par près de 4000 hommes et de 7000 véhicules légers entre le 22 et le 30 août. Une autre passerelle est également remise en service à Oissel. À Grand-Couronne et Grand Quevilly les cales des bacs civils détruites permettent à de grands radeaux d'assurer un passage continu ; à Rouen, un ponton et une plate-forme sur péniches assurent le trafic à marée haute. Le génie tente aussi de construire un pont de bateaux, définitivement détruit le 25 août.

L'immensité des forces en retraite et le harcèlement constant de l'aviation alliée sur les points de passages occasionnent des concentrations considérables de troupes et de véhicules en attente qui sont des cibles de choix pour les attaques aériennes. Les raids les plus spectaculaires sont ceux des 25, 26 et 27 août 1944, lorsque les bombardiers britanniques pilonnent d'impressionnants regroupements ennemis sur les quais de la rive gauche et leurs voies d'accès. Les Rouennais découvriront par la suite un spectacle dantesque : un immense cimetière d'épaves de toutes sortes, plus ou moins déchiquetées et calcinées d'où on retirera après la libération les restes non identifiés de 338 soldats allemands.

Peu à peu les Résistants reprennent le terrain laissé par l'ennemi mais avant leur départ les Allemands procèdent à la destruction de tout ce qui aurait



Franchissement de la seine par les troupes allemandes fin août 1944

pu être utilisé par les Alliés. Les installations ferroviaires déjà gravement endommagées, subissent de nouvelles destructions, telles les gares de Sotteville, Grand Quevilly et Rouen-Orléans. Les viaducs de Barentin, Malaunay, Darnétal sautent. Les installations portuaires, les quais, les grues sont sabotées et de nombreux bateaux sont sabordés en Seine pour interdire l'accès au port de Rouen.

Côté allié, après la fermeture de la poche de Falaise, deux stratégies s'opposent : le Général Montgomery souhaite que toutes les forces alliées soient lancées vers le Nord en direction de la Ruhr. Les Américains, qui foncent déjà sur Paris et l'Est du pays, réclament un front large allant des côtes de la Manche à l'Alsace ; mais Monty défend opiniâtrement son plan et dirige ses armées sur le Nord. Parmi celles-ci, la 1ère armée canadienne du Général Crerar a pour ordre de pousser vers Rouen et de traverser la Seine au plus vite dans le double but de couper la route aux Allemands en retraite et de s'emparer des ports du Havre, de Dieppe puis de ceux du Pas-de-Calais. La boucle de l'agglomération rouennaise est assignée au 2e corps canadien du général Simonds ; deux des divisions constituant ce corps, les 2e et 3e divisions d'infanteries canadiennes, sont engagées dans ce secteur. Deux brigades de la 3e division qui ont traversé la Seine à Elbeuf les 27 / 28 août avancent alors sur le plateau Est et prennent la direction de Rouen par la rive droite.

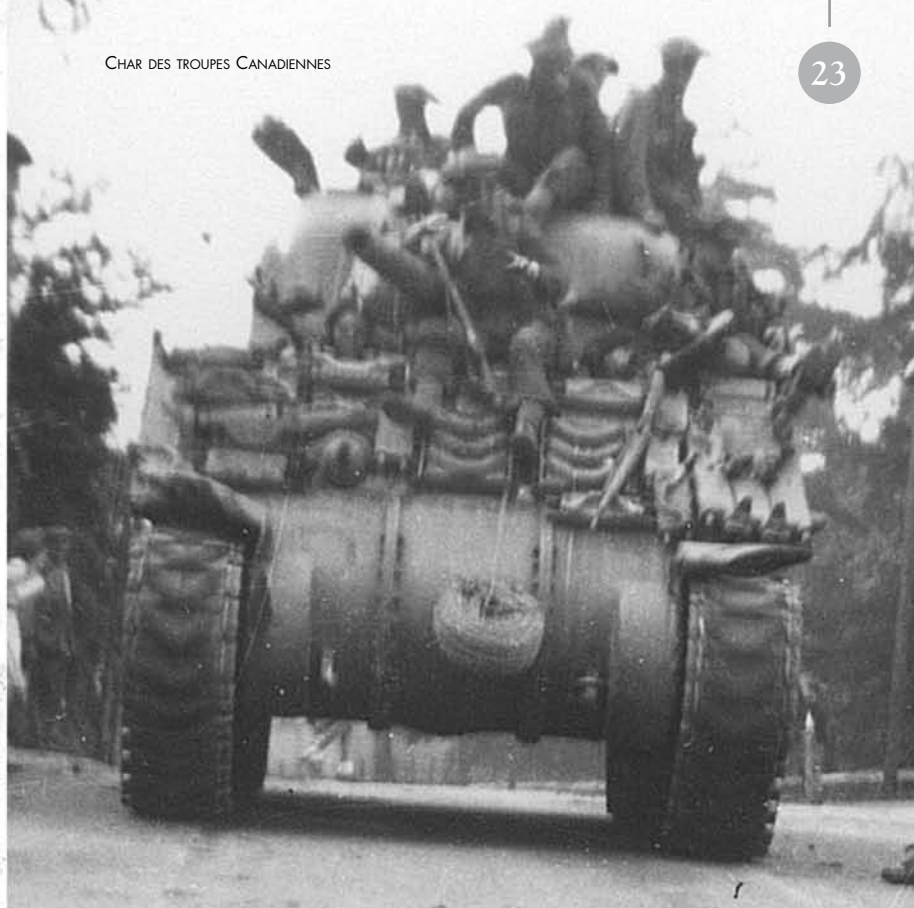


Char allemand détruit quai rive gauche à Rouen

Le mercredi 30 août, le régiment canadien-écossais des Stormont Dundas and Glengarry Highlanders descend de Bonsecours qu'il tenait depuis la veille, et pénètre sans combattre dans Rouen vide d'ennemis. René Stackler, encore maire de la ville, donne alors l'ordre de hisser le drapeau tricolore au fronton de l'Hôtel de ville et le capitaine Multrier, chef départemental des FFI, y fixe son état-major au premier étage. Vers 16h30 les Canadiens arrivent place de l'Hôtel de ville : Rouen est libérée.

Sur la rive gauche, la 2e division a pour tâche de gagner Rouen

en nettoyant toute la boucle. Cette unité est particulièrement chère au cœur des Normands, en effet, c'est elle qui débarqua à Dieppe le 19 août 1942… Reconstituée depuis, elle revient en Normandie le 7 juillet 1944. La division a enregistré de terribles pertes entre Caen et Falaise, c'est une unité fatiguée et en sous-effectifs ; il n'est pourtant question ni de repos ni de renforts lorsqu'elle arrive aux portes de l'agglomération le 26 août 1944 : la 2e division va devoir livrer là une des plus dures batailles de son histoire. En effet, afin de protéger les points de passage de la boucle de Rouen, les Allemands ont établi, de Moulineaux à Orival, en forêt de la Londe-Rouvray, une redoutable ligne défensive. Ces positions sont tenues par des troupes déterminées et expérimentées : le secteur est confié à la 331e division d'infanterie de la wehrmacht, une unité solide et bien équipée, épaulée par des groupes de combat constitués de panzergrenadiers SS et de parachutistes. Des positions d'artillerie dissimulées sur la rive droite du fleuve sont également comprises dans le dispositif de défense. Du 26 au 30 août 1944, les Canadiens tentent désespérément de percer, lançant assaut après assaut sur des positions parfaitement camouflées où les attendent mitrailleuses, mortiers et snipers. De furieux combats ont notamment lieu sur les hauteurs de Moulineaux et nombre d'habitants doivent se réfugier pendant plusieurs jours



Char des troupes Canadiennes

dans des caves ou des grottes. À Grand-Couronne, les villageois doivent abandonner leurs foyers pour chercher refuge dans les abris de l'usine Sonopa ou dans les cavernes entre les Essarts et Orival, du fond desquelles ils perçoivent les terrifiants échos des duels d'artillerie que se livrent les deux adversaires. Dans la nuit du 29 au 30 août, les Allemands se replient en bon ordre, ayant parfaitement accompli leur mission retardatrice. En dépit de l'aspect spectaculaire de ses pertes, l'armée allemande remporte sur la Seine une considérable victoire : 90% des troupes qui ont atteint le fleuve sont parvenues à le franchir. Au matin du 30 août, les soldats de la 2e division canadienne passant par Moulineaux d'un côté et par Oissel de l'autre, finissent de libérer la rive gauche jusqu'à Rouen, qu'ils atteignent enfin le 31. Depuis le 26 août, ils ont perdu 577 de leurs camarades, tués, blessés et disparus.

Ce jeudi 31 août 1944 les troupes canadiennes libèrent à leur tour les communes de la vallée du Cailly et un immense drapeau tricolore, confectionné par la famille Lanfry, flotte le long de la flèche de la cathédrale. Le 1er septembre, Rouen et son agglomération célèbrent une autre libération : celle de la presse, c'est la parution de Normandie, un journal préparé dans la clandestinité par Raoul Leprettre. Organisme clandestin créé à la fin de 1943, le Comité Départemental de la Libération de la Seine-Inférieure peut commencer à assurer diverses tâches administratives de nomination et d'épuration.

Mais pour que la vie quotidienne reprenne une relative sérénité, il faut attendre le 8 mai 1945, la reddition de l'Allemagne hitlérienne, le retour des survivants des camps de la mort et des prisonniers de guerre.



Foule en liesse au Houlme le 31 août 1944

9 juin 1940 – 31 août 1944 : plus de quatre années d'occupation, de privations, de destructions, de souffrances. Mais aussi 52 mois de Résistance et de répression contre celles et ceux qui ont dit "Non". Leurs motivations et actions furent diverses et les valeurs sur lesquelles ils ont fondé leur engagement sont toujours d'actualité.
La leçon de la Résistance, c'est le rappel constant des exigences de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, des droits de l'Homme. Dans l'agglomération rouennaise des monuments, des stèles, des noms de rues et d'écoles sont des reflets d'Histoire et de mémoire collective ; ils constituent un patrimoine civique qui impose le respect et la reconnaissance. Pour ne pas oublier ce passé des "années sombres"... et les combats courageux et exemplaires des Résistants.

Alain Alexandre

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal-: août 2004. N°ISBN 2 - 913914-56-X
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

ALEXANDRE (A.) : *Quelques hauts-lieux de la Résistance dans l'agglomération rouennaise 1940-1944*, fiches pédagogiques Agglo de Rouen 2001.
ANDRIEU (D.) (Sous Dir.) : *Sotteville les feuilles mortes*, Maison pour tous, Sotteville-lès-Rouen, 1990.
CASSIAU (O.) : Articles parus dans le quotidien Paris-Normandie.
COUTURE (C.P.) : *En Seine-Maritime de 1939 à 1945*, CRDP, Rouen, 1946.
CROGUENNEC (M.) : *Les heures sombres de l'agglomération de septembre 1939 à août 1944*, Collection histoire(s) d'Agglo n° 23, 2003.
HOLSTEIN (D.) : *"Je ne vous oublierai jamais mes enfants d'Auschwitz…"*, Édition n°1, Paris, 1996.
NOBECOURT (R.G.) : *Rouen désolée 1939-1945*, Rouen, 1949.
PAILHES (G.) : *Rouen et sa région pendant la guerre 1939-1945*, H. Defontaine, Rouen, 1949.
RUC (PH.) : *Les déportés politiques, les résistants, les prisonniers et les requis*, Déville-lès-Rouen, 1999.
SIBOUT (C.A.) et VADELORGE (L.) : *Les juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours*, Collection histoire(s) d'Agglo n° 20, 2003.
Hommage aux Fusillés et aux Massacrés de la Résistance en Seine-Maritime 1940-1944, 1992.
Cahiers de SYLVEISON n°8, août 2004.

Remerciements :

L'auteur remercie vivement tous les anciens Résistants et Déportés qui, depuis plus de vingt ans, ont apporté leurs témoignages à l'occasion de la préparation des élèves de l'Enseignement secondaire au concours de la Résistance et de la Déportation.

Photographies-:

© collection privée : Alain Alexandre, Michel Croguennec et Olivier Richard / © Tous droits réservés.

Dans la même collection

N°01 Les Bruyères Saint-Julien
N°02 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
N°03 De Malaunay à l'Île Lacroix par les lignes de la TCAR
N°04 Saint Romain / De la légende... à la foire
N°05 Le Parlement de Normandie 1499-1790
N°06 Et la Seine devint maritime
N°07 Le port de Rouen / De l'Île Lacroix à La Bouille
N°08 Rouen, lieu d'histoire maritime
N°09 Mémoires de Guerres I / La Rive gauche de 1870 à 1914
N°10 Mémoires de Guerres II / La Rive gauche de 1914 à 1940
N°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
N°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
N°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
N°14 Sources & fontaines
N°15 Le patrimoine architectural du plateau est
N°16 En suivant TEOR...
N°17 Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
N°18 Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)
N°19 L'aviation dans l'agglomération rouennaise
N°20 Les Juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours
N°21 Un siècle d'Armada
N°22 Les mairies de l'agglomération / Un patrimoine républicain
N°23 Les heures sombres de l'agglomération de septembre 1939 à août 1944
N°24 Résistance et Libération de juin 1940 à septembre 1944

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé



HISTOIRE DE LA TÉLÉVISION
DANS L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE

N°25

Cécile-Anne Sibout

Collection histoire(s) d'agglo

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

Composition du groupe Histoire-:
- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur-: Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi-:
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation-:
Nicolas Carbonnier

Contact-:
Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél-: 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :
Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Chère Madame, Cher Monsieur,

La télévision régionale fête cette année ses quarante ans.

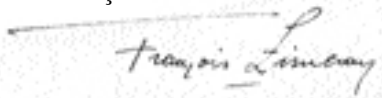
Partie intégrante de notre quotidien elle a connu en quatre décennies une évolution fulgurante tant sur le plan technologique que dans le traitement de l'information, pour ne citer que ces deux aspects.

Ce média de proximité répond sans conteste à une demande de nos concitoyens - les indices d'audience le démontrent - et participe à sa manière au lien social et au sentiment d'appartenance à un territoire.

Dans ces conditions, nous ne pouvions manquer cette année anniversaire, et ainsi témoigner de notre attachement à cette amie fidèle qu'est notre télévision régionale.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse



UN DES PREMIERS MAGASINS DE TÉLÉVISEURS À ROUEN

Nouveau média apparu après guerre grâce à la volonté de l'État, au progrès technologique, mais aussi à la passion de journalistes et de professionnels du son et de l'image, la télévision régionale crée des liens entre les Normands depuis près d'un demi-siècle. Associée à leur vie quotidienne, elle enregistre et commente également les grands moments collectifs, tristes ou joyeux, et a soutenu une multitude de projets. Retracer l'essor de cette voix communautaire, c'est donc revisiter cinquante ans de la riche vie de notre agglomération.

LE STUDIO AUX ESSARTS VERS 1972 : JOURNALISTE ET OPÉRATRICE



Pylone des Essarts (celui de 1967, permettant déjà de capter la 2E chaîne)

Aux Essarts, paisible hameau dépendant de Grand-Couronne, au sud de Rouen, dont le nom significativement veut dire défrichements, une bizarre construction surgit en 1956, dépassant les hêtres de la forêt. Il s'agit d'un émetteur, permettant enfin de capter la télévision qui, du stade expérimental amorcé en 1935, est passée à une diffusion plus large, puisque fin 1957 un tiers déjà de la France est couvert par ce nouveau réseau. Reste aux Rouennais qui en ont les moyens à s'acheter un poste : 100 000 Francs environ, soit quatre mois de salaire ouvrier. Les téléviseurs ne sont plus déjà les vrais meubles qu'ils étaient encore au début de la décennie, et les écrans sont passés de 36 à 43, voire 54 cm. En attendant d'avoir assez économisé pour posséder un jour chez soi l'objet magique, une partie du public pratique l'écoute collective. Les foyers dotés d'une "petite lucarne" voient ainsi périodiquement affluer une partie de leurs voisins venus suivre "Gros lot", premier jeu télévisé français, créé en 1958 par Pierre Sabbagh, ou bien un reportage en direct du Tour de France, ou encore "Cinq colonnes à la Une", un passionnant magazine d'informations. La télévision est aussi regardée collectivement au café, devant les vitrines des magasins d'électro-ménager du centre-ville, voire dans le hall de *Paris-Normandie*.

Question programme, le choix à la fin des années cinquante apparaît bien limité pour des téléspectateurs contemporains. Une seule chaîne diffuse à peine six heures par jour en noir et blanc. Le direct est peu répandu, surtout en extérieur : le nombre limité d'opérateurs, la lourdeur des caméras empêchent souvent d'aller filmer sur place. Le commentaire prime donc longtemps sur l'image et l'humoriste Pierre-Jean Vaillard déclare qu' "en fermant les yeux, la télévision c'est presque aussi bien que la radio".

Il n'existe d'autre part aucun studio normand, donc aucune émission produite dans la région. Lorsqu'un événement important survient en Normandie, c'est Paris qui envoie une équipe filmer. À part la capitale, seules quatre grandes villes peuvent en effet produire quelques émissions télévisées locales : Lille, Marseille, Strasbourg et Lyon.

Le nouveau média connaissant



Le ministre de l'Information Alain Peyrefitte à la préfecture, 27 novembre 1964

un grand succès, des changements apparaissent au début des années soixante. Une deuxième chaîne naît en 1964, reçue en Normandie dès l'année suivante. Le gouvernement Pompidou décide par ailleurs de multiplier les pôles régionaux d'actualité télévisée. L'objectif est de doter chacune des vingt-deux régions d'un centre produisant des émissions d'information régionale, diffusées simultanément en décrochage sur la première et la deuxième chaîne. Il s'agit aussi de faire contrepoids à la presse quotidienne locale, en position parfois de monopole, et souvent critique vis à vis du pouvoir gaulliste, comme l'est par exemple à Rouen *Paris-Normandie*. Le directeur de ce quotidien, Pierre-René Wolf, président de la Fédération de la Presse française, essaie d'ailleurs de freiner

l'installation du nouveau média, car il redoute de le voir plus tard capter des ressources publicitaires précieuses. Combat perdu : le 27 novembre 1964 le ministre de l'Information Alain Peyrefitte inaugure aux Essarts la nouvelle station normande.

Ce jour-là un million de Normands peuvent regarder le premier journal local télévisé, annoncé par la speakerine Jacqueline Alexandre. Au départ le son n'est pas toujours très audible, des incidents techniques surgissent, la qualité des reportages est inégale. Mais peu à peu le journal normand s'améliore, et s'allonge, passant de 15 à 20 minutes en avril 1969.

En 1964 les émissions couvrent toute la région, mais dès janvier 1966 une scission se produit entre Haute et Basse-Normandie. Les téléspectateurs ayant des centres d'intérêt différents, Caen possède désormais son propre journal.

Cette première télévision existe dans le cadre d'un monopole d'État, celui de l'ORTF (Office de Radio et de Télévision Française). Spontanée et chaleureuse pour tout ce qui concerne la vie quotidienne, elle est en revanche assez "gouvernementale" pour ce qui relève de la vie publique. Il est par exemple difficile aux journalistes d'interviewer les personnalités d'opposition, du centre (Jean Lecanuet) comme de gauche (Roland Leroy). Un peu "d'oxygène" est toutefois conquis avec la création d'une 3e chaîne en décembre 1972, dont l'objectif est avant tout d'évoquer la vie régionale. Des moyens et des ambitions supplémentaires se décident à partir d'août 1974, lorsque disparaît l'ORTF et qu'à sa place naissent sept sociétés autonomes, dont France Régions 3 (FR3) le 1er janvier 1975.

Malgré ce contexte de croissance télévisuelle, aux Essarts journalistes et techniciens doivent accomplir des prouesses, car les locaux en préfabriqué y sont exigus, avec en particulier le studio le plus petit de France (35 m^2) et une régie ne comportant au départ que trois écrans. Les sujets sont réalisés en film 16 mm, et le preneur de son, qui porte en bandoulière un volumineux



Jacqueline Alexandre, première speakrine rouennaise



Reportage aux Essarts, vers 1973

magnétophone, est relié par un "cordon ombilical" au cameraman, ce qui réduit leur mobilité à tous deux, jusqu'à l'arrivée de la synchronisation par quartz (1972) qui permet plus d'autonomie. Il faut surmonter aussi, pour certains reportages, le décalage culturel avec le monde rural ébloui, mais parfois terrorisé ! Toutefois le prestige de la télévision est tel que partout les équipes des Essarts sont très bien reçues.

Télé-Normandie n'assure ainsi pendant une dizaine d'années qu'un court décrochage quotidien. La diffusion du journal régional relève chaque jour presque de l'exploit, grâce à l'enthousiasme d'une vingtaine de professionnels, souvent jeunes et polyvalents. Parmi eux une figure se détache, celle de leur doyen Roger Parment, admiré de toute l'équipe, parmi laquelle figure Alain Gerbi dès 1966. Ancien chef de la rédaction locale à *Paris-Normandie*, Parment est l'un des rares journalistes de la presse écrite à se passionner pour la télévision. Il produit des milliers de magazines très vivants jusqu'à son départ à la retraite en 1984. Au total, malgré ses moyens limités, Télé-Normandie propose des émissions de qualité, et sert officieusement d'école à beaucoup de jeunes journalistes, qui poursuivront plus tard leur carrière dans les médias nationaux.

L'équipe des Essarts, avec à sa



Roger Parment et Alain Gerbi fêtent la 500e émission, 1966

tête Alain Gerbi de retour en 1976, lequel occupera des responsabilités croissantes jusqu'à son départ à la retraite en 2002, se sent de plus en plus à l'étroit dans ses locaux. En effet à partir de mars 1976 le volume horaire diffusé augmente, puisque FR3 propose désormais, outre le journal, deux (1976) puis quatre (1978) magazines hebdomadaires d'un dizaine de minutes. Or à Saint-Sever rive gauche s'édifie un nouveau centre tertiaire. La télévision haut-normande y emménage fin 1978 : la voici désormais au milieu du second coeur de Rouen, physiquement et donc psychologiquement plus proche de son public.

Les nouveaux locaux (studio de 75 m^2, hall avec des larges baies s'ouvrant sur un quartier commerçant très fréquenté) s'avèrent à la fois esthétiques et fonctionnels. La principale innovation, qui a nécessité un complet renouvellement du matériel, réside dans le passage à la couleur, qui s'opère le 15 décembre 1978. Ce cadeau de Noël offert aux téléspectateurs a coûté cher, mais ne profite pas seulement à quelques privilégiés, puisqu'en 1978 près de 30% déjà des récepteurs hauts-normands sont équipés pour la couleur.

Au début des années 1980 se produisent deux évo-



Les bâtiments de Saint-Sever, 1978

lutions majeures. L'objectif est de mettre en place, sur le plan télévisuel, une véritable régionalisation, dans le cadre de la fin du monopole d'État sur l'audiovisuel (loi du 29 juillet 1982), et plus généralement de la décentralisation voulue par les lois Defferre. Premier bouleversement : la fin de la dépendance à l'égard de Paris. Jusque-là en effet la Normandie faisait partie, sur le plan télévisuel, d'un vaste ensemble peu cohérent, "Paris-Ile de France-Normandie-Centre", et toutes les décisions importantes émanaient de la capitale, que ce soit en matière de choix des programmes, d'emplois ou de moyens techniques. Dès mars 1982 Alain Gerbi, qui se bat avec ses collaborateurs pour créer une télévision normande autonome, est nommé chef des services de FR3 Normandie. Étape suivante décisive, sous sa houlette la Normandie devient le 1er janvier 1984 une direction régionale à part entière, au même titre que l'étaient déjà onze autres régions, telles celles de Lille ou Rennes. L'administration se regroupe sous l'autorité d'Édouard Diot, chargé de la gestion des ressources humaines et financières. Les deux bureaux d'information de Rouen et Caen sont désormais fédérés, ce qui constitue une seconde naissance pour la télévision régionale, mais aussi une avant-première en matière de réunification des deux Normandie ! Seconde évolution très importante : la direction nationale de FR3 décide de tripler la durée des programmes régionaux, lesquels passent dans tous les centres de production régionale, donc à Rouen, de une à trois heures quotidiennes. Le public apprécie vivement cet élargissement de l'offre.

L'équipe de Saint-Sever s'étoffe, puisqu'elle compte déjà 88 personnes en 1990. De nombreuses émissions originales apparaissent, sous la direction de Josiane Romero, responsable des programmes de 1983 à 2003, et ce malgré le défi que représente le manque relatif de moyens financiers, sensible si on compare Rouen à Rennes ou à Lille. Citons, entre autres, un journal de la mi-journée (1987) intégré à "Midi en Normandie", magazine produit par Dominique Hoornaert, qui propose du divertissement mais aussi beaucoup d'information-service ; un journal le dimanche à partir de 1990, donc désormais 7 jours sur 7 ; "C'est toujours la saison" de Bernard Portalès, pour les passionnés du jardinage ; "Rocking chair" de Jean-Lou Janeir autour des musiques branchées ; "Le Débat", émission

LE CONSTANT RENOUVELLEMENT DES PROGRAMMES



Midi en Normandie, 1987

politique organisée en partenariat avec *Paris-Normandie* à partir de 1991, où s'affrontent les élus, par exemple Antoine Rufenacht et Laurent Fabius ; "Télépomme" de Richard Plumet, magazine au ton décontracté, très regardé en particulier par les Parisiens en week-end, qui met en valeur les initiatives locales et valorise les richesses patrimoniales.

Rendue nécessaire par l'accroissement des programmes, la publicité, autorisée à la télévision dès 1968, fait son apparition à FR3 en 1985 sur le plan local, deux ans après avoir touché le programme national.

Quelques moments forts bouleversent la programmation tout en captivant souvent les téléspectateurs. Les campagnes électorales (municipales, législatives), qui voient s'affronter des challengers locaux, nécessitent une grande vigilance. Doivent être en effet appliquées dans leur esprit comme dans leur lettre (chronométrage du temps de parole) les consignes émanant de la Haute Autorité, dont le successeur actuel est le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA), autorité administrative indépendante apparue en 1988, dont une des missions est justement d'organiser les débats électoraux télévisés. C'est aussi parfois un événement festif qui bouleverse la programmation. En juin 1994 France 3 Normandie propose ainsi pour le cinquantenaire du Débarquement "L'Été de la liberté", une soirée passionnante en direct du Mémorial de Caen, présentée par Jérôme Poidevin et Philippe Goudé, rédacteurs en chef respectivement à Rouen et à Caen. C'est la première fois dans l'histoire qu'une télévision régionale occupe toute la soirée de 20h30 à 2 heures du matin, alternant débats entre invités prestigieux et documentaires de qualité, occultant le programme national et réussissant à faire une audience supérieure !

Parallèlement à la diversification des programmes, l'écriture télévisuelle se modifie. La révérence-solennité envers les pouvoirs établis s'estompe, au point parfois de disparaître complètement. Les commentaires sont directs, les plans se succèdent rapidement, les " jingles" riva-



Inauguration du centre du Havre, 1988

lisent, les images s'enchevêtrent. On est souvent proche du clip ! Mais la télévision régionale est aussi capable de prendre son temps, de restituer les œuvres souterraines et patientes et les pulsations discrètes de la vie locale, à travers notamment des centaines de documentaires. Voyeurisme et sensationnalisme sont donc absents de la production-programmation à Rouen, ce qui n'est pas toujours le cas... pour la télévision nationale.

Fière de gagner en audience, de créer de nouveaux centres (Le Havre en 1988, Évreux en 1990) ainsi que de commercialiser des vidéos appréciées du public à partir d'émissions-phare, telles "Les histoires de l'abbé Alexandre", FR3 Normandie, rebaptisée France 3 Normandie en 1992, s'affiche parfois sur l'espace public comme en 1988 où deux grands yeux bleus, qui la symbolisent, rappellent aux Rouennais sa curiosité sur tout ce qu'ils vivent au quotidien.

Au début des années 80 le support-film vit ses dernières heures, et la technique se met à accomplir des pas de géant. La vidéo portable fait

L'évolution technique

son apparition à partir de 1983 avec la Microcam, qui comporte encore un enregistreur séparé, puis dès 1985 avec la célébrissime Bétacam, à enregistreur incorporé. Le "système" Bétacam modifie profondément les méthodes de travail en reportage. Le cameraman peut désormais opérer seul, et capter à la fois images et sons qui sont enregistrés sur la bande du camescope. Les équipes de tournage, plus légères, peuvent varier de quatre intervenants à un seul, selon la nature et la complexité du reportage. Les métiers évoluent beaucoup, le personnel doit accepter de se reconvertir sans cesse, puisqu'il n'y a plus, par exemple, de films à développer. Au même moment apparaissent les premières liaisons directes de reportages par faisceaux mobiles (fréquence 2, 5 GHZ). Il s'agit d'un direct de proximité, limité à 10 km autour de Rouen, avec un émetteur embarqué dans une voiture de reportage et une antenne de réception à Canteleu. Cette technologie permet au journal télévisé de coller encore plus étroitement au vécu

des Rouennais jusqu'en 2001, date à laquelle France 3 Normandie se dote d'un véhicule de transmission numérique satellitaire qui étend désormais les possibilités du direct à l'ensemble du territoire. Parmi les nombreuses autres innovations techniques performantes, on peut citer les cars-régies de plus en plus sophistiqués, qui rendent possible le tournage d'émissions complètes en extérieur, par exemple lors des foires-expositions de Rouen. Quant à Spider, introduit en 1999, il permet d'échanger par informatique des reportages entre les différents centres de France 3, réel enrichissement pour les programmes, à Rouen comme ailleurs. Saint-Sever envoie



Journaliste avec sa betacam, 1993



Premier car-régie (1986)

notamment par ce système des reportages sportifs, souvent dus à Richard L'Hôte, journaliste qui couvre le sport depuis pratiquement l'origine de la télévision normande.

En lien avec la constante évolution technique, que supervise Alain Blandin de 1983 à 2003, l'espace Saint-Sever connaît plusieurs modifications. Ainsi en 2000 la régie elle-même, cœur de l'outil de fabrication, est entièrement renouvelée avec du matériel numérique, un investissement énorme, mais qui professionnalise encore davantage une télévision régionale dotée depuis plusieurs années du même équipement qu'à Paris, alors qu'à l'époque des Essarts les images régionales étaient souvent un peu moins bonnes que les images nationales.

La télévision régionale s'est totalement modernisée avec en particulier l'introduction du numérique depuis 1998 et la création d'un site web, l'arrivée d'un nouveau car de captation en

2004, équipé d'une console 18 voies. Martine Viglione, nouvelle directrice depuis fin 2002, seule femme actuellement à la tête d'une direction régionale de France 3, s'est donnée des objectifs ambitieux : élargir l'audience de la chaîne, stimuler l'interactivité (le public peut désormais intervenir dans certaines émissions par SMS ou Internet), développer enfin les synergies entre Rouen, Caen et Le Havre, qui existent déjà au travers d'émissions comme "Les dossiers de France 3", ou "Littorales". Un déménagement à moyen terme n'est pas exclu, car la direction régionale se trouve aujourd'hui à l'étroit, vingt ans après sa création.

Le futur, c'est aussi multiplier les liens avec les autres médias, à la fois partenaires et concurrents dans un contexte de vive compétition. Des télévisions locales privées peuvent en effet apparaître. S'annonce également l'arrivée prochaine de la Télévision Numérique Terrestre, fixée par le CSA au 1er mars 2005 pour 14 chaînes gratuites, et au 1er septembre 2005 pour 15 chaînes payantes. L'avenir, c'est encore allonger le temps d'antenne en région pour France 3 : il doit doubler à l'horizon 2008, et à plus long terme une diffusion tout au long de la journée est même envisagée. C'est enfin un approfondissement de la réflexion et de la pratique déontologiques, autour du respect des personnes et des familles de pensée, avec le souci de valoriser les multiples projets portés par les Normands.

Sans évacuer pour autant les débats, la télévision régionale joue un rôle fédérateur auprès des habitants de la métropole, et plus largement auprès des Normands. C'est la chaîne la plus proche des préoccupations de la population, celle où les relations avec le téléspectateur sont teintées du maximum d'affectivité. À Rouen depuis un demi-siècle la télévision en se penchant sur des cas particuliers, se préoccupe de l'intérêt général. Comme l'a dit en 1980 Alain Gerbi à de jeunes journalistes qui rechignaient à partir en reportage traiter un sujet de vie quotidienne : "Plus on est local, plus on est universel".



ASPECT DE LA RÉGIE ACTUELLE, 2004

Informer, cultiver, éduquer, distraire : telles sont les objectifs assignés à la télévision lorsqu'est créé l'ORTF en 1964. La même année à Rouen naît une chaîne régionale, qui essaie depuis 40 ans de traduire en images et en mots cet idéal ambitieux. La technique a beaucoup progressé depuis l'époque du film 16 mm jusqu'à l'ère actuelle du numérique. Parallèlement les téléspectateurs sont devenus plus exigeants et plus critiques. À la fois miroir de la région, mais aussi tremplin pour les projets de ses habitants, la télévision régionale tente de faire dialoguer les Normands, au-delà de leur diversité. Chaîne de proximité, qui aide aussi à comprendre les évolutions du monde contemporain, elle montre que la culture possède toujours deux dimensions : l'enracinement et l'ouverture sur autrui. France 3 Normandie, comme ses devancières, remplit donc bien dans l'agglomération rouennaise et au-delà une vraie mission de service public.

Cécile-Anne Sibout

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal-: octobre 2004. N°ISBN 2 - 913914-57-8
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

D'AMEIDA (F.) et DELPORTE (C.) : *Histoire des médias en France*, Flammarion, 2003
ALBERT (P.) et TUDESQ (A.J.) : *Histoire de la radio-télévision*, PUF, 1995
BARBIER (F.) et BERTHO-LAVENIR (C.) : *Histoire des médias*, A. Colin, 2000
BOURDON (J.) : *Haute fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Seuil, 1994
BOURDON (J.) et MÉADEL (C.) : *Les Écrans de la Méditerranée. Histoire d'une télévision régionale 1954-1994*, Jeanne Laffitte-Ina, 1994
F.R.3. : *France-Régions 3*, Service des relations publiques F.R.3., 1985
France 3 Magazine et *Mag 3* (1990-2004)
JEANNENEY (J.N.), direction : *L'Écho du siècle. Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Hachette, 1999.
MARCILLAC (R.), direction : *Chronique de la télévision*, éd. Chroniques, 1996
Tout Rouen, bimensuel (1959-1977)

Remerciements :

L'auteur remercie France 3 Normandie et les nombreux professionnels qui l'ont aidée à défricher ce champ historique passionnant, parmi lesquels, sans pouvoir les citer tous : José Alcala, Alain Blandin, Hervé Colosio, Monique Gaillard, Alain Gerbi, Philippe Goudé, Dominique Hoornaert, Michel Jan, Laurent Lagneau, Michel Laurent, Richard L'Hôte, Marie-Thérèse Naveau, Richard Plumet, Josiane Romero, Pierre Wajdenfeld.

Photographies-:

© Archives départementales de Seine-Maritime, et collections privées de José Alcala, Alain Blandin, Monique Gaillard, Alain Gerbi, Laurent Lagneau, Cécile-Anne Sibout.

PHOTO DE COUVERTURE : une équipe de Télé-Normandie en reportage vers 1967
(G.Varet, J.C. Looten, R.L. Ruth, A. Gerbi)

Dans la même collection

- N°01 Les Bruyères Saint-Julien
- N°02 Décors et Urbanisme à travers la rive sud
- N°03 De Malaunay à l'Île Lacroix par les lignes de la TCAR
- N°04 Saint Romain / De la légende... à la foire
- N°05 Le Parlement de Normandie 1499-1790
- N°06 Et la Seine devint maritime
- N°07 Le port de Rouen / De l'Île Lacroix à La Bouille
- N°08 Rouen, lieu d'histoire maritime
- N°09 Mémoires de Guerres I / La Rive gauche de 1870 à 1914
- N°10 Mémoires de Guerres II / La Rive gauche de 1914 à 1940
- N°11 Les hommes de presse de l'agglomération rouennaise
- N°12 Jean-Jacques Rousseau et l'Académie des sciences et belles lettres de Rouen
- N°13 Quelques grandes figures médicales rouennaises
- N°14 Sources & fontaines
- N°15 Le patrimoine architectural du plateau est
- N°16 En suivant TEOR...
- N°17 Le chemin de fer dans l'agglomération rouennaise de 1843 à aujourd'hui
- N°18 Un sportif normand exceptionnel, Jacques Anquetil (1934-1987)
- N°19 L'aviation dans l'agglomération rouennaise
- N°20 Les Juifs à Rouen du Moyen Âge à nos jours
- N°21 Un siècle d'Armada
- N°22 Les mairies de l'agglomération / Un patrimoine républicain
- N°23 Les heures sombres de l'agglomération de septembre 1939 à août 1944
- N°24 Résistance et Libération de juin 1940 à septembre 1944
- N°25 Histoire de la télévision dans l'agglomération rouennaise
- N°26 Transports en commun dans l'agglomération rouennaise

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

L'ARCHITECTURE SCOLAIRE

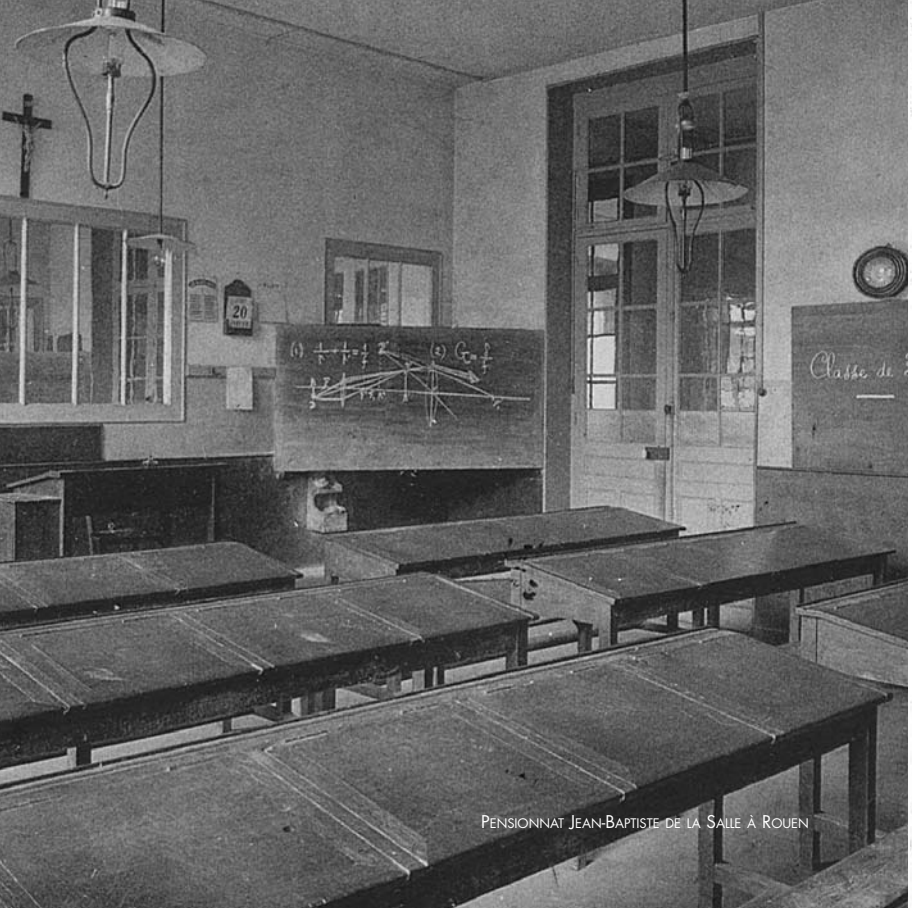
N°27



Loïc Vadelorge

Collection histoire(s) d'agglo

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



Pensionnat Jean-Baptiste de la Salle à Rouen

Chère Madame, Cher Monsieur,

Lieu d'apprentissage, de sociabilité, d'éducation citoyenne, nous avons été et sommes tous très concernés par l'école.

Chacun aura le souvenir du crissement de la craie du maître sur le tableau noir, des jeux des cours de récréation et des chicaneries entre camarades.

L'école est un des socles fondamentaux de notre société ; en transmettant les savoirs, elle prépare les enfants d'aujourd'hui à être les hommes qui affronteront les défis de demain.

L'observation de l'architecture de nos écoles nous permet d'avoir un regard sur notre histoire. Chaque époque, en fonction de ses contraintes, de ses espoirs mais aussi de ses urgences a marqué de son empreinte ces bâtiments où les générations se sont succédé, et se succéderont encore bien longtemps.

Bien chaleureusement,

François Zimeray

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves Merle

Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

Au même titre que la mairie ou l'église, l'école communale forme un bâtiment que chacun sait repérer dans sa ville. L'obligation scolaire, qui remonte à la loi du 28 mars 1882, explique en grande partie notre familiarité avec cette institution républicaine. L'école rythme le quotidien des enfants et des parents d'élèves, même si ces derniers n'en cotoient trop souvent que la façade sur rue. À heures fixes, se jouent devant et dans l'école, des rites sociaux cent fois répétés, qui marquent durablement les sensibilités individuelles et collectives. Qu'on en ait ou pas conservé un bon souvenir, nos écoles successives imprègnent nos mémoires.

Les 37 communes de l'agglomération entretiennent 143 écoles primaires et autant d'écoles maternelles. 38 sont privées, dont 13 maternelles, le plus souvent liées à l'enseignement catholique ; 248 sont publiques, dont 130 maternelles. Ces chiffres évoluent en permanence, en raison notamment des mutations démographiques de chaque commune. Des écoles naissent, à la faveur de la création de nouveaux quartiers d'habitation. D'autres ferment et se reconvertissent. D'autres encore sont transformées, agrandies, diminuées, déménagées parfois. Ainsi, l'architecture scolaire qui est si bien fixée dans nos mémoires qu'elle nous paraît intemporelle, ne cesse en réalité de s'ajuster aux besoins et aux valeurs de son époque.



Groupe scolaire Charles Nicolle de Rouen, années 1950

Les plus vieux bâtiments scolaires rouennais ne sont que de jeunes constructions au regard de l'histoire d'une institution aussi ancienne que la ville. Au Moyen Âge déjà, Rouen compte de nombreuses écoles, attestées aussi bien par les textes (maîtrise Saint-Évode) que par l'archéologie (pour certains le monument Juif serait une école hébraïque). À Sotteville, une école est signalée en 1662. À Rouen, l'aître Saint-Maclou est occupée par un pensionnat de jeunes filles de 1911 à 1934.



Aître Saint-Maclou,
pensionnat de Mademoiselle Guitton (Entre-deux-guerres)

Cependant, ces premières "écoles" ne ressemblaient guère aux nôtres. L'enseignement, souvent dispensé par le clergé, se faisait au domicile du maître ou de l'élève, nécessitant rarement la construction d'un édifice spécialisé. La volonté de développer l'instruction publique, propagée à l'époque des Lumières et décrétée par les Révolutionnaires, fera long feu, faute de moyens. Si l'alphabétisation progresse dans la société rouennaise du XVIII^{e} siècle, elle reste encore l'affaire de privilégiés.

Ici comme ailleurs la rupture viendra de la Monarchie de Juillet. La loi Guizot du 28 juin 1833 impose que "toute commune est tenue, soit par elle-même, soit en se réunissant à une ou plusieurs communes voisines, d'entretenir au moins une école primaire élémentaire". Ce texte fondateur est indissociable de la loi du 21 mars 1831 qui prévoit l'élection des conseillers municipaux pour six ans et la désignation d'un maire parmi ces élus, premier pas vers la liberté communale. Depuis cette époque, ce sont les communes qui construisent, établissent et entretiennent les écoles.

La loi Guizot, parfois appelée "Charte de l'instruction publique", est complétée en 1837 par la "Charte des salles d'asile" pour les enfants du premier âge (les ancêtres de nos crèches et écoles maternelles). Au milieu du XIX^{e} siècle, 70% des garçons bénéficient d'une

instruction primaire. Il faut attendre 1867 pour que la construction d'écoles primaires de filles devienne obligatoire.

L'architecture de ces premières classes est souvent sommaire, les communes ne recevant pas, avant 1878 date de création de la Caisse des écoles, de dotation de l'État pour construire leurs édifices scolaires. On préfère donc souvent employer des bâtiments existants que d'en édifier de nouveaux. À partir de la circulaire du ministre Rouland (juillet 1858), l'État demande à ses inspecteurs primaires de contrôler les plans d'écoles que les communes doivent fournir à l'administration. La circulaire indique que la "maison d'école doit être simple et modeste, mais commode, isolée de toute habitation bruyante ou malsaine qui exposerait les enfants à recevoir des impressions soit morales soit physiques, non moins contraires à leurs mœurs qu'à leur santé".

De cette époque il nous reste peu de témoignages, les écoles rouennaises d'avant 1850 ayant pour la plupart été transférées dans de nouveaux locaux : l'école Vauquelin du quartier Saint-Sever (1849), l'école Mac Cartan de la rue de Joyeuse ou l'actuelle école de musique Ernest Renan de Sotteville-lès-Rouen. On a conservé en revanche, certains bâtiments datant de la fin du Second Empire et des débuts de la Troisième République.

Cinq écoles primaires et deux écoles maternelles portent aujourd'hui dans l'agglomération rouennaise le nom de Jules Ferry. Le plus célèbre ministre de l'Instruction publique (1879-1883) de l'histoire de France n'a pas seulement rendu l'école primaire gratuite (16 juin 1881), laïque et obligatoire (28 mars 1882). Il est aussi à l'origine d'un essor des constructions scolaires, que la III^{e} République va soutenir fortement. En 1884, la seule ville de Rouen compte déjà 29 écoles publiques pour 105 906 habitants. En 2005, Rouen entretient 35 écoles. C'est dire que l'essentiel de l'effort de construction scolaire a été réalisé aux débuts de la Troisième République, même si un certain nombre d'établissements ont depuis changé d'affectation.

À Rouen, c'est l'architecte de la Ville, Louis Sauvageot, déjà auteur des plans du Musée-Bibliothèque et du Théâtre des Arts, qui est chargé de dessiner les six nouvelles écoles, édifiées entre 1876 et 1883. L'actuelle école Thomas Corneille, route de Darnétal, est révélatrice de ses conceptions, qui sont celles de l'époque. Le plan est simple, articulant un pavillon central et deux ailes autour d'un préau. L'esthétique est rigoureuse, empruntant au style académique ses références néoclassiques comme le fronton triangulaire surmontant l'entrée.

On trouve des bâtiments similaires dans les communes de banlieue, qui bénéficiant de l'aide de l'Etat à partir de 1889 (les instituteurs deviennent des fonctionnai-

res), vont se lancer dans la construction de nouvelles écoles. L'école Jules-Ferry de Oissel, édifiée en 1882, présente ainsi une disposition classique avec un avant-corps en brique, surmonté d'un fronton cintré. À Saint-Etienne-du-Rouvray, l'école Jean Jaurès de la rue de Paris (anciennement école Jules Ferry), construite entre 1879 et 1882, comporte un chaînage d'angle en pierre et un fronton à ailerons.

De nombreuses écoles de cette période sont à l'origine des mairies-écoles. Les lois Ferry sont contemporaines de la grande "charte des libertés communales" de 1884, donnant aux conseils municipaux et aux maires qui en émanent des pouvoirs considérables en matière d'administration locale. La mairie de Petit-Couronne, profondément remaniée dans les années 1950, était à l'origine (1860) une mairie-école, semblable à des milliers d'édifices en France. La régularité des baies, la sobriété du décor et le graphisme classique des inscriptions sur la façade ("mairie-école", "école de garçons", "école de filles") que certains bâtiments conservent encore plus de cent ans après, renvoient aux principes du rationalisme architectural, que Viollet-le-Duc définit à la même époque.

Cette certitude avec laquelle la République édifie son œuvre scolaire, est loin de faire l'unanimité à l'époque. La production d'écoles primaires publiques s'inscrit dans la querelle anticléricale, qui alimente les débats des années 1900. Lors de l'inauguration de l'école Berthelot de Mont-Saint-Aignan en 1909, le curé de la paroisse organise un goûter pour détourner les enfants du quartier Saint-André de la fête républicaine.

Quatre écoles primaires et trois écoles maternelles, toutes situées



Ecole normale d'institutrice de la rue de Lille à Rouen, cours de récréation et tonnelle construite en 1887, par l'architecte Lefort

sur la rive gauche, portent le nom de Jean-Jaurès. Ces attributions, qui datent de l'entre-deux-guerres signalent à la fois les progrès du socialisme dans les communes ouvrières et l'attachement au pacifisme de l'opinion publique. Il s'agit la plupart du temps, de nouvelles fondations scolaires, qui accompagnent une croissance démographique soutenue, malgré la crise économique. Les communes s'associent à cette époque aux progrès de la scolarisation. En 1919, avec la loi Astier, l'enseignement technique rejoint l'Education nationale. De nombreuses écoles d'apprentissage comme le futur lycée Marcel Sembat de Sotteville, traduisent les besoins de formation technique, dépassant les traditionnels degrés de l'enseignement primaire. En 1936, le ministre Jean Zay fait porter l'obligation scolaire à 14 ans. Parallèlement à ce mouvement, qui voit lentement émerger un enseignement secondaire élargi, l'architecture scolaire se diversifie. Deux grands courants esthétiques marquent les années 1920 et 1930.

Le premier s'inspire de la vogue régionaliste, qui traverse l'architecture européenne de l'entre-deux-guerres. À La Bouille, la mairie-école dessinée par l'architecte rouennais Roger Pruvost, associe une toiture de tuiles, des murs à colombages et un campanile pittoresque. L'effet d'ensemble n'est pas sans évoquer le mouvement Arts & Crafts anglo-saxon. À Saint-Etienne-du-Rouvray, à l'école

Mairie-école de La Bouille





Ecole Jean Jaurès à Grand Quevilly

maternelle Pauline Kergomard, la façade s'anime d'un bow-window, tandis que l'étage est traité en faux colombage, pastichant le style normand, à l'image des villas balnéaires. Sur les pentes du Mont Gargan à Rouen l'architecte de la Ville, Edmond Lair, dessine une succession étagée de trois pavillons scolaires, renforçant le caractère bucolique du quartier. On est loin ici de la rigueur néoclassique des débuts de la Troisième République.

Un second courant architectural s'inspire au contraire des recherches picturales (cubisme) et des arts décoratifs. À Oissel, l'architecte Bourienne réalise en 1933, une école Jean-Jaurès s'inspirant de certains bâtiments de l'Exposition de 1925. Le graphisme stylisé du nom "Jaurès" qui habille un fronton très sobre comme le traitement des ferronneries de la porte d'entrée sont caractéristiques. Quatre ans plus tard, à Grand Quevilly, l'architecte Émile Thomas dessine une façade pour une autre école Jean Jaurès, qui rappelle le cinéma-théâtre de Sotteville-lès-Rouen. Un grand portique fait office d'entrée, flanqué d'une sorte d'échauguette aux lignes épurées. Là encore, le graphisme joue un rôle décoratif essentiel, la date de construction venant tempérer l'effet de symétrie de l'inscription centrale. Ces deux écoles participent aussi d'un souci, à la fois très nouveau et encore très limité, d'inscrire l'architecture scolaire dans un dessin global du quartier. L'architecture est rejointe par l'urbanisme.

Quatre écoles portent le nom de Jean Moulin dans l'agglomé-

ration. Elles disent, comme le disent aussi les noms de Césaire Levillain, Henri Wallon, Paul Langevin, combien la mémoire des années 1940 (Résistance, Libération et fondation de la IVe République) imprègne les années de Reconstruction (1944-1955). Le volontarisme scolaire est ressourcé par le préambule de la Constitution de 1946, tandis que les objectifs à atteindre, en particulier la massification de l'enseignement secondaire, sont fixés dans le plan Langevin-Wallon en juin 1947. Cette époque qui veut croire en l'avenir est aussi celle du baby-boom et du début des Trente Glorieuses de la démographie française. Les nombreux enfants des années 1942-1965 sont autant d'écoliers à scolariser. L'architecture scolaire traduit nettement ces préoccupations.

Le mouvement moderne, qui s'inspire des principes de la Charte d'Athènes, va fortement influencer les constructions scolaires des années 1950. Les anciennes "maisons-écoles" laissent la place à de véritables "groupes scolaires", dont l'insertion dans le quartier est pensée dès le dessin du plan-masse. À Saint-Étienne-du-Rouvray, en 1955, les architectes Malizard et Tassery édifient un groupe de trente classes (école Paul-Langevin) au sein d'un quartier reconstruit. L'architecture suit les principes du Mouvement moderne (bâtiment bloc, fondé sur la répétition de trames identiques, toit terrasse, larges baies vitrées, orientation des classes au sud, couloir de desserte des classes placé au centre, vaste cour de récréation partiellement plantée et gazonnée). La rationalité de la construction et l'hygiénisme guident le projet. À Sotteville-lès-Rouen en 1957, le groupe scolaire Franklin Raspail est placé par l'architecte en chef de la reconstruction au cœur de sa zone verte, permettant aux familles des immeubles Anjou et Bourgogne d'accéder facilement et sans danger à l'école. Là encore, on trouve un bâtiment linéaire à toit terrasse, des poteaux de béton tramant la façade dont le seul décor est constitué de plaques gravillonnées, rappelant les immeubles "Garibaldi" voisins. C'est aussi cette esthétique qu'on trouve pour le groupe scolaire Jules-Ferry de la cité nouvelle de La Maine, quartier excentré sur le plateau dominant Maromme. La partition en deux, école de filles à droite, école de garçons à gauche, est à peine marquée au sol par une bande gazonnée, le bâtiment se présentant comme une longue barre de trois étages, très impressionnante pour les enfants habitués à l'échelle pavillonnaire. À Maromme même, la longue barre de l'école Thérèse Delbos, placée perpendiculairement à la voirie et ouvrant intelligemment sur un mail planté, témoigne du souci des architectes-urbanistes des Trente Glorieuses de donner une nouvelle place à l'école dans la cité.

L'apogée démographique de l'après-guerre se fait sentir

au milieu des années 1960. Le besoin d'écoles, et plus encore de collèges et de lycées, amène le Ministère de l'Éducation nationale à s'engager dans la voie de l'industrialisation de la construction scolaire. Fondée sur la rationalisation des techniques de construction, cette politique va favoriser les grandes entreprises de travaux publics, qui seules seront capables de livrer rapidement les bâtiments scolaires. Pour gagner sur le temps de construction, on va privilégier les écoles mono-blocs et la répétition de trames de 1,75 mètres, qui correspond à une largeur de couloir. Les classes, exposées au sud, représentent 5 trames sur 4. La qualité architecturale et le souci d'intégration des écoles dans leur environnement passent au second plan. La priorité est donnée au quantitatif.

Les écoles Camus et Saint-Éxupéry, situées sur le plateau de Mont-Saint-Aignan, sont représentatives de cette époque. Installées



Ecole Saint-Exupéry à Mont-Saint-Aignan

au milieu d'un grand ensemble de tours et de barres, elles se composent de bâtiments rectilignes, rythmés en façade par des fenêtres identiques. Les salles de classe, que distribue un unique couloir, s'organisent toutes sur le même schéma : le maître sur une estrade de bois, les fenêtres à gauche, éclairant les cahiers d'enfants tenant tous leur porte-plume de la main droite. Une large cour de récréation goudronnée, accueille les mêmes équipements sportifs (panneaux de basket-ball, buts de football). Contrairement aux années 1950, où les matériaux étaient plus rares, les écoles des années 1960 utilisent abondamment le métal. On le trouve aussi bien sur les panneaux de façade que dans le mobilier (pieds de chaise et de tables en bois).

Si ces modèles d'écoles industrielles ont bien permis de répondre à la demande scolaire de masse qui caractérise les années 1960, ils n'en confinaient pas moins à la monotonie. Dès la fin des années 1960, des critiques se font jour, fondées sur le déficit de qualité architecturale et environnementale. Le décret du 6 juin 1972 permet d'adapter la construction industrielle aux nouveaux besoins pédagogiques et sociaux qui se font jour. La montée en puissance de la pédagogie nouvelle (méthode de Freynet, activités d'éveil) après 1968, conduit les enseignants à réclamer des espaces spécifiques et nouveaux comme les salles polyvalentes, les coins bibliothèques, les coins repos. L'école maternelle André Marie de Notre-Dame de Bondeville est un bon témoignage de cette adaptation de l'architecture scolaire. Les barres traditionnelles de l'architecture industrielle sont ici découpées, l'école étant construite sur plusieurs niveaux, suivant la pente naturelle du terrain. Un grand hall permet de regrouper les différentes sections de l'école, d'organiser des séances de gymnastique ou de chorales et d'accueillir les parents lors de spectacles.

À partir des années 1980 et 1990, l'architecture scolaire va se transformer en profondeur.



Ecole Saint-Exupéry à Mont-Saint-Aignan

Trois raisons expliquent ce changement. La diminution des naissances, prélude à la baisse des effectifs qui se généralise dans les années 1990, permet tout d'abord de prendre davantage de temps dans la construction des écoles. La décentralisation, engagée à partir de la loi Defferre (2 mars 1982), rend les collectivités locales plus soucieuses de qualité architecturale. L'école, comme la mairie, retrouve sa fonction de vitrine municipale. Enfin, la politique de la qualité architecturale, relancée par la loi de 1977 et la création des Centres d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) commence à porter ses fruits, créant une saine émulation. En 1981, l'État abandonne la politique de l'industrialisation et revient à la procédure classique du concours d'achitecture.

C'est l'époque où disparaissent progressivement des procédés utilisés massivement depuis les années 1950. Finis les toits-terrasses, coupables de trop fréquents problèmes d'étanchéité. Finies les structures métalliques, responsables d'incendies meutriers. On redécouvre alors les vertus des toitures à pente, des matériaux traditionnels (briques, bois). Les architectes abandonnent sans regret l'esthétique de l'angle droit, au profit des angles saillants ou rentrants, puis des formes courbes, qui adoucissent les façades. À ces rêveries architecturales, qui transforment les écoles en vaisseau fantastiques et cotonneux, sont associés de nouveaux noms, moins austères, mettant l'accent sur la poésie. On trouve



Les portes de la Forêt, Bois-Guillaume

ainsi une “école des Portes de la Forêt” à Bois-Guillaume, une “école du Hameau des Brouettes” à Rouen, et une pléiade de maternelles aux noms évocateurs “Les Sources” à Saint-Léger-du-Bourg-Denis, “Le Petit Prince” à La Bouille, “Le Petit Poucet” à Franqueville-Saint-Pierre.

L’école Maurice Genevoix à Belbeuf, dessinée par l’architecte Thomas Noviscky en 1981, constitue un bon exemple de ce renouveau. Le dessin incurvé de la façade, le traitement des toitures en demi arc-de-cercle comme les pans inclinés des ouvertures, témoignent d’un souci d’originalité. L’utilisation d’un revêtement de céramique participe du même esprit. L’école des Portes de la Forêt de Bois-Guillaume, qui dessert un des quartiers les plus récents de l’agglomération, est un autre exemple de ce renouveau de l’architecture. La mise en avant des baies vitrées montre que l’institution scolaire veut désormais jouer la carte de la transparence. La place grandissante des parents dans les conseils d’écoles et dans l’accompagnement de certaines activités scolaires indiquent le chemin parcouru depuis les écoles du XIX^{e} siècle.

Plus que toute autre forme de patrimoine communal, les écoles appartiennent au patrimoine personnel et familier de leurs usagers d’hier ou d’aujourd’hui. La diversité de leurs formes, qui intéresse les architectes et les historiens, est sans doute moins importante que ce qui les unit. Ne retient-on pas en effet davantage la porte ou la grille d’entrée, les escaliers, les bancs ou le dessin à demi-effacé des marelles que le plan d’ensemble et les matériaux employés ? L’architecture scolaire n’a de sens que tant qu’elle est parcourue et bruyante. Si l’école nous tient ainsi à cœur, c’est qu’elle occupe une place centrale dans notre apprentissage de l’espace social et non parce qu’elle serait le premier monument vénérable auquel nous serions attachés. Le travail que l’artiste rouennaise Laurence Garcette conduit depuis quelques années sur les “cours d’écoles” vise à capter la mémoire des murs, des préaux et des classes. L’usure des lieux que montrent ses photos n’invite pas à la nostalgie. Elle témoigne bien au contraire que les traces qui se superposent sont autant de liens entre les écoles d’hier et celles d’aujourd’hui.

Loïc Vadelorge

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l’imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal-: novembre 2005. N°ISBN 2 - 913914-67-5
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d’agglo - N°ISSN 1291-8296

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Pour en savoir plus :

CHATELET (A-M.) : *Un grand personnage historique ? L'école primaire,* Mémoire de l'Institut d'urbanisme de Paris, 1983

Ministère de l'Éducation nationale. CNDP, *Architecture scolaire. 1. Histoire d'un patrimoine*, sd, 1990

LUC (J-N.), *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin, 1997

PROST (A.), *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968

SENTILHES (A.), "Eléments d'architecture scolaire en Haute-Normandie", *Bulletin des Amis des monuments rouennais*, octobre 19995-septembre 1996, p. 38-61

CAUE 76 et Agglomération de Rouen, *Architecture du vingtième siècle dans l'agglomération rouennaise*, Rouen, Editions Petit à Petit, 2002

Le patrimoine des communes de la Seine-Maritime, Flohic Editions, 1997

Remerciements :

Mmes Laurence Garcette et Armelle Sentilhes, M. Pierre Nouaud, CAUE 76 et CRDP de Mont-Saint-Aignan.

Photographies-:

© Collection de l'auteur, collection privée Pierre Nouaud et Agglomération de Rouen.

Composition du groupe Histoire-:

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur-: Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi-:

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation-:

Nicolas Carbonnier

Contact-:

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél-: 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Photos de couverture :
en haut, l'école Berthelot de Mont-Saint-Aignan (1909) et en bas, l'école Jules Ferry de la Maine-Maromme (2005).



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours
à Rouen

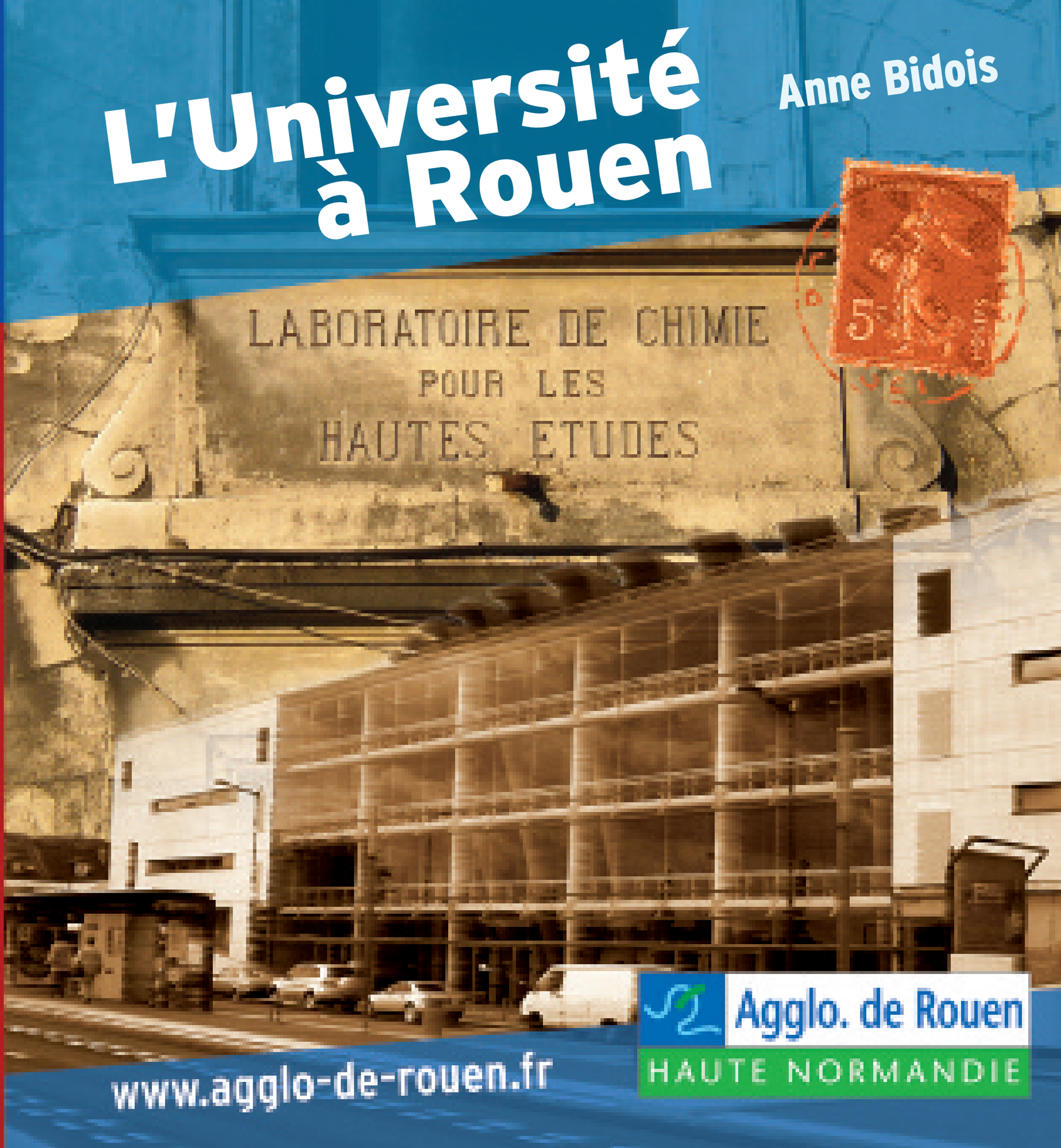
GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°28

Collection histoire(s) d'agglo

L'Université à Rouen

Anne Bidois



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



IUT de Rouen à Mont-Saint-Aignan (2005)

Chère Madame, Cher Monsieur,

L'année 2006 est celle d'un anniversaire : l'Université de Rouen fête ses 40 ans, l'âge de la maturité pour un établissement qui accueillait 9 000 étudiants en 1966 contre quelque 25 000 aujourd'hui. Depuis 40 ans, l'Université a grandi en rayonnant dans sa région, en cherchant à s'adapter à un public de plus en plus nombreux, en diversifiant son offre de formation, en professionnalisant ses filières et en construisant méthodiquement sa recherche. Elle s'est ouverte au monde, s'est liée avec d'autres universités et a adopté le schéma européen LMD (licence, master, doctorat).

L'Université de Rouen a ainsi grandi en s'implantant sur plusieurs sites, en augmentant ses surfaces immobilières et en développant sans cesse ses formations.

Depuis 40 ans elle met le cap sur ces 3 missions : former, innover, professionnaliser en adossant ses formations à la recherche et en les adaptant à la réalité du monde.

Ainsi l'Université de Rouen a toujours cherché à faire preuve d'un développement ambitieux au bénéfice de ses étudiants, de son agglomération et de sa région.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE

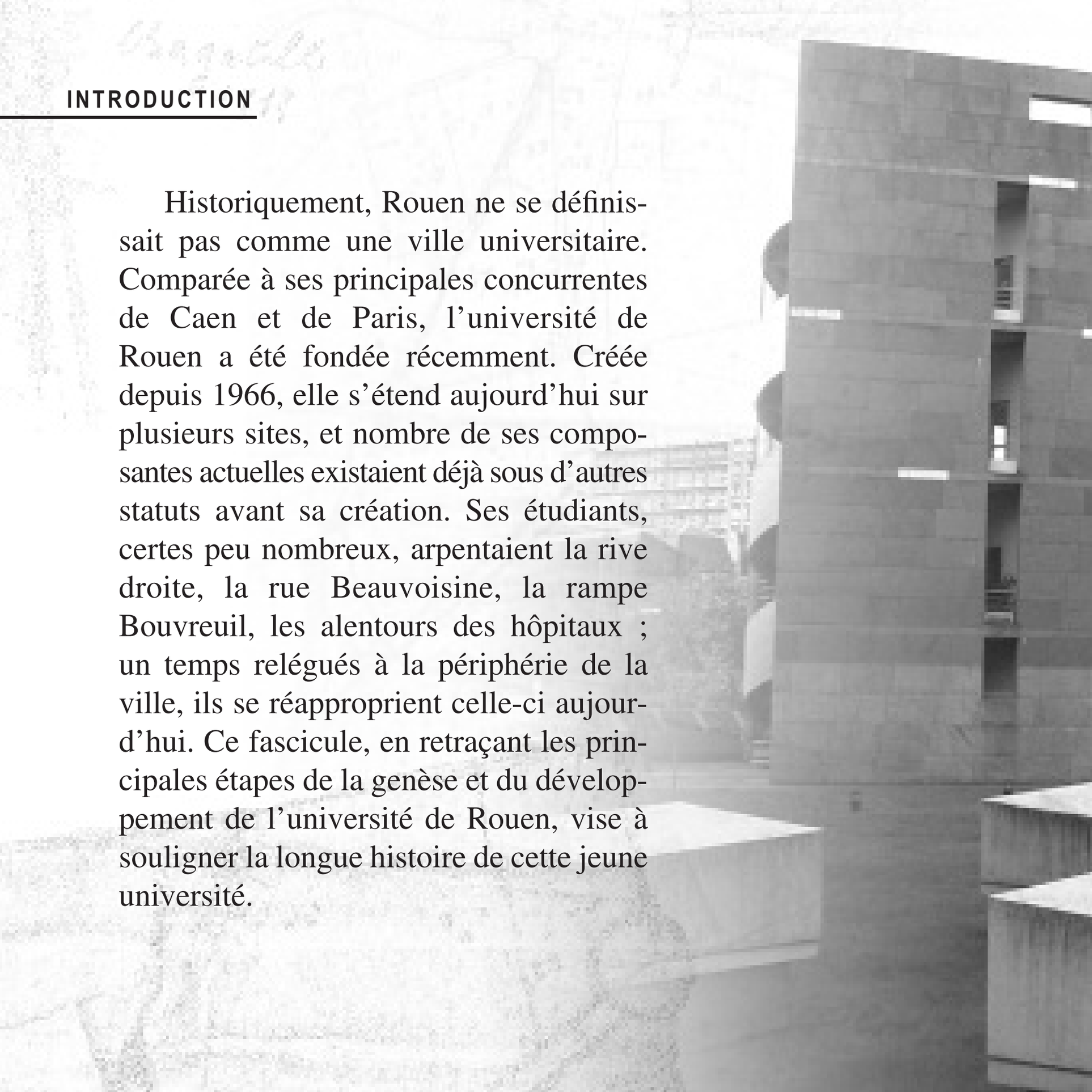
Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

Jean-Luc Nahel

Président de l'Université de Rouen

INTRODUCTION

Historiquement, Rouen ne se définissait pas comme une ville universitaire. Comparée à ses principales concurrentes de Caen et de Paris, l'université de Rouen a été fondée récemment. Créée depuis 1966, elle s'étend aujourd'hui sur plusieurs sites, et nombre de ses composantes actuelles existaient déjà sous d'autres statuts avant sa création. Ses étudiants, certes peu nombreux, arpentaient la rive droite, la rue Beauvoisine, la rampe Bouvreuil, les alentours des hôpitaux ; un temps relégués à la périphérie de la ville, ils se réapproprient celle-ci aujourd'hui. Ce fascicule, en retraçant les principales étapes de la genèse et du développement de l'université de Rouen, vise à souligner la longue histoire de cette jeune université.





Faculté de médecine dans le quartier Martainville à Rouen (2005)

AVANT L'UNIVERSITÉ



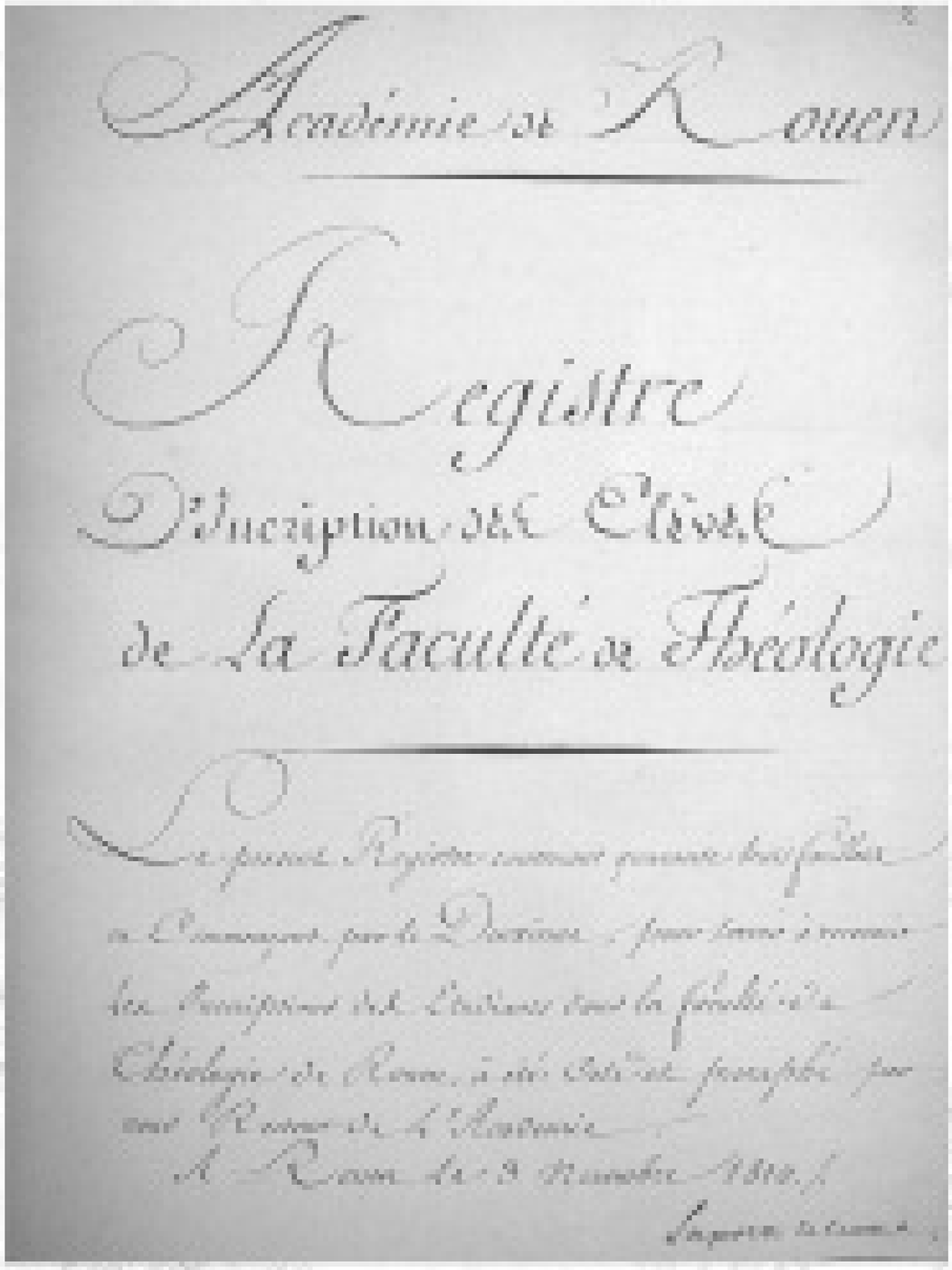


Ecole des Sciences et des Lettres dans le square André Maurois à Rouen (début XX[e] siècle)

Même si l'université de Rouen fait figure de jeune établissement, la ville a abrité des facultés dès 1809. Dans le plan d'organisation de l'université de Napoléon, elle est le chef-lieu d'une académie et, à ce titre, reçoit une faculté des lettres. Les textes prévoient que ces chefs-lieux accueillent aussi une faculté des sciences, mais, comme d'autres, Rouen est oubliée dans la distribution. La ville est dotée d'une faculté de théologie catholique. Dans les faits, cette académie est fragile, de sorte que dès les années 1850, alors que le ministère de l'Instruction publique (aujourd'hui Éducation nationale) cherche à réduire les coûts, rien ne justifie son maintien. En 1854, l'académie de Rouen est fondue dans celle de Caen. À côté de ces établissements universitaires, la ville accueille des écoles municipales palliant en partie les lacunes pour la formation médicale et scientifique. Plus tard, une école de droit privée voit le jour.

La faculté des lettres et celle de théologie catholique

Créée en 1809, la faculté des lettres disparaît six années plus tard. Au bout de deux ans, des cours ne sont plus assurés et les effectifs étudiants s'avèrent insuffisants. De son côté, la faculté de théologie catholique se maintient plus longtemps. Malgré une interruption d'activité et une menace de transfert à Caen, elle survit jusqu'en 1885. Elle ne résiste alors ni à la concurrence des universités catholiques fondées dès 1875 et reconnues par le pape, ni à l'ascension de la gauche républicaine. En effet, une de ses difficultés vient de son absence de reconnaissance par le Saint Siège.


Académie de Rouen

Registre

d'Inscription des Élèves

de la Faculté de Théologie

Registre de la faculté de théologie catholique de Rouen (1810)

ACADÉMIE DE ROUEN.

FACULTÉ DES LETTRES.

La Faculté des Lettres ouvrira ses Cours, le Lundi 12 Novembre 1811, dans les salles du bâtiment du Lycée.

Il est essentiel pour tous ceux qui aspirent à des grades dans cette Faculté, de bien connoître les obligations qu'ils ont à remplir.

Pour le grade de Bachelier, les Aspirants âgés de seize ans accomplis au 1er. Janvier 1812, pourront se présenter à l'examen, sans aucune formalité préalable.

Cette dispense n'aura lieu que jusqu'au 1er. Septembre 1812.

A compter de cette époque, tous les Aspirants au grade de Bachelier, ne seront admis aux épreuves que s'ils justifient qu'ils ont accompli au 1er. Janvier 1812, ou pourront avoir atteint à cette époque l'ancienne du Baccalauréat, qu'après avoir fait une année de Rhétorique et une année de Philosophie dans un Lycée ou dans une Ecole où un double enseignement sera donné exactement suivant le nouveau régime de justifier qu'ils ont fréquenté la Faculté pendant deux ans, et suivi chaque année deux Cours au moins, dans un de Philosophie.

Chaque postulant pourra pour le grade de Licencié, qu'après avoir obtenu depuis un an celui de Bachelier, et en produisant les inscriptions d'une année pour deux Cours au moins, et des certificats d'assiduité à ces Cours.

La première inscription doit être prise dans les quinze premiers jours de Novembre; celle pour cette année, à raison du retard survenu dans l'ouverture des Cours, le terme est prolongé pendant tout le mois.

La seconde inscription doit être prise dans les quinze premiers jours de Janvier; la troisième dans les quinze premiers jours de Mars; la quatrième dans les quinze premiers jours de Mai.

Il n'y a de dispensés de ces inscriptions (et seulement jusqu'au 1er. Septembre 1812) que les Aspirants au grade de Bachelier, qui seront sous ans accomplis au 1er. Janvier 1812.

Les Bachelors membres de l'Université, ou qui, sans en être membres, sont âgés de vingt-cinq ans accomplis au 1er. Juillet 1811, et pourront, du leur grade depuis six ans, pourront, jusqu'au 1er. Janvier 1815, se présenter aux épreuves de Licence, en acquittant seulement les droits d'inscription, et sans être astreints à prendre les inscriptions, et à suivre les Cours.

Nul des inscriptions doivent être prises, et les Cours réellement suivis par les Aspirants au grade de Bachelier, qui n'auront pas moins un accomplis au 1er. Janvier 1812, et les Bachelors âgés de moins de vingt-cinq ans, qui désireront obtenir le grade de Licencié.

Il ne faut pas oublier que si l'on néglige de prendre la première inscription dans le courant du mois de Novembre, on ne pourra être reçu à l'examen à la fin de l'année classique.

A Rouen, De l'Imprimerie de N. HÉRISSEY, Imprimeur de l'Académie Impériale, rue Pavée, N°. 14.

Affiche des cours de la faculté de lettres de Rouen (1811)

La formation médicale

À Rouen, un enseignement médical est délivré depuis le XVI[e] siècle. Avec la Révolution, son organisation est mise à mal ; au plan national, la Convention balaie les collèges et facultés de médecine, puis on crée trois écoles de santé à Paris, Montpellier et Strasbourg. À Rouen, cette formation se poursuit mais son statut n'est pas pleinement officiel jusqu'en 1828, date de la fondation de l'école secondaire de médecine, qui devient en 1841 école préparatoire de médecine et de pharmacie. Il faut dire que les besoins

Bâtiments de l'École de Médecine et de Pharmacie dans le square André Maurois à Rouen (cliché de 2003)



en étudiants capables de panser les malades des hospices mobilisent les autorités locales : craignant le départ des étudiants, elles réclament une reconnaissance officielle des enseignements. On forme les aspirants docteurs durant leurs premières années. L'école est municipale, financée par les autorités locales mais contrôlée par le ministère.

L'ÉCOLE DES SCIENCES ET DES LETTRES

Comme depuis le début du XIX^{e} siècle le ministère ne crée pas de faculté des sciences, les édiles municipaux s'efforcent d'encourager les leçons publiques (sciences naturelles, chimie, dessin…) données par quelques scientifiques. La plupart se font dans les locaux de l'enclave Sainte Marie (aujourd'hui square André Maurois). En supprimant l'académie, en 1854, le ministère anéantit tout espoir de créer une faculté des sciences. Mais, il propose de revêtir du blason officiel ces cours, intégrés dans une institution d'un type nouveau, une école préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres, sous financement municipal et contrôlée par l'État. On y prépare un certificat de capacité pour les sciences appliquées, conçu en adéquation avec les



Locaux de l'École des Sciences et des Lettres dans le square André Maurois à Rouen (2003)

besoins industriels locaux. Créée en 1855, cette école enrichit aussi les cours de l'école de médecine. Mais, comme ses homologues, l'école de Rouen attire peu d'inscrits, d'autant que son certificat est peu reconnu. Aussi, à partir des années 1870, on réoriente ses activités en lui confiant des missions et sections identiques à celles des facultés. Cette évolution se déroule en collaboration avec l'université de Caen à partir de 1929.

L'ÉCOLE DE DROIT

Quant à l'enseignement juridique, les requêtes auprès des autorités pour l'obtention d'écoles restent vaines tout au long du XIX^{e} siècle. En 1912, le conseil de l'université de Caen propose de fonder une annexe à Rouen. Mais le projet achoppe et trois juristes rouennais décident, en 1913, de la création d'une école libre. Une société civile en assure le financement. Les étudiants prennent alors leurs inscriptions auprès de la faculté de Caen et doivent s'acquitter, en outre, à Rouen, d'un droit de scolarité. L'établissement fonctionne ainsi jusqu'en 1924. À cette date, devant les frais engagés par les étudiants et les difficultés de financement de l'école, les regards se tournent de nouveau vers Caen. Cette fois, un accord est conclu et Rouen obtient la création d'une annexe de l'université normande.

LA CRÉATION ET LA MISE EN PLACE

ACADÉMIE
DE CAEN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ECOLE PRÉPARATOIRE A L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET DE

CERTIFICAT D'ÉTUDES PHYSIQUES, CHIMIQUES

Nous, Professeurs de l'Ecole préparatoire à l'Enseignement supérieur des Sciences et des

En exécution des décrets des 31 juillet 1893, 14 février 1894, 30 avril 1895 et 3[illegible] arrêtés du 31

Vu les pièces produites constatant que M.

département d[illegible] le [illegible] inscrit au Certificat d'Etu

rempli les conditions requises pour être admis aux épreuves instituées par les décrets et arrêtés ci-dessus vis

Après avoir fait subir au candidat les épreuves prescrites par les dits règlements.

L'avons déclaré digne du Certificat d'Etudes physiques, chimiques et naturelles.

Fait à Rouen, le [illegible] 1898

Les Membres du Jury,

Vu :

Le Président du Jury,
Professeur à la Faculté des Sciences

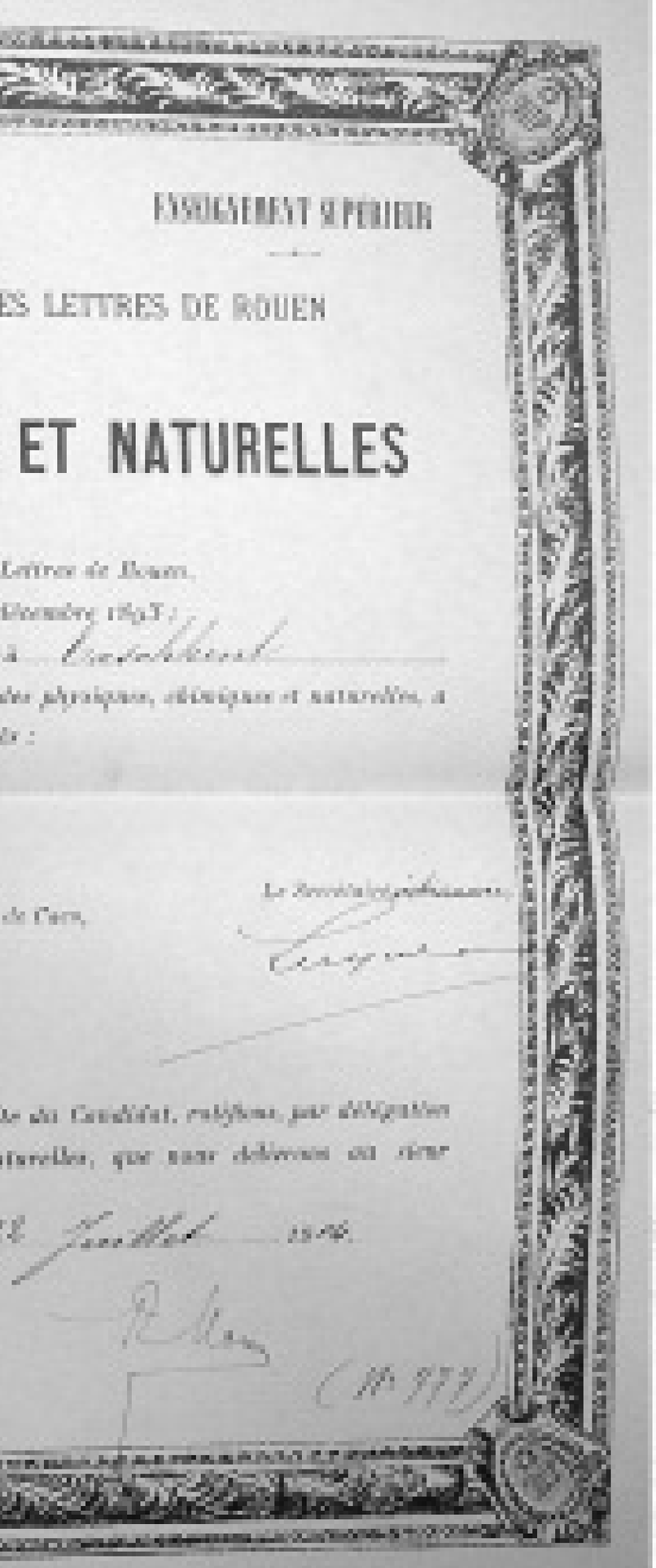
Nous, Recteur de l'Académie de Caen, après nous être assuré de la régularité et de la bonne conduite

de M. le Ministre de l'Instruction Publique, le présent Certificat d'Etudes physiques, chimiques et na

[illegible] pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Refusera de l'Expédier :

Fait au chef-lieu de notre résidence à [illegible] le


ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ES LETTRES DE ROUEN

ET NATURELLES

Certificat d'études Physiques, Chimiques et Naturelles obtenu à l'École des Sciences et des Lettres de Rouen, délivré en 1914

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les différents établissements sont affaiblis. Puis, la guerre terminée, les activités reprennent et les effectifs d'étudiants ne tardent pas à augmenter significativement : entre 1938 et 1958, ils passent d'environ 500 à 1500. Bientôt devant la multiplication des cours, la charge financière devient excessive pour la ville et l'on parle de fonder des établissements autonomes.

UNIVERSITE
DE
ROUEN

Dans ce contexte, chaque établissement subit de profondes transformations. En 1954, l'école préparatoire de médecine devient une école de plein exercice et assure dès lors l'intégralité des cursus. Elle devient ensuite école nationale de médecine, puis faculté de médecine et pharmacie en 1966. Pour les sciences et les lettres, les changements interviennent dès 1958 avec la création d'un collège scientifique universitaire, suivi d'un collège littéraire, qui donneront tous deux naissance à des facultés, à cette époque rattachées à l'université de Caen (en 1963 pour les sciences et en 1965 pour les lettres et sciences humaines). Le droit suit le même chemin et au collège universitaire de droit et de sciences économiques fondé en 1964, succède une faculté en 1968. Mais l'acte fondateur de l'université intervient par le décret du 14 avril 1966 : l'université de Rouen est créée. Parallèlement, en lien avec l'école d'ingénieurs chimistes, on fonde un des premiers instituts universitaires de technologie (IUT). Entretemps, le ministère a rendu à la ville son académie en 1964.

Ces transformations institutionnelles s'accompagnent d'autres plus matérielles. Jusqu'alors les différents établissements, quel que soit leur statut, se répartissaient entre les bâtiments de l'enclave



CONSTRUCTION DE LA FACULTÉ DE DROIT (1964) À MONT-SAINT-AIGNAN

Sainte Marie, ceux de la rampe Bouvreuil et ceux situés à proximité des hôpitaux. Dès les années 1950, devant leur vétusté, leur exiguïté et leur éparpillement, on s'interroge sur de nouveaux aménagements. Si, dans un premier temps, on évoque la possibilité d'installer l'université sur le territoire de la commune de Rouen, des réticences politiques et des difficultés d'appropriation des terrains conduisent à désigner la ferme du Bois l'Archevêque à Mont-Saint-Aignan comme terre d'élection. Les bâtiments sortent de terre au début des années 1960. L'université y rejoint l'Institut



Locaux de la faculté des Lettres à Mont-Saint-Aignan (années 60)

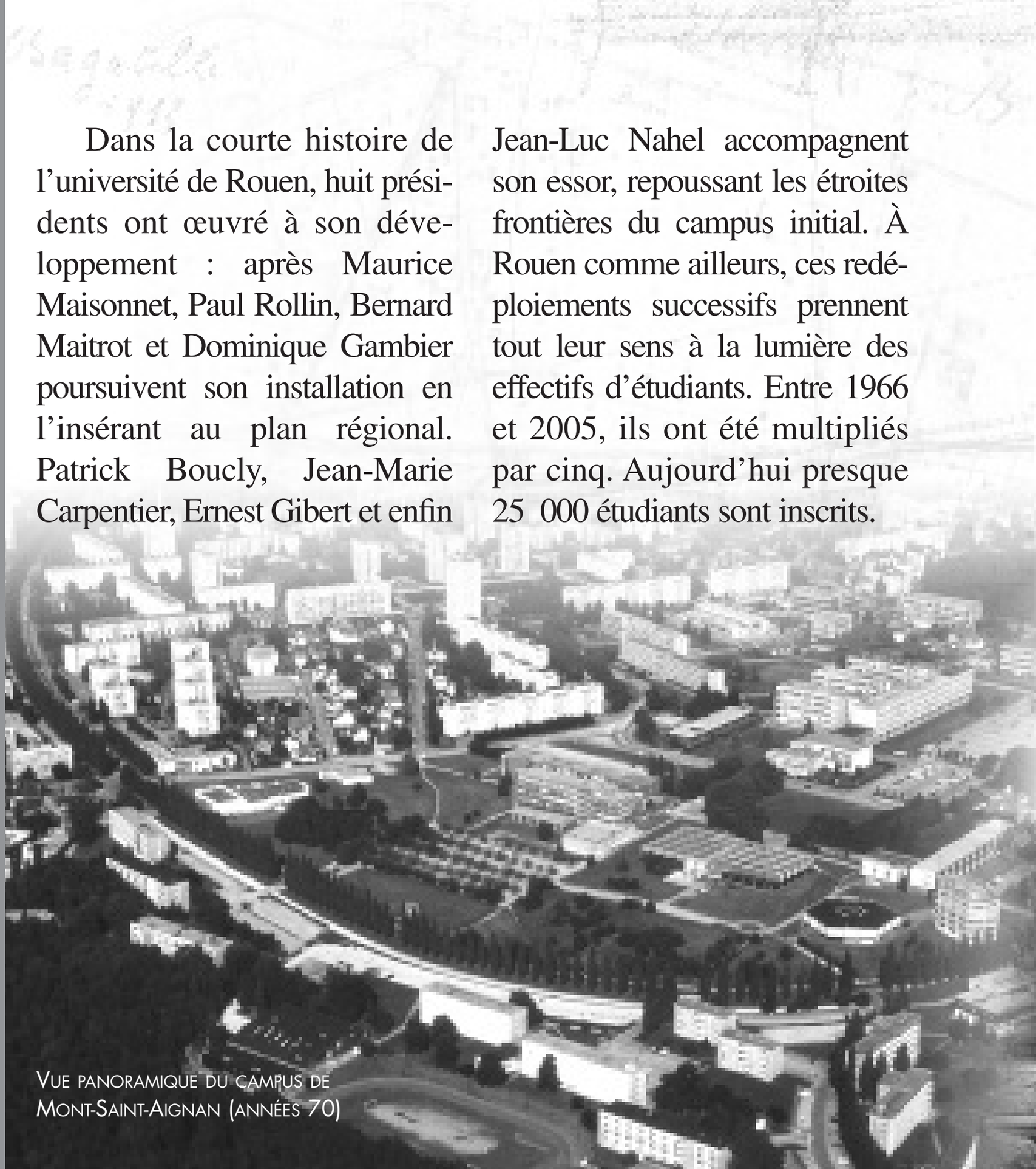
national supérieur de chimie industrielle de Rouen (INSCIR), école d'ingénieurs autrefois privée (Institut chimique) et qui deviendra un institut national des sciences appliquées (INSA) en 1985.

De mai 1968 à la structuration de l'université

La jeune université n'échappe pas aux événements du printemps 1968 et offre une tribune à la contestation ambiante. On compte alors 8750 étudiants, pour beaucoup inscrits en faculté des lettres. C'est d'ailleurs dans ses locaux que s'installe une partie du mouvement. Au-delà des manifestations, les conséquences du mouvement et des réflexions portent notamment sur le statut et le fonctionnement des universités. La loi Faure (11/1968) vise à les structurer : non plus de facultés, mais des unités d'enseignement et de recherche et des universités autonomes, gérées par des conseils d'élus, participant à la vie locale et valorisant la pluridisciplinarité. Le début des années 1970 est donc marqué par la mise en place de cette nouvelle université, dotée de ses différents conseils et coordonnée par un président.

DÉPLOIEMENT ET REDÉPLOIEMENT

Dans la courte histoire de l'université de Rouen, huit présidents ont œuvré à son développement : après Maurice Maisonnet, Paul Rollin, Bernard Maitrot et Dominique Gambier poursuivent son installation en l'insérant au plan régional. Patrick Boucly, Jean-Marie Carpentier, Ernest Gibert et enfin Jean-Luc Nahel accompagnent son essor, repoussant les étroites frontières du campus initial. À Rouen comme ailleurs, ces redéploiements successifs prennent tout leur sens à la lumière des effectifs d'étudiants. Entre 1966 et 2005, ils ont été multipliés par cinq. Aujourd'hui presque 25 000 étudiants sont inscrits.



Vue panoramique du campus de Mont-Saint-Aignan (années 70)

Développement régional (1975-1990)

Jusqu'en 1990, encouragés par la politique de décentralisation, les efforts visent à insérer cette jeune université dans le tissu local et régional. En ce sens, on crée des laboratoires en prise avec les enjeux régionaux comme le CORIA (centre de recherche en aérothermie, 1975) ou l'IRED (institut de recherche et de documentation en sciences humaines et sociales, 1980). Cette politique d'ouverture engendre aussi un développement des formations supérieures et de la recherche au plan régional : au Havre, on ouvre l'IUT (1967), les unités des sciences et techniques (1970) et des affaires internationales (1972) qui, initialement rattachés à Rouen, prennent leur autonomie en 1984 avec la création de l'université du Havre ; à Evreux, c'est un département d'IUT en 1985, devenu autonome en 1995, tandis que le site est bientôt enrichi d'une formation universitaire de premier cycle en droit et en sciences depuis 1996.



Construction de l'UFR (ou faculté) de Psychologie, Sociologie et Sciences de l'Éducation, à Mont-Saint-Aignan (début des années 90)



Bâtiment actuel de Psychologie, Sociologie et Sciences de l'Éducation, à Mont-Saint-Aignan (2004)

Développement dans l'agglomération (de 1990 à nos jours)

Alors que les formations continuent de se multiplier, dans le domaine du sport par exemple avec la création en 1992 de l'unité des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), et que les étudiants sont toujours plus nombreux, l'université se trouve excentrée et à l'étroit. Avec le plan Université 2000, réunissant l'État, la région et les dirigeants universitaires, un programme de redéploiement est envisagé. Il aboutit à un retour de l'enseignement supérieur dans la cité ; il définit six sites : celui de Mont-Saint-Aignan continue principalement d'accueillir les lettres et sciences humaines, la psychologie, la sociologie, les sciences de l'éducation, la chimie, la biologie et les activités physiques et sportives ; celui de Pasteur, ouvert en 2001, près de la préfecture, est consacré au droit et aux sciences économiques et de gestion ; celui du Madrillet, sur la rive gauche, reçoit les mathématiques, la physique, l'informatique et les sciences de l'ingénieur ; celui de Martainville, proche du centre hospitalier universitaire Charles Nicolle, ouvert en 1999 accueille la médecine et la pharmacie ; à Elbeuf, une antenne de l'IUT de Rouen créée en 1999 couvre les domaines de la communication et des réseaux de télécommunications ; et enfin le site d'Evreux déjà évoqué.



Bâtiments des Sciences et Techniques, sur le site du Madrillet à Saint-Étienne-du-Rouvray (2006)

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Anne Bidois

Maître de conférence
Groupe de Recherche Innovations et Sociétés
Département de sociologie
Université de Rouen

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : septembre 2006. N°ISBN 2 - 913914-69-1
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

BIDOIS (A.), *La Formation scientifique et technique dans l'enseignement supérieur à Rouen (1809-1985), essai de sociologie historique,* thèse de doctorat en sociologie, Université de Rouen, 2004

BOIVIN (M.), *Aperçu historique sur l'Université de Rouen,* Les Affiches Normandes, 1969

VASSART (P.)*, Les débuts de l'Université de Haute Normandie,* mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Rouen, 1988

VERGER (J.), (direction), *Histoire des Universités*, Paris, Privat, 1986

Revue *Etudes Normandes*

Remerciements :

Isabelle Desarmagnac de Paris Normandie
Catherine Dehays et Vincent Maroteaux des Archives départementales de la Seine-Maritime
Yannick Le Long de l'Observatoire de la Vie Etudiante
Jean-Pierre Carton du service audiovisuel de l'UFR de lettres et Guillaume Amiet du cabinet de la présidence
Raphaelle Krummeich et Michel Mayer du service de valorisation de la recherche à l'université
Jean-Claude Fenyo et Jacques Lombard

Photographies :

© Collection de l'auteur
© Collection des Archives départementales de la Seine-Maritime
© Collection de l'Université de Rouen

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble “Norwich House”
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65
e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

Photos de couverture :
en haut, le fronton du laboratoire de chimie pour les hautes études fondé dans l’École des Sciences et des Lettres en 1877 (clichés de 2003),
en bas, bâtiment de l’UFR de Droit, Sciences Économiques et de Gestion, sur le Mont-Riboudet, près de la Préfecture de Rouen (2004).

Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours à Rouen

Plus d'**un million** de fascicules distribués à ce jour

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°29

Collection histoire(s) d'agglo

L'Homme et les forêts rouennaises

de la Préhistoire à la Guerre de Cent ans

Jérôme Chaïb



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



La glandée, rouen XV[e] siècle

Chère Madame, Cher Monsieur,

Il fallait bien deux numéros de la collection histoire(s) d'agglo pour raconter les millénaires d'histoire de nos forêts.
Notre Agglomération a en effet la chance de pouvoir bénéficier d'un environnement forestier exceptionnel par sa superficie et sa qualité.
Mais à travers la lecture de ces livrets, l'on constate à quel point ces poumons verts sont utiles, mais également fragiles, étant constamment attaqués par la pression urbaine, la pollution et la main de l'Homme.

Depuis de nombreuses années déjà, notre Établissement, en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux de la forêt, a œuvré pour la préservation de cet espace indispensable à la qualité de notre cadre de vie par un travail de sensibilisation notamment auprès des plus jeunes.

Prochainement, ce travail se concrétisera encore davantage avec l'ouverture des Maisons des forêts, lieux uniques, dont la vocation première est de mieux faire connaître à chacun cet atout majeur dont nous disposons et qu'il faudra absolument savoir sauvegarder.

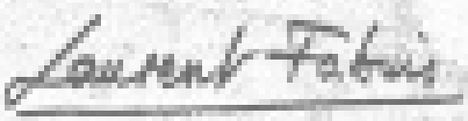
Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



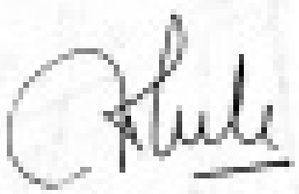
Président de l'Agglomération de Rouen

Laurent FABIUS



Vice-Président délégué à l'Environnement

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

L'agglomération rouennaise est caractérisée par une forêt péri-urbaine étendue dans laquelle les citadins apprécient de venir se détendre tout au long de l'année. Cette forêt est dominée par trois massifs domaniaux - la forêt Verte, Roumare et Rouvray - quelques bois communaux comme le Bois du Roule à Darnétal, le Bois-l'Archevêque à Déville-lès-Rouen, et des bois privés quelquefois "accessibles" au public lorsqu'ils sont traversés par des sentiers de randonnées.

En levant la tête pour contempler la ramure de chênes ou de hêtres vénérables, on pourrait, en paraphrasant le général Bonaparte dire que "du haut de ces arbres, dix mille ans nous contemplent". La forêt qui nous est si familière est toute, sauf naturelle, y compris dans son aspect. Sa physionomie actuelle résulte de la longue histoire qui l'a unie depuis la fin de la Préhistoire aux activités humaines. Sous la pression de millénaires d'exploitation, les forêts de l'agglomération se sont transformées à un point qu'on imagine à peine. Elles ont même failli complètement disparaître.

Bois du Roule Darnétal en 1716


FOREST
BEAUVILLE
Bois
DE
PREAUX
Fontaine
Ste Brice
La Madeleine
MARTIN
du Vivier
BONDEBROUILLET
QUEVREVILLE
Bois
DE
LONPAIR
DERNETAL
PREAUX
St JACQUES
CAUVILLE

UNE FORÊT POST-GLACIAIRE



Il y a trois millions d'années, les palmiers venaient juste d'être remplacés dans les forêts de l'agglomération par des séquoias géants, les mêmes qui sont encore présents en Californie ou... plantés dans quelques parcs de l'agglomération.

Lors de la dernière glaciation qui s'est achevée il y a 12 000 ans, les plateaux étaient occupés par une végétation de toundra* arctique balayée par des vents glacés. Une maigre forêt, identique à la taïga* sibérienne actuelle, occupait le flanc des coteaux et les fonds de vallées. Dominée par les conifères, elle cédera peu à peu la place aux essences actuelles avec le radoucissement du climat.

Lorsque la température devint plus clémente, l'Homme se réinstalla dans la région et, en premier lieu, sur les versants bien exposés de la vallée de la Seine, où il vivait une existence semi-nomade. Caractérisée par un outillage de haches et d'herminettes* en silex, l'activité de l'homme mésolithique* reposait, en partie, sur le défrichement des coteaux où il devait installer ses campements.

Vers - 8 000 ans BP (Before Present*) arrivèrent par la Seine différents courants migratoires dont l'origine est le sud-est de l'Europe (civilisation danubienne). Cette nouvelle civilisation basée sur l'agriculture et l'élevage, qui remplaça celle

Cabane néolithique de civilisation danubienne

des chasseurs-pêcheurs-cueilleurs, prit aussi possession des coteaux où l'ensoleillement permettait une meilleure acclimatation des plantes introduites du pourtour méditerranéen : céréales, plantes tinctoriales, comme le pastel, et peut-être déjà la vigne.

Avec l'accroissement démographique, l'homme s'est écarté sans doute assez tôt des vallées. La présence de mégalithes* comme à Montigny et la découverte de haches polies en silex, puis de haches en bronze - liées au travail du bois - sur tous les plateaux de l'agglomération semblent étayer cette hypothèse.

L'élevage du mouton et de la chèvre, fut vraisemblablement pratiqué dès l'âge du bronze sur les coteaux et les landes et en sous-bois. La construction des huttes, les industries naissantes de la céramique et de la métallurgie durent logiquement s'appuyer sur l'exploitation du bois.



Mare Saumon, Forêt du Rouvray



Les vestiges archéologiques découverts en forêt Verte, mais surtout en forêts du Rouvray et de Roumare, indiquent une importante extension des domaines agricoles développés autour d'opulentes villas à l'époque gallo-romaine. La présence de petits temples - fanum - semble traduire l'assimilation des traditions gauloises antérieures. Il semblerait logique que les Gaulois, renommés pour leur savoir-faire agronomique aient étendu les territoires cultivés jusqu'à l'époque de la colonisation romaine.

Si la forêt a subsisté encore à l'emplacement des massifs actuels, c'était sans doute sous forme de bosquets séparés par de vastes clairières.

Pendant un millénaire ou plus encore, le défrichement des rebords de plateaux a fragilisé la couche de limon qui s'est trouvée alors entraînée vers le pied des coteaux pour y être déblayée par le fleuve en crue. Les géologues ont daté l'apparition de sédiments limoneux dans le lit de la Seine avec les débuts du défrichement. La pratique d'une forme d'agriculture intensive, à l'échelle de l'époque, a abouti à une première phase d'appauvrissement du sol et plus particulièrement sur les sols sablonneux des terrasses alluviales anciennes. Ni marnage*, ni fumure organique* n'étaient

alors en mesure de rééquilibrer les pertes en éléments nutritifs liées au lessivage des pluies et à l'exportation des cultures.

La perte de fertilité pouvait même conduire à abandonner certaines parcelles et à poursuivre ailleurs le défrichement et le brûlis.



FANUM GALLO-ROMAIN

LA FORÊT SE RÉINSTALLE

Avec les invasions germaniques, la population rurale se réfugia derrière les murailles des villes et de cette époque, on sait généralement que le saltus* se réinstalla sur l'ager* abandonné. La broussaille, des arbustes, puis des arbres recomposèrent, au fil des siècles, une forêt qui était sans doute déjà différente dans son aspect de la forêt primitive. Plus tard, la recolonisation forestière qui s'était sans



doute traduite initialement par l'apparition d'un gaulis* dense a évolué à nouveau vers une forêt plus clairsemée, dominée par les arbres les plus âgés sous la pression des phénomènes naturels - incendies allumés par la foudre, tempêtes, pâturage des animaux sauvages - ou sous celle des activités humaines. Même pendant les périodes les plus troublées, les hommes devaient par nécessité vitale continuer de produire leur alimentation ou collecter du bois de chauffage.

La découverte de sépultures franques et mérovingiennes, comme en forêt Verte, montre que les nouveaux possesseurs du territoire s'étaient réappropriés, au moins partiellement, d'anciennes villas* gallo-romaines et donc les terres attenantes. Il est difficile, en revanche, d'en connaître l'extension qui devait être, de toute façon, inférieure à celle de l'époque gallo-romaine.

Seuls les placages résiduels de limon autorisèrent la remise en culture. Ailleurs, là où l'argile à silex affleurait, surtout aux abords des vallées, les sols compacts, pierreux et humides se révéleront définitivement impropres à être cultivés et ne motiveront pas d'être à nouveau défrichés pour ces raisons.

Dès l'époque franque (VI^{e} siècle…), le roi, les seigneurs et les membres du clergé s'approprièrent les domaines forestiers qui n'appartenaient jadis à personne (Res nullius)*.

La broussaille recolorise les terres cultivées abandonnées

LES GRANDS DÉFRICHEMENTS



Au XI^e siècle, des communautés religieuses inaugurèrent aux Essarts (de Grand-Couronne) ce qui deviendra une règle à partir du XII^e siècle : l'essartage de bois pour y installer une paroisse et des terres cultivées afin d'y percevoir la dîme. Dans l'agglomération, ces défrichements médiévaux au cœur des bois furent à l'origine des communes de Montigny, de Houppeville ou encore du hameau du Bel Event à Notre-Dame-de-Bondeville.

Le défrichement obéissait, pour les communautés monastiques qui l'instituèrent, à plusieurs nécessités : recherche de l'autosuffisance alimentaire pour une population qui augmente au XII^e siècle, développement d'une activité manuelle prônée par la règle de Saint-Benoît, développement de la puissance du clergé par son enrichissement... Mais la volonté de faire reculer les rites païens pratiqués en

DÉFRICHEMENT DU XII^E

forêt depuis l'époque gauloise constitua peut-être la principale motivation au défrichement.

Le terme de forêt a perdu en France son sens primitif, conservé en Grande-Bretagne - forest - qui se distingue du boisement proprement dit - wood. La forêt est à l'origine une mosaïque de bosquets et de parcelles défrichées, ce qui valut à Houppeville d'être appelée à l'origine "Plain-Bosc". Les parcelles cultivées étaient appelées "longues raies" ou "longs boëls" qui ont donné leur nom à cette forêt de l'est de l'agglomération.

Des enluminures du XIV^{e} siècle laissent à penser que la création des premiers vergers normands résulta de la conservation de pommiers sauvages sur les terres défrichées et qui furent greffés ensuite.

Le long des lisières, au milieu des multiples clairières qui se créaient, la population rurale trouvait une partie de sa subsistance : de multiples fruits - cornouilles, nèfles... - produits par les arbustes, et du petit gibier comme le lapin.

La forêt restait un réservoir de nourriture pendant les périodes de disette : on y collectait toutes sortes de choses comme les glands de chênes qu'on faisait bouillir longuement, des plantes aux tubercules comestibles.

Après le XII^{e} siècle, le défrichement engendrera le défrichement. Les terres défrichées favorisèrent l'expansion démographique qui accrût le besoin en terres...

La perception d'impôts sur la vente de bois, comme les "Tiers" et "Dangers", institués par les Normands et repris par la monarchie, dont le taux était de 43 %, incitait les propriétaires à défricher.

À toutes les époques, mais surtout à partir du XII^{e}, le pouvoir royal, soucieux de préserver des domaines de chasse ou de production de bois d'œuvre pour la marine, mit en place différents dispositifs censés réglementer l'exploitation de la forêt, souvent en vain.

Au XIV^{e}, les "Galées du Roi", chantier naval dédié à la construction des galères royales s'établit sur la rive gauche de la Seine à Rouen. Seul un immeuble de la rue Gadeau de Kerville en perpétue le souvenir.

À la fin du XIII^{e} siècle, il créa l'Échiquier des eaux et forêts avec un corps de fonctionnaires ayant vocation à réprimer les délits incessants qui entamaient le domaine forestier. La population était restée sur l'idée que la forêt appartenait à tout le monde et se rendit coupable de dégradations permanentes comme l'abattage de jeunes arbres plus faciles à couper et à transporter.

Face à la multiplicité des usages, les fonctionnaires se partageaient entre parquiers, garenniers, pasnageurs... En 1219, Philippe Auguste fixa un plafond pour la vente annuelle de bois, 400 livres pour la forêt du Rouvray. L'usurpation du pouvoir royal par les édiles locaux et la corruption contrevenaient régulièrement à ces règles.

GREFFAGE DES POMMES SAUVAGES EN LISIÈRE (XIII^{E})



Les transgressions, les passe-droits furent légion. Les droits d'usage, dont l'héritage se perdait dans la nuit des temps, furent régulièrement revendiqués par les populations. Entre libéralité envers leurs sujets et désir de voir entretenir leur domaine, les seigneurs furent d'ardents défenseurs du droit coutumier, du code de jurisprudence, autorisant ou non certains usages en forêt : ramassage du bois mort, exploitation des mort-bois*, pâturage, pasnage, marronnage, ramage, outillage... (Voir "les droits d'usages").

Les nombreux décalages qui existaient entre les coutumes d'un lieu à un autre favorisèrent les abus. En forêt de Roumare, il était par exemple permis de pâturer 12 ans après une coupe, alors qu'ailleurs, la durée était de 14 ans. La plupart s'alignaient évidemment sur la période la plus courte. À la liste des morts-bois autorisés, essences sans valeur sylvicole, vinrent souvent s'ajouter presque tous les arbres.

Seule la Guerre de Cent ans interrompra temporairement les défrichements.



Les droits d'usages

Droit de marronnage : autorisation d'exploiter les bois d'œuvre.

Droit de ramage : autorisation de créer des palissades pour protéger les champs des bêtes fauves ou noires - les cervidés et les sangliers -

Droit d'outillage : autorisation d'exploiter des essences particulières à fins d'outillage : crochets de bouchers de Rouen en forêt du Rouvray, métiers à tisser des tisserands de Montigny en forêt de Roumare.

Droit de pasnage : autorisation d'emmener les troupeaux de cochons, à certaines saisons, manger les glands de chênes tombés à terre, selon des contingents fixés après évaluation de la production des chênes chaque année.

Pâturage : autorisation d'emmener les troupeaux dans le sous-bois. Les bovins étaient autorisés, plus rarement les moutons et les chèvres.

Droit d'affouage : autorisation de ramasser le bois mort tombé à terre.

Droit d'écorçage : autorisation d'exploiter la couche superficielle d'écorce sans endommager le cambium*.

Droit de chasse : autorisation de réguler le nombre d'animaux sauvages quand ils concurrencent les animaux domestiques. Dès le XIV^{e} siècle, la faune sauvage ayant fortement chuté, la chasse deviendra le privilège exclusif de la noblesse, ce qui n'interdira pas le braconnage.

À ces droits venait s'ajouter la possibilité d'exploiter argiles, sables, graviers, grès, minerais de fer (au lieu-dit Forgettes) présents dans le sous-sol forestier, de récolter les mousses pour calfater les navires, de couper les mort-bois (épines noires et blanches, genévrier, sureaux, genêts, ronces, aulnes...)

Le sable, en poches superficielles, et les fougères entraient dans la fabrication du verre et peuvent expliquer la présence d'une verrerie rudimentaire de l'époque gallo-romaine en forêt Verte.

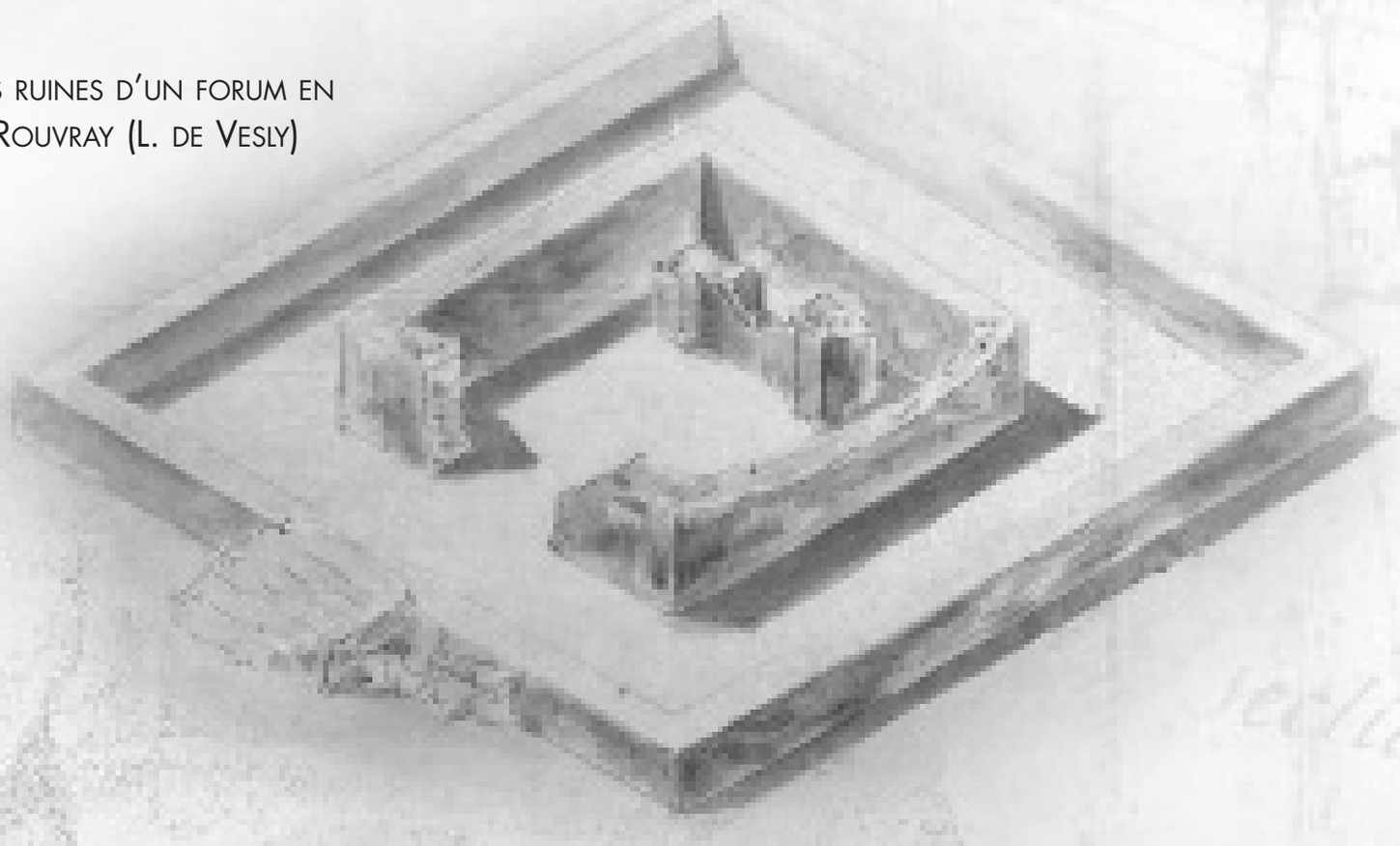


Ramassage du bois, route d'Isneauville en Forêt Verte

L'OCCUPATION ANTIQUE

La plus ancienne des occupations attestées dans les forêts de l'agglomération est celle de l'ancienne briqueterie d'Houppeville où des outils du Moustérien, industrie lithique de l'homme de Néanderthal, ont été découverts. La présence humaine est attestée au Néolithique en forêt de Roumare et du Rouvray par des découvertes d'outils et de tessons de céramique, mais surtout par trois menhirs, l'un à Montigny, l'autre à Petit-Couronne... le dernier ayant servi de décoration en 1838 sur la tombe de "l'antiquaire" Langlois - nom servant à désigner à l'époque les premiers archéologues - au cimetière monumental de Rouen.

RELEVÉ DES RUINES D'UN FORUM EN FORÊT DU ROUVRAY (L. DE VESLY)



De la période du bronze, plusieurs “cachettes*” ont été exhumées sur les plateaux nord. À l’époque gauloise et gallo-romaine, l’occupation des forêts par les domaines agricoles fut maximale. Les vestiges de constructions sont présents dans tous les massifs et plus particulièrement en forêt du Rouvray et de Roumare. Près de la mare aux Biches, des moellons ayant servi à la construction d’une villa sont encore bien visibles. Les petits temples - fanum - sont omniprésents. La mare de Grandcamp doit son nom à l’existence d’un grand... champ.

L’occupation forestière se termina avec des établissements sporadiques, quelques sépultures de l’époque franque en forêt Verte.

QUELQUES LÉGENDES

Comme dans toutes les forêts antiques, où tout un passé est enterré, les légendes mettant en scène des êtres fantastiques existent dans l’agglomération comme ailleurs. C’est ainsi que l’ancien nom de la pierre d’État, un menhir situé à Petit-Couronne, était la pierre aux Fées.

En forêt du Rouvray, la “Feurolles” était un être mythique, un farfadet bondissant

et lumineux censé égarer les voyageurs. Il était commandé par un homme caché dans des buissons qui serait mort instantanément s'il avait été découvert et touché, ne serait-ce que du doigt.

On évoque aussi l'existence de sorciers traversant la forêt du Rouvray de Moulineaux à Orival. En fait, cette légende trouverait son origine dans la traversée qu'auraient effectuée les Vikings en transportant leurs drakkars pour surprendre les défenseurs de Rouen en arrivant par l'amont.

La chronique rapporte qu'on accrocha au chêne à Leu de la forêt de Roumare, sans qu'ils fussent volés, deux bracelets d'or du Duc Rollon qui voulait prouver ainsi l'efficience de sa police. Tombé en 1896, le chêne, même à 400 ans, a peu de chance d'accréditer cette histoire, ses ancêtres peut-être...

La légende de grands brigands reste vivace puisque les anciens en parlaient encore près de deux cents ans plus tard comme s'il s'agissait d'un fait divers de la veille. C'est le cas de la "Bande à Duramé" qui avait sévi dans le bois de la Valette à Maromme de 1789 à 1798, date à laquelle il fut capturé et exécuté avec 47 de ses complices.

Les légendes sont de toutes les époques. Qui n'a pas connu aussi la légende des mares "aux vipères", comme celle de mon enfance en forêt Verte... où devaient nager en fait d'inoffensives couleuvres à collier.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Jérôme Chaïb
Directeur de l'Agence Régionale pour l'Environnement en Haute-Normandie

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : décembre 2006. N°ISBN 2 - 913914-80-2
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Glossaire

Ager : mot latin signifiant le champ, la terre.

Before present : Convention internationale établissant la chronologie des événements géologiques ou archéologiques avant 1954.

Cachettes : les archéologues désignent sous ce nom des emplacements où ont été trouvées en quantité des haches de l'époque du bronze. Cette pratique est révélatrice d'une époque troublée où la rareté du métal représentait un véritable enjeu en termes de possession.

Cambium : couche de cellules située sous l'écorce et responsable de la croissance de l'arbres (cernes ou anneaux de croissance).

Fumure organique : apport de matières organiques - fumiers, crottins… - destiné à enrichir le sol en azote, en carbone et différents éléments minéraux.

Gaulis : peuplement dense de jeunes arbres au tronc grêle.

Herminette : outil destiné à tailler le bois dans le sens de sa fibre.

Homme mésolithique : civilisation caractérisant la période charnière entre la fin de la dernière glaciation (Paléolithique) et les premières vagues de colonisation venues du sud-est de l'Europe (Néolithique).

Marnage : apport de marne (craie argileuse) destinée à diminuer l'acidité des sols.

Mégalithes : ensemble des menhirs et dolmens – dont on ne connaît pas la signification exacte - édifiés par une civilisation de l'époque néolithique entre – 5 000 et – 6 000 BP.

Mort-bois : arbres ou arbustes sans valeur pour les usages nobles du bois : charpente, menuiserie, ébénisterie…

Res nullius : littéralement la « chose de personne », contrairement à la Res publica, la « chose de tous ».

Saltus : mot latin désignant les terrains boisés.

Taïga : forêt de conifères.

Toundra : formation végétale discontinue qui comprend quelques graminées, des mousses, des lichens voire quelques arbres nains (bouleau) se rencontre dans les régions de climat froid.

Villa : nom donné aux domaines agricoles à partir de l'époque gallo-romaine.

Pour en savoir plus :

Actes du VIII^e Congrès des sociétés historiques et archéologiques de Haute-Normandie. 1973

BARBIER DE LA SERRE (G.). *Etudes sur les anciennes forêts ecclésiastiques du diocèse de Rouen.* 1890-1891

DEGLATIGNY (L.). *Notice archéologique sur les forêts de Rouvray et de La Londe.* 1922

DELISLE (L.). *Etudes sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie.* 1851

DORNIC (F.). *Le pillage des forêts normandes au temps de Mazarin et de Colbert.* Annales de Normandie, 1967

FOUBERT (J-M.). *Les forêts normandes.* 1985

GODEFROY (G.). *Le défrichement du pays de Caux et de la Basse-Seine des origines au XII^e siècle.* Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses, 1974

HOUZARD (G.). *Les grosses forges ont-elles mangé la forêt ?* Annales de Normandie, 1980

PLAISSE (A.). *Les forêts normandes à la fin du Moyen Âge.* Etudes normandes, 1966, 190

SANSON (A.). *Quelques notes sur les forêts de la Seine-inférieure.* Bulletin de la Société normande de géographie, 1893

SION (J.). *Les paysans de la Normandie orientale.* 1909

Photographies :

© Collection de l'auteur, ADSM

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse de l'Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Suivi :

Direction Environnement Urbain de l'Agglomération de Rouen
Guillaume Fresnel - Christelle Simon - Fanny Lebesnerais

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse

Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65 / e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



Retrouvez la collection
histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours à Rouen

Plus d'**un million** de fascicules distribués à ce jour

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°30

Collection histoire(s) d'agglo

L'Homme et les forêts rouennaises

de la Guerre de Cent ans à nos jours

Jérôme Chaïb



Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

www.agglo-de-rouen.fr



Sabotiers au début du XXe siècle

Chère Madame, Cher Monsieur,

Il fallait bien deux numéros de la collection histoire(s) d'agglo pour raconter les millénaires d'histoire de nos forêts.
Notre Agglomération a en effet la chance de pouvoir bénéficier d'un environnement forestier exceptionnel par sa superficie et sa qualité.
Mais à travers la lecture de ces livrets, l'on constate à quel point ces poumons verts sont utiles, mais également fragiles, étant constamment attaqués par la pression urbaine, la pollution et la main de l'Homme.

Depuis de nombreuses années déjà, notre Établissement, en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux de la forêt, a œuvré pour la préservation de cet espace indispensable à la qualité de notre cadre de vie par un travail de sensibilisation notamment auprès des plus jeunes.

Prochainement, ce travail se concrétisera encore davantage avec l'ouverture des Maisons des forêts, lieux uniques, dont la vocation première est de mieux faire connaître à chacun cet atout majeur dont nous disposons et qu'il faudra absolument savoir sauvegarder.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



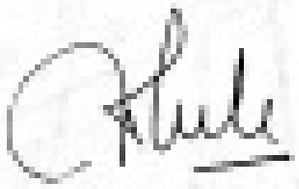
Président de l'Agglomération de Rouen

Laurent FABIUS



Vice-Président délégué à l'Environnement

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué Culture - Patrimoine - Jeunesse

LES TENTATIVES DE RÉORGANISATION

Le 14 février 1488, Hector de Chartres fut nommé Maître des eaux et forêts de Normandie et de Picardie par le roi Charles VI. Son rôle consistera notamment à unifier les différentes coutumes en vigueur. Il eut la charge des massifs de Roumare et du Rouvray. La forêt Verte, attribuée en 1296, par l'archevêque Guillaume de Rouen, à l'abbaye de Saint-Ouen de Rouen, échappa à son pouvoir.

Aux siècles suivants, les coutumes furent remplacées progressivement par les usages industriels de la forêt si bien qu'avec l'extension de ses usages, la forêt se retrouva dans une situation alarmante au début du XVI^{e} siècle.

Déjà il fallait régulièrement du bois pour reconstruire les flottes de commerce ou de guerre, construire de nouveaux quartiers, reconstruire les maisons vétustes ou qui avaient péri par l'incendie, les constructions traditionnelles étant faites en colombages de chêne…

La forêt souffrait toujours des passe-droits et corruptions de toutes sortes vécues comme une revanche sur le plus fort taux d'imposition du royaume. La démographie était en augmentation et les besoins en bois de feu augmentaient. En 40 ans, la consommation pour le chauffage avait presque triplé. L'autorité de contrôle chargée de surveiller les massifs de

COUPE ILLICITE DU BOIS



Roumare, Rouvray, Brotonne et Mauny était défaillante avec seulement huit fonctionnaires.

Même si le propos est peut être exagéré, le 24 avril 1506, l'assemblée municipale de Rouen affirmera que si l'on voulait encore tirer du bois de la forêt de Rouvray, elle serait rasée en trois ans.

De grandes quantités de bois de Roumare ou du Rouvray étaient flottées vers Paris. Cette question fit l'objet en 1571 d'une doléance du cahier des États de Normandie. En 1613, le Conseil du Roi décidera que le bois de ces massifs, ainsi que ceux de La Londe et Longboël, respectivement au sud et à l'est de l'agglomération, serait exclusivement destiné à Rouen.



Bûcherons au travail, la forêt recule



À partir du XVII^{e} siècle, des établissements industriels - tuileries, faïenceries... - s'installèrent principalement à la lisière de la forêt du Rouvray. La demande grandissante en charbon de bois relança la surexploitation de la forêt, la substitution des bouleaux aux chênes, l'envahissement par la fougère aigle, la callune*, les genêts ou les ajoncs sur des sols appauvris et acidifiés.

Dès le XVI^{e} siècle, le besoin de réorganiser la production forestière posa les bases de la sylviculture moderne : inventaire des arbres, organisation des ventes, gestion planifiée des coupes et de la régénération, coupes d'amélioration, ensemencement des terrains nus...

Du règne de Charles IX à celui d'Henri IV, cette volonté de réorganiser n'était pas du goût du Parlement de Rouen qui avait toutes sortes d'intérêts dans les trafics et autres "usurpations". Il eut finalement gain de cause puisque Bodin, chargé localement de cette réorganisation, fut muté dans le Nivernais.

Les guerres de Religions, profitant de la désorganisation du royaume, furent une cause supplémentaire de ravages dans les forêts. Les soldats sans solde écumaient la forêt, détroussaient ou rackettaient ceux qui s'y aventuraient. On faisait mourir les arbres pour pouvoir les couper. Des arbres de plus en plus

jeunes étaient abattus. Des coupes de bois étaient vendues par des personnes n'ayant pas autorité à le faire. Ainsi le Sieur de la Vaupalière vendit 800 acres illégalement.

Au XVII^{e} siècle, la forêt passa des mains de la noblesse à celles de bourgeois affairistes. L'État, très endetté, aliéna des portions de son domaine à partir de 1655.

Les aliénations dépassèrent les surfaces autorisées, les arpentages étaient falsifiés, les bornes étaient déplacées, les transactions se faisaient sous des noms d'emprunt ou avec des prête-noms. La forêt de Roumare fut la principale victime de ces abus.

Le Comte, Sieur de Barentin, fit un rapport au Roi sur les exactions de Mignot, Berryer et Béchameil. Mais comme Berryer était ennemi de Fouquet et protégé de Colbert qui était, avec quelques autres ministres, passablement compromis dans les fraudes, les coupables furent seulement mis à l'index. Le père de Pierre Corneille, maître des Eaux et Forêts voulut également purger la forêt de ses brigands. Impuissant à y parvenir, il finit par démissionner.

Avant la grande réorganisation de 1669, les arbres les plus âgés des forêts de Rouvray et Roumare avaient vingt ans et la moyenne oscillait entre 6 et 14 ans.

Les résultats attendus de cette réorganisation furent peu significatifs dans la région. Les guerres de Louis XIV continuèrent de

saigner les forêts qui alimentaient les chantiers navals rouennais.

En 1714, on signala une pénurie de bois pour chauffer le four des boulangers rouennais. Pendant les hivers très froids du règne de Louis XIV, l'approvisionnement en bois de Rouen était déjà très problématique.

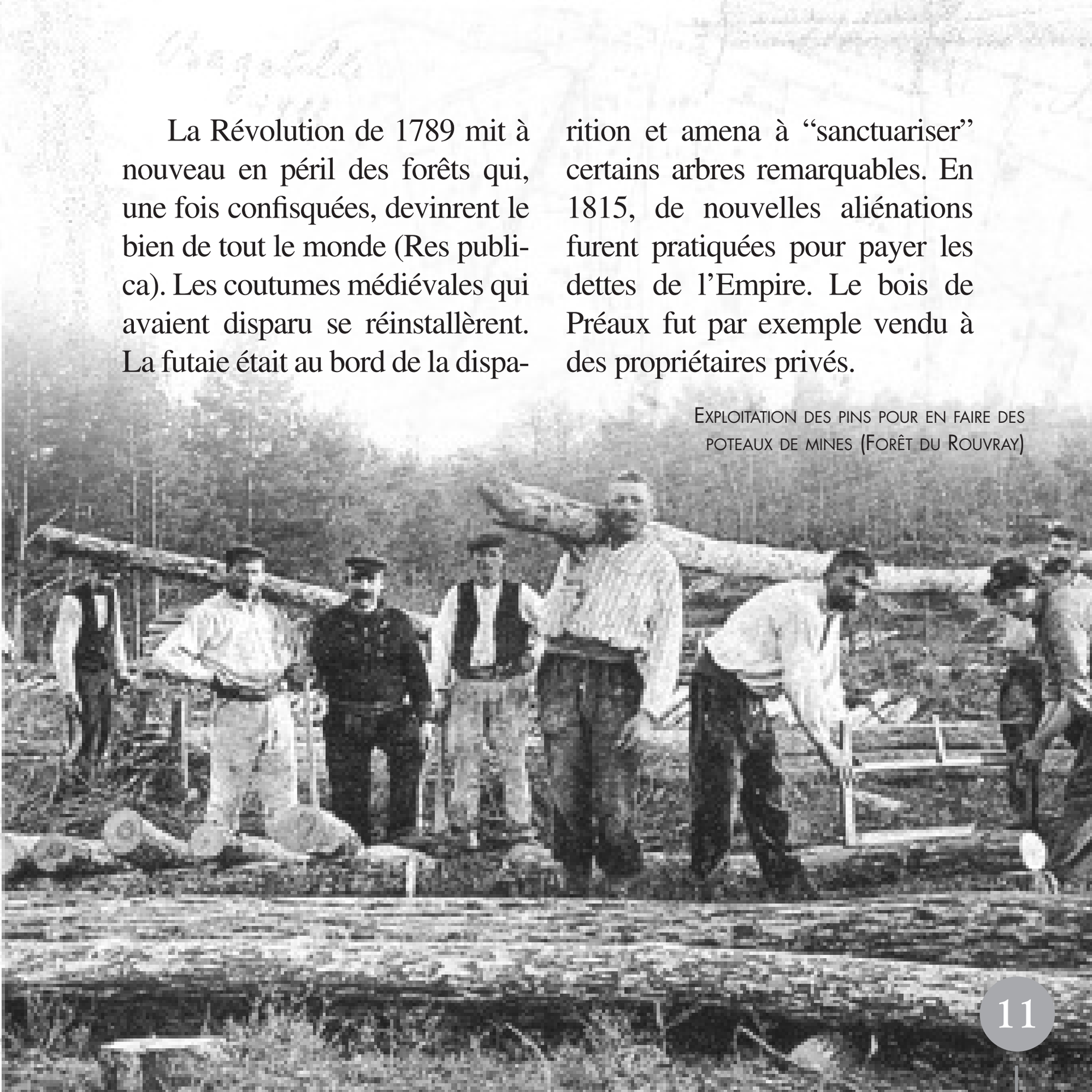
Bien qu'elle ait été en partie reconstituée, la futaie ne forma plus à cette date que la moitié des surfaces forestières du domaine royal. L'âge moyen d'exploitation des chênes qui, en 1688, était de 124 ans, ne fut plus que de 80 ans en 1714. Ceci traduit une gestion "non durable" de la ressource.

En 1750, 3 000 des 8 000 arpents de la forêt du Rouvray étaient couverts de bruyères ou d'ajoncs et irrémédiablement condamnés à rester en lande du fait de l'appauvrissement des sols. La limite du massif recula considérablement vers le sud à cette époque.

Le reboisement se heurtait au scepticisme de ceux qui attendaient de la forêt un bénéfice immédiat.

En 1750, Nicolas Rondeau, Grand maître des eaux et forêts fit replanter les surfaces dénudées du Rouvray en châtaigniers et en pins avec l'espoir de réintroduire ensuite des essences plus nobles. Ainsi naquit la première pinède de Normandie, exploitée au début du XX^{e} siècle pour exporter des poteaux de mines dans les houillères du nord de la France.

La Révolution de 1789 mit à nouveau en péril des forêts qui, une fois confisquées, devinrent le bien de tout le monde (Res publica). Les coutumes médiévales qui avaient disparu se réinstallèrent. La futaie était au bord de la disparition et amena à “sanctuariser” certains arbres remarquables. En 1815, de nouvelles aliénations furent pratiquées pour payer les dettes de l’Empire. Le bois de Préaux fut par exemple vendu à des propriétaires privés.



Exploitation des pins pour en faire des poteaux de mines (Forêt du Rouvray)

À L'AUBE DE NOS FORÊTS ACTUELLES

La première moitié du XIX^{e} siècle marqua le renouveau d'une forêt qui avait failli disparaître quelques décennies plus tôt. L'événement salvateur fut le recours pour l'industrie au "charbon de terre", que l'on importait de Grande-Bretagne en remplacement du charbon de bois. Les progrès agronomiques, la création des prairies artificielles permirent de ne plus avoir besoin d'emmener les animaux pacager dans le sous-bois. Les anciens droits d'usage furent d'ailleurs radicalement supprimés. La futaie de chêne reprit peu à peu sa place, mais on y substitua cependant sur des sols appauvris le pin sylvestre et surtout le hêtre qui connaissait à cette époque un bon débouché vers l'Angleterre pour la fabrication de mobilier.



Au XX^{e} siècle, les massifs de l'agglomération connurent encore quelques vicissitudes. Les bombardements de la Seconde Guerre mondiale criblèrent le tronc de beaucoup d'arbres. De grands espaces furent défrichés en forêt de Roumare ou en forêt Verte pour construire des bases de V1. Au sud de Rouen, à partir des années 1960, des voies autoroutières morcelèrent en tout sens le massif. L'extension de la ville s'y fit également sentir et amena certains secteurs à devenir des espaces de loisirs, comme le parc du Hêtre des Gardes à Canteleu, transformé en parc de vision de la grande faune forestière. Les plantations de pins sylvestres du Rouvray eurent à subir des incendies à répétition. La pollution atmosphérique d'origine industrielle, avant qu'on ne parle de "pluies acides", décima de vastes secteurs de la forêt de Roumare dans les années 1960-1980, ces dégâts s'ajoutant à ceux de certains parasites comme la maladie "du rond" pour le pin sylvestre ou la cochenille pour le hêtre. Les tempêtes entraînèrent aussi leurs cortèges de chablis* et remettront en cause la dominance du hêtre, au faible enracinement.

Des tentatives de reboisement par le chêne rouge furent entreprises avec succès dans les années 1980 pour reconstituer certaines parcelles de la forêt du Rouvray, mais on pourra y regretter en même temps l'installation d'un terril de déchets industriels sur 35 ha.

Colonie de vacances en forêt du Rouvray
début du XX^{e} siècle

Les loups

La présence d'un loup hurlant sous forme de statue à la sortie de Canteleu, sur la route de Saint-Martin de Boscherville, est censée nous rappeler que l'éradication du loup dans les forêts de l'agglomération rouennaise est récente. C'est en effet, en 1911 que fut tué en forêt de Roumare le dernier loup - ou plutôt la dernière louve - de Normandie, celle-ci étant désormais exposée au muséum de Rouen.

Le loup fut de tout temps - aujourd'hui encore - un sujet de frayeur pour les hommes et leurs troupeaux. Canteleu doit son nom au fait qu'on devait entendre sur cette lisière de la forêt "chanter le loup". Les toponymes sont nombreux : val aux Leux, mare aux loups... Quand un de ces animaux était capturé, il était de coutume d'assister à son exécution - afin d'en exorciser la peur ? Comme un criminel de droit commun, il était pendu à une basse branche. C'est sans doute à cet usage de gibet à loups que le plus célèbre chêne de Roumare dut son nom de chêne à Leu.



Chêne à Leu en 1896

La forêt Verte

La forêt Verte est un massif de 1 428 ha. Son nom, fort banal, ne date que du XV^{e} siècle lorsque la "Verte forest" se substitua à l'antique nom de Silveison, rappelant peut-être trop un passé de paganisme. Léguée aux moines de l'Abbaye Saint-Ouen de Rouen, par Robert le Magnifique - dit le Diable - elle faisait alors 3 000 ha. Le bois de Saint-Gervais attenant, aujourd'hui privé, avait été donné aux moines de l'Abbaye de Fécamp.

En 1330, 200 ha furent défrichés sur Quincampoix pour installer une "muette", autrement dit une résidence de chasse où était entretenue une meute. En 1551, le roi fit procéder à une "réformation", - un inventaire des peuplements - afin de préciser leurs droits d'usage aux 17 communes usufruitières. Le "Cantonnement" du massif fit qu'il revint presque intégralement à la paroisse d'Houppeville. Aux autres furent concédées les "friches et buissons" situés en périphérie. La Révolution confisqua à la fois le domaine ecclésiastique et les bois paroissiaux. Les communes s'élevèrent contre cette spoliation et s'engagèrent dans un procès qui dura jusqu'en 1831. Pour protéger les replantations entreprises, les 13 communes encore usufruitières constituèrent la "forêt syndicale de la Muette", cas unique en France et toujours en vigueur.

La forêt du Rouvray

La chronique rapporte que c'est en chevauchant en forêt du Rouvray que Guillaume le Bâtard décida de devenir le Conquérant de l'Angleterre.

Située sur les sols les plus pauvres de l'agglomération, la forêt du Rouvray est sans doute celle de l'agglomération qui a payé le plus lourd tribut à l'extension urbaine avec le morcellement occasionné depuis la fin des années 1960 par de multiples voies rapides.

S'étendant à l'origine jusqu'au bord de la Seine, elle commença d'être défrichée au XII^{e} siècle par les moines de Grammont, de Saint-Julien et autres congrégations dont le nom est resté attaché à divers quartiers de la rive gauche de Rouen.

Le bois du Madrillet fut dès cette époque distrait du massif principal. En 1576, plusieurs autres aliénations se firent à l'initiative d'Henri IV. En 1665, aux Essarts, plusieurs parcelles furent aliénées pour que s'édifie une localité à la place des "terrains vains et vagues" résultant des défrichements anciens auxquels ce hameau doit son nom. De 1954 à 1965, 444 ha furent concédés par l'État au Département de Seine-Maritime en échange de parcelles situées dans le massif d'Eu. 223 ha furent enfin attribués pour l'édification d'un camp militaire, aujourd'hui transformé en École Nationale de Police.

La Forêt du Rouvray en 1716

Entre 1757 et 1970, le massif a perdu 1 600 ha sur les 3 985 qu'il comptait auparavant. 66 % des peuplements étaient des conifères qui ont, en grande partie, péri avec la maladie "du rond" et les incendies. 2 500 ha ont été dévastés par le feu depuis 1870, et particulièrement entre 1947 et 1971 (1 536 ha).

En 1974, 64 ha de sapins de Douglas ont péri en une nuit du fait de la pollution.



La forêt de Roumare

Le nom du massif proviendrait d'une divinité celtique à qui fut attribuée une mare - Roto - que l'on retrouve dans l'ancien nom de Rouen : Rothomagus. Son évolution aurait été la même que pour le Roumois, le "pays de Rouen".

En 911, Rollon accorda aux religieux de Saint-Lô de Rouen, le droit de chasser un cerf le jour de leur fête patronale.

En 1151, le seigneur Raoul de Waspail reçut 500 acres pour fonder la paroisse de la Vaupalière. D'autres aliénations suivirent. L'Ouraille fut concédé aux moines de Boscherville qui le défrichèrent. Vers le milieu du XII^{e}, la reine Mathilde aliéna 30 acres de la forêt pour les religieuses cisterciennes de Bondeville. Les religieuses Emmurées de Rouen disposèrent du droit de faire pâturer 30 vaches et 200 brebis. Henri II Plantagenet, très généreux, accorda de nombreux usages aux congrégations rouennaises.

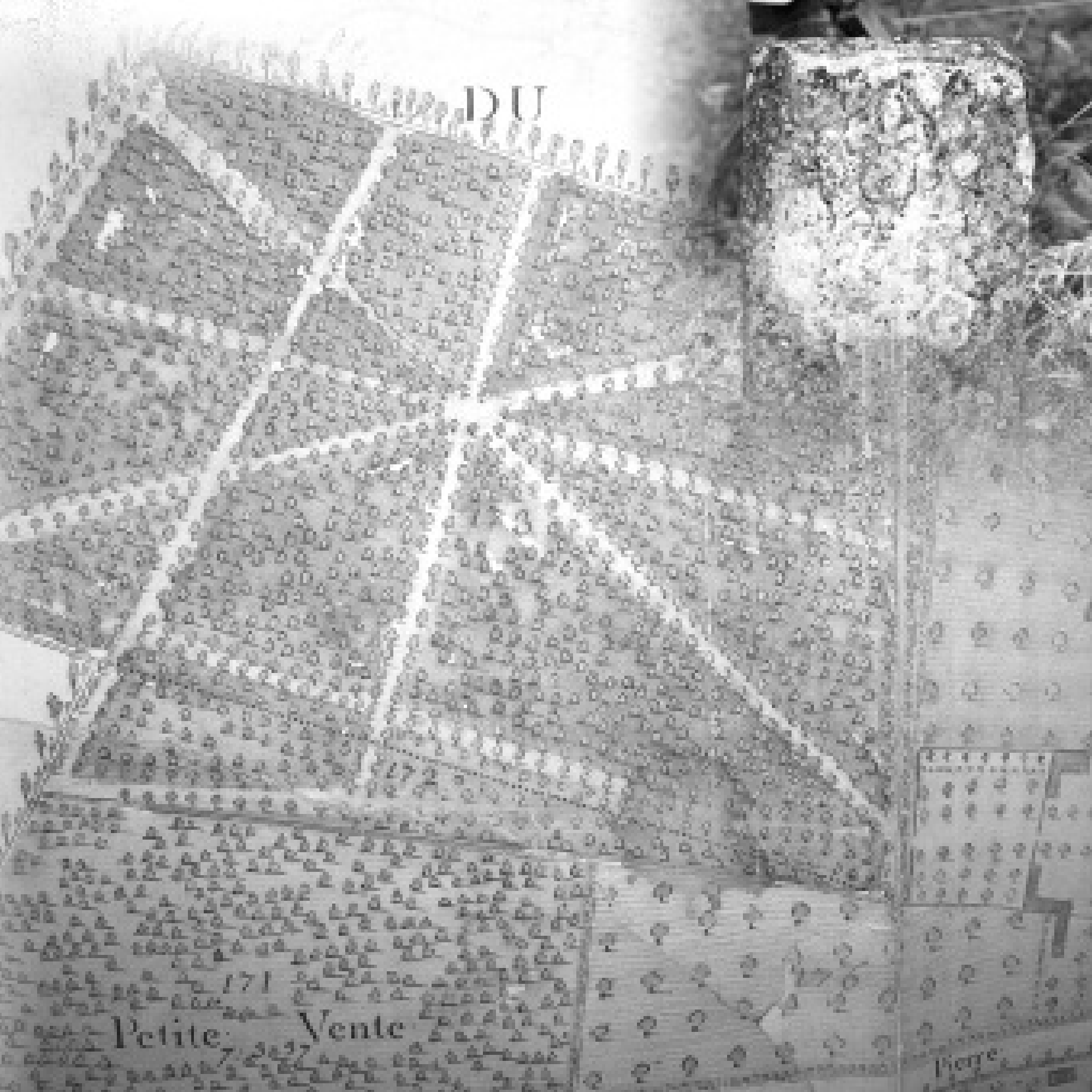
La forêt, dans ses limites actuelles, devint domaine royal sous Philippe Auguste, en 1204.

Les congrégations usufruitières de la forêt outrepassèrent souvent leurs droits et ruinèrent peu à peu le massif.

En 1376, Charles V pratiqua les "mises en défens", ancêtres de nos forêts de protection.

Comme l'atteste le toponyme "Renfeugère", la fougère aigle dont la présence traduit

Parcelles du massif de Roumare : des arbres clairsemés et des haies de mise en défens, et borne royale avec fleur de lys


DU
Petite Vente

l'épuisement des sols, couvrait déjà une bonne partie du massif au XIVe.

Des talus, des haies et des bornes armoriées de la fleur de lys délimitaient le domaine royal des autres bois. Cet usage sera repris à partir de 1739. Les animaux divaguants étaient confisqués et rassemblés dans un "Parquet", qui a laissé son nom à un château construit au XVIIe siècle. Des fossés furent creusés à l'entrée des chemins pour empêcher la pénétration des chariots des trafiquants de bois. Rien n'y fit. Au XVIIe-XVIIIe, le nombre de délits constatés, pour voler le bois sur pied - quatre par jour - était colossal. La misère y était pour une grande part. Le 7 janvier 1612, le père de Pierre Corneille compta 300 personnes occupées à dérober du bois. Certains jours, ce nombre pouvait atteindre 500 ou 800. La spéculation de la vente de bois à des étrangers plus offrants contribuait à ce processus.

La forêt de Roumare approvisionnait aussi l'industrie. Les bois destinés à la construction navale des Galées du Roi étaient chargés à Dieppedalle ou Croisset. Le bois alimentait également une industrie locale : four à tuiles du XIVe-XVe près du chêne à Leu, verreries de Saint-Pierre-de-Manneville, Petit-Quevilly, Dieppedalle..., faïenceries de Saint-Sever.

Pour reconstituer le massif, des tentatives d'enrésinement furent effectuées au milieu du XVIIIe et les premières planta-

tions de cette nature ont été entreprises dès 1808 au sud de la forêt sur les sols alluvionnaires. Cette évolution rendit sensible la forêt au feu. Depuis 1947, 300 ha ont brûlé. En 1976, année très sèche, un arrêté préfectoral fut pris pour interdire la pénétration dans les parcelles de conifères.

Les arbres furent également sensibles à la pollution soufrée émise par la raffinerie de Grand-Couronne et la centrale thermique de Dieppedalle. En 1970 fut créé un arboretum pour l'observation de la résistance de différentes essences d'arbres à la pollution. C'est de cette époque que date aussi la création d'un parc animalier pour abriter un faon du nom de Fanny, recueilli malencontreusement par des promeneurs, puis des animaux blessés pour devenir le lieu de détente très prisé qu'il est aujourd'hui.



Portion de la Forêt de Roumare en 1716

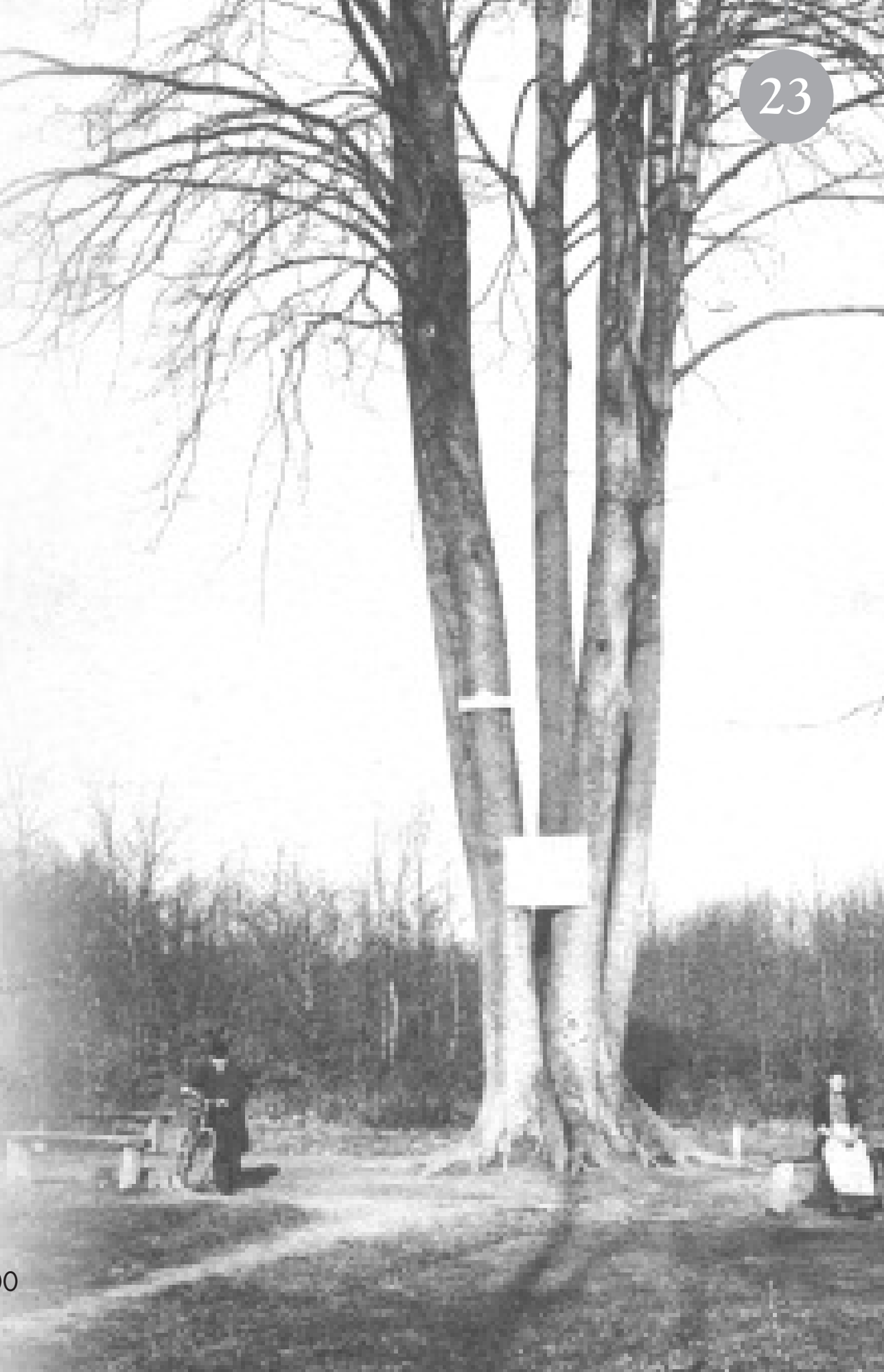
Le culte des arbres remarquables se perd dans la nuit des temps. On sait que le chêne ou l'if étaient vénérés par les Gaulois, mais cet usage est peut-être antérieur. Nos ancêtres admiraient sans doute dans ces arbres leur grande longévité et aussi leur profond enracinement qui établissait une communication avec le monde souterrain et donc avec le royaume des morts.

Les Vikings vouaient également un culte au chêne qui était dédié à leur dieu Thor. Afin d'éradiquer le paganisme, l'Eglise reprit à son compte le culte des arbres, en les dédiant à la Vierge et à divers saints. On prolongea ainsi les cultes païens sans même le vouloir. Les forestiers, eux-mêmes, permirent la conservation d'arbres remarquables comme le hêtre "Les Cinq-frères" ou le châtaignier "Les Sept-frères" en forêt Verte, tous deux dotés de branches impressionnantes.

Avec la réminiscence du "celtisme" à la fin du XIX^{e} siècle, un regain d'intérêt se fit pour les arbres monumentaux qui se traduisit par l'édition de six fascicules intitulés "Les Vieux arbres de Normandie : étude botanico-historique". À leur auteur, Henri Gadeau de Kerville, fut dédié un chêne en forêt de Roumare qui tomba

lors de la tempête de 1999. Le chêne à leu, de la forêt de Roumare, disparu à la toute fin du XIX^{e} siècle, reste sans doute le plus mythique.

La plupart des arbres remarquables ne font plus partie du paysage des forêts de l'agglomération : les "Cinq frères" coupés en 1956, "les Sept-frères" à une date indéterminée, le hêtre du Fondrel à Montigny en 1905, le Chêne à Leu... Quels seront leurs remplaçants ?



Le hêtre "les cinq frères" en 1900

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Plus globalement, à quoi ressemblera la forêt de demain ? Les forestiers procèdent aux plantations des arbres sous lesquels iront se promener nos descendants. Les forêts péri-urbaines seront de plus en plus essentielles aux citadins et il leur appartient de les respecter et de les faire respecter afin qu'elles demeurent des lieux paisibles et vivants. Sans aucun doute, les prochaines maisons des forêts de l'Agglomération à Saint-Étienne-du-Rouvray, Darnétal et Notre-Dame-de-Bondeville participeront à cette prise de conscience.

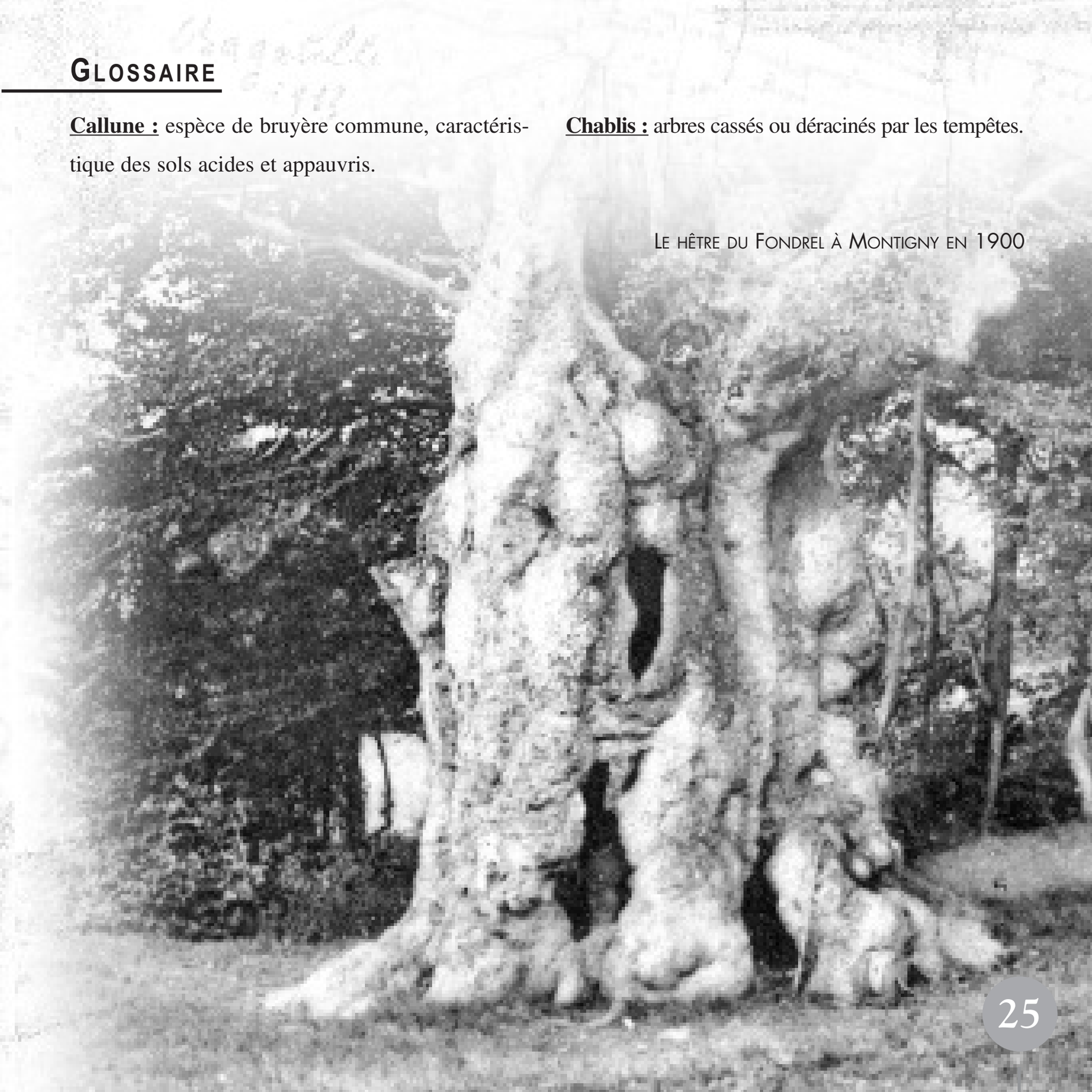
Jérôme Chaïb
Directeur de l'Agence Régionale pour l'Environnement en Haute-Normandie

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : décembre 2006. N°ISBN 2 - 913914-81-0
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Glossaire

Callune : espèce de bruyère commune, caractéristique des sols acides et appauvris.

Chablis : arbres cassés ou déracinés par les tempêtes.



Le hêtre du Fondrel à Montigny en 1900

Pour en savoir plus :

Actes du VIII^e Congrès des sociétés historiques et archéologiques de Haute-Normandie. 1973

BARBIER DE LA SERRE (G.). *Etudes sur les anciennes forêts ecclésiastiques du diocèse de Rouen.* 1890-1891

DEGLATIGNY (L.). *Notice archéologique sur les forêts de Rouvray et de La Londe.* 1922

DELISLE (L.). *Etudes sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie.* 1851

DORNIC (F.). *Le pillage des forêts normandes au temps de Mazarin et de Colbert.* Annales de Normandie, 1967

FOUBERT (J-M.). *Les forêts normandes.* 1985

GODEFROY (G.). *Le défrichement du pays de Caux et de la Basse-Seine des origines au XII^e siècle.* Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses, 1974

HOUZARD (G.). *Les grosses forges ont-elles mangé la forêt ?* Annales de Normandie, 1980

PLAISSE (A.). *Les forêts normandes à la fin du Moyen Âge.* Etudes normandes, 1966, 190

SANSON (A.). *Quelques notes sur les forêts de la Seine-inférieure.* Bulletin de la Société normande de géographie, 1893

SION (J.). *Les paysans de la Normandie orientale.* 1909

Photographies :

© Collection de l'auteur, ADSM

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse de l'Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Suivi :

Direction Environnement Urbain de l'Agglomération de Rouen
Guillaume Fresnel - Christelle Simon - Fanny Lebesnerais

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse

Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65 / e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours à Rouen

GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°31

Collection histoire(s) d'agglo

Boutiques d'hier et d'aujourd'hui

entre architecture et décors

Cécile Lavenu



Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE

www.agglo-de-rouen.fr



Boucherie, rue Beauvoisine, Rouen

Chère Madame, cher Monsieur,

Les commerces jouent un rôle important dans la cité.

Lieux d'approvisionnement et de sociabilité ils sont présents dans le quotidien de chacun ; repère d'un quartier, d'une époque ils jalonnent notre passé et accompagnent notre présent.

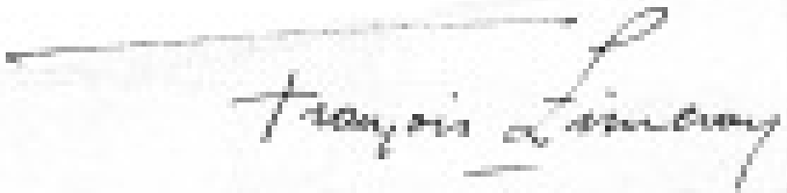
Echoppes, boutiques, magasins, commerces autant de noms qui rappellent une mode, une architecture, une décoration qui marquent le paysage urbain de notre Agglomération.

Ce fascicule nous offre un regard original sur un patrimoine familier et pourtant peu connu.

C'est à une véritable promenade découverte au cœur des villes de notre Agglomération que nous invite ce trente et unième numéro de la collection histoire(s) d'agglo.

Bien chaleureusement,

François ZIMERAY



Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves MERLE



Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

En se promenant au hasard des communes de l'Agglomération de Rouen, avant même qu'on ait pu apprécier le caractère des maisons ou des monuments, les façades de boutiques offrent une perception urbaine immédiate. Semblables et différentes, quelquefois isolées, souvent juxtaposées, elles accrochent le regard. Leurs portes, leurs vitrines et leurs enseignes, renvoient à une série d'images instantanées sur la nature du lieu où elles se trouvent, son style, sa qualité de vie et son animation. Ponctuant la ville de leurs lumières, le jour comme la nuit, les devantures attirent et séduisent le passant en offrant au spectacle de la rue des décors multiples, du banal au magnifique, qui se renouvellent au gré des saisons et des modes.

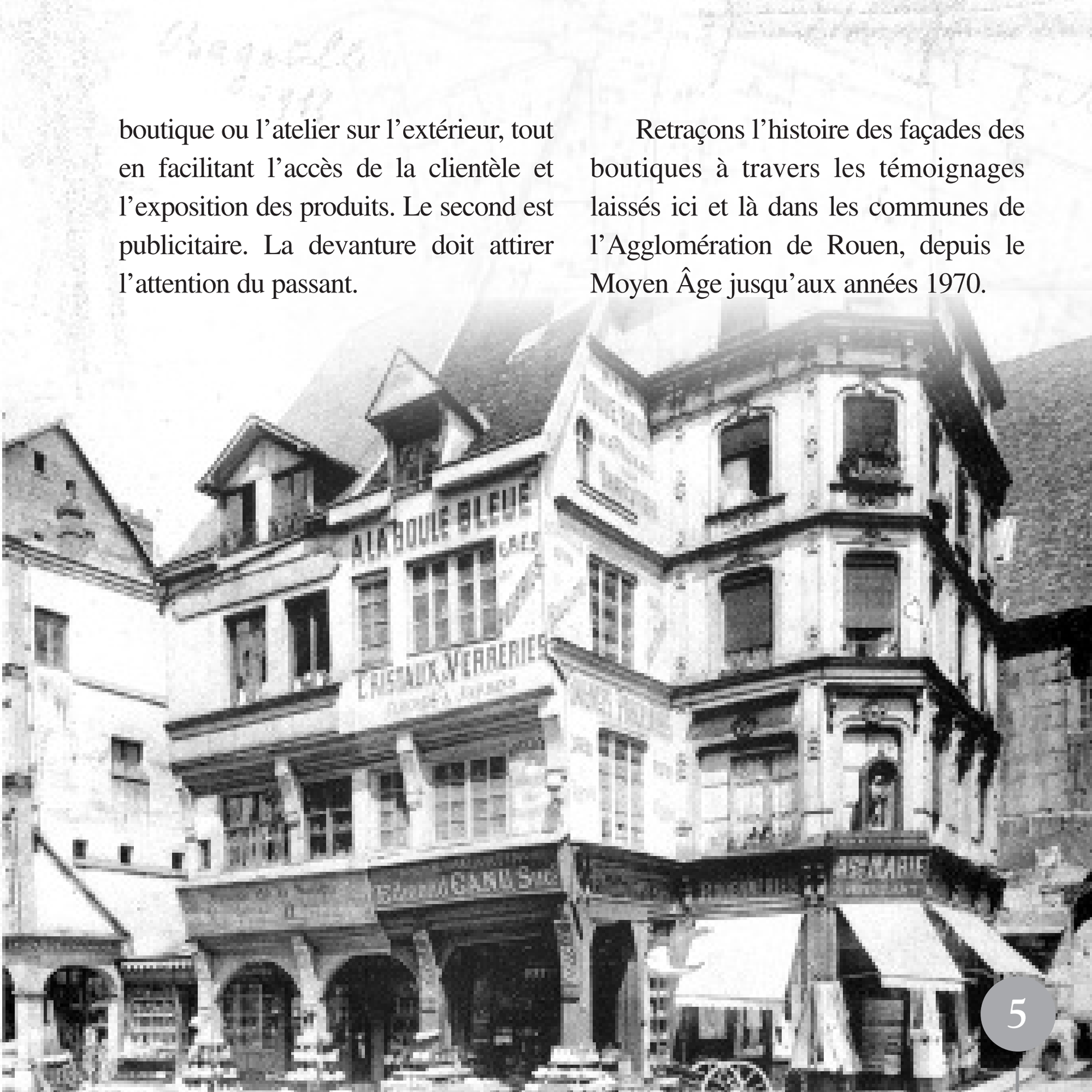
Le patrimoine commercial est le reflet de l'ensemble de la société, d'une sociabilité propre à la pratique ancestrale des échanges, véritable témoignage ethnographique matérialisé par des constructions architecturales et esthétiques. De nombreux rez-de-chaussée d'immeubles des centres historiques des grandes villes gardent encore les traces d'établissements commerciaux anciens, accumulant les strates des périodes qu'ils ont traversées.

La devanture est en façade l'expression extérieure du commerce : elle est composée de la vitrine et d'un ensemble d'éléments complémentaires tels que les murs et coffrages, les vitres, les portes, les grilles et les enseignes. Elle est l'interface entre le domaine public, la rue et le domaine privé, la boutique. Pour le commerce, la devanture joue deux rôles : le premier, commun aux devantures d'hier et d'aujourd'hui, est d'abord fonctionnel, celui de clore la

PLACE DE LA BASSE-VIEILLE-TOUR, DÉBUT DU XX^{E} SIÈCLE

boutique ou l'atelier sur l'extérieur, tout en facilitant l'accès de la clientèle et l'exposition des produits. Le second est publicitaire. La devanture doit attirer l'attention du passant.

Retraçons l'histoire des façades des boutiques à travers les témoignages laissés ici et là dans les communes de l'Agglomération de Rouen, depuis le Moyen Âge jusqu'aux années 1970.



L'échoppe du Moyen Âge

Au Moyen Âge, les échoppes d'artisans et de commerçants s'ouvrent directement sur la rue par de simples percements réservés dans la façade de l'immeuble. Ce sont des ouvertures rectangulaires avec des poutres disposées en linteaux ou des arcades en pierres plus ou moins travaillées. Un volet s'abaisse à l'horizontal pour une partie et constitue l'étalage ; il se relève pour une autre et forme l'auvent. Ce sont ces mêmes volets amovibles qui clôturent la boutique la nuit. Sur le côté, une porte basse donne accès à une petite pièce sombre où se tient le marchand. Il est exceptionnel que le client pénètre à l'intérieur. Quelquefois une imposte vitrée, garnie de barreaux, laisse passer un peu de lumière. On parle dans ce cas de **devanture en feuillure*** c'est-à-dire intégrée à la façade. L'insertion parfaite de la devanture dans l'édifice reflète l'imbrication étroite des fonctions d'habitat et d'activité : boutique et étages sont construits ensemble pour un même commerçant ou artisan et aussi bien pour l'exercice de son métier que pour son logement.





Echoppe du Moyen Âge, rue de la Pie, Rouen

La boutique des XVIe et XVIIIe siècles

Aux côtés des marchands ambulants, des cris et des marchés, les premières boutiques fixes des villes sont les ateliers de boulangers, de bouchers et les échoppes adossées aux remparts, aux palais ou encore aux églises. Du XVIe au XVIIIe siècle les boutiques fleurissent et ne cessent de s'agrandir. Tous les moyens sont bons pour gagner du terrain sur la rue avec des auvents, des bancs, des comptoirs et des tables. Ce n'est qu'au XVIIIe siècle que commencent à apparaître des ensembles ordonnancés, rues ou places qui sont alors conçues comme des espaces commerciaux. Matériellement, cette période voit se généraliser l'utilisation, pour les boulangeries et les cabarets, de vastes grilles disposées en avant de la façade ou à l'intérieur des percements. Les vitrages produits dans les manufactures font une entrée discrète dans la clôture de la boutique. Les vitrines sont fixes, divisées en carreaux rectangulaires.

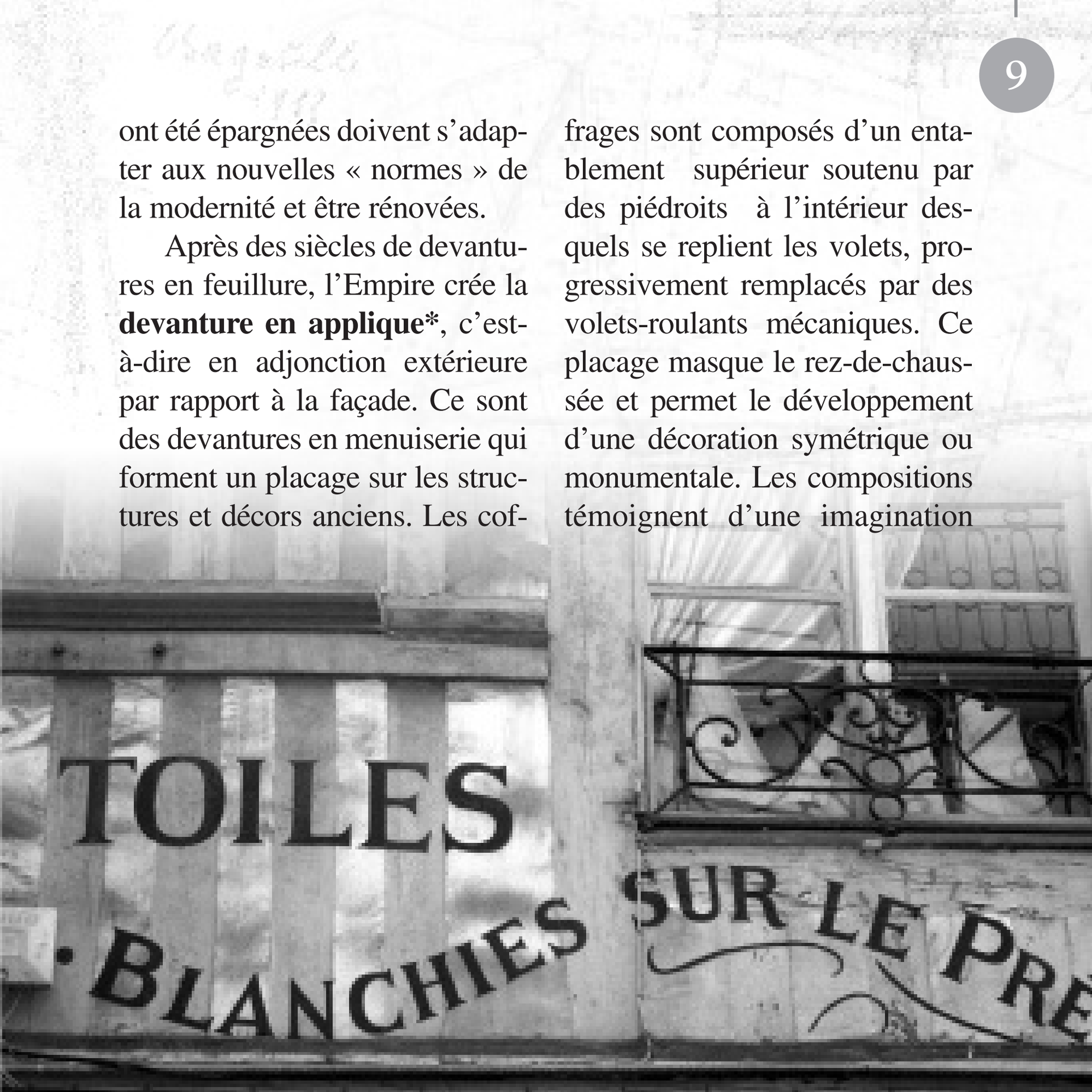
Les changements du XIXe siècle

Tout au long du XIXe siècle, la société française évolue. Sous l'égide du maire de Rouen, Charles Verdrel (1809-1868), de grands travaux bouleversent l'aspect de la ville et des rues et par conséquent des commerces. D'un côté, de vieilles boutiques, qui n'avaient pas changé depuis trois siècles, disparaissent, de l'autre, celles qui

Détail d'une façade, rue aux Ours, Rouen

ont été épargnées doivent s'adapter aux nouvelles « normes » de la modernité et être rénovées.

Après des siècles de devantures en feuillure, l'Empire crée la **devanture en applique***, c'est-à-dire en adjonction extérieure par rapport à la façade. Ce sont des devantures en menuiserie qui forment un placage sur les structures et décors anciens. Les coffrages sont composés d'un entablement supérieur soutenu par des piédroits à l'intérieur desquels se replient les volets, progressivement remplacés par des volets-roulants mécaniques. Ce placage masque le rez-de-chaussée et permet le développement d'une décoration symétrique ou monumentale. Les compositions témoignent d'une imagination



fertile servie par la variété des matériaux utilisés (stuc, bois peint). La devanture peut alors s'étendre sur plusieurs étages. Dans un contexte où l'analphabétisme régresse, les magasins se nomment. Sur les **linteaux*** de bois apparaissent l'activité, le nom du commerçant et parfois les produits proposés à la vente. L'éclairage de la boutique demeure tributaire de la lumière du jour qui peu à peu est relayée par l'utilisation du gaz.

La devanture est tout à la fois clôture, présentoir et enseigne.

La boutique au début du XX[e] siècle

La devanture dans les années 1900-1930 est l'héritage de la fin du XIX[e] siècle. Rouen au début du XX[e] siècle arbore encore de nombreuses devantures en bois. La boutique demeure étroite et sombre et n'offre pas beaucoup de place et de visibilité pour la présentation des produits. On l'identifie donc à son étalage. Etabli à l'intérieur, derrière la vitrine ou accroché à l'extérieur par suspension directe au nu du mur, l'étalage est partout et doit attirer le passant. La marchandise s'installe dans la rue, participe comme élément du décor : amoncellements de cochonnailles, pyramides de fruits ferment un espace qui, bien que réduit, accueille désormais le client. Ce modèle perdure jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

Durant l'entre-deux-guerres la devanture se modifie. Autrefois réservées aux magasins de luxe, les glaces investissent peu à peu les boutiques. Deux catégories de boutique exposent encore leur marchandise sur des étals à l'air libre : les boucheries et les poissonneries.



Façade, rue Damiette, Rouen

Les boutiques à l'heure de la Reconstruction

L'époque de la Reconstruction qui a suivi la Seconde Guerre mondiale marque un tournant dans la conception architecturale des devantures commerciales. Cette période est caractérisée par le développement de nouvelles techniques de construction et l'apparition de nouveaux matériaux. Les linteaux métalliques et les poutrelles de béton armé offrent de larges possibilités d'ouverture. Les devantures abandonnent leur coffrage de bois pour laisser apparaitre une structure de verre et de métal. L'**imposte*** et plus particulièrement la porte jouent la transparence en étant formées de glace.

La devanture n'occupe plus l'ensemble de la façade, elle est découpée et intégrée grâce à un système de superposition de cadres définis par des structures métalliques. Ce procédé permet de mettre en avant la vitrine et la porte et d'apposer l'enseigne directement sur la façade. Les lettres métalliques qui offrent plus de souplesse dans la mise en œuvre, permettent de multiples typographies.

Dans la deuxième phase de reconstruction (1955-1960), on cherche à accentuer encore plus la séparation devanture/vitrine. Les architectes développent alors dans la continuité des grandes baies un système de « caissons » de verre qui met en avant la vitrine.

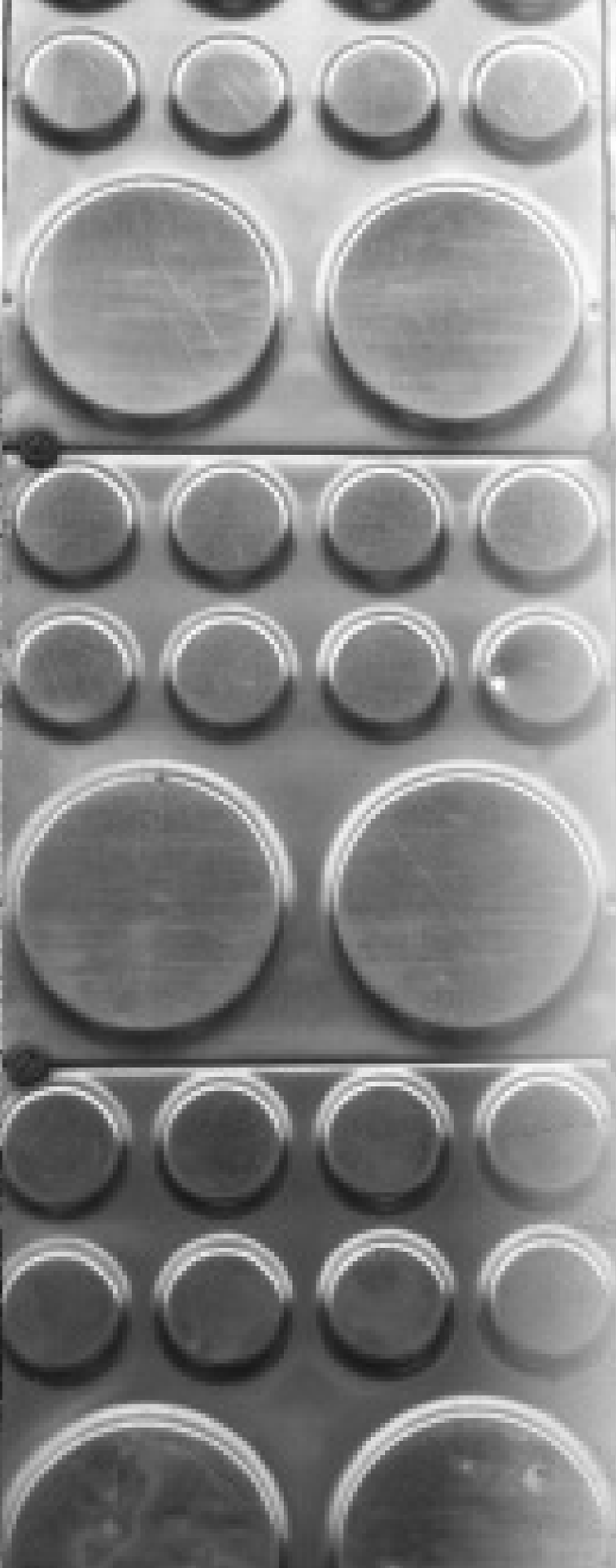


Devanture de boucherie, Darnétal

Années 1960-1970



Devanture d'une boucherie, Le Houlme



Durant les années 1960 et 1970 les transformations de la devanture sont perceptibles dans le choix des matériaux en ce qui concerne l'architecture et dans la typographie des enseignes. L'utilisation du marbre se généralise non seulement pour les commerces de bouche ou de prestige mais également pour les coiffeurs par exemple. La céramique continue d'être appliquée le plus souvent sous la forme « mosaïque » avec l'utilisation d'émaux de Briard. Les années 1960 marquent la généralisation de l'illumination des enseignes. Ce sont à la fois les bandeaux qui se transforment en caissons lumineux et les lettres qui diffusent leur éclairage et leurs couleurs sur l'ensemble de la façade. Celles-ci emploient des matériaux souples, plus faciles d'utilisation comme la matière plastique et le formica. D'autres sont constituées majoritairement de revêtements en aluminium, inox et zinc. La devanture suit alors la mode, en s'inspirant du design.

Détails d'éléments en inox d'une boulangerie de Sotteville-les-Rouen

Le commerçant personnalise sa boutique grâce à une décoration artistique originale, à un véritable art de la boutique. C'est une sorte d'art populaire dans la mesure où il est destiné au plus large public possible, qu'il est exécuté par différents ateliers d'ouvriers et d'artisans et qu'il traite de thèmes choisis pour développer l'imagination et stimuler l'achat. Il connaît son apogée à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle. L'évolution des conditions économiques qui modifient les conditions de travail et les conceptions esthétiques entraînent son déclin et sa disparition dans les années 1930.

Les lettres

Au milieu du XIX^{e} siècle la régression de l'utilisation de l'enseigne pendante accélère la mise en place de placards publicitaires et d'affiches. Les maisons avec pignon, les façades des immeubles accumulent les couches d'informations et de décoration. Les lettres apparaissent. Les différents types d'information se répartissent selon un schéma codifié : la catégorie de commerce est signalée sur le bandeau central, les spécialités ou services particuliers sur les vitrines et le détail des articles

Détails d'une enseigne de charcuterie, Le Houlme / Détails d'une enseigne de charcuterie, Malaunay / Détails d'une enseigne de boucherie, rue Saint-Julien, Rouen

disponibles à la vente sur les bandeaux. Bien qu'informatives ces lettres qu'elles soient égyptiennes, antiques, capitales, gothiques peuvent être considérées comme un ornement à part entière. Elles utilisent plusieurs techniques (peinture et gravure sur verre) qui les associent aux autres éléments du décor.



Le répertoire décoratif

Le décor d'une devanture associe la lettre et l'image à travers les inscriptions et les motifs, les signes et les symboles dans le but d'être le plus significatif possible pour le passant. Ceux-ci ornent les bandeaux d'enseigne, les caissons extérieurs, les impostes et les étages. On observe un répertoire de motifs, de sujets correspondant à chaque type de boutique. Pour les commerces d'alimentation, le décor est une représentation de la campagne idéalisée. Au XIX^{e} siècle, la relation ville/campagne est encore très forte. Les faucheuses et glaneuses sur les façades illustrent la proximité de la ruralité dans le paysage urbain. Déclinés en catégories distinctes, les différents composants du répertoire décoratif du XIX^{e} et début XX^{e} siècle ont laissé une pléiade de signes réinvestis par les agencements des devantures actuelles.

Les trophées

Les **trophées*** sont des compositions qui mettent en scène les outils ou les produits caractéristiques de la profession relatifs au commerce décoré. Par exemple, les trophées d'agriculture composés des outils de la moisson (râteaux, faucilles…) sont associés aux boulangeries ; les trophées de gibiers aux charcuteries. Tous les objets ont une fonction emblématique du travail nécessaire pour l'élaboration du produit vendu.

Les végétaux

Les fleurs en vase ou en bouquet, les feuillages et les fruits sont les principaux sujets. Pour les bou-

langeries, on représente les fleurs associées à la culture des champs de blé (coquelicots, bleuets, marguerites). Le blé est inévitablement présent, tressé ou en gerbe.

Les animaux

À chaque catégorie de commerce sont associés plusieurs animaux. Le porc, par exemple, est souvent lié à la charcuterie tout comme le gibier représenté vivant ou mort. Les animaux de la basse-cour identifient les crémeries.



Détails d'une devanture de boucherie, Maromme

L'influence des courants artistiques dans la devanture

L'art de la boutique est un exemple d'intégration de l'art pictural dans la vie quotidienne. Ce phénomène s'inscrit dans le contexte du XIX^e siècle de la bourgeoisie triomphante où l'art quitte les collections privées pour s'installer dans les musées pour ensuite trouver sa réinterprétation dans la rue. Avec le fixé sous-verre, dont on a les premières traces vers 1835, on assiste à la diffusion de copies d'œuvres de l'école de Barbizon comme Les Glaneuses de Millet.

Au début du XX^e siècle les références artistiques se veulent contemporaines. L'Art Nouveau puis l'Art Déco investissent à la fois l'architecture et les décors des commerces.

L'influence de l'Art Nouveau (1890-1920)

Le modèle principal des œuvres de ce courant est le monde végétal dans des formes ornementales complexes imitant les fleurs et les feuilles. Les peintres remplacent les arabesques de style classique par le style « nouilles », identifiable par ses lignes ondulantes. Si l'ornement évolue, les thèmes, eux, restent inchangés.



Devanture de parfumerie, rue du Gros-Horloge, Rouen

L'influence de l'Art Déco (1925-1940)

L'art Déco s'installe progressivement dès les années 1910 quand l'Art Nouveau commence à passer de mode. Cette tendance s'exprime dans un style plus sobre avec une certaine abstraction dans les formes. Si la légèreté de ce style séduit, c'est que le traumatisme laissé au lendemain de la Première Guerre mondiale suscite une envie de changement sans précédent. La devanture se pare des couleurs vives du fauvisme et des formes massives et géométriques du cubisme. L'art de la boutique par l'utilisation de matières nouvelles (béton armé, métaux) est au service de l'industrie.



Café le Métropole, Rouen

Le fixé sous-verre

Très répandu à la fin du XIX^{e} siècle le tableau **fixé*** sous verre représente une alternative à l'enseigne peinte. Après divers échecs techniques on peint les décors sur du papier, du carton durci ou sur des toiles, avant de les mettre sous verre. Les peintures sont protégées des intempéries pour celles installées à l'extérieur, et des gaz pour celles exposées à l'intérieur. Il n'existe pas de trace de cette technique dans les rues de l'agglomération.

Les décors de céramique

La céramique apparaît dans la rue dans le contexte des expositions universelles de la fin du XIX^{e} siècle qui font connaître les qualités de la faïence émaillée : qualités décoratives, facilité d'entretien, inaltérabilité du matériau. Le commerce s'empare alors de ce nouvel « outil » publicitaire. Les décors de céramique sont majoritairement des décors intérieurs. Pour les panneaux extérieurs, les carreaux de faïence émaillés sont appliqués sur les devantures « classiques » à simple coffrage de bois, sur les bandeaux, les frises, les panneaux verticaux et les soubassements.

Les mosaïques de céramique qui marquent le seuil des boutiques sont un élément de décoration original et exceptionnel. Elles participent à la dynamique de remplissage de toute la surface disponible qui font de la boutique un ensemble publicitaire complet.

DÉTAILS DE PHARMACIE, PLACE DE LA CATHÉDRALE, ROUEN

Les œuvres de ferronnerie

L'art ferronnier se traduit dans les grilles de fermeture des boutiques. La véritable boutique « à grilles » apparaît dès le XVIII[e] siècle chez les marchands de vins. Destinées à protéger les marchandises, les grilles auront une durée de vie courte, remplacées par les vitres. Le principe a toutefois perduré mais a changé de fonction. La grille devient un élément de décor de la devanture. Dans un premier temps, la grille est fixe et court sur l'intégralité de la façade. Au cours du XIX[e] siècle, elle est réduite à une frise ou une imposte. Elle peut être composée de jeux d'entrelacs répartis sur un ou plusieurs rangs ou de **rinceaux*** et de feuillages. Utilisées majoritairement entre 1880 et 1930 par les boucheries qui revêtaient alors une peinture de couleur rouge dite « sang de bœuf », les grilles sont aujourd'hui réinvesties dans les décors de différents types de commerce.



Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Les boutiques ne jouent pas seulement un rôle utilitaire de service, elles sont aussi un lieu de sociabilité. Avec leurs enseignes, leurs inscriptions, leurs lumières, les boutiques représentent bien plus que ce qu'elles proposent et que ce qu'elles vendent. Elles retracent toute la quotidienneté d'une époque. Leur évolution et leur mue permanentes modifient non seulement l'espace urbain où elles interagissent, mais aussi nos habitudes ; la boutique matérialise du lien social. Par le biais de sa devanture, elle transforme et invente un paysage urbain propre à son environnement et à son époque. Cet héritage historique et esthétique ponctue les rues de notre agglomération, et nous invite à admirer les rez-de-chaussée d'un paysage quotidien qu'on a fini par ne plus regarder.

Cécile Lavenu

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : juin 2007. N°ISBN 2 - 9139 14-84-5
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Devanture en applique :
boiserie extérieure d'une boutique composée de deux caissons sur les côtés, d'une corniche à la partie supérieure et d'un soubassement à la partie inférieure.

Devanture en feuillure :
en retrait de la façade et à l'intérieur du percement.

Entablement :
partie supérieure d'un édifice, superposant généralement frises et corniches.

Fixé :
se dit d'un tableau de petites dimensions, peint à l'huile sur taffetas et qu'on recouvre d'une glace qui lui tient lieu de vernis.

Imposte :
partie vitrée située au-dessus d'une porte.

Linteau :
pièce de bois, de fer ou de pierre placée au-dessus d'une baie pour supporter la maçonnerie.

Piédroits :
montants latéraux d'une baie.

Rinceaux :
ornements faits d'éléments végétaux disposés en enroulements successifs.

Trophée :
ornement représentant un assemblage de divers objets employés dans une science ou dans un art.

Pour en savoir plus :

J. GAY, C-A. SIBOUT, L. VADELORGE, *Rouen, 1900-2000, un siècle de vie*, Editions des Falaises, Fécamp, 2002.

P. MACQUERON, P. NOUAUD, *Rouennais des deux rives, 1890-1994*, Editions des Falaises, Fécamp, 2006.

G. PESSIOT, *Histoire de Rouen (1850-1900), en 500 photos avant l'apparition de la carte postale*, Editions PTC, Bernay, 2004.

G. PESSIOT, *Histoire de Rouen (1900-1939), en 800 photographies*, Editions du Petit Normand, Dieppe, 1982.

G. PESSIOT, *Histoire de Rouen (1939- 1958)*, Editions PTC, Bernay, 2004.

G. PESSIOT, *Histoire de Rouen (1958-1983), en 100 photographies*, Editions du Petit Normand, Dieppe, 1984.

M. JULLIAN, C. MEYER, *Histoire de France des commerçants*, Laffont, Paris, 1983.

J. CUISENIER, *L'Art populaire en France*, Arthaud, Paris, 1975.

F. FAUCONNET, B. FITOUSSI, K. LEOPOLD, *Vitrines d'architecture :les boutiques à Paris*, Pavillon de l'Arsenal, Paris, 1997.

C. REINHAREZ, J. CHAMARAT, *Boutiques du temps passé, Décors peints des boulangeries, charcuteries et crémeries*, Presses de la Connaissance, Paris, 1977.

N. COQUERY, *La boutique et la ville, commerces, commerçants, espaces et clientèles, XVIè-XXè siècle*, Presse universitaires de Tours, Tours, 2000.

Photographies :

© Cécile Lavenu

Composition du groupe Histoire :

- Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec
- Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé
- Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud
- Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse de l'Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse

Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65 / e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier

n°32

Collection histoire(s) d'agglo

Histoire d'une formation d'ingénieurs

de l'ICR à l'INSA de Rouen

Anne Bidois-Delalande



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



Bibliothèque de l'INSA, site de Mont-Saint-Aignan, 2006

Chère Madame, cher Monsieur,

Le lien entre les écoles d'ingénieurs et les entreprises locales ne date pas d'aujourd'hui. Déjà, au 19e siècle, le problème de la formation des ingénieurs et techniciens de l'industrie textile se posait avec acuité dans notre agglomération.

Les réformes se sont succédé et les écoles ont vu leur statut constamment évolué, se mettant en phase avec un terrain économique et industriel en permanente mutation.

L'INSA de Rouen s'est fixée comme objectif de répondre au mieux aux besoins des entreprises au niveau national et international et balaie aujourd'hui un large éventail de formations scientifiques. 250 diplômés sortent chaque année de ses murs dont les spécialités vont entre autres de la chimie, aux mathématiques en passant par la thermodynamique.

Fruit d'une longue histoire, l'INSA de Rouen - qui fête ses 90 ans cette année - a réussi ses paris sur l'avenir grâce notamment à son souci majeur de démocratisation d'accès à la formation et à sa volonté d'ouverture et d'adaptation.

Bien chaleureusement,

François Zimeray

Président de l'Agglomération de Rouen

Jean-Yves Merle

Vice-Président délégué
Culture - Patrimoine - Jeunesse

INTRODUCTION

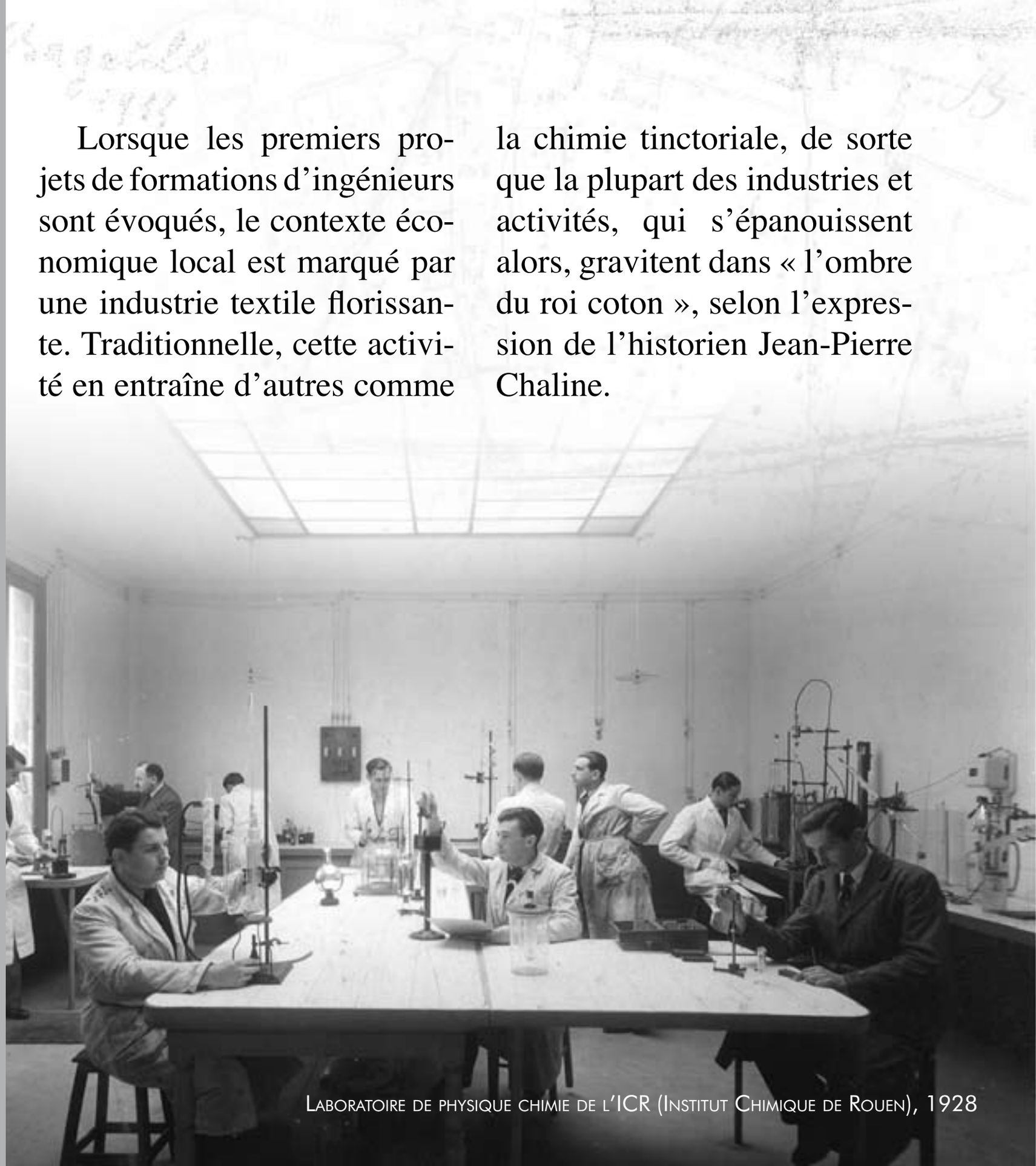
Actuellement, l'agglomération rouennaise compte plusieurs écoles formant des ingénieurs ; parmi ces établissements, l'INSA revêt un caractère spécifique dans la mesure où cet institut est l'héritier direct des premières initiatives locales en matière de formations d'ingénieurs mises en oeuvre dans les années 1870.





Étudiants de 1er cycle, salle informatique INSA de Rouen

Lorsque les premiers projets de formations d'ingénieurs sont évoqués, le contexte économique local est marqué par une industrie textile florissante. Traditionnelle, cette activité en entraîne d'autres comme la chimie tinctoriale, de sorte que la plupart des industries et activités, qui s'épanouissent alors, gravitent dans « l'ombre du roi coton », selon l'expression de l'historien Jean-Pierre Chaline.



Laboratoire de physique chimie de l'ICR (Institut Chimique de Rouen), 1928

Les carrières industrielles et commerciales résultent alors souvent d'un apprentissage pratique et les postes de direction se transmettent essentiellement de père en fils. Il faut dire qu'il n'existe localement presque aucune formation susceptible de préparer à ces métiers, la ville de Rouen n'ayant pas obtenu la création de la faculté des sciences réclamée depuis le début du XIX^{e} siècle. Tout au plus, a-t-elle réussi à ce que les cours scientifiques et techniques, hérités de l'Ancien Régime, et qu'elle soutient depuis la Révolution, soient regroupés, en 1854, dans une école, l'École préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres. On y propose un cursus en prise avec les préoccupations industrielles et agricoles locales. Mais le certificat de capacité pour les sciences appliquées qu'elle délivre, conçu au départ comme un sésame pour entrer dans l'industrie, n'obtiendra jamais, dans les faits, le succès escompté.

Aussi, la majorité des innovations techniques adoptées sont importées d'Angleterre ou de la région mulhousienne. Elles sont d'autant plus aisées à mettre en œuvre que la région est devenue une terre d'élection pour les populations rhénanes. Dans le contexte des années 1870, ces flux s'accroissent massivement. La perte de l'Alsace et de la Lorraine pousse

une partie des populations de ces zones conquises à rejoindre la France ; l'agglomération rouennaise fait partie des destinations privilégiées. À la possibilité de rejoindre des parents déjà installés s'ajoute une analogie industrielle entre ces régions. André Maurois les dépeint avec précision dans ses *Mémoires* comme dans son roman *Bernard Quesnay*.



Comité de Chimie de la Société Industrielle de Rouen, 1920

LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE ROUEN

Cette arrivée massive d'Alsaciens et de Lorrains modifie sensiblement les représentations des Rouennais. Les pratiques, en raison de la diffusion des expériences déjà mises en œuvre à Mulhouse. Pour mener à bien leurs projets, ils se dotent d'un cercle regroupant des industriels. En 1872, ils créent la Société industrielle de Rouen (SIR), sur le modèle de celle de Mulhouse. La plupart des fondateurs relèvent des secteurs du textile et de la chimie. Nombre d'entre eux s'investissent aussi dans les institutions politiques et économiques locales (conseils municipal, général, chambre de commerce…). Leurs initiatives s'orientent notamment dans le domaine de la formation : ces mulhousiens insistent sur la nécessité de disposer de formations supérieures pour préparer aux carrières commerciales et industrielles.



Laboratoire extérieur ICR (Institut Chimique de Rouen), Avenue de Caen, Rouen

LES PREMIÈRES ÉCOLES

Alors même que le projet d'une Société industrielle est en élaboration, ses membres se mobilisent pour créer des écoles commerciale et industrielle. Par l'entremise d'une « Société pour le développement en Normandie de l'enseignement commercial et industriel » fondée pour l'occasion, Rouen accueille, dès 1871, sa première école supérieure commerciale. L'année suivante, une école supérieure industrielle est installée. On y forme les premiers ingénieurs en chimie, mécanique, filature et tissage. Ils ne seront en fait que 18 ingénieurs diplômés, les 42 autres étudiants se contentant d'un simple certificat. Ces deux établissements privés ferment au bout d'une dizaine d'années en raison de difficultés de financement.

Cependant, le projet est repris dans les années 1890 pour la partie commerciale et aboutit à l'ouverture de l'École supérieure de commerce en 1895, toujours en exercice. En ce qui concerne la formation technique et scientifique, les industriels de la SIR rencontrent plus de difficultés : le teinturier de Saint-Léger-du-Bourg-Denis, Émile Blondel, a beau se démener, il faut attendre le début du XX^{e} siècle pour qu'une formation d'ingénieurs soit de nouveau à l'ordre du jour. Une tentative de collaboration avec l'École préparatoire avait échoué en 1898.



Laboratoire et cours de l'institut, Avenue de Caen, Rouen

Au moment de la Première Guerre mondiale, on manque singulièrement de matières colorantes. C'est l'Allemagne qui, dans ce domaine, dispose d'un quasi-monopole. Les industriels peinent à recruter des chimistes à même de synthétiser ces colorants.

Émile Blondel et ses collègues de la SIR n'ont aucune confiance dans les formations universitaires qu'ils trouvent trop théoriques. Ils ajoutent que les écoles spécialisées dans la chimie sont trop peu nombreuses et qu'il existe une forme d'urgence patriotique à concurrencer, au plan industriel, l'ennemi allemand. Aussi, décident-ils de créer eux-mêmes leur propre établissement, en limitant les spécialités enseignées à la chimie. C'est ainsi que naît en 1917 l'Institut chimique de Rouen, laboratoire d'études et d'enseignement supérieur de la chimie pure et appliquée, placé rive gauche, à l'angle de l'avenue de Caen et de la rue Barrabé.





Bibliothèque de l'ICR, Avenue de Caen, Rouen

UNE ÉCOLE INDUSTRIELLE

L'Institut chimique est une école résolument tournée vers l'industrie régionale. Financé à 60 % par des entrepreneurs et des groupements professionnels, il reçoit équipements et fournitures des membres de la Société industrielle. Les programmes fixant les enseignements sont à dessein orientés vers la pratique. L'objectif est d'épurer l'enseignement des théorisations et de former des ingénieurs aptes à être efficaces en entreprise, sur un site de production, même si Abel Caille, le directeur, insiste sur le caractère généraliste de la formation. Les industriels de la région sont invités à faire des conférences, à proposer des visites de leurs usines, à accueillir les étudiants en stage et à leur commander des projets de recherche, tandis que la Société industrielle agit comme un trait d'union entre l'école et ses membres.

Pour autant, les dirigeants se rendent à l'évidence que le concours de la sphère académique ne peut être complètement écarté, ne serait-ce que pour recruter des enseignants compétents. Ils obtiennent aussi la reconnaissance de leur diplôme dès 1921.

LES ÉTUDIANTS

Les promotions s'accroissent progressivement et se féminisent dès les années 1920. Les diplômés sont entre 20 et 30 chaque année.

Les élèves ingénieurs de cette période sont essentiellement originaires de la région. Néanmoins, l'école remplit aussi ses bancs par des effectifs d'étudiants étrangers non négligeables, suivant ainsi un phénomène commun à la presque totalité des formations supérieures françaises, qu'il s'agisse des universités ou des écoles techniques supérieures. En 1929-30, ils représentent à eux seuls presque 56% des élèves de l'Institut. Ces étudiants proviennent essentiellement d'Europe centrale et orientale. Nombre d'entre eux sont juifs et fuient les politiques xénophobes de leur pays d'origine.

Le placement au sortir de l'école est lui aussi régional. Conformément au projet initial, ce sont les entreprises régionales qui emploient ces ingénieurs, dans le secteur textile, dans celui de la parfumerie, dans les terres rares ou dans la pharmacie, et à partir des années 1940 dans la pétrochimie. L'école est centrée sur le réseau de la Société industrielle tandis que très rapidement, les anciens élèves eux-mêmes placés dans l'industrie régionale, prennent pour habitude d'engager leurs cadets.

L'Institut chimique repose pour une large part sur un engagement des industriels de la région, dans le fonctionnement de l'école, par l'intermédiaire de la Société industrielle. Or, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les difficultés se multiplient : l'industrie textile est en proie à de sérieuses difficultés et le réseau tissé autour de la Société industrielle tend à s'étioler. Parallèlement, les bombardements ont endommagé les bâtiments et le fondateur Émile Blondel est décédé. Le Ministère, soucieux de la qualité de la formation, évoque la nécessité d'allonger le cursus d'une année. Autant d'éléments qui laissent planer la crainte de graves difficultés financières pour cette école privée.

LE DON À L'ÉTAT

Aussi, le fils du fondateur, Robert Blondel, conscient que ce statut d'établissement privé anéantit tout espoir de subvention exceptionnelle, propose à l'Etat de reprendre l'école. C'est à la direction de l'Enseignement technique, au sein du Ministère de l'Éducation nationale, que l'école sera rattachée. Après plusieurs statuts transitoires, plusieurs pro-

jets d'implantation à Barentin et Rouen, l'Institut chimique de Rouen devient l'Institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen (INSCIR) en 1959.

Les autres formations dispensées à l'Institut (cours du soir, certificat d'aptitude…) se voient pérennisées et distribuées entre l'École industrielle située rue Méridienne, une antenne du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) dès 1958 et un Institut universitaire de technologie (IUT), dont la première section est créée en 1965.



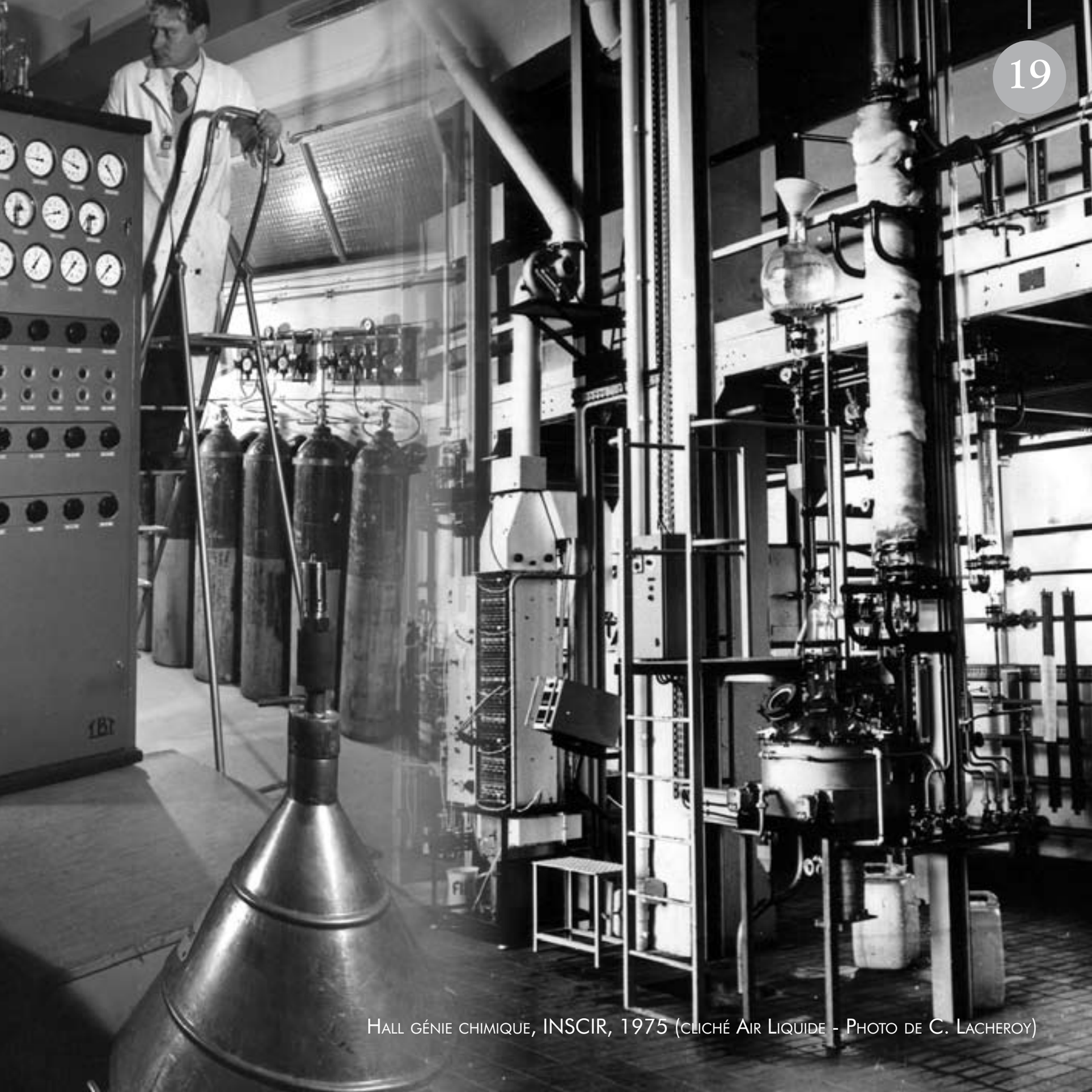
Accueil de l'INSCIR, place Emile Blondel, Mont-Saint-Aignan,1970

UN INSTITUT PARMI « LES GRANDES ÉCOLES »

Avec cette transformation, l'institut s'inscrit au cœur des formations supérieures rouennaises. Symboliquement, il quitte la rive gauche, industrielle, et emménage sur le campus alors naissant de Mont-Saint-Aignan, recevant des installations de dernière génération. Surtout, il devient une école d'échelle nationale, pourvue d'un internat accueillant les étudiants éloignés. Ses promotions font plus que doubler.

Progressivement, le nouveau directeur, Paul Pastour, réunit une équipe d'enseignants hautement diplômés. Les applications textiles s'effacent des programmes au profit de nouvelles matières, comme la métallurgie, la chimie macromoléculaire, le génie chimique, les sciences économiques et les langues. La recherche est introduite. Parallèlement, les exigences d'admission des élèves se renforcent, un concours d'entrée spécifique est organisé. En quelques décennies, l'Institut s'est hissé parmi les meilleures écoles de chimie françaises.





Hall génie chimique, INSCIR, 1975 (cliché Air Liquide - Photo de C. Lacheroy)

LA DIVERSIFICATION DES SPÉCIALITÉS

Comme les autres écoles d'ingénieurs spécialisées dans la chimie, l'Institut est atteint par le contexte défavorable des années 1970 et 1980 : les chocs pétroliers conduisent à une mise en cause des matières premières et des procédés utilisés par la chimie. Plusieurs personnalités dénoncent les trop forts effectifs de chimistes et d'ingénieurs chimistes formés au plan national eu égard aux besoins économiques. Au sein de l'Institut, dirigé par René Darrigo, on se questionne aussi sur la nécessité de revenir à une plus grande proximité avec les industriels régionaux.

C'est dans ce cadre, sous l'impulsion de Laurent Fabius, alors Premier ministre, et de son équipe, que l'établissement subit sa dernière métamorphose. En 1985, de la transformation de l'INSCIR, naît l'Institut national des sciences appliquées de Rouen, alors dirigé par Pierre Valentin. À l'époque les villes de Lyon (1957), Toulouse (1963) et Rennes (1966) disposent de ces écoles créées notamment pour démocratiser la formation d'ingénieur et caractérisées par une diversification des spécialités, un recrutement immédiat après le baccalauréat, une formation en 5 années et des effectifs d'étudiants importants.



Étudiants en STPI (Sciences et Techniques Pour l'Ingénieur), INSA de Rouen, site de Mont-Saint-Aignan, laboratoire d'enseignement de la physique 1er cycle, 2006

22

Étudiants département EP (Énergétique et Propulsion), INSA de Rouen, hall thermique, site du Madrillet (Saint-Étienne-du-Rouvray), 2006





À ce jour, l'INSA de Rouen accueille environ 1350 étudiants et plus de 250 diplômés en sortent chaque année, spécialisés en chimie toujours (chimie fine et ingénierie), mais aussi en mathématiques (génie mathématique), en thermodynamique (énergétique et propulsion), en mécanique, en informatique (architecture des systèmes d'information) et en maîtrise des risques industriels (maîtrise des risques industriels et impact sur l'environnement). L'école est inscrite dans le réseau des INSA (Lyon, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse) qui forme, chaque année, 12% des ingénieurs en France. Sa transformation se poursuit sous les directions successives de Gilbert Touzot, Dieter Weichert, et Jean-Louis Billoët : elle a adopté le modèle MD (master et doctorat) comme structure de sa formation et entame une migration progressive sur le Technopole du Madrillet à Saint-Étienne-du-Rouvray.



Étudiante en MRIE (Maîtrise des Risques Industriels et impact sur l'Environnement), INSA de Rouen , laboratoire Technicom , 2006

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

En neuf décennies, l'institut a connu de nombreuses transformations : déménagements, statuts privé ou public, réorientation des programmes puis des spécialités, modes de recrutement des élèves, flux de diplômés croissants, aire d'influence locale ou internationale pour le placement des diplômés... Et pourtant, avec l'INSA, il revient à son orientation première des sciences appliquées, à un mode de recrutement post-baccalauréat, à une approche posée en contrepoint de l'élitisme des grandes écoles, et il retrouve la rive gauche, sur le site du Madrillet.

Anne Bidois-Delalande
Maître de conférence
Groupe de Recherche Innovations et Sociétés
Département de Sociologie
Université de Rouen

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : septembre 2007. N°ISBN 2 - 913914-85-3
© Agglomération de Rouen
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

A. BIDOIS, *La formation des cadres de l'industrie chimique à Rouen 1895-1985*, Formation-Emploi, n°83, pp 65-76, 2003.

J-P. CHALINE, *Les bourgeois de Rouen, une élite urbaine au XIX^e siècle*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982.

S. CHASSAGNE, *Le coton et ses patrons*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1991.

P. LECOUTEUX, *La société industrielle de Rouen (1872-1939), une sociabilité spécifique ?*, thèse de doctorat d'histoire, S. Chassagne dir., Université L. Lumière, Lyon II, 1996.

A. MAUROIS, *Mémoires*, 1885-1967, Paris, Flammarion, 1978.

A. MAUROIS, *Bernard Quesnay*, Paris, Gallimard, Ed. De la Nouvelle revue française, 1926.

Remerciements :

La direction et ses administrations successives* , les membres de l'équipe Patrimoine de l'INSA de Rouen : Anne Caldin de la cellule Culturelle, Céline Guerrand et Maxime Reynet du Service Communication, Jean-Noël Le Toulouzan, enseignant, Francis Marsais de l'association des anciens élèves (A4IR), Michel Rendu et Philippe Aubry de la bibliothèque et Jacques Lombart.
*C. Feasson, R. Debrie, R. Goglu.
Le personnel des Archives, départementales de la Seine-Maritime et celui des archives municipales de Rouen.

Photographies :

© Collections de l'INSA de Rouen.

Composition du groupe Histoire :

Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud - Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse de l'Agglomération de Rouen
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Agglomération de Rouen
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65 / e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



Retrouvez la collection histoire(s) d'agglo sur

www.agglo-de-rouen.fr

et au Point Info de l'Agglomération de Rouen
au 50, rue de la Vicomté,
angle de la rue aux Ours à Rouen

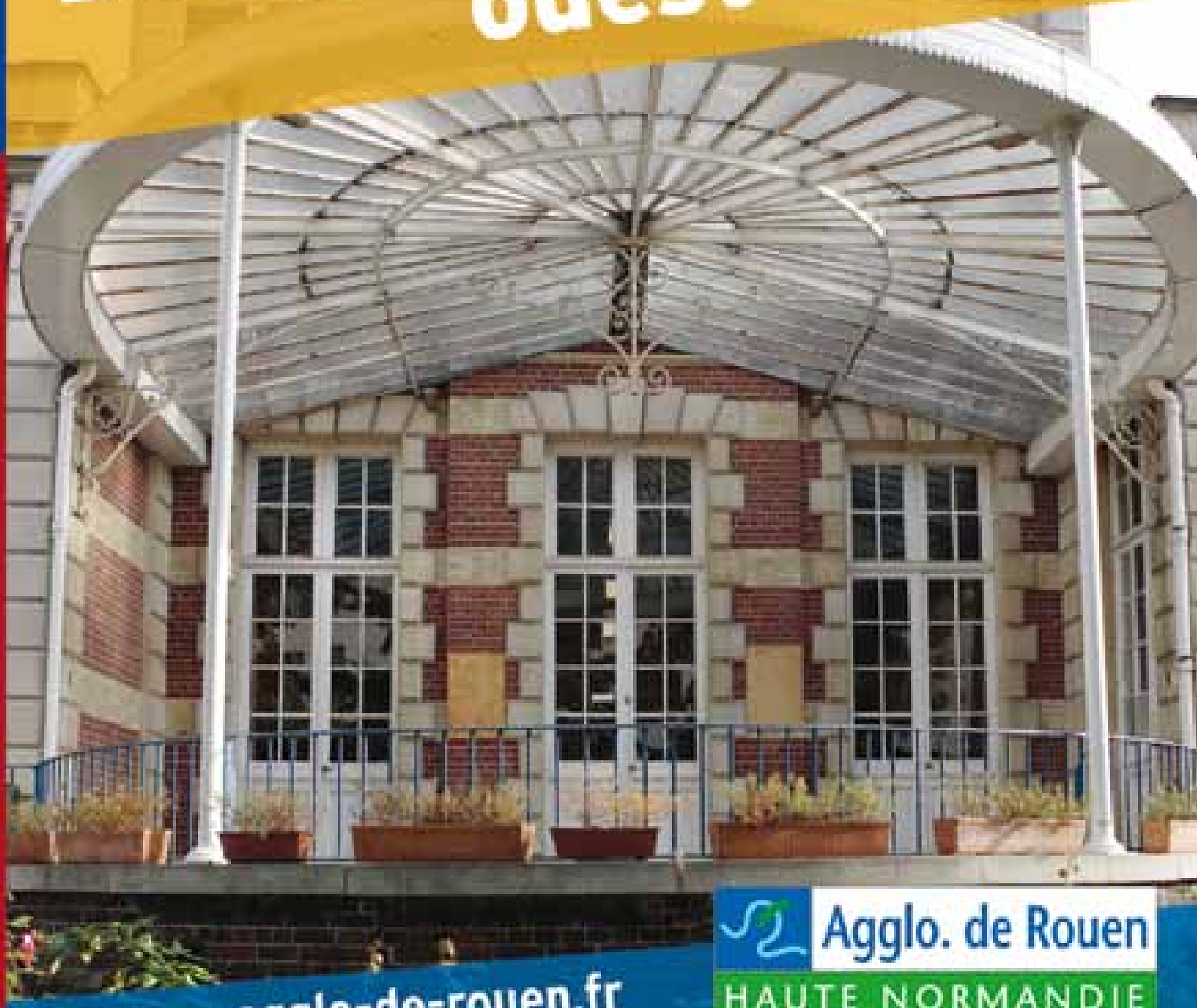
GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé

n°37

Collection histoire(s) d'agglo

Les quartiers ouest

Jérôme Decoux



www.agglo-de-rouen.fr

Agglo. de Rouen
HAUTE NORMANDIE



Au XVIe siècle, le rempart marque la frontière entre la ville et son faubourg ouest. Grande vue du Livre des fontaines, 1526

Chère Madame, cher Monsieur,

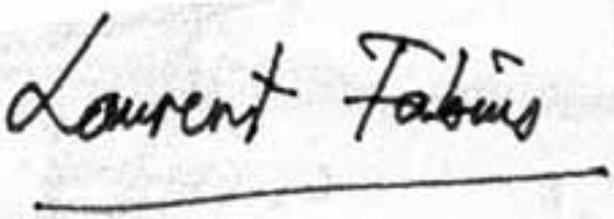
On résume trop souvent l'histoire de l'agglomération de Rouen à celle de son centre historique. Pourtant, les secteurs périphériques, faubourgs ou banlieues, sont dignes d'intérêt.

Situés entre ville centre, vallée industrieuse de Maromme, le port et les voies de berge de Canteleu et Croisset, les quartiers ouest de Rouen se sont construits lentement. Les maisons, les entrepôts, les usines, comme les églises et les écoles souvent modestes témoignent, à leur façon, de l'histoire urbaine et de la vie des habitants.

Ils méritent qu'on leur prête attention, particulièrement au moment où ce secteur, longtemps livré à lui même, est le théâtre d'un réaménagement aux enjeux économiques et urbains importants.

Chaleureusement à vous,

Laurent Fabius



Président de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise

Jean-Yves Merle



Vice-Président délégué à la Politique Culturelle

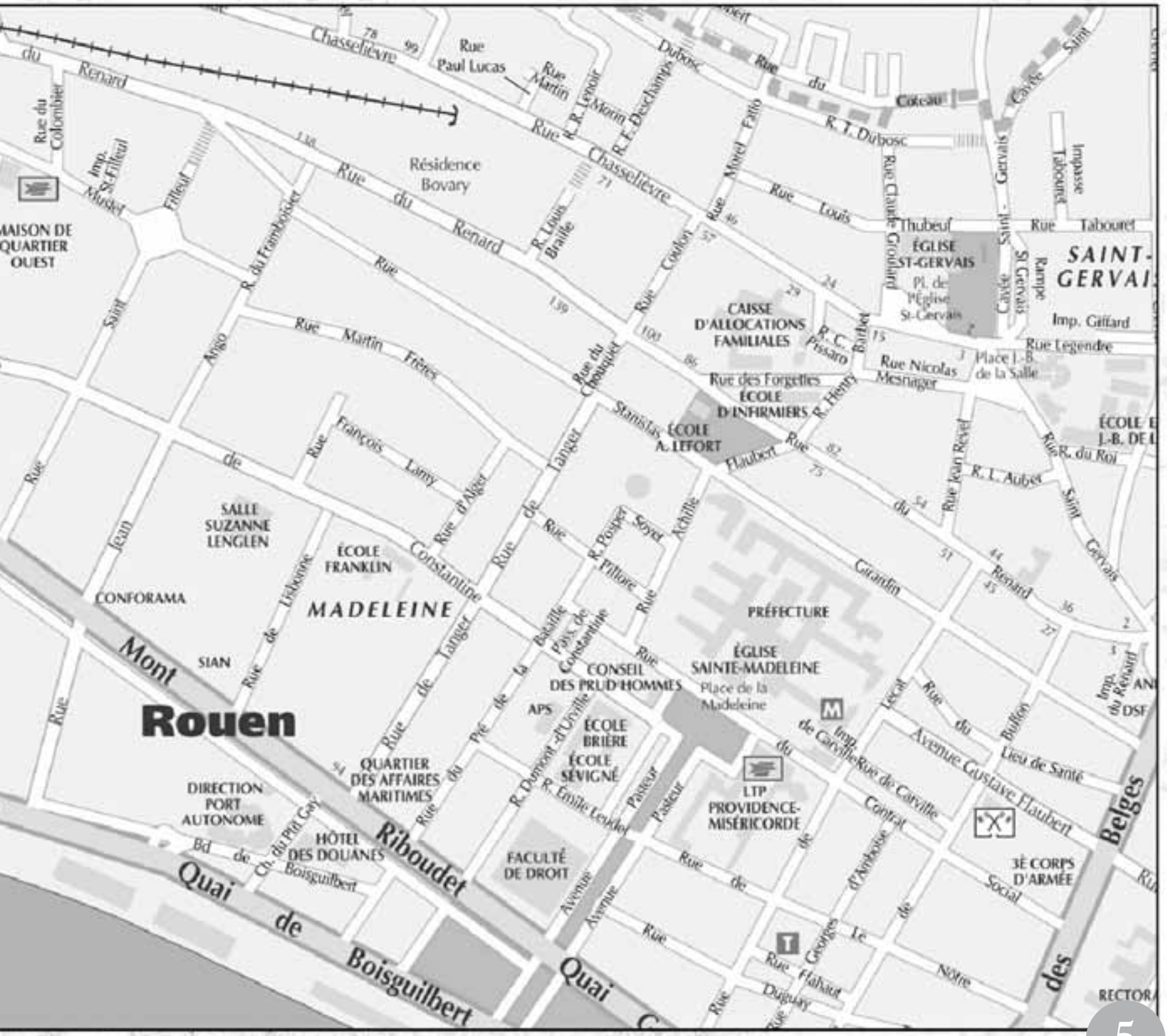
INTRODUCTION

Les quartiers ouest de Rouen occupent un territoire allongé d'est en ouest, organisé par les rues du Renard, Constantine, l'avenue du Mont-Riboudet et les quais. Ce territoire a été occupé lentement et récemment par strates successives dont les dernières remontent aux années de l'entre-deux-guerres. Edifiés entre le XVIII^{e} siècle et les années 1950, les quartiers ouest présentent un patrimoine d'une grande diversité, de la prestigieuse église de la Madeleine jusqu'aux entrepôts portuaires, de la maison rurale au lotissement des années 1920.

Il n'est pas question dans ce fascicule de retracer toute l'histoire de ce secteur, mais de proposer des arrêts choisis, d'inviter à lever les yeux et à reconsidérer cette partie de la ville.



© PTC / EDIGRAPHIE 2003


Rue du Renard
Rue Chasselièvre
Rue Paul Lucas
Rue Martin
R. R. Lenoir
R. E. Deschamps
Dubosc
Rue du Coteau
R. T. Dubosc
Rue Claude Goulard
Rue Louis Thubeuf
Rue Tabouret
Impasse Tabouret
Côte Saint-Gervais
Rue du Renard
R. Louis Braille
Résidence Bovary
Rue Morel Fatio
Rue Coulon
ÉGLISE ST-GERVAIS
Pl. de l'Église St-Gervais
SAINT-GERVAIS
Rampe St-Gervais
Imp. Gaffard
Rue Legendre
Place J.-B. de la Salle
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
R. C. Pissaro
Rue Nicolas Mesnager
Rue des Forgettes
ÉCOLE D'INFIRMIERS
R. Henry Bardet
ÉCOLE J.-B. DE L
MAISON DE QUARTIER OUEST
Imp. St-Filleul
Filleul
Musset
R. du Frambosier
Rue Martin Frênes
Rue du Chasquet
Rue de Tanger
Stanislas Flaubert
ÉCOLE A. LEFORT
R. L. Aubé
Rue Jean Revel
Rue R. du Roi
Saint Gervais
Rue François Lamy
Rue d'Alger
Rue de Constantine
R. Pasteur Soyer
Rue Achille Pillore
Curandin
Renard
SALLE SUZANNE LENGLEN
ÉCOLE FRANKLIN
CONFORAMA
MADELEINE
PRÉFECTURE
Rue de Trébeurdine
Rue de Tanger
Bataille
Pass. de Constantine
Rue
CONSEIL DES PRUD'HOMMES
ÉGLISE SAINTE-MADELEINE
Place de la Madeleine
Mont
SIAN
Rouen
APS
ÉCOLE BRIÈRE
ÉCOLE SÉVIGNÉ
R. Dumont-d'Urville
R. Émile Levasseur
Pré de la
Rue du Contrat
Imp. de Carville
Rue de Carville
Avenue Gustave Flaubert
Lieu de Santé
Rue du Buffon
Imp. du Renard
LTP PROVIDENCE-MISÉRICORDE
QUARTIER DES AFFAIRES MARITIMES
DIRECTION PORT AUTONOME
HÔTEL DES DOUANES
Bd de Boisguilbert
Ch. du Pré Gay
Riboudet
Quai de Boisguilbert
FACULTÉ DE DROIT
Avenue
Pasteur
Rue de Normandie
3E CORPS D'ARMÉE
Social
Rue Georges Le Nôtre
Rue Flahaut
Duguay
Quai des Belges
RECTORA

UN FAUBOURG ENTRE VILLE ET CAMPAGNE



Jusqu'au XVI^e siècle, le quartier ouest forme un faubourg hors la ville, dont la limite marquée par le rempart (l'actuel boulevard des Belges) est infranchissable entre le château fort du Vieux-Palais, au bord de la Seine, et la porte Cauchoise.

Des berges de la Seine, alors parsemée d'îles, jusqu'à l'actuelle rue de Crosne, la plaine, sinon inondable, du moins fort humide et parcourue de sourceaux et ruisseaux, est occupée par des jardins, des guinguettes, des chantiers d'hivernage et de réparation pour les navires.

Les premières maisons s'accrochent à flanc de côteau, le long de la rue du Renard, axe de communication avec le Pays de Caux, et dans le faubourg Saint-Gervais. Son église, fort ancienne, a été reconstruite au XIX^e siècle dans le style néo roman. Elle conserve une crypte préromane remaniée au début du XI^e siècle et une abside à cinq pans très endommagée de la même période. Lieu d'inhumation probable, hors les murs, des premiers évêques de Rouen, c'est aussi dans l'église Saint-Gervais que fut déposé le corps de Guillaume le Conquérant, le 9 septembre 1087, avant ses funérailles à Caen.

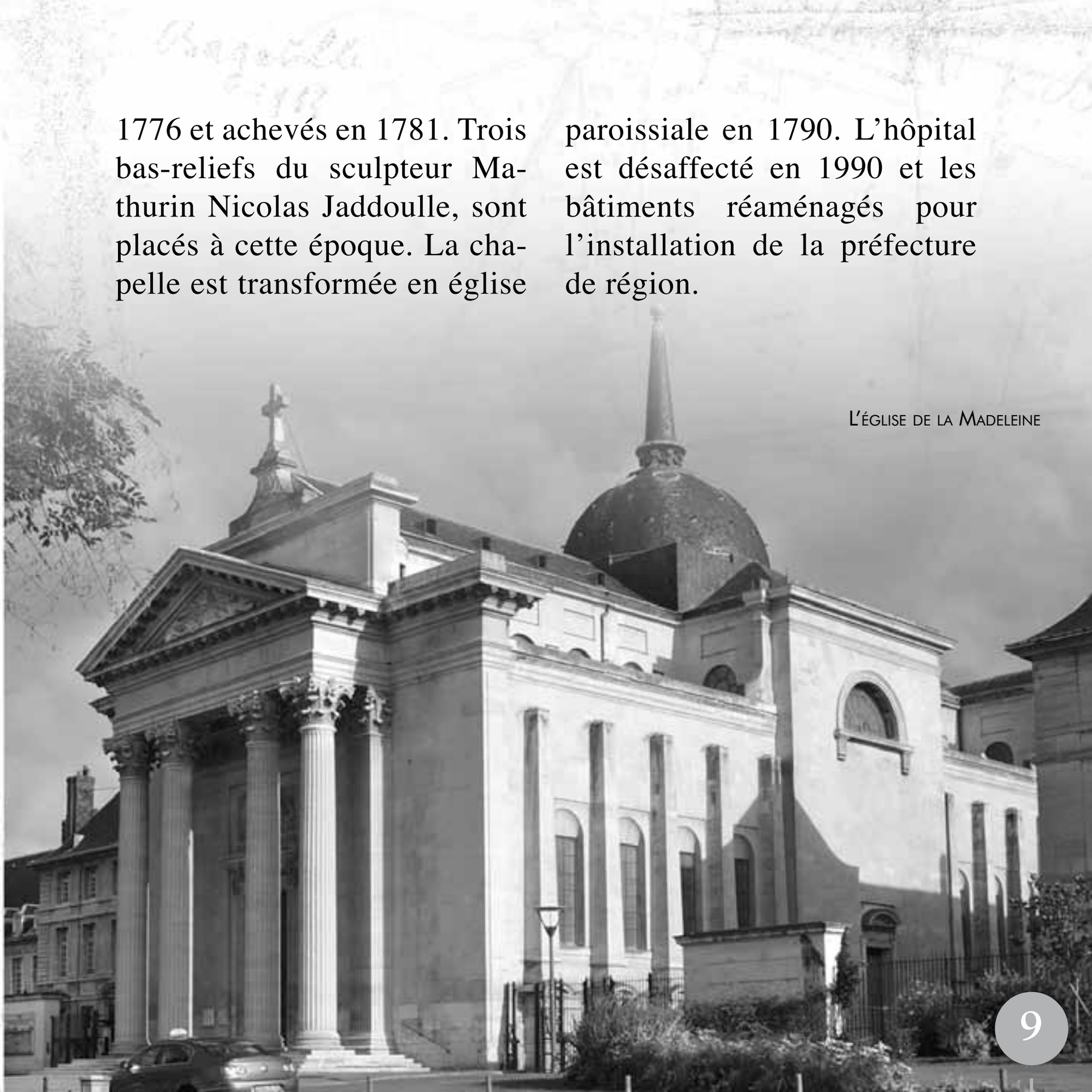
La plaine est assez déserte et écartée de la ville pour qu'on songe au XVI^e siècle à y implanter le nouvel hôpital pour les pestiférés, qui doit remplacer l'hôpital de la Madeleine, situé au cœur

Au XVIII^e siècle, le faubourg s'étend entre le Lieu-de-Santé et Bapeaume (carte de Mangin, 1716)

de la ville, près du portail de la Calende. Prévu en 1569, les travaux du nouvel Hôtel-Dieu, qui comporte deux hôpitaux dédiés à saint Louis et saint Roch, débutent en 1580 alors que la peste réapparaît. Rapidement arrêtés, ils reprendront de 1654 à 1683, sous la direction de l'architecte Abraham Hardouin. De cette campagne datent, pour l'hôpital Saint-Roch, les ailes nord et sud et le corps central ; pour l'hôpital Saint-Louis, le premier étage de l'aile sud et le corps central terminé en 1661. Saint-Louis est terminé entre 1749 et 1757, par les architectes Michel Fontaine et Parvy qui réalisent l'aile nord, le deuxième étage de l'aile sud, le rhabillage de la façade du corps central, les deux pavillons d'entrée, ainsi que le bâtiment reliant les deux parties de l'hôpital, prolongé dans la cour de Saint-Roch. Les premiers malades, venant de l'Hôtel-Dieu de la Madeleine, seront transférés le 17 juillet 1758.

Parallèlement, la nouvelle église de la Madeleine est construite de 1753 à 1781. Commencée par l'architecte Parvy, interrompue en 1760, la construction est reprise en 1767 sur un nouveau plan par l'architecte Jean-Baptiste Le Brument. De nouveau interrompus, les travaux reprennent, par le même architecte, en 1773 ; les colonnes du portail et de l'église menaçant ruines dès 1774, les travaux de maçonnerie sont consolidés en

1776 et achevés en 1781. Trois bas-reliefs du sculpteur Mathurin Nicolas Jaddoulle, sont placés à cette époque. La chapelle est transformée en église paroissiale en 1790. L'hôpital est désaffecté en 1990 et les bâtiments réaménagés pour l'installation de la préfecture de région.



L'église de la Madeleine

Le XVIII^e siècle voit se produire des modifications d'importance, marquant une vague d'urbanisation contrôlée. Tandis que l'avenue du Mont-Riboudet est tracée, doublant la rue du Renard vers l'ouest, l'abandon des fortifications de Rouen au milieu du XVIII^e siècle permet d'envisager un plan d'urbanisme ambitieux. Décidée par la municipalité en 1749, la construction d'un nouvel hôtel de ville est confiée à l'architecte Mathieu Le Carpentier. Celui-ci propose en 1758 un réaménagement de l'ouest de la ville, anticipant sur la disparition des fortifications. Il doit s'étendre de la place du Vieux-Marché à l'Hôtel-Dieu et de la Seine au carrefour Cauchoise. Le nouvel hôtel de ville se trouve sur un axe reliant la cathédrale et l'Hôtel-Dieu par la rue du Gros-Horloge. Cette perspective est ponctuée de part et d'autre de l'hôtel de ville, de deux places et d'un jardin ; à l'est, la place Royale qui remplace le Vieux-Marché ; à l'ouest, la place de Luxembourg. Un quartier neuf avec une voirie régulière est prévu entre l'Hôtel-Dieu et les anciens remparts. Les fondations de l'hôtel de ville sont réalisées ainsi que les rues de Crosne et Crosne-hors-la-ville (actuellement, avenue Flaubert) avant que le manque de fonds n'arrête les travaux en 1768. Le quartier sera loti

par étape succesives entre 1780 et 1820, ne suivant qu'en partie le plan initial de Le Carpentier.

S'élèvent alors hôtels particuliers et immeubles de rapport, de trois à quatre étages, construits pour les plus imposants en pierre de taille, mais le plus souvent en brique et pans de bois et couverts d'un enduit en plâtre en faux appareil (imitant l'appareillage de la pierre de taille).

Parmi ces immeubles, on peut citer le 38, rue Gustave-Flaubert. Edifié dans la première moitié du XIX^{e} siècle, il est orné d'une proue de navire encadrée par une sirène et un triton et portant les initiales de son commanditaire, Pierre Bataille, propriétaire à Maromme. L'entepreneur Pierre Baron y travaille sur les plans de l'architecte Ernest Lebrun. Jean-Baptiste Foucher, un des principaux sculpteurs rouennais du XIX^{e} siècle, y débute comme commis tailleur de pierre sous la direction de son père.



Immeuble début XIX^{e} siècle

C’est à peu près au même moment que les édiles arrivent à convaincre les marchands de cidre qui entreposaient leur tonneaux sur le quai de la ville, devant la porte Guillaume-Lion, d’investir un espace neuf, hors la ville.

La création du Champ de foire aux boissons en 1782 est une des premières tentatives pour désengorger le quai de la ville. Ce champ de foire s’installe sur un terrain acquis par l’intendant De Crosne auprès de l’Hôtel-Dieu. L’acte de vente précise les conditions d’établissement des loges des marchands : le lieu doit être à seul usage de marché aux boissons, les loges ne doivent pas dépasser 10 pieds de haut (soit trois mètres), et ce afin de ne pas masquer la vue de l’Hôtel-Dieu et doivent être alignées à 14 pieds du milieu de la rue. En 1783, un arrêt du Parlement de Normandie établit la vente du cidre sur la nouvelle place. Au cours du XIX^{e} siècle, des constructions variées remplacent la majorité des loges. Pendant l’entre-deux-guerres, la disparition du trafic de cidre forain et l’évolution du trafic pinardier vers le stockage en vrac amène la désaffectation du Champ de foire aux boissons, progressivement converti en logements. La partie méridionale est détruite en 1995 pour laisser place à l’Université de droit ; du secteur nord, rasé en 1999, ne subsiste qu’une portion du mur d’enceinte, tandis que les constructions neuves reprennent le gabarit des loges initiales.

L'avenue Pasteur vers 1860





Au début du XIX^{e} siècle, c'est au tour des rues avoisinant la rue du Renard de connaître une certaine expansion. Cette urbanisation est plus particulièrement liée au développement de l'industrie textile, et voit apparaître les alignements de grands immeubles de trois à quatre niveaux, comprenant ateliers et logements. Signe caractéristique de l'activité textile, le dernier étage largement ouvert abrite les séchoirs à drap, autrement appelés les greniers à étentes.

L'architecte Grison réalise plusieurs de ces immeubles, tout à la fois ateliers et logements patronaux, et dont la façade en pierre au dessin classique et soigné occulte une activité industrielle intense. Le 56 de la rue du Renard, édifié en 1839, est un bon exemple de son art.

Immeubles de teinturiers avec les greniers à étentes

Le 56, rue du Renard, caractéristique du style de l'architecte Grison



En aval du boulevard, la croissance du port accompagne celle du quartier. A la fin du XIX^{e} siècle les berges et les îles entre le Mont-Riboudet et les prairies Saint-Gervais sont remplacées par les quais Gaston-Boulet, de Boisguilbert, Ferdinand de Lesseps. Des moyens de manutention modernes, grues, hangars et voies ferrées font leur apparition, dessinant un nouveau paysage portuaire. Les deux tours hydrauliques, signées par l'architecte Lucien Lefort, sont protégées au titre des Monuments historiques depuis 1997.

Ce nouveau quartier portuaire attire armateurs et compagnies maritimes. Les bâtiments du front de Seine sont parmi les plus spectaculaires. Signalons, quai Gaston Boulet, près de la Direction du port, l'immeuble de l'Office de navigation, commandé en 1914 par l'armateur Jules Roy à l'architecte Pierre Lefèbvre. En vis-à-vis, au n°18, la puissante Compagnie charbonnière de manutention et de transport confie en 1916 la construction de ses bureaux à l'architecte Antoine Auverny.

Les rues adjacentes sont occupées par les entreprises, les entrepôts, les bars à matelots et les hôtels. Au cœur de ce quartier, rue Duguay-Trouin, la Mission norvégienne construit en 1926 la chapelle Saint-Olaf, afin d'offrir un lieu de culte aux marins protestants luthériens des navires chargés de bois du nord.

Immeuble de bureau et résidence patronale,
rue de Buffon



En 1883, le quai s'arrête au niveau de la rue Jean-Ango, qui le relie alors avec le Mont-Riboudet. La partie nord de la rue est établie à travers des jardins maraichers jusqu'à la rue de Constantine, et prolongée au-delà par la suite. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, elle marque la limite de l'urbanisation, si on excepte le petit noyau qui se regroupe autour de la nouvelle église du Sacré-Cœur, de style néo-roman, construite entre 1890 et 1912 sur les plans de Lucien Lefort.

A la fin du XIX^{e} siècle, la mairie estime que ce nouveau quartier, placé presque au centre du commerce de la ville, près du port maritime et de l'industrie des vallées de Maromme et de Déville, est essentiel au développement. Elle





Le faubourg Cauchoise vers 1860

peine pourtant à organiser son aménagement.

Elle projette ainsi de continuer la rue de Constantine jusqu'à l'avenue du Mont-Riboudet et de tracer une douzaine de rues neuves dans les prairies Saint-Gervais. Les principales protestations viennent des maraichers, inquiets des risques d'interruptions des sources et des ruisseaux ; mais quelques propriétaires s'alarment aussi des remblais qui accentueraient les cloaques des terrains marécageux les rendant inconstructibles. Ce projet est bloqué par les autorités portuaires qui s'inquiètent des possiblités d'extension du port et souhaitent établir dès 1901 un bassin à flot à l'ouest de la rue Nansen ainsi qu'une gare de triage. Ce bassin, le bassin Saint-Gervais, sera finalement réalisé dans l'entre-deux-guerres. Coupant la plaine, il limite drastiquement la possiblité d'expansion de la ville vers l'ouest.

Rue Jean-Ango, signature de l'entreprise Martin frères, maître maçon, en 1912



Dans l'entre-deux-guerres, le paysage des quartiers ouest a bien changé : l'avenue du Mont-Riboudet forme désormais un axe de transport bordé par des industries, des ateliers et les premiers garages automobiles. Elle sépare les entrepôts du secteur portuaire des lotissements du quartier résidentiel, le long des rues d'Alger, François Lamy, des frères Manchon ou Martin-Frères. Comme dans ces deux derniers exemples, les lotissements portent souvent le nom du propriétaire et promoteur ; ils ont parfois des dénominations plus « attractives », comme Bel Air et Beau Site.

Se développant au nord de la rue de Constantine, les lotissements s'échelonnent d'est en ouest, gagnant sur les terrains maraichers. Ainsi, la rue d'Alger est lotie entre 1922 et 1939 ; la rue François-Lamy, à partir de 1939 ; la rue Manchons frères, après 1942.

Leur réalisation n'est ni planifiée ni contrôlée par la ville ; de ce fait, leur jonction avec la voirie existante est parfois hasardeuse. Ainsi, l'actuelle rue François-Lamy (d'abord appelée lotissement Vervaeke du nom de son propriétaire) tracée en 1933, se développe d'abord en impasse. Ce n'est qu'en 1936 qu'elle est raccordée, par l'ouest, à la rue de Constantine.

Une vingtaine de propriétaires se partagent les lots.

Notons que la moitié des maisons de cette rue est signée par Jean Coletti, alternativement architecte, entrepreneur, propriétaire et maçon, et lui même domicilié au 20 de cette rue. Il construit aussi la moitié des maisons de la rue Manchons frères, qui compte neuf terrains répartis sur les rues Manchons frères, Tunis et Mogador en 1936. Ces maisons individuelles sont parfois agrandies en plusieurs étapes. Ainsi, le n°28, rue François-Lamy, construit en 1948, par Coletti, n'aura salle d'eau et commodités qu'en 1957 !

Au cœur du quartier, Le lotissement de la rue Martin-Frères présente un aspect original. En effet, Les Martin, propriétaires du terrain loti, sont aussi entrepreneurs en batiments (ils ont construit un certain nombre des maisons de la rue Jean-Ango). A ce titre, ils proposent leurs services aux acquéreurs de leur terrain à partir d'un plan de base. La rue est ainsi bâtie entre 1924 et 1936, par une série homogène de maisons similaires, qui varient par la disposition et quelques éléments décoratifs.

La plupart des cahiers des charges conservés précisent la forme et les matériaux de construction, (tuile, brique ou mœllon le plus souvent) et vont jusqu'à limiter l'activité : ainsi celui du lotissement Antoinette (rue Saint-Filleul) prévoit que les maisons seront de construction soignée, et l'industrie « interdite, sauf les ateliers [d'une puissance]

Un lotissement de trois maisons en série, rue Achille-Flaubert

de moins de dix chevaux, et sans bruits, odeurs et émanations ou autres causes ». De même, commerces et débits de boissons sont interdits, sans doute pour tenir à l'écart les marins et les manœuvres du port voisin.

Construites sur des terrains parfois mal viabilisés et parcourus par de nombreux sourceaux, certaines de ces maisons ont aujourd'hui des problèmes de stabilité. Cette urbanisation progressive provoque des conflits d'usage entre jardiniers et nouveaux habitants, ces derniers



empruntent parfois des sentiers agraires pour rejoindre la voirie municipale. Les nouveaux arrivants découvrent aussi les aléas d'une numérotation improvisée qui saute d'un chiffre à l'autre, les habitants s'attribuant les numéros à mesure de leur date d'installation et non pas en fonction de l'ordre des maisons dans la rue ; telle rue compte parfois plusieurs numéros identiques, au grand dam des facteurs. Cette dernière phase d'urbanisation s'arrête dans les années 1950.



Le lotissement régulier de la rue Martin-Frères

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Aujourd'hui, ce secteur composite, à la fois urbain, résidentiel, portuaire et industriel, est de nouveau en pleine évolution ; après l'avenue Pasteur rénovée et l'implantation de la faculté de Droit, les friches portuaires reconquises sont à leur tour en pleine mutation, tandis que le 6e franchissement annonce une évolution de la circulation routière du Mont-Riboudet. Dans ce contexte de mutation intense, ce fascicule invite à revisiter et les paysages urbains et le patrimoine très divers de ce territoire étendu, ainsi qu'à reconsidérer l'histoire de ce faubourg réputé sans histoire.

Jérôme Decoux
Service Régional de l'Inventaire et du Patrimoine

Ce fascicule d'histoire(s) d'agglo a été réalisé en collaboration avec le Service de l'Inventaire et du Patrimoine du Conseil Régional de Haute-Normandie, qui poursuit actuellement l'étude du patrimoine architectural de la commune de Rouen.

Ce fascicule a été tiré à 30 000 exemplaires
sur les presses de l'imprimerie E.T.C à Yvetot
Dépôt légal : janvier 2009. N°ISBN 2 - 913914-91-8
© Communauté de l'agglomération rouennaise
Collection histoire(s) d'agglo - N°ISSN 1291-8296

Pour en savoir plus :

Documentation consultable au Centre de documentation du Service régional de l'inventaire et du Patrimoine, Région Haute-Normandie, 29, rue Verte, 76000 Rouen

Quelques pistes bibliographiques :

PERIAUX (N), *Dictionnaire des rues et des places de Rouen, 1870*
LEVAINVILLE (J), *Rouen, étude d'une agglomération urbaine*. Armand Colin, Paris, 1913
PESSIOT (G), *Histoire de Rouen*, 4 tomes, ed. Ptc, 1984
DECOUX (J), *Rouen, port de mer*, collection images du patrimoine, 1999

Aux archives départementales de Seine-Maritime :
série 2 OP 1538, administration communale

Aux archives municipales de Rouen :
Les Dossiers de voirie
Les Registres des délibérations municipales
Les Annuaires de Rouen

Photo couverture :
la verrière de la crèche Brière.

Photographies :

© Yvon Miossec, Service Régional de l'inventaire et du patrimoine, sauf p. 6 et 20, archives départementales de Seine-Maritime.

Remerciements :

L'auteur remercie vivement l'architecte Jean-Hugues Berville, Yves Clerget, médiateur culturel au centre Georges Pompidou, l'équipe du Pôle Patrimoine de la ville de Rouen, les membres des conseils des quartiers Pasteur et Coteaux ouest, et tout particulièrement Françoise Chaignon, Delphine Jacono, Cécile Prévost et Olivier Jourdain, ainsi que Solange Claquin, Paul Sément et Vincent Verger.

Composition du groupe Histoire :

Alain Alexandre - Jérôme Chaïb - Chantal Cormont - Michel Croguennec - Frédéric David - Jérôme Decoux - Alain Gerbi - Claude Lainé - Serge Martin-Desgranges - Jean-Yves Merle - Pierre Nouaud - Jean-Robert Ragache - Jacques Tanguy - Cécile-Anne Sibout
Coordonnateur : Loïc Vadelorge

Conception, réalisation et suivi :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse de la Communauté de l'agglomération rouennaise
Serge Martin-Desgranges

Réalisation :

Nicolas Carbonnier

Contact :

Direction Culture - Patrimoine - Jeunesse
Communauté de l'agglomération rouennaise
Immeuble "Norwich House"
14 bis, avenue Pasteur - BP 589
76006 Rouen Cedex 1
Tél : 02 32 76 44 95 - Fax : 02 32 08 48 65 / e-mail : culture@agglo-rouennaise.fr

Conception graphique :

Stéphanie Lejeune - Nicolas Carbonnier



GRATUIT, ne peut être vendu
Imprimé sur papier recyclé